

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX

TOME XCIV ANNÉE 2003

REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE BORDEAUX



TOME XCIV
ANNÉE 2003

Revue publiée par la Société Archéologique de Bordeaux

avec le concours de la Municipalité de Bordeaux,

du Conseil général de la Gironde

et de la Direction régionale des Affaires culturelles d'Aquitaine



SCD BORDEAUX 3

OBXA0065009

Revue archéologique de Bordeaux

*tome XCIV
année 2003*

*Revue publiée avec le concours de la Municipalité de Bordeaux
du Conseil général de la Gironde
et de la Direction régionale des Affaires culturelles, Service régional de l'Archéologie*

*Société Archéologique de Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux*

Membre de l'association "Archéologie d'Aquitaine"

*Société fondée en 1873
reconnue d'utilité publique
par décret du 11 mars 1914*

CNRS
P05 140
XXXI-3
INVENTAIRE
UNIV-MONTAIGNE

*Conformément à la tradition,
la Société Archéologique de Bordeaux
ne prend sous sa responsabilité
ni les opinions émises
ni les analyses développées par les auteurs.*

*Elle interdit
toute reproduction totale ou partielle de documents
sans son autorisation écrite.*

Photographie de couverture :

*Les Décades de Tite Live, fin du XIV^e siècle.
Bibliothèque municipale de Bordeaux, manuscrit 730.
Folio 359 : scène de siège par terre.*



L'archéologie girondine en 2003

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine

L'année 2003 restera probablement dans les annales de l'archéologie régionale. La multiplication des grands travaux d'infrastructures routières ou urbaines a abouti à la mise en place de très nombreux chantiers dont les résultats sont extrêmement spectaculaires et scientifiquement essentiels pour quasiment toutes les périodes chronologiques.

Si nous ajoutons à ces travaux, la mise en place d'études ponctuelles tout à fait novatrices dans le sud de la région, nous avons réuni tous les éléments pour faire de 2003 une année exceptionnelle. Il reste à espérer que les rapports de fouilles et les publications qui devront impérativement suivre dans des délais raisonnables, seront à la hauteur des premières conclusions ou hypothèses que l'on peut actuellement envisager. Il faudra aussi encourager, pour les années à venir, la mise en commun de toutes les informations recueillies pour réécrire certaines synthèses.

Le service régional de l'archéologie compte s'atteler à cette tâche et encourager tous les PCR, ACR ou projets scientifiques qui viseront à établir ces bilans et synthèses dans la mesure où ils prendront en compte l'intégralité des intervenants de l'archéologie régionale quel que soit leur rattachement administratif.

Paléolithique

Il est évident qu'en 2003 l'actualité des recherches sur le Paléolithique fut dominée par les opérations préventives de la déviation nord de Bergerac (Dordogne). Ayant débuté dans le dernier trimestre et débordant largement sur 2004, elles ne seront donc pas présentées dans ce bilan, mais il faut signaler que leur mise en place a occupé une bonne partie de l'année. Rappelons qu'en 2002, sur les 180 sondages réalisés sur le tracé de la déviation, 130 s'étaient révélés positifs. Treize sites ont été retenus pour la fouille après de longues discussions entre les membres de l'équipe I.N.R.A.P., le S.R.A. et la C.I.R.A. Un premier ensemble de sept secteurs a donc été livré aux fouilleurs, parmi lesquels le site du **Vieux Coutet**, où l'exceptionnelle coexistence en plein air de niveaux châtelperroniens et aurignaciens permet d'aborder la période de transition entre Paléolithique moyen et Paléolithique supérieur, et la **"doline" de Cantalouette** qui présente une succession stratigraphique continue depuis le Paléolithique inférieur jusqu'au Néolithique final. Une telle perdurance de l'occupation s'explique par l'abondance et la qualité de la matière première (silex du Bergeracois) accessible aux abords immédiats de la dépression. Ce gisement, dont on retiendra entre autre image celle de ses très importants ateliers de taille solutréens, constituera une des découvertes majeures des années 2003-2004.

Pour ce qui est de l'archéologie programmée, il me semble important de retenir pour 2003 deux chantiers : **Pech de l'Azé IV** dont l'opération dirigée par H. Dibble s'est achevée et les **grottes d'Isturitz** où l'exploration de la salle Saint-Martin continue d'étonner par la densité et la richesse des niveaux aurignaciens anciens.

A Pech de l'Azé IV, la dernière campagne confirme que les objectifs fixés au programme de quatre ans ont été atteints. Les études géologiques conduisent désormais à considérer le Pech IV, non comme un abri sous-roche effondré ainsi que l'envisageait Fr. Bordes, mais bien comme l'entrée effondrée d'une grotte, faisant partie du même système karstique que la grotte du Pech I et II. Une première date, voisine de 35 000 ans, a été obtenue pour le sommet de la stratigraphie. D'autres sont en cours, notamment sur le niveau de base de la séquence riche en silex brûlés, en croisant différentes méthodes.

A Isturitz, les niveaux aurignaciens livrent toujours autant de mobilier notamment, une nouvelle fois, de nombreux éléments de parures : perles en os, dents percées et fragments d'ambre. Les évolutions qui se font jour dans le domaine technique, à l'exemple de la diversité dans les modes de production lamellaire, contribuent à éclairer le scénario de l'émergence de ce nouvel ensemble culturel en Europe occidentale.

Néolithique

Cette période reste un peu la parente pauvre de la recherche en Aquitaine. Toutefois, une nouvelle dynamique de recherche, profitant en partie de l'apport de l'archéologie préventive, se développe autour de la problématique de l'exploitation du silex du Bergeracois, en particulier pour la production de lames de haches. Le PCR initié par F. Prodéo et F. Casagrande, incluant notamment un important travail de prospection, s'avère d'ores et déjà prometteur. Ils ont ainsi mis en évidence l'existence de plusieurs modes d'extraction, en fosses et en fronts de taille, selon la nature des gîtes. En complément de leurs observations, la fouille de la doline de Cantalouette mais également d'un petit atelier mis au jour sur le futur échangeur Mussidan Sud de l'autoroute A. 89, un peu en marge du Bergeracois proprement dit, permettra de caractériser les aspects techniques de la chaîne opératoire de production, d'aborder la dimension économique et d'affiner la chronologie.

Protohistoire

Pour l'Age du Bronze, l'essentiel des nouveautés provient des travaux de l'équipe rassemblée autour de J.-Cl. Merlet. Inlassablement, ils poursuivent l'exploration de la Grande Lande et découvrent régulièrement des habitats dans des zones réputées quasiment vides d'occupation.

Cette année, nous signalerons la découverte du site de **Parbès à Saint-Yaguen** avec blocs de torchis, tessons de grandes jarres, du site de **Bidou-Meste à Ousse-Suzan** avec de la céramique à décor plastique de cordons et pastillages de type Bronze moyen médocain et surtout les restes d'un moule de bronzier, enfin du site de **Suisse ouest à Ygos-Saint-Saturnin** qui, dans un labour forestier, a livré des tessons du Bronze moyen et quelques tessons évoquant la possible présence à proximité d'une nécropole. Il faut noter aussi qu'un dépôt de haches plates en cuivre fut découvert il y a quelques années sur cette dernière commune.

Le domaine funéraire à l'Age du Bronze n'est illustré cette année que par la fouille de la grotte de **Droundak à Sainte-Engrace** (64) au sud du massif de la Pierre Saint-Martin. Cette petite cavité, découverte par des spéléologues, a livré les restes d'une dizaine d'individus, dont deux ou trois périnataux, et quatorze vases reconstitués par P. Dumontier et P. Courtaud, les responsables de cette fouille. La majorité du dépôt concerne là aussi le Bronze moyen avec une réutilisation ponctuelle au Bronze final ou au début de l'Age du fer.

Opération spectaculaire, la « sortie des eaux » du lac de Sanguinet de deux pirogues, l'une datée de l'Age du Bronze moyen, l'autre du début de l'Age du Fer, toutes deux découvertes et étudiées par l'équipe de B. Maurin, marque le point de départ d'un nouveau programme muséographique.

Le hasard a aussi quelque fois sa part dans la recherche. C'est le cas cette année avec la mise en place de trois opérations portant sur les habitats protohistoriques de trois anciens chefs-lieux de cités : Agen, Bordeaux et Périgueux. Alors que, depuis près de dix ans, voire vingt pour Bordeaux, aucune opération d'envergure n'avait porté sur le sujet, 2003 voit la conjonction d'une fouille programmée sur l'*oppidum* des *Petrucore*s (**La Curade à Coulounieix-Chamiers**, fouille d'A. Colin) ; la mise en place d'un PCR sur l'*oppidum* des *Nitiobroges* visant à la publication des travaux de R. Boudet, chercheur du CNRS malheureusement trop tôt décédé (PCR, sous la responsabilité de Fl. Verdin) et la réalisation, en fin d'année 2003, d'une fouille préventive à l'emplacement de l'ancien Grand Hôtel de Bordeaux près du Grand-Théâtre de Bordeaux bâti au XVIIIe siècle sur les fameux Piliers de Tutelle, au cœur de l'ancienne agglomération des *Bituriges Vivisques*.

Les résultats les plus spectaculaires ont été obtenus à l'occasion de cette opération préventive. Quatre ou cinq phases d'occupation ont été identifiées, comprises entre le début du Premier Age du Fer et la fin du Second Age du Fer (La Tène D). Elles se présentent sous la forme de séries de niveaux d'occupation comportant des trous de poteaux, cloisons et plaques foyères. L'organisation de ces structures donne l'image d'une agglomération déjà bien structurée dès le VIe siècle av. J.-C.

Le fouilleur, Ch. Sireix, pense même avoir pu mettre en valeur la pérennisation de certains axes dès le IVe.

Les premiers résultats concernant ces trois opérations ont pu être présentés au colloque de l'AFEAF en mai 2004 à Toulouse. La publication de ces travaux va apporter des éléments essentiels pour la connaissance des organisations territoriales et ethniques antérieures à la conquête romaine.

Antiquité

2003 aura vu l'achèvement de deux PCR :

- **l'Alun dans l'Antiquité**, dirigé par F. Berthault dont la présentation des résultats a été faite en mai 2002 à Naples, à l'occasion d'un colloque international, la publication étant en cours. Après le PCR sur la viticulture antique, c'est la deuxième recherche collective de ce type, de courte durée avec un objectif bien ciblé, qui aboutit ainsi et dont la publication est immédiatement réalisée. Cela prouve, si besoin était, l'utilité de ce type de PCR et surtout l'intérêt de bien cibler le thème, et d'envisager une durée limitée permettant d'aboutir dans les meilleurs délais.

- Le deuxième PCR achevé en 2003 concerne **Périgueux**. Lié à l'ouverture du nouveau musée de la *villa* des Bouquets (juillet 2003), il devait permettre la publication de volumes concernant les inscriptions antiques, les peintures murales de Périgueux, la reprise de l'étude des monuments publics et la publication d'une carte archéologique de la Gaule consacrée à Périgueux.

Tous les objectifs ont été atteints à l'exception du volume de la carte archéologique de la Gaule, toujours en cours d'achèvement de rédaction. Il faut espérer que le départ vers l'Auvergne de Cl. Girardy-Caillat, ingénieur au SRA Aquitaine, et coordonnatrice de cette publication du PCR, ne retardera pas trop la fin de ce travail.

Les autres interventions, pour l'Antiquité, ont porté surtout sur le domaine urbain.

Tout d'abord à **Bordeaux**. Les grands parcs de stationnement souterrains sont achevés. Les résultats sont considérables : découverte d'un premier développement de la ville dès

l'époque césarienne ou augustéenne précoce, confirmation des dates proposées pour la mise en place d'un réseau viaire et d'une organisation de *Burdigala* au début de l'ère ; confirmation de l'hypothèse de l'existence, au IVe siècle, d'un chenal d'accès au port antique d'orientation nord-sud, mais aussi découverte d'aménagements portuaires sur les berges de la Garonne datés de la première moitié du Ier siècle ap. J.-C (fouilles F. Gerber) ; mise en évidence, à l'occasion des travaux du tramway, des galeries monumentales encadrant le monument des **Piliers de Tutelle** (fouilles W. Migeon) ; découverte d'une nécropole du IVe siècle installée immédiatement le long de l'enceinte tardive, **cours du Chapeau Rouge** (fouilles Ch. Sireix) et **cours de l'Intendance** ; découverte à la jonction de la **place J. Moulin** et de la **place Pey-Berland** d'un grand bâtiment, probablement public, comportant une abside à pans coupés, aux sols mosaïqués et aux murs recouverts de marbre dont la chronologie d'implantation est à fixer aux environs de 370-380 (fouilles W. Migeon). La possibilité qu'il s'agisse de la première cathédrale de Bordeaux a été évoquée en raison de son emplacement au quasi contact de l'actuelle cathédrale. Enfin, grâce aux travaux de prospection et de suivis de chantiers en banlieue effectués par le SRA (X. Charpentier), redécouverte et mise en évidence du tracé et des techniques de construction de l'aqueduc sud de *Burdigala*.

Si l'on ajoute à cela les multiples opérations de W. Migeon sur le rempart de la fin du IIIe siècle et les découvertes évoquées plus haut de Ch. Sireix au Grand Hôtel de Bordeaux, c'est toute l'histoire de Bordeaux antique qu'il faudra reprendre, peut-être dans le cadre d'un PCR ou d'un ACR associant toutes les composantes de la recherche régionale. C'est la proposition que le SRA a faite à l'université de Bordeaux pour les dix ans à venir. Le travail à accomplir en terme de publication et de divulgation publique est colossal et ne pourra être mené que par des équipes largement pluridisciplinaires.

D'autres grands chantiers préventifs s'annoncent : UGC **rue Castelnau d'Auros** (extension), l'ancien cinéma Gaudmont, **cours Georges-Clémenceau**, et l'ancien commissariat **Castéjà** qui devrait être restructuré. Souhaitons que les équipes soient en place pour intégrer aussi ces résultats.

Quelques opérations programmées seront aussi probablement nécessaires pour éclaircir certains points. On pense à la chronologie d'implantation de l'amphithéâtre du Palais Gallien ou des Piliers de Tutelle, voire au problème posé par la présence éventuelle d'un théâtre antique signalé fugacement dans la bibliographie du XIXe siècle entre les rues de Ruat et Vital Carles.

Tous ces travaux devraient permettre de réécrire l'histoire de Bordeaux antique mais aussi d'en proposer une nouvelle présentation muséographique avec le musée d'Aquitaine.

Gageons que le pari du SRA de faire de 2010, année du 1700^e anniversaire de la naissance d'*Ausone*, une année symbole pour l'achèvement de toutes les synthèses, sera tenu. Cela ne dépend que de l'engagement et de la bonne volonté de tous.

L'autre secteur aquitain qui évolue aussi rapidement pour l'Antiquité est celui du piémont pyrénéen.

Oloron, Lescar et Bayonne ont fait l'objet d'études et de fouilles en 2003 qui vont renouveler notre vision de ces agglomérations.

A Oloron, la fouille de la ZAC Guynemer montre un espace occupé dès le I^{er} siècle ap. J.-C de part et d'autre d'un axe franchissant le Gave. Ces habitats fonctionnent ensuite sans interruption jusque dans le courant du Ve siècle (fouilles L. Wozny, J.-Fr. Pichonneau). Parallèlement, le travail mené sur l'enceinte de la cité d'*Iluro* par J.-L. Piat a permis de mettre en évidence le tracé précis de celle-ci et de s'assurer de son antiquité. Les restes d'une tour ont même été dégagés, tour qui pourrait appartenir à une porte, c'est du moins une des hypothèses que nous envisageons sérieusement au vu de l'importance des vestiges conservés.

Si on ajoute à ce dernier travail, les recherches effectuées avec succès par MM. Fourdrin et Réchin sur l'enceinte de Lescar et de Bayonne, on peut maintenant affirmer avec certitude que toutes ces agglomérations de *Novempopulanie* étaient pourvues d'enceintes. Il est même possible de fixer, à la fin du IV^e siècle ou au début du Ve, la date de leur implantation. Nous rejoignons là les conclusions de nos collègues de Midi-Pyrénées dans les études qu'ils ont menées sur les enceintes de Saint-Bertrand de Comminge ou Saint-Lézer.

A l'avenir, il y aura peut-être là matière à débat, dans un colloque qui porterait sur ces villes des piémonts pyrénéens dont l'histoire, au fil des recherches récentes, s'éclaire peu à peu.

Nous ne pouvons quitter la recherche sur le monde antique sans évoquer rapidement les fouilles de deux grands *villae* : Lalouquette (64) et Lussas-et-Nontronneau (24). Ces deux opérations renouvellent progressivement nos connaissances sur l'architecture et l'organisation domestique de ces grands domaines ruraux. Les travaux de F. Réchin et G. Marchet montrent tout ce que l'on peut encore tirer de ces fouilles anciennes. La vision et la méthode employée régénèrent la recherche régionale dans ce domaine.

Moyen Age et époque moderne

Pour ces périodes, l'activité a été relativement plus calme en 2003. Nous n'avons retenu que six opérations qui méritent une mention particulière, soit par la qualité exceptionnelle des découvertes, soit par l'exemplarité de la recherche qui y est menée.

Le premier site relève un peu des deux. Il s'agit de la nécropole mérovingienne de **Jau-Dignac-Loirac** au lieu-dit La Chapelle, fouillée par I. Cartron et D. Castex depuis quelques années. On sait maintenant que ce site fut d'abord le lieu d'implantation au Haut Empire d'un tout petit sanctuaire rural. Les ruines de celui-ci furent récupérées et modifiées, peut-être au VI^e siècle, pour en faire une chapelle funéraire autour de laquelle se constitua une petite nécropole dont on ignore encore la composition sociale. Remplacée probablement au Moyen Age ou tout au début de l'époque moderne par une chapelle dédiée à saint Siméon, le site apparaissait encore sur la carte de Belleyme en 1780. La qualité des inhumations rencontrées et du mobilier qui les accompagnent (plaques boucles en fer damasquinées, épingles de voile, bague en or) plaide pour un petit ensemble sépulcral lié à un grand domaine rural probablement assez proche. La qualité des interventions et notamment l'association de chercheurs du laboratoire d'anthropologie de Bordeaux I permettront, sans nul doute de mieux connaître la population de ce secteur du Médoc et serviront à revivifier la recherche sur l'Antiquité tardive et le Haut Moyen Age. Il faut en effet noter que c'est la première fouille programmée d'importance réalisée sur ce type de nécropole en Aquitaine depuis au moins trente ans.

Une des découvertes exceptionnelles de l'année 2003 restera toutefois, et une fois de plus, liée aux travaux du **tramway de Bordeaux** et aux travaux annexes qu'ils ont engendrés. Pendant l'été 2003, à l'occasion de la rénovation de la **place Pey-Berland** au milieu de laquelle se dresse la cathédrale de Bordeaux, W. Migeon et son équipe ont mis au jour les restes du clocher-porche de l'ancien édifice roman. Conservés sur près de deux mètres de haut, les piliers de ce porche présentaient encore des restes picturaux importants. La monumentalité des vestiges en fait un des éléments majeurs de l'état roman de la cathédrale, élément jusqu'alors inconnu puisque ce porche fut probablement rapidement détruit en raison d'importants problèmes de déséquilibres architecturaux. Les vestiges qui ont été conservés et protégés font actuellement l'objet d'une réflexion visant à les présenter au public.

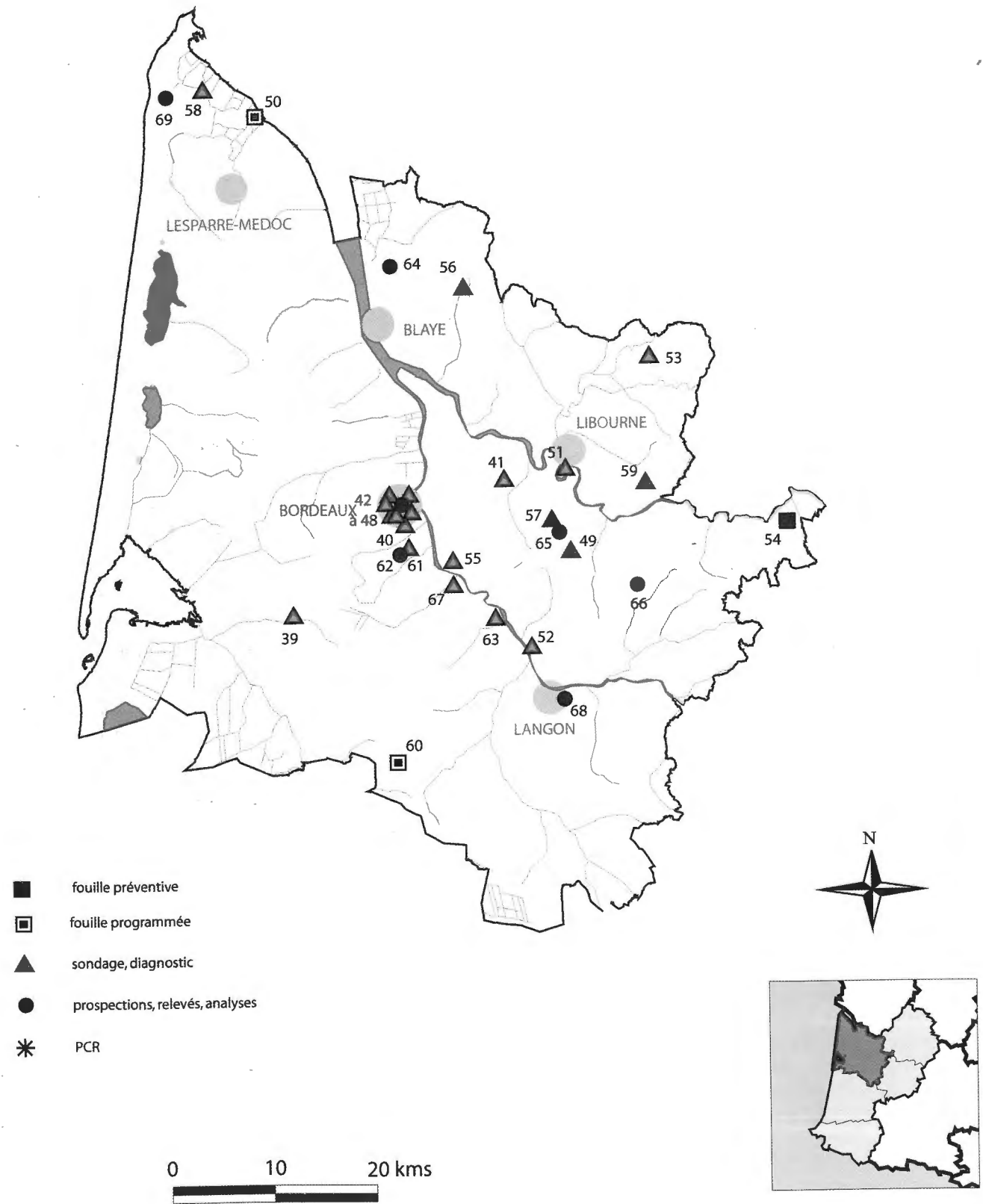
Pour conclure, je souhaite attirer l'attention sur un des domaines qui se développe actuellement le plus en Aquitaine, à l'initiative du SRA en collaboration avec des architectes des bâtiments de France : l'étude de bourgs anciens. Elles visent à faire des bilans historiques et archéologiques complets prenant en compte aussi bien les archives que le bâti ou le sous-sol. Sur la base de ces études, des périmètres de protection peuvent être établis en concertation avec les municipalités concernées, mais aussi de nouvelles problématiques scientifiques sont identifiées qui permettront d'orienter les futures interventions qu'elles soient préventives ou programmées. Ces travaux portent, le plus souvent, sur des bourgs d'origine le plus souvent médiévale. Ainsi en 2003, les études d'Oloron (déjà citées) mais aussi d'Orthez et Morlanne ont été réalisées. Deux serviront de base à des ZPPAUP, Orthez et Oloron. Toutes permettent de revoir complètement les questionnements sur l'origine et le développement de ces bourgs.

L'Aquitaine regorge de ces petits sites qui structurent ou ont structuré son paysage. Bastides, castelnaux, bourgs ecclésiastiques se comptent par dizaines, voire par centaine. Il ne peut être question d'intervenir sur tous. Les études que nous mettons au point, notamment en les cofinçant et en fixant les cadres scientifiques des interventions ou des protections, permettront, nous l'espérons, de mieux intégrer le monde des bourgs ruraux au sein de la recherche archéologique, préventive notamment.

Après La Réole et Saint-Macaire en Gironde, Orthez, Morlanne et Oloron en Pyrénées-Atlantiques en 2004, c'est Thiviers, Thénac (site de Puyguilhem) et Cause de Clérans, qui sont programmés en Dordogne et probablement Castelnau-Tursan et Poyaler dans les Landes en 2005.

Dany Barraud

Carte des opérations archéologiques en Gironde en 2003



	Responsable	N°
LE BARP, Au Chantier	MOIZAN Emmanuel	INRAP diagnostic. 39
BEGLES, Bègles : 126, Route de Toulouse	CHARPENTIER Xavier	SRA. diagnostic. 40
BEYCHAC-ET-CAILLAU, Bertin.	MOREAU Nathalie	INRAP diagnostic. 41
BORDEAUX - C.U.B., Tracé et sites du tramway.	MIGEON WANDEL	INRAP diagnostic. 42
BORDEAUX, Grand hôtel de Bordeaux	SIREIX Christophe	INRAP diagnostic. 43
BORDEAUX, Le réseau viaire de Bordeaux	JEAN Ezéchiél	Ens. sup. prosp. inv. 44
BORDEAUX, Ilot Bonnac	SILHOUETTE Hélène	INRAP diagnostic. 45
BORDEAUX, Place de la Bourse.	GERBER Frédéric	INRAP diagnostic. 46
BORDEAUX, 6 Rue Arnaud Miqueu.	SCUILLER Christian	INRAP diagnostic. 47
BORDEAUX, Rue Fort-Louis	MONTIGNY Adrien	INRAP diagnostic. 48
FALEYRAS, L'église	HUGUET Jean-Claude	Bénévole ... sondage 49
JAU-DIGNAC-ET-LOIRAC, La Chapelle.	CARTRON Isabelle	Ens. sup. fouille progr. .. 50
LIBOURNE, Quartier du Condat	GINESTE Marie-Christine	INRAP diagnostic. 51
LOUPIAC, Cornélien et Lanusse-Est.	MOREAU Nathalie	INRAP diagnostic. 52
LES PEINTURES, Champ de Doussain.	MOREAU Nathalie	INRAP diagnostic. 53
PINEUILH, La Mothe	PRODEO Frédéric	INRAP fouille progr. .. 54
PORTETS, Les Vignes de Séverac.	GINESTE Marie-Christine	INRAP diagnostic. 55
SAINT-CHRISTOLY-DE-BLAYE, Les Cabanes, les Allées ..	MOREAU Nathalie	INRAP diagnostic. 56
SAINT-QUENTIN-DE-BARON, Carensac	PIAT Jean-Luc	HADES. sondage 57
SAINT-VIVIEN-DE-MEDOC, Grand Casse.	ROUSSOT-LARROQUE Julia ..	Ens. sup. sondage 58
SAINTE-COLOMBE, Eglise	PIAT Jean-Luc	HADES. sondage 59
LE TUZAN, La Honteyre.	LENOIR Michel	Ens. sup. fouille progr. .. 60
VILLENAVE-D'ORNON, Sarcignan.	CHARPENTIER Xavier	SRA. sondage 61
VILLENAVE-D'ORNON, Territoire communal	MAGNANT Frédéric	Bénévole ... prosp. inv. 62
VIRELADE, Le bourg	RIME Marc	INRAP diagnostic. 63

Opérations archéologiques à Bordeaux

Le réseau viaire de l'Antiquité à nos jours

La ville de Bordeaux a fait l'objet de nombreux travaux qui font que son histoire est l'une des plus étudiées parmi les villes françaises. Les aspects historiques les plus développés sont politiques, économiques et artistiques. Les études sociales n'ont été que peu abordées et il n'existe aucun travail systématique retraçant la manière dont le réseau de voirie et de distribution des îlots et du parcellaire de la ville se sont structurés depuis l'Antiquité. L'évolution de l'informatique permet aujourd'hui de rassembler les différentes données exploitables dans ce type de recherche (cadastres, plans, vues, sources écrites et archéologiques) sous la forme d'un système d'information géographique (SIG), seul outil capable de gérer l'hétérogénéité des sources et d'y accéder par le médium spatial.

Les deux grands oubliés des études anciennes bordelaises que sont les réseaux viaires et les formes du parcellaire ne doivent pas être confondus et assimilés. Si le parcellaire s'appuie sur la voirie, si la voirie n'apparaît qu'en négatif du parcellaire, c'est que la mise en place d'un réseau porteur des flux d'hommes et de marchandises paraît être antérieure puisqu'il est structurant. Une étude systématique et pluridisciplinaire de la topographie et de la voirie, depuis l'Antiquité, s'impose donc comme phase première de l'approche du tissu urbain bordelais.

De fait, les perspectives de recherche sur les processus de "fabrication de la ville" de Bordeaux doivent en premier lieu se concentrer sur la topographie ancienne et la mise en place du système viaire et de ses évolutions jusqu'à nos jours. Quelle est la part des déterminismes naturels ? Quelle est la part de création planifiée (non spontanée) et de non planifiée (spontanée) ? Si l'on ne peut se résoudre à ce que l'espace urbain soit un parfait "impensé", quelles clefs permettent de comprendre alors les processus de la "fabrication urbaine" et de ses évolutions qui fluctuent toujours de la permanence à la transformation, en passant par l'étape nécessaire de la ré-appropriation ?

Les questions posées par ce type de recherche et les débouchés qu'elle offre sont nombreux. Quelles clefs les axes de voiries donnent-ils pour comprendre la formation et le développement de la ville de Bordeaux ? Peut-on repérer des plans ou des tentatives de planification ? Quels sont les atouts et les inconvénients du réseau de distribution urbaine ? Quelles sont la prégnance et l'impact de la trame antique dans la formation des structures viaires et paysagères ? Quels sont les visages de la ville et quelles évolutions ont-ils connues ? Quelles pratiques ont permis de gérer l'espace ?

La prospection thématique réalisée en 2003 avait deux objectifs : d'une part, réaliser le plan référentiel et modéliser le système de géoréférencement du SIG ; d'autre part, collecter les données planimétriques conservées aux archives et les associer à la base.

En accord avec le Sra, le cadastre des années 1811-1832, ou cadastre de Pierrugues, a été retenu pour constituer le fond parcellaire du SIG. Il est la donnée la plus finement cartographiée et la plus ancienne que l'on possède sur Bordeaux. Le travail de vectorisation des parcelles et des objets qui les composent, ainsi que leur encodage constitue une entreprise fastidieuse. Seules ont été travaillées les planches cadastrales qui couvrent le cadre géographique de la thèse que nous menons parallèlement : l'espace des grands cours marqueurs de la troisième enceinte bordelaise construite dans la première moitié du XIV^e siècle. Ce secteur est une zone de sensibilité archéologique de premier ordre. Au total, 15 897 objets de nature variée (bâti, cours, couverts, escaliers monumentaux, murs isolés, fontaines publiques, ruisseaux) ont été vectorisés et encodés sur le logiciel de dessin Adobe Illustrator. Chaque planche cadastrale a ensuite été géoréférencée et repositionnée sur le cadastre actuel de la ville. Cette opération, effectuée sur Arcview (extension Géoref-Images), a pallié les erreurs et déformations des feuilles originales. La marge d'erreur réelle, une fois le travail terminé, est de 0,29 mètre, soit plus ou moins l'épaisseur d'un mur.

En ce qui concerne le second objectif, le partenariat conclu entre le Sra et les archives municipales de Bordeaux a retardé l'enregistrement des données planimétriques concernant la voirie. Il est pourtant bénéfique sur bien des points, d'une part parce qu'il permet de créer une base documentaire numérique sans précédent sur Bordeaux – et en ce sens, il est aussi un progrès dans la sauvegarde de ces documents –, d'autre part il a permis de modéliser plus solidement le SIG et de construire un plan référent d'une assez grande précision.

De fait, il a fallu remodeler le projet et revoir les ambitions initiales sous une perspective plus modeste, mais somme toute plus aboutie. L'élaboration de la structure du SIG a concentré tous les efforts de la campagne 2003 afin de pouvoir accueillir toutes les autres données dès qu'elles seront numérisées.

Ezéchiél Jean

1 GALINIE (H.), *Ville, espace urbain et archéologie, essai*, collection Sciences de la ville, n° 16, CNRS-UMS 1835 – Archéologie et territoires, Université de Tours, 2000, p.73-84.

Tracé et sites du tramway

Le sous-sol bordelais à l'intérieur de l'enceinte du XIV^e siècle constitue un site archéologique à part entière. Les travaux du tramway s'inscrivent en réalité dans une aire géographique beaucoup plus vaste, avoisinant les 70 km², qui correspond à l'extension de la communauté urbaine de Bordeaux.

Au-delà du relevé systématique des stratigraphies, l'objectif principal était d'établir des diagnostics précis sur chaque secteur concerné en concluant sur l'intérêt plus ou moins grand du site et sur les nécessités d'interventions spécifiques. A des échelles de perceptions plus hautes, la caractérisation de la topographie urbaine, de l'évolution des limites de la cité et de la géomorphologie locale constitue une autre approche essentielle.

Les procédures de contrôle et de suivi des travaux de terrassements sur les lignes A, B et C du tramway s'inspirent directement des normes de travail établies dans le cahier des charges de l'opération, pour la réalisation de diagnostics en milieu urbain. Une masse considérable d'observations archéologiques et géoarchéologiques, nécessitant des méthodes d'observation et d'enregistrement adaptées, a été recueillie par une équipe composée en moyenne de trois personnes. A ce jour, plus de 2350 relevés stratigraphiques ont été réalisés et interprétés sur Bordeaux, Cenon, Lormont, Pessac et Talence.

Les découvertes se sont logiquement multipliées dans le centre historique de Bordeaux. L'année 2003, a été de ce point de vue exceptionnelle : des monuments jusque-là inconnus ont été mis au jour, comme la tour-porche du XII^e siècle devant le portail nord de la cathédrale Saint-André, ou un bâtiment public du IV^e siècle sur la place Jean-Moulin ; d'autres déjà connus ont pu être étudiés comme la façade méridionale de l'enceinte antique ou le péribole du monument des Piliers de Tutelle.

Les Piliers de Tutelle

Sur la place de la Comédie, le côté occidental du péribole de ce monument emblématique de Bordeaux a été identifié sur 40 mètres et l'on peut maintenant raccorder ces structures avec les fouilles de 1971 sur les allées de Tourny. On envisage avec une bonne probabilité que le monument était axé longitudinalement sur le centre de l'îlot déterminé par le réseau viaire orthogonal ; en revanche, plusieurs hypothèses peuvent encore être envisagées pour son positionnement est-ouest.

Le *cardo maximus* de la ville longeait ce mur très puissant et bien appareillé. Un portique couvert le bordait à l'ouest ; une de ses colonnes affleurait à une vingtaine de centimètres seulement sous le trottoir. Le carrefour avec le *decumanus maximus*, correspondant sensiblement aux cours de l'Intendance et du

Chapeau-Rouge, retrouvé plus loin à l'occasion des fouilles du parking, a été reconnu avec son système d'égouts. Cette rue bordait sur la place de la Comédie un ensemble de bâtiments qui s'apparenterait à une basilique établie postérieurement au sud du péribole.

L'enceinte antique

Une centaine de mètres de la muraille a été reconnue et étudiée sur la place Pey-Berland, depuis le portail sud de la cathédrale Saint-André, et sur le début du cours d'Alsace-et-Lorraine ; plus loin, sur la traversée de la rue du Pas-Saint-Georges. On a ainsi pu préciser le contexte de l'implantation du monument par rapport au lit mineur du Peugue, le mode de construction de ses fondations et le remploi d'éléments de la parure monumentale de la ville du Haut Empire.

Un bâtiment antique de plan basilical

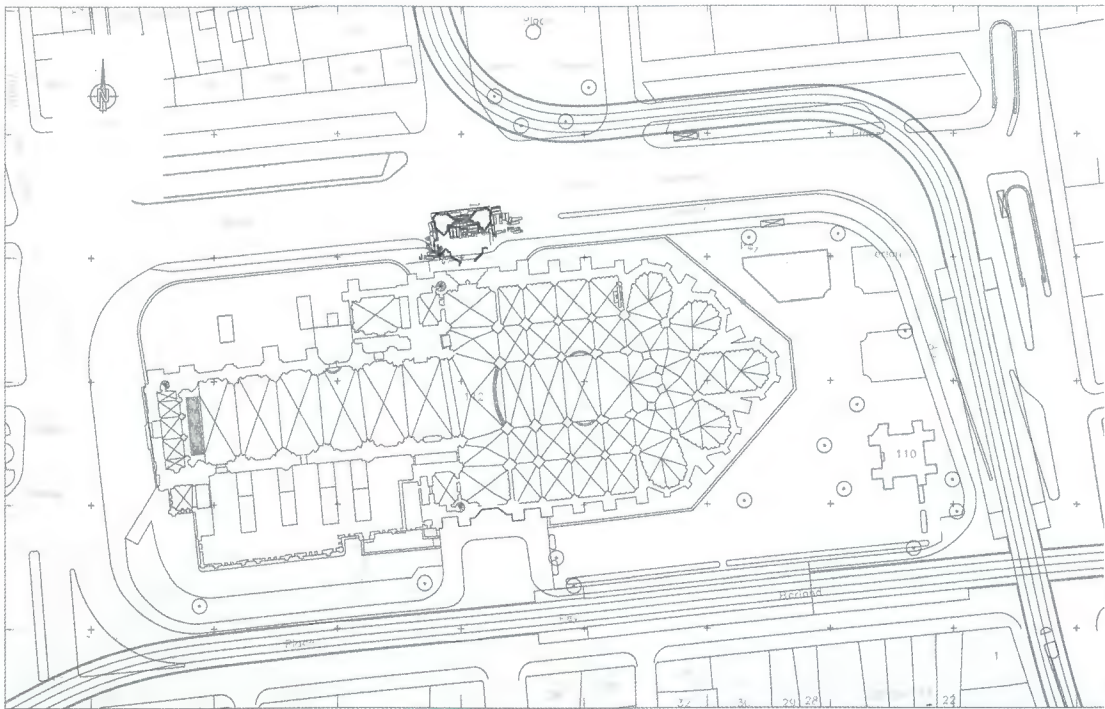
A l'intérieur de l'enceinte, a été découvert, au nord de la cathédrale Saint-André, sur la place Jean-Moulin, un bâtiment public antique. La fouille a d'abord fait apparaître des murs et des sols appartenant au doyenné construit au XIV^e siècle et détruit au début du XIX^e, puis un bâtiment rectangulaire du XI^e remployant du petit appareil calcaire antique. Ce dernier était construit sur un bâtiment possédant une large abside orientée à pans coupés. Plusieurs sondages ont permis de préciser son plan et son décor dont des restes infimes subsistaient : de plan basilical, il possédait des mosaïques de l'école d'Aquitaine et des placages de marbre. On peut dater cette vaste et riche construction des années 370 de notre ère.

La tour-porche romane de la cathédrale

Les vestiges de ce qui semble avoir été le rez-de-chaussée d'une tour-porche affleuraient à trente centimètres sous l'asphalte. Ces vestiges présentaient une élévation de 1,80 m, pour une superficie bâtie de 150 m². Quatre gros piliers composent les bases de cet édifice ouvert.

L'appareil est caractéristique du XII^e siècle ; les bases des colonnes engagées qui ornent les différents portails de ce porche présentent des détails architecturaux et sculpturaux qui incitent à situer la construction dans le second quart du XII^e siècle. Ce porche s'appuie sur un mur très puissant, extrémité nord du transept plus large qu'aujourd'hui comme l'avait envisagé Jacques Gardelles. C'était l'entrée principale de la cathédrale au XII^e siècle.

Très tôt la tour connut des problèmes de stabilité : le pilier nord-est présente des signes évidents d'un affaissement sans doute dû à la nature marécageuse de ce secteur de Bordeaux. Les accès à ce porche furent murés au début du XIII^e siècle.



**Bordeaux,
porche roman.**

Plan de la cathédrale
avec situation des
vestiges.



Pile nord-est
du porche roman.



Pile nord-ouest,
second état,
détail de la
peinture murale.

Vue générale du
porche depuis
le nord-est.



Une nécropole à sarcophages fut installée tout autour et le rez-de-chaussée de la tour fut transformé en crypte. Une peinture murale polychrome, représentant un saint couché dans une barque (saint Jacques ?) ornait le pilier nord-ouest.

Au début du XIV^e siècle, l'ensemble fut totalement abandonné et comblé pour édifier le nouveau portail qui constitue encore de nos jours l'entrée principale de la cathédrale.

Wandel Migeon

Place de la Bourse, chantier "Saint-Rémi"

L'opération de Bordeaux "Saint-Rémi" était la dernière intervention archéologique à réaliser dans le cadre des chantiers des Parkings de Bordeaux liés indirectement à l'aménagement du tramway (cf. BSR 2002).

Les fouilles qui concernaient un espace relativement restreint (430 m²) ont permis de dégager la suite des aménagements de berges antiques découverts sur le site de la Place de la Bourse l'année précédente. Ce nouvel aménagement, conservé sur un mètre de haut, se compose en façade d'un alignement de pieux en chêne (0,20 x 0,30 m), espacés de 0,15 à 0,20 m, enfoncés de 2 m dans l'argile, contre lequel vient se caler, horizontalement du côté de la berge, un empilement de madriers et de planches en remploi. L'espace entre cet alignement, renforcé par des jambages perpendiculaires, et la terre ferme, est comblé par des troncs flottés (*Quercus* sp., *Fraxinus excelsior* L., *Ulmus campestris* L.) et un amas de blocs calcaires non équarris de 0,30 m de diamètre en moyenne. Certains des renforts internes sont formés par des bois tords qui présentent un aspect en tout point similaire à celui des courbes utilisées en charpenterie navale. L'élévation des quais en bois peut être restituée entre 3,50 et 3,80 m de haut, grâce aux altitudes qui ont pu être relevées sur les niveaux d'occupation antiques au sommet des berges. Cependant, la variation importante des niveaux d'eau due au phénomène de la marée, implique un dégagement complet de cette construction à marée basse. Un important dépôt, composé de passées d'argile de Garonne et de sable, se forme aux pieds de ces aménagements, et tapisse peu à peu le fond du fleuve. Il comporte un grand nombre de déchets domestiques : céramiques communes, céramiques fines, sigillées, faune et malacofaune, etc., témoignant de l'usage du fleuve comme décharge. Une reconstruction est perceptible dans un nouvel alignement planté à quelques dizaines de centimètres devant le précédent, dans la seconde moitié du II^e siècle ap. J.-C. (data-tions dendrochronologiques et céramologiques).

On trouve à côté de cet aménagement au I^{er} siècle, une construction massive en caissons, conservée en élévation sur deux assises. Cette structure est montée à partir de grosses poutres de chêne (*Quercus* sp.), longues de 4,40 m minimum pour une section de 0,35 x 0,35 m, assemblées à mi-bois.

Un phénomène d'arrachement des berges, au moins partiellement naturel, intervenu probablement au XII^e siècle a entraîné la disparition des niveaux entre la seconde moitié du II^e siècle et le XIII^e siècle. C'est à partir de cette période que réapparaissent les premiers aménagements anthropiques sous la forme d'atterrissements. Il s'agit de plans inclinés réalisés à partir de remblais de grave et de galets de lest, offrant à marée basse une large plage en pente douce, suffisamment solide pour accueillir des charrois, et facilitant grandement le déchargement des navires venus s'échouer dessus. On se trouve alors à l'extrémité nord du port de Sent Pey, en bordure de celui de Tropeyte. Les fouilles archéologiques ont mis en évidence une succession de réfections de ces grèves jusqu'au début du XVIII^e siècle.

Un des éléments majeurs de cette opération pour la période médiévale est sans nul doute le rempart du XIV^e siècle et plus précisément le piédroit sud de la Porte des Paux et de ses abords immédiats. L'ensemble de la structure, large de quatre mètres, est marqué en fondation par l'emploi de sarcophages en cours de confection, jamais utilisés en contexte funéraire, installés en carreaux et en boutisses, comblés de déchets de taille et de mortier de chaux sableux. La fortification se trouve très près des berges de la Garonne, témoignant ainsi du quasi abandon du port de Sent Pey à la fin du XIV^e siècle.

Des échoppes en bois, puis en pierre, viennent s'appuyer contre le rempart à partir du XVII^e siècle. Si elles respectent la fortification extra-muros, elles l'entaillent largement intra-muros. Ce sont de petites bâtisses de 20 à 27 m², parfois munies de cave, ne comportant pas d'étages pour celles situées extra-muros, occupées par des artisans et des petits commerçants. Elles sont détruites en même temps que le rempart dans les années 1730-1740 dans le cadre de la construction de la Place Royale par l'architecte Jacques Gabriel.

Frédéric Gerber,
Christophe Grancha
et Hélène Silhouette

GERBER, F. *Bordeaux Parkings : places de la Bourse*, Jean Jaurès et Gabriel. *Bilan scientifique d'Aquitaine*, 2002. Bordeaux, Service régional de l'Archéologie, 2004, p. 37-38.

GERBER, F. *Compte-rendu du colloque international de Pise (Italie). Mar Exterior, l'Occidente Atlantico in eta Romana : 6-8 novembre 2003*. *Archéopages*, n° 12, mars, 2004. Paris : Inrap, 2004, p. 34-39.

GERBER, F. *Bordeaux et son fleuve : 2000 ans d'Histoire. Premier compte-rendu des opérations archéologiques des places de la Bourse et Jean Jaurès*. In : *Le Festin. Revue des Patrimoines, des Paysages et de la Création en Aquitaine*, n°44, janvier 2003. Le Festin, Bordeaux, 2003, p. 8-9.

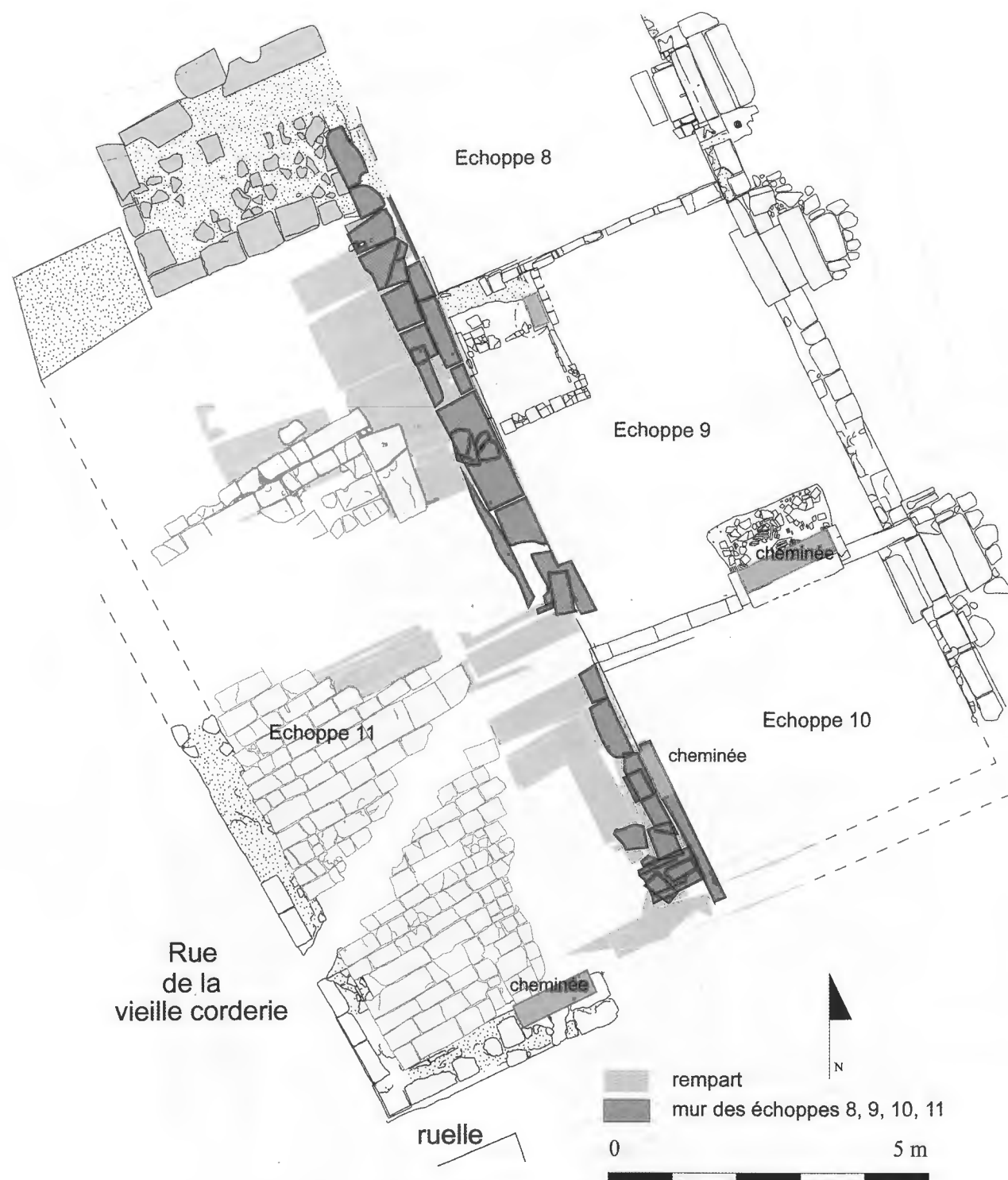
GERBER, F. *Les aménagements de berge antiques à Bordeaux (France) : Les fouilles de Bordeaux-Parkings 2002-2003 : premières approches*. In *Arkeolan* – publication des actes du colloque international de Pise : *Mar Exterior, l'Occidente Atlantico in eta Romana : 6-8 novembre 2003*. 7 p. + ill. A paraître.

Bordeaux, place de la Bourse, chantier Saint-Rémi.

Vestiges des quais antiques de *Burdigala*.
Troncs flottés à gauche, renforts internes au centre,
alignements de pieux à droite, côté Garonne.



Base des caissons
antiques en gros
madriers de chêne.



Bordeaux, place de la Bourse, chantier Saint-Rémi.
Plan général des échoppes du XVIIe siècle en appui contre le rempart médiéval.
La Garonne se trouvait alors à environ 10 m des façades (juste derrière la paroi).

Grand Hôtel

La fouille préventive du parking du Grand Hôtel, peut certainement être considérée, après les opérations "Bordeaux-Parking" réalisées près du fleuve entre 2000 et 2003, comme le dernier chantier d'envergure affectant le sous-sol de la métropole girondine.

Ce chantier est situé dans une zone très sensible, à la fois reconnue comme étant très proche du quartier civique de l'agglomération antique (à moins de 100 mètres de l'emplacement des Piliers de Tutelle), et surtout au centre d'un espace devant révéler les traces d'une occupation antérieure à la Conquête romaine. La fouille du parking du Grand Hôtel a été précédée d'une évaluation en mars 2003. Trois sondages ont été effectués et les résultats obtenus à partir de ces derniers peuvent se résumer ainsi : l'ensemble de la zone affectée par les aménagements du futur parking (un rectangle d'environ 1200 m²) est perturbée à la fois par des murs en fondations, des caves et par des aménagements du sous-sol très récents ; il reste néanmoins, à partir d'une profondeur de quatre mètres par rapport à la surface du sol actuel, des zones assez importantes en superficie, accessibles à la fouille, qui recèlent une stratigraphie d'une puissance d'environ un mètre où sont préservés des niveaux archéologiques structurés datant d'une période comprise entre le VIe et le Ier siècle av. J.-C.



Bordeaux, Grand Hôtel, vue générale du chantier.

La fouille préventive, proprement dite, s'est déroulée entre novembre 2003 et avril 2004, après la mise en place d'une paroi moulée pour le futur parking. Le décapage général a confirmé la présence des nombreuses perturbations repérées en sondage. Au total à peine un tiers de la superficie totale a été fouillé, mais les résultats obtenus sont, cependant, très enrichissants.

Pour la période antique, il est important de retenir les points suivants :

- Aucune fondation ni arrachement de mur n'affectent cet îlot durant le Haut Empire (du Ier à la fin du IIIe siècle). Seules quelques fondations de constructions appartenant au plus tôt au XVIIe siècle, utilisant en remploi des galets de lest, sont apparues.

- Plusieurs fosses ont été creusées dans le courant du Ier siècle de notre ère. Ces fosses sont toutes à mettre en relation avec une seule et même activité très singulière : les coulées d'importantes pièces de bronze, des "grands bronzes" dont les masses doivent être de quelques dizaines, voire une centaine, de kilogrammes. Dans la fosse la plus vaste, d'environ 10 m² de superficie pour une profondeur minimale de 1,10 m, ont été recueillis à la fois les restes d'un ou plusieurs fours démolis(s), (destiné(s), en contre-haut de la fosse, à la fusion du métal) et de nombreux fragments de moules en terre. Les aménagements

internes de cette fosse ont tous disparu à l'exception d'un petit podium adossé à la paroi nord de la fosse, encadré de deux canaux qui ont probablement servi au décarage de moules. Tout porte à croire que cette activité a été de courte durée. Cet ensemble exceptionnel, dont très peu d'exemples sont connus à ce jour dans le monde romain, va faire l'objet d'une étude en collaboration avec M. Pernot, directeur de recherche au Cnrs (université de Bordeaux III).

- Durant le règne d'Auguste, des terrassements importants (nivellement) sont réalisés en préalable à la construction d'une palissade. Cette palissade, orientée est-ouest, est formée de l'alignement d'une série de poteaux de bois 0,30 m de diamètre, ces poteaux sont positionnés dans une tranchée en V de 0,70 m de profondeur. Un ouvrage monumental de bois, dont nous ignorons encore la nature exacte, semble pouvoir être mis en relation avec cette palissade. Cet ouvrage très incomplet se traduit par la présence d'au moins deux trous de poteaux quadrangulaires de 1,40 m de profondeur pour 1 m de côté. A cet ensemble du début de l'époque gallo-romaine qui, compte tenu de la nature des aménagements et des moyens mis en œuvre pour leur réalisation, n'est pas sans évoquer une présence militaire, peuvent être chronologiquement associés : un petit bâtiment sur mur porteur, une vaste fosse correspondant

vraisemblablement à des latrines communes et des structures de combustions liées à des activités de forge (foyers de forge et fosses, probablement, de cémentation).

Pour la période protohistorique, une documentation archéologique très importante a pu être recueillie sur ce chantier. Cette documentation va permettre à la fois d'enrichir nos connaissances sur les origines de la ville avant la romanisation, mais aussi d'acquérir une somme d'informations majeures pour la période considérée. En effet, malgré les nombreuses lacunes engendrées par les aménagements récents, quatre à cinq phases d'occupation distinctes comprises entre la fin du Premier Age du Fer (Hallstatt D) et la fin du second (La Tène D) ont pu être individualisées. Sans rentrer dans les détails, ces phases d'occupations se présentent sous la forme d'une succession de niveaux d'occupation caractérisés par des sols plus ou moins bien aménagés auxquels sont parfois associés des niveaux d'épandages de mobilier, des trous de poteaux, des cloisons, des fosses et des foyers. La densité de cette occupation et des constructions qui l'accompagnent, donnent dès le VI^e siècle av. J.-C., l'image d'une agglomération déjà bien structurée au sein de laquelle a pu être constatée, au moins jusqu'au IV^e-III^e siècle (à préciser), la pérennisation de certains axes qui régissent ainsi très tôt l'organisation des espaces.

Christophe Sireix



Bordeaux, Grand Hôtel, niveau d'occupation de la fin du Premier Age du Fer.

Îlot Bonnac

L'objectif défini par le Sra était de diagnostiquer l'amplitude des niveaux archéologiques en place et de les identifier. Bien avant l'intervention archéologique, quatre des six îlots constituant l'Îlot Bonnac étaient déjà transformés en parking par la communauté urbaine de Bordeaux. Les immeubles d'un cinquième îlot n'étaient pas entièrement détruits et les caves avaient déjà disparu sous un remblai de sable. Nous avons aussi constaté que les emprises des rues étaient perturbées par les nombreux réseaux qui ont détruit tous vestiges du passé. Seuls quelques parcelles sans caves et les trottoirs pouvaient encore présenter des niveaux intacts.

Du fait de la présence de nombreuses caves mal localisées, seul un sondage de 9 m² a pu nous permettre d'aborder les niveaux archéologiques. Ce sondage a été complété par une campagne de sondages à la tarière répartis sur le site à l'écart des caves et des perturbations dues aux réseaux urbains souterrains.

Nous n'avons rencontré qu'un faible témoignage de l'occupation antique sur le site, pas de structure, seulement quelques couches sur une épaisseur de 50 cm. Ces couches n'ont pas pu être identifiées (remblai, sol, occupation, etc.).

Aucun élément appartenant à la période médiévale n'a été rencontré.

Les sondages carottés apportèrent d'autres renseignements sur la conservation éventuelle des vestiges archéologiques dans la partie sud du site. Ils permirent d'établir que les alluvions limono-argileuses flandriennes à passées tourbeuses, propices à des études paléoenvironnementales, ne sont pas présentes dans les emprises étudiées et que les niveaux archéologiques ont disparu au sud-est du site.

Hélène Silhouette

Rue Fort-Louis

Dans le cadre de la réhabilitation de l'annexe de l'école des Beaux-Arts de Bordeaux, située au numéro 4 de la rue du Fort-Louis, un diagnostic a été réalisé du 17 au 22 février 2003. La parcelle concernée, de 300 mètres carrés, se situe à proximité de l'ancienne abbatale Sainte-Croix, et plus précisément à la limite des bâtiments et des jardins les entourant. Les sondages réalisés ont permis d'observer une importante couche de terre de jardin, contenant quelques tessons médiévaux érodés, recouvrant directement le sable d'une ancienne terrasse alluviale de la Garonne. Seule une fosse contenant du mobilier du XVI^e siècle et les fondations de bâtiments contemporains sont venues perturber ces niveaux de jardin.

Adrien Montigny

6 rue Arnaud Miqueu

Deux sondages archéologiques ont été menés au 6 rue Arnaud Miqueu et à l'angle de la rue du Cancéra durant une semaine du mois de mai 2003. La parcelle, objet des travaux, était concernée par un projet immobilier à vocation résidentielle.

Dans cette zone sensible, à l'intérieur de la ville historique, les risques de destruction de vestiges étaient grands, d'autant plus qu'en 1964 lors de réfections dans un grand magasin voisin, des structures de la période antique avaient été observées, avec, en l'occurrence, la mise au jour d'une mosaïque datée du IV^e siècle de notre ère.

Les sondages, de surfaces réduites (4 m² chacun pour 428 m² au total) ont montré la présence d'éléments archéologiques en dessous de la cote minimale de l'emprise du projet. Sondage 1 : remblais anthropisés médiévaux et antiques. Sondage 2 : un niveau d'occupation charbonneux proche d'un agencement de blocs alignés (base de solin ?) a été exhumé sous 1,40 m de remblais. Le matériel archéologique sur ce niveau s'avérait être de la période gallo-romaine.

Christian Scullier

Opérations archéologiques dans le reste de la communauté urbaine de Bordeaux

Bègles

126, route de Toulouse

Le projet de construction d'un lotissement est à l'origine du diagnostic réalisé au début du mois de septembre 2003. Le terrain se situe peu au sud du ruisseau d'Ars, connu également sous le nom de Mallerets, et qui matérialise la limite communale séparant Bègles et Bordeaux. Le site s'inscrit dans les formations de dépôts quaternaires fluviaux de la Garonne (sables argileux, graviers et galets).

Au mois d'octobre 1953, dans le terrain, assiette du projet, alors occupé par la "Biscuiterie Alsacienne", ont été reconnus, sur 3,50 m environ, les vestiges de l'aqueduc romain de Bordeaux. L'étude et les relevés réalisés par Pierre Anus permettent de positionner les vestiges avec précision, ainsi que de projeter le tracé de l'ouvrage.

L'implantation des sondages a été fortement conditionnée par cette projection approximativement nord/sud. Perpendiculairement à cet axe, quatre tranchées ont été ouvertes ; sept autres sondages étant répartis dans le reste du terrain afin de s'assurer de la présence ou non d'autres vestiges. Aucun élément archéologique n'a été repéré dans les sondages. Il était toutefois possible que la proximité du vallon d'Ars implique l'emploi d'un type de construction autre qu'un conduit souterrain : mur ou arches, le toponyme "Ars" étant à ce titre très évocateur. Dans ce dernier cas, des restes de piles auraient pu nous échapper. Un large décapage a donc été réalisé jusqu'au niveau des argiles blanches, terrain réputé naturel. Il n'a pas plus révélé de vestiges.

Le positionnement du tronçon d'aqueduc mis au jour en 1953 n'a pas à être remis en question. En revanche, les relevés établis à l'époque ne livrent hélas aucune cote d'altitudes. Il est possible que les vestiges dégagés en 1953 aient été les derniers encore présents dans le terrain avant leur destruction par le creusement d'une cave. Il est également possible que d'éventuelles autres portions conservées à cette date aient été détruites avant notre intervention. Cet état de fait est gênant dans la mesure où nous avons la possibilité de relever les altitudes de l'ouvrage en un point proche du franchissement d'un vallon. Ces données auraient été utiles, entre autres, dans le cadre d'une évaluation du débit de l'aqueduc.

Xavier Charpentier

Anus P., Dossier "Gironde-Bègles-Pont d'Ars, 1953" (déposé au SRA, cote 33.37.01).

Villenave-d'Ornon

Sarcignan, "mur des Sarrazins"

Depuis plusieurs années, la municipalité de Villenave-d'Ornon envisage de mettre en valeur le site renfermant le "mur des Sarrazins". Dans cette perspective, une opération archéologique a été réalisée au cours des mois de mai et juin afin de déterminer avec précision la localisation des vestiges et leur état de conservation.

Cadres de l'intervention

La commune de Villenave-d'Ornon se situe au sud de l'agglomération bordelaise, sur la rive gauche de la Garonne. Le lieu-dit Sarcignan est un peu à l'ouest du point où la RN 113 franchit l'A 630.

Le terrain s'inscrit sur le versant septentrional de la pointe d'un relief délimité par les ruisseaux de l'Eau-Blanche, au sud, ceux du Brucat et de l'Eau-Bourde, au nord. Il suit la pente naturelle marquant la transition de ce relief au vallon où coule le Brucat, actuellement canalisé, et l'Eau-Bourde, entre 15 et 10 m d'altitude NGF. En ce lieu, une couverture sédimentaire sableuse à graviers et graves règne sur des argiles blanches à cailloux et blocs calcaires.

Les vestiges du "mur des Sarrazins" n'ont jamais vraiment été oubliés ; ils forment encore aujourd'hui une limite du parcellaire. Ce n'est pas le cas pour leur fonction et leur datation. En effet, l'unique étude de fond remonte à 1826. Elle a permis d'établir un tracé hypothétique de l'aqueduc gallo-romain de Bordeaux, depuis le secteur du moulin de Vayre sur le ruisseau de l'Eau-Blanche, au sud de la commune, et un terrain, alors sablière, situé sur le territoire de Bègles, le long de la route de Toulouse, à peu de distance au sud du ruisseau d'Ars. Elle a également conclu que le mur constituait un élément de l'aqueduc.

L'opération

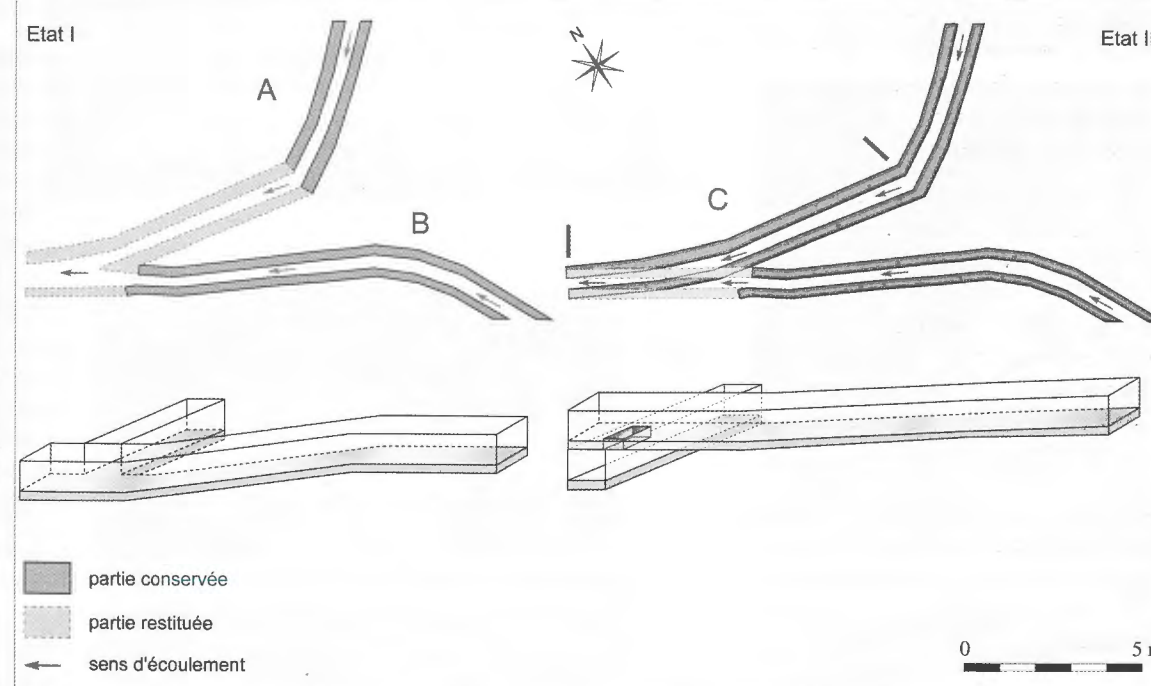
Plusieurs sondages ouverts hors le tracé de l'aqueduc se sont révélés négatifs. Les décapages et sondages pratiqués sur l'ouvrage sur 105 m linéaires ont permis de reconnaître, du sud vers le nord, en suivant la pente, quatre modes de construction : souterraine, rampante, aérienne sur mur et aérienne sur arches.

Les parties souterraines

Elles consistent en deux conduits correspondant à deux branches originelles de l'aqueduc. Nous nommons la première,

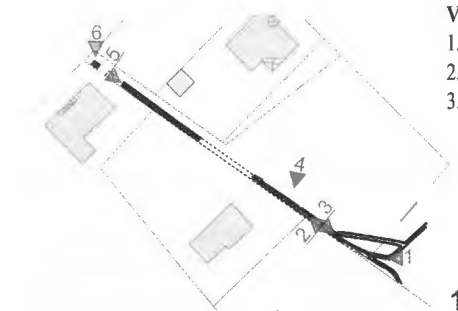
Villenave
d'Ornon,
Sarcignan,
«mur des
Sarrazins».

Localisation
des vestiges
sur fond
cadastral
actuel.



Villenave d'Ornon, Sarcignan, «mur des Sarrazins».

1. Reprise en briques de la partie finale de la branche de Vayre.
2. Vue générale des parties souterraines.
3. Fin de la partie rampante ; en arrière, le mur.
4. Début du mur.
5. Fin du mur, culée aval du pont-aqueduc.
6. Vestige d'une pile de l'aqueduc sur arches.



2

3

4

6

5

venant de l'ouest, «branche de Vayre» (cf. fig : lettre A – Etat 1) dans la mesure où elle est supposée naître d'un captage de ce cours d'eau ou d'une des sources d'un des ruisseaux l'alimentant. Dans le même esprit, la seconde, arrivant par l'est, est qualifiée de «branche du Brucat» (cf. fig. : lettre B – Etat II), du nom d'un petit ruisseau, qui selon les cartes de Belleymes et Cassini, devait prendre sa source peu de distance à l'ouest du hameau homonyme. Ces deux branches opèrent leur jonction dans la parcelle fouillée. Les parties souterraines portent également sur deux conduits, fruits d'un réaménagement de la jonction ci-dessus citée. Pour cette raison, ladite jonction n'est matériellement plus observable.

Nos observations portent sur la partie terminale de la «branche de Vayre», dégagée sur 15 m et qui opère un brusque virage, environ 120°, pour réaliser, six mètres plus loin sa jonction avec la «branche du Brucat». Le conduit est constitué d'un radier en béton sur lequel sont édifiés deux piédroits, en béton de chaux intégrant des éclats calcaires, hauts de 0,60 m et d'une largeur moyenne de 0,35 m. La largeur interne du conduit est de 0,50 m à l'ouverture, 0,45 à la base. Les faces internes des piédroits ainsi que le fond sont recouverts d'une fine couche d'enduit hydraulique, laquelle déborde de quelques centimètres sur les sommets des piédroits. La couverture a ici disparu, elle devait cependant être de même nature que celle reconnue en d'autres points du tracé. Ce sont des dalles de calcaires s'appuyant sur les parties sommitales des piédroits, là où se trouve l'enduit hydraulique, et recouvertes d'un lit de mortier d'une dizaine de centimètres d'épaisseur. Ce lit recouvre la totalité de la structure afin d'éviter des infiltrations de terre.

La «branche du Brucat», suivie sur 12 m, est moins bien conservée mais on constate l'emploi des mêmes matériaux. Elle arrive de la parcelle occidentale voisine achevant une courbe de faible amplitude et présente un pendage très marqué du radier, 0,60 m pour les cinq derniers mètres avant la jonction. Ce fait résulte de la nécessité de rapporter la branche du Brucat à la même altitude que celle de Vayre ; pour cette raison, nous pensons que sa réalisation a été faite postérieurement, du moins sur un plan technique. Sa section est visible peu avant le point où s'opérait la jonction. Elle diffère de celle de Vayre dans la mesure où la forme du conduit est nettement trapézoïdale. La hauteur des piédroits est de 0,50 m, la largeur du conduit de 0,35 m à l'ouverture et 0,20 m à la base. L'épaisseur du radier est de 0,20 m. Sur les faces internes des piédroits et sur une hauteur de 0,35 m, on observe des traces de dépôts calcaires.

Des fissures, particulièrement bien visibles dans les piédroits de la branche de Vayre, se retrouvent presque régulièrement tous les deux mètres. Selon un rythme similaire, on observe des coulées de béton à la base du radier de la branche du Brucat. Ces faits témoignent de la technique employée dans la construction de l'ouvrage. Il est réalisé par petites sections.

Le creusement d'une tranchée dans un terrain aussi instable et peut-être aussi la nature du matériau du radier et des piédroits, rendent nécessaire une réalisation par petites étapes.

A une date indéterminée, le secteur de la jonction des deux branches et, en aval, le départ du conduit devenu unique, font l'objet de reprises.

Un premier conduit reprend la partie finale de la branche de Vayre, à hauteur du virage (cf. fig : lettre C – Etat II). Le radier d'origine est conservé mais les piédroits en béton sont remplacés par de nouveaux constitués de grandes briques (47 x 38 cm pour les plus importantes et 4 cm d'épaisseur), liées par un mortier blanc. On observe aujourd'hui, au mieux, dix assises conservées, portant la hauteur maximale à un mètre. Long d'une douzaine de mètres, ce conduit recoupe la branche du Brucat.

Un second conduit est établi à partir d'une brèche ouverte dans le piédroit occidental de la branche de Vayre, il court sur 10 m vers l'ouest pour opérer sa jonction avec le précédent. Il est intégralement constitué de briques, le fond et les piédroits reposant sur un lit de mortier rose. Il est possible que ce conduit ait assuré une dérivation temporaire, le temps que la reprise de la partie finale de la branche de Vayre soit réalisée. Le soin apporté à sa réalisation ne plaide cependant pas en faveur de cette hypothèse. On peut imaginer qu'une sorte de murette exista autrefois, obturant sur certaine hauteur la brèche ouverte dans la branche de Vayre. Passé un niveau d'eau jugé critique, le trop plein s'écoulait alors dans cette dérivation. Cette hypothèse s'intègre bien à l'impression générale d'une volonté de contrôler le débit, ceci en un secteur où la courbe de la branche de Vayre et la pente marquée de la branche du Brucat fragilisent la construction.

Au cours de cette phase de réaménagement, la branche du Brucat, quoique recoupée, n'est pas pour autant abandonnée. La partie terminale, affectée d'un fort pendage, est comblée avec des terres. Quant à la partie haute, les piédroits en sont brisés et déposés sur le radier. On note la présence de flaques de béton de tuileau sur ce qui constitue le nouveau fond de la branche, lequel est rehaussé de 0,60 m. Dans cette optique, la nouvelle jonction entre les branches de Vayre et du Brucat ne peut s'opérer que suivant un axe vertical, les eaux du Brucat se déversant dans celles venant de Vayre.

La partie rampante

Les reprises effectuées plus haut occultent le point de départ d'origine de cette partie de l'ouvrage. On peut imaginer que le conduit passe progressivement d'un type semi-enterré à rampant. Longue de 11 m environ à l'origine, puis de 5,50 m après la reprise, elle assure la liaison entre les parties souterraines et le mur dit des Sarrazins.

La nature des matériaux change radicalement. Il faut ici distinguer le conduit en tant que tel et les murs qui l'encadrent. Dans la réalisation de la partie rampante, ces murs sont destinés à protéger le conduit et sont réalisés en premier. Ancrés sur une fondation de blocs de grès et de calcaire, ils présentent deux lignes accolées de blocs calcaires offrant une apparente régularité des assises. Entre les murs est coulé un radier en béton de tuileau sur lequel sont installés les piédroits. Les élévations internes de ces derniers présentent des assises régulières de petits blocs calcaires et sont recouvertes d'un enduit hydraulique.

A l'approche du mur, l'aqueduc présente une rupture marquée, le dénivélé du pendage et du contrependage étant de 0,60 m. Ce phénomène peut résulter d'un aménagement volontaire ou d'un affaissement ponctuel du terrain. Cette dernière hypothèse séduit par sa simplicité, elle est étayée par la présence des recharges successives de mortier au point de rupture du radier. Ces recharges viendraient donc corriger un affaissement progressif, se produisant alors que l'aqueduc est encore en fonction. Ce schéma se heurte cependant à plusieurs détails. En premier lieu, on constate que le pendage du radier est plus prononcé que celui des assises des piédroits. On peut avancer que ceux-ci s'affaissèrent moins que le fond. Mais cette dissociation n'aurait alors pas manqué d'entraîner des fissures dans l'enduit hydraulique à la jonction du fond du conduit et de la base des piédroits, ce qui n'est pas le cas. La récupération du piédroit nord, réalisée à partir du point le plus bas du radier, révèle une tête de mur lisse et verticale et non un arrachement comme cela aurait dû être le cas. A l'inverse, la présence de l'enduit hydraulique parfaitement conservé à la jonction du fond et des piédroits, via un glacis d'étanchéité, l'absence de traces d'arrachement dans le piédroit encore en élévation, permettent d'imaginer que nous sommes en présence d'un aménagement particulier. Au point où le flux d'eau passe de la partie rampante de l'aqueduc à un conduit porté sur mur, il risque d'y avoir un problème de mise en pression de l'ouvrage. Cet aménagement permet de pallier le problème en ralentissant le flux.

La partie aérienne sur mur

C'est un des mérites de la commission ayant réalisée l'étude de 1826 d'avoir compris que le mur était partie intégrante de l'aqueduc. En effet, il ne reste pratiquement plus rien du conduit qui régnait sur la structure.

Les descriptions faites à l'époque, ainsi que par l'abbé Baurein dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, sont le plus souvent correctes mais certains détails n'étaient manifestement pas visibles. Le mur est long de 60 m, la partie centrale étant totalement arasée sur 18 m. Sa largeur est de 1,40 m à la base,

de 1,20 m dans les parties hautes conservées. La hauteur est variable, au maximum 1,30 m. Au départ du mur, la hauteur, hors conduit, est intégralement conservée, 0,70 m. Concernant le mode de construction, nous sommes en mesure d'apporter quelques compléments aux éléments communiqués par les anciens auteurs. L'ouvrage est établi sur une fondation en blocs calcaires et grès de modules variés, certains blocs de grès présentant une taille imposante. Cette fondation semble plonger à une assez faible profondeur, 0,20-0,30 m. Le ressaut débordé de 0,20 m à 0,40 m et s'inscrit dans l'axe du mur latéral oriental de la partie rampante de l'aqueduc. L'élévation est constituée d'un bourrage de blocs calcaires noyés dans un mortier gris encadré par deux parements de petits blocs cubiques disposés en assises réglées. Dans les élévations, on distingue deux ressauts que la commission de 1826 avait déjà signalés. C'est plus particulièrement le cas à l'extrémité ouest où le parement est présent jusqu'à la base de la structure. La tête du mur présente d'ailleurs ce petit appareil régulier dont les trois premières assises révèlent des joints tirés au fer, les angles de la construction étant confortés par un chaînage de blocs parallélépipédiques. A l'autre extrémité, la base du mur ne livre pas la même architecture. Entre le ressaut de fondation et les premières assises en petit appareil, on a trois rangs de pierres calcaires plates. En cet espace, il subsiste une flaque de béton de tuileau très érodée, en tout point comparable au béton visible sur la branche du Brucat. Il s'agit d'un vestige du radier du conduit de l'aqueduc, c'est là son dernier témoin matériel.

La partie aérienne sur arches

Du pont aqueduc, seuls les restes d'une pile du pont ont été reconnus. Située à 8 m de la culée avale, cette maçonnerie rectangulaire, 1,30 m x 2,00 m, présente un mode de construction identique à celui reconnu à l'extrémité nord du mur. Il est ici bien lisible et on retrouve un bourrage de moellons calcaires noyés dans du mortier et un parement en petit appareil cubique avec joints alternés. Des blocs parallélépipédiques forment les chaînages d'angles. De nouveau la structure repose directement sur les sables naturels mais pas au même niveau, la face sud de la pile plongeant 0,30 m plus bas. Autour de la construction, avant d'atteindre les sables naturels, du mortier pulvérulent et des moellons calcaires cernent la pile. La concentration de moellons semble plus importante au contact de celle-ci. Il reste délicat d'interpréter ce niveau. Il peut résulter de la démolition de la structure mais peut également correspondre à un apport qui aurait précédé la construction de la pile dans le but de stabiliser un terrain meuble.

Du mobilier, céramique moderne et peut-être médiévale ainsi qu'un fragment de *tegulae*, a été récupéré.

Conclusion

L'opération conduite à Sarcignan ne constitue pas une véritable découverte, plutôt une redécouverte. Il est envisagé de préserver et mettre en valeur le site. Celui-ci, quoiqu'il n'offre pas les vestiges les mieux conservés pour ce qui concerne les parties enterrées de l'aqueduc, présente néanmoins l'ensemble des modes de constructions possibles et la jonction de deux branches. A ce titre, en plus de sa valeur monumentale, il présente un grand intérêt d'un point de vue didactique.

Sur le plan scientifique, les multiples documents, tant matériels qu'archivistiques, nous amènent à envisager la réalisation d'une étude portant sur un cadre géographique beaucoup plus large : du sud de la commune de Villenave-d'Ornon à la ville de Bordeaux. En combinant prospection de terrain, sondages, relevés topographiques et études documentaires, tout en gardant à l'esprit que la question de la distribution et l'évacuation des eaux en la ville de Bordeaux sont indissociables du thème de l'aqueduc, nous serons peut-être en mesure d'apporter quelques éléments de réponses à des questions d'importance. En effet, la datation de l'ouvrage, envisagée du I^{er} siècle, celle des reprises, les détails de son tracé, son débit, les lieux de captages et son terme, restent encore à définir.

Xavier Charpentier

Baurein, abbé. *Variétés Bordeloises ou essai historique et critique sur la topographie ancienne et moderne du diocèse de Bordeaux*, t. II, Bordeaux, 1785, Réed. Bordeaux, Féret, 1876.

Blanc-Dutrouilh. "Rapport sur les travaux de l'Académie Royale", *Actes de l'Académie des Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, III, 1825-1827, pp. 40-47.

Jouannet, François-Vatar. "Rapport à l'Académie Royale de Bordeaux sur les aqueducs antiques", *Actes de l'Académie des Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, III, 1825-1827, pp. 125-141.

Villenave -d'Ornon

Territoire communal

La prospection a porté sur quatre sites :

- Parc de Sallegourde : Le terrain, ancien bois dépendant du château de Sallegourde, est actuellement en déboisement, suite à une maladie des arbres et aux conséquences de la tempête de décembre 1999. La prospection n'a rien donné en ce qui concerne le mobilier. Seules deux pièces de liard de Louis XIII ont été trouvées. Une nouvelle prospection devra avoir lieu au moment de la replantation du site.

- Abords Nord de l'Eau Blanche : Sur la propriété du château de Limbourg, j'ai pu remarquer des fragments de *tegulae* sur le bord Nord du ruisseau l'Eau Blanche, ainsi que des constructions du XVIII^e ou XIX^e siècle pour l'écoulement des eaux des terres plantées en vigne, sur le coteau Nord de la propriété.

- Château de Carbonnieux : Aucun mobilier trouvé. Beau-coup de remblais par cailloux et briques.

- Vignes du château Barret : Parcelle nouvellement défrichée, en relation avec le site de l'aqueduc gallo-romain sis à Sarcignan, en particulier de la branche dite du Bruca. Aucun vestige de mobilier. Quelques pierres non significatives. Une nouvelle prospection serait souhaitable avant la plantation de la nouvelle vigne en 2004.

François Magnant

Opérations archéologiques dans le reste de la Gironde

Le Barp

Au Chantier

La parcelle concernée par le diagnostic est située au nord-ouest du bourg du Barp, en bordure de l'autoroute A 63, au lieu-dit "Au Chantier". Le site se trouve sur le territoire des Landes de Gascogne, recouvertes de façon continue par du sable quaternaire masquant le substrat. Ce trait dominant donne partout des sols sableux très siliceux.

Cinq couches successives sont observées : terre végétale, sable gris, alios, sable jaune et sable blanc. De façon générale, l'épaisseur de la terre végétale est comprise entre - 0,20 m et - 0,80 m. La couche de sable gris se situe entre - 0,30 m et - 1 m et celles de l'alios et de sable jaune entre - 0,40 m et - 1,60 m. Enfin, l'apparition du sable blanc est observée à des profondeurs variant de - 1,30 m à - 3,50 m.

Le substrat naturel n'a pu être atteint en raison des conditions géologiques du terrain. Renseignement pris auprès des services de la société Sifrac, le substrat naturel se situe à - 12 m.

Aucun vestige archéologique n'a été repéré au niveau de cette phase de l'extension de carrière.

Emmanuel Moizan,
Anne Jégouzo

Beychac-et-Caillau

Bertin

La création d'une plate-forme de stockage et d'aménagements périphériques (46 810 m²), a fait l'objet d'une opération de diagnostic préalable.

37 sondages mécaniques ont été réalisés en septembre 2003 afin d'obtenir une estimation du potentiel archéologique des terrains.

Les descriptions des coupes de sondages évoquent des colluvions d'origine pléistocène, repris superficiellement par la pédogenèse holocène. A la base des coupes, quelques traits hydromorphes et de lessivage témoignent du développement de sols hyperacides dont il ne subsiste que la racine. On peut évaluer l'érosion du sol liée à la viticulture à plus de 0,5 m, voire un mètre d'amplitude. Localement des faciès de remblai témoignent de perturbations anthropiques contemporaines.

Une seule fosse, de forme circulaire, été mise à jour. L'analyse succincte du lot céramique qu'elle contient a permis de dénombrer 371 fragments pour six individus identifiables. 351 tessons (cinq vases) se rapportent à des céramiques non-tournées à pâte grossière et vingt tessons (un vase) à des céramiques fines également non-tournées.

La datation précise de cet ensemble céramique est relativement difficile étant donné le petit nombre de vases identifiables et la faible représentation de la céramique fine. La présence de cordons digités horizontaux sur des vases à provisions couvre toute la période de l'Age du Bronze et dans une moindre mesure, celle du Premier Age du Fer. Toutefois, l'absence de cordons verticaux et de certains décors spécifiques conduit à envisager une datation située entre le Bronze final IIIb et le Premier Age du Fer. Sur les trois vases à provisions, aucun ne possède de col à carène interne, alors que ceux-ci sont très fréquents au Bronze final IIIb. De plus le vase bitronconique souligné d'impressions digitées appartient plutôt au répertoire de l'Age du Fer. Par prudence, et vu la quasi absence de comparaisons régionales fiables, nous situerons donc cet ensemble entre l'extrême fin de l'Age du Bronze et le Premier Age du Fer.

Du mobilier a également été retrouvé dans les colluvions. Le mobilier lithique, un éclat et un perçoir sur éclat, appartient à une chronologie indéterminée mais il peut appartenir à la même fourchette chronologique que la céramique de la fosse. Le mobilier céramique se compose d'une anse rubanée, de deux fragments de panse datés du Bas Moyen Age et d'un fragment de panse avec engobe (époque moderne).

Nathalie Moreau,
Gérard Sandoz

Blayais

Prospection à l'aide d'un détecteur de métaux

Deux châteaux du Blayais étaient concernés par cette recherche : le château Dubraud à Saint-Christoly-de-Blaye et le château Chasserat à Cartelègue.

La prospection du château Dubraud s'est révélée décevante en raison de l'environnement particulier des parcelles (piquets métalliques).

Les recherches au château Chasserat ont montré des indices d'occupation de la fin du Moyen Age et de l'époque moderne notamment :

- 52 monnaies (1 romaine, 4 médiévales, 17 doubles tournois LVIII et VXIV, 10 Napoléon III en bronze, 1 Cérés, 3 Dupuis, 31 franc, 3 bon pour 50 Cts, 4 morlons, 3 sous percés et 1 10 Frs au coq) ;

- et 45 objets qu'il conviendra de préciser ultérieurement (9 rouelles anneaux en bronze, 7 balles de mousquet, 10 plombs de sac, 1 dé à coudre, 6 boucles de ceinture, 1 cartouche broche, 8 boutons, 1 croix en argent, 1 tampon-inscription Cyprien prêtre-, 1 clé).

Philippe Coutures
pour Marie-Ange Lagrange

Daignac et Espiet

Moyenne vallée de la Canodonne

La Canodonne, affluent de rive gauche de la basse vallée de la Dordogne en Entre-deux-Mers, recoupe dans son cours moyen l'assise de calcaire à Astéries qui forme des lignes de falaises creusées d'abris, recoupées par d'anciennes galeries de carrières et par divers aménagements dont les plus vieux remontent à l'époque médiévale. Elle reçoit plusieurs affluents de moindre importance.

Durant l'été 2002, des prospections en pied de falaises, des sondages et des nettoyages de coupes ont été effectués dans divers gisements susceptibles de livrer des séquences chrono-sédimentaires contemporaines du Tardiglaciaire et du début de l'Holocène, notamment l'abri Piganeau (Daignac) Moulin-Neuf (Saint-Quentin-de-Baron), Granet 2 (Grézillac). En 2003, les recherches ont exclusivement concerné la moyenne vallée de la Canodonne et deux gisements ont plus particulièrement fait l'objet de sondages et de ravivages de coupes.

La Pique 2 (Daignac) est un petit site en pied de falaise, proche de l'abri de la Pique fouillé en 1932 par J. Ferrier et M. Trochon qui y recueillirent une industrie du Magdalénien supérieur à pointes à cran. Le ravivage d'un front de coupe dégagé par un sondage ancien, à quelques mètres du pied de la falaise, a montré, sous la terre végétale, des dépôts dont l'épaisseur totale n'excède pas 1 m.

Au sommet, un limon argilo-sableux brun clair, renfermant de petits éboulis et des granules calcaires (C1a), plus carbonaté en profondeur (C1b), renferme de l'industrie lithique et de la faune très fragmentaire ainsi que de menus fragments de céramique et de pierres brûlées. Deux petits trapèzes en proviennent.

L'ensemble repose sur une épaisse couche cendreuse, carbonatée, encroûtée. Les éboulis de petites dimensions, y sont plus ou moins altérés, associés à de petites pierres brûlées sporadiques. Cette couche, très pauvre en vestiges, a livré une petite pièce à dos et quelques menus produits de débitage (lamelles, petits éclats accompagnés de rares fragments de céramique). Plus carbonatée, plus riche en éboulis décomposés et plus claire en profondeur, cette couche cède progressivement la place au substratum rocheux.

Canère 2 (Espiet), situé un peu en aval de l'abri Piganeau et en amont de la Pique en rive opposée de la Canodonne, se place dans un talus situé au pied d'une haute falaise calcaire. Dans sa partie médiane, la falaise a été exploitée en carrière de meules, sans doute à partir du Moyen Âge. Après avoir évacué un volume important de déblais de carrière nous avons atteint des dépôts limono-argileux remaniés livrant des vestiges d'âges divers : industrie lithique et des éléments céramiques protohistoriques, antiques, des XIIe, XIIIe, XIVe siècles (détermination de J.-L. Piat) ainsi qu'une petite meule en calcaire local. Localement, un sédiment limono-argileux très perturbé par des terriers et des racines, a livré quelques éléments de céramique néolithique et de l'Age de Bronze et quelques restes de faune (cheval, bovidé). Un mince niveau de pierraille blanchâtre calcaire sableuse, le sépare des lambeaux d'une couche sableuse cryoclastique, plus ou moins indurée et concrétionnée, piégée entre de gros blocs calcaires effondrés. Cette couche a livré de rares indices paléolithiques (raclette, petits produits de débitage et déchets de taille, première phalange d'antilope saïga, fragments d'os brûlés). Sous les gros blocs, des sondages à la tarière ont traversé un sédiment limono-argileux brun clair, riche en plaquettes, apparemment stérile, baignant dans la nappe phréatique et qui semble issu de la desquamation de la falaise rocheuse.

Dans l'ensemble ces résultats peuvent apparaître décevants en l'absence de grand gisement stratifié renfermant une séquence de Magdalénien, d'Azilien et de Sauveterrien, mais plusieurs indices suggèrent la présence de Néolithique ancien dans des dépôts en pied de falaise qu'il serait intéressant de mettre en relation avec les remplissages de fonds de vallées.

Michel Lenoir

Est Gironde

Prospection au détecteur de métaux

Afin de régulariser nos activités de surveillance spontanée dans la région libournaise ou dans le nord de l'Entre-deux-mers, une autorisation de prospection nous a été accordée en avril 2003 couvrant l'est de la Gironde. Il ne s'agit donc pas

d'une prospection systématique, localisée et organisée, mais de surveillances aléatoires et partielles, au hasard des déplacements professionnels dans la zone précitée. S'y ajoutent des rencontres d'érudits locaux ou des possesseurs de petites collections d'objets archéologiques ou d'objets isolés non référencés. Le but est, d'une part, de s'assurer que les bouleversements de terrains consécutifs au défonçage des parcelles de vignes ou à la création de lotissements ne donnent pas des indices de sites, notamment si un environnement archéologique est connu. D'autre part, de renseigner ou d'affiner la carte archéologique en cherchant à cerner plus précisément les sites géographiquement et typologiquement.

Dans ce qui nous paraît notable pour l'année 2003, nous signalerons pour la période néolithique deux fragments de hache polie à Montagne (lieu-dit "Montaiguillon"), un autre à Ambarès (lieu-dit "Merlet"), des éclats de taille et un nucleus aux Billaux (lieu-dit "Les Eymerits"), une grande quantité d'éclats et quelques outils à Saint-Philippe-d'Aiguille (lieu-dit "Candelayre").

S'agissant de l'époque antique, la prospection orale aux alentours de la villa de Saint-André, commune de Montagne, a permis d'avoir connaissance d'éléments architecturaux exhumés lors de travaux agricoles (colonnes de marbre, chapiteau en marbre gris) sur les propriétés de Maison-Blanche et de Château-Corbin, en contrebas duquel semble passer une voie bordée de caniveaux en pierre, reliant sans doute la demeure gallo-romaine à Libourne après avoir franchi le ruisseau "la Barbanne" au Guadeleyrat.

Plusieurs monnaies romaines nous ont été montrées, une venant de Villegouge, au nord-est du bourg, une autre de Moulon, trouvée dans les douves du château Montlau, un sesterce de Trajan trouvé au sud du château de Monbadon sur un site antique déjà repéré. Nous avons recueilli également quelques informations supplémentaires sur la villa de "Candale", commune de Saint-Laurent-des-Combes, dont les quelques restes signalés au XIXe siècle ont été détruits lorsque la parcelle de vignes a été refaite. Les propriétaires des lieux ont conservé de gros blocs de béton et des fragments de mosaïque.

Sur la commune de Doulezon, au lieu dit "Peyriquiry", des découvertes récentes successives à des labours profonds, semblent révéler un site gallo-romain dont la nature cependant reste mal définie.

Enfin, pour l'époque médiévale, la rencontre avec un pêcheur d'Izon a permis de confirmer l'existence d'un cimetière ennoyé sur la commune de Lugon-et-l'Île-du-Carney, qui devait originellement se trouver au sud-ouest de la chapelle romane de Carney et que le mascaret, très puissant dans cette

zone, a légèrement bouleversé les sarcophages. Aux basses eaux d'équinoxe, on peut donc voir quelques sarcophages encore intacts et plusieurs autres fragmentés par le courant.

Dominique Brocheriou

Faleyras

L'église

Devant la nécessité de mettre fin aux problèmes d'humidité de l'église de Faleyras en créant un réseau d'évacuation des eaux pluviales avant d'entreprendre les travaux, la municipalité, en accord avec le Sra, a fait faire des sondages pour évaluer le potentiel archéologique. Ces sondages ont été effectués en octobre et novembre 2003. Ils ont permis de confirmer l'ancienneté du cimetière au sud de l'église, ce qui était prévisible car l'édifice est dédié à saint Gervais et saint Protas. En effet, des tombes du Haut Moyen Age, en remploi pour certaines, ont été mises à jour dans les deux sondages effectués en bordure de l'église, côté sud, ainsi que d'autres datant du Moyen Age ou de l'époque moderne. Par contre, les sondages réalisés au nord de l'édifice n'ont rien révélé. Ces découvertes ont amené la municipalité à modifier les plans initialement prévus pour le passage des canalisations afin d'éviter au maximum la traversée de l'ancien cimetière situé au sud de l'église.

Jean-Claude Huguet

L'Isle-Saint-Georges et Saint-Médard-d'Eyrans

La surveillance ponctuelle de la restructuration du poste source de l'Isle-Saint-Georges et de l'enfouissement de 7 070 m de lignes électriques jusqu'à Saint-Médard-d'Eyrans a été effectuée entre janvier et mai 2003.

Seuls dix logs retraçant deux séquences ont pu être relevés. La première, correspond à l'aménagement récent des niveaux supérieurs, route ou chemin. Ces infrastructures se superposent directement à la seconde séquence constituée de couches sédimentaires de sable, d'argile ou de limon.

Seul le log n°6, à Saint-Médard-d'Eyrans, a permis de relever deux niveaux de sol. Cependant, aucun mobilier permettant leur datation n'a été remarqué.

Du mobilier céramique, provenant des tranchées effectuées à l'Isle-Saint-Georges a été récolté sur un tas de terre provenant de ces excavations. Il est constitué de quatorze fragments de céramique ou terre cuite :

- deux fragments de tuiles de type imbrex,
- un fragment de panse Pascual I (- 30 av. J.-C à + 40 ap. J.-C.) et un fragment de col avec un départ d'anse (Dressel I ?),
- un fond de vase balustre (augustéen), un bord peut-être tourné, un fragment de couvercle, un fragment de panse (cuisson oxydante), un fond (cuisson en mode réducteur), présentant une pâte finement sableuse, riche en mica avec sur une de ses faces un cercle (fond spiralé), deux tessons de céramique savonneuse à pâte grise datant de - 50 à + 200 ap. J.-C.

Bien que partielle, la surveillance des travaux confirme la présence d'une occupation antique et médiévale à l'Isle-Saint-Georges. Le mobilier céramique prélevé est semblable à celui récolté anciennement et atteste une occupation débutant au moins au Ier siècle av. J.-C.

A Saint-Médard-d'Eyrans, les relevés dans le lotissement "Le Cordon d'Or" nous indiquent que nous sommes en dehors de tout secteur occupé.

Nathalie Moreau

Jau-Dignac-et-Loirac

La Chapelle

Une seconde intervention archéologique sur le site de La Chapelle s'est déroulée du 16 juin au 18 juillet 2003 ; elle a consisté en un dégagement des structures archéologiques protégées à la fin de l'intervention de 2001 et en des sondages réalisés au sud, dans des parcelles devant être libérées. Rappelons qu'il s'agit d'un chantier-école et qu'une réflexion sur les méthodes de fouille (notamment d'enregistrement) est menée en cours de chantier.

La campagne de 2003 a surtout permis d'affiner la chronologie relative du site et de mieux apprécier son extension vers le sud. Les sondages montrent que l'on se trouve en présence d'un petit îlot dont certaines parties étaient insubmersibles et donc occupées.

Dans la zone 1, il semble désormais acquis que le site est d'abord occupé par un bâtiment de l'Antiquité tardive (état 1) réutilisé à l'époque mérovingienne comme espace funéraire privé et probablement comme lieu de culte (état 2). La chronologie est plus délicate à établir pour la période médiévale. D'après les résultats de cette année, se dessine un état 3, que l'on situe entre les VIIIe et Xe siècles (?), qui correspond à la destruction du bâtiment mérovingien, même si le site est toujours occupé (habitat ?). L'impression perdure d'un hiatus d'occupation pendant le Moyen Age (inondation du terrain ?). Du mobilier semble indiquer ensuite une occupation au XIIIe siècle, époque peut-être de la construction de la chapelle.

C'est en tout cas toujours cet état moderne que l'on cerne le mieux. Pendant cette période, et notamment dans le courant du XVIIe siècle (attesté par de nombreuses monnaies), la fonction funéraire est "active".

D'un point de vue archéo-anthropologique, nous restons pour l'instant confrontées à une difficulté : l'insuffisance de certaines données liées à la conservation des restes osseux et les perturbations qu'ils ont subies en fonction des différents décapages. Le nombre de tombes pour chaque état chronologique est encore limité.

Pour la période mérovingienne, nous pouvons émettre l'hypothèse d'un fonctionnement apparemment différent des sarcophages en fonction du lieu d'inhumation, les sarcophages situés à l'intérieur du bâti renferment, à l'exception du sarcophage 15, des sépultures primaires individuelles. A l'inverse, ceux de l'extérieur, excepté l'US 93, révèlent une succession de dépôts primaires, sous-entendant une réutilisation plus fréquente des sarcophages extérieurs. Une opposition qui se trouve renforcée par la présence de matériel funéraire exclusivement réservé aux individus inhumés à l'intérieur. Ces remarques ne portent pour l'instant que sur un effectif très limité, elles devraient être confirmées ou infirmées par une étude plus complète de certains sarcophages (déjà engagée dans le cadre d'un mémoire universitaire) mais aussi par l'exploitation de nouveaux sarcophages repérés lors de la campagne 2000 et situés dans l'espace funéraire extérieur au bâti.

En raison du faible effectif des individus et de la difficulté d'établir une chronologie des sépultures pour la période Xle-XVIIe siècles, aucune discussion ne peut être sérieusement abordée quant au "recrutement" de cet ensemble funéraire. Il n'en reste pas moins que la découverte et l'étude de nouvelles sépultures confirment une occupation intensive du site, notamment à l'intérieur du bâti. Nous pouvons également signaler l'existence fort probable d'une zone particulière, liée au fonctionnement de la chapelle médiévale, riche en sépultures d'enfants.

Cette nouvelle campagne nous incite à approfondir l'étude du matériel archéologique pour affiner les fourchettes chronologiques proposées (matériel métallique, céramique, numismatique, verre, etc.). Il semble évident également que nous devons maintenant avoir recours à des analyses radiocarbones sur collagène pour préciser la chronologie de certaines sépultures. Lors de la prochaine campagne, il paraît indispensable de compléter le plan de l'édifice de l'Antiquité tardive pour mieux comprendre sa fonction et son devenir.

Isabelle Cartron,
Dominique Castex

Langon, Toulenn, Saint-Pierre de Mons, Saint-Pardon-de-Conques

Dans le cadre de la recherche sur les campagnes gallo-romaines, cette prospection concerne une petite contrée appartenant au canton de Langon et plus précisément aux communes de Toulenn, de Langon, de Saint-Pierre-de-Mons et de Saint-Pardon-de-Conques.

Les découvertes archéologiques sur le canton de Langon sont presque inexistantes et laissent paraître une faible occupation de ce territoire qui ne représente sans doute pas la réalité. Cette prospection a fait l'objet de deux types d'intervention : prospection orale et prospection terrestre (ponctuelle). Ces deux opérations complémentaires, bien que loin d'être exhaustives, ont permis une nouvelle lecture de l'occupation de cette région durant la Protohistoire et de l'Antiquité mais se sont heurtées à plusieurs problèmes : tout d'abord la véracité des informations révélées par les autochtones, ensuite la faible fréquence, voire l'inexistence des travaux de sols.

L'instabilité de la Garonne et l'urbanisme sont des facteurs qui ont transformé les bords de la Garonne : il apparaît d'après quelques témoignages que des vestiges archéologiques furent "oubliés" sous des projets d'urbanisme sans qu'il en ait été fait état auprès des autorités compétentes.

Après la prospection thématique de Danielle Josset sur la commune de Toulenn (1991) notre investigation sur cette commune n'apporte pas plus d'informations.

La commune de Langon, ayant subi un urbanisme grandissant depuis quelques années, a vu sa surface agricole se réduire. Aucune découverte sur cette commune n'a pu être confirmée.

Les coteaux de bords de Garonne sur les communes de Saint-Pierre-de-Mons et Saint-Pardon-de-Conques ont révélé des vestiges archéologiques dans les labours d'hiver.

Les sites découverts sont délicats à définir car les labours sont peu profonds. Deux sites sont localisés sur la commune de Saint-Pierre-de-Mons l'un contenant des vestiges d'amphores et de céramique commune protohistorique et l'autre considéré comme un site à *tegulae*.

Le site localisé sur la commune de Saint-Pardon-de-Conques se situe dans le vignoble du château Jauberthes, les vestiges archéologiques découverts se composent de céramique commune protohistorique, de *tegulae* et de céramique commune gallo-romaine.

Il apparaît donc nécessaire de poursuivre les investigations afin de compléter cette carte archéologique et d'en préciser les éléments déjà existants après une meilleure lecture des sites.

Franceline Labuzan

Libourne

Quartier du Condat, rue de la Corbière

Ce diagnostic a été justifié par la construction d'un lotissement dans un secteur ayant déjà livré des vestiges médiévaux et antiques. Il a occasionné la découverte, à trois mètres de profondeur, sous le niveau d'apparition de la nappe phréatique, d'une fosse large d'environ 0,60 m pour une profondeur de 0,50 m. Elle n'a pu être datée.

Marie-Christine Gineste

Loupiac

Cornélien et Lanusse Est

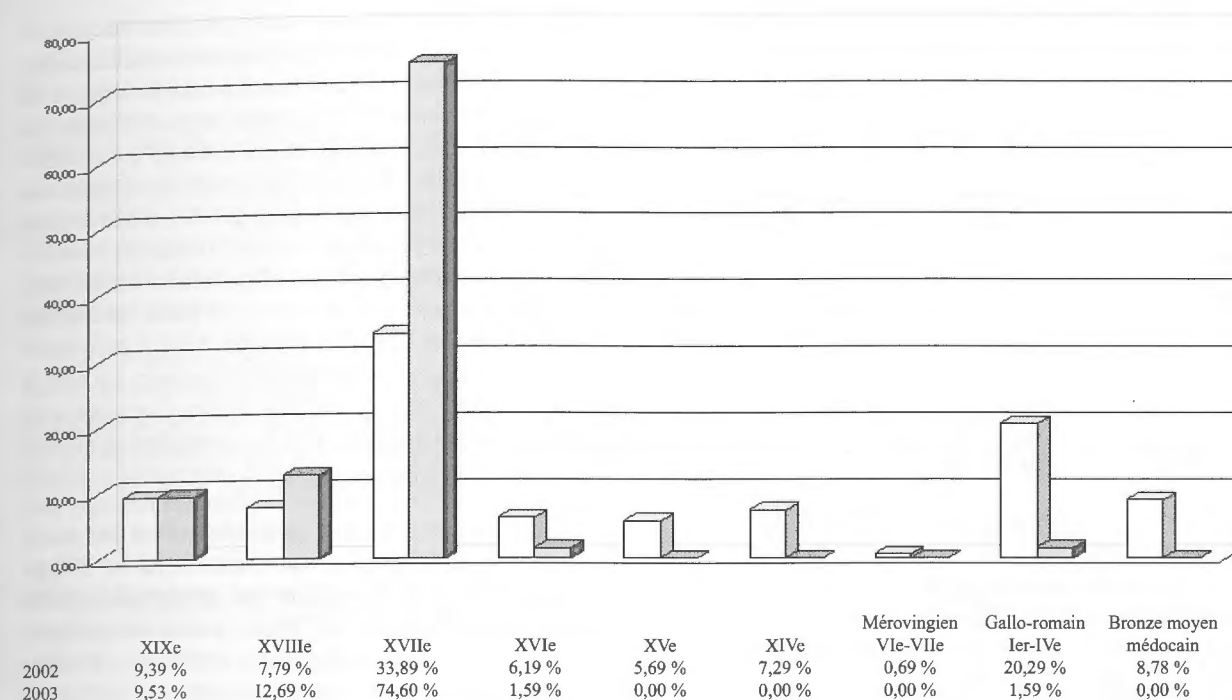
Préalablement à la création d'un lotissement, au lieu-dit "Cornélien" et "Lanusse Est" une opération de diagnostic archéologique a eu lieu en octobre 2003. L'opération a porté sur une surface de 13 690 m². Cette intervention a été motivée par la proximité de la villa gallo-romaine et du prieuré de Saint-Romain.

Onze tranchées ont été réalisées mécaniquement. Seules deux tranchées se sont révélées positives. Situées dans les allées, elles n'ont pas subi le décompactage des terres nécessaires à la plantation des vignes. 25 structures en creux ont été mises en évidence.

Le mobilier céramique comprend un récipient ouvert (dia. 45 cm), en céramique chamottée. Les 142 autres tessons de céramique appartiennent également à une chronologie du moyen âge (XII-XIV^e siècle). Les fragments de panse lissée ou non sont nombreux. Les formes ont été montées par modelage avec parfois une finition à la tournette. Deux individus ont une lèvre plate déjetée quasi horizontale (F14 et F20). La céramique fine, blanche est représentée par un fragment de bec ponté avec une coulure de glaçure involontaire, une lèvre de pichet avec trois cordons verticaux et une grosse anse de cruche (productions de Sadirac).

Outre le mobilier céramique associé aux faits, des fragments de panse de céramiques protohistoriques ont été retrouvés épars sous la couche sableuse grise du sous-solage, à 0,80 et 0,90 m de profondeur. Aucun élément caractéristique ne permet une datation plus précise.

Nathalie Moreau



Nord-Médoc

Prospection à l'aide d'un détecteur de métaux

La prospection électromagnétique 2003 concerne un site de surface situé sur la commune de Vensac en Nord-Gironde. A l'instar des zones prospectées en 2002, ce site est planté de vignes. La carte de Cassini au XVIII^e siècle signale à cet emplacement, sous le toponyme du Taste, la présence d'un château.

L'opération s'est effectuée au cours de l'été 2003. La technique de prospection que nous avons appliquée est identique à celle qui a été présentée dans le bilan scientifique 2002.

Si les monnayages dominants sont les deniers tournois et double-tournois Louis XIII, certaines découvertes révèlent cependant une occupation antérieure (monnaies du XVI^e et du IV^e siècles). Ce que confirme la présence de quelques silex taillés (très probablement de la fin de la période néolithique). Nous signalerons la présence de nombreux tessons de poterie qui semblent confirmer la très nette dominance du XVII^e siècle. Tous les objets découverts ont été remis au propriétaire du terrain.

Ces résultats inhérents au seul site du Taste ont été comparés à ceux de la prospection de 2002 concernant treize sites du Nord-Médoc (cf. graphique ci-dessus). Bien qu'ils confirment la dominante XVII^e siècle, ils ne peuvent pas, dans l'état actuel

des découvertes, être révélateurs de l'occupation humaine sur différentes périodes. Les prospections engagées dans les années à venir, devraient permettre de faire évoluer ces données et d'affiner certaines dominantes.

Jean-Marie Lourenço

Les Peintures

Champ de Doussain

L'extension de la carrière, située au lieu-dit "Champ de Doussain", a fait l'objet d'un diagnostic. Réalisé entre le 25 mars et le 8 avril 2003, il a fait suite à un premier diagnostic (Etrich, 2000). 86 sondages ont été creusés durant l'opération.

Les parcelles affectées par les travaux se situent sur une moyenne terrasse de la Dronne notée Fw2 (carte géologique au 1/50000, Dubreuilh et Mondeilh, 1982), se rapportant au Pléistocène moyen ("Riss"). Elle est composée de sables grossiers argileux, graviers et galets. Les formations colluviales sont sablo-argileuses de pentes et de vallons secs issues de formations fluviales "sidérolithiques".

Le mobilier lithique récolté dans ces colluvions est constitué de seize éclats, dont deux fragments, trois nucléus et un bloc testé. Les discoïdes sont au nombre de deux, dont un fragment et un débris (information orale de P. Fouéré, Inrap).

Des fossés ont été également mis au jour ; ils ne contiennent pas de mobilier. Certains fossés présentent un pendage qui semble attester une volonté de drainer les terrains.

La petite quantité de mobilier lithique récoltée se présente comme une association de matériel "frais" : non patiné et non roulé, de patiné et non roulé et enfin de patiné et roulé car repris dans la terrasse. Certains objets peuvent être attribués au paléolithique moyen mais une grande quantité est de datation indéterminée.

Nathalie Moreau

Pineuilh

La Mothe

Les fouilles préventives réalisées à Pineuilh font suite aux sondages de diagnostic de F. Prodéo et C. Sireix, réalisés en 2001 (zone 3), puis de M.-O. Lavendhomme en 2002 (zone 4). Ils s'inscrivent plus généralement, dans le suivi systématique du projet de contournement routier des agglomérations de Sainte-Foy-la-Grande et Pineuilh. Réalisée sous maîtrise d'ouvrage du conseil général de la Gironde, la déviation de la RD 936 contribuera prochainement à l'amélioration de la liaison routière entre Libourne et Bergerac.

Les fouilles se sont déroulées dans des conditions extrêmement difficiles. En raison de la nature du gisement d'abord, qui a imposé le creusement d'un réseau de fossés de drainage et l'implantation de stations de pompage permanentes. A cause des contraintes techniques ensuite, avec la présence de pylônes, de réseaux électriques aériens et d'une conduite de gaz enfouie, qui ont contraint l'implantation des fenêtres de décapage et la circulation des engins. Enfin, les mouvements sociaux qui ont agité la profession pendant le déroulement des fouilles, ont entraîné une désorganisation générale, nuisible au bon déroulement de l'opération.

Elle s'est déroulée sur une durée de 10 mois, avec une équipe de 20 à 40 personnes. Trois fenêtres de décapage ont été ouvertes, totalisant une superficie d'environ un hectare. Les observations géomorphologiques réalisées lors des sondages ont été validées lors de la phase de fouille. Elles montrent que le secteur de "La Mothe" correspond à un bras mort de la Dordogne, qui explique la présence d'importants dépôts organiques et l'excellent état de conservation rencontré sur le site, dus à la proximité de la nappe phréatique.

Comme le montre le tracé des formations alluviales superficielles, la Dordogne serpentait dans un réseau "en tresse", avant qu'elle ne se stabilise dans son chenal actuel. Ce phénomène remonte vraisemblablement aux débuts de l'Holocène, quand, au Pré-Boréal, les cours d'eau ont charrié beaucoup d'alluvions

issues de la fonte des glaciers. Dès lors, les bras secondaires délaissés par le cours principal ont connu une évolution propre, conditionnée par les affluents issus des versants tertiaires en rive gauche de la plaine alluviale. Dans un premier temps, les bras mort ont accueilli des formations lacustres qui se manifestent par des argiles de décantation grises, développées sur près de 70 cm. La palynologie indique qu'elles se sont formées pendant le Boréal et l'Atlantique ancien. Lorsque ces vases ont été suffisamment développées pour affleurer la surface de l'eau, une végétation plus dense a pu se mettre en place, qui explique la transition vers des formations palustres. Elles se manifestent par des dépôts de tourbes, localement développées sur plus de 1,50 m. A la base, elles recèlent des indices d'occupation du Néolithique final et quelques locus du Bronze final en position médiane. Au Moyen Age, les travaux de mise en valeur agricole ont consisté à essarter et à creuser des fossés de drainage, pour assainir le marais. Ces travaux se manifestent par des grands foyers correspondant au brûlis des souches et par un changement dans l'aspect de la tourbière, qui devient alors aérobie (tourbes brunes, s'opposant aux tourbes noires hydromorphes sous-jacentes). Les travaux de drainage médiévaux ont ensuite progressivement stoppé les formations palustres, qui ont été remplacées par des colluvions agricoles limoneuses, développées sur près de 1,50 m.

Trois périodes d'occupation se sont succédé dans ce contexte. La plus ancienne remonte au Néolithique final de type Artenac. Elle se manifeste par un horizon riche en mobilier, piégé dans les colluvions sableuses issues de l'érosion d'une légère butte dominant le marais. Ce niveau se raccorde avec la base des formations tourbeuses du bras mort et peut correspondre à un hameau implanté sur un point culminant, hors d'atteinte des crues régulières. Au Bronze final, le secteur est de nouveau fréquenté, comme l'attestent quelques locus de faible superficie, situés en contexte tourbeux en marge du marais. Ils ne s'accordent pas avec un habitat permanent et doivent plutôt relever d'activités saisonnières ponctuelles.

L'occupation la plus importante débute à la fin du Xe siècle. Elle se manifeste d'abord par des travaux de mise en valeur agricole illustrés par des foyers d'écobuage et des fossés de drainage visant à assainir le marais. En position centrale dans ce terroir nouvellement défriché, une enceinte circulaire est implantée sur le piémont d'une légère colline dominant le marais.

Elle est d'abord fermée par un fossé périphérique de faible largeur (environ 4 m). Le rebord de l'escarpe est consolidé par un système de planches horizontales maintenues par des piquets, dont l'abattage est daté de 977 par la dendrochronologie (Y. Le Digol et V. Bernard, Labo Cnrs de Rennes). Cette date est considérée comme celle de la fondation de l'enceinte.

L'année suivante, des planches issues de chênes abattus en 978 ont servi à la construction du premier état d'un bâtiment central, dont seulement un angle a pu être observé. Il sera agrandi trois ans plus tard, avec l'implantation de gros poteaux de chêne abattus en 981, formant une façade de 12 m de large, avec une avancée centrale dirigée vers l'est. D'après les éléments architecturaux retrouvés en position secondaire dans le fossé, le bâtiment devait se composer d'une solide charpente chevillée (construction à pans de bois). Le toit à quatre pans était couvert de bardeaux de chêne.

Dans le prolongement de l'avancée en façade, une rigole part se déverser dans le fossé à l'est de l'enceinte. En 983, elle sera aménagée par un tronc avec deux embranchements feuillurés qui supportent des planchettes horizontales. Cet ensemble constitue un "égout", qui devait servir à assainir la maison.

A proximité, un bâtiment et une passerelle sont construits en 995 sur le rebord oriental de l'enceinte. Le bâtiment, qui avait été dégagé lors des sondages, se compose de deux troncs de chêne installés sur le rebord de l'escarpe. Ils servent de support à des traverses perpendiculaires, elles-mêmes pincées entre deux longerons parallèles aux troncs. Parce qu'il était mal fondé, ce bâtiment a eu tendance à s'affaïsser vers le marais et des poteaux (en cours de datation) ont été plantés pour stopper le phénomène. Cette observation et l'absence de poteaux verticaux associés indiquent l'absence d'une couverture et montrent que cet ensemble correspond davantage à une sorte de ponton. Perpendiculaires à celui-ci et situées dans le prolongement de la rigole issue de l'avancée en façade, des poutres horizontales de 3,5 m de long sont disposées parallèlement et à équidistance. Façonnées à partir de demi troncs de chêne, elles sont aménagées de mortaises rectangulaires aux extrémités et de mortaises carrées intermédiaires. Ces dernières ont servi à ficher la poutre sur le sol, par l'intermédiaire de piquets. Parmi ceux-ci, le plus récent est daté de 1026, et atteste un entretien de la structure jusqu'à cette date. Les mortaises rectangulaires devaient supporter des montants. L'ensemble est interprété comme un système de passerelle permettant de se diriger vers le marais à l'est et peut-être de le franchir. Dans cette direction, on rencontre un lieu-dit "La Salvetat", qui suggère la proximité d'autres habitats contemporains.

Postérieurement à l'utilisation de ces structures, le fossé périphérique est recreusé, sur une largeur nettement plus importante (env. 12 m). Les déblais ont été disposés en recharge à l'intérieur de l'enceinte, avec un parement externe constitué d'une couche de galets. Cette nouvelle escarpe est renforcée par un alignement de piquets en bois blanc, qui ont pu former l'armature d'un clayonnage.

Une nouvelle passerelle est construite en direction du sud, à partir de chênes abattus en 1043, date considérée comme le

début de la seconde phase d'aménagement du site. Elle utilise la même architecture que la passerelle est, mais recourt désormais à des poutres régulièrement équarries. Les mortaises carrées portent des fiches datées de 995, ce qui suggère que les éléments de la passerelle initiale ont été réutilisés pour la fondation de cette nouvelle structure. Deux montants verticaux ont été retrouvés en connexion, emboîtés dans les mortaises rectangulaires de la poutre la plus au sud. Ils permettent à la fois d'apprécier la hauteur de la passerelle et de connaître les techniques d'assemblage mises en œuvre.

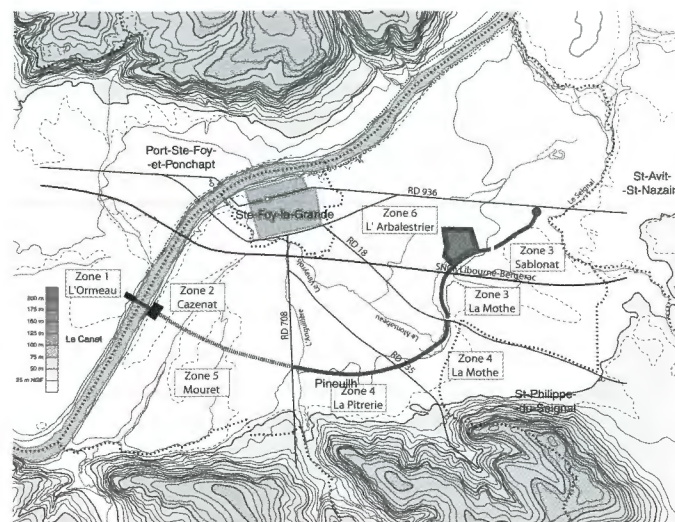
Confirmant le déplacement du centre d'intérêt de l'est vers le sud, d'autres passerelles seront reconstruites au même emplacement. Il n'est certainement pas anodin qu'elles soient superposées à la ligne droite qui relie l'église de Pineuilh et une maison forte située au nord.

On constate une utilisation du chêne de plus en plus marginale, qui peut correspondre à une dégradation croissante du milieu forestier riverain. Le dernier état, remontant à une période où le fossé d'enceinte est presque entièrement comblé de dépôts organiques, présente une architecture différente. Il est fondé sur des segments de troncs d'aulne disposés à équidistance sur deux alignements parallèles. Pour conserver l'horizontalité de l'ensemble, les billes d'aulne ont été calées par des pièces de charpenterie émployée, datées de 1043, et donc peut-être issues de la récupération des éléments de la passerelle précédente. Les billes supportent des longerons en orme qui devaient constituer les solives d'un plancher. Au milieu du fossé, deux billes d'aulne situées en vis-à-vis supportent des segments de poutres aménagées d'une mortaise carrée centrale. Elles peuvent signaler l'emplacement d'une huisserie, comparable à celles que l'on distingue sur les mottes de la Tapisserie de Bayeux (fin XIe siècle).

Du côté de l'enceinte, deux poteaux équarris sont implantés dans le prolongement des longerons en orme. Ils remontent à 1123, qui est la date la plus récente obtenue sur le site et qui peut correspondre aux derniers entretiens réalisés sur le dernier état de passerelle. Un petit fossé périphérique de 50 cm de large est recreusé au détriment du remplissage supérieur du fossé d'enceinte et bordé d'alignements de piquets de part et d'autre. Ces derniers travaux peuvent éventuellement être postérieurs au déménagement de l'habitat implanté au centre de l'enceinte, celle-ci continuant alors d'être fréquentée à d'autres fins (enclos à bétail ou autre).

Le mobilier collecté dans le remplissage des fossés d'enceinte est abondant et diversifié. Grâce aux conditions de conservation favorables, le matériel périssable (vaisselle et outils en bois, vêtements en cuir) vient avantageusement compléter les séries habituellement rencontrées en contexte "terrestre". Sur la base des calages dendrochronologiques issus des pièces

Pineuilh, la Mothe.



Plan de localisation du tracé routier.

Plan des occupations médiévales.



Vue aérienne générale montrant l'enceinte du XI^e siècle au premier plan et la maison-forte du XII^e siècle à l'arrière.

Pineuilh, la Mothe.



Coupe stratigraphique décrivant le contexte général.



Passerelle sud en cours de fouille, avec sablière horizontale fichée au sol par des piquets et montants verticaux en connexion.

architecturales, les séries collectées fournissent des référentiels de première importance pour la connaissance de la culture matérielle de cette période du Moyen Âge.

Pour toute la période d'occupation, soit environ un siècle et demi, le matériel domestique est abondant et diversifié et caractérise, sans ambiguïté, un habitat permanent qui n'a connu aucun hiatus, ni aucun incendie. On retrouve également une large variété d'armes et de matériel d'équitation, qui démontrent la présence d'un cavalier, certainement impliqué dans quelque activité belliqueuse. La découverte de pièces de jeu, parmi lesquelles un pion d'échec en ivoire particulièrement précieux, démontre aussi un niveau d'éducation et de richesse assez élevé, qui peut caractériser une certaine aristocratie.

Selon toute vraisemblance, le type d'habitat, sa chronologie et sa richesse caractérisent donc une demeure aristocratique, qui a certainement disposée d'une certaine influence locale. Il assurerait donc la fonction attribuée aux mottes castrales, dont le début du développement est contemporain. Toutefois, la forme architecturale ne s'accorde pas avec cette désignation et il faut peut-être envisager qu'elle en illustre un balbutiement.

À la fin du XI^e ou au début du XII^e siècle, cet ensemble primitif est abandonné et sera recouvert de colluvions agricoles, comme le reste du marais dans ce secteur. Bien que l'on ne dispose d'aucune certitude dans ce domaine, il est probable qu'il ait été déplacé d'environ 250 m vers le Nord, là où se trouve aujourd'hui une maison bourgeoise du XVIII^e siècle. Elle est bâtie sur une plateforme rectangulaire, implantée au centre d'une enceinte fossoyée, dont la configuration générale s'accorderait avec une "maison forte", et qui est certainement à l'origine du toponyme la Mothe. Cet ensemble se trouve en position dominante sur des aménagements médiévaux, globalement postérieurs à ceux de l'enceinte du XI^e siècle.

Ils se composent d'abord de plusieurs états de fossés de drainage liés à l'assainissement du marais, avec des alignements de piquets protégeant les berges. À une époque tardive (XIII^e siècle ?), un bassin est creusé sur une cinquantaine de centimètres, au détriment du sédiment tourbeux sous-jacent. Le fond est tapissé de galets. Du côté de la butte sableuse, le bassin est limité par une "digue", aménagée par de gros blocs calcaires, qui retiennent les colluvions et forment une terrasse. Après avoir imaginé la possibilité d'une retenue d'eau liée à un moulin, hypothèse démentie par une extension du décapage, l'interprétation retenue est celle d'un vivier, sous contrôle de l'habitat situé en contre-haut.

Les fouilles réalisées à Pineuilh ont fourni l'occasion d'étudier un petit terroir, dont l'évolution a été favorablement fossilisée dans le comblement des paléo-chenaux de la Dordogne. Plusieurs disciplines environnementales sont mobilisées pour

retracer l'évolution du milieu naturel d'une part, et apprécier l'impact de l'anthropisation d'autre part, qui n'a jamais cessé dans le secteur depuis la fin du Xe siècle.

Entre 977 et 1123, l'habitat primitif a été occupé pendant près d'un siècle et demi, à la charnière des mondes capétien et carolingien. Il illustre vraisemblablement l'une des plus anciennes manifestations du phénomène des mottes castrales. Son étude complète, qui est actuellement en cours, apportera donc de précieux renseignements sur la "révolution de l'an Mil" et sur le rôle de ces sièges du pouvoir dans la reprise agricole et économique de cette période.

Le secteur continue d'être fréquenté par la suite, avec la construction d'une probable maison forte, qui assure certainement la continuité du contrôle politique local. Les données archéologiques sont plus limitées à partir de cette période, mais confirment néanmoins la poursuite de l'exploitation agricole dans le secteur.

Les recherches en archives permettent de confronter les données archéologiques à un texte de 1077, issu du cartulaire de l'abbaye de Sainte-Foy-de-Conques, où *Falco de Barta*, dont la famille est postérieurement identifiée comme co-seigneurs de Pineuilh, fait don aux abbés du "manse de Vinayrols". Ce nom est celui que porte encore le ruisseau qui serpente sur le site, ce qui autorise une corrélation qui n'est pas démentie par la chronologie.

Qu'il s'agisse du site en question ou d'un autre situé plus près de la Dordogne, associant également un "Priolat" mentionné dans le texte, les terrains seront rétrocédés à Alphonse de Poitiers en 1255 pour la fondation de la bastide de Sainte-Foy-la-Grande, qui sera un important bastion français dans les luttes entre Gascogne et Aquitaine.

Frédéric Prodéo, Catherine Ballarin, Fabrice Marembert, Patrick Massan

*Portets**Les vignes de Séverac*

Le projet d'un lotissement sur une surface d'environ trois hectares a conduit à la réalisation d'un diagnostic archéologique en raison de la présence d'un site du Paléolithique inférieur contigu à l'emprise et de la toponymie locale (l'Hospital, Lamothe). Dans la partie basse du terrain, à proximité d'un ruisseau, trois aménagements ont été recoupés par deux sondages voisins. Le plus important avait l'aspect d'une bande de galets large de 30 à 40 cm, d'une longueur de quatre mètres ; il avait pu servir de base à une palissade. Malgré la présence de fragments de *tegulae*, cette structure se rattache plus proba-

blement à la période moderne. Les autres aménagements, une concentration de plaquettes calcaires décimétriques (environ 1 m²) et une petite fosse quadrangulaire creusée dans le calcaire (0,50 x 0,40) n'ont pas livré d'élément chronologiquement explicite.

Marie-Christine Gineste

Saint-Christoly-de-Blaye

Les Cabanes, Les Allées

L'agrandissement d'une carrière de sable sur 21 530 m² a fait l'objet d'une opération de diagnostic archéologique. Aucun vestige archéologique n'a été mis à jour à cette occasion.

Nathalie Moreau

Saint-Quentin-de-Baron

Carensac

C'est à la suite d'un décapage superficiel du sol d'une parcelle, située au sortir d'un chemin d'accès à une propriété privée dans le hameau de Carensac, que la découverte fortuite de contours circulaires taillés dans le soubassement rocheux affleurant nous a conduit à mener une observation rapide des structures avant leur recouvrement par des gravats calcaires. Cette observation a permis de dégager trois silos circulaires taillés (50 cm de diamètre environ) dans le socle rocheux (calcaire à Astéries) sous les terres de surfaces peu profondes. Ces silos avaient été arasés et éventrés par des travaux de terrassements anciens (labours) et plus récents (tranchée pour la pose de câbles électriques). Le plus profond des trois silos (20 cm au plus bas du fond taillé à plat) conservait un sédiment argileux brun dans lequel quelques tessons résiduels de céramique antique et médiévale ont été recueillis. A signaler aussi qu'une entaille rectiligne dans le rocher, à proximité des silos, a livré dans son comblement un fragment de tuile à rebord.

Cet ensemble de structures en creux, très altéré, est à rapprocher de silos signalés sous les fondations d'une construction voisine. Cette simple observation de terrain permet ainsi de renseigner un peu plus les potentialités archéologiques du site de Carensac, hameau qui a accueilli un prieuré de l'abbaye de La Sauve au début du XII^e siècle, dont il ne reste plus de traces visibles et pour lequel l'occupation antique jusqu'alors supposée (découverte de céramique sigillée dans les champs alentour) paraît de plus en plus s'affirmer.

Jean-Luc Piat

Saint-Vivien-de-Médoc

Grand Casse

Le recreusement d'une mare a mis au jour des bois travaillés, lieu-dit Grand Casse, situé à 3,5 kilomètres à vol d'oiseau de la rive gauche de la Gironde, au bord de marais anciennement gagnés sur l'estuaire. Dégagés ensuite à la main par le propriétaire, ces bois avaient été laissés en place. Quelques tessons recueillis lors du dégagement évoquaient un âge protohistorique, sans autoriser d'attribution chronologique et culturelle plus précise.

L'opération se proposait de dégager et nettoyer cette structure déjà ré-ensavée, d'en relever le plan, d'en reconnaître l'insertion dans l'environnement et de recueillir les éléments pouvant établir sa fonction et sa chronologie. L'intervention a bénéficié de l'aide de fouilleurs bénévoles de l'association locale "Los Bels Peyros de Queyrac", pendant une quinzaine de jours en septembre 2003. Malgré le bas niveau des eaux dû à la canicule, le pompage s'est avéré indispensable pendant toute la durée des opérations.

L'assemblage principal est constitué de quatre grosses poutres de chêne, soigneusement travaillées, assemblées en camarteau à leurs extrémités, formant un cadre quadrangulaire de 3 m environ de côté, reposant presque à l'horizontale sur un fond de sable et vase indurés. Il était flanqué de part et d'autre de deux sections de troncs (?) de pin, creusées, d'une longueur voisine de trois mètres. Chacune présente une extrémité arrondie et amincie, évoquant une proue de pirogue, tandis que l'extrémité opposée est assez grossièrement coupée droit. S'agit-il de petites embarcations ou annexes, en cours de fabrication ou utilisées telles quelles ? En tout cas, l'une et l'autre, encore capables de flotter, ont dû être lestées. De l'espace intérieur de l'assemblage principal ont été retirés d'autres bois, porteurs aussi de traces de travail. Un bloc extrait lors de la découverte porte en son centre une cavité tronconique avec stigmates de rotation ; des éléments comparables, sur le site protohistorique du Feddersen Wierde, ont été interprétés comme crapaudines de portes.

Le dégagement des abords immédiats, suivi d'un relevé planimétrique d'ensemble, a donné un aperçu de la topographie locale et des aménagements ayant précédé la mise en place de la structure principale. Sur le bord extrême de l'ancienne berge de grave, une fosse avait été creusée, profonde au maximum de 2,50 m environ sous le niveau de la berge. Sa surface (une vingtaine de m²) dépassait à peine l'emprise de la structure principale. Le dégagement de ses parois abruptes a révélé un dispositif de petits piquets ou chevilles de bois à extrémité appointie, à distance régulière, servant de montants à un tressage de brins passant alternativement par dessus et par dessous. Ce dispositif

n'a pu être mis en évidence que sur une partie du pourtour nord et ouest de la fosse, le reste ayant été probablement détruit lors des travaux antérieurs. Il devait avoir pour but de limiter l'affouillement par le ressac et l'érosion des parois.

Le bord méridional de cette fosse (côté berge) était bordé d'un bourrelet de sédiments très compacts, rejetés lors du creusement. En avant de la structure, du côté opposé, s'ouvrait une fosse de profil triangulaire, beaucoup plus profonde, le fond se trouvant à 3,50 m sous le niveau de la berge. Elle était entièrement comblée de vase liquide ; son dégagement aurait exigé un investissement beaucoup plus important en temps et en moyens.

Une seconde structure en creux, beaucoup plus restreinte, a été reconnue, à 2 m environ à l'ouest de l'assemblage principal, dans une zone dégradée du bord de la mare. Le comblement comprenait quelques bois : des recoupes de planches, petits piquets et brins, peut-être en position secondaire, ainsi qu'un petit vase entier.

Les vestiges archéologiques associés, peu nombreux, appartiennent à la phase finale du Second âge du Fer. Il s'agit pour l'essentiel de fragments de céramique, d'une portion de vase en bois, et de fragments de piliers en trompette et de miettes d'augets à sel, trop peu abondants pour étayer l'hypothèse d'un site à sel fonctionnant sur place.

Sur la fonction du site, plusieurs hypothèses sont envisageables : aménagement de berge, abandonné suite à l'ensablement de l'estuaire, ou pêcherie où le poisson piégé à marée haute se trouvait retenu dans le trou d'eau. Dans la structure annexe, on s'interroge sur le dépôt d'un petit vase entier sur une aire cendreuse, accompagné de galets.

Julia Roussot-Larroque

Sainte-Colombe

Eglise

L'église romane de Sainte-Colombe est connue, grâce à plusieurs fouilles archéologiques, pour avoir été établie sur les ruines d'une ancienne villa gallo-romaine du Bas Empire. C'est pour cette raison, que dans le cadre de travaux d'aménagements sur le pourtour du sanctuaire, le bureau d'étude Hadès a été sollicité pour fournir des informations sur la nature des vestiges archéologiques enfouis sur l'emprise de drains destinés à recevoir les descentes d'eau pluviales. Il s'agissait de déterminer la puissance et la nature des remblais sépulcraux et de reconnaître la profondeur des niveaux de sols et des structures bâties enfouies à l'aide de trois sondages limités. Cette reconnaissance archéologique devait permettre à l'architecte du projet

de préciser ou de modifier, le cas échéant, le tracé des drains afin qu'aucune structure archéologique ne soit détruite sans au moins une observation archéologique préalable.

Les sondages ont permis de lever la contrainte archéologique sur tout le flanc sud de l'église car les remblais sépulcraux d'époque moderne étaient ici assez puissants pour y creuser des tranchées de drainage. De ce côté de l'église, seul un mur antique d'axe est-ouest a été observé dans le cimetière, à plus d'un mètre de profondeur, ainsi que les maçonneries et le sol dallé d'une ancienne sacristie accolée sur le flanc méridional du chevet. Par contre, à l'est du chevet, le dégagement de murs antiques (petit appareil régulier) d'axe est-ouest et nord-sud, conservés pour certains sur cinq assises d'élévation, la présence de sols de tuileaux et d'une portion d'aqueduc ont conduit l'architecte à réviser son projet de drainage. Un dégagement des terres a donc été réalisé entre le pourtour du chevet et un mur antique d'axe nord-sud afin d'isoler la base de l'église des remblais du cimetière. Ce terrassement a permis de faire un relevé archéologique des structures antiques, fortement altérées par les fosses de caveaux contemporains et sur lesquelles aucune sépulture médiévale n'a été observée. Il est apparu que le chevet en hémicycle de l'église s'est établi sur un sol en béton de tuileau d'une petite salle dont on a reconnu les murs nord, est et sud. Le mur nord a été appuyé d'une canalisation d'axe est-ouest filant sous l'église, soigneusement bâti dans l'épaisseur d'un mur, large de plus de deux mètres, obstrué par un mur antique postérieur d'axe nord-sud, puis arasé lors de la construction du chevet.

Les observations stratigraphiques révèlent plusieurs phases chronologiques dans la construction des maçonneries antiques, phases qu'il est cependant difficile de dater étant donnée la pauvreté du mobilier céramique recueilli, principalement de la vaisselle commune liée à des niveaux de dépotoir. Néanmoins, les vestiges observés viennent compléter le plan des structures antiques relevées lors des fouilles du XIX^e siècle, par Roger Coste en 1963-1966, Sylvie Faravel en 1986 et Wandel Migeon en 1995.

Jean-Luc Piat

Le Tuzan

La Honteyre

Le gisement de plein air magdalénien de la Honteyre dans la Lande girondine, a fait l'objet d'une étude par thermoluminescence pour sa datation (Lahaye *et al.*). Trois échantillons de grès ferrugineux ont été datés par cette méthode au laboratoire de datation du CRP2A à l'Université de Bordeaux III. Cette étude a permis de dater le site à 12200 +/- 800 BC (date

moyenne pondérée) et ainsi d'apporter une nouvelle indication chronologique pour un secteur de la Gironde où la documentation concernant le Paléolithique demeure encore très sporadique. Rappelons que ce gisement, découvert il y a une quinzaine d'années par G. Belbeoc'h, a fait l'objet de fouilles récentes qui ont livré des vestiges lithiques abondants : galets de quartz, morceaux de grès ferrugineux et industrie laminaire et lamellaire en silex. Cette industrie s'est révélée particulièrement riche en lamelles à dos. La présence de burins bec de perroquet suggère une appartenance au Magdalénien récent.

Michel Lenoir

LAHAYE, C., GUIBERT, P., PLATEL, N., BECHTEL, F., Datation par thermoluminescence de fragments de grès ferrugineux rubéfiés provenant du site paléolithique supérieur de la Honteyre, le Tuzan, Gironde. *Rapport de recherches 2003*, 14 p., 6 fig., 3 tabl.

Virelade

Le bourg – rue de la Mairie

Dans le cadre d'un projet de viabilisation de terrain en vue de la construction d'un lotissement, un diagnostic archéologique a été effectué du 31 mars au 2 avril 2003. L'opération portait sur une surface de 10 500 m², correspondant à l'emprise totale projetée.

Le terrain objet de l'étude est sensible pour la période antique. En effet, une série de photographies aériennes montre d'importantes traces d'un bâtiment de grande surface. Cet ensemble a été interprété comme étant les vestiges d'une villa gallo-romaine. L'intervention archéologique consista donc à confirmer ou infirmer la chronologie et la fonction de ces vestiges, leur profondeur d'enfouissement ainsi que leur état de conservation.

Douze sondages ont été réalisés sur l'emprise du projet.

Les niveaux sédimentologiques rencontrés sont :

- terre végétale gravelo-sableuse brune de type prairie présentant quelques fragments de briques et de tuiles contemporaines.
- grave sableuse brune mêlée de quelques pierres calcaires. C'est en général dans ce niveau qu'apparaissent les structures archéologiques. Ce niveau semble être rapporté et ne se rencontre pas dans la totalité des sondages.
- quand ce niveau n'est pas présent, les structures archéologiques sont directement creusées dans la grave sableuse orangée naturelle.
- sous ce premier niveau naturel, on rencontre une couche de grave sableuse jaune orangée.

A l'exception d'un seul, tous les sondages ont livré des structures et vestiges archéologiques. D'une manière générale, il ne s'agit que de structures fossoyées sub-circulaires ou ovoïdes aux fonctions indéterminées et de tranchées rectilignes qui ont été interprétées comme autant d'arrachements de murs.

Le remplissage de ces structures est quasiment toujours identique quant à sa structure matricielle (sable graveleux légèrement limoneux), seules des variantes inclusives viennent différencier leurs comblements (blocs calcaires, fragments de tuiles, rares céramiques et restes osseux, fragments de mortier, etc.). Seul un mur a gardé, très partiellement toutefois, un vestige de parement. La faiblesse de densité du matériel archéologique récolté ne permet pas une datation fine des niveaux, mais confirme malgré tout la chronologie antique pressentie. Toutes les structures archéologiques rencontrées ont été mises à jour entre 0,40 et 0,60 m de profondeur, en général immédiatement sous les niveaux de terre végétale. Elles ont été la plupart du temps creusées aux dépens des couches naturelles graveleuses (terrasse de Garonne). Ces structures archéologiques ne sont conservées que sur une puissance relativement faible ; au maximum 0,70 m de profondeur depuis leurs niveaux d'apparition.

Cette opération a permis de confirmer la présence d'une demeure antique mais laisse plusieurs questions en suspens : le plan de l'habitation, son extension au-delà de la parcelle sondée, sa chronologie précise, la fonction de certaines structures, les relations de cette villa avec le terroir local, etc.

Marc Rimé

Bibliographie archéologique régionale

Cette bibliographie a été réalisée à partir des documents (revues, monographies, actes de colloques) reçus au centre de documentation du S.R.A. et des informations transmises par les auteurs des notices, depuis la parution du dernier bilan. Les documents qui étaient sous presse en 2002 sont donc inclus dans l'édition de 2003. Le bilan de 2003 est pris en compte dans son ensemble mais n'a pas fait l'objet d'un dépouillement par auteur.

Toutes périodes

BARROUQUERE, Hervé, MERLET, Jean-Claude et VIGNAUD, Didier. Prospections et sondages sur les communes d'Arenosse et Beylongue (Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 135-155 : ill.

DUMONTEIL, Jacques. *Oloron-Sainte-Marie. Pyrénées-Atlantiques*. Pessac, Ausonius, 2003, 62 p. : ill., 3 plans h.t. (*Atlas Historique des Villes de France*).

GATTI, Raribah. A 89 : l'héritage archéologique. *Le Festin*, 2003, n° 47, p. 128-129 : ill.

LARRIER, Bernard et al. *Léo Drouyn, les albums de dessins : Vol. 9, Léo Drouyn en Libournais*. Camiac-et-Saint-Denis, Editions de l'Entre-deux-Mers, 2002, 195 p. : ill.

LARRIER, Bernard et al. *Léo Drouyn, les albums de dessins : Vol. 10, Léo Drouyn en Médoc*. Camiac-et-Saint-Denis, Editions de l'Entre-deux-Mers, 2003, 223 p. : ill.

LENGUIN, Michel. La singularité géologique basque. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 211-246 : ill.

Préhistoire

ARMAND, Dominique, PLASSARD, Frédéric et PRAT, François. L'ours des cavernes de Font-de-Gaume III. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 241-243 : ill.

BORDA, Itxaro. Les rêves de Neandertal. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 67-76.

BOURGUIGNON, Laurence, FAIVRE, Jean-Philippe et TURQ, Alain. La chaîne opératoire ramifiée : une particularité du moustérien ? résumé des communications du colloque : *Données récentes sur les modalités de peuplement et sur le cadre chronostratigraphique, géologique et paléogéographique des industries du Paléolithique inférieur et moyen en Europe*. Rennes, 22-25 septembre 2003.

BOURGUIGNON Laurence et TURQ, Alain. Une chaîne opératoire de débitage discoïde sur éclat du Moustérien à denticules aquitain : les exemples de Champ Bossuet et de Combe-Grenal C.14. In *Discoid Lithic Technology : advances and implications*, éditeur scientifique Marco Peresani. Oxford, Archeopress, 2003, p. 131-152 : ill. (*B.A.R. International Series*, 1120.)

BRACO, Jean-Pierre et al. Peut-on parler de débitage discoïde au Magdalénien ancien Badegoulien ? : présentation d'un schéma opératoire de production d'éclats courts normalisés. In *Discoid Lithic Technology : Advances and implications*, éditeur scientifique Marco Peresani. Oxford, Archeopress, 2003, p. 83-115 : ill. (*B.A.R. International Series*, 1120.)

CASTEL, Jean-Christophe, CHAUVIERE, François-Xavier et MADELAINE, Stéphane. Sur os et sur dents : "les retouchoirs" aurignaciens de La Ferrassie (Savignac-de-Miremont, Dordogne). *Paléo*, 2003, tome 15, p. 29-50 : ill.

CASTEL, Jean-Christophe et MADELAINE, Stéphane. Stigmates observés sur les dents de grands carnivores à l'Aurignacien. L'exemple de l'abri de la Souquette à Sergeac (Dordogne, France). *Paléo*, 2003, tome 15, p. 251-254 : ill.

CHIOTTI, Laurent. Les productions lamellaires dans l'Aurignacien de l'abri Pataud, Les Eyzies-de-Tayac (Dordogne). *Gallia Préhistoire*, tome 45, p. 113-156 : ill.

CHIOTTI, Laurent, PATHOU-MATHIS, Marylène et VERCOUTERE, Carole. Comportements techniques et de subsistance à l'Aurignacien ancien : la couche 11 de l'abri Pataud (Dordogne). *Gallia Préhistoire*, tome 45, p. 157-203 : ill.

COUCHOUD, Isabelle. Processus géologiques de formation du site moustérien du Roc de Marsal (Dordogne, France). *Paléo*, 2003, tome 15, p. 51-67 : ill.

DACHARY, Morgane. *Le Magdalénien des Pyrénées occidentales*. Thèse de Doctorat, Université de Paris X, 2002, 2 tomes, 299 p. 47 fig. ; XLVII pl.

DARRICAU, Joëlle. Les grottes d'Isturitz et d'Oxocelhaya : une saga. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 77-88.

DELLUC, Brigitte et Gilles. *Lascaux retrouvé*. Périgueux, Pilote 24, 2003, 364 p. : ill.

DELLUC, Brigitte et Gilles. La grotte ornée de la Forêt (Tursac). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, tome 130, n° 1, p. 217-246 : ill.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Marcel Ravidat, inventeur de Lascaux. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 491-510 : ill.

DELLUC, Brigitte et DELLUC, Gilles. Griffades d'ours et pseudo-griffades paléolithiques en Dordogne. In le colloque "Griffades et gravures" tenu les 19 et 20 octobre 2002, dans le cadre des recherches collectives internationales dans la grotte ornée de Roucadour (Thémines, Lot) sous la direction de Michel Lorblanchet et de Jean-Marie Le Tensorer. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2003, tome 10, n° 2, p. 131-137 : ill.

DIOT, Marie-Françoise et al. Utilisation des groupes polliniques dans la reconstitution des paléoenvironnements holocènes du marais de la Perge - nord Médoc - Gironde (France) : implications sur l'occupation humaine. *Revue d'Archéométrie*, 2002, n° 26, p. 157-169, ill.

DJEMA, H. *Les industries lithiques dans le Sud-Ouest de la France durant les stades isotopiques 9 à 6 : à propos de la coexistence d'ensembles chrono-culturels différents, révision critique et étude de cas*. Mémoire de DEA de l'Université de Paris I, 2003.

FERCHAL, Cendrille. *Modélisation des écoulements et des transferts de masse et de chaleur dans la grotte de Lascaux*. Thèse présentée pour obtenir le grade de Docteur spécialité : mécanique. Université de Bordeaux I, Ecole doctorale de sciences physiques et de l'ingénieur, 2003, 133 p. : ill.

GATTI, Raribah. Les Eyzies-de-Tayac. Au pays des premiers hommes : entretien avec Céline Paul et Alain Turq. *Le Festin*, 2003, n° 46, p. 68-72 : ill.

GENESTE, Jean-Michel. L'évaluation en archéologie préventive au Paléolithique. *Les Nouvelles de l'Archéologie*, 2003, n° 91, p. 51-52.

GENESTE, Jean-Michel, HORDE, Tristan et TANET, Chantal. *Lascaux : une œuvre de mémoire*. Périgueux, éditions Fanlac, 2003, 142 p. : ill.

GOUTAS, Nejma. Identification de deux procédés de débitage inédits du bois de cervidés dans les niveaux gravettiens de Laugerie-Haute Est et Ouest. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 255-261 : ill.

GOUTAS, Nejma. L'exploitation des bois de cervidés dans les niveaux gravettiens de la grotte d'Isturitz (Pyrénées-Atlantiques) : le procédé d'extraction de baguette par double rainurage longitudinal. In *L'industrie osseuse pré- et protohistorique en Europe. Approches technologiques et fonctionnelles*. Bulletin du Cercle Archéologique Hésbaye-Condroz, 2003, n° 26, p. 19-28.

HOFMAN, Jean-Marc. Premières visions du monde préhistorique. *Archeologia*, 2003, n° 401, p. 23-31 : ill.

LABARGE, Aude. Une paroi, des tracés... du talent ! In *Pierre et pays*. Bulletin du Musée Basque, 2003, Hors série, p. 171-190 : ill.

LADIER, Edmée, WELTE, Anne-Catherine et PLASSARD, Jean. Relations griffades animales - traits anthropiques sur les parois de Rouffignac. In le colloque "Griffades et gravures" tenu les 19 et 20 octobre 2002, dans le cadre des recherches collectives internationales dans la grotte ornée de Roucadour (Thémines, Lot) sous la direction de Michel Lorblanchet et de Jean-Marie Le Tensorer. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2003, tome 10, n° 2, p. 139-144 : ill.

LAFONT-COUTURIER, Hélène. Vénus et Caïen, figures de la préhistoire. *Le Festin*, 2003, n° 45, p. 6-7 : ill.

LAHAYE, C. et al. *Datation par thermoluminescence de fragments de grès ferrugineux rubéfiés provenant du site paléolithique supérieur de la Honteyre, le Tuzan, Gironde*. Rapport de recherches 2003, 14 p. : 6 fig., 3 tabl.

LENOBLE, Arnaud. *Le rôle du ruissellement dans la formation des sites préhistoriques : approche expérimentale*. Thèse de doctorat en Préhistoire et Géologie du Quaternaire sous la direction de Jean-Pierre Texier. Université Bordeaux I, Ecole doctorale Sciences du Vivant, Géosciences, Sciences de l'Environnement, 2003, 306 p. : ill.

LENOBLE, Arnaud et al. Impact de la solifluxion sur les niveaux archéologiques : simulation à partir d'une expérience en milieu actif et application à des sites paléolithiques aquitains. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 105-121 : ill.

LENOIR, Michel, LOIZEAU, Sigolène et MARTINEZ, Marc. Le bloc gravé de Saint-Germain-La-Rivière. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 59-56 : ill.

LETOURNEUX, Claire. *Devine qui est venu dîner à Brassempouy ? : approche taphonomique pour une interprétation archéozoologique des vestiges osseux de l'Aurignacien ancien de la grotte des Hyènes (Brassempouy), Landes*. Thèse sous la direction de Nicole Pigeot. Université Paris Panthéon-Sorbonne, 2003, 2 vol., 603 p.

MAZZOLENI, Florent. Montée vers la Mouthe. *Le Festin*, 2003, n° 46, p. 73-75 : ill.

MENET, Sabine. Grotte de Cussac : cimetière préhistorique en Dordogne. *H 20, la revue des sciences et de l'industrie en Aquitaine*, 2003, n° 1, p. 16-19 : ill.

NORMAND, Christian. Du bloc à l'outil au Paléolithique. In *Pierre et pays*. Bulletin du Musée Basque, 2003, Hors série, p. 313-338 : ill.

PEYRI, Marianne. Site de la colline de Gaztelu : 80 000 ans de richesses enfouies. *H 20, la revue des sciences et de l'industrie en Aquitaine*, 2003, n° 1, p. 16-19 : ill.

PICARD, Jean-Jacques. *Le mythe fondateur de Lascaux*. Paris, L'Harmattan, 2003, 310 p. : ill.

PRAT, François et DELPECH, Françoise. Le bison des steppes, Bison priscus bonajus, 1827, de la grotte d'Habarra à Arudy (Pyrénées-Atlantiques). *Paléo*, 2003, tome 15, Cahier spécial, p. 1-102 : ill.

ROSENDAHL, Wilfried et al. Rediscovery of the Badegoule 5 skeletal remains (Badegoule, Le Lardin-Saint-Lazare, Dordogne, France) [Redécouverte des vestiges humains "Badegoule 5" (Badegoule, commune du Lardin-Saint-Lazare, Dordogne, France)]. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 273-278 : ill.

ROUSSOT, Alain. Roger Constant et la saga du Regourdou. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, tome 130, n° 2, p. 359-361 : ill.

THIEBAUT, Céline. L'industrie lithique de la couche III du Roc de Marsal (Dordogne) : le problème de l'attribution d'une série lithique au Moustérien à denticulés. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 141-167 : ill.

VANHAEREN, Marian et D'ERRICO, Francesco. Le mobilier funéraire de la Dame de Saint-Germain-la-Rivière (Gironde) et l'origine paléolithique des inégalités. *Paléo*, 2003, tome 15, p. 195-238 : ill.

WHITE, Randall et ROUSSOT, Alain. Résumé de ma vie : une note autobiographique de Denis Peyrony. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 453-472 : ill.

Protohistoire

BEYNEIX, Alain. Les ors pré- et protohistoriques girondins. *L'Archéologue, Archéologie Nouvelle*, 2003, n° 67, p. 32-34 : ill.

BEYNEIX, Alain. Dolmens et menhirs d'Aquitaine. *Archeologia*, 2003, n° 398, p. 38-45.

BEYNEIX, Alain. *Traditions funéraires néolithiques en France méridionale (6000-2200 avant J.-C.)*. Paris, Errance, 2003. 287 p.

BLANC, Claude et BUI THI MAI. L'affûtoir-polissoir du col de la Taillandère (Vallée d'Ossau, Laruns, Pyrénées-Atlantiques) : résultats du sondage (1995) et des analyses polliniques. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 45-59 : ill.

BLOT, Jacques. Le message des architectures protohistoriques. In *Pierre et pays*. Bulletin du Musée Basque, 2003, Hors série, p. 45-66 : ill.

BRIARD, Jacques. L'Âge du Bronze atlantique : actualisation. In *Préhistoire de l'Europe. Des origines à l'Âge du Bronze. Actes du 125e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000* sous la direction de René Desbrosse et André Thévenin. Paris, éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 2003, p. 519-534 : ill.

BRIARD Jacques et ROUSSOT-LARROQUE Julia. Les débuts de la métallurgie dans la France atlantique. In *Die Anfänge der Metallurgie in der Alten Welt The Beginnings of Metallurgy in the Old World*. Rahden -Westfal, Leidorf sous la direction de M. Bartelheim, E. Pernicka et R. Krause. *Forschungen zur Archäometrie und Altertumswissenschaft*, 2003, Bd. 1, p. 135-160.

BAILLOT, Magali et CHAIROPOULOS, Patricia. *Cinq villes de France, il y a 2000 ans*. In : *Arts et techniques de la Gaule romaine*. Science et Vie, 2003, Hors série, n° 224, p. 95.

COLIN, Anne. Recherches récentes sur l'Âge du Fer dans le sud-ouest de la France, d'après la bibliographie des années 1995-2001. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 312-326.

EBRARD, Dominique. Le coffre dolménique de Bagardi à Larrau, Soule. (Inventaire : J.-M. de Barandiaran, 1952 ; Fouille de sauvetage P. Boucher, 1968). In *Pierre et pays*. Bulletin du Musée Basque, 2003, Hors série, p. 125-146 : ill.

GABILLOT, Maréva et GOMEZ DE SOTO, José. La sculpture de l'Âge du Fer en France centrale et occidentale. Découvertes et recherches récentes, nouvelles perspectives. *Documents d'Archéologie Méridionale*, 2003, tome 26, p. 357-364.

GELLIBERT, Bernard et MERLET, Jean-Claude. Le gisement du Moulin de Caillaou à Cère (Landes). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 115-134 : ill.

GOMEZ DE SOTO, José, MILGENT, Pierre-Yves et al. La France du Centre aux Pyrénées (Aquitaine, Centre, Limousin, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes). *Gallia*, 2003, tome 60, p. 108-138 : ill.

PUEYO, Christine. *Le site protohistorique de l'Isle-Saint-Georges : étude de la céramique*. TER de Maîtrise d'Archéologie sous la direction de Madame Anne Colin. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et Archéologie, 2003, 2 vol., 69 p., bibliogr. ; annexes : 20 planches, 30 fig.

QUILLIEC, Bénédicte. *L'épée atlantique : échanges et prestiges au Bronze final*. Thèse de doctorat de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne réalisée sous la direction de P. Brun, soutenue le 11 décembre 2003 devant un jury composé de M. Lichardus-Itten, C. Mordant, M. Pernot, S. Needham et M. Ruiz-Galvez Priego. 3 vol., 893 p., 40 fig., 15 tabl., 50 cartes, 117 pl.

RIUNE-LACABE, Sylvie et COLIN, Anne. Bergerac, Le Therme : deux fosses du début de Ier Âge du Fer en Dordogne. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 7-23 : ill.

ROGER, Jacques. Nouvelles données sur la nécropole protohistorique du Pas de Pajot à Salles. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 57-62 : ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia. Epée de Möriegen draguée en Garonne en amont de Bordeaux. *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2003, tome 10, n° 2, p. 211-220 : ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia. Le Bronze atlantique entre Loire et Pyrénées : données et problèmes... In *Préhistoire de l'Europe. Des origines à l'Âge du Bronze. Actes du 125e congrès national des sociétés historiques et scientifiques, Lille, 2000* sous la direction de René Desbrosse et André Thévenin. Paris, éditions du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, 2003, p. 535-566 : ill.

ROUSSOT-LARROQUE, Julia et POISSONNIER, Bertrand. Hache plate en cuivre de Pessac (Gironde). *Préhistoire du Sud-Ouest*, 2003, tome 10, n° 2, p. 225-228 : ill. ; 2004, addendum, tome 11, n° 2, p. 101-102.

Histoire

ARANEDER, Jeanne et ETCHEGOHEN, Michèle. Pierres de Soule. In *Pierre et pays*. Bulletin du Musée Basque, 2003, Hors série, p. 159-170.

ATKIN, John. Une contribution de l'archéologie navale à l'étude des ports atlantiques européens de l'Antiquité au Moyen Âge : le réemploi d'éléments de bateaux dans les structures portuaires. Compte-rendu de Mémoire de maîtrise d'archéologie sous la direction du Professeur Francis Tassaux et de Patricia Sibella, Docteur en Archéologie, Université Michel de Montaigne. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 339-340.

BARBET, Alix. Peintures de Périgueux. Edifice de la rue des Bouquets ou la Domus de Vésone - Les peintures en place. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 81-126.

BARITAUD, Thierry. Le cloître de la cathédrale Saint-Front. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 2, p. 277-284.

BARRAUD, Dany. Burdigala y su puerto. In *Gijon puerto romano. Navegacion y comercio en el Cantabrico durante la antigüedad*, édition scientifique Carmen Fernandez Ochoa. Barcelone, Lunwerg editores, 2003, p. 212-221 : ill.

BARRAUD, Dany et REGALDO-SAINT BLANCARD, Pierre. La façade orientale de l'enceinte antique de Bordeaux : nouvelles données et nouvelles hypothèses. In *Itinéraire de Saintes à Dougga. Mélanges offerts à Louis Maurin*. Textes réunis par Jean-Pierre Bost, Jean-Michel Roddaz et Francis Tassaux. Ausonius-Publications Mémoires, 2003, n° 09, p. 115-129.

- BARRERE, Jean. L'abbaye de Saint-Jean de la Castelle (Duhort, Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 2003, n° 472, p. 429-452 : ill.
- BERDOY, Anne. Maisons fortes des vallées béarnaises (XIIe-XIVe siècles). *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 221-252 : ill.
- BERGER, Michel. Voies pavées et Pays Basque. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 19-44 : ill.
- BERTHAULT, Frédéric. La croix-reliquaire de Montcaret. *La Revue du Louvre et des Musées de France*, 2003, n° 3, 6 p. : ill.
- BERTHIER, Marcel. Conflits entre les abbayes de Cadouin et de Faise au milieu du XVIIe siècle. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 427-430.
- BERTHIER, Marcel. Les églises de Trémolat vues par Léo Drouyn (19 septembre 1846). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 431-446 : ill.
- BEYRIE, Argitxu et al. La métallurgie du fer au Pays Basque durant l'Antiquité. Etat des connaissances dans la vallée de Baigorri (Pyrénées-Atlantiques). *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 46-66 : ill.
- BEZKOROWAJNY, Philippe. La restauration de l'église Saint Jean-Baptiste de Coutras. *Bulletin de liaison du Groupe de Recherches Historiques et Archéologiques de Coutras*, 2003, tome 25, p. 49-60 : ill.
- BONNEAU, Laure. Les prieurés de l'abbaye de la Sauve-Majeure dans l'Entre-deux-Mers bordelais. Compte-rendu de Mémoire de maîtrise d'archéologie médiévale sous la direction de Isabelle Cartron, Maître de Conférences, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2003. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 343-344.
- BOST, Jean-Pierre. La diffusion des bronzes de Nîmes et de Lyon en Aquitaine au début de l'Empire romain. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 276-279.
- BOUET, Alain. Les thermes des provinces gauloises. In *Thermae gallicae. Les thermes de Barzan (Charente-Maritime) et les thermes des provinces gauloises. Aquitania*, 2003, sup. 11, p. 549-723 : ill. (Ausonius Mémoires ; 10)
- BOUET, Alain et TOBIE, Jean-Luc. Les thermes d'Imus Pyrenaeus (Saint-Jean-le-Vieux, Pyrénées-Atlantiques). *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 155-179 : ill.
- BOULFIE, Joël. L'église Saint-Saturnin de Baurech : approche archéologique d'une charpente "gothique". *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 121-140 : ill.
- BOULIO-GILLET, Sophie et al. Découvertes à Saint-Émilion. *Aquitaine Historique*, 2003, n° 61, 20 p. : ill.
- BRUSADIN-LAPLACE, Delia et CABON, Christine. Les tumuli de Livron (Pyrénées Atlantiques). In *Origini preistoria e protostoria delle civiltà antiche*, 2003, XXV, p. 193-218 : ill.
- BUFFIERES, Louis de. L'Itinéraire d'Antonin : étude sur la localisation des stations de Summus Pyrenaeus, Imus Pyrenaeus et Carasa. *Bulletin du Musée Basque*, 2003, n° 162, p. 3-28 : ill.
- CAILLARD, Antoine. Toponymie de Haux et des environs. *Bulletin de la Société Archéologique du Canton de Créon*, 2003, n° 9, p. 27-36.

- CAILLARD, Antoine. L'église de Haux : descriptif. *Bulletin de la Société Archéologique du Canton de Créon*, 2003, n° 9, p. 37-42 : ill.
- CAILLARD, Antoine. La chapelle Saint-Roch de Haux. *Bulletin de la Société Archéologique du Canton de Créon*, 2003, n° 9, p. 57-60 : ill.
- CALMETTES, Philippe. L'Estey et le port en Bordelais à la fin du Moyen Âge d'après les Archives Historiques du département de la Gironde. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 141-149 : ill.
- CEROU, Elisée. Le Drot ou le Dropt ? Appellation d'Origine Ibérique, suivie d'un Culte Druidique de l'Eau ? *Cahiers du Groupe Archéologique de Monpazier*, 2002-2003, n° 12, p. 1-86 : ill.
- CHARPENTIER, Xavier. Hure antique : état des connaissances et nouvelles données. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 63-92 : ill.
- CHAUSSIVERT, Marie. Les églises médiévales du canton de Sarlat en Dordogne. TER sous la direction de Jacques Lacoste. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 2 vol., 132 p. : ill. ; 142 planches, 12 p.
- CHAUSSIVERT, Marie. Les églises médiévales du canton de Sarlat. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 479-490 : ill.
- CHAZAUD, Emmanuel du. La maison des "Dames de la Foi" à Périgueux. *Le Festin*, 2003, n° 45, p. 14-15 : ill.
- CONNAN, Jacques et al. Identification de poix et de résine de conifère dans des échantillons archéologiques du lac de Sanguinet : exportation de poix en Atlantique à l'époque gallo-romaine. *Revue d'Archéométrie*, 2002, n° 26, p. 177-196 : ill.
- CONNANGLE, Alain. Eglises fortifiées du Périgord. *Le Festin*, 2003, n° 44, p. 54-61 : ill.
- COSTES, Alain. La poterie utilisée dans la périphérie de l'Albret de la fin de l'Ancien Régime à la restauration. Dépôts de Condom (Gers) et du Port-Sainte-Marie (Lot-et-Garonne). *Bulletin de la Société Archéologique et Historique de l'Albret*, 2003, n° 25, p. 3-11 : ill.
- CRAMPE, Béatrice, MUYLDER, Marjolaine de et GAY, Clément. Un exemple de fortification de terre en Béarn : la motte d'Astis, canton de Thèze, Pyrénées Atlantiques. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 61-68 : ill.
- DAVERAT, Loïc. Les voies antiques entre Charente et Garonne. Compte-rendu de Mémoire de maîtrise d'archéologie sous la direction du Professeur Francis Tassaux, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2003. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 336-338.
- DELMONT, Estelle. L'abbaye et le bourg monastique de Cadouin au Moyen Âge : une fondation particulière de Géraud de Sales. TER sous la direction de Isabelle Cartron. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 2 vol., 153 p., bibliogr. ; annexes, 122 planches.

- DOUCET, Audrey. *Labastide-Cézeracq : éléments de domination paysanne à la fin du Moyen Âge à partir du registre III.36 des ADPA*. TER d'Histoire médiévale préparé sous la direction de M. J.P. Barraqué. Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR de Lettres, Langues et Sciences humaines, 2003, 183 p. : ill.
- DUBEDAT, Paul. *La villa gallo-romaine du Gleyzia d'Augreilh et Saint-Pé-de-Mazères*. Pau, Princi Negre, 2003, 170 p. : ill.
- DUPUIS, Martial. Les étains. Petite histoire stannique de Bordeaux. Première partie : des origines à 1691. *Bulletin de liaison du Groupe de Recherches Historiques et Archéologiques de Coutras*, 2003, n° 25, p. 9-30 : ill.
- DUVERT, Michel. Maçonnerie et tailleurs de pierre à Sare. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 97-124 : ill.
- DU VIGNAU, Anne. Eglise Saint-Etienne de Loupes. *Bulletin de la Société Archéologique du Canton de Créon*, 2003, n° 9, p. 90-107 : ill.
- FABOUET, Anne-Cécile. *Essai typochronologique des sarcophages monolithes de Bordeaux et Bazas*. Mémoire de maîtrise sous la direction de Isabelle Cartron. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 3 vol., 187 p. : 330 fig., 333 photogr.
- FABRE, Georges. Inscription et sculpture à caractère religieux d'époque romaine découvertes à Iluro (Oloron, Pyrénées-Atlantiques). *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 67-80 : ill.
- FOURDRIN, Jean-Pascal et MONTURET, Raymond. La portion de l'enceinte antique de Bayonne (Pyrénées-Atlantiques) attenante à l'ancien hôtel du Gouvernement. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 27-43 : ill.
- FOURNIOUX, Bernard. *Montignac au Moyen Âge. Histoire du peuplement et de l'occupation du sol*. S.l., 2003. 240 p.
- GABORIT, Michelle. *La chapelle d'Ausone à Saint-Émilion*. Bordeaux, Editions Confluences, 2003, 37 p. : ill.
- GALOP, Didier et al. Palynologie et histoire des activités humaines en milieu montagnard. Bilan provisoire des recherches et nouvelles orientations méthodologiques sur le versant nord des Pyrénées. *Archéologie du Midi Médiéval*, 2003, tome 21, p. 159-170.
- GALOP Didier et al. Métallurgie et histoire de l'environnement au cours des cinq derniers millénaires en Pays basque nord (Vallée de Baigorri, Pyrénées-Atlantiques, France) : premiers résultats d'une approche interdisciplinaire. *Archeologia Postmedievale*, 2002, n° 6, p. 155-169.
- GATTI, Raribah. Le trésor de Vésone : entretien avec Elisabeth Pénisson, conservateur du site et du musée gallo-romain de Périgueux. *Le Festin*, 2003, n° 46, p. 62-65 : ill.
- GERBER, Frédéric. 2 000 ans sous les quais. *Le Festin*, 2003, n° 44, p. 8-9 : ill.
- GIBUT, Pascal. Précisions sur l'occupation antique de Candresse (Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 2003, n° 470, p. 155-188 : ill.
- GRILLON, Louis. Le prieuré Saint-Jean de Merlande. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, tome 130, n° 3, p. 402-413.

- GRUET, Yves et BONNISSENT, Dominique. Des coquilles Saint-Jacques (Pecten Maximus) taillées avant d'être vendues aux pèlerins ? *Revue d'Archéométrie*, 2002, tome 26, p. 112-123 : ill.
- GUEDON, Anne. *Oloron Sainte-Marie et ses environs à l'époque gallo-romaine (Ier-Ve siècles de notre ère) : l'apport du mobilier céramique*. TER sous la direction de M. François Réchin. Université de Pau et des Pays de l'Adour, UFR de Lettres, 2003, 2 vol., texte : 247 p., bibliogr. ; catalogue : [80] p.
- GUILLLOT, Marion. Bordeaux dans tous ses états... et à toutes les époques. *H 20, la revue des sciences et de l'industrie en Aquitaine*, 2003, n° 1, p. 20-21 : ill.
- GUIRAL, Carole. *Les moulins sous la dépendance du prieuré de La Réole (fin Xe siècle-fin XVIe siècle)*. TER sous la direction de Isabelle Cartron. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 2 vol., 129 p. ; annexes, 77 p.
- HOCHULI-GYSEL, Anne. L'Aquitaine : importations et productions au Ier siècle av. J.-C. et au Ier siècle ap. J.-C. In *Echanges et commerce du verre dans le monde antique*. Montagnac, Monique Mergoïl, 2003. - p. 177-193.
- JOINEAU, Vincent. L'Estey de la Jaugue : port et moulins à eau. *Bulletin de la Société Archéologique du Canton de Créon*, 2003, n° 9, p. 116-124 : ill.
- LACOMBE, Claude. De la Tour de la Vizonne à la Tour de Vésone. Réflexions autour d'un toponyme et de l'histoire médiévale et moderne d'un monument antique. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 266-282 : ill.
- LAFOURCADE, Maïté. Quelques notes sur les maçons labourdins. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 191-210 : ill.
- LASCAUD, John-Henry. *La mosaïque dans la cité des Pétrucos*. Mémoire de D.E.A. d'histoire ancienne, sous la direction de Robert Bedon. Université de Limoges, 2003.
- LASCAUD, John-Henry. Evolution topographique de Périgueux, des origines à la fin du Moyen Age. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 2, p. 285-288.
- LEULIER, Renée. Fort Médoc : un fort élevé parmi les marécages. *Le Festin*, 2003, n° 45, p. 30-35 : ill.
- MAGIMEL-PELONNIER, Jacques. Capdrot, lieu de mémoire. *Cahiers du Groupe Archéologique de Monpazier*, 2002-2003, n° 12, p. 87-108.
- MARIAN, Jérôme. La villa gallo-romaine Saint-Romain de Loupiac : état et avancée des travaux. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 93-102 : ill.
- MAUDUIT, Thierry. La tour de Mons commune de Soussans (Gironde). *Aquitaine Historique*, 2003, n° 60, p. 4-9 : ill.
- MAURIN, Louis. Bignanos-Lamothe - Boios. In *Les capitales éphémères en Gaule romaine*, dossier dirigé par Alain Ferdière. *L'Archéologue, Archéologie Nouvelle*, 2003, n° 66, p. 10-11 : ill.
- MAZEL, Caroline. Le musée gallo-romain de Périgueux par Jean Nouvel. "Respecter les mémoires du lieu". *Le Festin*, 2003, n° 46, p. 66-67 : ill.

MIGEON, Wandel et ZIEGLE, Anne. Nouveaux blocs inscrits ou décorés dans le rempart antique de Bordeaux. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 290-299 : ill.

MONCOURT, Sébastien. L'occupation funéraire des habitats ruraux gallo-romains du bassin de l'Adour et du département du Gers durant la période médiévale (Hautes-Pyrénées, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Gers). Compte-rendu de Mémoire de maîtrise d'archéologie médiévale sous la direction de Isabelle Cartron, Maître de Conférences, Université Michel de Montaigne - Bordeaux 3, 2003. *Aquitania*, 2003, tome 19, p. 341-342.

MONCOURT, Sébastien. *L'occupation funéraire des habitats gallo-romains du bassin de l'Adour et du département du Gers durant la période médiévale (Hautes-Pyrénées, Landes, Pyrénées-Atlantiques, Gers)*. Mémoire de maîtrise d'archéologie médiévale sous la direction de Isabelle Cartron. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 3 vol., 1. Catalogue : 219 p. ; 2. Synthèse : 120 p., bibliogr. ; 3. Annexes (figures, planches, cartes, graphiques) : 76 fig., 79 planches, 5 cartes, 6 graphiques.

MOREAU, Jacques. Les guerres en Gaule : la paix romaine. *Cahiers Méduziens*, 2003, n° 39, p. 3-15 : carte.

NOBLIA, Claire. Les meules à grains. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 289-312 : ill.

PECHEUX, Barbara. Salies, reine des eaux salées. *Le Festin* ; 2003, n° 44, p. 46-53 : ill.

PRIOTTI, Jean-Philippe. Basques péninsulaires et réseaux portuaires en Méditerranées (fin XIII - milieu XVIe siècle). In *Cabotages et réseaux portuaires (XVe-XIXe siècles)*. Aix-en-Provence, Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme, 2003. *Rives nord-méditerranéennes*, 2003, n° 13, p. 33-46 : notes.

PUCHEU-LASHORES, Corinne. Occupation du sol d'un secteur du Vic-Bilh au Bas Moyen Âge (Pyrénées-Atlantiques). *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 69-83 : ill.

PUYOO, Laurence et ZUBILLAGA, Inaki. Prospections archéologiques dans le quartier d'Abesse à Saint-Paul-lès-Dax (Landes). *Bulletin de la Société de Borda*, 2003, n° 469, p. 51-64 : ill.

REGALDO-SAINT BLANCARD, Pierre. A propos de l'angle nord-est de l'enceinte antique de Bordeaux. *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 103-115 : ill.

RUAAULT, Marie-Cécile. *La Commission des monuments historiques de la Gironde : une expérience départementale de protection du patrimoine (1839-1866)*. Mémoire DEA d'histoire du droit médiéval, moderne et contemporain. Université de Bordeaux 4, 2003, 92 p.

SCHOONBAERT, Sylvain. Une place pour la cathédrale de Bordeaux : l'isolement de Saint-André (1807-1888). *Histoire Urbaine*, 2003, tome 7, p. 141-162 : ill.

SEIGNE, Jacques. Beneharnum / Lescar (Pyrénées-Atlantiques). A propos de quelques découvertes anciennes effectuées autour de la cathédrale. *Archéologie des Pyrénées Occidentales et des Landes*, 2003, tome 22, p. 7-26 : ill.

SERAPHIN, Gilles. Les fenêtres médiévales : état des lieux en Aquitaine et en Languedoc. In *La maison au Moyen Âge dans le Midi de la France. Mémoires de la Société Archéologique du Midi de la France*, Hors série 2002, p. 145-201 : ill.

SOUQUE, Henri et GSELL, Gérard. Lormont, en fouillant le passé : des origines à 1789. Lormont : les Amis du vieux Lormont, 2003, 207 p. : ill.

URRUTIBEHETY, Clément. Pierres et moulages au musée de Basse-Navarre. In *Pierre et pays. Bulletin du Musée Basque*, 2003, Hors série, p. 381-400 : ill.

VACHIA, Florence. L'église Saint-Barthélémy de Cunèges (canton de Sigoulès). *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 414-420 : ill.

VACHIA, Florence. L'église Saint-Pierre de Couture. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 421-426 : ill.

VEDRENNE, Jean-Marie. La porte de l'ancienne église de Drayaux retrouvée grâce au croquis de Léo Drouyn. *Bulletin de la Société Historique et Archéologique du Périgord*, 2003, tome 130, n° 3, p. 447-452 : ill.

VERDIN, Florence. La diffusion des amphores italiennes dans la vallée de la Garonne. Bilan préliminaire et perspectives. In *Itinéraire de Saintes à Dugga. Mélanges offerts à Louis Maurin*. Textes réunis par Jean-Pierre Bost, Jean-Michel Roddaz et Francis Tassaux. Ausonius-Publications Mémoires, 2003, n° 09, p. 13-29.

VERDON, Jean-Pierre. Sur les pas des pèlerins. *Cahiers du Groupe Archéologique de Monpazier*, 2002-2003, n° 12, p. 109-133 : ill.

VIVANT, Marie-Camille. *Le culte de Gérard de Corbie et son rapport à l'architecture de la Sauve Majeure*. TER sous la direction de Isabelle Cartron. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III, UFR Histoire de l'Art et d'Archéologie, 2003, 2 vol., 98 p., bibliogr. ; annexes, 121 planches.

ZIEGLE, Anne. Un trésor national acquis par la Ville de Bordeaux : le sanctuaire de Mézin (Lot-et-Garonne). *Revue Archéologique de Bordeaux*, 2002, tome 93, p. 117-120 : ill.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 47-58

Un établissement gallo-romain à Baigneaux

par Jean-Claude Huguet

Localisation et raisons de l'intervention

Ce bâtiment se trouve dans la commune de Baigneaux, au lieu-dit « La Sauvetat ». L'essentiel des substructions se situe dans la parcelle répertoriée au cadastre de Baigneaux de 1981 «D 568», propriété d'Alexandre Dallet. Quelques éléments se poursuivent dans la parcelle voisine «D 569 a» appartenant à Laurent Dallet. Nous sommes aux limites occidentales de la commune de Baigneaux avec celle de Bellebat, matérialisée par une route qui se trouve à une cinquantaine de mètres du site. Cette route a été légèrement déplacée vers l'ouest, mais son ancien tracé était encore visible sur les photos de l'I.G.N. de 1973. Cet axe pourrait remonter à l'Antiquité et avoir contribué à fixer cet habitat.

En 1973, l'arrachage du bois qui couvrait cette parcelle «D 568» et un premier défonçage pour planter de la vigne avaient fait remonter à la surface des vestiges, qui ont été signalés par Christian Bouchet. Au printemps 2001, cette vigne a été arrachée en vue d'en planter une nouvelle l'année suivante. Le propriétaire a laissé le terrain libre pour entreprendre d'abord un sondage au mois d'août 2001, puis une fouille de sauvetage qui s'est achevée au mois de novembre 2001.

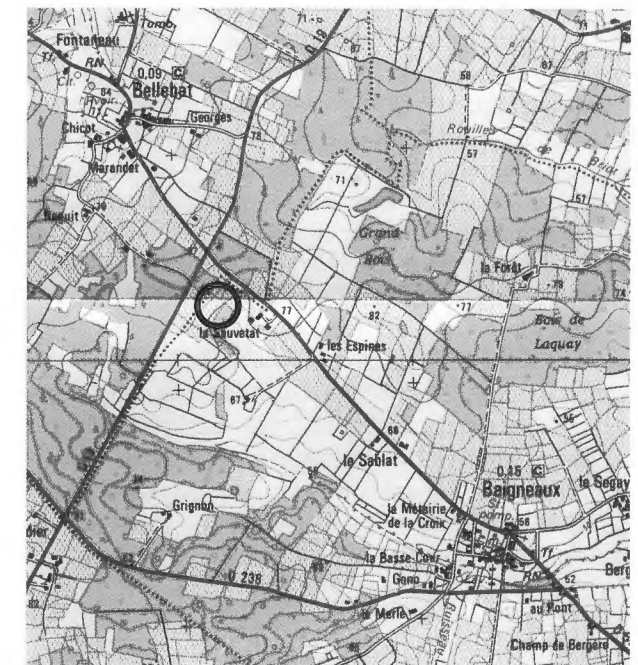


Fig. 1. Extrait de la carte IGN 1637 Ouest au 1/25000e. Le site est repéré par le cercle.



Fig. 2. Pavillon d'angle du nord-est ; en arrière la salle de presse et le bassin à cuvette de vidange.
Cliché J.-C. Huguet.

Les résultats de l'opération archéologique

L'ensemble des vestiges se situe sur un terrain en pente douce descendant vers l'Est Sud-est. Ce terrain a subi une érosion naturelle ou humaine dans sa partie basse qui pourrait être à l'origine de l'absence totale de vestiges dans cette zone. Les divers sondages et décapages ont mis en évidence la présence d'un bâtiment et d'un enclos : l'ensemble couvrant une quarantaine de mètres de longueur sur une trentaine de largeur. La majorité des vestiges se situe dans la parcelle «D 568», mais l'extrémité orientale de l'enclos s'étend sur la parcelle voisine boisée, cadastrée «D 569 a». Tous les vestiges découverts sont à de très faibles profondeurs : 30 à 50 cm du sol. Il ne subsiste plus que les fondations des murs ainsi qu'une structure excavée, un bassin à cuvette de vidange. Le bâtiment comporte cinq pièces, mais il n'est pas possible de déterminer la position des seuils en raison de l'absence des niveaux de circulation qui sont arasés. Le reste forme un vaste espace, sans structure interne repérée ; il peut s'agir d'une cour. Depuis le nouveau défonçage réalisé au printemps 2002, une petite construction à l'extérieur de l'enclos, vers le Nord, a peut-être échappé à notre investigation, car des pierres y sont apparues. Une nouvelle pièce de monnaie et des fragments de fibule ont été alors découverts.

Une maison d'habitation à galerie de façade et deux pavillons d'angle

Le premier état de cet ensemble est une maison d'habitation située à l'ouest, dans la partie haute de l'enclos. Elle se présente avec une galerie en façade et deux pavillons aux angles s'ouvrant vers l'est, sur la cour. En arrière de ces trois pièces se trouvent une petite pièce au nord et une autre plus

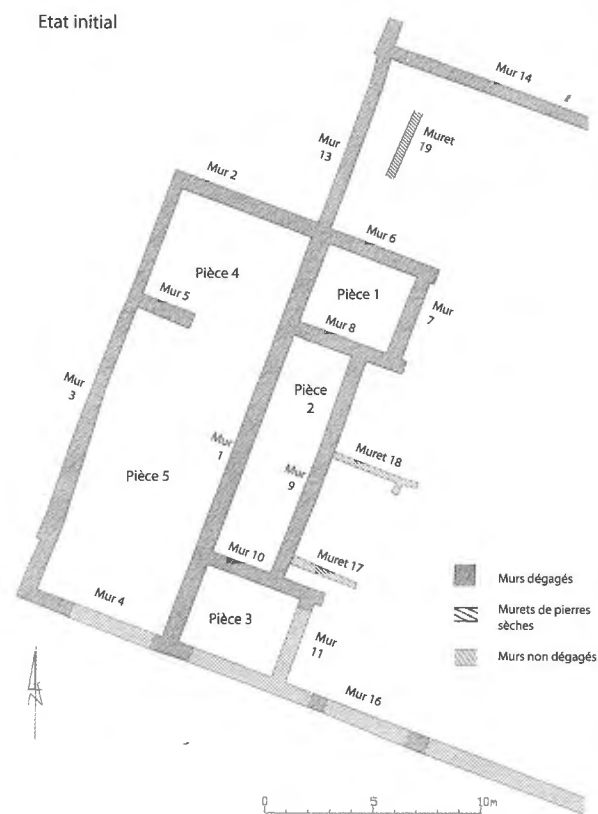


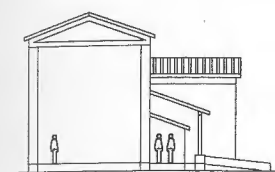
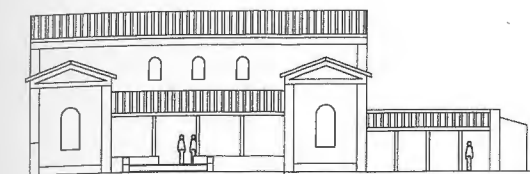
Fig. 3. Etablissement gallo-romain de La Sauvetat.
Relevé Ch. Martin architecte 2001.

longue au sud : la longueur de ces deux pièces est la même que celle de la galerie et les deux pavillons réunis, soit 21,50 m. La largeur totale du bâtiment est de 13 m. Il ne subsiste de ce premier état aucun vestige de sol en place. L'ensemble ressemble à la maquette de maison trouvée à Fontoy en Meurthe-et-Moselle en 1987¹.

Les murs

Les murs sont constitués de moellons liés avec un mortier à base de sable de couleur orange. Les moellons sont de tailles très variables, certains étant rubéfiés, y compris dans les parties basses de la fondation. Leur présence pourrait suggérer un réemploi d'une partie des matériaux provenant d'un édifice antérieur. Les deux murs longitudinaux des pièces arrières (pièces 4 et 5) sont les plus larges : 0,80 m pour le mur 1 et

1. Gros, Pierre, *L'architecture romaine du début du III^e siècle av. J.-C. à la fin du Haut Empire*, tome 2, Maisons, palais, villas et tombeaux, p 325, Paris, 2001.



0 5 10m

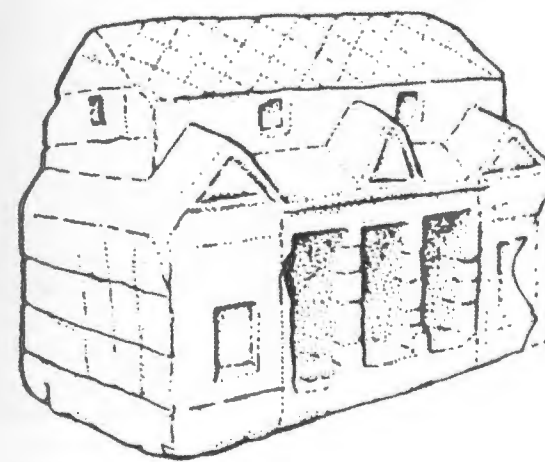


Fig. 4. Maquette de pierre de Fontoy (Meurthe-et-Moselle).
Figure 353 page 325 du tome 2 de l'ouvrage
de Pierre Gros, *L'architecture romaine*.

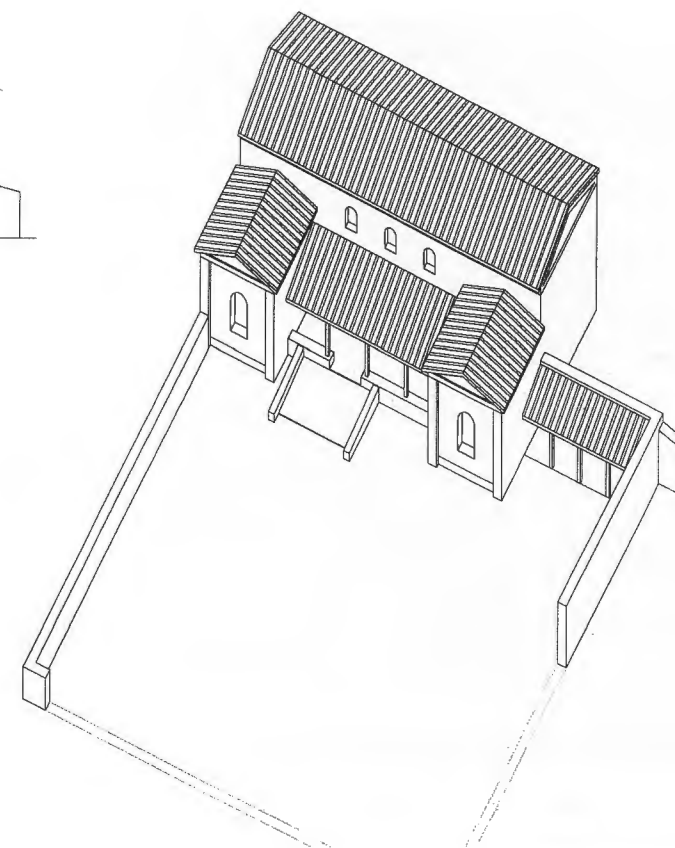


Fig. 5. Essai de reconstitution.
Etablissement gallo-romain de La Sauvetat.
Par Ch. Martin.

0,90 m pour le mur 3. Leur largeur peut laisser supposer la présence d'un étage au dessus de ces deux pièces. Les autres ont des dimensions plus petites, entre 0,65 et 0,70 m. Tous les murs sont profondément fondés, car leur base se trouve en moyenne à 0,70 m en dessous du niveau auquel ils ont été arasés.

La façade

Elle se compose de deux pavillons de taille identique : 4,50 m sur 4 m (pièces 1 et 3). Le pavillon du sud (pièce 3) n'a pas été dégagé. Ces deux pavillons présentent des petites avancées en bout de mur, d'environ 0,30 m, qui pourraient faire penser à des bases de pilastres (murs 6, 8 et 10). Ces deux constructions enserrant la galerie (pièce 2) dont les dimensions intérieures sont de 10,70 m sur 2,80 m. Aucune trace d'éventuelle base de colonne n'a été découverte. Soit elles ont disparu, soit cette façade était construite avec des poteaux en bois reposant sur un petit muret, comme cela apparaît sur la maquette de Fontoy découverte en Moselle en 1987². Cette galerie plus

2. *Ibid.* note 1.

étroite que les pavillons forme un renforcement dans la façade du bâtiment. Perpendiculairement à cette galerie, on trouve deux alignements de pierres sèches, parallèles (murets 17 et 18), distants de 5 m entre eux, décalés vers le sud par rapport à l'axe central de la façade. Ils pourraient former une sorte d'accès à l'intérieur de la maison, mais il est impossible de dire si ces murets sont en rapport avec l'état initial du bâtiment ou avec sa transformation en bâtiment agricole. Ils pourraient aussi être les restes d'une construction plus ancienne.

Les pièces de l'arrière

On trouve deux pièces séparées partiellement par un mur. La plus grande (pièce 5), côté sud, fait 14 m de long sur 6,50 m de large. Aucune cloison intermédiaire n'a été décelée. La pièce 4, côté nord, mesure 5,40 m sur 6,50 m. Mais elle n'est qu'en partie séparée de la précédente par le mur de refend 5 qui a une longueur de 2,20 m, et vient s'appuyer contre le mur extérieur 3, côté ouest. Ce mur 5 a pu servir à appuyer un escalier pour monter à l'étage. Ces deux pièces devaient être les pièces de vie principales. Mais l'arasement du bâtiment est tel qu'il ne permet pas d'établir leurs fonctions.

La transformation du bâtiment

Dans un deuxième temps, ce bâtiment d'habitation a été transformé en bâtiment agricole. En effet, à l'arrière, dans la pièce 4, un bassin a été installé en bout du mur de refend 5, mais sans lui être véritablement lié. C'est à cet endroit, légèrement à l'extérieur du bassin qu'a été trouvée la seule pièce de monnaie antique au cours de la fouille : un demi *dupondius* de Nîmes.

L'implantation de ce bassin s'est faite par le creusement d'un trou aux limites extérieures irrégulières. Les parois internes ont dû être coffrées et cet espace a été rempli avec des tuiles, des pierres et du mortier de tuileau pour lier l'ensemble. Le bassin est légèrement décalé par rapport aux axes de construction de la maison. Ses dimensions internes sont de 1,90 m sur 1,40 m. Son élévation maximale conservée est de 0,35 m, côté ouest. La largeur des parois est très irrégulière, variant de 0,28 à 0,60 m d'épaisseur. Le soubassement du bassin fait environ 0,40 m d'épaisseur. Il est composé d'un radier de pierres recouvert d'un béton de tuileau d'une quinzaine de centimètres d'épaisseur au niveau de la cuvette de vidange. Les parois sont enduites également d'un béton de tuileau, plus fin que dans le fond du bassin (3 à 4 cm en moyenne). Par contre, tous les angles intérieurs du bassin sont renforcés par un bourrelet de mortier en quart-de-rond qui permet d'assurer son étanchéité. Du côté oriental du bassin se trouvait une cuvette de vidange formée d'une céramique, un mortier, scellée dans le fond du bassin. Cette céramique a un diamètre de 30 centimètres pour 9 centimètres de hauteur. Toutes les parois subsistantes de ce

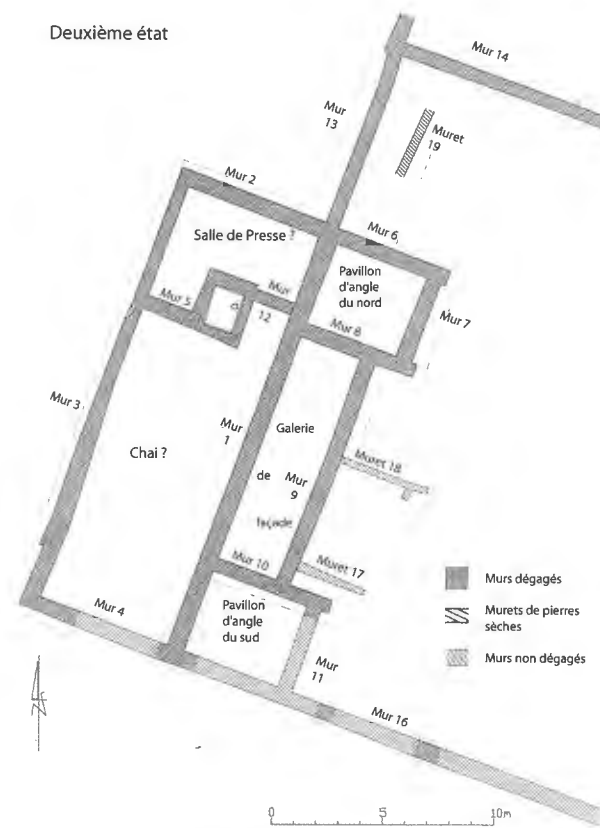


Fig. 6. Etablissement gallo-romain de La Sauvetat.
Relevé Ch. Martin architecte 2001.

bassin sont très abîmées. Cette usure est sans doute le résultat du curage lors de son utilisation. Il ne semble pas y avoir eu de réfection des parois.

Dans l'angle nord-est de ce bassin, un nouveau mur (mur 12) a été bâti pour relier le mur axial 1 : les pièces 4 et 5 sont alors complètement séparées l'une de l'autre. Ce mur a été fait en même temps que le bassin, car il lui est lié et a été fait avec le même mortier blanc. Dans l'ensemble de la pièce 4 apparaissent les restes d'un radier de sol, fait de pierres et de ce même mortier blanc. Ce radier entoure le bassin au nord et à l'ouest, mais il devait probablement exister aussi côté est : sur ce dernier côté, il a dû être enlevé par le tracto-pelle en effectuant la première tranchée, au début de la fouille. On peut raisonnablement penser que cette pièce devait être la salle de presse du raisin, le jus étant recueilli dans le bassin. Par contre rien ne permet de préciser s'il y avait un pressoir dans cet espace.

La fouille de ce bassin a mis en évidence un comblement, pour l'essentiel composé de tuiles qui doivent provenir de l'effondrement de la toiture. Mais certaines *tegulae* comportaient du mortier : elles provenaient des parties hautes des parois du



Fig. 7. Bassin à cuvette de vidange et radier de la salle de presse. Cliché J.-C. Huguet.



Fig. 8. Le bassin à cuvette de vidange vu du nord.



Fig. 9. Mortier servant de cuvette de vidange scellé au fond du bassin.

Fig. 10. Bourrelets d'étanchéité du bassin dans l'angle nord-ouest. Clichés J.-C. Huguet.



bassin qui ont été détruites. Il y avait aussi quelques morceaux de mortier très lisses provenant aussi des parties hautes de ces parois. Ce comblement a livré un bloc de charbon de bois calciné qui doit provenir de la charpente ou du plancher d'un étage et de très nombreux clous : environ 80 clous de 6 cm de long et 4 mesurant de 10 à 12 cm de long. Il n'y avait qu'un seul morceau de céramique. Au fond du bassin, se trouvait une couche de cendre très noire de 3 ou 4 cm d'épaisseur. Le charbon de bois a fait l'objet d'une datation par dendrochronologie (voir infra l'étude de Béatrice Szepzrtytski) ; quand à la couche de cendre, une petite partie a été récupérée et analysée. Quelques gouttelettes de plomb ont été trouvées dans le fond du bassin (des restes d'une canalisation qui aurait fondu ?).

La pièce 5 dans ce nouveau contexte peut être interprétée comme un chai. On peut aussi se demander si, dans ce deuxième état, la galerie existe encore ou si elle a été supprimée pour accéder plus facilement aux pièces de l'arrière du bâtiment. (voir plan du deuxième état)

La cour

En avant de ce bâtiment et sur le côté nord se développe une cour qui devait être totalement fermée. Du côté nord, le mur de clôture 13 s'aligne le mur central de la maison (mur 1). Il est un peu moins large, 0,70 m., et il s'étend sur environ 8,30 m. Puis, au bout de ce mur, a été bâti à angle droit le mur 14. L'angle de ces deux murs a été très fortement renforcé par un ensemble de gros blocs de 0,70 m de long, légèrement décalé vers l'extérieur. Près de l'angle, le mur de clôture 13 a subi la poussée du terrain. Le mur 14 se poursuit vers l'est sur environ 14 m. Puis il disparaît complètement : ce mur de clôture, beaucoup moins fondé que les autres, a été totalement arraché dans sa moitié orientale.

Dans cette partie nord-ouest de la cour, devait exister une sorte d'appentis, plus ou moins rectangulaire, d'environ 4,80 m sur 1,70 m de large. L'ensemble est limité à l'est par un amas de pierres, pouvant provenir de l'effondrement d'un mur en pierres sèches (muret 19). C'est le seul endroit où une quantité relativement importante de céramique a été trouvée : le niveau de circulation devait être plus bas que celui de la maison. Un bas de panse d'amphore était planté dans l'angle formé par les murs de clôture 13 et 14, une partie du pied de l'amphore ayant été brisée. Ce bas d'amphore est très usé : l'épaisseur des parois se situe entre 0,5 et 1 cm, suggérant une utilisation intense. Par ailleurs, à la limite et en dessous de l'empierrement, dans l'alignement du muret 19, un col d'amphore de type Dressel 2/4 se trouvait là, brisé en plusieurs morceaux ; il pourrait éventuellement s'agir de la partie haute de l'amphore précédemment évoquée (voir infra, étude des amphores de F. Berthault). L'em-

pierrement a été fouillé, mais n'a rien apporté comme élément, si ce n'est qu'il disparaît vers l'est, comme le mur de clôture.

Le reste de la cour n'a pas été fouillé : il est probable qu'il s'y trouve d'autres installations comme un puits ou peut-être un four. En effet, des scories et des morceaux d'argile très fortement vitrifiés ont été recueillis, à plusieurs endroits, dans les parties fouillées de la cour, suggérant la présence éventuelle d'un four dans l'enclos.

Seul le mur de clôture 16, côté sud, a été suivi par quatre sondages sur l'ensemble de sa longueur. Il se place en continuité du mur 4 de la maison sur lequel il s'aligne. Il a une longueur de 25 m environ et se termine par un angle avec le mur de clôture 15 dans la parcelle voisine boisée « D 569 a ». Mais celui-ci n'est conservé que sur environ 3 m et semble se terminer de manière assez confuse par un amas de pierre avant de disparaître complètement.

Etude du mobilier archéologique et datation

Le mobilier métallique

Il est relativement réduit puisqu'au cours de la fouille seuls des clous et deux pièces de monnaie ont été découverts. Après la remise en état du terrain et le défonçage qui a suivi, trois fragments de fibule et une pièce de monnaie ont été trouvés. En ce qui concerne les clous, ils sont de section carré et ont été trouvés pour l'essentiel dans le bassin, seule zone non perturbée depuis la destruction de l'édifice. Quatre sont des clous de charpente mesurant 10 à 12 cm de longueur et les quelques quatre-vingt autres sont d'une taille de 6 cm environ, appartenant certainement au plancher de l'étage. Aucun outil n'a été jusqu'alors découvert.

Les monnaies

(par Vincent Geneviève)

Auguste

demi-bronze de Nîmes, 2^e série, v. 9-8 – v. 3 av. J.-C.,
Avers : IM // ; tête d'Agrippa à g., coiffée de la couronne rostrale.
Revers : // L NEM ; haut du palmier et tête du crocodile à d.
Poids 4,75 g ; Axe 1 h ; Diamètre. 25 + mm.
RPC 524

En l'absence du portrait d'Auguste, l'attribution de cette monnaie à la deuxième série de Nîmes se fait à partir de la légende et du style : Le P manquant sous l'effigie d'Agrippa permet d'écarter l'appartenance à la série III ; la gravure soignée du buste, des lettres et de la tête du crocodile conduit à retenir la série II au détriment de la série I.

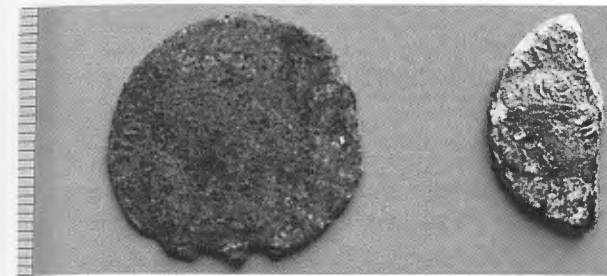


Fig. 11. Avers des pièces de monnaie.
A gauche : dupondius d'Hadrien ?
A droite : demi bronze de Nîmes, tête d'Agrippa.



Fig. 12. Revers des pièces de monnaie.
A gauche : demi bronze de Nîmes.
A droite : revers illisible du dupondius d'Hadrien.



Fig. 13. Ensemble des fragments de fibule.
A gauche : fibule à ressort bilatéral à 4 spires et corde interne.
Au centre : ardillon.
A droite : fibule à charnière.
Clichés J.-C. Huguet

Les bronzes de Nîmes se retrouvent fréquemment à l'état de fraction, demi ou même quart de monnaie. La division des pièces s'opère le plus souvent, comme c'est le cas pour cet exemplaire, entre les effigies adossées d'Agrippa à gauche et d'Auguste à droite. Il faut voir dans cette initiative la nécessité de créer un sous-multiple pour répondre de façon économique à un manque de petit numéraire. Communément appelés « as de Nîmes », ces bronzes semblent plutôt être des *dupondii*, dont le fractionnement en deux aboutit à la création de deux as, en quatre à celle de quatre *semisses*.

La seconde monnaie antique a été trouvée en ramassage de surface après les travaux de plantation de la vigne. Elle est très abîmée et pratiquement illisible.

Hadrien ? : (117-138 ap. J.-C.)

Bronze

Avers : buste d'Hadrien ? à droite ; [HADR] IAN [VS] ?

Revers : illisible

Poids : 8,80 g ; diamètre : 29/31 mm.

Enfin lors du décapage du pavillon d'angle du nord, une pièce moderne très usée également avait été sortie. Il s'agit d'un liard de France.

Louis XIV au buste juvénile (1655-1658)

Cuivre

Avers : buste de Louis XIV à droite, légende illisible.

Revers : [LIARD] D[E FRANCE] ; une des trois fleurs de lis visible en bas à gauche

Poids : 2,80 g ; diamètre : 21 mm.

Les fragments de fibule

Sur les trois fragments retrouvés, l'un semble difficilement identifiable car il n'en reste que l'ardillon et une spire et demie du ressort ; la section d'1 mm environ de côté est plus ou moins carrée ; la longueur de l'ardillon est de 4 cm. Ce fragment est en bronze. Les deux autres fragments sont plus identifiables.

La première, en bronze, est une fibule à ressort bilatéral à 4 spires et corde interne, dont n'est conservée qu'une partie de l'arc sur une longueur de 5 cm ; la section de l'arc est circulaire. L'absence du reste de la fibule et la très forte oxydation ne permettent pas une identification certaine, mais elle semble se rattacher au type 3b1 de M. Feugère³, type daté du I^{er} s. ap. J.-C. (entre les règnes de Tibère et Vespasien). Il pourrait aussi éventuellement s'agir du type 6b, auquel cas on aurait affaire à une fibule du I^{er} siècle av. J.-C. ou du tout début du I^{er} siècle ap. J.-C.

3. Feugère, Michel, Les fibules en Gaule Méridionale de la conquête au V^e siècle après J.-C., *Revue Archéologique de Narbonnaise, supplément 12*, éditions du C.N.R.S., Paris 1985.

La dernière fibule est un morceau de fibule à charnière (type dérivé d'Aucissa). Il s'agit du type 23a : fibule bipartite comprenant une partie rectangulaire ornée de côtes longitudinales souvent réincisées transversalement, et un pied trapézoïdal aplati séparé de l'arc proprement dit par une gorge ou des moulures. C'est le cas de cette fibule dont ne sont conservés que la partie rectangulaire et un minuscule morceau de l'ardillon. Elle est étamée comme l'ensemble des fibules de ce type : l'analyse réalisée par Michel Pernot et Rémi Chapoulie a confirmé la présence d'étain sur les côtes qui constituent le décor de cet arc de fibule. La datation proposée par Michel Feugère se situe entre le règne de Tibère et les Flaviens, soit, encore, au Ier s. ap. J.-C.⁴

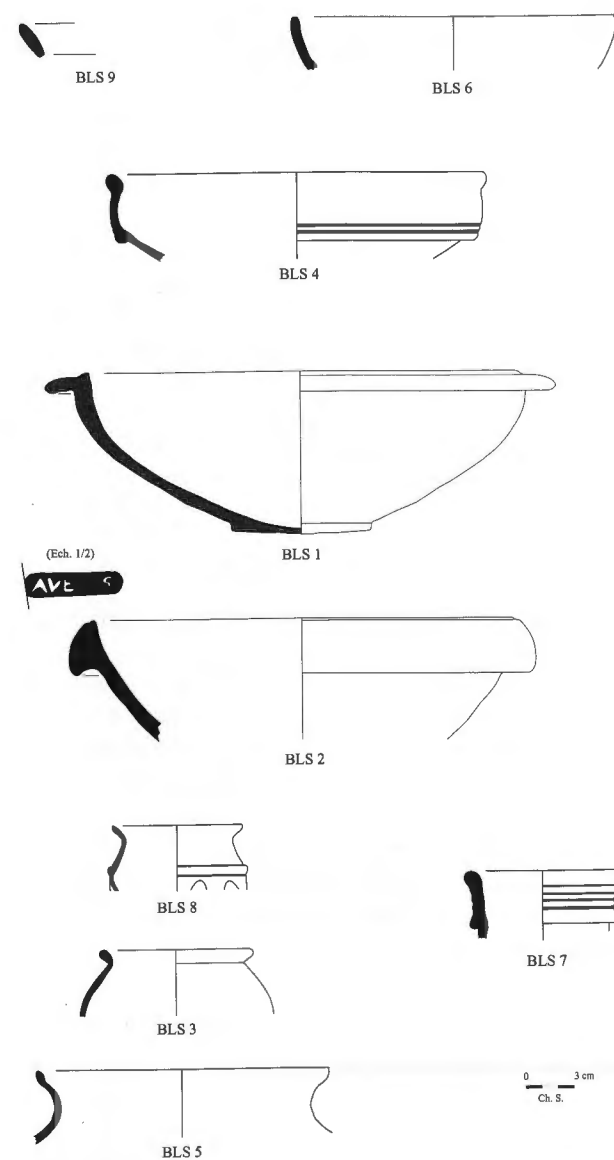


Fig. 14. Dessins Ch. Sireix.

La céramique

Le mobilier céramique

(par Christophe Sireix)

Un dénombrement basé sur la quantification du nombre de tessons (NR) et du nombre minimum d'individus (NMI) a été réalisé pour chaque ensemble localisé.

Le nombre minimum d'individus récolté est de 30 pour 306 tessons. Ces chiffres illustrent à la fois la faible quantité de mobilier céramique exhumé et sa fragmentation élevée.

Ce modeste lot s'inscrit dans une période chronologique à placer entre 60/70 et 120/130, avec quelques rares indices pouvant dater du règne de Tibère (présence d'une assiette à lèvre oblique et d'un Drag. 24-25 assez précoce).

L'ensemble est formé d'une vaisselle de cuisine (tripodes, couvercles, et pots à cuire), de service et de table (coupes, cruches, pichets), de préparation (mortier) et de stockage (vases à provisions).

On remarque la présence d'un mortier portant une estampille peu lisible sur la lèvre. Les mortiers estampillés sont plutôt rares dans la région, surtout en milieu rural.

Les productions du centre potier de Vayres en Gironde, près de Libourne, sont bien représentées et contribuent à l'appréciation chronologique de cet ensemble.

Inventaire céramique

Les éléments en sigillée

Ils comprennent un Drag. 24-25 et un Drag. 35-36. Parmi les tessons, un fragment de pied, qui pourrait appartenir à un Drag. 50, et un autre à un Drag. 37 surmoulé ; s'y trouve aussi un fragment d'assiette Drag 15/17 du Ier s. ap. J.-C.

La paroi fine

Un fragment de paroi fine à pâte blanche et engobe orangé (caractéristique de la période flavienne)

La céramique commune sombre

Un fragment d'assiette à bord oblique (figure 1, BLS 9). Ce type de vase assimilé aux « *terra nigra* » régionales est caractéristique des productions augusto-tibériennes du centre potier de Vayres (33, figure 2, n° 1). La pâte, tendre et fine, est gris foncé à franges plus claires et contient d'abondantes micro-inclusions micacées.

4. Feugère, Michel, *op. cit.*, p 331 et 334.

Un fragment de pot à lèvre arrondie externe, le col est très court et la panse ovoïde (figure 1, BLS 3). La pâte de ce pot est grise, dure et très altérée par le terrain. Elle contient quelques inclusions de petits grains de quartz et de mica.

Un fragment de coupe (non dessiné) de forme indéterminée, appartenant aux productions de *terra nigra* de la seconde moitié du Ier siècle du centre potier de Vayres.

Plusieurs fragments d'un pichet à eau, à une anse en ruban et à panse ovoïde et fond plat, deux fragments de vase tripode et trois pots.

La céramique commune claire

Un mortier complet (figure 1, BLS 1). Pris dans la maçonnerie du fond du bassin (manquent quelques fragments de lèvre dont le verseur), ce mortier est doté d'une grande lèvre externe horizontale et d'une petite lèvre interne très peu marquée. La panse tronconique repose sur un pied plat. La pâte est rose pâle assez tendre et comporte de nombreuses inclusions d'oxydes métalliques et très peu de sable. La surface interne, rose pâle, est très usée et l'on note l'absence totale de râpe. La surface externe brune porte des traces de tournassage.

Un fragment de mortier à grande lèvre externe massive et rabattue, et à petite lèvre interne très peu marquée (figure 1, BLS 2). La pâte beige rosée, assez tendre, est dégraissée d'un sable peu micacé et contient de nombreuses inclusions d'oxydes métalliques. La surface interne est pourvue d'une râpe formée de grains de quartz. La grande lèvre porte une estampille illisible inscrite dans un cartouche rectangulaire. On distingue les deux premières lettres (A et V), peut-être suivies d'un E. La dernière des six ou sept lettres pourrait être un S.

Une coupe à collerette à lèvre arrondie verticale. La partie haute de la panse est ornée de deux sillons horizontaux. La pâte fine et tendre, rose orangé, contient d'abondantes micro-inclusions micacées et des petits nodules d'oxydes métalliques. Cette forme caractéristique des productions du centre potier de Vayres (figure 2, n° 2) est datée entre 110 et 130 ap. J.-C.

Une cruche à manchon cannelé (figure 1, BLS 7). L'attache n'est pas conservée. La lèvre est verticale et arrondie, le manchon est doté de quatre sillons horizontaux, sa base est nettement détachée du col. La pâte de cette cruche est rose, assez tendre et contient de rares inclusions de sable micacé et de petits nodules d'oxydes métalliques.

Un plat à engobe interne rouge pompéien (figure 1, BLS 6). Les surfaces de ce plat sont très altérées. La pâte est tendre, brun clair et pourvue de nombreuses micro-inclusions micacées. Cette forme est caractéristique des productions du Ier s. du centre potier de Vayres.

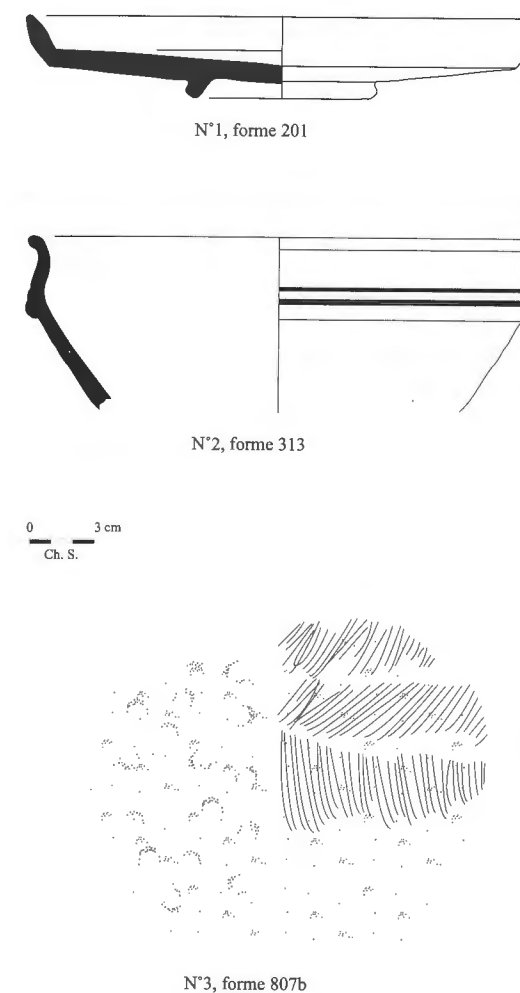


Fig. 15. Dessins Ch. Sireix.

Un gobelet à dépression (figure 1, BLS 8). La lèvre est affinée et inclinée vers l'extérieur. Le sommet de la panse est orné d'une baguette horizontale puis de larges dépressions verticales. La pâte est beige, fine et dure.

Une anse de cruche ou de pichet et celle d'un fragment de tripode à revêtement interne micacé.

La céramique commune non tournée

Un pot ovoïde à lèvre affinée verticale creusée d'une large gorge coté interne (figure 1, BLS 5). Les surfaces du col portent la trace d'une reprise du col au tour. On remarque l'amorce du peignage à la base du col, coté externe. La pâte est dure, noire, dégraissée d'un sable fin micacé abondant. Les surfaces sont noires à brun foncé. Cette forme est associée aux productions datées des années 110 à 130 du centre potier de Vayres (figure 2, n° 3).

Les amphores

(par Frédéric Berthault)

On a deux ensembles provenant d’amphore du type Dressel 2/4 qui pourraient ne constituer qu’un seul et même individu. En effet, le bas de panse, trouvé planté dans l’angle de l’appentis de la cour, bien que très usé, possède une pâte rouge-orange au fort dégraissant blanc semblable à la partie haute d’une amphore de même type, trouvée à proximité. Cette dernière partie comprenait le col, les anses et l’épaule de l’amphore et avait été rejetée aux limites extérieures de l’appentis. Ces amphores de type Dressel 2/4 sont originaires de Tarraconaise en Espagne et ont été fabriquées entre 40 et 80 ap. J.-C. ; elles servaient à transporter du vin. Trois autres fragments ont été découverts : ce sont des morceaux de panse. L’un de couleur rouge au cœur noir appartient à une amphore italique pour le transport du vin. Un autre de couleur verdâtre est originaire de Tarraconaise et provient d’une amphore soit Pascual I (entre 40 av. J.-C. et 40 ap. J.-C.), soit Dressel 2/4. La couleur beige du dernier fragment et la texture de la pâte en font une amphore de Bétique. Il pourrait s’agir soit d’une amphore à huile du type Dressel 20, soit à vin du type Haltern 70. La verticalité du fragment fait plutôt pencher pour une amphore à vin.

Les éléments végétaux

Ils sont représentés par un morceau de planche daté par dendrochronologie et des graines retrouvées au fond du bassin dans la couche de cendre.

L’apport de la dendrochronologie

(par Béatrice Szepertyski)

Elle portait sur un fragment de planche en chêne carbonisée retrouvée au cours de la fouille du bassin. Ce fragment avait conservé 40 cernes qui ont été datées en comparaison avec l’Etalon-Référence du Grand Sud-Ouest de la France. La séquence débute en 11 et se termine en 50 ap. J.-C. Si la date d’abattage de l’arbre n’a pas pu être précisée, elle se situe à la fin du Ier siècle ap. J.-C.

L’analyse carpologique

(par Marie-Pierre Ruas)

L’étude a porté sur un petit échantillon de 350 ml de sédiment argileux, récupéré sur les tas de déblai après avoir vidé le bassin. Il ne constitue qu’une petite portion de la couche argilo-cendreuse qui tapissait le fond du bassin et qui recouvrait la base du comblement de tuiles.

Les restes carpologiques ont été collectés par flottation manuelle puis tamisage au travers d’une colonne de tamis à mailles de 2 et 0,5 mm Après un séchage lent des refus de flottation et des résidus de tamisage, ils ont été triés sous une loupe binoculaire. Tous les restes carpologiques remarqués sont conservés par carbonisation. Quelques menus charbons de bois les accompagnent.

Ce modeste prélèvement a livré 81 restes qui permettent d’attester 5 taxons (cf. tableau). L’ensemble très fragmenté est surtout représenté par des restes de plantes cultivées. Le millet commun (*Panicum miliaceum*) compose la majorité des vestiges. Un grain incomplet de blé a pu être attribué à de l’amidonnier (*Triticum cf. dicoccum*) en raison de caractères morphologiques qui le rapprochent davantage des grains de cette espèce (face ventrale plate, flancs étroits, carène dorsale et déviation du scutellum). Cependant l’absence de bases de glumes (furca) ne permet pas de confirmer sa présence, les grains nus d’amidonnier pouvant être confondus avec ceux de l’épeautre (*Triticum spelta*), blé également cultivé au cours de l’époque romaine. L’unique pépin de raisin pourrait appartenir à l’espèce cultivée (*Vitis vinifera*) comme le laissent fortement envisager la nature du site et la période, mais son état fragmenté n’autorise aucune affirmation. Pour les mêmes raisons, le cotylédon de légumineuse peut aussi bien appartenir à une gesse ou une vesce cultivées, qu’à une des formes sauvages courantes de ces genres. Enfin deux fragments de grains de graminées, dont l’un proviendrait d’une céréale, complètent ce corpus.

Cet échantillon très réduit a livré les restes de plusieurs plantes couramment cultivées à l’époque gallo-romaine. Mais les restes, principalement céréaliers, n’ont manifestement aucun lien avec une activité vinicole. L’état carbonisé et la présence de charbons de bois indiquent qu’ils forment les résidus de combustions. Une information plus complète sur le contexte de découverte permettrait de préciser si ces restes ont été brûlés sur place ou s’ils proviennent de vidanges de foyers. Dans ce dernier cas, on peut avancer des hypothèses sur les raisons de leur carbonisation. Les deux céréales identifiées correspondent à des espèces à grains vêtus. Le grillage des épillets récoltés est une des techniques reconnues de préparation à l’égrenage : les enveloppes adhérentes au grain mûr se détachent alors plus facilement lors du pilonnage. Cette opération est souvent effectuée peu avant la transformation culinaire comme le donnent à penser les céréales vêtues composés d’épillets et non de grains dénudés retrouvées en contexte de stockage dans divers sites de toutes périodes. L’échantillon analysé ne comportait aucun vestige de ces enveloppes (glumes et glumelles). Toutefois la carbonisation a pu les faire disparaître dans la mesure où ces éléments sont plus fragiles, tout comme les petites semences de

Nom latin	Nom français	Type de reste	Nombre de restes
CEREALES			
<i>Panicum miliaceum</i>	Millet commun	grains	29 et 41 fgts
<i>Triticum cf. dicoccum</i>	cf. Amidonnier	grain	1
<i>Cerealia</i>	Céréale indéterminée	grain	1 fgt
<i>Poaceae</i>	Graminée indéterminée	grain	1 fgt
FRUITIER			
<i>Vitis sp.</i>	Vigne	pépins	7 fgts
LEGUMINEUSE SAUVAGE OU CULTIVEE			

Identification et dénombrement des restes carpologiques

mauvaises herbes souvent enregistrées dans les dépôts céréaliers archéologiques. Ces vestiges pourraient donc représenter des déchets de traitements post-messicoles ou de préparation culinaire. La densité numérique pour un litre de sédiment, fragments compris, s’élève à 231 restes, valeur trop faible pour envisager qu’ils proviennent de l’incendie d’un lieu de stockage. La présence d’un pépin de raisin dans un tel dépôt peut s’expliquer par la combustion de déchets de vinification jetés au feu, de rebuts alimentaires ou plus généralement domestiques, etc.

Cet assemblage carpologique limité montre qu’il n’a pas de relation avec une séquence vinicole. L’information livrée par ce lot apparaît sur le plan paléoéconomique certainement originale. En effet, la quasi exclusivité du millet commun dans un lot aussi modeste et ponctuel est rare pour cette époque. Si les attestations de cette céréale à petits grains en Gaule sont très fréquentes entre l’Age du Bronze et la fin de l’Age du Fer, elles décroissent au cours de l’Antiquité romaine ⁵. Dans la partie septentrionale, elle n’est jamais abondante sauf lorsqu’il s’agit de résidus culinaires carbonisés dans le fond de poteries. Sa prédominance à la Sauvetat, exceptionnelle au regard des découvertes carpologiques connues, conforterait pourtant la mention de Pline l’Ancien au Ier siècle. Il signale, en effet, que dans les Gaules, le millet (panic) est surtout utilisé en Aquitaine ⁶.

Bien que quelques restes ne permettent pas de démontrer l’exploitation locale des espèces identifiées dans ce niveau, les trois plantes réfèrent à une agriculture et une alimentation encore peu connues pour cette époque dans le Sud-Ouest.

Bilan

L’essentiel des éléments chronologiques situe la construction de ce bâtiment vers le milieu ou dans la deuxième moitié du Ier siècle après J.-C. La présence d’une planche brûlée dans le comblement de tuiles du bassin et la couche de cendres au fond du bassin semblent indiquer un abandon du site résultant d’un incendie. Celui-ci doit se situer dans la deuxième moitié du IIe siècle, car le mobilier archéologique ne dépasse pas cette époque. Les graines retrouvées dans le bassin pourraient provenir de restes de céréales stockées à l’étage du bâtiment, malgré les réserves formulées par Marie-Pierre Ruas. Cependant l’existence de quelques tessons de céramique de la première moitié du Ier siècle, le demi-*dupondius* de Nîmes et peut-être l’une des fibules, peuvent suggérer l’existence d’un premier bâtiment peut-être en bois, peut-être édifié en pierre et détruit également par un incendie qui expliquerait la présence des pierres rubéfiées réutilisées en fondation. La construction de la nouvelle maison aurait pu faire disparaître toute trace de cette ancienne bâtisse.

Par la suite, la transformation du bâtiment d’habitation en bâtiment agricole a dû s’effectuer au cours de la première moitié du IIe siècle après J.-C. et son utilisation ne semble pas avoir été très longue. Cette transformation pose le problème du transfert de la partie habitation qui n’a pas été localisée.

5. Marinval P., Economie végétale aux Ages du Bronze et du Fer en France du Sud-Ouest, Aquitania, 12, 1994, p. 27-54.

6. Pline l’Ancien, Histoire Naturelle, livre XVIII, 100, traduction J. André, Les Belles Lettres, Paris.

Elle pourrait se situer en avant de l'enclos ou au sud-est, sur une partie de terrain qui forme une terrasse dominant un petit vallon. Des sondages ou une prospection électrique dans la parcelle boisée «D 569 a» pourraient éventuellement résoudre ce problème.

Le bassin à cuvette de vidange atteste de la présence d'une activité viticole dans cette exploitation. Le radier de pierre de la pièce 4 qui entoure le bassin doit être un lambeau de l'aire de pressurage, le mout coulant ensuite dans le bassin. C'est ce qu'a démontré le récent travail de synthèse sur la viticulture en Aquitaine pour ce type d'installation⁷. Le conditionnement du vin devait se faire en tonneaux, vu le faible nombre de morceaux d'amphore. Ces quelques morceaux sont plutôt à mettre en relation avec des importations de vin espagnol au I^{er} siècle ap. J.-C. La pièce 5, voisine de la salle de pressurage, peut être le chai pour le stockage des tonneaux. Cette nouvelle activité viticole se place sûrement en complément d'une céréaliculture traditionnelle, comme le montrent les restes de céréales découverts dans les cendres du bassin.

Cette fouille a permis ainsi d'apporter un nouvel élément sur la présence d'installations viticoles en Entre-Deux-Mers. Le site de La Sauvetat à Baigneaux vient s'ajouter aux autres sites déjà découverts : Cénac, Cadillac, Lugasson, Mérignas, Blasimon, Loubens et La Réole. Les données chronologiques concernant l'installation du bassin à cuvette de vidange et l'aire de pressurage (début du II^e siècle ap. J.-C.) correspondent à

ce qui a été mis en évidence par l'étude sur la viticulture en Aquitaine. *L'apogée du vignoble aquitain semble se situer au II^e s. La durée de cette première viticulture est d'ailleurs assez bien fixée, car on a constaté que de nombreux établissements présentent la même évolution chronologique : la plupart restèrent en activité pendant tout le II^e s. et disparurent à peu près en même temps au cours de la seconde moitié du III^e s.*⁸. Dans notre cas, la disparition est plus précoce, vers le milieu du II^e siècle, car elle est liée à une destruction brutale par un incendie. L'utilisation n'a certainement duré que quelques années.

L'autre apport de cette fouille est d'avoir pu réaliser le plan complet de cette petite maison, grâce aux relevés effectués par Christian Martin. On peut ainsi avoir une meilleure idée de ces petits bâtiments ruraux, bâtiments moins bien connus que les grandes exploitations de type *villae* que l'on rencontre plus fréquemment dans notre région.

7. C. Balmelle, Dany Barraud, Jean-Pierre Brun, Philippe Duprat, Hervé Gaillard, Philippe Jacques, Louis Maurin, Catherine Petit-Aupert, Didier Rigal, Karine Robin, Philippe Roudié, Pierre Sillières, Christian Vernou, « La viticulture antique en Aquitaine », *Gallia*, tome 58, p 129 à 164, Paris, 2001.

8. C. Balmelle, Dany Barraud, Jean-Pierre Brun, Philippe Duprat, Hervé Gaillard, Philippe Jacques, Louis Maurin, Catherine Petit-Aupert, Didier Rigal, Karine Robin, Philippe Roudié, Pierre Sillières, Christian Vernou, « La viticulture antique en Aquitaine », *Gallia*, tome 58, p 163, Paris, 2001.

C.N.R.S.-U.M.R. 5608 de Toulouse ; Béatrice Szepertyski, directrice du Laboratoire d'Analyse et d'Expertise en archéologie et œuvre d'art (L.A.E.) ; Christophe Sireix de l'I.N.R.A.P. de Bordeaux, Frédéric Berthault du S.R.A. de Bordeaux, Vincent Geneviève de l'I.N.R.A.P. de Toulouse, Michel Pernot, directeur de recherche au C.N.R.S. et Rémi Chapoulie, maître de conférence à l'Université de Bordeaux, tous deux travaillant à l'Institut de Recherche sur les Matériaux – U.M.R. 5060 – C.R.P.A.A. à Pessac, ainsi qu'à Christian Martin, architecte à Libourne.

Remerciements

La fouille préventive de ce site n'a été possible que grâce à la compréhension de M. M. Alexandre et Laurent Dallet, propriétaires des parcelles sur lesquelles nous sommes intervenus. Il faut également remercier l'entreprise de terrassement G. M. T. P. qui a effectué le décapage d'une grande partie de l'établissement. Un double remerciement à Christian Bouchet de Baigneaux, à la fois pour avoir signalé l'existence du site et pour avoir réalisé une grande partie de la couverture photographique. Enfin, un remerciement à toutes les personnes qui ont réalisé l'étude du mobilier : Marie-Pierre Ruas, membre du



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 59-75

Enceintes, tours, palais et castrum à Bordeaux du XI^e siècle au milieu du XIII^e siècle, d'après les textes

par Frédéric Boutoulle *

Les travaux qui ont accompagné la métamorphose de Bordeaux lors du changement de millénaire ont offert l'opportunité de réviser notre image de la ville au Moyen Âge. En 1996, une des premières opérations menées place de la Bourse n'ayant pas révélé l'enceinte du Bas Empire à l'endroit où on l'attendait, P. Régaldou-Saint Blancard en appelait à dépasser les traditions historiographiques, établies notamment par le monumental et fascinant *Bordeaux vers 1450* de Léo Drouyn, pour revenir aux sources¹. Paradoxe en effet est la vision de la ville aux XII^e et XIII^e siècles de Ch. Higounet ou J.-P. Trabut-Cussac (1963-1965), nourrie de la riche matière des cartulaires bordelais et des premières séries de la chancellerie anglaise, et qui s'inscrit pourtant dans cette prégnante filiation².

Dans le cadre d'une étude plus générale sur la société en Bordelais et Bazadais entre les années 1070 et le milieu du XIII^e siècle à travers la documentation écrite, nous avons pu découvrir quelques textes inédits relatifs à Bordeaux et reconsidérer certains de ceux que nos prédécesseurs avaient utilisés. Les textes des XI^e, XII^e et XIII^e siècles, issus pour l'essentiel des cartulaires du Bordelais et des premières séries de la chancellerie anglaise (1199-1255), évoquent assez fréquemment les fortifications (enceintes, tours, *castrum*) et le palais ducal pour que nous puissions revoir un certain nombre de points sur l'image de Bordeaux ou ces pôles de l'autorité publique dans la ville. Ils permettent de mesurer l'ampleur de la première grande mue de la ville au II^e millénaire de notre ère avec, au sud de l'ancienne cité, la construction de la deuxième enceinte et la mise en place du *castrum* royal.

Les fortifications de Bordeaux et le palais ducal aux XI^e et XII^e siècles

Avant les grands aménagements du début du XIII^e siècle, les fortifications de Bordeaux se limitaient à l'enceinte de la cité et au complexe palatial ducal.

L'enceinte du Bas-Empire

Aucun texte ne présente directement les éléments de la première enceinte³. Le plus souvent, c'est dans les confronts d'un bien donné à Saint-Seurin ou Sainte-Croix qu'apparaissent les fortifications. Inutile de dire que ces mentions sont laconiques et qu'elles n'offrent aucun élément de description. Elles nous permettent cependant de poser des jalons chronologiques (fig. 1).

Les « murs de la cité » sont mentionnés dans des notices des cartulaires de Saint-Seurin et de La Sauve-Majeure de la fin du XI^e et du XII^e siècle (*inter muros Burdegale civitatis*

* Université Bordeaux III-Michel de Montaigne / UMR 5607 Ausonius. Nous remercions vivement Pierre Régaldou-Saint Blancard et Ezéchiel Jean pour les précisions et les suggestions qu'ils nous ont apportées.

1. Régaldou, 1996.

2. Higounet, 1963, Renouard et alii, 1965.

3. Maurin-Garmy, 1996, p. 35-49.

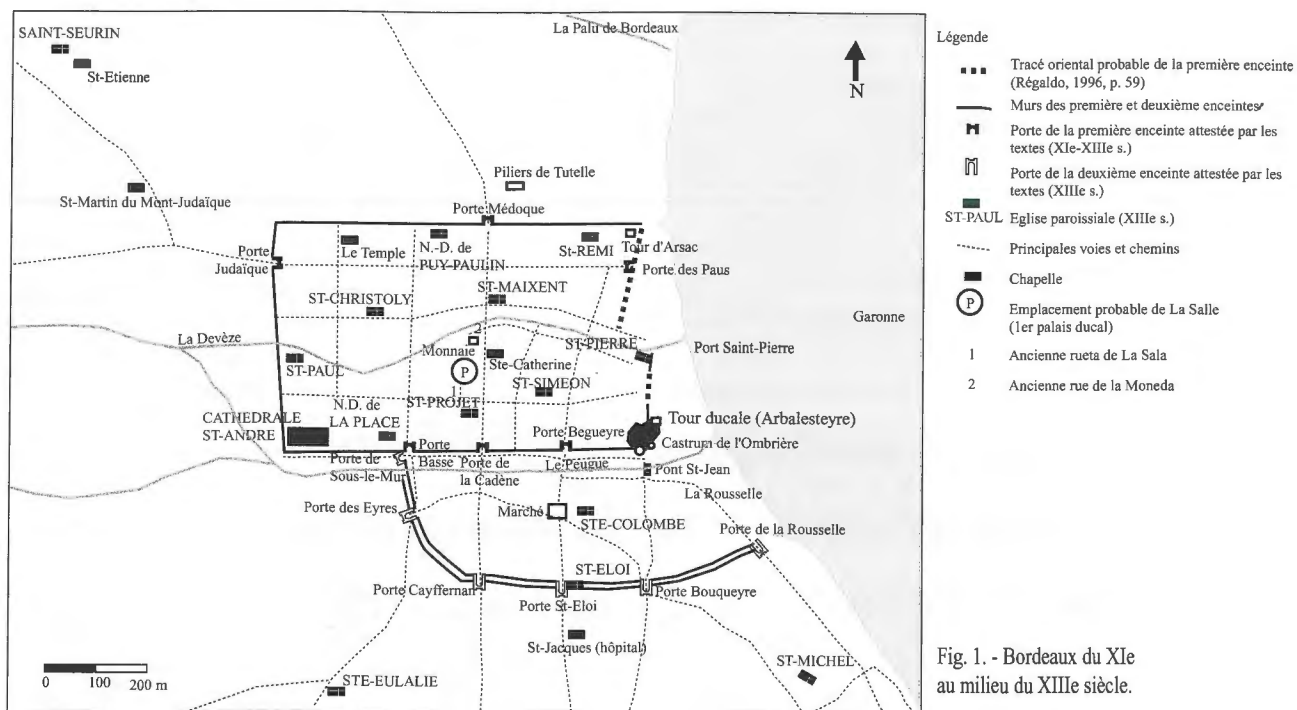


Fig. 1. - Bordeaux du XIe au milieu du XIIIe siècle.

fig. 2)⁴. Les tours de l'enceinte sont peu fréquemment citées. Une donation des années 1027-1032 mentionne un moulin près d'une *turris fracta*⁵ ; elle se trouvait soit à l'aplomb de l'entrée de la Devèze dans la cité, soit plus vraisemblablement le long du Peugeot. La *turris Gueffereyri*, dans laquelle fut passée une donation entre 1095 et 1106, était peut-être une des tours de la cité à moins qu'il ne s'agisse d'une appellation inconnue de la tour ducale⁶.

Des portes antiques, sont attestées la porte Judaïque (Judea) en 1075 et la porte Médoque en 1127⁷. La porte de la Cité (*porta civitatis*), mentionnée entre 1126 et 1131 dans le prolongement de la voie venant de Saint-Genès et Ladors correspondait à l'une des deux portes ouvertes sur le côté méridional, la porte de la Cadène ou la porte Basse⁸ ; la position de la première, sur le *cardo* de la rue Sainte-Catherine, la rend plus ancienne mais la seconde, située dans le prolongement d'une rue antique récemment reconnue (actuelle rue de Cheverus), rend plausible l'hypothèse d'une poterne antique. En revanche, l'ancienne porte Navigère, ouverte sur la Garonne, n'est plus mentionnée au Moyen Âge en raison de l'envasement de l'ancien port intérieur, abandonné depuis le VIe siècle⁹.

Au moins une ouverture dans l'enceinte antique est attribuable aux deux siècles postérieurs à l'an Mil. La porte Bégueyre (*Vicaria*), au sud-est, apparaît dans les textes entre 1173 et 1180 par un patronyme¹⁰. Au débouché d'une rue parallèle au *cardo* de la rue Sainte-Catherine (rue du Pas-Saint-Georges), cette porte donnait sur le faubourg Saint-Eloi, le cœur écono-

mique de la ville, dont l'essor se place à la fin du XIe siècle. La porte des Paus, ouverte à l'est dans le prolongement du *decumanus* la rue Saint-Rémi, est mentionnée dans l'enquête sur les padouents de la ville en 1262¹¹. Ces nouvelles portes ou poternes (les textes ne font pas la distinction) s'inscrivaient donc dans le maillage antique.

4. Cart. *St-Seurin*, n° 17 (1089-1101), de *quartario decime et de ecclesis inter muros Burdegale civitatis dicimus hoc esse potius de mensa canonicorum* ; Cart. *La Sauve*, n° 403 (1095-1102), *domus infra civitatem continuas usque ad murum que sunt de casamento archiepiscopi* ; Cart. *St-Seurin*, n° 48 (1163-1173), *unum nummum de spolia quem habebat in mutatione domni super domum de Subtus Murum* ; Cart. *St-Seurin*, n° 91, *vineam que est juxta et domum meam que est Subtus Murum similiter dedi* ; Cart. *Ste-Croix*, n° 56 (1165-1170), l'église Saint-Michel *extra muros Burdegale* ; A.D. 33 G 320, f 1 (1176), *ecclesia Sancte Eulalie que sita est prope muros civitatis Burdegale*.

5. Cart. *St-Seurin*, n° 10.

6. Cart. *La Sauve*, n° 436.

7. Cart. *La Sauve*, n° 402 ; Cart. *St-Seurin*, n° 80, puis 1147, n° 80, n° 59, n° 91 ; A.D.Gir. G 609 (1179) ; *Pasturkunden* n° 109 ; Maurin-Garmy, 1996, p. 50-55.

8. Cart. *Ste-Croix*, n° 35.

9. Maurin-Garmy, 1996, p. 33.

10. Cart. *Ste-Croix*, n° 36, puis cart. *St-Seurin*, n° 165 (1199).

11. Higounet, 1963, p. 271., *Livre des Bouillons*, p. 370, *Livre des coutumes*, p. 340 (*dicimus quod de domum Arnaldi Willelmi de Paus, prope portam de Paus*) ; Régaldo, 2000, p. 58.

Du palatium Burdegale à l'aula regis (1070-1228)

Le palais ducal de Bordeaux n'a pas été étudié. Ch. Higounet ne voyait dans les origines du « château » de l'Ombrière que la tour de l'Arbalesteyre, effectivement mentionnée à la fin du XIe siècle ; la non utilisation par l'auteur de *Bordeaux pendant le haut Moyen Âge* de l'allusion à une *capella palatii* datée de 1072 ou 1077, et pourtant citée dans le texte, est révélatrice d'un courant historiographique qui n'avait pas encore intégré le concept palatial¹⁵. J. Gardelles, qui fut un des premiers à attirer l'attention de la recherche française sur les palais des Xe-XIIe siècles, conservait cependant sur les origines de l'Ombrière une vision traditionnelle¹⁶.

Le palais ducal de Bordeaux à la fin du XIe et au XIIe siècle pose des problèmes de localisation. La première mention, la plus précise, est extraite du fonds de d'abbaye de Saint-Sever, dans le diocèse d'Aire. Le 3 mai 1070, le duc d'Aquitaine Gui Geoffroy (ou Guillaume VIII), qui venait de triompher de « rebelles » Gascons, donna, depuis La Castelle, en faveur du monastère de Saint-Sever, la totalité du « palais de Bordeaux » appelé *La Salle*, situé en avant des portes de Saint-Projet (*prae foribus S. Projecti*), libre de tout droit et de cens, avec un puit, un portique (*atrium*), des chambres (*cubiculis*) et des dépendances (*appendiciis*)¹⁷. En 1072 ou 1077, le même duc donna au prieuré Saint-Martin du Mont-Judaïque, dépendant de l'abbaye de Maillezaïs, la *capella palatii*¹⁸. Il faut ensuite attendre 1137



Fig. 2. - Vestiges de la première assise de fondation de l'enceinte sud de la cité, découverts à l'occasion du chantier du tramway (place Pey Berland, au sud de la cathédrale Saint-André, vue prise vers l'ouest). Cliché W. Migeon, Inrap, 12-02-03

On peut retenir de cet aperçu liminaire que nulle part le terme de *castrum* n'apparaît pour désigner la cité. Si, pour la fin de l'Antiquité il n'y a pas lieu de remettre en cause une appellation que les historiens de l'Antiquité légitiment, en revanche, pour notre période, l'usage du terme *castrum* est impropre¹². Jusqu'au milieu du XIIIe siècle, le noyau antique ceint par l'enceinte du Bas Empire était la « cité ». Il doit l'être pour nous aussi¹³. Le *castrum*, quand il apparaît dans les textes au début du XIIIe siècle, correspond à une structure particulière bien distincte de la cité¹⁴.

12. Higounet, 1963, p. 156, p. 157, p. 270.

13. Au delà du XIIIe siècle la perception de la « cité » est moins nette. Ainsi relève-t-on en 1451, un bien confrontant au mur de la ciutat dans la paroisse Sainte-Croix, A.D.Gir. H 734, f 165.

14. Par exemple, *Livre des Bouillons*, p. 373, *Livre des coutumes*, p. 341, *de fossato castris domini regis dicimus quod debet extendi in longum a muro civitatis*. Voir *infra*.

15. Higounet, 1963, p. 158-159.

16. Gardelles, 1972, p. 105 ; Gardelles, 1976 ; Renoux, 2003, p. 351-356 et note 3. La notice consacrée au palais de l'Ombrière dans l'*Evocation du vieux Bordeaux* n'est pas fiable : l'Ombrière n'a pas une origine antique et le « palais d'Aliénor, ses allées d'ormes, ses jardins » n'apparaissent pas explicitement dans l'œuvre de Bertrand de Born (Desgraves, 1960, p. 142).

17. Du Buisson, 1876 (éd.), *tradens insuper, ut dux et comes totius Aquitaniae et Gasconiae, pro animae meae remedio (...) palatium Burdegale ab omni censu liberum et immune, quod prae foribus S. Projecti martyris habetur, quodque vulgares Salam vocant, Domino Deo et apostolorum principi Petro, necnon et egregio martyri Severo, integre et sincere absque ullius census retractione, cum puteo et atrio, cubiculis et appendiciis jure huic palatio competentibus, donoque perenniter delego*.

18. *Archives Historiques de la Gironde*, t. XLI, p. 321.

pour trouver la dernière mention de ce palais ducal : la liberté des élections épiscopales et abbatiales de la province de Bordeaux, accordée par Louis le Gros au moment de la succession du duc d'Aquitaine Guillaume X, fut confirmée par le futur Louis VII *in palatio nostro apud Burdegale* ¹⁹.

Si la donation de 1070 nous permet de localiser le palais ducal, il n'en va pas de même des deux suivantes. La première ouvre deux possibilités (fig. 1). Si l'on considère que les *fores S. Projecti* correspondaient aux deux portes de la cité, à la limite méridionale de la paroisse urbaine Saint-Projet (porte Basse et porte de la Cadène), la *Salle* devrait être un palais suburbain localisé dans la partie occidentale du futur faubourg Saint-Eloi. Mais nous n'avons pas trouvé, dans la documentation foncière postérieure, de quoi étayer cette première hypothèse ²⁰. Dans les limites de la paroisse Saint-Projet, au nord de cette église, l'actuelle impasse Saint-Projet était autrefois appelée *rueta de La Sala* ou *rueta de Noaillan* ²¹. Un acte de 1369 évoque une *sala* mais il s'agit de la *sala de Noalhan*, confrontant une maison située rue Sainte-Catherine ²². Là encore, la riche documentation des XIV^e et XV^e siècles concernant la paroisse Saint-Projet n'a pas fait état de biens relevant de Saint-Sever dans les confronts. Mais ce secteur offre d'autres recoupements.

D'après l'enquête de 1262, il y avait dans le voisinage de l'église Saint-Projet des places et des habitations réputées padouents, c'est-à-dire publiques ; nulle autre paroisse *intra muros* n'en présente autant ²³. Un acte de 1233 et l'enquête de 1262 placent l'atelier monétaire (*domus moneta*) dans le voisinage de l'église Saint-Projet, sur la « Grande rue de Porte Médoque » (rue Sainte-Catherine) ²⁴. Malgré une tentative de déplacement à Langon ou La Réole en 1228, l'atelier de la cité de Bordeaux (*moneta que cuditur in civitate Burdegale*) frappait encore des deniers en 1253, 1254 et, nous l'avons vu, en 1262 ²⁵. L'ancienne *rua de la Moneda* (actuelle impasse Sainte-Catherine), au tracé parallèle à la Devèze, conserve de souvenir de cet atelier monétaire.

Le 22 juillet 1228, au moment où le roi-duc Henri III manifestait le désir d'installer l'atelier monétaire à Langon ou à La Réole, Arnaud de La Lande, citoyen de Bordeaux et prévôt de la monnaie, recevait la *domus monete* située, d'après ce mandement, à proximité de l'*aula* royale ²⁶. Ainsi, avec des padouents, l'atelier monétaire et une *aula* royale à proximité, le nord de la paroisse Saint-Projet avait conservé une forte empreinte publique. La *Salle prae foribus S. Projecti* devait être localisée dans ce secteur. Elle occupait ainsi, dans les limites de la *civitas*, une remarquable position centrale.

Avant 1070, les différentes parties de ce palais en faisaient un complexe comparable aux principaux ensembles palatiaux de cette époque. Son nom évoque la Grande Salle où le duc tenait cour et rendait justice. Les chambres du palais, tout aussi

fréquemment relevées dans les autres palais princiers ou royaux, assuraient la fonction résidentielle pour un pouvoir en perpétuel déplacement. La *capella palatii* cédée à Saint-Martin du Mont-Judaïque était certainement liée à ce premier palais puisqu'elle ne figure pas dans les éléments donnés à Saint-Sever en 1070 ; elle devait en être distincte ²⁷. L'*atrium* évoque une galerie, une structure aussi régulièrement mentionnée, pouvant être ornée de colonnes et se présentant comme un élément de liaison. Des parties non-nobles et domestiques, seul le puit est mentionné, en général en association avec les cuisines.

19. Cart. La Sauve, n° 1279.

20. Rouchaud, 1989, Tinel, 1996.

21. Drouyn, 1874.

22. A.D.Gir. G. 340, f. 40 (1369), Rayou, 1994, Matrice cadastrale, rue Sainte-Catherine, p. 1. La famille de Noaillan avait plusieurs maisons à Saint-Projet, Rayou, 1994, p. 17 et Matrice cadastrale, rue Gueyraud, rue du Peyron.

23. Livre des Bouillons, p. 368-370, Livre des Coutumes, p. 336-338. *item dicimus quod omne plate Sancti Prejecti prout extenduntur ab ecclesia sancti Prejecti, usque ad domum in qua moneta fieri consuevit et via publica est utroque latere sunt paduentum* Les autres églises et places intra-muros de l'enquête sont la cathédrale Saint-André (*platea Sancti Andree*) et Saint-Pierre (*ecclesia Sancti Petri*).

24. Cart. St-André, f 51 (1233) *domum in parrochia Sancti Perjecti, juxta domum monete in magna rua de Porta Medulca* ; Livre des Bouillons, p. 368, Livre des coutumes, p. 338 (1262). Livre des Bouillons, p. 368, Livre des coutumes p. 335 : *e vi quans los maysons de Sent Progeit, qui esta costa la plassa, fade hom la moneda (...)* et bit que a la mayson de la moneda de Sent-Proget fade hom la moneda (...) et que la mayson Sent Proget es aux obreys de la moneda es ; Livre des Bouillons, p. 370, Livre des coutumes, p. 338, *dicimus quod domus predicta, que est juxta platea Sancti Progetti, in qua moneta fieri consuevit, est dedita ad monetam perpetuo faciendam*.

25. Rôles Gascons, n° 2109, 2139, 2651, 4215, 4217. Egalement Rot. Chart, p. 4 b (17 juillet 1199), *confirmavimus civibus civitatis Burdegalensis qui in civitate Burdegalensis solebant habere monetam quod in eandem civitate habeant*. J.-P. Trabut-Cussac ne localise pas précisément cet atelier monétaire (Trabut-Cussac, 1972, p. 319-325, note 324).

26. Close rolls, 1227-1231, p. 112, Pat. Rolls., 1225-1232, p. 199 : *ut monetam nostram Burdegale fieri faceremus apud Langun vel apud Regulam*. Close rolls, 1227-1231, p. 67 : *Dominus rex commisit Ernaldo de Landa civi Burdegale et preposito monete Burdegale, qui bene et fideliter servivit domino J. regi et domino regi, domum domini regis de monetaria junctam aule domini regis in Burdegala* ; Pat. rolls 1225-1232, p. 196. Sur cette *aula*, voir *infra*.

27. La chapelle Sainte-Catherine est la seule chapelle connue dans ce secteur.

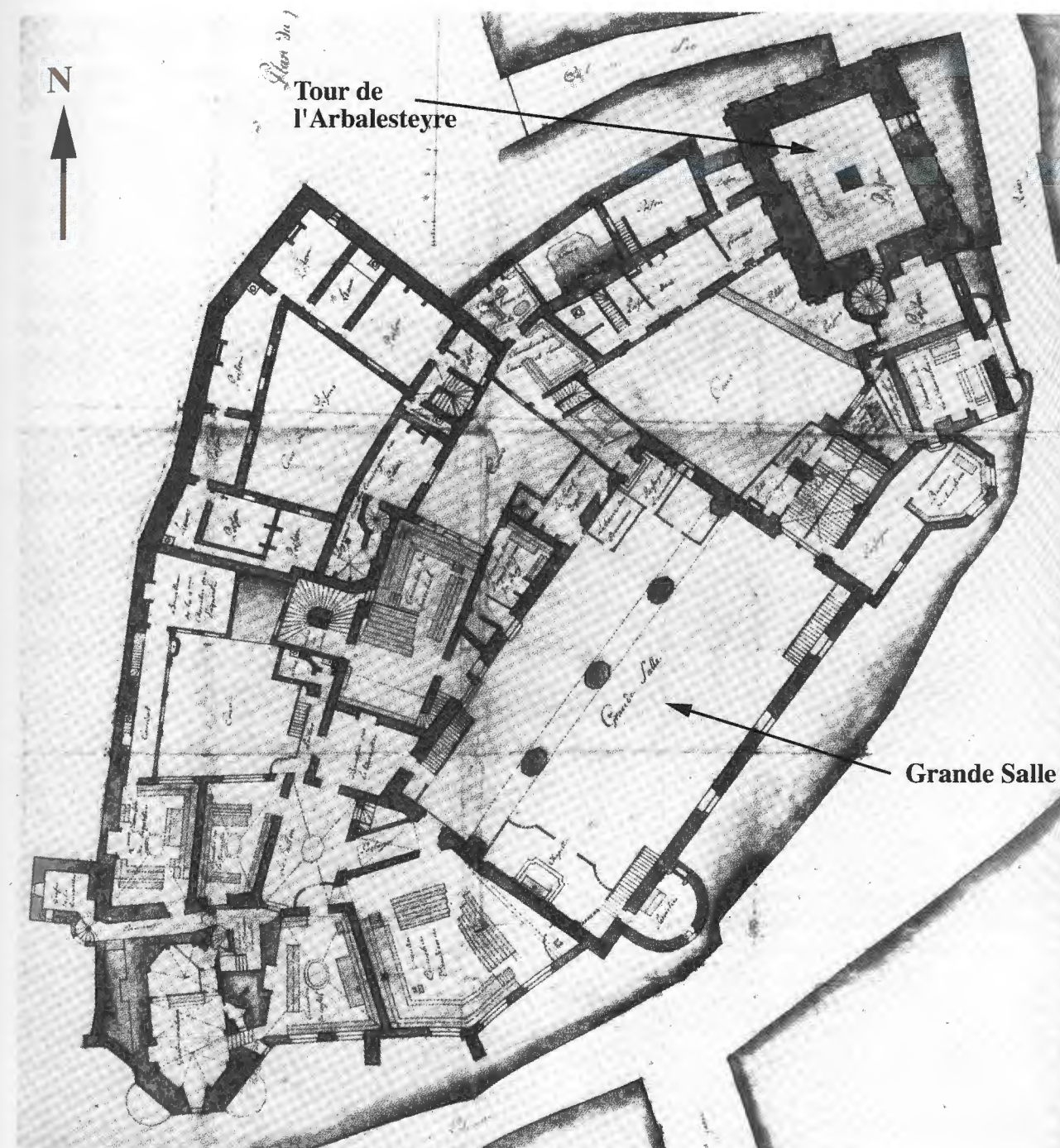


Fig. 3. - Plan du premier étage du palais de l'Ombrière. XVIII^e siècle. Lavis (98 x 105,5 cm). L'échelle verticale graduée, en haut de la figure, indique le nombre de toises (de 1 à 5). Archives Municipales de Bordeaux, X-U 8.

L'existence d'une *aula regis*, en 1228, dans un secteur où le duc avait autrefois abandonné un palais traduit le maintien de l'intérêt public pour ce site ; mais cela pose aussi le problème de la continuité de son occupation²⁸. Or, en 1075, Gui Geoffroy passa une donation *in camera sua Burdegale*²⁹ ; en 1087, le duc recevait *in urbem Burdegalam*³⁰. Les fonctions résidentielles maintenues, et peut-être aussi les fonctions curiales, s'appuyaient donc sur un ensemble de bâtiments qui ne pouvait être le palais donné à Saint-Sever. Or ce nouvel ensemble ne semble pas avoir été situé à l'emplacement de l'*aula* de 1228, c'est-à-dire à proximité de l'ancienne *Sala*. Il doit au contraire être mis en relation avec la tour ducale.

La tour ducale

Quatre textes antérieurs au milieu du XIIe siècle évoquent la tour ducale. Elle est mentionnée pour la première fois, à notre connaissance, en 1080, dans une donation de Gui Geoffroy : le duc approuva la donation de l'église de Saint-Ferme en Bazadais, *in turri sua apud Burdegala*³¹. Le 25 mars 1096 (n. st.), son fils Guillaume IX prit sous sa protection le monastère de Sainte-Croix, *in turri Castellari*³². En 1119, Guillaume IX concédait à l'abbaye Montierneuf de Poitiers un four à Bordeaux, situé *sub turre*³³. Enfin en 1149, au moment de la croisade de Louis VII, un échange de lettres entre le régent Suger et l'archevêque de Bordeaux nous présente le gardien de la tour de Bordeaux (*custos turris Burdegalensis*), un certain Martin, qui se plaignait du manque de ressources pour entretenir la garnison et ses défenses (*turris munitio*)³⁴. Une de ces lettres rapporte que ledit Martin n'avait pas pu mener à bien la construction d'une *domus*.

Cette tour maîtresse est l'Arbalesteyre (le nom apparaît pour la première fois en 1262)³⁵, que J. Gardelles place, par ses caractères, dans le groupe des plus vieux donjons aquitains (fin XIe siècle)³⁶. D'après les plans du XVIIIe siècle (fig. 3)³⁷, cette tour mesurait 17 m sur 14 ; ses murs épais (2,60 m) étaient renforcés de 4 ou 5 contreforts plats selon les façades ; les planchers étaient maintenus par un massif de maçonnerie central. Située à l'angle sud-est de la cité, quelques mètres en avant du rempart antique, elle surveillait le trafic sur le fleuve ; à mi-distance des embouchures du Peugue et de la Devèze, l'Arbalesteyre contrôlait à la fois les berges de la Garonne et le cours du Peugue que remontaient les embarcations se dirigeant vers le marché.

Quel était l'ensemble commandé par la tour et appelé *castellarium* en 1096 (*in turri Castellari*) ? *Castellarium* est un terme peu utilisé par les scribes de la région ; la poignée d'occurrences renvoie à un ensemble fortifié de nature mal déterminé³⁸. Apparemment le scribe de Sainte-Croix éprouvait des réticences à désigner cet ensemble par les mots *castrum* ou *castellum*. Une telle retenue a été observée à propos du site

de Bisqueytan, à Saint-Quentin de Baron (en Entre-deux-Mers bordelais), où les textes n'évoquent rien de plus qu'une *turris*, alors que l'archéologie a révélé une enceinte, pour partie en pierre, et une chapelle³⁹. Nous avons pu interpréter ces réticences par le caractère non entièrement clos de l'enceinte de Bisqueytan qui barrait l'accès de l'éperon rocheux. Il devait en être de même avec la *turris* de Bordeaux : le *castellarium* que cette tour commandait peut ne pas avoir été entièrement fermé par une courtine maçonnée, mais devait s'appuyer sur l'enceinte de la cité et sur un *vallum*.

La tour de Bordeaux dans laquelle Gui Geoffroy s'arrêtait, ainsi que l'ensemble qui en dépendait, correspondent certainement au « palais » où séjourna le futur Louis VII en 1137.

28. Un accord passé le 11 juin 1187 entre Baudouin de Centujan et l'abbé de Sainte-Croix prévoyait la fourniture de cautions à Saint-Projet, où aucune des deux parties n'avait de *domus*. Le texte ne détaille malheureusement pas dans quel espace de Saint-Projet, devant quel bâtiment, il fallait fournir ces cautions. Cart. Ste-Croix, n° 62, *Recognitumque fuit a partibus et placuit ipsi ecclesie et Bauduino et Amanevo quod die madi, unus vel duo de monachis Sancte Crucis apud Sanctum Perjectum debet accedere et fidantiam nomine allaudiorum tantum illi dare et data fidantiam, statim recedere.*

29. Cart. La Sauve, n° 402.

30. Cart. La Sauve, n° 17.

31. Chartes de Saumur, n° VII.

32. Cart. Ste-Croix, n° 3.

33. *Et ad Burdegalam unum furnum de sub turre*. Recueil des documents relatifs à l'abbaye de Montierneuf de Poitiers (1076-1319), éd. VILLARD (F.), Archives Historiques du Poitou, Poitiers, 1973, p. 94.

34. *Rec. hist. Fra.*, t. XV, p. 515. *Turris ipsa sicut ab eodem Martino acceperamus et per nostros quos ad videndum misimus pro certo cognovimus, omnino imparata est et de munitione et de victuali etiam. Quoniam sicut ipse Martinus sepe nobis conquestus est, nec ipse nec ceteri qui cum eo erant clientes, procuracionem prout oportet habere poterant. Unde quoque dicebat quatuordecim libras que illi altero anno promissae fuerant se fideliter expendisse, et ad turris munitionem et ad suam atque eorum qui secum erant supplendam necessitatem. Nunc quoque eo defuncto, qui ibi remanserunt, minus idonei videntur ad custodiendum.*

35. La référence au cartulaire de Sainte-Croix, utilisée par J. Gardelles pour dater l'apparition dans les textes du nom Arbalesteyre, est erronée : Gardelles, 1972, p. 105 (« Guillaume le Jeune confirme le 22 mars 1096 une charte dans la tour de l'Arbalesteyre »).

36. Gardelles, 1972, p. 105.

37. A.M.Bx. X-U / 1, 8, 9, 11 ; Gardelles, 1972, p. 105-106. Planche dans Higounet, 1963, p. 161.

38. Cart. La Sauve, n° 17 (La Sauve), *Rec. feod.*, n° 12 (Lilhan), n° 270 (Ste-Luperque), n° 357 (Ste-Gemme),

39. Boutouille-Piat, à paraître.

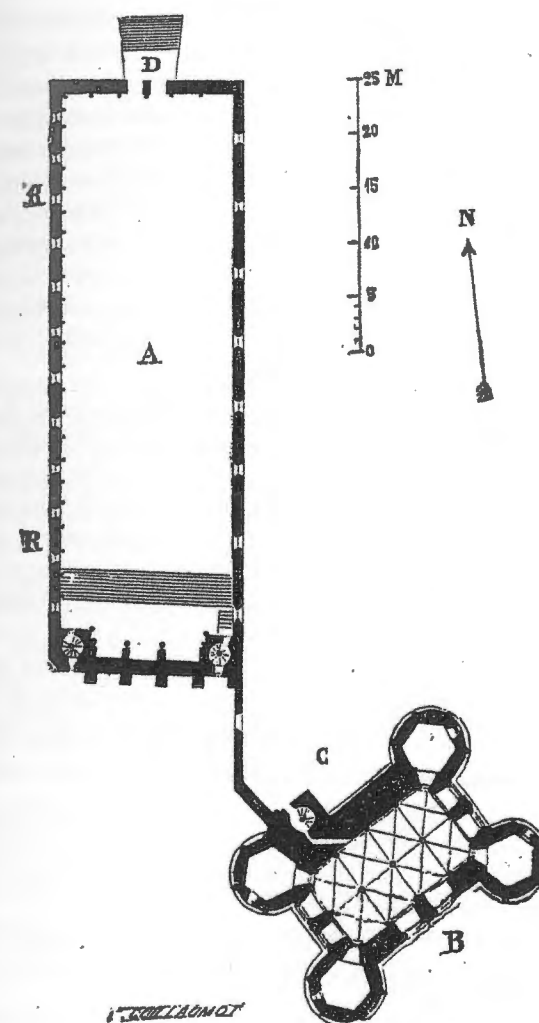


Fig. 4. - *Aula* et Tour Maubergeonne du palais ducal de Poitiers. Plan de Viollet-Le-Duc, *Dictionnaire de l'architecture française du XVIe au XVIIe siècle*, t. VII, article palais. L'accès à la grande salle (A) se fait par un escalier au nord (D).

En Normandie et dans le domaine des premiers capétiens les ensembles palatiaux étaient systématiquement fortifiés aux XIe et XIIe siècles, par l'adjonction notamment d'une tour maîtresse (Laon, Rouen, Bayeux), ce qui les différenciail de la période carolingienne. Ces tours pouvaient assurer les fonctions curiales et résidentielles (« donjon-palais »)⁴⁰. Il a aussi été remarqué que, jusqu'au règne de Louis VII, la localisation d'actes *in palacio* resta fréquente chez les capétiens fidèles à une conception carolingienne du pouvoir royal, au contraire des chefs des principautés chez qui la perception du concept palatial pouvait être nettement moins marquée⁴¹. Or l'émergence du terme *palacium* en 1137 est bien une affaire de

concept : la confirmation du futur Louis VII, sacré depuis 1131, est à quelques nuances près la copie fidèle du privilège royal de Louis VI, octroyé quelques semaines plus tôt, depuis son palais de Paris (*Parisius in palacio nostro*)⁴². En reprenant les termes du privilège de son père, Louis le Jeune a donc relevé la qualité palatiale d'un bâtiment ou d'un ensemble de bâtiments qui assuraient jusque là les fonctions résidentielles, défensives et curiales.

Par la suite aucun texte, à notre connaissance, ne désigne cet ensemble par le terme de palais, à la différence de la résidence de l'archevêque de Bordeaux, qualifiée ainsi en 1235⁴³. L'ensemble ducal en valait-il encore la peine ? Les lettres adressées à Suger par Geoffroy du Loroux en 1147, montrent qu'il manquait d'équipements et qu'il souffrait de délabrement.

Le déplacement de la résidence ducale, peu avant 1070, est donc particulièrement suggestif. Le duc Gui Geoffroy a manifestement préféré abandonner un palais urbain pour un site suburbain. Dans ce choix, les considérations défensives n'ont pas pesé lourd. Alors que la première implantation était à l'abri derrière l'enceinte antique, la seconde n'a apparemment pas été équipée d'un appareil défensif digne de ce nom, au delà de la tour. Le glissement vers les berges de la Garonne du siège de l'autorité ducale répondait davantage au besoin de contrôler et de ponctionner le trafic fluvial : les coutumes levées sur le vin apparaissent d'ailleurs, dans les textes, au même moment⁴⁴. Pour Gui Geoffroy, cette tour servait avant tout un programme politique et fiscal⁴⁵.

40. Gardelles, 1976, p. 123, 133.

41. Renoux, 2003, p. 354.

42. Cart. La Sauve, n° 1278, 1279. L'édition de Ch. et A. Higounet ayant transcrit les deux actes en vis à vis sur la même double page, la comparaison des deux textes est aisée.

43. Archives Historiques de la Gironde, t. XXI, n° I ; B.N lat. 9935, f. 19v, 1356. En 1188 et 1193, l'archevêque siège dans une *camera nova* (cart. La Sauve, n° 115, cart. St-Seurin, n° 197), également cart. St. André f. 91, n° 58a, 1207 ; *Rôles gascons*, n° 3261.

44. Archives Historiques de la Gironde, t. XLIX, n° IX.

45. On pourrait aussi penser, sans filer l'anachronisme, à une volonté de marquer le contrôle de la cité comme Charles VII installant le fort du Hâ et le château Trompette à l'extérieur de la ville pour mieux la surveiller (Fauchère, 2001). De fait, lorsque Gui Geoffroy donne la *Salle* à Saint-Sever, c'est après avoir triomphé des derniers partisans de Bernard Tumapaler, son rival pour le duché de Gascogne et il est fort probable que celui-ci avait des partisans à Bordeaux. Cependant son plus fidèle agent dans cette partie de la Gascogne, l'archevêque de Bordeaux Josselin de Parthenay, tenait la ville : le duc n'a pas eu besoin de déployer les mêmes efforts pour s'y imposer.

Les transformations du début du XIII^e siècle

Les Bordelais du début du XIII^e siècle ont été les témoins de la plus importante transformation de la topographie de leur ville depuis le III^e siècle. En moins de vingt ans, une nouvelle enceinte a doublé la cité sur le flanc sud pendant que le « palais » devenait un véritable *castrum*.

La nouvelle enceinte

La seconde enceinte est bien connue : bien qu'il en reste peu de vestiges, son tracé méridional, ses portes, sa double courtine, ses barbicanes et ses fossés ont été étudiés, voire restitués pour partie (fig. 1 et 5)⁴⁶. Cependant, la documentation écrite, assez largement sous-exploitée, permet d'affiner la chronologie et de restituer l'ampleur de cette construction.



Fig. 5. - Emprise de la deuxième enceinte de Bordeaux (impasse rue Bouquière). L'étroite impasse Bouquière, à l'est de l'église Saint-Eloi, parallèle au cours Victor-Hugo, est encadrée par les deux murs de la deuxième enceinte de la ville, sur lesquels se sont greffées des constructions ultérieures. Cliché P. Régald, S.R.A.

Cette enceinte était destinée à clore le faubourg Saint-Eloi, le secteur le plus actif de la ville, situé au débouché de la porte Begueyre, avec le marché (cité pour la première fois dans les années 1160⁴⁷), les accès aux appontements du Peugue ou de la Garonne⁴⁸. Deux établissements religieux y avaient été installés dans la première moitié du XII^e siècle, l'Hôpital Saint-Jacques d'abord, fondé en 1119, puis l'Hôpital du Pont Saint-Jean mentionné en 1182. Pendant la seconde moitié du XII^e siècle, la croissance de la population au sud de la cité avait amené l'extension de l'église Saint-Michel et la création de la paroisse Saint-Eloi, mentionnée au plus tôt entre 1182 et 1199⁴⁹.

C'est un fait admis, l'extension des fortifications de Bordeaux est liée à l'attaque du roi de Castille, en 1205-1206, et à l'inaction du roi Jean⁵⁰. Les Bordelais prirent en main leur propre défense. Une charte du cartulaire perdu de Saint-Jacques, datée de 1208 alors que le péril était écarté, montre que la nouvelle municipalité avait fait place nette pour dégager les murs de la vieille enceinte et pour défendre la cité (*ob nostre civitatis defensionem*) ; les Bordelais avaient détruit les églises Saint-Jacques, Sainte-Marie Madeleine, l'hôpital, ainsi que les maisons « construites pour les pauvres, les pèlerins ou les moines »⁵¹. La charte de 1208 révèle aussi qu'un fossé avait

46. Renouard et alii, p. 37-38. Pour le tracé oriental de cette enceinte, voir dans ce même volume notre communication commune (en collaboration avec Sandrine Lavaud, Ezéchiél Jean, Wandel Migeon et Pierre Régald-Saint Blancquart).

47. Cart. La Sauve, n° 391 (*mercatum*) ; cart. Ste-Croix, n° 135 (*forum*). En 1228 on distingue le nouveau et l'ancien *forum* (A.D.Gir. G. 270, f. 1).

48. Le terme *suburbium* apparaît dans les actes des années 1160-1170 : Cart. St-André, f. 85, 1174 (*de commorantibus in civitate Burdeg. quam in suburbium*) ; A.H.G., t. XIII, n° CVI p. 360 (*jurisdictionem in urbe vestra et in suburbio*), n° CVII, p. 362 (*ecclesia Sancte Eulalie que est in suburbio*).

49. Cart. St-Seurin, n° 143. Les églises Saint-Eloi et Sainte-Colombe sont mentionnées pour la première fois dans la bulle d'Alexandre III du 13 juillet 1173 (A.D.Gir. G 267 f. 2, A.H.G., t. XIII, p. 358). Le patronyme Saint-Eloi est plus ancien (Cart. La Sauve, n° 18, 1087-1095).

50. Renouard et alii, 1965, p. 24-26 ; Alvira Cabrer, Buresi, p. 219-232 ; Boutoulle, 2001, p. 459-462. Il n'y a pas lieu de faire remonter la construction de la deuxième enceinte à 1171 ou 1173 (Forme, 1999, p. 22-32) ; aucun texte ne confirme une telle assertion.

51. Charte de 1208 extraite d'un cartulaire perdu de Saint-Jacques de Bordeaux (f 229 v), transcrite dans le *Livres des coutumes*, p. 403. *Quod cum rex Castelle nostram civitatem obsideret ecclesias Sancti Jacobi et Sancte-Marie Magdalene et Hospitale et alias domos que constructe erant ad opus pauperum et peregrinorum et clericorum et aliorum fratrum ibidem desservientium, ob nostre civitatis defensionem destruximus et peccatis nostris exigentibus redigimus usque ad solum.*

été aménagé entre deux portes, la « porte Saint-Jacques » (c'est la porte Saint-Eloi) et la « porte Cayfferman »⁵². Les quatre autres portes n'apparaissent pas dans les textes avant 1255 et 1262 à notre connaissance (voir *infra*), mais une partie d'entre elles existait certainement car l'acte de 1208 ne mentionne que les ouvertures les plus proches ; le silence qui pèse sur les autres est peut-être lié à leur éloignement. On peut aussi remarquer que l'enceinte reliant les deux portes n'est pas mentionnée dans le texte, probablement parce qu'il n'y avait encore, à l'arrière du fossé, qu'un talus palissadé.

Le chantier de la nouvelle enceinte fut réactivé une dizaine d'années plus tard, à l'occasion de la descente du prince Louis vers Marmande, en juin 1219. Dans cette étape de la croisade contre les Albigeois, le fils de Philippe Auguste attaqua les possessions du comte de Toulouse par le nord ; son armée toucha les confins du Bordelais, fit une incursion en Fronsadais et traversa l'Entre-deux-Mers Bazadais. Le 24 juin 1219, Henri III remerciait le maire et le commun conseil de Bordeaux des grandes dépenses qu'ils venaient d'engager « pour la clôture et la défense de la ville » (*ad villam vestram claudendam et munendam*)⁵³. Mais le roi était à court d'argent. Le même jour, Henri III fit savoir à G. Brochard, le maître de la milice du Temple en Aquitaine, qu'il avait emprunté 1000 marcs au maire et à la communauté (*universitas*) de La Rochelle et la même somme au maire et à la communauté de Bordeaux « pour la défense de la terre du roi » (*ad defensionem terre nostre*), des prêts pour lesquels la municipalité de Londres était caution : les Bordelais et les Rochelais devaient remettre les 2000 marcs à G. Brochard ainsi qu'à l'abbé de La Sauve, avant la Toussaint⁵⁴.

Ce même 24 juillet, Henri III enjoignait à tous ceux qui « devaient fortifier les tours, faire les clôtures et les chais » de la cité ou de la ville, de s'y employer sans tarder, en précisant que les tours relevaient du roi (*turres nostras*) mais que les chais et la clôture étaient à leur charge (*kayos et clausuras vestras*)⁵⁵. Le lendemain, Henri III ordonna au maire de Bordeaux de veiller à ce que les revenus royaux de Bordeaux (*redditus nostros Burdegale*) fussent affectés à la seule défense de la ville et du pays⁵⁶. Au printemps 1220, la municipalité attendait toujours la confirmation des privilèges accordés jadis par le roi Jean, en « dédommagement des dégâts et des grandes dépenses engagées pour la clôture et la fortification la ville »⁵⁷. Mais l'enceinte était suffisamment avancée pour qu'une donation en faveur de La Sauve-Majeure, en 1221, évoque les murs de l'*urbs* (par opposition, peut-on penser, à ceux de la cité) dans les environs de la voie conduisant à Saint-Laurent d'Escures (assimilable à l'actuelle rue du Hâ)⁵⁸.

Afin de compléter ce dispositif défensif, la municipalité fit le vide autour de la ville en faisant détruire le *castrum* de Bègles, construit peu de temps auparavant et susceptible de

servir de repaire à une armée de siège⁵⁹. Notons que les Bordelais n'étaient pas seuls : au même moment les lettres de la chancellerie anglaise montrent que les bourgeois de La Réole et de Saint-Emilion se protégeaient de la même manière⁶⁰.

En 1224 il fallut conduire une nouvelle campagne de travaux pour faire face à une deuxième descente capétienne, conduite par le comte de La Marche sous les ordres de Louis VIII. Seuls, en effet, les Bordelais étaient décidés à résister alors que le reste du pays avait changé d'obédience. Les travaux de fortification de la ville avaient été accélérés dès le début des opérations. Henri III promit 2000 marcs aux Bordelais « pour la clôture des murs et des fossés » (*ad clausuram*

52. *Livre des coutumes*, n° XL, p. 403, *concessimus Raimundo ejusdem loci priori et fratribus ibidem Deo et pauperibus servientibus ut a Porta Sancti Jacobi usque ad portam de Cayferrenan, in fossato edificient et domos construant quantum voluerint; ea tamen conditione ut non liceat edificia vendere seu alienare vel in feodum dare vel etiam aliis locare.*

53. *Foedera*, p. 155.

54. *Pat. rolls 1216-1225*, p. 198 et 211 et *Foedera*, p. 155, *ad defensionem terre nostre, si necessitas emergerit.*

55. *Pat. rolls, 1216-1225*, p. 198 ; *rex omnibus illis qui turres firmare vel kaios vel clausuras facere debent in civitate salutem. Mandamus vobis firmiter precipientes quod omni dilatione et occasione postpositis sicut tenemini, turres nostras firmetis et kayos et clausuras vestras faciatis ne quod absit, pro defectu vestri, dampnum aut detrimentum incurratis ob hoc merito ad terras et catalla vestra manu graviores apponere debeamus.* Ce mandement, évoqué par la lettre du roi adressée le même jour aux Bordelais, est présenté de manière légèrement différente : *Mandamus autem, ad instantiam nunciorum vestrorum, per litteras nostras quas vobis mittimus, illis qui turres firmare debent in villa Burdegale et kayas facere, sive claustruras, quod eos facere non differant, sicut tenentur ; ne si ad hec minus perfecte manus apposuerint, damnum inde incurramus et jacturam ; et ob merito ad terras et catalla eorum manum apponere debeamus graviores*, *Foedera*, p. 155. Dans cette version, il n'est plus question de la cité mais des tours, des fortifications et de chais de la ville.

56. *Rot. litt. claus.*, p. 397, *nisi ad communem utilitatem et defensionem ville vestre et terre nostre Pictavie et Vasconie.*

57. *Royal Letters*, t. I, p. 125, *homines vestri Burdegalenses tam pauperes quam divites, licet multis et variis gravaminibus per longa tempora sint gravati cum guerris, cum diversis missionibus multis modis factis et in villa vestra claudenda et munienda.*

58. Cart. La Sauve, n° 922, donation d'une vigne *extra muros predicti urbis secus viam que itur apud Sancti Laurentii de Obscuris.*

59. *Royal letters*, p. 199 ; *Pat. rolls, 1216-1225*, p. 355. Cassagne, 1991, p. 1.

60. *Royal letters*, p. 43, 49-54 ; Guinodie, 1845, p. 479.

murorum et fossatorum civitatis Burdegale)⁶¹; le 26 juin 1224, il leur en envoyait 500⁶². Le 2 août, en dédommagement des « grandes dépenses » engagées pour la clôture et fortification de la ville (*in auxilium ville predictae claudende et firmande et defendende*), le roi accordait aux Bordelais, pour une durée de 4 ans, les revenus des assises de la ville et de la coutume des vins, à partir de la fête de saint Michel⁶³. Le 10 juillet, depuis Bedford, le roi reconnaissait aux Bordelais le droit d'avoir une commune et un maire⁶⁴. Le 7 et le 12 novembre, il faisait verser aux prud'hommes de Bordeaux le reste des 2000 marcs promis *ad villam suam firmandam*⁶⁵.

Il faut attendre les années 1250 pour que les textes présentent quelques uns des aménagements accompagnant cette enceinte. L'ampleur du chantier apparaît au grand jour. Un mandement du prince Edouard, daté du 23 octobre 1255, en faveur de l'Hôpital Saint-Jacques, autorise les religieux à combler et raser « les petits fossés et les barbacanes, au delà des murs de notre ville de Bordeaux, entre la Porte de Cayffernan et la Porte de la Rue Bouquière » pour y construire des habitations (*parva fossata et barbacanas que sunt extra muros ville nostre Burdegale*)⁶⁶. Le 12 août 1255, une donation d'Edouard en faveur de Guillaume Raimond Colom, maire de Bordeaux en 1220, 1245, 1250, 1254 puis encore trois ans plus tard, est plus précise. Guillaume Raimond qui venait de faire construire des *domus* « au delà des vieux murs du faubourg de Bordeaux », entre la porte Sous-le-Mur et la porte des Eyres, sollicitait le droit de les agrandir « au delà du mur neuf ». On lui permit, en raison des services qu'il avait effectués gratuitement, de construire et d'agrandir des *domus* « au delà des murs vieux ou neufs du faubourg », mais seulement de la « porte Neuve qu'il avait lui-même ouverte, près de l'estey, jusqu'à sa cuisine », et à condition de ne pas les fortifier⁶⁷. En outre Guillaume Raimond recevait pour lui et ses héritiers une place entre les deux murs, près des ses *domus* où il avait fait aménager une place et un parc, située entre la porte des Eyres et le « nouveau portail sans pont » (*portale novus sine ponte*) du côté de la porte de Cayffernan, à la condition de ne rien construire sur cette place⁶⁸.

La reconnaissance passée en mars 1274 par la *domina* Aupays (ou Alpadis) mère et tutrice de Guillaume Raimond II Colom, alors mineur, précise l'étendue de la donation de 1255. Elle reconnaissait tenir au nom de son fils et en fief du roi-duc tous ses biens situés « entre la Porte Sous-le-Mur et le portail neuf de Cayffernan »⁶⁹. Ainsi, la porte Neuve citée en 1255 était située selon toute vraisemblance entre la porte Sous-le-Mur et la porte Cayffernan (fig. 1) ; la proximité de l'estey place cette porte inédite dans le voisinage du Peugue. Il s'agissait certainement d'une poterne, mais on notera que le lexique ne différencie pas cette *porta*, ouverte par une initiative privée, et les autres. Cependant, à propos de la porte de Cayffernan,

les textes de 1255 et 1274 présentent respectivement une *porta de Cayferna*, un *portale novus sine ponte versus portam de Cayferna* et un *portale novus de Cayferna*. Ce « portail neuf » est certainement un élément de la barbacane placé en avant de la porte.

La distinction, en 1255, entre les « murs récents » et les « murs anciens » du *suburbium*, constitue l'allusion la plus explicite à la double enceinte. Elle révèle également que les deux murs n'avaient pas été lancés en même temps. D'après ce texte,

61. *Pat. rolls*, 1216-1225, p. 447 et 497.

62. *Pat. rolls*, 1216-1225, p. 447.

63. *Pat. rolls*, 1216-1225, p. 458 : *omnes redditus assisos ejusdem ville ad nos pertinentes et totam consuetudinem de avalagio vinorum suorum et aliorum, que recipere solent ibidem ballivi nostri ad opus nostrum.*

64. *Pat. rolls*, 1216-1225, p. 449.

65. *Pat. rolls*, 1216-1225, p. 497 et *Rot. lit. claus.*, vol. II, 1224-1227, p. 5.

66. *Rôles Gascons*, n° 4639, *dedimus et damus licenciam et plenam ac liberam potestatem priori et fratribus Hospitalis Sancti Jacobi Burdegale (...) apprehendendi, implendi, seu aedequandi parva fossata et barbacanas que sunt extra muros ville nostre Burdegale in dictis parvis fossatis, a porta de Cayferna usque ad portam rue Bocherie et faciendi ibidem domos et redditus seu utendi quoquo alio honesto modo voluerit, prout utilitati ipsius hospitalis et sustentacioni pauperum dicti prior et frater. viderint expedire (...).*

67. *Rôles Gascons*, n° 4526, *Cum dilectus et fidelis noster Willelmus Reymundi Colum supra muros veteres suburbii Burdegale, prout extenduntur a porta de Subtus Muro usque ad portam de Areis, domos edificasset et construxisset, et ad amplificationem ipsarum domorum supra muros novos ipsius loci domos proponere[?] construere, nobis humiliter supplicavit ut eidem concederemus ut supra dictos muros novos domos posset construere et construere supra muros veteres in eodem statu possint perpetuo permanere (...) Concessimus et dedimus ut supra muros tam novos quam veteres suburbii, prout extenduntur a porta Nova quam idem Willelmus Reymundi aperuit prope Lesteyr usque ad coquinam suam, domos edificare valeat et construere ad voluntatem suam, et domus ab ipsis edificate seu constructe supra muros veteres ipsis loci perpetuo remaneant supra dictos muros, prout site sunt.*

68. *Presertim damus et concedimus eidem Willelmo Reymundi et heredibus suis plateam que est inter duos muros juxta domos suas in qua platea edificavit et plantavit viridarium, prout extenditur a dicta porta de Araïs usque ad portale novum quod est sine ponte versus portam de Cayffernan, ut ipse et heredes sui dictam plateam habeant et teneant et possideant tanquam suam, perpetuo, pacifice et quiete, et de ipsa possint facere suam plenariam voluntatem, hoc excepto quod in dicta platea non edificabunt.*

69. *Rec. feod.*, n° 645, *ad portale novum de Cayferna.*

70. Mensignac, 1914.

l'enceinte était doublée entre la porte Sous-le-Mur et la porte de Cayffernan (fig. 1). Pourtant, sur le même tronçon (plus précisément entre la porte des Eyres et la porte de Cayffernan), les observations de C. de Mensignac en 1914, à l'emplacement de l'actuel Musée d'Aquitaine, n'ont révélé sur 150 m. qu'un seul mur, large de 1,75 m et rythmé de 3 tours (de 5,5 m de diamètre), ainsi qu'un seul fossé aux impressionnantes dimensions (20 m de large en surface, 15 m. en bas, 7 m de profondeur sur leversant sud, 7,5 au nord), permettant de conclure qu'il ne devait exister qu'une seule enceinte entre les deux portes⁷⁰. Cette discordance entre les textes et l'archéologie est peut-être liée à l'étendue de la fouille de Mensignac, dans un secteur pourtant explicitement situé en 1255 « entre les deux murs » (*plateam que est inter duos muros juxta domos suas*).

Moins précise, l'enquête de 1262 relative aux padouents de la ville, confirme pourtant des points de la donation du prince Edouard. Elle cite la porte de La Rousselle (première mention) et la porte Sous-le-Mur comme points extrêmes de l'étendue de l'enceinte⁷¹. On y trouve également les « murs neufs et les murs vieux » des bourgs et de la cité⁷². La même enquête signale l'existence de deux lignes de douves, considérées comme padouents (*fossat et arrefossat*)⁷³. Enfin, elle évoque des barbacanes (*barbacanae*) dont celle de La Rousselle et d'autres protégeant « la cité », toutes réputées padouents⁷⁴.

La donation du 12 août 1255 illustre de manière éclatante à quel point l'espace compris entre les deux courtines avait été rapidement occupé. Notons qu'il n'y eut pas d'appropriation, puisque Edouard ne remit pas en cause les possessions de Guillaume Raimond, mais on sent comment l'ancien maire de la ville a pu étendre, par grignotage, l'emprise de ses *domus* au delà de ce qui lui avait été concédé et dans un secteur où les possessions de la famille étaient anciennes⁷⁵. Il apparaît également que l'espace compris entre les deux murs n'avait pas été entièrement bâti. Sur un premier secteur occidental, compris entre la porte Sous-le-Mur et la porte des Eyres, mais s'étendant en fait entre la « porte Neuve et la cuisine de Guillaume Raimond Colom (malheureusement non localisée), les constructions occupaient déjà le terrain et allaient s'étendre. En revanche un tronçon approprié mais non encore loti s'étendait de la porte des Eyres à la porte Cayffernan ; il devait rester (provisoirement) non constructible.

Dans cette donation, le secteur compris entre la porte Bouqueyre et la porte Cayffernan est un tronçon sur lequel n'ont pas porté les sollicitations de Guillaume Raimond Colom. Or, le mandement du 23 octobre 1255, qui concerne les biens de l'Hôpital Saint-Jacques en avant de ces deux portes, enjoignait au maire et aux jurats de Bordeaux de ne pas s'y opposer⁷⁶. Il semble donc que le corps de ville, à l'instar de l'ancien maire,

occupait dès cette époque, l'espace entre les deux murs et où fut édifié l'*ostau de bila*. L'intérêt et des droits de la municipalité sur ce secteur de la rue Saint-James était ancien puisqu'il apparaît dès 1208.

Les textes montrent donc que le chantier de la deuxième enceinte s'est poursuivi pendant un demi-siècle. Durant les vingt premières années, de 1205-1206 à 1225, il avança de manière fébrile sous la menace récurrente, des Castillans d'abord puis des Capétiens : une fois le danger passé, s'étiolait l'ardeur des Bordelais qui, selon un partage des tâches classique, étaient responsables de la clôture, apparemment non maçonnée dans un premier temps⁷⁷. Pendant les 25 années suivantes, les textes ne nous permettent pas de suivre l'avancée du chantier, mais il semble que c'est à cette époque qu'ont été choisis les aménagements qui ont fait la singularité de cette enceinte, doublement de la courtine et implantation de barbacanes, qui apparaissent au grand jour en 1255. On avait aussi renforcé, au nord, l'enceinte de la cité (mention de la Tour Neuve de Tropeyte⁷⁸). A cette date, l'autorisation de remplir les fossés de la deuxième enceinte pour construire des *domus* accordée aux frères de Saint-Jacques, comme les constructions

71. *Livre des Bouillons*, p. 370 ; *Livre des Coutumes*, p. 338 : *Item dicimus quod a porta de Rocella usque ad portam de Subtus Muros, debet esse via communis iter domos et murum portarum.*

72. *Livre des Bouillons*, p. 370 ; *Livre des Coutumes*, p. 338 : *Item dicimus quod omnes domus et platee que sunt inter muros novos et veteres civitatis et burgorum sunt paduentum.*

73. *Livre des Bouillons*, p. 368 ; *Livre des Coutumes*, p. 334 : *eu mur neu qui son entour de la bila defora ou fossat de la bila et l'arrefossat son paduentz.*

74. *Livre des Bouillons*, p. 368 ; *Livre des Coutumes*, p. 334 et *disso que totas las barbacanas d'esta bila son paduentz. Livre des Bouillons*, p. 372 ; *Livre des Coutumes*, p. 341 : *item dicimus quod barbacana de Rocella, infra et extra, et omnes alie barbacane civitatis Burdegale sunt paduentum et domus non debent ibi esse, nec aliquid ad impedimentum.* Les autres barbacanes étaient en avant des portes Saint-Eloi et Cayffernan (Drouyn, p. 54-57).

75. *Cart. La Sauve*, n° 1115 (1188).

76. *Rôles Gascons*, n° 4639, *mandantes senescallo, majoribus et juratis nostris Burdegale qui pro tempore fuerint, quatinus hospitali, priori et fratribus supradictis non inferant nec inferri permittant super premissis vel aliquo premissorum ab aliquibus injuriam, impedimentum, molestiam vel gravamen.*

77. Autre exemple de partage de responsabilités entre le seigneur et la municipalité à Saint-Sever : Marquette, 1986, p. 56.

78. *Livre des coutumes*, p. 337, *Livre des Bouillons*, p. 370.

entre les deux murs, montrent que l'on estimait le danger passé. L'appropriation des espaces laissés sans construction pouvait devenir un nouvel enjeu pour les puissants de la ville.

L'Ombrière et le castrum royal

Dans le même temps, le complexe ducal de l'angle sud-ouest subissait d'importantes transformations. Les textes, on le sait, n'évoquent plus de *palacium* ; mais à partir des années 1210, ils mettent en avant un ensemble appelé l'Ombrière et le *castrum*.

Les premiers textes présentant le nom de l'Ombrière renvoient à une réalité qui s'imposait dans le paysage et que l'on reconnaissait comme telle. Par un mandement du 24 août 1213, le roi Jean concédait à Rostand Colom une place à bâtir entre l'estey (le Peugue certainement) et « l'Ombrière », où résidait un *castellanus*⁷⁹. Par un autre mandement du 4 décembre 1222, le roi avertissait la municipalité qu'il gardait « l'Ombrière dans sa main »⁸⁰. Des mandements postérieurs (1234) associent l'Ombrière à une *domus* avec ses dépendances (*domo cum pertinentiis in Burdegala que vocatur la Umrere*)⁸¹. Ainsi que le révèle l'enquête de 1262, le nom de l'Ombrière était aussi donné au port et à la place qui s'étendait au devant de la « tour de l'Ombrière », près de laquelle il y avait plusieurs *domus* (la *domus* du notaire de la commune, la *domus* de la prévôté de l'Ombrière⁸²). Quoi qu'assimilée à une tour singulière avec son *castellanus*, voire à une *domus*, l'Ombrière ne peut pas être confondue avec la seule vieille tour, l'Arbalesteyre, dont le nom apparaît en 1262⁸³. Il s'agissait donc d'un complexe intégrant, sur une vaste surface, des fortifications, des résidences, des espaces non bâtis, formant ensemble une structure reconnue.

Un mandement du 2 juillet 1220, par lequel le roi informait le sénéchal que la remise en état du *castrum* royal de Bordeaux avait été confiée à Rostand Soler (*castrum nostrum de Burdegala quod est in manu sua preceptum nostrum*), constitue à notre connaissance la première mention écrite du *castrum* de Bordeaux⁸⁴. En 1221, Henri III mandait aux prud'hommes de Bordeaux de répondre devant le nouveau sénéchal Philippe de Ulecot pour la « tour et le *castrum* de Bordeaux »⁸⁵. La dissociation entre cette tour singulière, qui ne peut être que l'Arbalesteyre, et le *castrum* ne signifie pas forcément qu'ils étaient largement distants. Certes, en 1237, des paysans de l'Entre-deux-Mers reconnaissaient devoir verser leurs redevances à la seule « tour de Bordeaux »⁸⁶ ; mais nous préférons voir dans cette dernière limitation la preuve que ces charges avaient été fixées à une époque où la tour polarisait la puissance ducal plutôt que la marque d'une importante séparation topographique entre la tour et le *castrum*. D'ailleurs, l'enquête de 1262, qui suit le cours des fossés du *castrum* royal, précise que ceux-ci touchaient la tour de l'Arbalesteyre⁸⁷. Le *castrum* royal du

XIIIe siècle est donc la structure allongée qui se déployait au sud-ouest de la vieille tour et qui apparaît encore sur les plans du XVIIIe siècle. C'est bien l'Ombrière.

En 1236-1237, à l'occasion de la grande enquête diligentée par le roi Henri III pour réprimer les abus de ses baillis, furent recueillies les dépositions d'une centaine de plaignants dans la « plus grande Chambre du château de Bordeaux » (*in castro Burdegalsensis, in maiora camera*)⁸⁸. Il y avait donc plusieurs *camerae* et la plus importante de celle-ci assurait une fonction

79. Rot. chart., p. 194 b. *Johannes Dei gratie sciatis nos concessisse et hac carta confirmasse Rustanno Colum pro homagio et servicio suo illam placiam in Burdegalam que extendit se ab aqua que dicitur Esteir ad Umbrariam usque ad domum Stephani Le Turreis ad edificium tenendum de nobis et de heredeis nostris sibi et heredeis suis reddendo inde nobis et heredum nostrum unum par calcareum deaurum singulis annis (...) per manum castalani nostri qui ibi fuerit.*

80. Pat. rolls 1216-1225, p. 354, *salva claustrum ville vestre et salva nobis Umbraria nostra quam volumus in manu nostra retinere*. Un mandement du 31 mai 1229 est aussi peu précis : Pat. rolls, 1225-1232, p. 251, *kaium et placiam ante la Umrere et domum sitam supra murum civitatis Burdegale*.

81. Close rolls, 1231-1234, p. 495.

82. Livre des Bouillons, p. 370 ; Livre des Coutumes, p. 338, *Item dicimus quod portus et platea de l'Ombreyra et domus cum platea de Umbreyra in quibus scriptor communie morari consuevit, prout extenduntur a domo Guillelmi Artus usque ad esterium et a domo que fuit Petri de Ebrardi et a domo prepositure de Umbreria usque ad ymum maris sunt paduentum. Item dicimus quod omne ripe aque dicti esterii, videlicet ripa que est ab hospitale Sancti Johannis usque ad turrem de Umbreria et ripa alterius partis, prout extenduntur ponte Sancte Johannis usque ad caium Guillelmi Lepetit, sunt paduentum. Et est sciendum quod domus que sunt super esterium ex parte Umbreria non debent habere gitatam versus esterium extra muros domorum.*

83. Livre des Bouillons, p. 373 ; Livre des Coutumes, p. 341. *De fossato castris domini regis dicimus quod debet extendi in longum a muro civitatis qui conjungitur cum Magna Turre domini regis, usque ad murum civitatis qui conjungitur cum turre vocata Arbalesteria* [Archalestria dans le Livre des coutumes].

84. Pat. rolls, 1216-1225, p. 245 *Sciatis quod precipimus dilecto et fidei nostro Rustengo de Solariis quod castrum nostrum de Burdegala quod est in manu sua per preceptum nostrum reparari faciat (...), in castro reparando.*

85. Pat. rolls, 1216-1225, p. 275-276, *probis hominibus Burdegale, de turri et castro Burdegale eidem liberandis.*

86. Petit cart. La Sauve, p. 128-129 (Saint-Hilaire, Saint-Loubès, Langoiran).

87. Voir note 82.

88. Petit cart. La Sauve, p. 126.

non résidentielle, plus spécifiquement judiciaire. Les plans du château de l'Ombrière dressés au XVIIIe siècle permettent d'individualiser, au sein d'un ensemble d'une grande densité, plusieurs chambres, dont une « Grande Chambre d'audience » à l'arrière de la « Grande Salle » (fig. 3). Cependant, faute de pouvoir connaître l'ancienneté des structures représentées sur ces plans, il est difficile de faire le lien avec les textes.

En 1242, Henri III donna à un certain Jean de Saint-Emilion, un charpentier qui avait été amputé d'un pied au service du roi, la garde de la porte du *castrum* de Bordeaux (première mention) et le chantier dudit *castrum* (*operationem nostrarum ejusdem castris*). L'ouvrage n'était donc pas terminé au moment où Henri III descendait à Bordeaux, après la reculade de Taillebourg et la défaite de Saintes⁸⁹.

D'après les plans du XVIIIe siècle, la plus grande partie de l'espace castral était occupée par la « Grande Salle »⁹⁰. Cette pièce, divisée en deux nefs, mesurait 37 x 22 m. Contre le mur sud, on relève sur les plans une chapelle. Le vaisseau occidental, le plus étroit, avait été aménagé sur une cave : selon J. Gardelles, il fut probablement lié à une campagne de travaux qui s'acheva en 1303⁹¹. Le vaisseau occidental, le plus ancien, mesurait 37 x 14 m. On y accédait par un large escalier monumental. L'association entre cette Grande Salle et l'Arbalesteyre rappelle les relations entre l'aula ducal de Poitiers et la tour Maubergeon (fig. 4). On observe en effet la même disposition et sensiblement la même distance de l'une par rapport à l'autre (un petit côté de la Grande Salle)⁹². Cependant, la construction de la Grande Salle du *castrum* de Bordeaux ne semble pas être antérieure au milieu du XIIIe siècle. En 1237, nous l'avons vu, elle n'avait pas servi pas de cadre à l'enquête sur les excès des baillis ducaux en Entre-deux-Mers. En 1228, l'aula regis était située près de l'atelier monétaire. L'initiative de la construction de la Grande Salle du *castrum* revint, semble-t-il, au prince Edouard : le 26 octobre 1255, il ordonna au connétable de Bordeaux de faire construire l'aula Burdegale avec les revenus prélevés sur la grande coutume des vins⁹³. Nous pensons que l'aula regis, relevée en 1228 et localisée près de l'atelier monétaire fut abandonnée ; l'enquête de 1262 qui fournit de précieuses informations sur la paroisse Saint-Projet n'y fait aucune allusion.

En 1254, la garde-robe royale devait être entreposée dans une tour, malheureusement mal localisée⁹⁴. Une reconnaissance passée par Gaillard de la Lande, *domicellus*, datée de 1274, et extraite de la série des *Recognitiones feodorum* fournit des éléments plus précis. Gaillard et sa famille vivaient dans une *domus* située dans le *castrum*⁹⁵, et sise entre deux tours appelées, l'une « la Grande Tour », l'autre « la Tour dans laquelle avait vécu Chître », un fidèle de Richard Cœur de Lion qui avait vécu jusque dans les années 1220⁹⁶. Les tours pré-

sentées dans la partie de l'enquête de 1262 consacrée aux fossés du *castrum* et dans la reconnaissance de Gaillard de Lalande peuvent être localisées grâce aux plans du XVIIIe siècle sur le flanc méridional du *castrum* (fig. 5). L'Arbalesteyre est bien la vieille tour-maîtresse du plan puisque c'est le point extrême de l'avancée des fossés en 1262. La Grande Tour est appelée de la même manière en 1262 et en 1274. Il s'agit certainement de la « Tour du Roi » abattue en 1317 et rebâtie entre 1320 et 1324 selon le type de la tower-house avec une avancée en 3 pans⁹⁷.

Son identification avec la tour d'angle sud-est de la cité fait débat. Observant que les textes de 1317-1324 suggèrent un grand appareil romain, J. Gardelles assimilait la Tour du Roi avec la tour d'angle de la cité⁹⁸. Plus récemment, D. Barraud, J. Linères et L. Maurin, émettent l'hypothèse que la tour d'angle antique corresponde à une des tours semi-circulaires flanquant la Grande Salle⁹⁹. Faute de connaître le tracé précis du rempart antique sous le *castrum*, il est difficile de se prononcer. Cependant, les indications topographiques de la reconnaissance de 1274 permettent de proposer l'assimilation de la « Tour de Chître » à cette tour semi-circulaire accolée à la Grande Salle. La *domus* de Gaillard de Lalande devait être située entre cette

89. Rôles Gascons, n° 659. La porte est située entre l'Arbalesteyre et la Grande Salle, Gardelles, 1972, p. 106.

90. Gardelles, 1972, p. 106 ; Renouard et alii, 1965, p. 230.

91. Gardelles, 1972, p. 106.

92. La salle des Pas Perdus du palais de justice de Poitiers mesure 47 m sur 17 ; Henri II Plantagenêt et Aliénor, ses initiateurs, lui ont donné style gothique angevin. La tour Maubergeon qui, avec ses tours polygonales à chaque angle, diffère du plan simple de Bordeaux est attribuée au duc Guillaume IX (1089-1126).

93. Rôles Gascons, n° 4674 : *Mandatum est magistro B. conslabulario Burdegale quod aulam Burdegale de peccunia costume majoris operari faciat.*

94. Rôles Gascons, n° 3547 (1254), *mandatum est Rogero le Teillur et Willelmo de Axemutha quod garderobam regis poni faciant in turri illa apud Burdegalam ubi fuit alias quando fuit in partibus illis.*

95. Rec. Feod. n° 518, *quandam domum cum edificis et pertinentiis suis que est in castro Burdegale, in qua domicellus inhabitat et moratur cum familia sua et quod idem domicellus et familia sua habent de die et de nocte exitum liberum et ingresum ; et durat in longitudinem domus predicta a magna turri usque ad turrem in qua Chitre inhabitabat.*

96. Pat. Rolls, 1216-1225, p. 355 ; Royal letters, t. I., p. 199 ; Rot. lit. claus., p. 481.

97. Gardelles, 1972, p. 106.

98. Renouard et alii, 1965, p. 230 ; Gardelles, 1972, p. 106.

99. Maurin-Garmy, 1996, p. 42 et 56.

tour et la Grande Tour. Rien ne permet de la dater. Rappelons que la lettre de Geoffroy du Loroux à Suger révèle qu'on avait projeté la construction d'une *domus* en 1147 et que le défaut de moyens en avaient retardé l'achèvement¹⁰⁰. Mais s'agit-il de la même ?

Le tour des fossés du *castrum* exposé par l'enquête de 1262 montre que les murs de la cité et les fossés se raccordaient en deux points distincts, d'une part au niveau de la Grande Tour du Roi, d'autre part au niveau de l'Arbalesteyre¹⁰¹. S'il reste difficile de percevoir comment, dans le détail, avait été agencé le *castrum* par rapport à l'enceinte antique, il apparaît clairement que le premier n'était pas seulement adjacent à la seconde. Les gros blocs antiques découverts au début du XIXe siècle sous l'emplacement de l'Ombrière, comme la possibilité que la tour semi-circulaire de la Grande Salle ait été l'ancienne tour d'angle donnent à penser que le *castrum* avait littéralement enkysté l'enceinte antique et fait disparaître le tronçon du mur ainsi intégré¹⁰².

Ce *castrum* était environné d'un habitat subcastral. En 1238, Henri III manda à son sénéchal Hubert Hoesse de prendre 300 ou 400 livres bordelaises sur la petite coutume et sur les maisons situées « autour du *castrum* de Bordeaux »¹⁰³. En 1247, Henri III donnait à un arbalétrier, nommé Halengrat, des maisons situées « sous le *castrum* de Bordeaux »¹⁰⁴. L'enquête de 1262 présente encore des *domus*, construites dans les fossés du *castrum* ou, nous l'avons vu, autour de la place de l'Ombrière.

Les circonstances de la construction du *castrum* peuvent maintenant être restituées. Ecartons tout d'abord la possibilité que l'apparition du terme dans la chancellerie anglaise ait pu être, à l'instar du « palais » perçu par le Louis le Jeune en 1137, un problème de qualification d'une réalité préexistante. Les séries de la chancellerie anglaise livrent suffisamment de textes depuis 1199, notamment sur Bordeaux, pour que leur silence à propos d'un *castrum* bordelais avant les années 1210 ne soit pas significatif. Un passage de l'enquête de 1262 souligne d'ailleurs, quoique rétrospectivement, le caractère sommaire des fortifications de l'Ombrière en 1199 : « à la mort du roi Richard, le *mager* de la ville protégea la place de l'Ombrière avec des pieux et des tranchées »¹⁰⁵. Le *castrum* de Bordeaux a donc été aménagé, sur ordre du roi Jean et à partir de l'ancien complexe ducal, au moment où les Bordelais érigeaient la deuxième enceinte¹⁰⁶.

Toutes les données rassemblées soulignent la longueur de l'ouvrage. Dans les années 1213-1215, le chantier de l'Ombrière sortait à peine de terre, les contemporains pouvaient y distinguer une *domus* seigneuriale, près de la vieille tour. En 1221, le *castrum* était identifié mais il était encore distinct de l'Arba-

lesteyre ; Chître vivait dans sa tour au début des années 1220. En 1237, la vieille tour ducal n'avait pas encore été réunie au *castrum*, mais on pouvait officier dans la Grande Chambre. En 1242, la porte était terminée, mais le chantier se poursuivait. Quant à l'*aula*, nous avons vu qu'elle fut pas construite avant 1254. Au bas mot, l'édification de l'Ombrière dura donc une quarantaine d'années. Ce n'était pas Château-Gaillard...

Dans la première moitié du XIIIe siècle nous pensons que le roi-duc et ses représentants avaient provisoirement transféré les fonctions curiales vers Saint-Projet, en réactivant le caractère public d'un espace délaissé en 1070. Malheureusement, nous ne pouvons pas savoir à quel moment se produisit ce « retour aux sources » : la période de construction de l'*aula regis* signalée en 1228 près de l'atelier monétaire nous échappe totalement. Elle peut avoir été motivée par des destructions occasionnées par le siège de 1202-1206 ou par l'inconfort et la durée du chantier de l'Ombrière. Quoiqu'il en soit, entre 1254 et 1262, l'*aula* aurait donc abandonné une nouvelle fois Saint-Projet.

Des résidences privées fortifiées

La fortification ne touchait pas seulement les édifices publics. Pourtant, les défenses des résidences privées de Bordeaux sont difficiles à percevoir par les textes antérieurs au milieu du XIIIe siècle, car les actes ne différencient pas les différents types d'habitations urbaines ; quelle que fût la condition du propriétaire (noble, *miles*, bourgeois, chanoine), il s'agissait

100. *Rec. hist. Fra.*, t. XV, p. 515, *Sed et domus illa de qua credimus vos audisse, nondum est ibi edificata, cum tamen pernecessaria esset.*

101. *Livre des Bouillons*, p. 373 ; *Livre des Coutumes*, p. 341. *De fossato castri domini regis dicimus quod debet extendi in longum a muro civitatis qui conjungitur cum Magna Turre domini regis usque ad murum civitatis qui conjungitur cum turre vocata Arbalesteria.*

102. Maurin-Garmy, 1996, p. 42.

103. *Close rolls, 1237-1242*, p. 121 ; *Pat. rolls, 1232-1247*, p. 212.

104. *Pat. rolls, 1232-1247*, p. 498 (transcription en anglais).

105. *Livre des Bouillons*, p. 368 ; *Livre des Coutumes*, p. 334 : *e bi que quant lo rey Richard murit, lo mager d'esta bila sarret de pau et de treu la plassa de l'Ombreyra*

106. Pour J. Gardelles, le *castrum* de La Barrère confié à la garde de Rostand Soler en 1217 ne pouvait être que l'Ombrière en raison d'un ordre reçu en 1220 par ce même Rostand, lui enjoignant de réparer le *castrum* de Bordeaux *quod est in manu sua* (Gardelles, 1972, p. 105 et note 4, *Pat. Rolls 1216-1225*, p. 80, 130, 133, 245). Or, en 1254, les baillis de La Barrère recevaient un mandement royal (*Rôles Gascons*, n° 2703). La Barrère ne peut être confondu avec l'Ombrière (c. Montréal, ar. Condom, dépt. Gers).

toujours de *domus*, sur les aménagements desquelles on ne sait rien¹⁰⁷. La seule véritable *domus* aristocratique du XIIe probablement fortifiée est celle de Pierre de Bordeaux, citée à deux reprises dans le cartulaire de Saint-Seurin¹⁰⁸ : un de ces textes mentionne un clavaire parmi les fidèles de Pierre de Bordeaux. On situe cette *domus* à Puy-Paulin¹⁰⁹.

Ce n'est qu'au XIIIe siècle que les demeures aristocratiques paraissent clairement fortifiées : la tour d'Arsac est mentionnée dans la seconde moitié du XIIIe siècle, dans le cartulaire de Saint-Seurin (*domus apud turrem de Arsac*) ; l'enquête de 1262 évoque l'*aula* d'Arsac¹¹⁰. Cette fortification était installée à l'angle nord-est de la cité. Avec son *aula*, une tour et certainement une *domus*, cette résidence fortifiée présentait les mêmes éléments que le *castrum* de Blaignac, évoqué dans l'enquête de 1237¹¹¹. Les Arsac, que l'on suit à partir des années 1095-1101 étaient, à l'origine, une famille de *milités* des seigneurs de Blanquefort¹¹².

Un mandement du roi-duc Henri III évoque des maisons construites à Bordeaux, « à la façon des tours » (1246)¹¹³. En 1255, on s'en souvient, le prince Edouard autorisait Guillaume Raimond Colom à édifier et réparer ses *domus*, à Bordeaux, pourvu que ce fût « sans tour ni fortification »¹¹⁴. Cette autorisation montre que le droit de fortifier restait une prérogative royale : n'en ayant pas rencontré d'autres avant 1255, nous pensons qu'il y avait encore peu de résidences privées fortifiées à Bordeaux.

Conclusion

Il ne reste rien aujourd'hui du *castrum* royal de Bordeaux comme de l'essentiel de la deuxième enceinte¹¹⁵. En attendant de futures fouilles, les textes, nous l'avons vu, peuvent encore apporter des précisions originales sur la physionomie du Bordeaux médiéval, sur la qualité et l'évolution de quelques constructions majeures.

Le pôle ducal, ancré au centre de la cité a été déplacé par le duc Gui Geoffroy au plus près de la Garonne en 1070. Le nouveau palais ducal avait apparemment perdu le lustre de l'ancien, mais il conservait, à l'abri d'une récente *turris*, les fonctions essentielles que Louis VII a reconnues cinquante ans plus tard. Le caractère public de l'ancien site a été perpétué par un atelier monétaire et, semble-t-il, par une nouvelle *aula*. De 1205-1206 jusqu'au milieu des années 1220, Bordeaux a connu une profonde et durable transformation sous la pression extérieure : le lancement, au sud, de la deuxième enceinte par des Bordelais à la peine a précédé de quelques années la trans-

formation du « palais » ducal en un imposant *castrum* royal, l'Ombrière. Pendant le second quart du XIIIe siècle, les Bordelais plus à l'aise ont poursuivi la construction d'une deuxième enceinte dont la puissance s'étalait face aux deux autres pôles de la ville, le *castrum* royal, dont le chantier traînait, et le palais archiépiscopal.

De futurs travaux, que nous espérons proches, et de nouvelles fouilles affineront certainement ces résultats. Des comparaisons avec les autres fortifications du domaine Plantagenêt préciseront certains caractères de ces ensembles disparus. Les actes de la chancellerie anglaise postérieurs à 1255, dont une large partie a été publiée, peuvent encore livrer des informations inédites et éclaircir la géographie des lieux de pouvoirs à Bordeaux au Moyen Age.

107. Par exemple : *cart. St-Seurin*, n° 86 (1122-1143), *juxta domum Fenol monetarius*; *cart. St-Seurin*, n° 113 (1122-1143), donation par Aiquelm Guillaume de Quinsac, chanoine de Saint-Seurin, de *domum suam lapideam*; *cart. St-Seurin*, n° 41 (1159-1181), donation par un prêtre, Pierre de Gamaned, de sa *domus et appendiciis*; *cart. St-Seurin*, n° 104 (1159-1181), donation par Pierre de Saint-Laurent, chanoine, d'une *domum suam de Burdegala scilicet solium et domum que est ante*; n° 114a. (1159-1180), donation par Guillaume Arnaud de Puy-Paulin, chanoine de *domo sua et parte trilie que domui conjugitur*; *cart. St-Seurin*, n° 130 (1168-1181), donation par Raimond de Carignan, *civis Burdegalensis*, d'une terre près de l'église Saint-Maixent et de la *domus* de Robert de Carignan. Il semble qu'Assalhide épouse d'Aiquelm Guillaume de Blanquefort, résidait également à Bordeaux, puisqu'elle rendit son dernier soupir sur le port de La Rousselle, *supra litus maris* (*cart. St-Seurin*, n° 164, 1182-1199).

108. *Cart. St-Seurin*, n° 116 et 136 (1159-1181).

109. *Livre des Bouillons*, p. 372 ; *Livre des Coutumes*, p. 341 ; *ad podium Paulinum, inter terram domini Petri de Burdegala et domum Raimundi Aimerici*.

110. *Cart. St-Seurin*, n° 282 (sans date), *domus in quam Ebrardus morabatur apud turrem de Arsac. Livre des coutumes*, p. 340 ; *Livre des Bouillons*, p. 372. Cette tour se trouvait dans la paroisse Saint-Rémi, à l'angle nord-est de la cité.

111. *Petit cart. La Sauve*, p. 131-132, *Castrum de Blagnac quod homines terre propriis laboribus et expensis compulsi fuerunt ab eodem senescalco construere, et aulam et alias officinas castri ad opus (...)*; p. 135, *et alios homines domni regis, ad faciendam et carreandam aulam et domum apud Blanbac*. Co. Cabara, ca. Branne, arr. Libourne.

112. Boutouille, 2001, p. 530.

113. *Pat. rolls, 1232-1247*, p. 473 (1246).

114. *Rôles gasc.*, n° 4526, *volumus et concedimus ut ipse et heredes sui reparare, edificare absque turri et fortalicia nocivis nobis vel ville nostre Burdegale*.

115. Gardelles, 1972, p. 105.

Sources

Cart. Saint-André : A.D.Gir. 4 J 73.

Cart. Saint-Seurin : Brutails Jean-Auguste (éd.). *Le cartulaire de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux*, Bordeaux, 1897.

Cart. Sainte-Croix : Ducaunnès-Duval (éd.). *Cartulaire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, *Archives Historiques du département de la Gironde*, t. XXVII, Bordeaux, 1892.

Cart. La Sauve : Higounet Charles et Arlette, (éd.). *Grand cartulaire de La Sauve Majeure*, 2 t., Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1996.

Chartes de Saumur : Marchegay Paul (éd.). *Chartes bordelaises de 1080 à 1185 tirées des archives du monastère de Saint-Florent de Saumur*, Les Roches-Baritaud, 1879.

Chronique latine : Cirot, Georges (éd.). « Une chronique latine inédite des rois de Castille (1236) », *Annales de la faculté des lettres de Bordeaux, Bulletin Hispanique*, 1912.

Close rolls : *Close rolls of the reign of Henri II preserved in the P.R.O. A. D. 1227-1231*, London, 1902.

Foedera : Rymer Thomas (éd.). *Foedera, conventiones, litterae et cujuscumque generis acta publica*, vol. I- III, London, 1821.

Livre des Bouillons : *Livre des Bouillons*, Archives municipales de Bordeaux, Bordeaux, 1867

Livre des coutumes : Barckhausen (H.) éd., *Livre des coutumes*, Archives municipales de Bordeaux, Bordeaux, 1890.

Papsturkunden : Wiederhold Wilhelm (éd.). *Papsturkunden in Frankreich, VII, Guiene und Languedoc*, Göttingen, 1913.

Patent rolls : *Patent rolls of the reign of Henri III preserved in the P.R.O., A.D. 1216-1225*, Londres, 1901.

Petit cart. La Sauve : Petit cartulaire de La Sauve-Majeure, Bibliothèque municipale de Bordeaux, Ms 770.

Rot. chart. : Hardy Thomas-Duffus (éd.). *Rotuli chartarum in turri Londinensi asservati, vol.I, pars I, anno 1199-1226*, Londres, 1837.

Rot. lit. claus. : Hardy Thomas-Duffus (éd.). *Rotuli litterarum clausarum in turri Londinensi asservati. 1204-1224*, 2 vol., Londres, 1833-1834.

Rot. lit. pat : Hardy Thomas-Duffus (éd.). *Rotuli litterarum patentium in turri Londinensi asservati*, Londres, 1835, vol. I, pars I, 1201-1226.

Rec. feod. : Bémont, Charles (éd.). *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIIIe siècle. Recognitiones feodorum in Aquitania*, Paris, Imprimerie Nationale, 1914.

Rec. hist. Fra. : Delisle Léopold (éd.). *Recueil des historiens des Gaules et de la France (Rerum Gallicarum et Franciarum scriptores)*, t. IV puis XII à XIX, Paris, 1870-1879.

Rôles Gascons : Francisque-Michel (éd.). *Rôles Gascons (1242-1254)*, t.1, Paris, Collection de documents inédits de l'histoire de France, 1885.

Rôles Gascons supplément: Bémont, Charles (éd.). *Rôles Gascons (1254-1255)*, supplément au tome I, Paris, Documents inédits de l'histoire de France, 1896.

Royal letters : Shirley Walter Wadington (éd.). *Royal and other historical letters illustrative of the reign of Henri III*, t. I, (1216-1235), London, 1862.

Bibliographie

Alvira Cabrer-Burési, 2001 : Alvira Cabrer, Martin, Buresi, Pascal. « Alphonse par la grâce de Dieu, roi de Castille et de Tolède, seigneur de Gascogne. Quelques remarques à propos des relations entre Castillans et Aquitains au début du XIIIe siècle », *Aquitaine-Espagne (VIIIe-XIIIe siècle)*, Civilisation médiévale, XII, CESC-M-Université de Poitiers, Poitiers, 2001.

Baudry, 2000 : Baudry Marie-Pierre, s.d., *Les fortifications dans les domaines Plantagenêt, XIIe-XIVe siècles, actes du colloque international tenu à Poitiers du 11 au 13 novembre 1994*, Civilisation médiévale, X, Poitiers, 2000.

Boutoulle, 2001 : Boutoulle (F.). *Société laïque en Bordelais et Bazadais des années 1070 à 1225 (Pouvoirs et groupes sociaux)*, Thèse de doctorat de l'université Michel de Montaigne-Bordeaux III s. d. Marquette (J.-B.), 2001

Boutoulle-Piat : Boutoulle, Frédéric, Piat Jean-Luc. « La tour et le château de Bisqueytan en Bordelais : une forteresse ducal révélée par l'archéologie et par les textes (XIe-XIVe siècles) », *Résidences du pouvoir et pouvoirs de la résidence, Actes du colloque de Pau des 3, 4 et 5 octobre 2002*, Aquitania, à paraître.

Cassagne, 1991 : Cassagne, Bernard. « Les premiers seigneurs du Tintin à Bègles », *Mémoires de Guyenne*, n° 2, sept. 1991.

Desgraves, 1960 : Desgraves, Louis. *Evocation du vieux Bordeaux*, Paris, 1960.

Drouyn, 1874 : Drouyn Léo, *Bordeaux vers 1450*, Bordeaux, 1874.

Du Buisson, 1876 : Du Buisson (P. D. dom). *Historia monasterii Sancti Severii libri X*, éd. Pédegert (J.-F.), Lugat (A.), 1876.

Fauchère, 2001 : Fauchère, Nicolas, « Le château Trompette et le fort du Hâ, citadelles de Charles VII contre Bordeaux », *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XCII, 2001, p. 143-191.

Higounet, 1963 : Higounet, Charles. *Bordeaux pendant le haut Moyen Age*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1963.

Forme, 1999 : Forme, Séverine. *La deuxième enceinte de Bordeaux*, T.E.R. s.d., J.-B. Marquette, Université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 1999.

Gardelles, 1972 : Gardelles Jacques. *Les châteaux du Moyen Age de la France du Sud-Ouest*, Genève, 1972.

Gardelles, 1976 : Gardelles Jacques. « Les palais dans l'Europe occidentale chrétienne du Xe au XIIe s. », *Cahiers de civilisation médiévale*, XIXe année, n°2, avril-juin 1976, p. 115-134.

Guinodie, 1845 : Guinodie, Raymond. *Histoire de Libourne et des autres villes de son arrondissement*, Bordeaux, 1845, t. II, p. 479.

Marquette 1986 : Marquette, Jean-Bernard. « La révolution de Saint-Sever en 1208 », *Saint-Sever, millénaire de l'abbaye, colloque international tenu les 25, 26 et 27 mai 1985*, 1986.

Maurin et alii, 1992 : Maurin Louis, Bost Jean-Pierre, Roddaz Jean-Michel, s.d. *Les racines de l'Aquitaine*, Centre Charles-Higounet / Centre Pierre-Paris, Bordeaux, 1992.

Maurin-Garmy, 1996 : Maurin, Louis, Garmy, Pierre, (s.d.), *Les enceintes romaines en Aquitaine*, Paris, 1996.

Mensignac, 1914 : Mensignac, Camille de. « Notes rétrospectives sur la démolition des fouilles de l'ancien lycée national de Bordeaux et découverte sur cet emplacement du soubassement d'une partie de la deuxième enceinte de Bordeaux », *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, t. 36, 1914, p. 54-71.

Rayou, 1994 : Rayou, Cécile. *La paroisse Saint-Projet de Bordeaux, de 1300 à 1553*, T.E.R. s.d. J.-B. Marquette, Université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 1994.

Régaldo, 1996 : Régaldo-Saint Blancard, Pierre, « Exploration archéologique de la place de la Bourse à Bordeaux », *Revue archéologique de Bordeaux*, tome LXXXVII, 1996, p. 39-62.

Régaldo, 2000 : Régaldo-Saint Blancard, Pierre. « Le quartier de Tropeyte à Bordeaux. Essai de synthèse historique et archéologique », *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XCI, 2000, p. 41-97.

Renoux, 2003 : Renoux Annie. « Palais, cours et résidences », *Les Tendances actuelles de l'histoire du Moyen Age en France et en Allemagne, Actes des colloques de Sèvres (1997) et Göttingen (1998)*, s.d., Schmitt (J.C.), Oexle (O.G.), Pub. de la Sorbonne, Paris, 2003,

Renoux, 1994 : Renoux Annie s.d. ; *Palais médiévaux (France-Belgique), 25 ans d'archéologie*, Pub. université du Mans, 1994.

Rouchaud, 1989 : Rouchaud Jean : *La paroisse Sainte-Eulalie dans les murs de Bordeaux au Moyen Age*, T.E.R. s.d. J.-B. Marquette, Université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 1989.

Tinel, 1996 : Tinel Véronique. *La paroisse Sainte-Colombe de Bordeaux de 1300 à 1522*, T.E.R. s.d. J.-B. Marquette, Université de Bordeaux III-Michel de Montaigne, 1996.

Renouard et alii, 1965 : Renouard, Yves, s.d., *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, Fédération historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1965.

Trabut-Cussac, 1972 : Trabut-Cussac Jean-Paul. *L'administration anglaise en Gascogne sous Henry III et Edouard I de 1254 à 1307*, Droz, Paris-Genève, 1972.



La Rousselle et la Mar

Les historiens contemporains en conviennent, à l'instar de Jacques Le Goff : l'enceinte est le marqueur de l'identité urbaine ¹. En ce qui concerne Bordeaux, cependant, ce n'est que très récemment que les historiens l'ont affirmé. Et encore bien timidement, ou très ponctuellement. Ainsi pour J.-P. Trabut-Cussac, « la seconde enceinte de Bordeaux symbolise la puissance de la bourgeoisie urbaine... » ², alors que pour C. Jullian, il ne s'agit jamais que de « protéger le quartier des bourgeois » ³. Pour élargir le débat au-delà du Moyen Âge, la prise en considération d'une valeur identitaire pour la première enceinte n'appartient qu'aux années 1990 avec l'ATP sur les enceintes et le DAF qui en découla, tous deux dirigés par Louis Maurin.

Avant le XX^e siècle, les historiens n'ont une perception des enceintes que dans un cadre défensif. C'est pour défendre la ville contre les envahisseurs barbares que Bordeaux construit sa première enceinte. C'est pour défendre le nouveau et riche faubourg de Saint-Eloi qu'est construite la deuxième enceinte. C'est dans le cadre des guerres franco-anglaises que se justifie l'érection de la troisième enceinte. Camille Jullian dans son *Histoire de Bordeaux* se fait le champion de cette thèse et l'élabore en véritable système ⁴. Enceinte urbaine est alors synonyme de défense, de rempart ; elle se réduit même à cela. Toute enceinte étant par nature, par étymologie comme par logique, une structure continue qui enveloppe un espace, le rempart est nécessairement continu. Même quand on ne parvient pas à le reconnaître localement.

En réalité, l'enceinte, dans son essence, cumule de multiples fonctions qui se recoupent plus ou moins : identitaire, communautaire, structurante, défensive, etc. Ce marquage plurifonctionnel, et en bonne part idéologique, a ses sources dans l'Antiquité ; concrètement à Bordeaux avec la puissante enceinte du Bas-Empire, et chacun se rappelle l'orgueil avec lequel l'évoque Ausone. Antique, certes, elle est aussi clairement la première enceinte médiévale et c'est elle qui définit la Cité.

1. « ... la muraille fut l'élément le plus important de la réalité physique et symbolique des villes médiévales. S'il est probable que des motifs militaires furent à l'origine de la construction des murailles, celles-ci n'en constituent pas moins, sur le modèle des enceintes, antiques ou légendaires, définissant un espace sacré de la ville, l'élément essentiel pour la prise de conscience urbaine au Moyen Âge. La muraille fut la base matérielle de l'identité urbaine et elle établit une dialectique du dedans et du dehors qui domina l'activité urbaine. » Jacques Le Goff dans Duby, G. (dir.), *Histoire de la France urbaine*, II, p. 198.

2. Renouard (dir.), 1965, p. 39.

3. Jullian, 1895, p. 139.

4. Jullian, 1895, p. 230 : « Pour défendre ce vaste et peuplé quartier, on construisit un nouveau rempart » qui « ne fut achevé que sous la menace des armes françaises, vers 1227 ». P. 235 : la troisième enceinte « s'est ressentie de la hâte avec laquelle elle fut bâtie, sous la menace directe des armées françaises ». Etc.

Dans le même sens, on soulignera le remarquable témoignage de la seconde enceinte. Identitaire, elle coïncide avec la naissance de la Commune et l'affirmation d'une communauté bourgeoise et marchande. Structurante, elle réorganise la ville et rééquilibre ses pôles de pouvoir : au cœur du triangle défini par la cathédrale, l'Ombrière et l'oustau de billa, le marché s'appuie sur le Peugue et le port intérieur. Preuve de son rôle défensif, chacune de ses phases de construction attestées est consécutive d'une attaque contre Bordeaux. Greffée sur la fortification antique, elle fait de Bordeaux une ville médiévale qui s'affirme avec fierté : entrons par la porte principale, commandée par six tours, avec deux portails successifs ouverts dans deux murs parallèles bordés de deux fossés, entre lesquels se trouve à gauche l'Hôtel de Ville et à droite l'église de la Jurade, quasiment en situation de chapelle castrale, et puis au-delà une véritable troisième muraille, celle des maisons alignées, sans pontets, sans portes ni fenêtres. La puissance évidente d'un tel dispositif n'est cependant guère qu'un paravent dressé face au sud.

Le mur était-il double partout ? Non, répond Camille de Mensignac⁵, quand il fait le compte-rendu de ses observations⁶ lors de la restructuration de l'îlot qui abrite aujourd'hui le musée d'Aquitaine : « Comme conclusion à cette note, je puis affirmer que : sur les 1.250 mètres environ de murailles qu'enserrait ce nouvel accroissement de Bordeaux, 150 mètres ne comportaient qu'un mur et qu'un fossé et qu'il devait en être de même de la porte des Ayres à celle de Toscanam »⁷. Il a en effet observé une muraille, parementée uniquement sur la douve qui était à son pied, qu'il estime être, par comparaison avec les fortifications de l'impasse Bouqueyre, la défense extérieure de la deuxième enceinte. Et il n'a observé que celle-ci : devant le fossé « et presque à niveau » se trouvait le rocher ; derrière lui un niveau romain était continu, trois mètres sous les sols du XIII^e siècle, jusqu'à « toucher la façade de la rue Montaigne »⁸. La conclusion de Mensignac est manifestement contradictoire avec l'opinion de Drouyn, il le sait et cela ne semble guère l'attrister. Elle est surtout contradictoire avec un certain nombre de témoignages d'époque⁹. Manifestement, le dossier n'est pas aussi clair qu'on pourrait le croire, mais il n'est pas d'actualité de l'ouvrir à nouveau.

Sur le côté sud, l'enceinte double est bien attestée. Et à l'est ? Le propos que nous voudrions tenir dans le présent dossier est la démonstration d'une discontinuité des remparts médiévaux dans le quartier de La Rousselle. Ce qui ne signifie pas une discontinuité de la délimitation et du marquage urbains, nous le verrons aussi.

Pour apporter cette démonstration, contraire à la conception générale, nous nous sommes mis à plusieurs : dans un premier temps, Pierre Régaldo analysera la tradition historique sur les enceintes du côté de la Rousselle ; puis Frédéric Boutouille évoquera les origines de ce quartier, ses grandes dates et ses grandes structures ; Sandrine Lavaud amènera le témoignage des textes d'archive qui permettent de recréer un paysage urbain nettement différent de celui que l'on imagine traditionnellement ; Ezechiel Jean en étudiant les formes parcellaires montrera qu'il reste des vestiges encore perceptibles de ce paysage urbain, sans aucune trace d'enceinte médiévale ; enfin Wandel Migeon apportera une contribution archéologique, un peu périphérique certes, mais dont les conclusions donnent des indices indirects mais très nets de l'interruption des fortifications au sud du Peugue.

Cette approche plurielle, dans ses auteurs comme dans les disciplines qu'ils représentent ici, manifeste la volonté de croiser des données de tous ordres, historiques, archivistiques, paysagères, archéologiques... Ces raisonnements convergents mais aux perspectives différentes nous semblent nécessaires pour comprendre le passé. Et même parfois, comme ici, pour asseoir solidement une démonstration qui sort des normes ordinairement admises.

5. Mensignac, 1914.

6. Observations faites en 1880-81, plus de trente ans avant la publication de ce compte-rendu.

7. Mensignac, 1914, p. 71.

8. *Ibid.* p. 68-69.

9. Boutouille, 2003, p. 68.



La Rousselle et la Mar : Les murailles médiévales en bord de Garonne, tradition et contradictions

par Pierre Régaldo-Saint Blancard *

L'étude de la tradition historique est pleine d'intérêt et souvent de surprises. Assez fréquemment, on peut ainsi s'apercevoir que les certitudes qu'elle véhicule ne sont que des hypothèses dressées en axiomes, sans aucune démonstration. Il en est ainsi de la fermeture des défenses médiévales le long de la Garonne, et plus précisément dans le quartier de la Rousselle.

Le circuit de la deuxième enceinte se bouclerait sur le rempart antique. Mais on ne sait pas exactement selon quel parcours, qu'aucun indice matériel ne viendrait d'ailleurs signaler. Certains, et non des moindres, rassemblent même des témoignages précis qui vont à l'encontre de leurs conclusions. Et leurs successeurs de reprendre, sans nuance aucune, ces affirmations autoritaires.

La reconnaissance de la troisième enceinte obéit à la même absence de logique. Si on conteste parfois la chronologie de certains de ses segments, c'est plutôt pour la remonter que pour la rabaisser, alors que d'illustres observations ont démontré le contraire, même si ceux qui les avaient faites n'en ont eux-mêmes pas tenu compte.

Dans l'entrelacs contradictoire de cette tradition, il est difficile de démêler la réalité, à moins de détailler la filiation des idées, la véracité des éléments de démonstration et les raisons qui ont amené à les ignorer.

La première enceinte

L'enceinte antique est topographiquement hors de notre propos ; elle doit cependant être évoquée parce qu'elle a nécessairement marqué, orienté le développement de la ville, particulièrement en ceci que les autres enceintes s'appuient sur elle ou la longent ; parce que la structuration de l'espace urbain qu'elle implique, si l'on en juge par la récurrence de certaines caractéristiques, a servi de modèle plus ou moins conscient aux siècles suivants.

Le principal thème qui se trouve en récurrence de l'Antiquité au Moyen Âge est celui du port d'estey établi au sein de la ville, au contact direct des entrepôts et des marchés. Nécessités pragmatiques du terrain ou héritage, le Peugue prend le relais de la Devèze et se positionne de la même façon par rapport à la ville médiévale qu'elle par rapport à la ville antique. C'est un des points que soulignait Jacques Bernard et qu'il résume bien en cette expression percutante : « l'antique Devèze et le Peugue médiéval »¹.

* Service régional de l'archéologie, DRAC Aquitaine.

1. Bernard, 1968, p. 58.

L'ouverture sur la Garonne du port intérieur impliquait inévitablement une « assez large interruption du rempart »², ainsi que l'exprime le DAF. Cette caractéristique est remarquablement soulignée dans le plan irréal de dom Devienne³. Elle est de fait niée par Camille de Mensignac⁴ – et après lui, Jullian et autres –, mais le moins que l'on puisse dire est que l'entrée dans le port ainsi esquissée est impraticable.

On considère aujourd'hui, après Pierre Debord, que le port sur la Devèze doit se colmater au VII^e ou VIII^e siècle, voire un peu avant⁵. Dès lors, le champ est ouvert pour que le Peugue, qui bénéficie de ce fait d'un apport d'eau supplémentaire, développe une fonction portuaire, dès que la ville aura l'utilité d'un autre port en estey.

La seconde enceinte

On a beaucoup débattu de sa chronologie⁶ ou de sa structure, à travers les trois siècles d'historiographie bordelaise qui la concernent, et il y a sans aucun doute encore beaucoup à en dire, mais ce n'est pas ici notre propos. Le débat qui nous intéresse porte sur le circuit de l'enceinte. Le premier à évoquer ce sujet reste, à ma connaissance, dom Devienne ; Vinet en particulier, sauf dans la vue cavalière qu'il donne, ne s'intéresse qu'à l'enceinte antique.

Les différents circuits proposés

Trois propositions de circuit se sont succédé (fig. 1). Elles ont en commun, à quelques détails près, le tracé occidental et méridional où murailles et douves sont bien attestées et encore aujourd'hui partiellement visibles ; les divergences portent sur la façade orientale, fluviale.

La plus ancienne proposition est celle que dessine Léo Drouyn en 1865 dans la *Guyenne militaire* : depuis la porte de la Rousselle, il boucle la fortification sur l'angle nord-est de l'enceinte romaine. Dans la compréhension que nous avons aujourd'hui des défenses médiévales, pour l'essentiel due au même historien, mûri d'une dizaine d'années de recherches et de réflexions, on reconnaît que toute la façade fluviale est empruntée à la troisième enceinte. En 1865, Drouyn est encore très dépendant, sur les sujets bordelais, de dom Devienne et il lui reste ici fidèle : c'est lui l'inventeur de cette première hypothèse⁷. L'abbé Baurein en dépendait manifestement aussi, même s'il ne s'exprime pas précisément sur ce sujet : c'est bien le cas quand on voit l'abbé contester à Vinet une prétendue confusion entre les deux premières enceintes et argumenter sur la traversée de la place du Palais par la deuxième enceinte dont il croit reconnaître des vestiges⁸.

Le second circuit est inventé par le même Léo Drouyn, dans son *Bordeaux vers 1450*, et repris systématiquement après lui ; je reviendrai plus tard sur sa démonstration qui vaut qu'on s'y arrête. La fortification du premier accroissement se raccorderait à l'angle sud-est (et non plus nord-est) de l'enceinte romaine, dans ce secteur très mal connu de l'Ombrière. On retrouve les mêmes options chez Jullian⁹ ou Trabut-Cussac¹⁰.

La troisième opinion nie l'existence de fortifications liées à la deuxième enceinte le long de la Garonne. Elle est prêtée par Léo Drouyn à Pierre Bernadau. A tort, puisqu'en fait Bernadau se rattache à l'hypothèse de Devienne, ainsi que le montre un vilain plan annexé à l'*Histoire de Bordeaux*¹¹. L'expression du *Viographe bordelais*¹², pour lapidaire qu'elle est, n'est cependant pas si ambiguë, si l'on y comprend non un circuit mais une surface enclose. L'*Histoire de Bordeaux* n'est guère plus claire, mais la dernière phrase qui indique une ligne de fortification allant de la Rousselle à la rue Douet¹³ ne peut correspondre à

2. Barraud et al., 1996, p. 55.

3. Régaldou, 2002 ; Barraud et Régaldou, 2003.

4. Debord et Doreau, 1975.

5. Debord et Gauthier (dir.), 1982, p. 5 : à Saint-Christoly, effondrement de la berge estimée du VII^e ou VIII^e siècle.

6. Voir dans le même volume les arguments de Frédéric Boutouille, qui semblent définitifs.

7. Devienne, 1771 (1862), p. xxxi : « On construisit un mur qui prenait depuis la Porte-Basse jusqu'aux fossés des tanneurs, d'où il continuait jusqu'à l'entrée de la Rousselle. Il bordait ensuite les maisons de cette rue du côté du levant, et allait aboutir aux deux tours bâties à l'embouchure du ruisseau du Peugue, qu'on voit dans la nouvelle rue qui conduit du pont Saint-Jean à la place du palais : de là il allait gagner la porte de Saint-Pierre et ensuite celle du Chapeau-Rouge. »

8. Baurein, IV, 1876, p. 320.

9. Jullian, 1895, p. 230 : le nouveau rempart « allait se souder aux murs romains près de la Porte-Basse et du pont Saint-Jean ».

10. J.-P. Trabut-Cussac, dans Renouard (dir.), 1965, p. 37 : après le circuit bien connu des fossés, « les défenses allaient rejoindre le Peugue au voisinage de l'Ombrière et de l'angle sud-est du *castrum*, de façon à protéger la rue de la Rousselle ».

11. Bernadau, 1837.

12. Bernadau, 1845, p. 14 : « on construisit un mur de clôture qui prenait depuis la Porte-Basse et suivait jusque sur le port. »

13. Bernadau, 1837, p. 14-15 : « On place à l'année 1189 le premier accroissement que reçut Bordeaux, dont l'enceinte est augmentée au delà du Peugue depuis la Porte-Basse, jusqu'au bout méridional des fossés des Tanneurs, d'où elle se prolongeait le long des fossés de Ville et de Bourgogne jusqu'à la porte de la Rousselle. Cette ligne fut entourée d'un mur de clôture bordé d'un large et profond fossé, qui a retenu ce nom depuis qu'il a été comblé. Les murs de la primitive enceinte de cette ville, telle que l'avait tracée les Romains, étaient bordés par les fossés du Chapeau-Rouge et de l'Intendance au nord, et au sud par le ruisseau du Peugue qui était alors totalement découvert jusqu'à son embouchure sur la Garonne. Ces murs s'étendaient du côté du couchant depuis les cloîtres de l'église de Saint-André jusqu'à la rue du Canon, où ils se terminaient à une vieille tour qu'on y voit encore, et du côté du levant depuis le coin des rues Renière et de la Rousselle jusqu'au fond de l'impasse Douhet. »

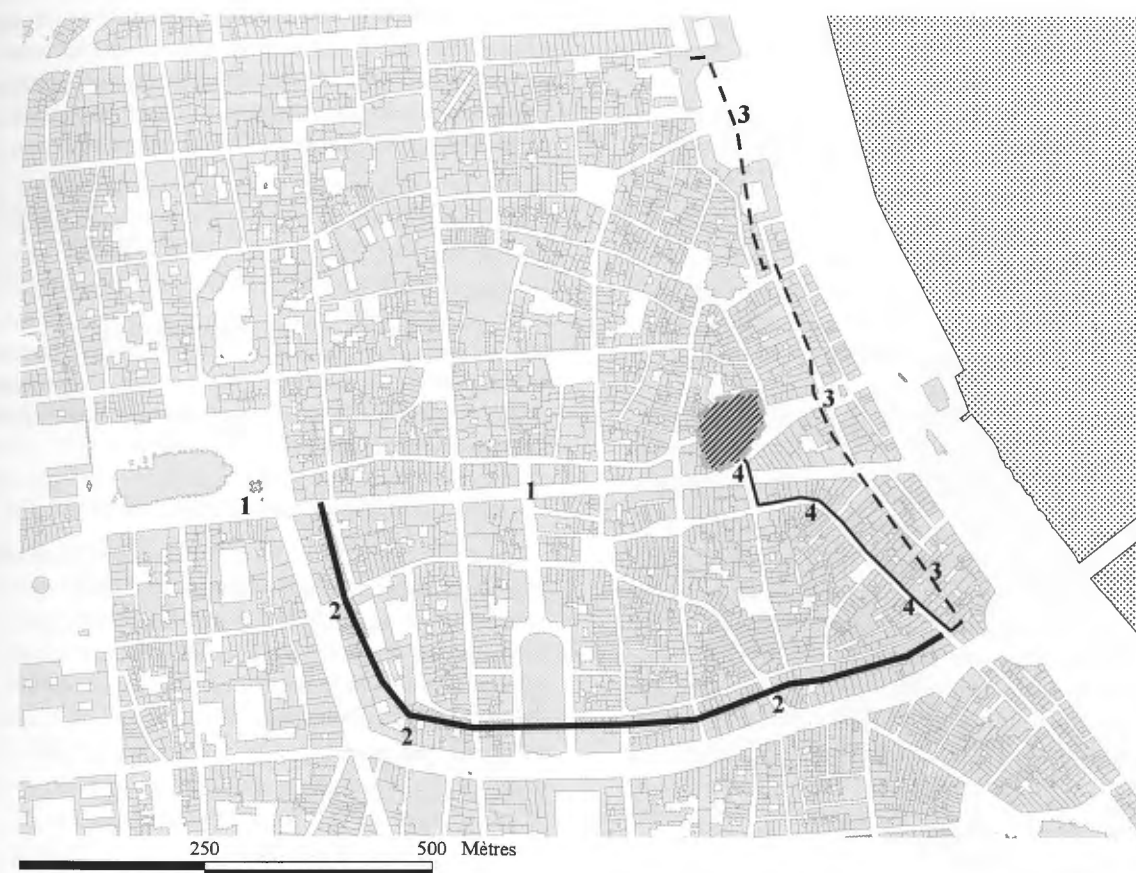


Fig. 1 – Plan schématique de la deuxième enceinte de Bordeaux.

- 1 : enceinte antique ;
- 2 : partie attestée de la deuxième enceinte ;
- partie orientale de la deuxième enceinte, non attestée ;
- 3 : premier circuit ;
- 4 : deuxième circuit.

l'enceinte romaine, mais seulement à un état de la ville close, correspondant à notre deuxième enceinte : il y a certes là une expression confuse et fautive, à laquelle on ne peut guère se laisser prendre et qui présente peu d'intérêt argumentaire.

En fait ce circuit est bien indiqué dans un texte, dont Drouyn avait une excellente connaissance mais qu'il ne cite pas à ce propos, pas plus que ce soit après lui, texte qui a été publié après les écrits de Bernadau. C'est l'enquête de 1262 sur les padouens. La seconde enceinte y est par deux fois nettement définie comme allant de la porte de la Rousselle à la Porte-Basse¹⁴. Avec des mots différents, mais chaque fois dans ce sens là, qui ne laisse guère d'ambiguïté sur une absence de prolongement le long de la berge.

On ne saurait penser qu'il y a là une mauvaise foi délibérée, toutefois en prêtant à un Bernadau, maladroit mais innocent, ce qui est dit dans un texte presque contemporain de la construction de l'enceinte, Drouyn a beau jeu de rejeter l'idée de ce troisième circuit, quasiment sans justification.

14. Livre des Bouillons, p. 365-373, n° CXVII = *ibid.*, p. 487-494, n° CXLI = Livre des Coutumes, p. 186-196, n° V = *ibid.* p. 331-342, n° XXIV : témoignage (malheureusement sans doute incomplet, mais cependant clair en ce qui nous intéresse ici) de Pey Moneder, *et disso que n'y a costa los murs de la mayson Pey Andron entro a la mayson Arnaud Toscanan* [...] ; Arnaud Toscanan doit habiter non loin de la porte du même nom qui jouxte celle de Sous-le-mur et Pey Andron avait sa maison contre la porte de La Rousselle (Baurein, 1785 (1876), II, p. 304-308). Et plus loin dans le règlement, *Item, dicimus quod, a porta de Rocella usque ad portam de Subtus-Muros, debet esse via communis inter domos et murum portarum*, soit en gascon *Item, didem que, de la porta de La Rossela entro a la porta de Sotz-lo-Mur, deu estre via comunau entre las maysons et mur*.

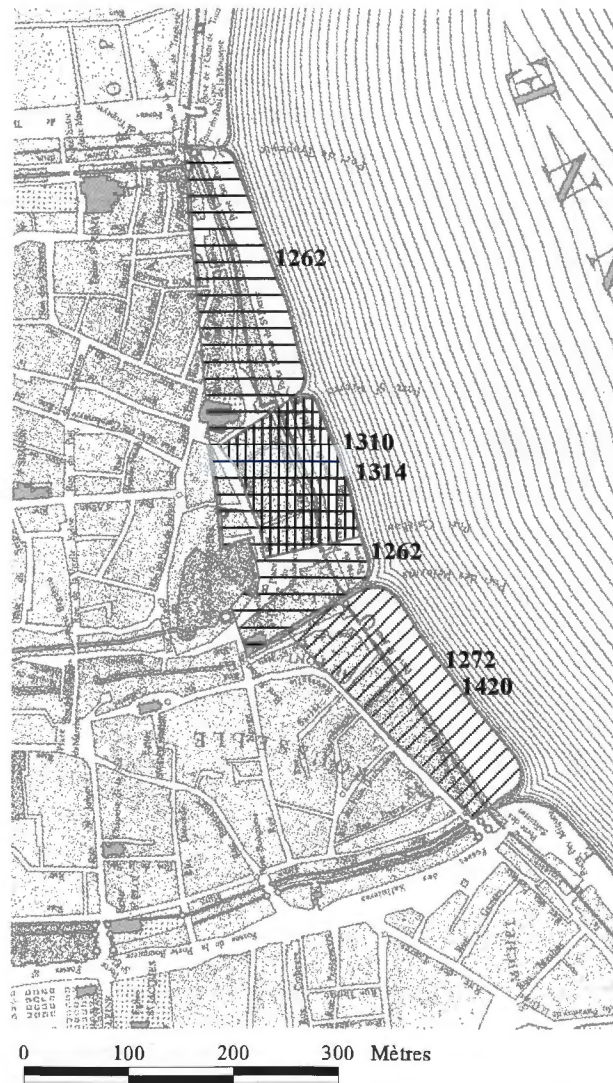


Fig. 2 — L'absence de défenses médiévales sur le côté oriental de Bordeaux selon Léo Drouyn.

Dates des textes utilisés montrant l'absence de mur :
1262 : entre la muraille antique et la Mar (enquête sur les padouens) ;
1310, 1314 : entre la rue des Argentiers et la Mar ;
1272, 1420 : entre la rue de la Rousselle et la Mar.

La démonstration de Drouyn

Dans l'introduction de *Bordeaux vers 1450*, après avoir démontré que le rempart est double, il annonce ainsi son propos : « Presque tous les auteurs » — le presque ne peut renvoyer qu'à Bernadau, dont il sera question plus loin — « qui ont décrit les murs de cette seconde enceinte les rattachent, du côté de la rivière, à l'angle nord-est de l'enceinte romaine » — c'est

le circuit de Devienne. « Nos recherches, nos observations topographiques et les textes manuscrits que nous avons consultés, nous autorisent à avancer, d'abord, que les murs de la deuxième enceinte ne passaient pas, le long de la Garonne, dans les localités où ces auteurs les placent ; et, en second lieu, qu'ils ne rejoignaient pas l'angle nord-est des remparts romains. »

On ne peut que saluer la rigueur toute scientifique de cet énoncé. Et d'ailleurs de la majeure partie de la démonstration qui suit. Elle s'organise en deux parties, la première s'ouvrant par une citation de Baurein démontre que le circuit de Devienne n'est pas fondé ; la seconde s'ouvrant par une citation de Bernadau affirme que l'enceinte était continue et se bouclait sur l'Ombrière. Rejets successifs des premier et troisième circuits, toujours avec le même processus rhétorique : citation et démonstration du contraire.

Réfutation du premier circuit

Pour la première partie de la démonstration, le principe est toujours le même : les terrains décrits sont continus depuis le mur romain¹⁵ ou depuis la rue de la Rousselle¹⁶, ou encore depuis la rue des Argentiers¹⁷ jusqu'à la berge, et donc ne peuvent contenir de rempart médiéval (fig. 2). Jusque là, la démonstration est absolument parfaite.

Au paragraphe suivant, Drouyn cite un acte de 1305-1306 reproduit dans le *Livre des Bouillons*. Il s'agit d'une maison construite sur le padouens de la place de l'Ombrière qui joint les murs qui furent construits vers la mer après la dernière guerre de Gascogne, *se jungerit ad muros, qui propter guerram ultimam Vasconie fuerunt constructi versus mare*¹⁸. « Ce dernier texte tranche, croyons-nous [Drouyn], la question ; si, en effet, les murs, existant en 1306, venaient d'être construits, à cause de la dernière guerre de Gascogne, nous devons penser que ce sont ceux bâtis en 1302, et non ceux élevés au XIIe siècle. »

La conclusion est en elle-même manifeste : pas de seconde enceinte.

15. Après citation de l'enquête de 1262 sur les padouens : « Ces padouens étaient donc situés entre le château de l'Ombrière, le ruisseau du Peugue et la rivière. Il n'y avait donc pas de murs entre ces maisons, la place de l'Ombrière et la Garonne. Il n'y avait d'autres murs que les remparts romains au bas de la rue Saint-Rémi et entre l'église Saint-Pierre et le château de l'Ombrière. » Et d'appuyer l'affirmation sur d'autres passages du même texte.

16. Même raisonnement que pour les padouens, appliqué à deux textes de 1272 et de 1420.

17. Titres de 1310 et 1314.

18. Drouyn ne donne pas d'autre précision ; en fait il s'agit de la maison de la monnaie. Ce même texte sera repris plus loin par Wandel Migeon et moi-même dans une interprétation nettement différente.

Mais on a du mal à concevoir la construction de la troisième enceinte en un laps de temps aussi bref¹⁹. En dehors même de ce point délicat, apparaît un autre problème. En effet, au nord, le long de la rue des Argentiers, il n'y avait pas encore de mur en 1314 ; au sud, la rue de la Rousselle n'en avait pas non plus en 1420. Il n'y a donc que deux hypothèses : soit ce mur est d'une envergure très limitée et n'est donc pas l'enceinte du XIe siècle ; soit le texte de 1306 est fautif, ce qui est bien peu probable, même en prenant en compte que l'acte de 1306 est seulement cité dans une reconnaissance de 1329.

Réfutation du troisième circuit

Drouyn a ainsi éliminé le premier circuit, il passe au troisième, qu'il prête donc à Bernadau dont il cite le passage du *Viographe*²⁰. Les expressions, aussi bien en commentaire de Bernadau qu'en conclusion du paragraphe, sont très fortes²¹ : il est manifestement impensable, inimaginable que le mur ne boucle pas son circuit. Aucune preuve n'en est donnée.

Drouyn continue : « seulement s'il n'énumère pas, comme faisant partie de l'enceinte du XIIe siècle, les portes des Portanets, Saint-Jean, du Calhau, Saint-Pierre et des Paus, c'est que les murs de cette enceinte n'existaient pas. » Il faut bien comprendre ici, malgré une certaine maladresse d'expression, que ce n'est pas une idée que Drouyn prête à Bernadau, c'est, en rebondissant sur les propos du viographe, la reprise de celle qu'il démontrait imparablement auparavant, à savoir que le circuit proposé par Devienne, qui correspond à cette série de portes, est impossible.

En fait, n'est opposée à la supposée idée de Bernadau que l'affirmation d'une impossibilité théorique.

Proposition du deuxième circuit

« Nous croyons donc pouvoir avancer que le mur passait dans les maisons qui bordent le côté oriental de la rue de la Rousselle ; qu'il rejoignait le rempart romain vers son angle sud-ouest ; que le Peugue lui servait de fossé, et que le château de l'Ombrière avait une sortie entièrement libre du côté de la rivière. » (Ce dernier point est une petite pique contre Baurein.) « Nous pouvons dire en outre avec certitude que les murs tracés dans le plan de Lattre ou dans toutes les vues cavalières, et qui, à partir de la porte Bourgogne, prennent d'abord la direction de l'est, puis celle du nord, jusqu'à la Devisse, et dans lesquelles sont ouvertes les portes des Portanets et du Calhau, ne sont pas du commencement du XIe siècle, peut-être même pas de la fin. »

Il faut absolument remarquer la nuance dans l'affirmation entre « Nous croyons pouvoir avancer » et « Nous pouvons dire avec certitude ». C'est l'archéologue qui parle ici, conformément à son énoncé liminaire. Dans le second cas, il a observé

les murs et il est parfaitement certain qu'ils ne sont pas anciens. Dans le premier, il fait une simple déduction de deux faits qui lui semblent manifestes : premièrement, il y a nécessairement un mur ; deuxièmement, cet ensemble continu de maisons qui borde la rue de la Rousselle est le seul espace où il ne peut rien observer ; comme il ne décèle pas le rempart ailleurs, il ne peut être que là. Dès lors que l'on admet la prémisse, c'est à peu près imparable.

Drouyn n'a pas oublié ce qu'il disait une page avant quand il déduisait du texte de 1420 qu'il n'y avait alors pas de mur : c'est bien pour cela qu'il souligne que le mur des Portanets et du Calhau sont plus tardifs, « ne sont pas du commencement du XIe siècle, peut-être même pas de la fin ». Mais il ne résout cependant aucunement le problème qu'il pose lui-même avec les textes de 1272 et 1420 : il n'y a pas de mur entre la rue et la berge, or il conclut à l'inverse.

« En conséquence, le rempart de la seconde enceinte, du côté de la rivière, partait du bout méridional de la rue de la Rousselle, traversait les maisons qui sont entre cette rue et celle de l'extrémité méridionale de la rue Ausone, qu'il rejoignait près du bout oriental du cours d'Alsace-et-Lorraine, remontait très probablement, la rive droite du Peugue jusqu'aux environs de la chapelle du Pont-Saint-Jean, près de laquelle il s'attachait au château de l'Ombrière. » Répétition n'est pas raison ; non plus que l'est une affirmation péremptoire.

C'est ce circuit que retiendront sans aucune contradiction tous ses successeurs.

La troisième enceinte

Le problème est ici beaucoup plus simple. Il n'y a jamais qu'un seul circuit de proposé, en particulier une fortification complète sur la berge : « La muraille courait ensuite le long du fleuve, en arrière de ses grèves d'échouage, en avant des enceintes plus anciennes. »²². Et, si le plan qui suit²³ montre des tirets devant la Rousselle, comme du côté du fort Louis,

19. J.-P. Trabut-Cussac (Renouard (dir.), 1965, p. 227-228), s'appuyant entre autres sur ce même texte de 1306, contourne le problème en faisant commencer la construction de la deuxième enceinte avant 1302.

20. « On construisit un mur de clôture qui prenait depuis la Porte-Basse et suivait jusque sur le port. » Bernadau, 1845, p. 14

21. « Le mur qui devait clore ce premier accroissement du côté de la rivière » ; « un rempart devait s'élever alors entre la porte de La Rousselle et le château de l'Ombrière ; on ne peut penser en effet que la ville eût été laissée ouverte du côté de la Garonne. »

22. Renouard (dir.), 1965, p. 226.

23. P. 227.

ce n'est pas pour signaler une interruption de la muraille, mais seulement pour prendre en compte les doutes de Drouyn qui ne reconnaît que des structures tardives. Pourtant, au moins un des textes repris plus haut est tout autant manifeste pour la troisième enceinte que pour la seconde : il n'y a pas de muraille entre la rue de la Rousselle et la berge en 1420 (fig. 2).

Pour ce qui est absolument manifeste dans ce secteur de la troisième enceinte, il y a les tours du Brisson de part et d'autre du Peugue, attestées depuis au moins 1407 selon Drouyn, à l'extrémité nord du secteur qui nous intéresse. Et à l'extrémité sud, la porte des Salinières et le raccordement avec la seconde enceinte.

Reste le problème des reprises tardives de la troisième enceinte. Pour Jullian, vers 1600 : « Le long de la rivière, le rempart existe comme autrefois, à peine interrompu par de trop rares ouvertures. »²⁴. On possède plusieurs vues cavalières du XVI^e et du XVII^e qui montrent toutes une fortification du côté de la Rousselle, mais toujours avec des caractères évidemment différents des structures médiévales. La muraille des Portanets est bien d'époque moderne ; c'est d'ailleurs comme cela que l'analysait Drouyn.

Une discontinuité de la défense

Léo Drouyn l'a perçu, mais n'y a pas cru. Personne avant lui et après lui ne l'avait imaginé. Il n'y a pas sur la berge garonnaise du quartier de la Rousselle, entre Peugue et font Bouqueyre, de fortification avant le XVI^e siècle. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de limite urbaine : elle est formée par la ligne des chais. Et cela même à un sens défensif, même s'il est assez peu efficace, encore que, à ces époques, le meilleur défenseur de ce secteur de la ville reste le fleuve.

La ligne de défense constituée par les chais est bien indiquée dans l'enquête de 1262 sur les padouens. En effet, l'article du règlement affirmant que toutes les portes des murailles de la ville doivent être publiques et communes est nuancé pour les chais situés entre la maison de Ruffat Beguer – voisine du Peugue – et celle de Pey Andron – à la porte de la Rousselle – lesquels chais « doivent avoir des portes comme en leurs propres murs »²⁵. Au premier abord, on comprend mal le rapport entre les deux idées, et guère mieux que les portes de ces chais aient un statut bizarre et différent de celles des autres chais situés en amont et en aval. Sauf à concevoir que ces ouvertures, privées et non publiques, sont pratiquées dans une muraille, continue mais constituée d'unités indépendantes, qui est aussi bien la façade des différentes constructions que l'enceinte de la ville. Le public et le privé entremêlent ici leurs intérêts comme leurs apparences.

Dès lors quand on lit, par exemple, dans la *Chronique* de Jean de Gauffreteau qu'en 1451, les bordelais ayant été repoussés jusqu'à Talence, à une lieue de Bordeaux, par l'armée de Charles VII, *il fut ordonné que les endroits de ladite ville, du côté de la rivière, qui se trouvoient ouverts, seroyent soudain fermés de palissade*, cela prend un autre sens que purement anecdotique.

La discontinuité des enceintes médiévales de Bordeaux n'est pas un fait unique. On la remarque dans bien d'autres villes. A commencer par Paris, qui, dans un cas de figure assez différent, il est vrai, restait ouvert sur la Seine. De nombreux exemples existent en Angleterre, et l'on pourrait en particulier évoquer Bristol qui n'est pas sans ressemblance apparente avec Bordeaux²⁶. De même, l'utilisation de façades privées alignées en une même défense est bien connue²⁷.

Entre l'ouverture nécessaire de la muraille antique autour de la Devèze, devenue chenal d'accès au port intérieur, et la discontinuité des défenses médiévales à côté du Peugue, accueillant les bateaux qui remontent jusqu'au marché, la comparaison est peut-être forcée mais ne manque pas d'intérêt. Dans chaque cas, c'est une forme d'ouverture de la ville, de perméabilité de ses défenses aux marchandises. Certes le passage était contrôlé par l'Ombrière, surveillé par les tours du Brisson ; mais, d'une certaine façon, il était libre. Il faut attendre l'époque moderne, l'abandon des ports en estey et le développement de moyens d'attaque fluviale, pour que la ville s'enferme complètement.

24. Jullian, 1895, p. 388.

25. Bouillons, p. 365-373, n° CXVII = *ibid.*, p. 487-494, n° CXLI = *Coutumes*, p. 186-196, n° V = *ibid.* p. 331-342, n° XXIV. En latin : *Item, dicimus quod in muris ville non debent esse porte, nisi sint publice et communes, et que habeant vias publicas ad intrandum et exiendum ; tamen caya que sunt a domo Ruffati Viguerii usque ad domum Petri Andron debent habere portas, ut in eorum propriis muris, et vase sunt proprie illorum quorum sunt domus usque ad imum maris*. Et en gascon : *Item, didem qu'ens murs de la Vila no deven estre portas, si no son publicas et comunaus, et que ayen vias publicas a intrar et yssir ; empero ly chay qui son de la mayson n'Arufat Beguer entro a la mayson en Pey Andron deven aver portas ayssi cum en lurs propriis murs ; et las vasas son propriis d'aquetz deuscan son las maysons entro a la yma de la mar*.

26. Schofield et Vince, 1994, p. 38, fig. 2.9. Mais aussi : Edinburg, p. 26, fig. 2.1, n° 143 ; Arundel, p. 31, fig. 2.3, n° 127 ; Perth, p. 37, fig. 2.8 ; York, p. 148, fig. 6.1.

27. *Ibid.* p. 38 : « Alternatively, city walls might be built, or lines of defence strengthened, by joining together existing lines of the walls of stone houses and blocking up openings such as doors and windows, as it is documented at Southampton in the fourteenth century, and in Edinburgh in both the fifteenth (the King's Wall, 1425-50) and the sixteenth centuries (Flodden Wall...). »



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 85-87

La Rousselle et la Mar : Le quartier aux XI^e et XII^e siècles

par Frédéric Boutoulle *

Au plus loin que les textes nous permettent de remonter, c'est-à-dire au tournant des XI^e et XII^e siècles, le secteur de La Rousselle se révèle fortement marqué par la puissance publique et déjà par une forte croissance.

L'empreinte de la puissance publique

Le nom de La Rousselle apparaît dans deux notices du Grand cartulaire de La Sauve-Majeure, datées des années 1095-1106 puis 1121-1140. Elles présentent des donations d'alleux localisés *a la Rocella a Burdel*, ou *in Rocera, prope ecclesie Sancti Michaelis*, et portant sur des maisons (*domus* ou *mansio*)¹. Le premier texte, comprenant 2 donations, livre 3 *domus* dont une avec un jardin (*ortus*), le second texte livre 5 *mansiones* d'un coup et appartenant au même propriétaire. Ces totaux, très inhabituels dans les cartulaires de la région, donnent à penser qu'il y avait peut-être eu lotissement.

Les donateurs sont des membres de la famille des viguiers et des prévôts de Bordeaux, seigneurs de l'Isle-Saint-Georges dans le second quart du XII^e siècle, aussi connus pour être seigneurs de Puy Paulin un peu plus tard². Le premier donateur est le viguier Pierre I^{er} de Bordeaux ; le second est le neveu de Pierre, Guillaume Hélié de Bordeaux, qui a été prévôt puis viguier ; le troisième donateur est Hélié, *nepos* du précédent. Non contents d'être propriétaires fonciers, alleutiers, dans le secteur, les Bordeaux y exerçaient aussi une partie des préro-

gatives banales. Les viguiers contrôlaient certainement la porte Bégueyre (*porta Vicaria*)³. En 1119, le prévôt Guillaume, frère de Guillaume Hélié, a fondé l'hôpital Saint-Jacques⁴.

Toutes ces prérogatives ont une origine publique. Les fonctions vicariales et prévôtales, qu'ils cumulaient, venaient du duc. Les droits banaux qui y étaient attachés avaient la même origine, comme certainement leurs alleux car on a la preuve, par un texte contemporain relatif à une terre située au débouché de la porte Dijéaux, que le duc donnait des alleux à des personnes privées⁵.

La Rousselle est en effet un quartier dans lequel la puissance ducal était bien visible. De l'autre côté du Peugue, la tour ducal surveillait les appointements et la perception des coutumes sur le vin⁶. Le port de la Rousselle est attesté entre

* Maître de conférences en histoire médiévale, Université de Bordeaux III.

1. Cart. La Sauve, n° 406 et 407. A.D.Gir. H 12 f. 2, *domos vestras de Rocera* (1166, n.st.).

2. Boutoulle, 2001, p. 957-958.

3. Mentionnée dans les années 1173-1180, Cart. Ste-Croix, n° 36, *scilicet mansionem Iterii ad portam Begueyram*.

4. A.D.Gir. 4 J 73, Cart. St-André, f. 84v.

5. Cart. La Sauve, n° 402 (1075).

6. Archives Historiques de la Gironde, t. 49, n° IX (1072/1077): *semel in anno unoquoque navis unius vinerarie consuetudinem*.

1182 et 1199 mais il existait certainement avant ⁷. Sur le pont Saint-Jean, un autre péage mentionné en 1274 existait certainement auparavant ⁸. Au débouché de la porte Bégueyre, le marché, mentionné pour la première fois entre 1155 et 1182 est peut-être plus ancien ⁹.

La Saline et la Pouyade

Parmi tous les lieux où se manifestait la puissance ducale, les salines (ou salins) sont certainement les moins connues. Au débouché de La Rousselle, elles marquaient la toponymie (*Porta de las Salineyras, fossats de las Salineyras, Rua deus Poun de las Salineyras, rua deu Puts Salat*) ¹⁰. Les salines ou les revenus que la puissance publique en tirait n'ont pas intéressé les chercheurs : Jean-Paul Trabut-Cussac, qui a si finement analysé les coutumes sur le vin, ne s'y attache pas.

Depuis la fin du XI^e au moins, on chargeait et déchargeait du sel sur le port de Bordeaux : le duc d'Aquitaine, Guillaume VIII, donna entre 1079 et 1087, à l'abbaye de La Sauve-Majeure, le droit d'aller chercher au port de Bordeaux, jusqu'à dix muids de sel sans acquitter de cens ou de rente ¹¹. Le salin de Bordeaux apparaît dans les textes dans la seconde moitié du XII^e siècle. Entre 1169 et 1189, Richard Cœur de Lion, duc d'Aquitaine, fils du roi d'Angleterre Henri II, ordonnait aux « baillis de Bordeaux tenant le salin de la ville » de faire rendre aux Bonshommes de Grandselve trois muids de sel et à ceux de Belleperche deux muids de sel ¹². En 1231 le roi-duc Henri III alloua aux moines de la Garde-Dieu en Limousin la perception de deux muids de sel, tous les ans, dans « notre saline de Bordeaux » à la fête de saint Martin (*percipiendas de salina nostra Burdegale*) ¹³. Des mandements du prince Edouard de 1255 évoquent tantôt une saline, tantôt un salin ¹⁴.

Une rente appelée Pouyade et levée dans la saline nous fournit un fil pour remonter plus haut dans le temps et renouer avec les premiers jalons. Cette Pouyade apparaît pour la première fois dans une donation du duc d'Aquitaine Guillaume X en faveur de Sainte-Croix de Bordeaux (1127-1137) : le duc abandonnait à l'abbaye deux coutumes appelées Pouyade et Fromentade, consistant en 3 muids de sel ¹⁵. Richard Cœur de Lion confirma cette donation en 1174 ¹⁶. Les textes du XIII^e siècle conservés dans le cartulaire de Saint-André montrent que la Pouyade était levée à la fois à Soulac, centre de production du sel, et à Bordeaux, centre de consommation et de redistribution. Ainsi, entre 1220 et 1230 une première notice présente les huit muids de sel que le chapitre de Saint-André percevait à Soulac, sur la Pouyade (*Iste habet apud Solac octo modia salis de Puiada sine consuetudine*) ¹⁷ ; une bulle papale de 1228 et une notice de 1236 évoquent huit muids de sel pris

sur la Pouyade à Bordeaux, plus précisément sur le « salin de Bordeaux » (*de Puiada octo modios salis quam habet in salino Burdegale*) ¹⁸.

C'est certainement au débouché de la rue de la Rousselle, si on en juge par la concentration de toponymes, qu'était située la saline de Bordeaux et que se percevait la Pouyade ducale. Le sel transitait par la Rousselle vers les boucheries situées autour du marché.

7. Cart. St-Seurin, n° 164 (1182-1194), donation *ad portum de Rocella supra litus maris*.

8. Rec. Feod. n° 518 (1274), *item tenet a domino rege novem libras redditum Turonensis apud pontem Burdegale super pedagio pontis predictis. Et omnia supradicta sunt in parochia Sancti Petri Burdegale* ; Rec Feod, n° 603, *Willelmus Artus, civis Burdegalensis, qui habet medietatem in portu Sancti Johannis de Ponte, juratus et requisitus, dixit quod portant dominum regem et senescallum suum et propriam familiam eorumdem cum navibus suis et propter hoc habent jura et percipiunt medietatem redditum et pertinetiarum dicti portus ex donatione regis*.

9. Cart. La Sauve, n° 391 (1155-1182), Raimond de Toil donna à La Sauve-Majeure une *domus* et une terre à Bordeaux dans le marché (*in mercato*) qu'il avait achetées ; cart. Ste-Croix, n° 135 (1170-1193), une transaction entre l'abbé de Sainte-Croix et Baudouin de Centujan fut confirmée *in foro Burdegale* (1170-1193).

10. A.D.Gir. G 1725 /79 (10 septembre 1375) *carreyre publica deu pont de las Salineyras*.

11. Cart. La Sauve, n° 13 : *libertatem ut semper singulis annis liceat eis per Gerundam fluvium navigio transcendere quo liberit decem modios salis pro adquirenda annona ceterisque sibi necessariis*. Cart. La Sauve, n° 17, *per Burdegalensem portum decem modios salis quo liberit singulis annis transvehere sine aliquo censu vel redditione*.

12. B.N. Doat 80, f. 297r-v (*ballivi Burdegalensibus qui tenent salinum ejusdem ville*), B.N. Doat 91, f. 202-203r (*ballivi Burdegalensibus qui tenent salinum*). Nous remercions vivement le professeur Nicholas Vincent pour nous avoir communiqué ces références.

13. Pat. rolls 1225-1232 p. 433 (1231) ; Close rolls 1231-1234, p. 420 (1234).

14. Rôles Gascons, n° 4432, *modiis salis quos percipere consueverunt per annum de salinam Burdegale* ; Rôles Gascons, n° 4528, *super salinum nostrum ibidem quod eidem acensavimus*.

15. Cart. Ste-Croix, n° 7 (1127-1137), *unoquoque anno omnes consuetudines trium modiorum salis que mihi contingunt, scilicet la Poyada et Fromentada et omnes reliquas consuetudines sine ullo retinaculo ullius rei*. Confirmation, cart. Ste-Croix, n° 4.

16. Cart. Ste-Croix, n° 4, p. 6.

17. Cart. St-André, f. 62 (1220-1230).

18. A.D.Gir. G 270, *decimam Burdegala, redditus quas habetis tam in civitate Burdegalensi quam in mari, videlicet in Pujata salis sive saline, redditus possessiones et quicquid habetis in foro veteri et in novo* ; Cart. St-André, f. 63 (1236), *fuit restitutus decanus Burdegale pro ipsa ecclesia de Puiada octo modio salis quam habet in salino Burdegale ab Helie Vigerii tunc ballivo rege de mandato et provisione nuntiorum sollempnium ipsius regis*.

L'encadrement religieux

L'église Saint-Michel marquait, nous l'avons vu, le quartier de La Rousselle (*in Rocera, prope ecclesie Sancti Michaelis*). Elle apparaît dans les textes en 1099 à la faveur du règlement d'un contentieux entre l'abbaye de Sainte-Croix et le chapitre de Saint-André, par l'archevêque Amat (*ecclesiam Sancti Michaelis, extra urbem super Garonam sitam*) ¹⁹. Ce texte révèle que Saint-Michel avait été donnée plus tôt aux bénédictins de Sainte-Croix, du temps de l'archevêque Josselin de Parthenay, soit entre 1059 et 1086. En 1149, une donation présente le projet d'agrandissement de Saint-Michel (*ad novum opus basilice Sancti Michaelis constituendum*) et le *cimeterium* ²⁰. La paroisse Saint-Michel est explicitement attestée entre 1170 et 1180 (*super decurtatione parrochie Sancti Michaelis*), dans un arbitrage entre les moines de Sainte-Croix et les chanoines de Saint-André, par l'archevêque de Bordeaux, Guillaume le Templier ²¹.

Or la paroisse Saint-Michel existe depuis la fin du XI^e siècle au moins. L'arbitrage de l'archevêque de Bordeaux, Amat d'Oloron, en 1099, porte sur la nomination du *capellanus*, ainsi que sur la perception de revenus (*trigesimum et confessiones*) ²². Les quelques occurrences dans la documentation régionale des *confessiones* et des *trigesimum* au XII^e siècle les mettent en relation avec des églises paroissiales (Saint-Paul et Saint-Pierre de Bordeaux, Saint-Martin de Blanquefort, Saint-Pierre de Bruges, La Réole) ²³.

Au dessus du cadre paroissial, le secteur de La Rousselle est partagé entre deux influences au début du XII^e siècle, celle de l'abbaye de Sainte-Croix au sud et, à l'ouest, celle du chapitre cathédral Saint-André de Bordeaux, nettement plus importante mais en recul. La puissance de ce dernier apparaît à travers les bulles d'Alexandre III du 13 juillet 1173 et de Lucius III du 15 décembre 1181, qui dressent la liste des possessions du chapitre cathédral : le chapitre possédait les églises de la moitié sud de la ville (Sainte-Marie, Saint-Paul, Saint-Projet, Saint-Siméon, Saint-Pierre), plus les églises du faubourg sud, Sainte-Colombe, Saint-Eloi, Saint-Jacques, Saint-Eulalie, une part dans les églises de Saint-Michel et Saint-Laurent d'Escures ²⁴ ; le chapitre percevait en outre des rentes dans la cité et sur les berges (*redditus tam in civitate Burdegalensis quam in mari*) et levait la dîme, de la Devèze jusqu'au ruisseau de Talence.

Pendant tout le XII^e siècle, l'emprise religieuse du chapitre sur ce secteur fut grignotée par les autres églises et établissements religieux. Les chanoines ont d'abord perdu une partie de l'église Saint-Michel, donnée à Sainte-Croix, par l'archevêque Josselin de Parthenay et par le chapitre, avec la réserve des *confessiones*, du *tricesimus*, et au terme de l'accord de 1099, d'un cens de 2 sous payé à la Saint André ²⁵ ; les chanoines de Saint-

André continuaient à assister aux donations et aux accords concernant l'église de Saint-Michel ²⁶. En 1119, l'hôpital Saint-Jacques fut fondé *in parrochia que erat juris canonicorum*, ce qui occasionna une mise à plat de leurs prérogatives trois ans plus tard (les chanoines gardaient la présentation du prêtre, deux sous de cens et l'assurance que leurs paroissiens ne pouvaient être ensevelis dans le cimetière de l'hôpital) ²⁷. Plus loin, à Sainte-Croix, les chanoines étaient en mesure de contester aux moines la *capellania Sancte Crucis* et d'autres droits paroissiaux (*super chrismate et oleo*) ²⁸.

Ainsi apparaît-il que les paroisses de Sainte-Croix, Saint-Michel ainsi que l'hôpital Saint-Jacques recouvraient un territoire qui avait autrefois relevé de Saint-André et dont les limites, si l'on en juge par l'étendue de son dîmaire, allait de la Devèze au ruisseau de Talence.

19. Cart. Ste-Croix, n° 26.

20. Cart. Ste-Croix, n° 128.

21. Cart. Ste-Croix, n° 36 (1170-1180).

22. Cart. Ste-Croix, n° 26 (1099) *revendissimo predecessore nostro domino Gaucelino et a Sancte Andre capitulo ecclesiam Sancti Michaelis, extra urbem super Garonam sitam prorsus et integro in jus Sancte Crucis adquisivit*.

23. Cart. St-Seurin, n° 132 (1159-1181), *medietatem confessionum parrochianorum Sancti Petri de Cancellio et Sancti Pauli in parte civitatis manentium* ; Cart. St-Seurin, n° 138 (1173-1180), Bruges, *oblationibus que in ea fient sicut suis prescriptis, corpus ipsemet sepulture tradet accepto tamen prius tricesimo quod eundem capellanum Sancti Severini de jure contigit* ; Cart. St-Seurin, n° 153 (1182-1199), *tricenarium quoque et confessiones ecclesie Sancti Pauli que per longa tempore retinuerant* ; Cart. Ste-Croix, n° 32 (1170-1178), *recognovit P. sacerdos presentationem capellani ad abbatem Sancte Crucis de jure et antiqua consuetudine pertinere nec debere aliquem capellenum ibidem institui absque eorumdem presentatione. Recognovit medietatem fructuum atque redditum et universorum quecumque nomine ecclesie Sancti Martini interius vel exterius percipiuntur scilicet : oblationes, obolia cum fraternitatibus, tracti ordinationes, mortuorum fete, sponse, convivia nuptiarum, ea in quibus solent per domos parrochie vesci sacerdotes, candeles, queste, sanctuaria, confessiones, processiones...* ; Cart. La Réole, n° 92 (1187), *Praetera capellanus habeat nuptias et oblationes sponsi et sponse et eorum qui cum iis veniunt, undecumque veniant tam in die quo contrahitur inter eos matrimonium quam in sequenti praeter cereos quod ad opus faciunt vigilandi. Confessiones etiam omnino et integro cum omni tempore ad jus pertinerit capellani*.

24. A.H.G., t. XIII, n° CVI, p. 359, n° CVII, p. 361 (A.D.Gir. G. 267, f.2) ; A.D.Gir. G 270 (1228), G 320 (1176).

25. Cart. Ste-Croix, n° 26.

26. Cart. Ste-Croix, n° 128 (1149), *Huic dono interfuerunt Milo canonicus Sancte Andree et Ayquelinus sacerdos Sancti Michaelis et alii plures pluri tam milites quam burgenses*.

27. Cart. St-André, f 84 v.

28. Cart. Ste-Croix, n° 36 (1170-1180).



La Rousselle et la Mar : à travers les actes de la fin du Moyen Age, un quartier ouvert sur le fleuve

*par Sandrine Lavaud **

Le postulat - voire, le paradigme - d'une enceinte fermée qui englobe et protège la totalité de l'espace urbain fait partie des représentations communes sur la ville du Moyen Age. On a vu combien ces représentations, ces clichés, l'ont emporté dans les différentes restitutions historiques et cartographiques du Bordeaux médiéval, qui se sont évertuées à représenter la cité et ses faubourgs clos de toutes parts. De fait, à l'égal du vieux mur romain qui entourait la cité sur ses quatre faces, les enceintes médiévales se devaient, dans la vision des historiens, de protéger, sans discontinuité, les espaces nouvellement urbanisés. Des études récentes, principalement deux mémoires de maîtrise effectués sous la direction de J.B. Marquette, n'ont pas infirmé ces conclusions ; celle de Séverine Forme, menée en 1999, a porté sur la seconde enceinte et a tenté de restituer le tracé et la finalité de cette muraille construite après l'expédition de 1206 du roi de Castille, Alphonse VIII, contre Bordeaux. Elle met en exergue « l'étrangeté » de cette enceinte, double sur la plus grande partie de son tracé et qui, dans sa partie orientale, pose, selon ses propres termes, « un problème de tracé ». Mais, elle conclut pourtant sur l'existence d'une muraille du côté du fleuve et va même jusqu'à produire un schéma « du noyautage (par le bâti) du rempart aux abords de la rue Rousselle » ¹.

Même analyse, même conclusion dans le T.E.R. effectué par Anne Massot, sur l'occupation du sol des quartiers nord-ouest de la paroisse Saint-Michel. Si elle relate les hésitations des historiens antérieurs, elle confirme l'existence de cette portion des remparts, ajoutant seulement « que cette partie de muraille du XIII^e siècle aurait disparu plus rapidement que le reste de l'enceinte, peut-être dès la construction de la troisième enceinte de la ville au XIV^e siècle, ce qui expliquerait le peu d'informations qui nous est parvenu à son sujet » ². Un silence des textes -notamment des actes fonciers qui jamais ne mentionnent de muraille à cet endroit- qui pose question et qui oblige à reconsidérer le sujet en se débarrassant des a priori et en travaillant au plus près des sources ; que nous disent (ou ne nous disent pas...) ces dernières, lorsqu'elles deviennent abondantes, à partir de la seconde moitié du XIII^e siècle ? Quelle interprétation peut-on en tirer ?

* Maître de conférences en histoire médiévale, Université de Bordeaux III.

1. Forme, 1999, p. 72.

2. Massot, 1999, p. 38.

L'apport des sources

Pour la fin du Moyen Age, les sources écrites sont relativement nombreuses et de différente nature. Une lecture exhaustive et attentive peut permettre de dresser un bilan de la question de l'existence ou non d'un rempart à la Rousselle. Le corpus utilisé repose sur trois types de sources :

Décision des quatorze commissaires relative aux padouens, 29 octobre 1262

C'est le document le plus ancien pour la période d'étude. Il a été publié, sous sa version latine, dans le *Livre des Bouillons*³, sous sa version gasconne dans le *Livre des Coutumes*⁴. D'une grande richesse d'informations, ce texte relate une enquête menée à l'instigation du prince Edouard, fils d'Henri III, sur l'état des padouens dans la ville de Bordeaux. Les padouens sont des lieux vacants, considérés comme appartenant au roi-duc, qui passe pour en avoir cédé l'usage aux habitants. C'est la multiplication des usurpations, notamment la construction de maisons sur les vacants, qui a incité le roi à créer une commission de quatorze bourgeois assermentés chargés de procéder à l'enquête et de faire droit avant la Toussaint 1262. C'est auprès des anciens de la ville que les commissaires se sont renseignés. Leurs déclarations ont permis d'établir la liste des padouens envahis ou menacés depuis leur jeunesse, soit depuis cinquante ou soixante ans. Leur témoignage dresse un état de l'encombrement de Bordeaux au milieu du XIII^e siècle, en même temps qu'il révèle les espaces relevant du roi-duc ; les murailles et leurs fossés en font partie et sont considérés comme padouens.

Que nous apporte cette enquête sur le quartier de la Rousselle ? En premier lieu, que toutes les places et maisons qui sont entre « *murs neus e velhs de la ciutat et deu borc* » (murs neufs et vieux de la cité et du bourg) sont tenues pour padouens⁵. La formule est sibylline et peut suggérer plusieurs interprétations. On peut, à un premier degré de lecture, associer les murs neufs à ceux de la seconde enceinte qui clôt le bourg Saint-Eloi et les murs vieux à ceux de l'enceinte romaine de la cité. De fait, la zone en padouen recouvrirait l'ensemble du faubourg Saint-Eloi, de la Rousselle aux Ayres. Si l'on suit cette première hypothèse, le lotissement de cet espace se serait donc élevé sur un terrain relevant directement du roi-duc ; ce nouveau quartier serait donc le fruit d'une multitude d'usurpations, sur lesquelles il semblerait impossible de pouvoir revenir en arrière. On peut cependant douter que le roi-duc ait eu l'intégralité de la mouvance sur le bourg Saint-Eloi, qui semble aussi avoir été revendiquée par le chapitre Saint-André et l'abbaye Sainte-Croix. Pour autant, la directe royale est demeurée importante à la Rousselle, comme en atteste le Registre de la comptabilité de Bordeaux⁶. Le compte de 1482-1483 y fait état de 27 tenures accensées par le roi, des chais pour la plupart (20 tenures) ou

des maisons (7), dont le roi ne tire qu'un faible revenu : 4 sous au total. Ainsi, on peut imaginer qu'en tant que zone portuaire, située de surcroît à proximité du palais ducal de l'Ombrière, La Rousselle ait pu être initialement padouen, puis progressivement lotie au détriment de la mouvance ducal qui ne s'y serait maintenue que partiellement.

Autre interprétation possible, les adjectifs « neufs et vieux » qualifient l'ensemble des murailles et renvoient aux parties anciennes ou juste (re)construites tant de l'enceinte romaine que de la seconde enceinte. Car ces qualificatifs peuvent aussi s'appliquer à cette dernière ; en effet, on sait qu'elle est double sur une large part de son tracé et Fr. Boutoulle a montré, en s'appuyant sur une mention des Rôles gascons⁷, qu'on y distinguait un mur vieux d'un mur neuf et donc que la construction des deux murailles s'était faite en deux temps. Dans cette hypothèse, seule la partie entre les deux murs de la seconde enceinte –et non plus tout le faubourg Saint-Eloi– est padouen, comme le sont aussi les fossés, les portes, les barbacanes..., soit l'espace sur lequel est édifiée l'enceinte avec sa périphérie immédiate. Plus prudente, cette analyse est confortée par un autre article de l'enquête de 1262. Les commissaires prévoient que de la porte de la Rousselle à la porte « *sotz lo mur* » (porte Toscanan ou porte Basse, près de la place Pey Berland, au début du cours Alsace-Lorraine) une rue soit aménagée entre les maisons et le mur, une rue libre dégagée de tout obstacle, au sol comme en hauteur : il s'agit de la rue Entre-Deux-Murs qui longe, intra muros, la seconde enceinte sur toute sa longueur. Dans la périphérie immédiate du mur, elle fait partie de l'ensemble défensif qui relève du domaine public. Son dégagement a pour but d'assurer une meilleure sûreté de la muraille. On remarquera qu'aucune mesure identique n'est prise pour le quartier de la Rousselle, un premier indice en faveur d'une absence de mur à cet endroit.

L'hypothèse semble être confirmée par une autre mention. Il s'agit d'un article relatif à l'interdiction de faire des portes privées dans la muraille ; il est prévu qu'aucune ouverture ne doit y être faite hormis les portes publiques donnant accès à une voie d'entrée et de sortie de la ville. Cependant, les chais qui sont de la maison d'Arufat Beguey à la maison de Pey Andron « *deven aver portas ayssi cum en lurs propriis murs* » (doivent avoir portes comme dans leurs propres murs)⁸. L'information, bien que peu explicite est importante : en terme de

3. *Bouillons*, p. 365-373 et p. 487-494.

4. *Coutumes*, p. 186-196 ; en version latine p. 331-342.

5. *Coutumes*, p. 186.

6. *Archives historiques de la Gironde*, t. 50, 9^e compte, 1482-1483, p.13-29.

7. *Rôles gascons*, t. I, sup. 4526.

8. *Coutumes*, p. 194.

lieu d'abord ; s'il est difficile de localiser les deux maisons qui font limite, on sait cependant que Pey Andron avait son chai et sa maison contre la barbacane de la porte de la Rousselle⁹ ; quant à Rufat Beguey, on peut supposer que son domicile était proche ou assimilé à « *l'hostau Beguey* » situé près de la porte du même nom. L'espace intermédiaire couvrirait donc bien la partie correspondant au quartier de la Rousselle, de la porte de la Rousselle au sud, jusqu'au mur romain au nord. Un ajout à l'article, concernant les « *vasas* » (vases de la berge) sur lesquelles sont bâties les maisons, confirme que l'on se situe en bordure du fleuve. En ce qui concerne un éventuel rempart, on remarquera qu'il n'est pas cité et, qu'au contraire, on prévoit une mesure particulière pour cet espace : les chais, qui, ici, jalonnent le fleuve, devront faire des portes comme si c'étaient leurs propres murs. L'assertion surprend : alors que partout ailleurs on interdit de percer la muraille, les gens de la Rousselle y seraient autorisés ; n'y voyons pas un passe-droit ou un privilège particulier mais plutôt un constat : ce sont les murs de ces chais qui servent de muraille et peuvent, à ce titre, y ouvrir des portes. De fait, ils sont considérés comme partie intégrante du système défensif et, comme lui, font limite à l'espace urbain. Quel est alors leur statut juridique : privé parce ces chais relèvent de seigneurs, principalement ecclésiastiques, qui les ont accensés, ou public parce qu'associés à la défense de la ville, sans parler de leur rôle majeur dans l'économie locale ? L'enquête de 1262 maintient la confusion, mais on retiendra que ce sont les chais qui forment le long du fleuve, de la barbacane de la Rousselle jusqu'aux murs du castrum, la ligne de clôture en même temps que, par leurs portes, ils commandent les espaces de circulation.

L'enquête ne fournit pas d'autres informations à l'exception de la mention de la barbacane de la porte de la Rousselle considérée comme padouen et seul élément défensif public à cet endroit. Ces premiers indices relevés peuvent être croisés avec les archives communales.

Les Registres de la Jurade

Il s'agit des deux seuls tomes restants pour la fin du Moyen Age ; ils couvrent la période 1406-1409 pour le premier, 1414-1416 et 1420-1422 pour le second. Les délibérations municipales qui y figurent s'inscrivent dans un contexte de guerre où la jurade est particulièrement vigilante sur la défense de la ville. Murailles et portes sont une de ses grandes préoccupations : il lui faut en assurer la garde, l'entretien et, en cas de menaces militaires, la fermeture des ouvertures. Les portes privées, notamment les portes des chais, sont l'objet de mesures spécifiques car elles sont autant de points de faiblesse qu'il faut contrôler ; ainsi, la jurade oblige, au moins pour la nuit, leur fermeture et la remise des clés aux magistrats municipaux¹⁰. L'une de ces mesures intéresse particulièrement le quartier de la

Rousselle et n'a pas d'équivalent pour les autres zones de chais. La délibération du 9 novembre 1406 prescrit que les portes des chais emmurées, de la tour de Wataffel (tour de la partie est de l'enceinte romaine, au niveau de l'église Saint-Pierre) à la porte de la Salinière (à côté de la porte de la Rousselle), soient démurées afin que l'on puisse y mettre le blé et autres denrées parvenues à Bordeaux. Chaque chef de maison doit bien tenir –entendons garder– sa porte démurée afin de ne pas mettre la ville en danger. Il doit jurer de l'emmurer à nouveau dans les douze jours qui suivent¹¹. Cette mesure confirme les dires de l'enquête des padouens : à la Rousselle, les chais participent à la défense de la ville ; ce sont leurs portes qui assurent les accès. C'est pour ravitailler la ville qu'elles sont momentanément ouvertes. L'existence d'une éventuelle muraille n'est à aucun moment signalée. Il en est de même dans les fonds seigneuriaux.

Les actes fonciers

Ils appartiennent à des archives seigneuriales, datant de la fin du Moyen Age (XIV^e-XV^e siècles) et essentiellement ecclésiastiques : le chapitre Saint-André en premier lieu, le chapitre Saint-Seurin et les bénéficiers de Saint-Michel, dans une moindre mesure, sont les principaux seigneurs. Ces actes ont été étudiés par Anne Massot qui en a relevés 57 pour la seule rue de la Rousselle et les a ordonnés dans un sorte d'état de section où figurent toutes les parcelles connues ; ces textes sont donc relativement abondants et révèlent une bonne part du paysage du quartier. La rue de la Rousselle en est l'axe majeur, la « *gran carreya* », assez large pour qu'y circulent les charrettes. Le bâti y est dense et les espaces libres y sont rares. Les maisons et les chais qui sont nombreux (12 ont été dénombrés) semblent disposés de part et d'autre de la rue. Sur la partie du côté du fleuve, ces constructions ont la Garonne comme confront. Prenons l'exemple des « *mayson, chay, meytat de madera de l'un costat, terra e loc* » (maison, chai, moitié de « passage » d'un côté, terre et lieu) tenus par Besian Salin du seigneur Guilhem de Londras ; le bien jouxte deux autres maisons et chais au nord et au sud, la rue de la Rousselle au couchant, et « *l'yma de la mar* » (le bord du fleuve) au levant¹². Quid du rempart ? Il n'est ici pas signalé et il en est de même dans la totalité des actes fonciers connus pour cette zone.

9. Sur ce point, voir les informations convaincantes de S. Forme, 1999, p. 73. Par une mauvaise interprétation, elle en déduit cependant qu'il y a un rempart.

10. Ainsi, le 26 janvier 1415, « Que soit crié que ceux qui ont des clés des portes de chai sur la rivière, qu'ils les portent, chaque nuit, à leur jurat » (*Registres de la Jurade*, t. IV, Bordeaux, 1883, p. 111).

11. *Registres de la Jurade*, t. III, délibérations de 1406 à 1409, Bordeaux, 1883, p. 135.

12. A.D.Gir. G 1714, 29 mai 1379.

A la lumière des sources étudiées, force est de constater que le quartier de la Rousselle ne dispose pas, sur sa face orientale, d'une muraille. Il est directement ouvert sur le fleuve et ce sont les chais et les maisons installés sur ses berges qui ferment l'espace urbain et tiennent lieu de rempart. Comment expliquer ce « trou » dans l'enceinte du XIII^e siècle ?

Essai d'interprétation

Plusieurs hypothèses peuvent être avancées. Toutes ont dû interférer dans le choix de ne pas enclorre à cet endroit, car on ne peut douter qu'il s'agit d'un choix plutôt que d'un empêchement ; si tel avait été le cas, la construction de la troisième enceinte aurait comblé le vide, il n'en a rien été. Ajoutons que ce point doit être pensé dans la question globale de la finalité de la seconde enceinte et des motivations de son édification : enceinte défensive dans un contexte de pressions militaires sur la ville ? Enceinte symbolique ? Expression d'une commune naissante et du pouvoir croissant des bourgeois ? Ces interrogations demeurent, pour l'heure, encore entières.

La Rousselle, comme la totalité du faubourg Saint-Eloi, est un **espace neuf** où les appropriations du domaine ducal par le privé ont pu être nombreuses et mal maîtrisées. En bordure du fleuve et du port, le lotissement a dû être particulièrement intense et probablement précoce. Edifier l'enceinte à cet endroit aurait obligé à détruire nombre de constructions sauvages (a contrario, la pression urbaine est moins forte au sud, surtout après l'expédition du roi de Castille, et l'enceinte a pu s'y établir sans trop de contraintes).

En matière de **défense de la ville**, la ligne de chais n'offre qu'une protection fragile au regard des murs de la seconde enceinte, doublés sur une grande partie de leur longueur. C'est bien là la raison majeure avancée par les historiens antérieurs sur l'existence d'un rempart à la Rousselle. Il est vrai que c'est bien sous la pression militaire que la seconde enceinte a été édifiée ; chaque vague de travaux correspond à une menace extérieure : les premiers travaux de 1208 sont consécutifs à l'expé-

dition du roi de Castille ; la seconde phase est suscitée par la descente du prince Louis de Marmande en 1219 ; la troisième par l'offensive capétienne de 1224. Pour autant, l'absence d'une muraille à la Rousselle peut s'expliquer par la faiblesse de la menace d'une attaque de la ville par le fleuve. En 1208, c'est par la terre que les forces du roi de Castille ont attaqué le faubourg. C'est encore de l'arrière-pays que provient la menace française. Le fleuve, au contraire, amène le secours des alliés anglais. On s'est donc contenté d'une mise en défense légère et souple, constituée de la ligne des chais dont on emmure les portes en cas de menace. La porte de la Rousselle au sud et la porte Sent-Johan au nord verrouillent l'ensemble.

L'argument décisif demeure le **facteur économique** ; le quartier de la Rousselle appartient à ce que l'on pourrait appeler « le ventre » de Bordeaux. Ce pôle économique de la ville est centré sur le marché Sainte-Colombe (actuelle place Fernand-Lafargue) mais La Rousselle en constitue l'avant-port. Au XIII^e siècle, avant l'extension du port au siècle suivant, vers la Grave au sud et vers Tropeyte au nord, c'est l'embouchure du Peugue qui constitue la principale zone portuaire de la ville. Les berges de la Rousselle en sont le prolongement. Ainsi, c'est dans les chais de ce quartier qu'arrivent et que sont déposées les denrées qui approvisionnent le marché. C'est là qu'est entreposée la plus grande partie des blés qui ravitaillent la ville. C'est encore ici que sont réceptionnées les cargaisons de vin, venues du haut-pays ou exportées vers l'Angleterre. Le quartier se devait donc d'être ouvert sur le fleuve et la construction d'un rempart aurait perturbé sa vocation portuaire et commerciale.

A la fin du Moyen Age, le quartier de la Rousselle est un espace central de la ville. Ses fonctions économiques lui valent une population de marchands dont certains appartiennent au patriciat de la ville. Ils côtoient les lignages nobles qui ont leurs résidences dans la rue Neuve et ses alentours. Nombre d'entre eux participent à la commune, certains en qualité de jurat. Proche de l'hôtel de ville comme du palais ducal, La Rousselle est dans l'orbite de ces deux pôles de pouvoir. Ouverte sur le fleuve, sans l'entrave d'une muraille, La Rousselle incarne la réussite de l'union anglo-gasconne.



La Rousselle et la Mar : Essai sur le développement urbain et la topographie du faubourg Saint-Eloi

par Ezéchiel Jean *

L'espace urbain actuellement délimité par le cours d'Al-sace-et-Lorraine, le quai Richelieu, les cours Victor-Hugo et Pasteur et la rue Duffour-Dubergier constitue le premier espace suburbain d'accroissement désigné aussi comme le faubourg Saint-Eloi. Ce faubourg marchand, né de la croissance des dernières décennies du XII^e et du début du XIII^e siècle se développe au sud des murs de la cité antique. A l'ouest et au sud-ouest, il confronte le quartier canonial de Saint-André par l'intermédiaire des actuelles rues Duffour-Dubergier et Porte-Basse ainsi que par le cours Pasteur. Au sud, le cours Victor-Hugo fossilise le tracé des fossés de la deuxième enceinte bordelaise jusqu'à la place Bir-Hackeim. La façade du quai Richelieu clos le faubourg à l'est.

La deuxième enceinte bordelaise, vraisemblablement achevée en 1227, est formée d'un mur double, séparé par deux fossés (« *arrefossat et fossat* » mentionnés en 1262). Percée de sept portes dont certaines étaient précédées de barbicanes, le faubourg englobe les paroisses prospères de Saint-Eloi et Sainte-Colombe créée respectivement en 1159 et 1181 ainsi qu'une partie de la paroisse Saint-Michel appelé la Rousselle, soit environ 9 hectares. Si les étapes réelles de la construction de l'enceinte sont encore difficiles à cerner, il est certain que la décision municipale de clore le faubourg constitue la consécration du nouveau centre de gravité économique et social créé depuis le début du XII^e siècle au sud de la cité antique.

L'activité économique et politique qui caractérise le faubourg Saint-Eloi, siège de la municipalité de Bordeaux, est drainée par l'estey du Peugue qui longe d'ouest en est le rempart antique, est reste navigable dans ce secteur jusqu'au début de l'époque moderne. La veine économique et sociale du faubourg est captée par la veine hydrographique qui alimente le marché (actuelle place Fernand-Lafargue).

L'analyse morphologique de ce secteur ne peut pas se faire en vase clos. C'est la raison pour laquelle il a semblé nécessaire de prendre en compte les abords parcellaires immédiats, tant au nord (feuille de la Douane) qu'au sud (feuille de l'Hôtel-de-Ville et Saint-Côme) afin de ne pas confondre les résultats de l'analyse avec la localisation de l'antique, du médiéval et du moderne présents au sein de la trame (fig. 1). C'est bien de la forme du paysage urbain, de sa genèse et de son fonctionnement dont il est ici question et non de la reconstitution d'un puzzle chrono-géographique qui n'explique pas pourquoi ce faubourg s'est hissé au premier rang des secteurs économique, politique et social dès la fin du XII^e siècle.

* Doctorant en histoire médiévale, Université Bordeaux III.

Les unités de plan

Une observation approfondie de l'ajustement parcellaire et de ses orientations permet de dégager dix unités de plan (fig. 3), c'est-à-dire dix ensembles qui, de par l'homogénéité de leur forme ou par l'aberration de forme qu'il comporte, suggèrent une histoire commune⁵.

Les zones en façade de Garonne

- Zone 1 : cette zone est constituée par les hôtels de façade des quais. Elle confronte l'ancienne rue de la Porte-Saint-Jean (actuel cours d'Alsace-et-Lorraine)⁶ au sud, les rues Ausone et du Chai des Farines, dépasse la carte et bloque l'hôtel de la Douane au nord. Elle est fermée par le quai Richelieu (Bourgogne) à l'est. Une série de très petites parcelles (5 x 5 ou 5 x 10 mètres) se distinguent de part et d'autre du Quai-Bourgeois à l'est d'un alignement remarquable accroché autour de la porte Cailhau.

- Zone 2 : face à la Garonne, ce bloc est limité par le quai Richelieu (Bourgogne) à l'est, la place Bir-Hakeim et le cours Victor-Hugo (fossés de Bourgogne) au sud, la rue de la Rousselle à l'ouest et la rue de la Porte-Saint-Jean au nord. La partie est, directement en contact avec la Garonne, se distingue, malgré les apparences, des îlots de façade de la zone 1. L'alignement infra parcellaire est lui aussi bien présent mais son orientation est sensiblement divergente à la précédente qui suit scrupuleusement le méandre du fleuve. Il n'existe aucune concordance d'alignement tel ceux notés dans les zones de lotissements médiévaux des paroisses Saint-Michel et Sainte-Croix plus au sud⁷. C'est une venelle et une série de parcelles non bâtie qui remplacent les dits alignements et accentue la confusion et l'assimilation que l'on pourrait faire de ces deux zones. Sur l'ensemble des quais de Bordeaux, et mis à par les constructions exceptionnelles des Quinconces et de la place de la Bourse, l'ensemble des îlots confrontant la Garonne sont tous caractérisés par une apparence longiligne accentuée par l'implantation dorsale d'un alignement remarquable que l'on suit d'îlot en îlot sur plusieurs centaines de mètres. L'apparente gemellité de la zone 2 avec la zone 1, et nous allons le voir avec la 3, tombe rapidement lorsqu'on note l'épaisseur importante de l'îlot coincé entre le quai Richelieu (de Bourgogne) et la rue de la Rousselle : 87,50 mètres par la rue de la Porte-des-Portanets, contre 20 mètres en moyenne pour tous les îlots avec alignements dorsaux situés le long des quais. Cette zone, à l'instar des zones 1 et 3, ne joue pas le rôle d'écran entre le tissu urbain et la Garonne, elle génère au contraire un effet d'aspiration que caractérise l'orientation parcellaire, perpendiculaire à la courbe du fleuve.

- Zone 3 : c'est le pendant de la zone 1, dont les limites s'étendent au-delà du cadre d'étude, depuis la place Bir-Hakeim (de Bourgogne), jusqu'à la rue du Moulin à l'est de l'église Sainte-Croix. Les parcelles de très petite taille ainsi qu'un alignement remarquable interne sont ses principaux traits⁸.

Les zones de limite nord

- Zone 4 : cette zone s'étend sur 600 mètres d'est en ouest sur une épaisseur de 40 mètres du nord au sud rassemble 4 îlots longilignes entre les rues du Loup, du Cerf-Volant, du Palais-de-l'Ombrière (Neuve-du-Palais) au nord d'une part ; et les rues des Mottes, des Trois-Canards, du Mû, et Poitevine au sud d'autre part ; le passage Pey-Berland à l'ouest et la place du Palais à l'est. Chaque composant est caractérisé par un alignement remarquable interne presque continu d'est en ouest qui joue le rôle d'écran entre des parcelles de très petite taille (5 x 5 mètres en moyenne) au sud et des parcelles oblongues (5 x 10 à 15 mètres) au nord. Cette zone dépasse le cadre de l'étude, à l'ouest, et butte sur le cours d'Albret.

- Zone 5 : Cette zone confronte tout du long le secteur 4 sur une épaisseur moyenne identique. Il est limité au nord par les rues des Mottes, des Trois-Canards, du Mû, Poitevine et par la place du Palais au Nord, par la rue Ausone, l'ancienne rue du Pont-Saint-Jean et la rue de la Porte-Saint-Jean à l'est ; par les rues de la Rousselles, Sainte-Colombe (et sa place), la rue du Vieux-Marché (Ancien-Marché) et par un alignement remarquable de parcelles allongées d'est en ouest et noté comme étant le ruisseau du Peugue sur la source cadastrale. Cette zone butte sur le cours d'Albret au-delà du secteur étudié. Des parcelles rectangulaires de petite taille, sans presque aucune dépendance, suivent l'orientation des rues. L'alignement remarquable se prolonge, au-delà de la rue Sainte-Catherine (Poisson-Salé), par un système interne de voirie fait d'impasse et de nombreuses circonvolutions viaires : la rue des Herbes, l'impasse Poitevine (Voûte-du-Peugue) et rue du Pont Saint Jean. A l'est, deux îlots, dont un coudé sur la rue de la Rousselle, terminent la zone en entonnoir ouvert sur la zone 1 côté Garonne. La présence d'un alignement interne de l'îlot situé entre la place du Palais et la rue du Pont-Saint-Jean accentue l'entonnoir et se greffe lui aussi sur l'impasse Poitevine (Voûte-du-Peugue).

5. Le zonage par unité de plan se définit par l'observation et le regroupement de caractères géométriques propres à la structure d'une partie de la trame et par la différence d'organisation spatiale qui l'isole de ce qui l'entoure.

6. Le cours est percé dans la décennie 1860 et s'appelle rue de la Vallée-du-Peugue jusqu'en 1871, date à laquelle il devient le cours d'Alsace-et-Lorraine.

7. Jean, 2001, p.93-96.

8. *Ibid.*, voir à propos de cette zone la page 93, et le descriptif de la zone 2.

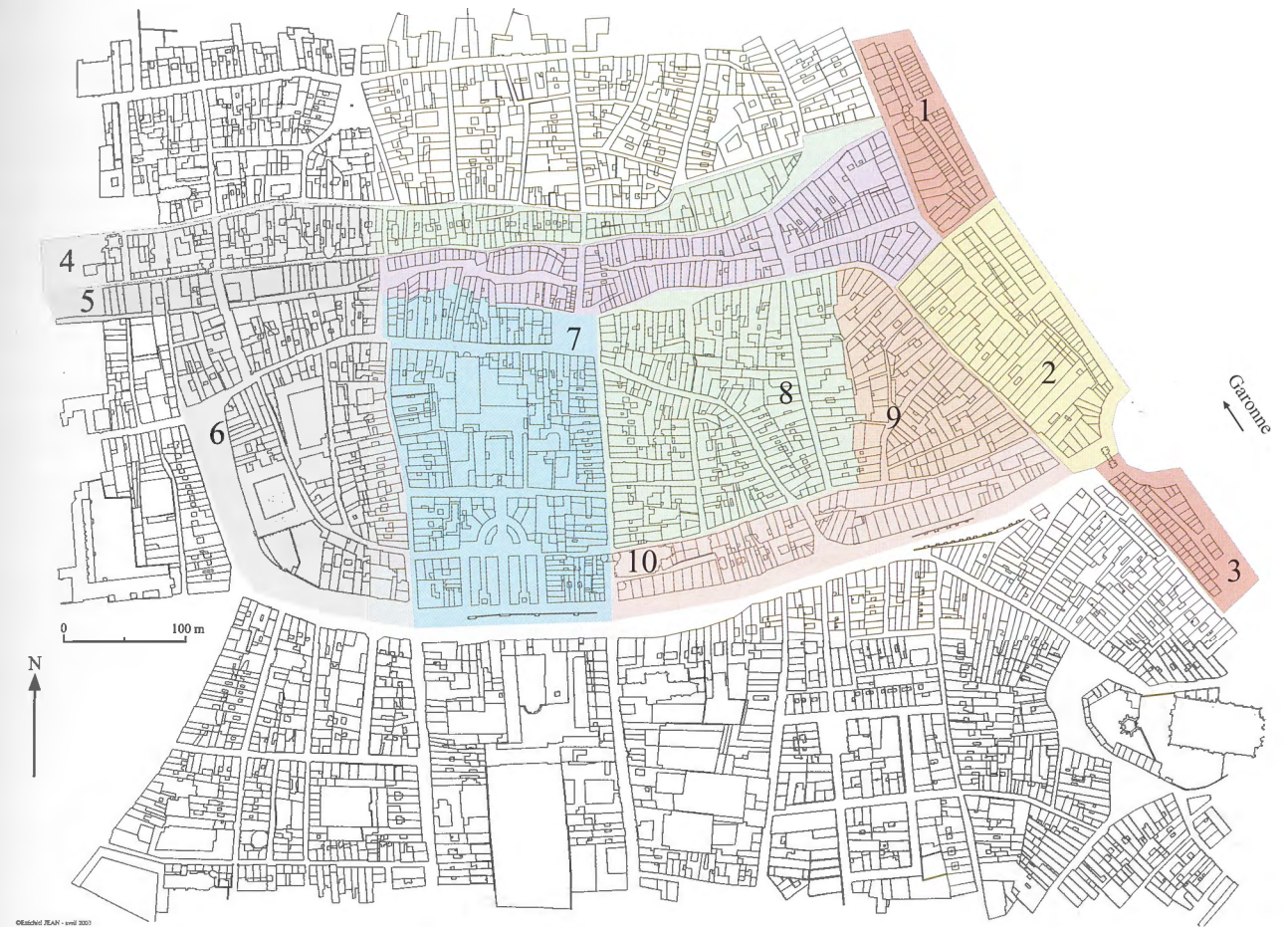


Fig. 3. - Les unités de plan.

Les zones de limite sud

- Zone 6 : cette zone confronte l'alignement du ruisseau du Peugue au nord, la rue Sainte-Catherine (du Cahernan et du Poisson Salé) à l'est, le cours Victor-Hugo (fossés des Carmes) au sud, et par le cours Pasteur (fossés des Tanneurs) et la rue Duffour-Dubergier (Boule-du-Pétal) à l'ouest. Le coude formé par le cours Victor Hugo et le cours Pasteur se répercute en onde dans la zone et affecte les orientations internes de la voirie par l'intermédiaire de la rue Saint-Antoine, aujourd'hui disparue, et de la rue Paul-Bert. Deux sous-ensembles se dégagent de part et d'autre de cette dernière : à l'est des îlots constitués par des parcelles alignées en bande, à l'ouest la présence de parcelles de très grande taille (25 x 40 mètres) qui noyautent le centre des îlots⁹.

- Zone 7 : pendant du premier sous-secteur évoqué dans la description de la zone 6, elle longe la rue Saint-James à l'est, le cours Victor-Hugo (fossés de l'Hôtel-de-Ville) au sud, la rue

Sainte-Catherine (du Cahernan et du Poisson Salé) à l'ouest et se démarque par un changement brutal d'orientation parcellaire avec la zone 4 au nord. Elle est aussi marquée par la présence de parcelles de grandes tailles, les unes à l'ordonnement indéterminé situées entre les rue Gouvéa (de Gourgue) et Pierre-de-Coubertin (de Gourgue) et la rue des Ayres, les autres, relevant visiblement d'une action planifiées constitue aujourd'hui la place de la Ferme-de-Richemont, à l'emplacement du parking Victor-Hugo désigné comme place du Grand-Marché sur le cadastre. Les parcelles de petite taille suivent la voirie et présentent une orientation nord / sud très homogène.

9. La tentation de scinder la zone 6 en deux sous-ensembles, à l'instar des zones 8, 9 et 10 est grande. L'apparence barlongue de la zone 10 ne se répercute aucunement sur les unités 8 et 9. En revanche, les îlots en forme de crosse de la zone 6 où se trouve l'actuel Musée d'Aquitaine se répercute profondément sur ceux situés plus à l'est. C'est la raison pour laquelle cet ensemble trouve une unité interne qui le différencie des autres.

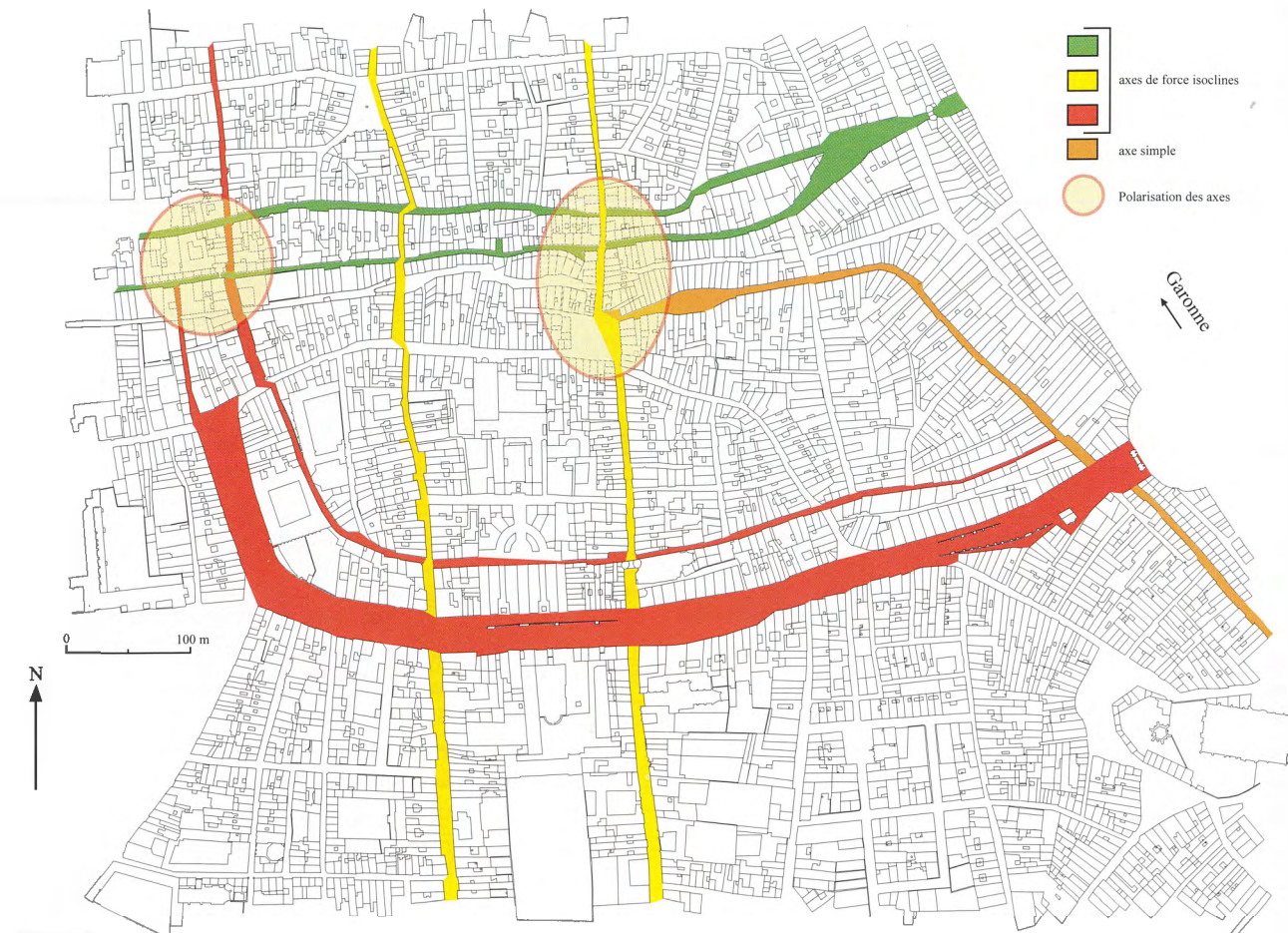


Fig. 4. - Les axes de force.

- Zone 8 : elle jouxte, au nord, la place et la rue Sainte-Colombe ainsi que le brin occidental de la rue de la Rousselle ; un changement brutal d'orientation parcellaire marqué avec précision sur la carte constitue sa limite est. La rue Teulère (Poudiot) et une partie de la rue Renière fixe la limite sud et la rue Saint-James celle de l'ouest. Cette zone est constituée de parcelles de petite taille orientée sur les voies et qu'un effet centrifuge aspire vers le nombril de l'îlot situé au nord du coude de la rue Bouquière.

- Zone 9 : de forme lancéolée, la zone 9 se démarque de la zone 8 par un changement brutal d'orientation accentué par la présence de trois à quatre pattes d'oie qui aspire le parcellaire vers la rue Renière. Limitée au nord-est par la rue de la Rousselle, au sud par la rue Renière et à l'ouest par la ligne qui marque le changement d'orientation, cette zone n'est pas sans rappeler la zone de fracture décelée lors de l'étude des lotissements de Saint-Michel et Sainte-Croix¹⁰. C'est sur elle que se

greffent les orientations parcellaires des zones 2 et 8 selon une ligne interne de fracture qu'il est délicat de souligner à ce stade de l'analyse.

- Zone 10 : les rues Teulère (Poudiot) et Renière au nord, la rue de la Rousselle à l'est, le cours Victor-Hugo (fossés Saint-Eloi et de Bourgogne), au sud et la rue Saint-James à l'ouest, isolent deux îlots constitués de petites parcelles alignées sur la voirie et marquées par des alignements internes, simple et dans le prolongement d'une rue pour l'îlot greffé sur l'église Saint-Eloi et double en ce qui concerne le suivant, dans le prolongement de l'impasse de la Fontaine-Bouquière (ruelle de la Fontaine-Bouquière). Le changement brutal de la taille des parcelles de part et d'autre de la Grosse cloche, l'isole de la zone 7 et les orientations des zones 8 et 9.

10. Jean, 2001, voir à propos de cette zone la page 96 et le descriptif de la zone 8.

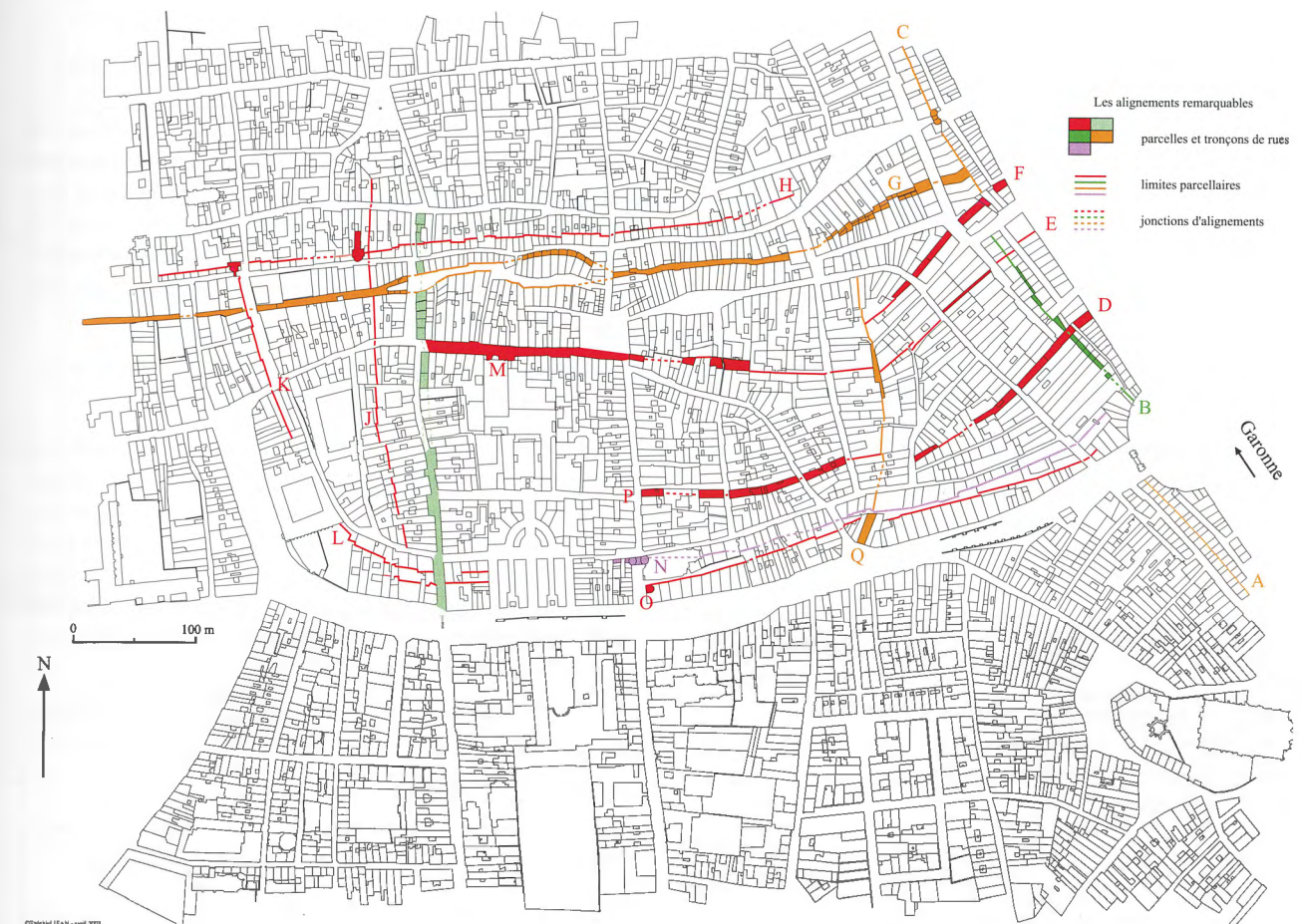


Fig. 5. - Les anomalies de détail de la trame parcellaire.

Le comportement parcellaire et ses anomalies

Les orientations dominantes de la trame parcellaire

Le plan cadastral de Bordeaux, et plus particulièrement du faubourg Saint-Eloi, recèle une grande quantité d'orientations dont aucune ne se révèle dominante au premier coup d'œil. Contrairement à d'autres villes qui fournissent des orientations privilégiées, le cas de Bordeaux confine parfois à la confusion et le choix entre les directions dominantes n'est pas aisé. On retiendra cependant trois orientations pour ce secteur :

- une orientation NL-6°E, sécante 86°W, très présente entre la rue Sainte-Catherine et la rue Saint-James et qui diffuse jusqu'à la rue Neuve, malgré l'attraction et le réaligement des parcelles effectuées au contact de la rue Bouquière,

- une orientation située entre NL-42°E et NL-46°E entre la rue Neuve et le bord de la grave, qui butte sur la zone de fracture numéro 9,
- enfin une orientation plus ponctuelle de NL-72°W entre le cours Pasteur et la rue Duffour-Dubergier d'une part et l'ancienne rue Saint-Antoine d'autre part.

Les lignes de force du plan

Certaines rues ou alignements de rues constituent les lignes de force de ce secteur et du plan de la ville (fig. 4). Les unes structurent l'ensemble de plan de la ville et ont été retenues pour cadrer la zone géographique de cette étude. Elles façonnent durablement le tissu urbain et dépassent, parfois, le cadre du parcellaire représenté ici. Elles ont ici la particularité de fonctionner en binômes isoclines¹¹.

11. Chouquer, 2000. Définition donnée p. 188 : « principe de permanence d'un effet d'orientation dans les formes paysagères du à la présence d'un élément directeur ou morphogène. »

Ce sont le cours Victor Hugo (fossés de Bourgogne, Saint-Eloi, de l'Hôtel-de-Ville et des Carmes), le cours Pasteur (fossés des Tanneurs) dont la largeur moyenne de 35 mètres constitue une trace irréversible sur le plan d'ensemble de la ville de Bordeaux. Cet élément constitue un morphogène puissant dans la trame urbaine. Il se double, plus au nord, d'un alignement viaire similaire constitué par les rues Saint-Antoine, Paul-Bert, de Guienne, Teulère et Renière.

D'autres axes, plus discrets en comparaison, sont aussi à retenir :

- l'alignement des rues des Mottes, des Trois Canards, du Mû, Poitevine en tout ou partie effacée de la trame actuelle suite au percement de la rue de la Vallée-du-Peugue qui deviendra le cours d'Alsace-et-Lorraine en 1871 est doublé par les rues du Loup, du Cerf-Volant et la rue du Palais-de-l'Ombrière (Neuve-du-Palais). Ces axes parallèles sont capturés au niveau de la place du Palais par l'ouverture de la Porte-de-Cailhau.
- la rue Sainte-Catherine (rue du Cahernan et du Poisson Salé pour les parties visibles) parallèle à l'alignement des rues du Mirail, Saint-James, de la place Fernand Lafargue et des Epiciers,
- enfin, un alignement que seule une vue d'ensemble du plan de la ville permet de distinguer, celui formé par les rues du Moulin, Carpenteyre, de la Fusterie, de la Rousselle, et de la rue et place Sainte-Colombe.

Ce dernier axe présente un décroché important au niveau de la rue de la Rousselle provoqué par un effet de capture qui sera développé plus loin dans l'analyse.

Des lignes interviennent au second degré, pour gérer les dynamiques internes de la zone étudiée :

- l'arc formé par les rues des Boucheries et Bouquière avec la rue des Ayres par l'intermédiaire de la place Fernand Lafargue (Ancien-Marché),
- et l'axe de liaison formé par les rues Neuve et de la Chapelle Saint-Jean.

Enfin la confluence de certaines de ces lignes crée des nœuds de voirie et notamment deux :

- celui formé par la rencontre du système rouge (Victor Hugo) et du système vert d'une part,
- et celui créé par la polarisation des systèmes bleu (Loup et Cerf-Volant) et orange (Rousselle) sur le système jaune autour de la place Fernand-Lafargue et de la rue des Epiciers.

Les alignements remarquables de limites parcellaires

Présent à l'échelle d'ensemble de la trame urbaine, les lignes de forces sont liées à un certain nombre d'alignements remarquables de voirie, parcelles et limites parcellaires dont le tracé pourrait évoquer la présence d'anciennes voies ou éléments fortifiants de la ville. Le tableau ci-dessous contient la liste de ces alignements qui concernent au moins deux îlots (fig. 5) (tableau).

Ces alignements peuvent se regrouper en fonction de leur orientation et de leur organisation en cinq groupes.

Le premier réunit les alignements A, B et C face à la Garonne et dépasse largement le cadre de cette étude notamment pour les tronçons A et C qui se poursuivent respectivement jusqu'aux rues du Port et Duployé. L'alignement B se dégage quelque peu de l'ensemble car il ne suit pas la courbe d'orientation donnée par la Garonne. Il est constitué par des limites parcellaires et des parcelles non bâties tel que le note la source cadastrale.

Le deuxième est constitué par les longs alignements G et H, relativement parallèle, et qui dépassent le cadre de l'étude du côté de Pey-Berland.

Le troisième comporte les tronçons I et J, eux aussi isoclines et appuyé sur les axes de force d'orientation antique.

Le quatrième groupe est organisé à l'intérieur des îlots bordés par les axes de forces en forme de canne donnée par les cours Victor-Hugo et Pasteur. Ce sont les alignements L (deux morceaux), N et O que termine l'alignement K qui boucle l'ensemble par capture d'une parcelle de très petite taille et de forme aberrante qui franchit la rue des Mottes.

Enfin le cinquième groupe, formé par les alignements D, E, F, M et P qui buttent sur la ligne Q, forme un véritable réseau en arêtes de poisson et traduit un changement d'orientation de la trame parcellaire manifesté dans la zone 9. A l'est, les alignements D, E et F semblent faciliter les rapports espace urbain / fleuve et ont une orientation globale située entre NL-42°E et NL-46°E. A l'ouest de la ligne de fracture Q, les alignements M et P traduisent une orientation entre NL-1°E et NL-4°W (perpendiculaire NL-86°W). La ligne Q focalise ce basculement brutal d'orientation à proximité de la rue Neuve.

Alignements	Longueur (en mètre)	Composition	Orientation	Formes	Observations
A	340	limites parcellaires	NL-48°W	droite	L'alignement dépasse le cadre du secteur, seuls 110 mètres sont visibles (cf. commentaires)
B	175	limites parcellaires et parcelles	NL-47°W	droite	
C	275	limites parcellaires et parcelles	NL-60°W	droite	L'alignement dépasse le cadre du secteur, seuls 130 mètres sont visibles (cf. commentaires)
D	185	parcelles et limites parcellaires	NL-32°E à 46°E	arc brisé	L'arc crée un changement d'orientation entre le petit brin (NL°32E) et le grand (NL-46°E)
E	175	limites parcellaires et parcelles	NL-42°E	droite	
F	165	parcelles et limites parcellaires	NL-46°E	droite	
G	645	parcelles, voirie et limites parcellaires	NL-6°E à 26°E	alignement bifide et arqué	L'alignement dépasse le cadre du secteur, seuls 645 mètres sont visibles (cf. commentaires)
H	525	limites parcellaires et parcelles	NL-6°E à 23°E	droite	L'alignement dépasse le cadre du secteur, seuls 525 mètres sont visibles (cf. commentaires)
I	320	voirie et parcelles	NL-86°W	droite	Alignement constitué de 130 m de rue et 140 de parcelles
J	300	limites parcellaires	NL-80°W à 88°W	arc brisé	
K	140	limites parcellaires	NL-72°W	droite	
L	110/90	limites parcellaires	NL-30°W à 2°E	arc double	Constitué de deux brins parallèles, le plus long étant au nord
M	370	parcelles, voirie et limites parcellaires	NL-4°W	droite	Alignement constitué de 170 m de rue et 200 de parcelles et limites parcellaires
N	415	parcelles, voirie et limites parcellaires	NL-15°E à 48°E	droite morcelée	Alignement morcelé s'appuyant sur l'impasse de la fontaine Bouquière depuis la grosse cloche et se termine par un changement d'orientation brutal
O	405	parcelles, voirie et limites parcellaires	NL-15°E à 48°E	droite	Parallèle à l'alignement N
P	170	parcelles et limites parcellaires	NL-1°E à NL-19°E	arc brisé	
Q	220	parcelles, voirie et limites parcellaires	NL-77°W à 82°E	arc brisé	

Les anomalies ponctuelles de la forme parcellaire

Certains traits de la trame parcellaire évoquent la complexité à démêler l'échafaud de sa constitution. Un certain nombre d'anomalies affecte le tissu et ouvre à des suggestions d'interprétations.

Les ruptures d'orientations

Ces ruptures et ondulations multiples de la trame caractérisent de façon plus générale le plan de Bordeaux. « *Il arrive quelquefois qu'on observe, dans un îlot une nette rupture d'orientation se reproduisant, à l'identique, sur plusieurs parcelles. Ces ruptures provoquent la naissance de parcelles urbaines coudées en V très ouvert. Elles peuvent donc indiquer un fait topographique antérieur sur lequel les parcelles ont pris appui.*¹² » Le plan en offre un remarquable exemple à l'angle des cours Victor Hugo et Pasteur, évoquant les fossés de la deuxième enceinte bordelaise et son rattachement à celle de la cité antique. Moins évident, mais tout aussi surprenant, le changement brutal d'orientation de part et d'autre de l'alignement Q, crée, à l'est, une série de pattes d'oies internes et externes susceptibles de raccrocher la trame à l'ouverture d'une porte d'enceinte tel qu'on peut l'observer rue des Boucheries à l'emplacement de la porte médiévale dite « *porta Boqueyra* ».

Rues et places de forme aberrante

Ces tracés tourmentés traduisent souvent une réalité sous-jacente du plan ancien de la ville comme le passage d'une enceinte, le raccord d'une trame urbaine, d'enclos ou d'édifices... Le plan en offre quatre exemples :

- le tracé du cours Victor Hugo et du cours Pasteur constitue un espace tampon de première importance et bouleverse les comportements parcellaires au nord et au sud,
- le tracé et l'alignement des rues du Loup et du Cerf-Volant qui se conclue par un brutal changement d'orientation et la forme en coude caractérisée de la rue du Cerf-Volant vers la rue des Bahutiers,
- le tracé tourmenté de la rue des Herbes, bordées par deux îlots longilignes de forme arquée constitués de toutes petites parcelles, au milieu de l'alignement G, et à proximité de la place Fernand Lafargue,
- enfin, la forme toute particulière de la rue et de la place Sainte-Colombe qui crée une panse.

Parcelles anormales indiquant d'anciennes rues et éléments topographiques

Le parcellaire des quartiers Saint-Eloi et de la Rousselle invite à restituer le tracé de plusieurs rues légèrement déplacées

au cours du temps et pourrait témoigner de la mise en place d'un réseau primitif que l'on abordera plus tard en détail.

L'exemple le plus frappant est donné par l'alignement de parcelles, de voies et de limites parcellaires (alignement G) sur l'emplacement du ruisseau du Peugue. Au nord-ouest, trois grandes parcelles allongées est-ouest sont notées « ruisseau du Peugue » sur le cadastre. La mise en rapport de ces trois parcelles avec la rue des Herbes, l'impasse Poitevine (Voûte du Peugue) et un alignement remarquable d'arrière-cours entre la Place du Palais et la rue du Pont-Saint-Jean, permettent de reconstituer le lit de l'estey.

Une autre illustration permet de reconstituer un état antérieur du tracé de la rue Sainte-Catherine dont la forme se trouve bouleversée par une série de décrochés et de baïonnettes entre la rue de Gouvêa et la place Saint-Projet (alignement I).

Enfin, le réseau en arêtes de poisson construit sur l'épine dorsale de l'alignement Q ne pourrait-il pas être considéré comme un premier réseau viaire ?

Essai sur le développement urbain et la topographie des quartiers Saint-Eloi et de la Rousselle de l'Antiquité tardive à la fin du Moyen Age

La recherche sur le développement et la topographie de ce secteur, éclairée par la morphologie, doit être recoupée avec différents travaux afin d'expliquer l'émergence de ce pôle de pouvoirs multiples réalisée entre l'Antiquité et le Moyen Age (fig. 6). « *Il s'agit d'associer les formes repérées et individualisées avec des données historiques afin de suggérer des rapprochements permettant l'interprétation.*¹³ »

La topographie du suburbium sud à la fin de l'Antiquité

L'étude géomorphologique réalisée par le BRGM restitue avec précision l'emplacement du lit du ruisseau du Peugue et crée un véritable talweg tel que le plan de synthèse le fait apparaître. La zone bleutée définit la largeur du talweg qui passe de 50 mètres à l'ouest à près de 100 mètres à l'est. La forme conique des îlots associés entre la place du Palais et la rue du Pont-Saint-Jean évoque le débouché de l'estey. Une série de

12. Chouquer, 1994, p. 370.

13. Chouquer, 2000, p. 372.

six parcelles présentant un décroché interne accentuent l'effet. Deux renflements sont observables sur la partie médiane du ruisseau.

Au nord du Peugue, le tracé de l'enceinte de la cité antique est fossilisé par l'alignement remarquable H¹⁴ que l'on suit sur 525 mètres. La flaque urbaine s'étend sur une surface maximale de 150 à 170 hectares à la fin du II^e siècle et englobe complètement le secteur étudié même si les densités de population ont tendance à se concentrer sur le site primitif de la cité situé entre le cours de l'Intendance et le Palais-Gallien¹⁵.

De fait, on repère au sein de la trame la prégnance de l'orientation antique sur le réseau viaire (rues Sainte-Catherine et Saint-James) et parcellaire comme la zone jaune du plan de synthèse l'indique.

« *Le sud suburbium était devenu au VII^e siècle le quartier monastique.*¹⁶ » Les rares données que nous avons sur ce secteur soulignent que les terrains non stabilisés des rives du Peugue sont partagés entre le chapitre Saint-André et le monastère bénédictin de Sainte-Croix. Quelles est la densité du peuplement à cette époque ? Trop peu d'éléments sont à disposition pour évoquer l'emprise du bâti et le développement du réseau viaire durant le Bas Moyen Age.

L'implantation d'un nouveau pôle portuaire au sud du Peugue

Que s'est-il produit entre l'époque du port intérieur romain sur la Devèze et la migration des activités portuaire le long de la grave au XIII^e siècle ?

Tous les historiens de Bordeaux s'accordent à dire que l'envasement progressif de la Devèze, du fait des négligences d'entretien (curetage) et de la conquête progressive des rives de la Garonne, aboutit à ce qu'elle ne soit plus navigable dès la fin du VII^e siècle. L'estey des Anguilles tel qu'on l'appelle au XV^e siècle a perdu sa fonction portuaire relativement tôt. La perte de vitesse de la zone portuaire intérieure a forcé les habitants de la cité, et notamment les marchands, à développer un autre pôle d'activités à la fois proche de la cité et facilement navigable.

L'installation progressive et la migration des activités portuaires se sont vraisemblablement faites dans des conditions moins idylliques que ne le laisse supposer cette analyse. Toutefois, le ruisseau du Peugue semble avoir été privilégié aux autres esteys qui couraient dans et à proximité de la ville. Les esteys de la font d'Audeyola et de la fontaine des Pontets (impasse de la fontaine Bouquière), qui naissaient trop près de la ville ne devaient pas fournir un tirant d'eau assez important pour permettre le passage d'embarcations. L'estey de l'Eau Bourde (Aïga Borda en gascon), au pied des murs du monas-

tère de Sainte-Croix se situait trop loin, à un kilomètre, et la zone suburbaine dans l'interstice devait être en grande partie occupée par des sols marécageux. Le ruisseau du Peugue, de par sa proximité et son débit plus élevé¹⁷ s'est révélé être plus propice à accueillir ces activités.

De fait, le secteur situé à l'angle sud-est du rempart antique, sur les bords de la Garonne au débouché du Peugue, pourrait être le premier noyau de cette implantation, sans compter la petite terrasse située à l'angle des rues Neuve et Renière qui mettait ses habitants hors d'eau. Il est certes impossible de donner les différentes étapes de ce changement de port. En revanche, il est probable que les alignements remarquables notés sur l'épine dorsale de la zone 9 constitue un premier réseau de voirie, avant l'implantation de la deuxième enceinte. Dès lors, ce secteur semble voué à être le cordon alimentaire et économique du fleuve à la ville comme l'orientation dominante est-ouest du secteur l'envisage.

Le développement du nouveau poumon économique autour de la place du Marché

La migration des activités maritimes, même à l'échelle locale, a donné une couleur marchande et bourgeoise à ce secteur, particulièrement au quartier de la Rousselle où toute bonne famille qui se respecte a pignon sur rue. La polarisation des activités entraîne une concentration sociale identique et la naissance d'une élite de *burgenses* attestée dès 1122-1124. Ce n'est sûrement pas le hasard qui conduit les viguiers et prévôts de Bordeaux à s'installer au débouché d'une porte qui prend leur nom : la porte Bégueyre dite aussi porte de la Vigerie¹⁸, mais plus vraisemblablement le désir d'exercer leur pouvoir à proximité du pôle économique.

La délocalisation du port s'est faite à un rythme inconnu pour un espace qu'il est tout aussi difficile de définir avec précision. Aucun document ne laisse présager qu'une autorité quelconque a décidé une création ex-nihilo. Rien n'est moins sûr. Plus justement, une lente inertie a permis l'émergence de ce pôle. Les premières installations se situent-elles sur la grave ou

14. Pour l'étude de cette enceinte, se reporter à Barraud et al., 1996.

15. *Ibid.* cf. « l'expansion du Haut-Empire » p. 29.

16. Etienne (dir.), 1990, p. 78.

17. *Ibid.* p. 115, Robert Etienne mentionne qu'« on pouvait y faire monter au XVI^e siècle des navires d'une cinquantaine de tonneaux dans 8 à 10 pieds d'eau. » L'auteur ne cite pas sa source, en revanche, on peut raisonnablement penser que le débit devait être plus élevé à la fin de l'époque carolingienne.

18. Drouyn, 1879, p. 50, la mention de cette porte est attestée depuis 1175.

Un pôle marchand fortifié mais ouvert sur la Garonne

Premier accroissement : le tracé de la deuxième enceinte

La juxtaposition des séries d'alignements remarquables permet de restituer le tracé de l'enceinte construite au début du XIII^e siècle. Depuis la place Bir-Hackeim jusqu'à la Grosse-Cloche, le tracé est presque continu. Le rempart est constitué de deux murs. On peut noter l'écartement qui se produit depuis la rue des Boucheries jusqu'au fleuve, qui demeure le témoin de la fontaine des Portanets, petit cours d'eau coincé entre les deux murs et qui se jetait dans la Garonne (actuelle impasse de la fontaine Bouquière) où le rempart est très nettement visible.

De l'autre côté de la rue Saint-James, le tracé est toujours double mais a été en grande partie effacé par l'opération d'urbanisme évidente que constituent les étals hémisphériques du Marché-Neuf (actuelle place de la Ferme-de-Richemont).

C'est à l'angle de l'ancien Collège Royal, actuel musée d'Aquitaine, qu'aucune trace ne fossilise la présence d'une enceinte double. Une partie du mur est nettement visible du fait du rattachement de l'enceinte médiévale à celle du III^e siècle par le biais d'une parcelle de forme aberrante qui cristallise cette capture, en rompant la rue des Mottes. L'enceinte pourrait donc être constituée d'un mur simple sur le côté ouest, si l'on se limitait à la seule observation planimétrique. Pourtant, le texte rapportant l'autorisation consentie par le prince Edouard à Guilhem Ramon Colom de lotir le secteur, le 12 août 1255, ne laisse aucun doute sur l'aspect double de cette enceinte côté nord-ouest¹⁹. De fait, l'observation de la baïonnette notée au nord de la rue Saint-Antoine, aujourd'hui disparue, pourrait marquer l'emplacement du mur intérieur (noté en pointillés sur la fig. 6).

Aucun alignement parcellaire ne permet de dire si l'enceinte construite au début du XIII^e siècle englobait complètement le faubourg Saint-Eloi. Pourtant, le trait essentiel de ce quartier consiste à développer la synergie marché / fleuve. La fermeture complète du système semble donc aberrante puisqu'elle créerait un goulet d'étranglement à l'embouchure du Peugue. La présence de l'alignement B ne correspond pas à la morphologie de la deuxième enceinte. Le rempart des années 1220 butte sur la Garonne. L'absence de pont, jusqu'à l'époque napoléonienne, a conféré une valeur protectrice au fleuve sur ce tronçon. Les îlots compris entre le mur du premier accroissement et la rue du Pont-Saint-Jean semblent donc avoir été en contact direct avec le fleuve pendant tout le Moyen-Age.

Second accroissement : le tracé de la troisième enceinte

Une vue d'ensemble du parcellaire bordelais est essentiel pour suivre pas à pas le tracé de l'enceinte commandé dès 1302 et qui englobe l'ensemble des établissements ecclésiastiques de Bordeaux à l'exception de Saint-Seurin et des Chartrons. Là encore, la physionomie des alignements relevés sur le front fluvial ne permet en aucun cas de rattacher la partie de l'enceinte qui butte sur le rempart du XIII^e siècle (A) à l'autre morceau qui semble s'arrêter sur le Quai Bourgeois (C). L'alignement B, constitué de limites parcellaires et d'arrières cours, pourrait plus vraisemblablement être rapproché à une venelle de distribution interne de l'îlot dont la forme et l'épaisseur se différencient, rappelons-le, de tous les autres îlots observés en bordure du fleuve. Il pourrait encore évoquer une fortification moderne dont l'implantation marquerait l'envasement définitif du Peugue vers la fin du XVI^e siècle ou le début du XVII^e siècle. Le quartier de la Rousselle semble donc être ouvert sur le fleuve depuis la rue de la Porte-Saint-Jean jusqu'aux Salinières pendant tout le Moyen-Age.

Conclusion

L'analyse des formes parcellaires permet de déceler les grandes étapes du développement urbain et de la topographie du faubourg Saint-Eloi. Pourtant, elle demeure limitée dans ses conclusions chronologiques et historiques dans la mesure où un certain nombre d'édifices ont disparu de la source cadastrale. Les sources planimétriques qui situent avec précision l'emplacement du palais de l'Ombrière et les actes qui mentionnent l'existence d'une Maison de la Ville, à proximité de l'église Saint-Eloi, sont à prendre en compte. Elles permettent de mesurer la triple importance de ces quartiers qui concentrent sur 400 mètres, les trois lieux essentiels de la gestion urbaine : le poumon économique, largement développé, autour de la place Fernand Lafargue, mais aussi le pôle politique avec le Palais de l'Ombrière et enfin le pôle municipal concentré sur l'église Saint-Eloi et la Jurade.

La tentation de dater les différentes étapes de fabrication du tissu urbain est grande mais déformerait les ressorts de l'analyse présentée. D'une part, le cadre géographique de l'étude est trop restreint pour offrir une chronologie dont la relativité reposerait sur les manques cruels d'analyse des formes associées

19. *Rôles Gascons*, tome 1 supplément, n° 4526, Voir à ce sujet Boutoulle, 2003.

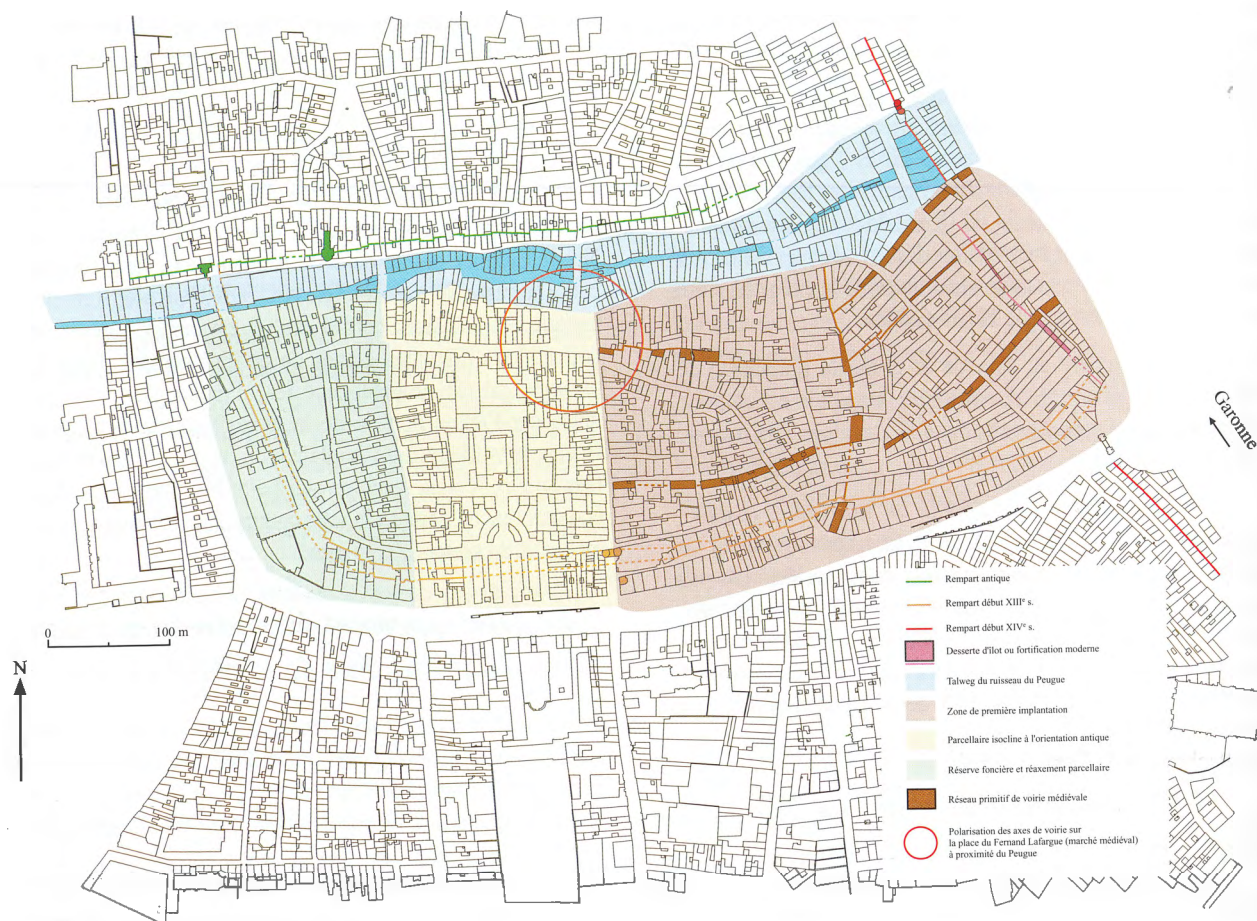


Fig. 6. - Plan de synthèse.

directement plus en amont dans le Peugue, tels que les romains l'avaient pratiqué sur la Devèze afin palier le ballonnement des marées ?

La présence du Marché (« lou Mercat ») est attestée avant 1155. La création de cet espace commercial a dû se faire de paire avec la création d'un port intérieur sur la Devèze et l'ouverture du rempart antique avec la porte Begueyre. A ce sujet, le dédoublement du Peugue, noté au niveau de la rue des Herbes présente un grand intérêt. Les îlots pris dans l'étau des rues du Mû et des Herbes témoignent de l'envasement qu'a connu le Peugue à l'époque moderne. On peut aussi supposer qu'ils témoignent d'un élargissement calculé et suffisant pour accueillir une structure portuaire implantée entre la place du marché (Fernand-Lafargue) et l'accès à la ville par la Porte Bégueyre. Ces deux panses pourraient donc témoigner de la

trace d'un « quai fluvial » interne, nécessaire au croisement des flux ascendants et descendants constitués à proximité du marché.

Là encore, l'analyse des formes ne permet pas de donner une datation précise de cette implantation. Les mentions des anciennes rues du quartier de la Rousselle (Rue Neuve, rue de la Rousselle, rue Bouquière), apparaissent dès le milieu du XII^e siècle et suggèrent qu'elles sont en place depuis la fin du XI^e siècle. C'est en tout cas la limite chronologique supérieure qui semble la plus raisonnable pour entériner cette mise en place. Elle correspond aussi à l'implantation de nouvelles paroisses : paroisse Saint-Eloi en 1159 et construction de Sainte-Colombe en 1181 pour les abords immédiats, mais aussi reconstruction de Sainte-Eulalie en 1171 et délimitation des paroisses Saint-Michel et Sainte-Croix en 1171 pour les franges plus lointaines.

et jouxtant le dit secteur. D'autre part, une septième carte qui n'aurait pour but que de réduire l'espace à un objet temporel en le cloisonnant entre les différentes périodes historiques (Antiquité, Moyen Age, époque Moderne, histoire Contemporaine) serait aussi la meilleure façon de gommer la tentative d'appréhension et de compréhension des phénomènes complexes de fabrique de la ville.

Nous avons tenté de saisir l'espace comme un organisme qui s'étend ou se rétracte, croît ou s'anémie selon les facteurs démographiques et économiques. Ici, la croissance du *subur-*

bium au sud de la ville constitue la première réelle mutation urbaine depuis que les premiers murs ont figé le paysage. La construction des deux dernières enceintes bordelaises est le premier marqueur d'accroissement urbain. Cependant, à la fois soucieux de protéger les hommes et les biens et de les faire s'épanouir, il apparaît que les décideurs, ou d'autres facteurs, ont souhaité favoriser la synergie fleuve/ville en laissant ouvert le faubourg Saint-Eloi sur la *mar*. La Garonne est et demeure pendant le Moyen Age, la bouche sans laquelle Bordeaux saurait se nourrir et croître puisque d'elle arrive ou part presque tout.

La Rousselle et la Mar : Observations archéologiques sur la berge nord de l'estuaire du Peugue

par Wandel Migeon * et Thierry Gé **
avec la collaboration de Pierre Régaldo-Saint Blancard ***

Dans le cadre des déplacements de réseaux préliminaires à l'établissement des plates-formes du tramway, une tranchée d'assainissement ¹ a été réalisée depuis le quai Richelieu jusqu'au carrefour avec le cours d'Alsace-et-Lorraine, contournant la porte Cailhau par le sud et se poursuivant sur la place du Palais (fig. 1) ; cette tranchée avait en moyenne 1,20 m de largeur et 2,50 m de profondeur. Ces travaux ont reçu l'accompagnement archéologique prévu par convention avec la communauté urbaine de Bordeaux.

Dix-huit stratigraphies schématiques (des logs) ont été relevées. Puis une coupe d'ensemble a été réalisée sur la base des corrélations entre logs et de l'examen des variations latérales de faciès ; elle fournit sur toute la tranchée un schéma chrono-stratigraphique complet, dans lequel les structures archéologiques ont été replacées. L'interprétation de cette coupe (fig. 2 à 4) permet de restituer le contexte géoarchéologique, particulièrement riche dans ce secteur caractérisé par la proximité de l'estuaire du Peugue.

La reconnaissance des sols ainsi réalisée a de multiples intérêts que nous espérons pouvoir développer dans un autre contexte. Nous ne retiendrons ici, au-delà d'un descriptif sommaire commentant la coupe (fig. 2 à 4), que les aspects intéressant directement la ville médiévale et ses défenses.

Descriptif sommaire de la coupe

Elle s'étend sur un linéaire développé de presque 190 m, représentant à peu près 178 m en ligne droite. On peut assez commodément la diviser en trois parties :

- la partie orientale est essentiellement composée d'habitats modernes voisinant la troisième enceinte (fig. 2) ;
- la partie médiane, de sols de place médiévaux et modernes (fig. 3) ;
- enfin, la partie occidentale montre l'apparition de l'Antiquité sous le Moyen Age (fig. 4).

En termes de topographie médiévale, l'ensemble de cette coupe va de la berge du XIV^e siècle jusqu'au droit du pont Saint-Jean qui franchissait le Peugue.

* Responsable d'opération, Institut national de recherches archéologiques préventives.

** Géoarchéologue, Institut national de recherches archéologiques préventives.

*** Service régional de l'Archéologie.

1. Tranchée 6300.



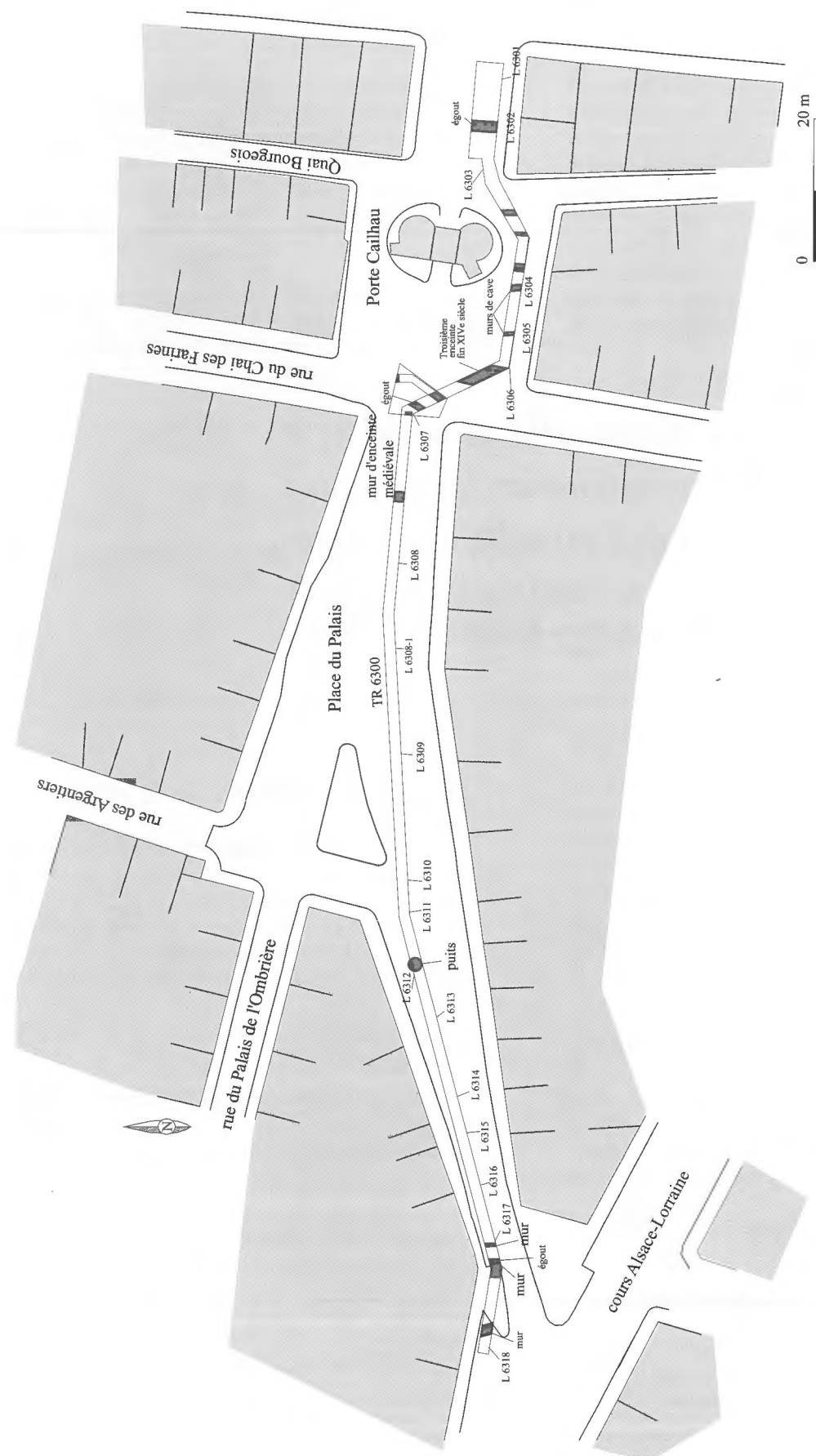


Fig. 1. - Plan de situation de la tranchée 6300.

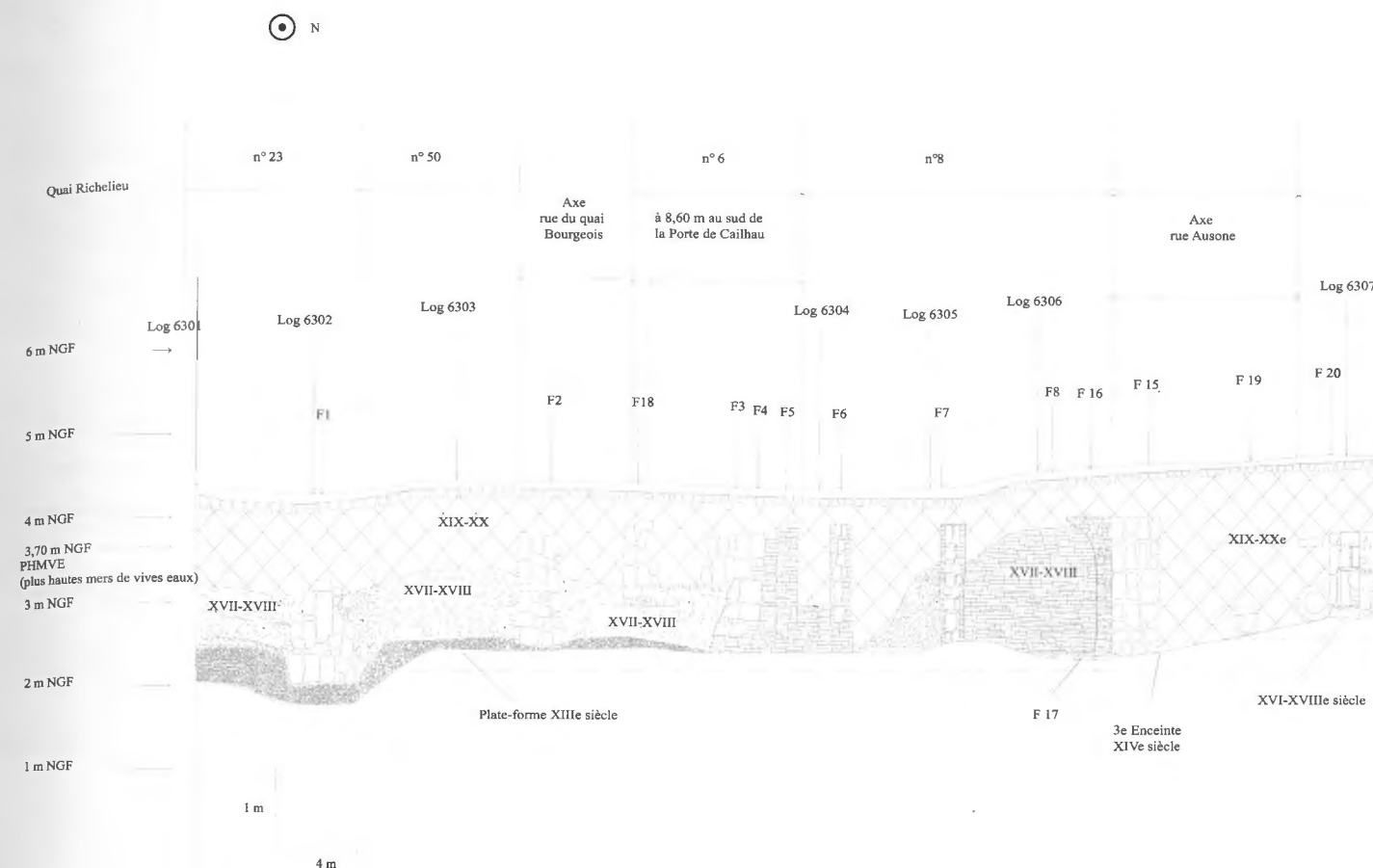


Fig. 2. - Coupe stratigraphique, partie orientale.

A l'est de la rue du Quai bourgeois, la coupe a rencontré une succession de niveaux de remblais contemporains et modernes couvrant la plate-forme portuaire médiévale. Les principales structures observées sont un égout moderne (F1) et un autre probablement antérieur (F2).

Entre les rues du Quai bourgeois et Ausone, le prolongement de l'îlot encore existant a été démantelé pour dégager la porte Cailhau dans les années 1880. Il s'agit d'un lotissement réalisé vers le milieu du XVIIIe siècle après démolition de l'hôtel de la Monnaie². Les vestiges de ces maisons ont pu être observés : ce sont pour l'essentiel des murs de caves qui se recoupent parfois (F18 et F3/4) ou s'adosent (F5 et F4) ; l'un montre des traces de cheminée (F5) ; un autre présente encore l'amorce d'une voûte (F16). Ces structures modernes s'imposent à la plate-forme médiévale et l'entaillent.

Sur la partie occidentale, on reconnaît l'enceinte du XIVe siècle (F15). C'est une construction imposante, épaisse de 2,20 m, en grand appareil de remploi disposé en assises soignées, finement réglées. Il s'aligne sur la façade orientale des rues du Chai des farines et Ausone. L'espace vide, marqué par le passage d'un égout moderne (F19) et d'un réseau électrique, ne correspond pas à un état ancien de cette dernière rue, mais aux redans de l'hôtel de la Monnaie qui se trouvait là jusqu'à sa démolition au XVIIIe siècle qui permit l'ouverture de la rue. Il est bordé par les vestiges d'une construction moderne (F20), tronquée vers la place du Palais, fondée dans un dépôt sédimentaire lié aux débordements de la Garonne au XIVe siècle ; ces vestiges appartenaient selon toute probabilité à ce même hôtel de la Monnaie.

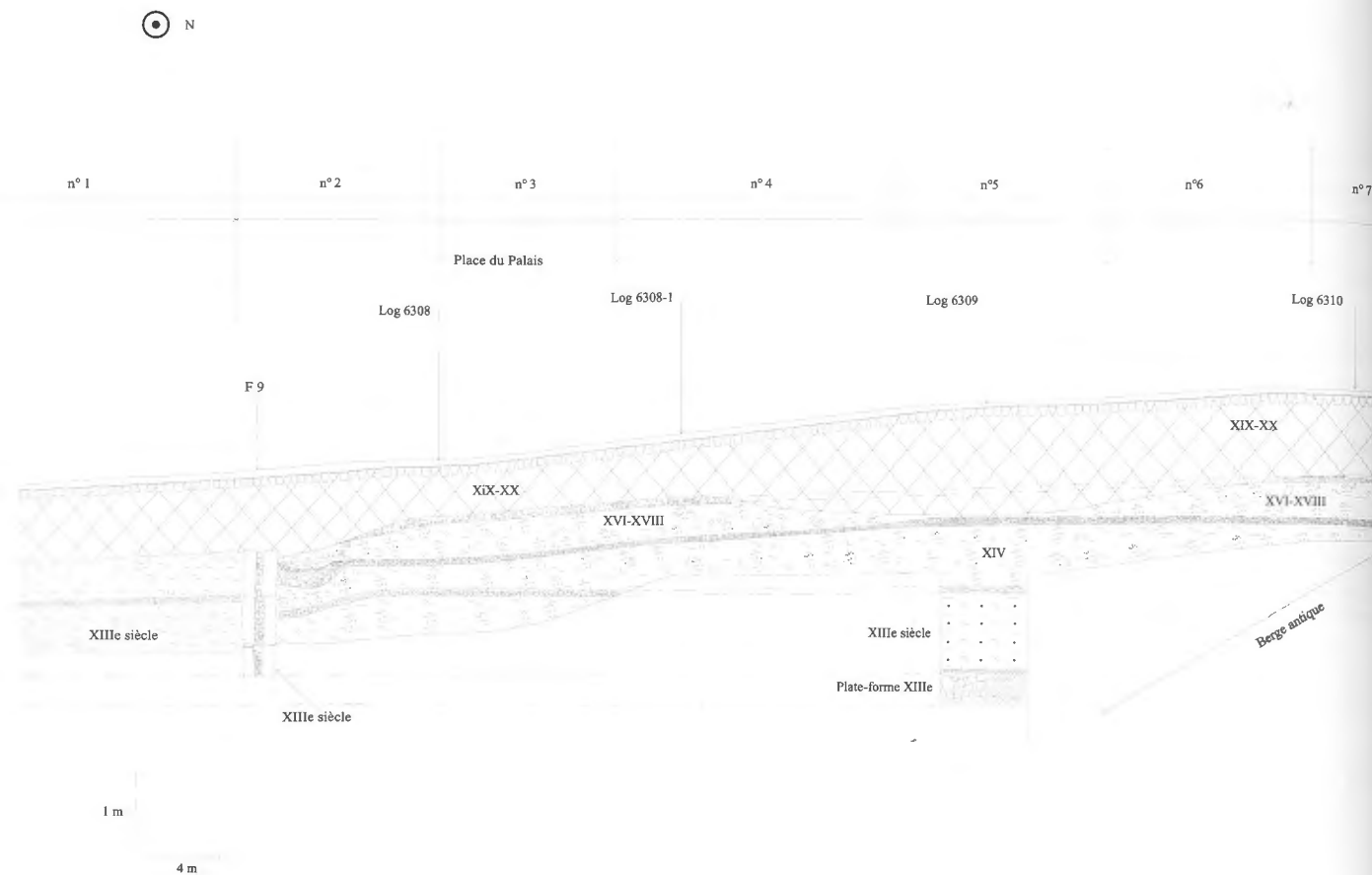


Fig. 3. - Coupe stratigraphique, partie centrale.

La stratigraphie générale de ce secteur est donnée par les logs 6308 et 6309. C'est une succession de sols de places et de remblais intermédiaires : sous l'aménagement de voirie et un remblai de démolition, un sol moderne couvrant un remblai sableux gris brun ; puis un sol orangé de sable et grave couvrant un sédiment argilo-organique avec du matériel céramique de la fin du XIVe siècle ; puis un sol de grave couvrant un sédiment organique à galets datable du milieu du XIIIe, issu de la submersion intermittente de la Garonne ou, plus probablement, du Peugue ; enfin un niveau de sable gris de ruissellement sur un sol de blocs calcaires et de grave où l'on reconnaît la plate-forme portuaire du XIIIe siècle.

Dans ce contexte intervient le mur F9. Large de 1,45 m, il est construit avec un parement extérieur régulier de 40 à 50 cm de profondeur et un fourrage de moellons calcaires et de galets de lest, le tout lié par un mortier très résistant. Les sols de la fin du Moyen Age et du XIIIe siècle s'appuient contre lui et s'y infléchissent en manière de caniveau ; en revanche, faute d'avoir pu prolonger les observations assez bas, on ne peut préciser sa chronologie relative avec la plate-forme portuaire du XIIIe, mais dans la mesure où on retrouve celle-ci de part et d'autre, on peut envisager qu'elle soit antérieure. Les caractéristiques des sols observés et les différences des stratigraphies à l'est et à l'ouest de ce mur lui donnent clairement un rôle de structuration d'un espace extérieur aménagé ; par ailleurs, sa taille et sa qualité en font plutôt une fortification.

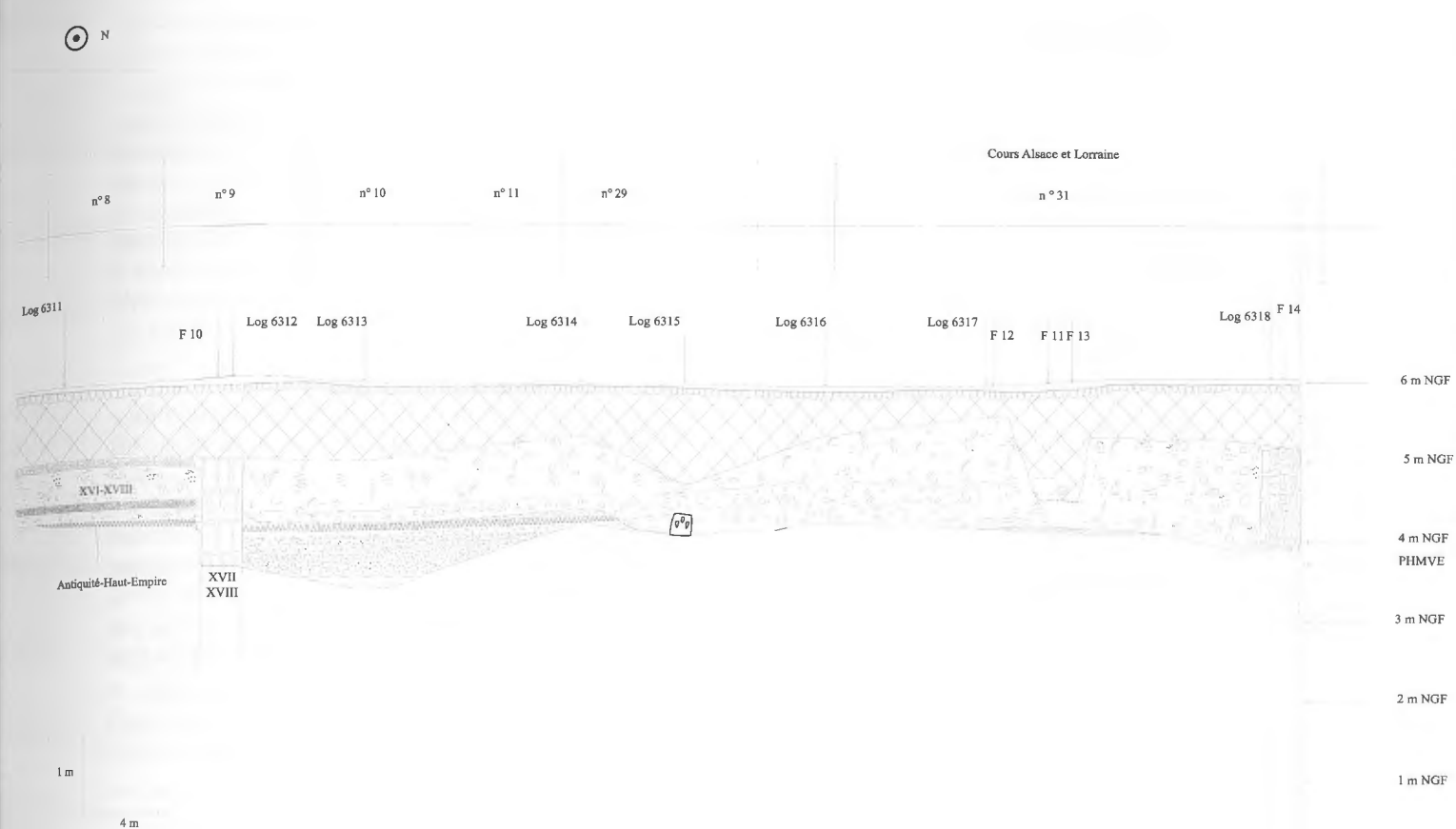


Fig. 4. - Coupe stratigraphique, partie occidentale.

Le log 6311 fait intervenir directement sous les sol et remblai de la fin du Moyen Age, déjà reconnus plus à l'est, un niveau de voirie antique ; un peu plus à l'ouest (log 6313) un épandage charbonneux de démolition antique recouvre ce niveau.

Cette voirie possède un revêtement de calcaire compacté avec petits galets, fragments de terre cuite et de coquilles. Son radier est composé d'un lit régulier de moellons calcaires emballés dans une matrice argilo-graveuse orangée, couvert par un niveau argileux brun gris, pseudo-lité, très compact. Dans cette couche se trouvait un tesson d'amphore datable entre 40 avant notre ère et 40 de notre ère. Sous le radier, une sous-couche drainante composée d'une première assise de grave sableuse et d'une seconde de sable gris. La construction de cette voirie s'impose à un niveau argilo-sableux plastique et humide. Il s'agit certainement d'un *decumanus*, dont les prolongements ont déjà été observés plus à l'ouest³. Tel qu'il apparaît ici, il se prolongeait sans aménagement particulier jusqu'à la berge.

Dans la partie occidentale de la tranchée (logs 6316 et 6317), le remblai médiéval est chargé d'éléments de démolition antiques. On remarque surtout deux éléments : auprès du log 6315, à la base du remblai médiéval, un bloc antique de grand appareil, avec un trou de louve et des traces de mortier ; un autre bloc, long de 2 m et percé de plusieurs trous dans l'épaisseur (F13). Ces deux blocs pourraient correspondre à des éléments déplacés du rempart antique qui devrait être assez voisin.

Dans ce contexte, intervenaient plusieurs réseaux, dont un égout moderne (F12) et un autre contemporain (F11), et surtout un puits moderne (F10) détruit et couvert par les remblais de surface. A l'extrémité de la tranchée, se trouvait un mur de cave moderne (F14), porté sur le cadastre napoléonien.

2. Leulier, 2003.

La plate-forme portuaire du XIII^e siècle

Parmi les structures archéologiques caractérisées dans cette opération, la plus imposante est la plate-forme portuaire du XIII^e siècle, ici identifiée sur 100m d'est en ouest depuis le quai Richelieu jusqu'au sommet de la place du Palais, au contact de la berge antique et en prolongement d'un *decumanus*. Cette plate-forme a été observée, lors des opérations archéologiques liées aux grands travaux de Bordeaux, en d'autres endroits sur la façade garonnaise, place de la Bourse et place Jean-Jaurès, soit, dans l'hypothèse logique d'une continuité de cette structure, sur une distance de près de 450 m. On l'identifie aussi dans des notes rendant compte d'un sondage au chevet de l'église Saint-Pierre en 1876⁴.

Elle est en effet constituée partout des mêmes matériaux, pour la plupart importés, de gros galets de silex ou, plus rarement, du calcaire, et se trouve toujours à une altitude sensiblement identique⁵. Elle peut être attribuée au deuxième tiers du XIII^e siècle, d'après les études dendrochronologiques et l'analyse du matériel archéologique mis au jour. A cette époque, le port de Bordeaux pourrait donc avoir présenté une relative homogénéité, tout au moins depuis le Peugue jusqu'à Tropeyte, c'est-à-dire en termes actuels depuis le quai Richelieu jusqu'à la place Jean Jaurès.

Sur la place de la Bourse, la largeur de la plate-forme peut être estimée à 45m au maximum, distance qui sépare la berge de la Garonne du tracé présumé du rempart antique. La largeur ici constatée, plus de deux fois supérieure, est exceptionnelle ; on doit probablement la lier à l'estuaire du Peugue, dont le cours se trouverait une quarantaine de mètres plus au sud : la tranchée prendrait en écharpe l'espace portuaire qui est lié à sa confluence avec la « mar ». Cette estimation, cohérente avec nos résultats, montre l'importance d'un tel aménagement, jamais envisagé jusqu'alors dans ces termes⁶.

Quand on compare la relative symétrie entre la façade nord-ouest de la place du Palais, représentant à peu près la limite du palais de l'Ombrière, et la rue de la Rousselle, il ne paraît pas illogique d'imaginer que cette aire aménagée reconnue sur la rive gauche du Peugue ait son symétrique sur la rive droite. Cette observation rejoint un point de vue issu de l'analyse du terrain. Mais il semble plausible que l'aménagement portuaire ait été plus restreint côté sud, du fait sans doute de la pression de l'habitat privé médiéval.

Cette plate-forme est surmontée par des dépôts vaso-organiques chargés en grave : d'une épaisseur moyenne de plus d'un mètre, ils sont les témoins de sa submersion récurrente. La fraction grossière, rapportée par l'homme, structure les dépôts marqués par une très forte compaction. Ces dépôts sont situés entre 2,70 m et 4,40 m NGF au maximum, avec une pente évaluée à 1,3 % en direction du fleuve. Ces faciès ont été également reconnus sur toute la façade des quais, dans une position stratigraphique et altimétrique similaire. Ces faciès de submersion servent d'assise à une nouvelle plate-forme établie à la fin du XIV^e siècle.

L'angle sud-est de l'enceinte antique, enveloppé et transformé par le palais de l'Ombrière, est bien mal connu. Les observations ici rapportées établissent que, s'il ne se trouvait pas sur l'emplacement de la tranchée, il ne passait pas trop loin. Il semble bien en tout cas marquer un retrait vers l'ouest dans l'espace ici considéré, comme le faisait la berge du Haut Empire ; d'après la logique topographique et cadastrale, il en est de même plus au nord⁷, mais de façon de plus en plus réduite jusqu'au niveau de Saint-Pierre. Tout cela souligne une interrogation majeure : le report vers l'est de la ligne de berge entre l'Antiquité et le XIII^e siècle dans ce secteur est-il naturel ou anthropique ? à quel mécanisme ou à quelle intention obéit-il ?

Le gain de cet espace semble au moins déjà engagé au XI^e siècle : l'existence de la tour ducale⁸ en cet endroit le prouve. En effet, dans la mesure de l'exactitude de son identification avec la tour sud-est du palais de l'Ombrière⁹, elle se trouverait sur la berge antique. Pour cette époque, l'hypothèse la plus logique reste celle d'un processus naturel d'alluvionnement, stabilisé par l'action humaine.

Toujours est-il que l'existence de cet espace vide à l'angle sud-est de la cité médiévale, héritière de la muraille antique, a permis l'établissement d'une large plate-forme portuaire autour de l'estuaire du Peugue et le développement du palais de l'Ombrière, dont on a depuis longtemps souligné les liens avec le port.

3. Bertrand-Desbrunais, 1987, p. 13, rue du Loup. Voir aussi Sandoz, 2003, et Wozny, 2000, place Pey-Berland.

4. Delfortrie, 1876.

5. 2,60 m NGF.

6. Voir en particulier Bernard, 1968.

7. Voir en particulier la rue des *Dauradeys*, des Argentiers.

8. Boutouille, 2003.

9. Gardelles, 1972, p. 105-107.

Les défenses médiévales

La porte Caillau que contourne notre tranchée, on le sait depuis toujours, est une greffe tardive sur la troisième enceinte de Bordeaux. Elle était reliée à des courtines dont on voit encore aujourd'hui les arrachements de part et d'autre du monument. L'emplacement de ces fortifications de la fin du XV^e siècle est assez bien connu par plusieurs plans et notamment sur celui donné à la fig. 5. Néanmoins, tel que nous l'avons observé, le sol n'en garde plus mémoire : la muraille était sans doute assez peu fondée, moins en tous cas que les travaux de démolition et de construction du milieu du XVIII^e siècle.

En revanche, nos observations permettent de restituer le positionnement antérieur de l'enceinte : c'est le mur F15 de la tranchée, retrouvé sur 3,40 m de long, qui s'aligne sur le bord oriental des rues Ausone et du Chai des Farines. C'est une imposante structure, épaisse de 2,20 m, construite avec soin : assises finement réglées ; grand appareil de remploi disposé en carreau, du moins pour les trois assises identifiées. Les vestiges de la muraille sont apparus à 4,43m NGF et la base des fondations a été atteinte en fond de tranchée, 2,10 m plus bas.

Le positionnement de ce monument est conforme à la tradition historiographique issue de Léo Drouyn. En revanche, sa datation au début du XIV^e siècle ne semble pas en accord avec les contextes observés : ils sont identiques ici et sur les places de la Bourse et Jean-Jaurès où l'enceinte semble nettement plus tardive. On manque ici d'arguments précis¹⁰, mais la fin du XIV^e siècle semblerait une chronologie préférable.

Une troisième structure marque les abords orientaux de la place du Palais : c'est le mur F9, qui a toutes les caractéristiques d'une vigoureuse division d'un espace ouvert. De direction nord-sud, il a été identifié en face du 1 et du 27 de la place. C'est une maçonnerie particulièrement soignée avec des parements réguliers de pierres calcaires de bonne taille¹¹, un blocage de moellons et de galets de lest, un mortier très résistant. C'est une construction puissante, large de 1,45 m, conservée sur 1,20 m de hauteur au moins, dont la fondation n'a pu être atteinte par la tranchée.

Sa relation stratigraphique avec la plate-forme du XIII^e siècle n'a pu être établie, mais il lui est sans doute légèrement postérieur, dans la mesure où les mêmes sols apparaissent de part et d'autre, bien qu'assez loin, aux mêmes altitudes, comme s'il les avait coupés. S'appuient dessus différentes couches, notamment le niveau organique de submersion fluviale déjà évoqué et le sol de la fin du XIV^e siècle qui le surmonte. Ce mur est sans doute proche de la fin du XIII^e.

A voir les dépôts de débordements fluviaux qui se sont accumulés de part et d'autre, et leur puissance analogue de chaque côté, il semble bien que ce mur, qui a tout d'une fortification, ne se bouclait pas le long du Peugue mais restait au contraire largement ouvert.

Cette structure est clairement identifiable avec un mur observé au XVIII^e siècle par Jean-Jacques Baurein¹² : le positionnement relatif des deux découvertes ne fait aucun doute. L'érudit abbé le confond avec la muraille de la seconde enceinte (du premier accroissement) que, comme beaucoup d'historiens, il cherche dans les parages¹³ : « ...Le mur de cet accroissement paraît maintenant à découvert depuis qu'on a démoli l'ancien hôtel de la Monnaie. On y voit encore des tours dont il étoit flanqué ; il avoit son alignement entre cet hôtel et celui de l'ancienne Bourse, dont il faisoit la séparation, et traversoit ensuite la place du Palais... ». Ainsi apparaît-il que l'hôtel de la Monnaie était adossé contre l'extérieur de ce mur et celui de la Bourse contre l'intérieur ; la séparation entre ces deux bâtiments est exactement alignée avec notre structure.

Ce mur, qui semblait puissant lors des récentes observations de terrain, aurait donc été flanqué de tours. Ces tours, en fait, ne sont pas des fortifications ordinaires, ce sont les tours qui contrôlaient le Peugue, la porte du Brisson comme l'appelle volontiers Léo Drouyn¹⁴. Lui-même cite à ce propos Baurein, qui n'aurait su l'ignorer : ces tours du Peugue se trouvent « dans la rue Richelieu, au levant de l'ancien hôtel de la Bourse »¹⁵. Ce sont donc bien les mêmes qu'il évoquait pour le mur de la place du Palais, sans dire ce qu'elles étaient ou sans les avoir identifiées au moment où il écrivait.

10. Le rempart est déconnecté de son contexte archéologique initial : des murs de caves modernes et des aménagements contemporains, liés au percement de la rue Ausone, ne permettent plus de reconnaître les sols attenant à la muraille. Toutefois une projection du sol de la plate-forme XIV^e tel que caractérisé sur la place du Palais le placerait à 3,50 m NGF contre la muraille, valeur similaire à celles identifiées places de la Bourse et Jean-Jaurès. Ce constat impliquerait que la majeure partie de la muraille mise au jour correspond à des assises de fondation.

11. 0,40 m x 0,50 m.

12. Baurein, IV, 1876, p. 320.

13. Drouyn ne retient pas ce témoignage et un passage de l'enceinte supposée à cet endroit. Pour lui, elle « rejoignait le rempart romain vers son angle sud-est (...) et le château de l'Ombrière avait une sortie entièrement libre du côté de la rivière » (Drouyn, 1879, p. 37).

14. *Ibid.* p. 51-53.

15. *Ibid.* p. 53, citant Baurein, Ms p. 67.



Fig. 5 - Plan d'état des lieux pour le lotissement de la Monnaie, par André Portier.
A.M.Bordeaux, X-T/1 et X-T/2 pour la légende.
Avec l'aimable autorisation de Renée Leulier (voir ci-après dans ce volume pages 189-206)

La démolition de l'hôtel de la Monnaie, que par deux fois mentionne ainsi l'abbé, est celle qui permet la construction du lotissement dessiné par André Portier et son plan d'état des lieux donne d'utiles précisions sur la topographie médiévale (fig. 5)¹⁶. On y voit la courtine de la troisième enceinte partir en oblique de la porte Caillau pour rejoindre un mur nettement plus mince qui comporte deux tours de part et d'autre du Peugue (E), dont l'une sur la rive sud (L) est dite par la légende *Tour d'Eyquem*. C'est la tour du Brisson, qui appartient, selon Drouyn¹⁷, en 1497 à Grimon Eyquem, grand-père de Michel de Montaigne. Le même historien donne en regard un schéma, qu'il recopie d'après un plan de 1773, où il évoque en tiretés un tracé de la courtine de la troisième enceinte au nord du Peugue qui n'est conforme ni à sa reconstitution de Bordeaux, ni au plan de Portier, ni aux observations de Baurein, ni à celles faites récemment ; en fait, il ne sait pas exactement comment raccorder ces tours à l'enceinte.

La coïncidence entre ces structures et le mur retrouvé dans la tranchée de la place du Palais montre, de manière aussi précise qu'elle l'est elle-même, que, comme l'envisageait Baurein, cette ligne de fortification incluant les tours du Peugue se prolongeait à travers la place. C'est un fait important, de nature à modifier quelque peu nos idées sur cet espace.

Or, cette muraille, il est des raisons, autres qu'archéologiques, de considérer qu'elle soit antérieure à 1306. En effet, le *Livre des Bouillons* contient un texte sur la première construction de la « nouvelle Monnaie » en cet endroit¹⁸ : c'était un « appentis de bois couvert de tuiles », « qui s'appuyait et s'adossait aux murs qui furent construits vers la mer à cause de la dernière guerre de Gascogne »¹⁹. Monnaie médiévale pour Monnaie moderne, muraille pour muraille, il semble difficile de contester une identification de ces structures.

Cette « dernière guerre de Gascogne » est celle qui suit la commise de Philippe le Bel du 19 mai 1294, laquelle ouvre, selon les termes de J.-P. Trabut-Cussac²⁰, la « parenthèse française » de 1294-1303 ; l'occupation militaire française fait face à une première expédition anglaise à l'automne 1294 et à une seconde en 1296, la première par mer et la seconde par terre, le tout se concluant par la trêve de Vyve-Saint-Bavon du 9 octobre 1297 et *in fine* la paix du 20 mai 1303. J.-P. Trabut-Cussac, abordant la chronologie de la troisième enceinte, réunit quelques témoignages de la construction de fortifications durant cette occupation française²¹ : il cite la plainte du prieur des Augustins et y comprend des travaux de fortifications entrepris en 1294 dans le quartier Saint-Julien-Mirail²² ; il évoque le témoignage « peu explicite » d'une lettre patente de Philippe le Bel en 1309 sur la construction et la réparation de fortifications dans la même période ; enfin, il emprunte aux *Rôles gascons* un texte de 1316 où Raimond de Léon se plaint de la fermeture de

la porte vers la mer de sa maison voisine de l'Ombrière « par un mur de pierre et de chaux depuis la guerre de Gascogne » – c'est quasiment les termes du texte de 1306 – et n'hésite pas à conclure : « le front du fleuve avait donc été déjà fortifié par les gens du roi de France à cette époque »²³.

L'extrapolation depuis la seule place de l'Ombrière à toute la façade orientale de la troisième enceinte est sans aucun doute abusive : toute la partie nord nous semble aujourd'hui, d'un point de vue archéologique, nettement plus tardive ; pour la Rousselle, on vient de voir dans les textes qui précèdent la

16. Nous tenons à remercier Renée Leulier de nous avoir fait connaître ce document et de nous avoir autorisé à le reproduire d'après son article donné dans ce même volume, Leulier, 2003.

17. Drouyn, 1879, p. 53.

18. *Bouillons*, p. 470-472, n° CXXXVIII, reconnaissance du 4 octobre 1329 relative à la maison de la monnaie, reproduisant une lettre patente du 7 mars 1305/6. Par cet acte, Richard de Haverling, connétable de Bordeaux, reconnaît que les maire et jurats de la ville ont concédé la construction de la nouvelle monnaie sur les padouens de la place de l'Ombrière : « ... major et jurati ville Burdegale voluerunt, concesserunt et sustinuerunt quod nos feceremus seu construeremus, aut aliquis nomine nostro, domum [...] ad decudendum seu fabricandum, in dicta domo seu appentis, cum constructa fuerit, monetam novam dicti domini Regis et ducis ... » ; cette concession durera tant qu'on fabriquera de la monnaie dans cette maison. Les maire et jurats ayant demandé la destruction du bâtiment, qui entre temps avait été agrandi, Jean de Haustède, sénéchal d'Aquitaine, reconnaît que maison et emplacement appartiennent à la ville et obtient un sursis jusqu'à nouvelle demande et achèvement de la monnaie qu'on est en train de battre.

19. « ... domum vocatam : appentis, de lignis, coopertam tegulis, in parte platee de Uمبرeria vocata : platea seu paduentum commune, que domus, vocata : appentis, sustinetur et se jungerit ad muros, qui propter guerram ultimam Vasconie fuerunt constructi versus mare, a latere versus esterium Pontis, et in parte prope plateam Guillelmi Ayquelini, heredis Guillelmi Artus... N'y aurait-il pas un lien entre ce *Guillelmus Ayquelinus* et la famille des Eyquem à laquelle appartenait la tour sud ? Autre observation sur cette partie du texte : la mention des murs construits *versus mare* peut se comprendre de deux façons, soit c'est une mention réduite à la stricte utilité du confront, ce qui est assez fréquent, et il ne s'agit que de la partie garonnaise d'une construction qui peut être plus importante, soit c'est un élément de description de la structure concernée qui se limiterait à une fortification face à la Garonne ; on trouvera plus loin des arguments semblant plaider pour la seconde solution.

20. Renouard (dir.), 1965, p. 197. Les événements de cette période font l'objet de tout ce chapitre (p. 197-212).

21. *Ibid.* p. 227-228.

22. Voir à ce propos Drouyn, 1879, p. 418-419, sous *Enginh deu Miralh*, avec d'autres sources, une datation légèrement différente et une autre interprétation.

23. C'est sensiblement la même idée qu'exprime déjà Léo Drouyn (1879, p. 36) après avoir cité le texte de 1306 : « si les murs, existant en 1306, venaient d'être construits, à cause de la dernière guerre de Gascogne, nous devons penser que ce sont ceux bâtis en 1302, et non ceux élevés au XII^e siècle » – c'est-à-dire ceux de la deuxième enceinte, il s'oppose ici à l'interprétation proposée par Baurein de notre mur avec ses tours, et à l'idée du passage de cette fortification à travers la place du Palais.



démonstration de l'absence de toute fortification. Par ailleurs, sur le mur F9, estimé de la fin du XIIIe siècle, avec son prolongement attesté en plans d'archives jusqu'aux tours du Peugue, semble bien devoir se raccorder la troisième enceinte. Telles qu'apparaîtraient ainsi les choses (fig. 6), ce mur n'est pas la

muraille du XIVe siècle, mais une défense ponctuelle antérieure, sans doute liée à l'Ombrière ou à son port, partiellement récupérée par elle. On daterait volontiers cette structure de 1294, dans la logique des péripéties de cette époque et comme l'envisage Trabut-Cussac pour la fortification proche des Augustins, donc des futures portes de Saint-Julien et du Mirail.

La majeure partie de cet espace fluvial à la confluence du Peugue et de la Garonne dans lequel s'inscrit la place du Palais est donc une conquête médiévale, prolongeant vers l'est, par la plate-forme portuaire établie au XIIIe siècle, ici comme sur toute la façade orientale, les limites de la ville antique d'abord marquées par la simple fin des rues sans aménagement particulier, puis par des murailles ; la conquête de ces terrains permet le développement du château ducal de l'Ombrière et de son port.

Il apparaît clairement que, s'il y a bien un mur qui traverse la place du Palais, il n'appartenait pas à la deuxième enceinte, ainsi que l'avait envisagé l'abbé Baurein, mais était une fortification ponctuelle ouverte sur le Peugue. Il semble aussi qu'il n'appartenait pas en propre à la troisième enceinte, mais qu'elle s'est appuyée sur lui, le réutilisant pour terminer son trajet au nord de la Rousselle.

Bibliographie

- Barraud et al., 1996 : Barraud, Dany, et al. Bordeaux. In : Maurin, Louis, et al. (dir.), *Enceintes gallo-romaines d'Aquitaine*. Paris, DAF, t. 53, 1996, p. 15-80.
- Barraud et Régald, 2003 : Barraud, Dany, et Régald-Saint Blancard, Pierre. La façade orientale de l'enceinte antique de Bordeaux : nouvelles données et nouvelles hypothèses. In : Bost, Jean-Pierre, Roddaz, Jean-Michel, et Tassaux, Francis (dir.), *Itinéraires de Saintes à Douga, mélanges offerts à Louis Maurin*. Bordeaux, Ausonius, 2003, Mémoires 9, p. 115-129.
- Baurein, 1785 (1876) : Baurein, abbé. *Variétés bordelaises ou essai historique et critique sur la topographie ancienne et moderne du diocèse de Bordeaux*. Bordeaux, 1785. Réédition : Bordeaux, Féret, 1876, 3 vol.
- Baurein, IV, 1876 : Baurein, abbé Jacques. *Recherches sur la ville de Bordeaux* (complément des *Variétés bordelaises*, tome IV). Bordeaux, Féret, 1876.
- Bernadau, 1837 : Bernadau, Pierre. *Histoire de Bordeaux depuis l'année 1675 jusqu'à 1836*. Bordeaux, Balarca, 1837.
- Bernadau, 1845 : Bernadau, Pierre. *Le viographe bordelais*. Bordeaux, Gazay, 1845.
- Bernard, 1968 : Bernard, Jean. *Navires et gens de mer à Bordeaux (vers 1400- vers 1500)*. Paris, SEVPEN, 1968.
- Bertrand-Desbrunais, 1987 : Bertrand-Desbrunais, Jean-Baptiste. Rue de Cheverus et rue du Loup, dans *Chronique d'archéologie bordelaise 1987*. Société Archéologique de Bordeaux, LXXVIII, 1987, p. 12-14.
- Bouillons : *Livre des Bouillons*, Bordeaux, Archives municipales de Bordeaux, Gounouilh, 1867.
- Boutouille, 2001 : Boutouille, Frédéric. *Société laïque en Bordelais et Bazadais des années 1070 à 1225, pouvoirs et groupes sociaux*. Thèse, Université Michel Montaigne Bordeaux III, 2001.
- Boutouille, 2003 : Boutouille, Frédéric. Enceintes, tours, palais et *castrum* à Bordeaux du XIe siècle au milieu du XIIe d'après les textes. *Revue archéologique de Bordeaux*, XCIV, 2003, p. 59-76.
- Cart. La Sauve : Higounet, Charles et Arlette, éd. *Grand cartulaire de La Sauve Majeure*. Fédération Historique du Sud-Ouest, Bordeaux, 1996, 2 t.
- Cart. St-André : Archives départementales de la Gironde, 4 J 73.
- Cart. Ste-Croix : Ducaunnès-Duval, Ariste, éd. *Cartulaire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*. Archives Historiques du département de la Gironde, t. XXVII, Bordeaux, 1892.
- Cart. St-Seurin : Brutails, Jean-Auguste, éd. *Le cartulaire de l'église collégiale Saint-Seurin de Bordeaux*. Bordeaux, 1897.
- Chouquer, 1994 : Chouquer, Gérard. Le plan de la ville antique et de la ville médiévale de Besançon. *Revue Archéologique de l'Est et du Centre-Est*, n° 166, t. 45, 2, 1994, p. 361-407.
- Chouquer, 2000 : Chouquer, Gérard. *L'étude des paysages, essai sur les formes et leur histoire*, Errance, Paris, 2000.
- Close rolls : Close rolls of the reign of Henri II preserved in the P.R.O.*, A. D. 1227-1231, London, 1902.
- Coutumes* : Barckhausen, Henri, éd. *Livre des Coutumes*. Bordeaux, Archives municipales de Bordeaux, Gounouilh, 1890.
- Debord et Doreau, 1975 : Debord, Pierre, et Doreau, Jacques. Le port antique de Bordeaux (d'après les notes inédites de C. de Mensignac). *Revue historique de Bordeaux*, XXIV, 1975, p. 5-18.
- Debord et Gauthier (dir.), 1982 : Debord, Pierre, et Gauthier, Marc (dir.). *Bordeaux Saint-Christoly, sauvetage archéologique et histoire urbaine*. Catalogue d'exposition, Musée d'Aquitaine et Direction régionale des Antiquités historiques d'Aquitaine, 1982.
- Delfortrie, 1876 : Delfortrie, Eugène-Edmond. Le sous-sol de l'ancien Bordeaux. *Société Archéologique de Bordeaux*, III, 1876, p. 67-69.
- Devienne, 1771 (1862) : Devienne, dom. *Histoire de la ville de Bordeaux*. Bordeaux, 1771. Réédition : Bordeaux, Lacaze, 1862.
- Drouyn, 1879 : Drouyn, Léo. *Bordeaux vers 1450*. Bordeaux, Gounouilh, 1879.
- Etienne (dir.), 1990 : Etienne, Robert (dir.). *Histoire de Bordeaux*. Paris, Privat, 1990.
- Forme, 1999 : Forme, Séverine. *La seconde enceinte de Bordeaux*. T.E.R. sous la dir. de J.B. Marquette, Université de Bordeaux III, 1999.
- Gardelles, 1972 : Gardelles, Jacques. *Les châteaux du Moyen Age dans la France du Sud-Ouest, la Gascogne anglaise de 1216 à 1327*. Paris, Arts et métiers graphiques, 1972. Bibliothèque de la Société Française d'Archéologie, 3.
- Gaufreteau, I (1877) : Gaufreteau, Jean de. *Chronique bordelaise*. Delpit, Jules, édit. Tome I. Bordeaux, Lefebvre, 1877.
- Jean, 2001 : Jean, Ezechiel. Les lotissements des paroisses Saint-Michel et Sainte-Croix de Bordeaux à la fin du Moyen Age. *Revue Archéologique de Bordeaux*, tome XCII, année 2001, p. 89-117.
- Jullian, 1895 : Jullian, Camille. *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*. Bordeaux, Féret, 1895.
- Leulier, 2003 : Leulier, Renée. Le lotissement de l'hôtel de la Monnaie à Bordeaux et la création de la rue Ausone. *Revue archéologique de Bordeaux*, XCIV, 2003, p. 189-206.
- Massot, 1999 : Massot, Anne. *Les quartiers nord-ouest de la paroisse Saint-Michel de Bordeaux entre 1300 et 1453*. T.E.R. sous la dir. de J.B. Marquette, Université de Bordeaux III, 1999.
- Mensignac, 1914 : Mensignac, Camille de. Notes rétrospectives sur la démolition et les fouilles de l'ancien lycée national de Bordeaux et découverte sur cet emplacement du soubassement d'une partie de la deuxième enceinte de Bordeaux. *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, 36, 1914, p. 54-71.

Pat. rolls : Patent rolls of the reign of Henri III preserved in the P.R.O., A.D. 1216-1225, Londres, 1901.

Rec. Feod. : Bémont, Charles, éd. *Recueil d'actes relatifs à l'administration des rois d'Angleterre en Guyenne au XIII^e siècle. Recognitiones feodorum in Aquitania*, Paris, Imprimerie Nationale, 1914.

Régaldo, 2002 : Régaldo-Saint Blancard, Pierre. A propos de l'angle nord-est de l'enceinte antique de Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, XCIII, 2002, p. 103-115.

Renouard (dir.), 1965 : Renouard, Yves (dir.). *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*. Bordeaux, FHSO, 1965. *Histoire de Bordeaux* (C. Higounet dir.), 3.

Rôles Gascons : Francisque-Michel (éd.). *Rôles Gascons (1242-1254)*, t.1, Paris, Collection de documents inédits de l'histoire de France, 1885.

Sandoz, 2003 : Sandoz, Gérard. *Bordeaux, place Pey-Berland, cloître Saint-André*. Rapport de diagnostic, INRAP/SRA, 2003. Cf. *Bilan scientifique régional* 2002, p. 69 et *Revue archéologique de Bordeaux*, XCIII, 2002, p. 20.

Schofield et Vince, 1994 : John Schofield and Alan Vince. *Medieval towns*. Coll. « The archaeology of medieval Britain ». London, Leicester university press, 1994.

Schoonbaert, 2003 : Schoonbaert, Sylvain. Un cadastre et un plan d'alignement de Bordeaux 1807-1832. *Revue archéologique de Bordeaux*, XCIV, 2003, p. 247-267.

Vinet, 1574 (1860) : Vinet, Elie. *L'Antiquité de Bourdeaux et de Bourg*. Bordeaux, 1574 (première édition, 1565). Réédition 1860.

Wozny, 2000 : Wozny, Luc. Bordeaux, tramway, centre historique. Rapport de diagnostic, AFAN/SRA, 2000. Cf. *Bilan scientifique régional* 2000, p. 68 et *Revue archéologique de Bordeaux*, XCI, 2000, p. 20.

Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 119-130



Un manuscrit de la fin du XIV^e siècle à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, le manuscrit 730 :

Les Décades de Tite Live traduites par Pierre Bersuire

par Julie Stevenson

Présentation et histoire du manuscrit

Le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux ¹ contient le texte de l'œuvre principale de l'auteur ancien romain, du premier siècle avant Jésus-Christ, Tite Live (fig. 1). Il s'agit de l'Histoire romaine. Elle est traduite en français dans le Tite Live de Bordeaux, le français qu'utilisait alors le traducteur, le prieur de Saint Eloy de Paris, Pierre Bersuire.

Le manuscrit 730 de Bordeaux est l'une des nombreuses versions copiées et enluminées d'après le manuscrit original de la traduction de Pierre Bersuire. Il aurait été réalisé autour des années 1375/1380. Cependant, les premiers folios ayant disparu, il est aujourd'hui impossible de connaître le commanditaire de cette œuvre, et, par voie de conséquence, l'atelier à l'origine de sa création et ses divers propriétaires jusqu'à son arrivée à la Bibliothèque Municipale de Bordeaux.

Les conditions d'arrivée de ce manuscrit dans les réserves de la bibliothèque ² sont assez énigmatiques. En effet, celui-ci aurait été l'objet d'un échange au XIX^e siècle dont on ne connaît pas les circonstances exactes. En 1817, Jean-Baptiste Monbalon, bibliothécaire de son état, décide d'acquérir le manuscrit. Il est alors entre les mains de Gassiot Jeune, libraire à Bordeaux jusqu'en 1828 et qui disparaît ensuite. Ce dernier accepte de le céder au bibliothécaire contre la somme de trois cent francs. Monbalon, ayant trouvé la somme encore trop élevée, aurait alors négocié un échange en nature. Le Tite Live est donc con-

cédé contre une série d'ouvrages que la bibliothèque possédait en double. Nous ne possédons pas plus de renseignements concernant ce libraire, nous ne savons pas non plus quand et de quelle façon lui-même entra en possession de l'ouvrage.

Ainsi, l'histoire de ce dernier nous est inconnue, depuis la date supposée à laquelle il fut réalisé, jusqu'en 1817 où il réapparaît sur les rayonnages du libraire. Seules quelques suppositions sont possibles quant à l'histoire du manuscrit. Il est possible de penser qu'il ait appartenu à un personnage très important ³ de la fin du XIV^e siècle. Peut-être même a-t-il été la possession d'un des membres de la famille royale puisqu'il semble en effet que tous les frères et sœurs de Charles V ont possédé un Tite Live. Il n'en demeure pas moins qu'il n'a

1. Nous avons pu étudier le manuscrit à deux reprises sous la direction de Mme Michelle Gaborit, Maître de Conférence à l'Université Michel de Montaigne, Bordeaux III. La première fois, il fut l'objet de notre mémoire de maîtrise au cours de l'année 2001/2002 : « Le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux : l'Histoire romaine de Tite Live traduite par Pierre Bersuire ». Puis, il fut également l'objet de notre mémoire de DEA en 2002/2003 : « Le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux. Etude de sa place dans la production de manuscrits de la fin du XIV^e siècle. Comparaison avec deux manuscrits de l'Histoire romaine de Tite Live. »

2. André Masson, « Le Tite Live de Bordeaux et l'atelier du maître aux boqueteaux », *Les trésors des bibliothèques de France*, 1936, p. 5 à 20.

3. Jacques Monfrin, « Les traducteurs et leur public en France au Moyen Age », *Journal des Savants*, 1964, p. 5 à 20.

probablement pas appartenu à Charles V lui-même puisque sa description n'apparaît dans aucun des inventaires de la librairie du roi. Il est également possible d'émettre l'hypothèse qu'il ait pu passer entre les mains de propriétaires plus ou moins officieux ou illégaux, ce qui expliquerait la disparition de ses premiers feuillets où devaient être consignés ses anciens possesseurs légaux.

Contenu littéraire du manuscrit

Tite Live est un auteur romain né à Padoue vers 64 ou 59 avant J.-C., une incertitude demeurant encore sur la date exacte de sa naissance. Il est donc le contemporain d'Auguste, né en 63 avant J.-C., et de cette période appelée le siècle d'Auguste, particulièrement riche et florissante pour ce qui concerne la création artistique et plus précisément dans le domaine de la littérature. La vie de cet auteur est essentiellement consacrée à la rédaction de l'Histoire romaine qu'il veut représentative de l'image qu'il se fait de l'esprit romain. Pour lui, Rome se reconnaît dans la qualité la plus propre de son peuple : la *fides romana*⁴. Il commence son œuvre vers les années 25/27 avant J.-C. et la continue jusqu'à sa mort. Il la laisse d'ailleurs inachevée lorsqu'il meurt dans sa ville natale en 17 après J.-C.

L'Histoire romaine, *Ab Urbe Condita libri*, est constituée de livres, d'où le *libri* dans le titre latin, qui sectionnent le déroulement du récit. Ces livres sont eux-mêmes divisés en de nombreux chapitres assez courts. A l'origine, le nombre de livres étaient de cent quarante deux. Il ne nous en ai parvenu aujourd'hui, que trente cinq et seuls vingt neuf étaient connus à l'époque gothique lorsque Pierre Bersuire réalise sa traduction. Ces livres sont regroupés par dix, d'où le nom médiéval de l'Histoire romaine : Les Décades de Tite Live.

Pierre Bersuire connaissait, lorsqu'il réalise sa traduction vers 1356, trois Décades. Il traduit donc la Première Décade, qui concerne l'histoire de la fondation de Rome, puis la Troisième Décade et la Quatrième Décade. Pour ces deux dernières décades, Pierre Bersuire fait une erreur d'interprétation et les nomme respectivement Seconde Décade et Troisième Décade dans son texte. La Troisième Décade⁵ concerne l'évocation de la Seconde Guerre Punique tandis que la Quatrième⁶ traite de la libération de la Grèce par les Romains et de la progression de l'hégémonie romaine. Dans cette Quatrième Décade, Pierre Bersuire ne connaissait que neuf livres sur les dix, elle est donc partiellement incomplète.

Pierre Bersuire, vers 1354/1356 entreprend donc la traduction⁷ des Décades à la demande du roi Jean II le Bon. Il est le premier à traduire les trois décades connues en intégralité⁸. Cette traduction de grande ampleur le heurte aux problèmes de la transcription de certains mots complexes et particuliers au

latin. Par exemple, certains mots évoquant les choses militaires ne peuvent pas être traduits : cohorte et manipule en font partie. Ces difficultés de traduction le poussent à réaliser un glossaire de mots qu'il ne traduit pas, c'est-à-dire auxquels il ne donne pas un équivalent français, mais qu'il explique en revanche. Il donne des définitions de ces mots dans ce glossaire qu'il place au début de sa traduction, et parfois même redonne la définition du mot dans le texte. Ainsi, l'explication quasi systématique de certains mots fait notamment la qualité de cette traduction. En effet, la traduction de Pierre Bersuire a fait autorité pendant environ un siècle et demi, et d'autres traducteurs d'œuvres latines ont renvoyé leurs lecteurs à ce glossaire.

Constitution matérielle du manuscrit

Malgré une histoire assez mystérieuse, le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux nous est parvenu dans un très bon état de conservation. Il impressionne d'abord par sa très grande taille. Mesurant 475 millimètres sur 315 millimètres, avec une épaisseur d'environ 150 millimètres, il contient quatre cent soixante dix huit feuillets, ce qui équivaut à neuf cent cinquante six pages. Ce nombre est d'autant plus impressionnant lorsque l'on se rend compte que, étant donné les dimensions très inhabituelles de l'œuvre, une seule et unique peau⁹ procure deux feuillets. Il n'a donc nécessité pas moins d'un troupeau de deux cent quarante bêtes pour réaliser ce manuscrit. Cela permet d'imaginer l'investissement que ce manuscrit a engendré pour l'époque, rien que pour une partie de la matière première, en temps et en argent.

4. Littéralement le mot latin *fides* signifie foi et par extension confiance ou croyance. Ici Tite Live veut parler de loyauté et de foi du peuple envers sa nation. Cette expression de *Fides Romana*, qu'on pourrait traduire par dévouement romain, évoque donc une sorte d'allégeance des Romains envers Rome. Un des exemples les plus connus de cette loyauté romaine est illustré par les Horaces qui, au-delà de leurs alliances familiales avec les Curiaces, acceptent de combattre ces mêmes Curiaces pour sauver leur ville, pour sauver Rome.

5. Donc la Seconde Décade dans la traduction de Pierre Bersuire.

6. Donc la Troisième Décade dans la traduction de Pierre Bersuire.

7. Le manuscrit original de la traduction de Pierre Bersuire, dans l'état actuel de nos connaissances, est supposé être celui qui est conservé à Oxford à la Bodleian Library sous la cote Rawl. C447.

8. Une traduction de la Première Décade avait été entamée au début du XIVe siècle, mais Pierre Bersuire n'en avait pas connaissance ; il réalise donc sa traduction en intégralité.

9. Rappelons que le parchemin est une peau d'animal, le plus souvent de mouton, mais aussi de veau ou même de chèvre, qui a été préparée spécialement pour l'écriture par le biais de plusieurs opérations successives visant à rendre sa surface lisse et propre à l'écriture.

La présentation des pages montre également le soin qui a été apporté à la réalisation de ce manuscrit. Elles sont formées chacune par deux colonnes d'écriture dont le nombre de lignes varie entre cinquante cinq et soixante. Ces feuillets sont très marqués par la polychromie. L'encre utilisée est noire pour l'écriture courante du texte, rouge pour les titres, et les majuscules et signets séparants les paragraphes sont tracés en rouge et en bleu. Ces majuscules sont par ailleurs agrémentées d'élégants filigranes. Enfin, les petites majuscules de l'intérieur du texte conservent des traces d'encre ocre qui a moins bien résisté aux assauts du temps.

Le nombre des enluminures et leur présentation sont tout aussi grandioses. Leurs dimensions varient autour de 70 millimètres sur 80 millimètres, et le listel tricolore bleu-blanc-rouge encadrant chaque scène confirme l'attribution de cet ouvrage à un atelier parisien de la fin du XIVe siècle. Le manuscrit compte cent quinze peintures au total, réparties de façon logique et régulière. Les trois décades que contient l'ouvrage sont ainsi enluminées :

- la Première Décade contient une pleine page de quatre miniatures et également quarante quatre miniatures isolées, dont une à chaque fois en introduction d'un livre,
- la Seconde Décade contient une illustration qui reproduit la même répartition que pour la Première, c'est-à-dire avec une pleine page de quatre enluminures, et quarante trois autres isolées, l'une d'entre elles ayant été découpée,
- enfin, la Troisième Décade ne contient que vingt peintures isolées, la pleine page de cette partie ayant été entièrement arrachée. Ce frontispice a disparu à une époque qui nous est inconnue.

Ces deux mutilations qu'a subi le manuscrit 730, bien que regrettables, ne diminuent pas vraiment la richesse de l'ouvrage. En effet, chaque peinture, en pleine page ou seule, est encadrée d'or posé soit à la feuille d'or, soit au pinceau¹⁰. Ainsi, l'or est présent à plus d'une centaine de reprises tout au long du parcours des feuillets.

Contenu iconographique

Outre sa valeur matérielle, le manuscrit fait également preuve d'une abondance et d'une diversité très appréciables en ce qui concerne la conception du programme iconographique de ses images. Les différents peintres ont su utiliser le texte des Décades tant dans ses originalités que dans ses thèmes caractéristiques, et parfois même récurrents. Les sujets de guerre sont donc majoritairement représentés, puisque l'histoire relate les conquêtes de Rome essentiellement, en montrant des scènes de batailles rangées entre chevaliers ou soldats, ou, en exposant parfois les travers de la guerre comme des massacres ou des ruses. Tite Live étant lui-même très croyant, il raconte de nom-

breux épisodes d'interventions divines plus ou moins cocasses donnant lieu à des productions picturales médiévales non moins surprenantes. Enfin, certaines de ces peintures laissent paraître une réelle volonté de moralisation, souvent déjà présente dans le récit original, en développant le déroulement d'un événement sur plusieurs peintures se suivant sur quelques feuillets. Il est ainsi possible de montrer les divers épisodes d'une mésaventure et d'en mettre en évidence une morale qui en découle.

Le thème de la guerre

Le thème de la guerre est très répandu tout au long des feuillets du manuscrit. Les images traitant de sujets directement liés à la guerre représentent plus de trente cinq pour cent du total des images. L'une des plus belles miniatures représentant une scène de bataille, d'une qualité stylistique extrême, se trouve au folio 171 (fig. 2). Le titre du chapitre qu'elle illustre est le suivant : *Comment li roumains peuplerent plusieurs contrees*. Elle appartient au livre X de la Première Décade, et illustre les mots du chapitre 1 ; dont voici la traduction :

« La guerre contre les Eques reprit sous le consulat de Marcus Livius Denter et Marcus Aemilius. Mécontents de voir une colonie installée chez eux comme une forteresse sur leur territoire, ils lancèrent une attaque très vigoureuse qui fut repoussée par les colons eux-mêmes. On ne pouvait croire que les Eques, dans la situation où ils se trouvaient, aient décidés seuls de rouvrir les hostilités et l'inquiétude fut si vive à Rome qu'on désigna un dictateur, Gaius Junius Bubulcus, pour diriger la guerre. Il partit avec le maître de la cavalerie Marcus Titinius et soumit les Eques dès le premier engagement. »

Cette représentation de la guerre est très traditionnelle pour ce manuscrit. Les scènes de bataille régulière comme celle-ci, avec deux camps qui s'affrontent en face à face, sont présentées de toutes les façons possibles : bataille entre soldats, entre chevaliers comme ici, ou encore bataille navale entre deux navires. Cette façon de représenter la guerre est très stéréotypée et évoque un langage de la peinture où un face à face de ce type entre guerriers est une façon d'évoquer sans l'ombre d'un doute pour le lecteur, une bataille régulière.

Cette scène de bataille entre chevaliers rappelle les joutes des tournois où les chevaliers s'entraînaient et mettaient à l'épreuve leur force et leur courage. La qualité extrême du

10. Les deux techniques de pose de l'or ont été utilisées dans le manuscrit. La pose de feuille permet d'obtenir des surfaces dorées très lisses et qui donc, réfléchissent la lumière de façon intense. En revanche, la pose de l'or avec le pinceau rend des surfaces plus mates. Sur les deux frontispices, les deux techniques ont été mélangées sur le même feuillet rendant ainsi des effets de matières différents selon les endroits de la page.



Fig. 1. - Folio 6, pleine page introduisant la Première Décade.



Fig. 2. - Scène de bataille entre chevaliers du folio 171.



Fig. 3. - Scène de bataille entre soldats du folio 288 verso.



Fig. 4. - Scène de bataille navale du folio 423 verso.



Fig. 5. - Scène de bataille entre chevaliers du folio 427 verso.



Fig. 6. - Scène de siège par terre du folio 359.



Fig. 7. - Scène de siège par mer et par terre du folio 378 verso.



Fig. 8. - Folio 18 verso. Lucumon et l'aigle.



Fig. 9. - Folio 128.
Marcus Curtius se sacrifie
pour sauver le peuple romain.



Fig. 10. - Folio 134 verso.
Combat du Romain
contre le Gaulois.

dessin des personnages dans cette image fait penser qu'il s'agit sans doute de l'œuvre du maître principal de l'atelier à l'origine de la réalisation plastique de ce manuscrit.

Le manuscrit est donc rythmé par ces scènes de bataille très stéréotypées et conjuguées à tous les types de guerriers. Il est ainsi possible d'observer une bataille entre soldats au folio 288 verso, et une bataille navale au folio 423 verso pour ne citer que ces deux images (fig. 3 et 4). Pour chacune de ces peintures, les mêmes remarques peuvent être faites. D'abord, elles répondent toutes à un stéréotype qui permet, non pas de peindre une bataille en particulier, mais de rendre l'idée de la guerre en général pour le lecteur avisé et habitué à ces codes à la fin du XIV^e siècle. De plus, cette utilisation de stéréotypes implique que l'identification des personnages (généraux, consuls, et même romains ou ennemis) est rendue impossible. Aucun élément particulier ne différencie ces images entre elles : elles ne portent aucun indice particulier permettant d'identifier un personnage ou un camp. Pour preuve, il n'est que de regarder la scène du folio 427 verso qui reproduit très fidèlement le schéma de celle du folio 171 (fig. 5).

La guerre est aussi évoquée par d'autres scènes, également très stéréotypées, mais d'un genre différent : ce sont les scènes de sièges de ville. Il est possible d'en observer une au folio 359 simplement par terre, et une par terre et par mer au folio 378 verso (fig. 6 et 7). Ce type de scène est aussi très répandu dans le manuscrit. Cette image est toutefois intéressante car elle permet de voir comment l'on menait la guerre, et plus particulièrement la guerre d'assaut, à la fin du XIV^e siècle. Les soldats se dirigent vers une forteresse et l'assaillent. Ils utilisent les armes habituelles les plus courantes dans le manuscrit : de simples lances. Les assiégés se défendent à l'aide de projectiles blancs que dans l'état actuel de nos connaissances nous n'avons pu identifier de façon tout à fait certaine.

Le thème des interventions divines.

Tite Live est un auteur très respectueux des croyances de son époque. Cela se ressent beaucoup dans son texte, et il a donc fait intervenir à de nombreuses reprises dans le déroulement des événements, les forces divines. Plusieurs miniatures reflètent ces opinions de l'auteur avec beaucoup de fidélité et d'humour. La première de ces interventions divines se trouve au folio 18 verso (fig. 8). Cette histoire est particulièrement originale et vive. Au centre, un homme retourné vers la croupe de son cheval, discute avec une femme qui se trouve derrière lui et qui chevauche également un cheval. L'homme semble tenir un discours, il est très animé. La jeune femme quant à elle pose un regard très surpris vers la scène qui est en train de se dérouler sous ses yeux. En effet, un aigle vient de soulever le chapeau de l'homme juste au-dessus de sa tête. L'oiseau est élégamment

représenté et cette miniature est empreinte de beaucoup d'humour. L'image est très fidèle au texte de la Première Décade, livre I. En voici l'extrait.

« Ils étaient déjà à la hauteur du Janicule ; Lucumon était assis dans sa carriole en compagnie de sa femme quand un agile descendit doucement en planant et lui enleva son bonnet, puis revint au-dessus de la voiture en menant grand tapage et reposa adroitement le bonnet sur sa tête comme si quelque dieu l'avait chargé de cette restitution. Après quoi il s'envola haut dans le ciel. »

Cette image est intéressante dans le sens où elle permet de refléter l'esprit général de l'Histoire romaine. L'enlumineur a bien respecté et l'esprit de l'œuvre en représentant ce court extrait des Décades, et le récit de cet épisode en peignant une image fidèle au texte.

Cette représentation permet d'illustrer l'importance donnée par la civilisation antique romaine et par la civilisation de la fin du XIV^e siècle en France, à l'action divine en faveur des hommes.

Mais l'ordre divin est tout aussi exigeant envers les hommes que prémonitoires pour eux. Ainsi, au folio 128, l'intervention divine se manifeste sous la forme d'une exigence des dieux face aux hommes. En effet, dans cet épisode un homme doit se sacrifier afin de sauver le peuple romain qui s'était détaché des faveurs divines. Voici le récit de cet épisode, qui appartient également à la Première Décade (fig. 9).

« La même année, à la suite d'un tremblement de terre ou de quelque autre cataclysme, le forum, dit-on, s'affaissa à peu près en son milieu, formant un trou extrêmement profond ; tout le monde avait beau apporter de la terre, il était impossible de combler le gouffre jusqu'au jour où, à la demande des dieux, on se mit à chercher ce qui faisait surtout la force du peuple romain : les devins en effet annonçaient qu'il fallait consacrer cette chose aux dieux à cet emplacement si on voulait que la puissance de Rome dure à jamais. Marcus Curtius, un jeune homme connu pour sa bravoure, blâma alors les hésitations des Romains : pouvait-il y avoir pour Rome un bien plus précieux que les armes et le courage ? Il réclama le silence, regarda les lieux consacrés aux dieux immortels au-dessus du forum et en particulier vers le Capitole, tendit les mains tantôt vers le ciel tantôt vers le trou béant et les dieux Mânes, et s'immola : assis sur son cheval, aussi richement harnaché que possible, il se précipita dans le gouffre [...] »

Plusieurs autres images présentent des interventions divines dans de nombreux domaines et notamment dans le thème de la guerre. Au folio 134 c'est un corbeau qui se perche sur le casque d'un combattant romain menant un duel contre un Gaulois et qui attaque ce dernier en lui donnant des coups de

bec, donnant ainsi une aide certaine au Romain. Enfin, au folio 274, les dieux envoient une pluie torrentielle sur les alentours de Rome : les ennemis de Rome sont arrivés jusqu'aux portes de la ville et vont mener la bataille contre les Romains. Afin de sauver la ville de l'assaut de ses ennemis les dieux envoient de la grêle dès que la bataille doit commencer afin que jamais la bataille ne puissent être livrée et que ainsi Rome soit sauvée (fig. 10 et 11). Ainsi, l'iconographie des interventions divines est très variée et prouve l'originalité des illustrations contenues dans ce manuscrit.

Le thème de la ruse dans la guerre

La ruse et la trahison sont très utilisées par les Romains mais aussi, et surtout, par leurs ennemis. Lorsque ce sont les adversaires qui en usent, elles sont condamnées par les enlumineurs, à la suite du texte de Tite Live. L'une de ces ruses a été représentée au folio 25 verso. Toutefois, l'image n'est pas compréhensible si l'on ne connaît pas le texte. Voici le passage de la Première Décade qui lui correspond (fig. 12).

« Quand il se sentit assez fort pour être sûr de réussir, Sextus Tarquin envoya un de ses proches à Rome demander à son père ce qu'il attendait de lui puisque, grâce aux dieux, il était maître de la situation à Gabies. Le roi ne donna pas de réponse au messenger qui, je suppose, ne lui inspirait pas confiance. [...] On dit qu'il se promenait sans rien dire tout en coupant la tête des pavots avec un bâton. Fatigué de poser des questions qui restaient sans réponse, le messenger repartit à Gabies, sûr d'avoir échoué dans sa mission. Il fit le récit de ce qu'il avait dit et de ce qu'il avait vu : le roi avait refusé de répondre, par colère, par haine ou par orgueil naturel. Mais ce langage était clair pour Sextus, qui comprit ce que voulait dire son père et ce qu'il lui demandait de faire : il supprima les dirigeants de la ville. »

Mais, plus régulièrement, la ruse est utilisée comme méthode de combat, au cours des guerres afin de s'assurer de l'issue de la bataille. Dans ce cas, elle est toujours représentée utilisée par les ennemis de Rome ; elle est alors jugée trop déloyale pour être appliquée aux Romains (fig. 13). Le folio 212 représente les Carthaginois utilisant une ruse très originale pour faire fuir leurs ennemis romains. La scène se déroule la nuit. Les Carthaginois ont placé des branches de bois enflammées dans les cornes de taureaux. La scène est nocturne : donc les Romains ne voient ni les soldats carthaginois, ni les taureaux au début. Ils ne voient que des flammes se déplaçant dans l'espace sans aucune raison apparente. Ils sont donc très effrayés et s'enfuient, quittant le camp et donc le champ de bataille, sans livrer bataille.

Cet épisode appartient à la Seconde Décade, Livre XXII. En voici l'extrait :

« A la tombée de la nuit on leva le camp en silence,

les bœufs marchaient un peu avant des enseignes. Dès qu'on arriva au pied de la montagne et à l'entrée du défilé, le signal fut donné et immédiatement on mit le feu aux cornes des bœufs et on les poussa vers la montagne. La frayeur causée par l'éclat des flammes parties de leur tête, la chaleur qui commençait déjà à brûler la chair à la base des cornes, faisaient courir les bœufs comme s'ils étaient pris de folie. [...]

Les Romains chargés de garder le défilé aperçurent quelques feux en haut de la montagne et au-dessus de leur tête ; se croyant encerclés ils abandonnèrent leur poste. Ils se dirigeaient vers le sommet où les feux étaient moins denses [...]. Ils tombèrent malgré tout sur quelques bœufs errants qui avaient perdu le troupeau. Dès qu'ils les virent de loin ils s'arrêtèrent, sidérés par le spectacle prodigieux d'animaux qui crachaient des flammes ; puis comprenant que c'était une ruse inventée par des hommes, encore plus affolés, car ils se croyaient victimes d'une embuscade, ils s'enfuirent à toute allure. »

Au folio 232 verso, ce sont les Gaulois qui ont tendu une embuscade aux Romains (fig. 14). Ils ont coupé en partie les troncs des arbres d'un forêt, et ce en veillant à ce qu'ils ne tombent pas tout de suite mais facilement à l'aide d'une petite poussée. Ainsi, lorsque les Romains traversent la forêt, les Gaulois poussent quelques arbres qui, dans leur chute font dégringoler tous les autres. Ceux-ci tombent donc sur l'armée romaine et la déciment. Cet acte a été condamné par les enlumineurs qui montrent la lâcheté de cette entreprise en représentant le sang. En effet, le sang n'est pas couramment utilisé dans le manuscrit, même lorsqu'il s'agit de représenter les scènes de batailles habituelles il n'est pas mentionné, bien qu'il fasse partie intégrante des dommages de la guerre. De fait, le sang est un médium clair et spécifique qui, dans la grande majorité des cas, permet de signifier le mal, de mettre en valeur une mauvaise action. Cette particularité se retrouve aussi dans la représentation des massacres.

Le thème des massacres

Beaucoup d'images représentent des massacres. Ils sont la conséquence de la guerre, il est donc logique de les montrer aussi. Mais ils ne sont attribués qu'aux ennemis de Rome, les Romains étant tenu par la *Fides Romana* il n'est pas loyal pour eux de s'adonner à de telles pratiques.

Le folio 249 illustre le massacre de trois femmes par deux soldats (fig. 15). Techniquement et stylistiquement, l'image est très réussie : les corps sont souples et le côté dansant des positions des soldats rend l'ensemble très dynamique. Ces trois femmes représentent une mère et ses deux filles. Elles sont déjà blessées gravement. Leurs corps sont très ensanglantés et prouvent la condamnation de la scène par les enlumineurs.



Fig. 11. - Folio 274. Rome sauvée par la pluie et la grêle.



Fig. 14. - Folio 232 verso.
La ruse des Gaulois.



Fig. 12. - Folio 25.
La ruse des têtes de pavots.



Fig. 13. - Folio 212. Les Carthaginois et les cornes de feu.



Fig. 15. - Folio 249.
Massacre de femmes.



Fig. 16. - Folio 63 verso.
Début de l'histoire de Verginia.

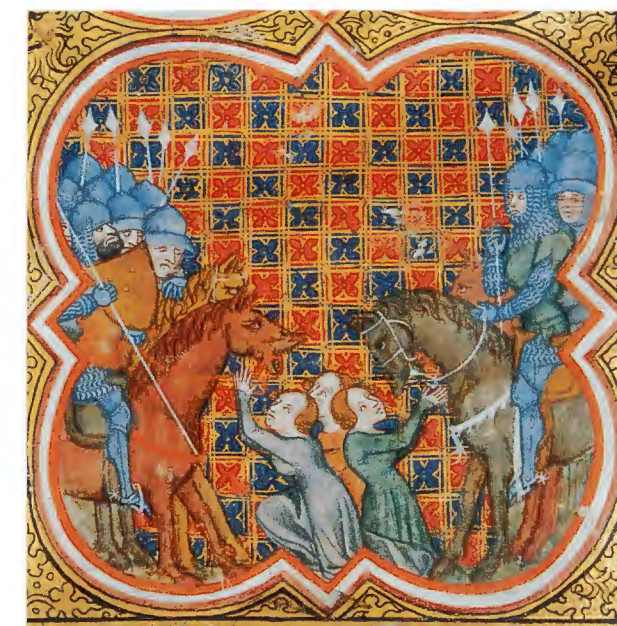


Fig. 19. - Détail du folio 6.
Les Sabines entre pères et époux.

Fig. 17. - Folio 64.
Verginia sacrifiée par son père.

Fig. 20. - Folio 15 verso.
Combat des Horaces et des Curiaces.



Fig. 18. - Folio 67 verso.
Mort d'Appius et conclusion de l'histoire de Verginia.



En effet, il s'agit d'un assassinat conduit par des soldats, donc des personnages en position de force, et plus particulièrement par rapport à des femmes, personnages faibles et sans défense. Cette image a donc un but très clair à la fois de condamnation et de moralisation d'un acte barbare.

Les séries moralisatrices : l'histoire de Verginia

Il a été remarqué, lors de l'étude du manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux, que certains épisodes des Décades étaient conjugués sur plusieurs enluminures, en général deux ou trois se suivant. La série concernant l'histoire de Verginia comporte trois miniatures aux folios 63verso, 64 et 67verso. L'histoire est tragique mais le dénouement montre une sorte de morale (fig. 16, 17, 18). L'histoire, relatée à la Première Décade, commence de cette façon.

« Appius Claudius voulait faire violence à une jeune plébéienne dont il était amoureux. [...] C'était déjà une jeune fille, elle était très belle et Appius, vivement épris, essaya d'abord de la séduire par des promesses et de l'argent. Quand il vit qu'il était impossible de forcer sa pudeur, il changea d'attitude et révéla son tempérament despotique et cruel. Il chargea un de ses clients, Marcus Claudius, de revendiquer la jeune fille comme esclave [...]. »

[...] L'homme qui était au service des passions du décemvir posa la main sur l'épaule de Verginia, en la déclarant esclave, fille d'esclave.

[...] Ils arrivèrent au tribunal d'Appius Claudius. Le demandeur récita le scénario que le juge connaissait bien puisqu'il l'avait écrit lui-même : cette jeune personne était née chez lui, elle avait été volée, transportée chez Verginius à qui on faisait croire que c'était sa fille. Les défenseurs de la jeune fille [...] demandaient que toute l'affaire attende son retour [celui du père de Verginia, Verginius] [...]. On ne pouvait accepter qu'une enfant de cet âge perde d'abord sa réputation et ensuite sa liberté. »

Appius revendique donc la jeune fille, fiancée, pendant l'absence de son protecteur : son père. C'est le sujet de la première image.

Dans la deuxième image, le père de Verginia est de retour à Rome. Il s'aperçoit alors qu'il ne peut pas dénouer la situation, qu'Appius campe sur ses positions et qu'il ne peut pas sauver sa fille de cette situation. Il ne trouve alors qu'un seul moyen pour rendre à sa fille son honneur perdu par la faute d'Appius : il la tue. On le voit, dans cette enluminure, tendre une belle et large épée derrière sa fille. L'enlumineur a d'ailleurs arrangé les dires du texte de Tite Live puisque ce dernier relate que Verginius a égorgé sa fille avec un couteau de boucher seulement. Ainsi, l'enlumineur donne plus de noblesse à ce geste de désespoir.

L'histoire, si elle s'arrêtait là, serait triste pour Verginius et inutilement tragique. Il n'y aurait pas de morale et le juge Appius s'en sortirait sans « punition ».

Donc, la conclusion et la morale de l'histoire sont relatées dans la dernière image de la série. Ainsi, quelques chapitres plus tard, le juge Appius a été emprisonné à la demande du peuple qui ne supportait plus ses injustices et ses maltraitances. Dans l'image il a donc été placé dans une tour symbolisant la prison. Là, il attend d'être mis à mort puisque telle est sa sentence. L'oncle d'Appius est alors venu supplier le nouveau consul de gracier son neveu. Il est donc représenté au centre, à genou, devant le nouveau consul qui lui est assis dans son trône. Or, le texte présente un retournement de situation très inattendu. En effet, le nouveau consul n'est autre que Verginius, le père de la pauvre Verginia. Grâce à sa nouvelle position de force, il peut prendre tranquillement sa vengeance sur Appius tout en faisant acte de justice et en appliquant la sentence demandé par la plèbe. L'histoire donne ainsi à Verginius l'occasion d'avoir une revanche sur celui qui a provoqué tant de malheurs chez lui.

Cette série représente sur trois images le déroulement complet d'un épisode tragique avec pour conclusion une morale finalement très humaine : le « méchant » est finalement châtié de sa mauvaise conduite.

Les thèmes du frontispice du folio 6

Les deux frontispices que contient encore le manuscrit, permettant d'introduire la Première Décade et la Deuxième Décade, sont composés de la même façon (fig. 1). Ils sont formés de quatre miniatures insérées dans des quadrilobes. Les deux feuillets sont largement et finement décorés de marges élégantes avec des grotesques, des animaux fantastiques et de petites scènes décoratives¹¹.

11. Le frontispice du folio 6 est orné de nombreux motifs marginaux. En haut de la page, un homme singe tient à bout de bras un serpent par la queue dans chaque main. Ceux-ci, sont enroulés au niveau de la tête autour de feuillages qu'ils semblent ainsi retenir autour des quatre enluminures. De nombreux oiseaux, tels qu'une cigogne, un hibou et même un pélican, ont été représentés. Dans la marge du bas de la page, deux petites scènes de chasse ont été représentées : des chiens ou des loups poursuivant un lapin à gauche, et, un homme singe tenant un animal au bout d'une corde et un autre soufflant dans un cor à droite. Un dragon a été aussi peint en haut de la page. Le frontispice de la Seconde Décade, au folio 192, et également largement orné de marges. Un dragon, en haut de la page, semble cracher des rinceaux de feuillages élégants. En bas de page, au centre, une licorne sort l'avant de son corps d'un coquillage. À gauche, un loup surgit des feuillages, à droite un petit singe se promène sur les feuilles et se dirige vers un pélican plus loin.

Le frontispice du feuillet 6 comporte des miniatures dont les sujets sont connus. La première représente le débarquement d'Enée en Italie, et plus exactement à Laurentes. La seconde montre une scène de bataille entre le peuple romain et un autre peuple. La troisième présente la fondation de Rome. Enfin, la quatrième est la peinture du fameux épisode des Sabines (fig. 19). Les Sabines ont été enlevées par les Romains afin de pouvoir perpétuer leur civilisation en ayant des épouses, puis des enfants de leurs nouvelles épouses. Mais les pères de ces jeunes femmes, les Sabins, décident de récupérer leurs filles et livrent donc bataille aux Romains. Les jeunes femmes ne peuvent supporter de voir pères et époux s'entretuer et s'interposent.

Le choix de représenter des épisodes si connus et si représentatifs de l'esprit global des Décades n'est pas un hasard. Les frontispices permettent, en plus d'introduire une partie de l'œuvre, de rendre l'esprit général de l'œuvre, ce qui est bien établi par la pleine page du folio 6.

Le thème du combat des Horaces et des Curiaces

Cette image, au folio 15 verso, à la fois originale et très symbolique de l'Histoire romaine, illustre le thème très connu du combat des trois frères romains contre les trois frères d'Albe (fig. 20). Les trois duels sont représentés sur la même enluminure et montre déjà un combat avancé puisque l'un des personnages vient de tomber sous les coups de son ennemi. L'un des personnages porte un bouclier orné du motif de l'aigle bicéphale, symbole de l'empire romain.

Cet épisode de l'Histoire romaine est très représentatif du texte des Décades : il illustre la vertu des Romains, leur courage et surtout leur capacité à se sacrifier en faveur de la défense de leur nation au-delà des intérêts personnels. Cette miniature est intéressante aussi du fait qu'elle montre la volonté des enlumineurs de ce manuscrit de produire des images originales, hors des stéréotypes connus et communs à de nombreux manuscrits, au service de l'illustration d'un texte aux convictions patriotiques fortes.

Un manuscrit exceptionnel

Le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux est une œuvre d'une extrême qualité pour plusieurs raisons. Du point de vue matériel et technique, il convient de noter que le manuscrit a été très soigné. Ses écritures, parfaitement lisibles et de forme relativement homogène au cours des quatre cent soixante dix huit folios, montrent déjà une application indéniable. De même, la palette des artistes, riches et variée, la précision des cernes et autres rehauts est une preuve de plus, tout comme la présence constante de l'or, de la richesse et du raffinement de cette œuvre. La facture minutieuse de ce manuscrit révèle un soin réel dans sa réalisation.

Le soin apporté à sa fabrication a été, de plus accompagné d'une réflexion sur l'iconographie de l'illustration. Elle est d'une véritable richesse, et sa diversité n'est que peu atténuée par les quelques scènes stéréotypées.

Globalement, les images ont été réalisées de façon à ce que leur identification soit aisée. Le choix des sujets démontre également le souci de peindre les épisodes les plus représentatifs des chapitres illustrés, épisodes charnières dans la compréhension et la symbolique des Décades dans la plupart des cas. Les images stéréotypées ne contredisent pas cette théorie. En effet, celles-ci sont essentiellement constituées de scènes de bataille. Or, il convient de rappeler que l'Histoire romaine de Tite-Live repose essentiellement sur le récit de la défense et de l'extension du territoire romain, ce qui obligeait les peintres, par fidélité au texte, à représenter un grand nombre de moments guerriers.

Les sujets de l'Histoire romaine sont peints au moyen de représentations du XIVe siècle. Cette adaptation montre une grande aisance dans le maniement de l'iconographie. Plus que le souci de montrer la vérité antique, et donc de faire de cette traduction des Décades un acte de mise en valeur du patrimoine littéraire de l'époque romaine, ces images prouvent la volonté de tirer des enseignements du passé prestigieux de la grande Rome. L'aspect didactique de ces miniatures est un élément majeur dans la compréhension de l'iconographie du manuscrit. Il permet d'expliquer les raisons du choix d'une adaptation des sujets des images au XIVe siècle. Nous avons d'ailleurs pu noter que cette adaptation des miniatures à l'époque de la réalisation du manuscrit a suivi des règles très précises, autant dans le choix des codes vestimentaires que dans la façon de représenter les différents pouvoirs.

Le manuscrit appartient bien, par son style comme par son iconographie, aux productions picturales de la fin du règne de Charles V.

Ce manuscrit, dont l'étude révèle la place importante qu'il tient parmi les ouvrages de la fin du XIV^e siècle, fait partie d'un ensemble d'œuvre de grande qualité appartenant au même contexte de production. Notamment, il convient de citer, des ouvrages tels que le Tite-Live de la Bibliothèque Sainte-Geneviève, manuscrit 777, ou encore la Première Décade de Tite-Live de la Bibliothèque Nationale de France, manuscrit français 20312 ter. Ces deux œuvres illustrent la même volonté didactique dans le traitement de l'iconographie de l'Histoire romaine à la fin du XIV^e siècle. Mais d'autres œuvres, comme le manuscrit de la Bibliothèque Municipale de Besançon contenant le texte du De regimine principum de Gilles de Rome, ms 434, ou le manuscrit fr 2813 de la Bibliothèque Nationale de France, texte des

Grande Chroniques de France, montrent cette même volonté d'une illustration à la fois riche par ses enseignements et ses allégories historiques.

Le manuscrit 730 de la Bibliothèque Municipale de Bordeaux s'intègre donc dans un contexte littéraire fort où l'illustration d'un texte à la fois politique et historique prend une nouvelle dimension de sublimation de l'œuvre littéraire par un cycle d'enluminures où l'iconographie est le résultat d'une réflexion sur sa destination et sur sa signification.

La fin du XIV^e siècle, ainsi que le siècle suivant, ont connu un véritable engouement pour la traduction de Pierre Bersuire. De nombreux manuscrits lui ont été consacrés, à la suite du Tite Live de Bordeaux, véritable fleuron des Tite Live du Moyen Age.

Reliques, reliquaires et orfèvreries des églises bordelaises pendant le Grand Siècle (1598-1715)

par Marc Favreau *

« Salomon fit tous les objets qui étaient dans la maison de Yahvé : l'autel d'or et la table sur laquelle était le pain de la Face, en or, les candélabres, cinq à droite et cinq à gauche, devant le débir, en or fin ; les fleurons, les lampes et les mouchettes en or ; les cuvettes, les couteaux, les coupes à aspersion, les bols, les cassolettes en or fin » (Premier Livre des Rois, 7,59-8,6).

« Les reliques des justes, ces restes sacrés des apôtres, nous sommes persuadés qu'ils contiennent toute la vérité de la passion corporelle. Crions donc toute notre foi, qu'il n'y a rien, dans ces reliques, qui ne soit rempli de cette souffrance. Car là où la vertu est entière, là sont entiers les membres. Il est donc absolument certain que nos apôtres et nos martyrs sont là, avec nous, avec toutes leurs vertus » (Victrice de Rouen) ¹.

Approches méthodologiques

L'absence regrettable d'un musée d'art sacré à Bordeaux, ou à défaut d'un trésor installé dans la cathédrale, ne doit pas dissimuler un riche passé dont il ne reste pratiquement de traces ou de témoignages que dans les archives ecclésiastiques antérieures à 1789.

L'étude des trésors bordelais des XV^e et XVI^e siècles, que Paul Roudié mena dans le cadre de sa thèse ², a enrichi considérablement l'image que donnaient dans le passé les quelques articles et inventaires publiés dans les *Archives historiques de la Gironde* ou dans la *Revue historique de Bordeaux* au XIX^e et au début du XX^e siècle ³. Paul Roudié souligna la richesse de ces trésors sacrés mais il regretta surtout la pauvreté des sources manuscrites - aucun inventaire pour les cathédrales de Bordeaux et de Bazas, et pour la collégiale Saint-Seurin - et le faible nombre d'objets conservés aujourd'hui ⁴. Ses travaux complètent les nombreuses études françaises qu'ont valorisées

et réactualisées des expositions aussi importantes que celles du Musée des Arts décoratifs de Paris en 1965, du musée du Louvre en 1991 et de Reims en 2001 ⁵.

Cet article s'inscrit donc dans la continuité des recherches de Paul Roudié en s'intéressant aux trésors des églises de Bordeaux entre 1598 et 1715. La limitation géographique à la seule capitale de la Guyenne résulte de la relative pauvreté

* Maître de conférences en Histoire de l'Art moderne à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux III.

1. Loew-Meslin, 1978, p. 87.

2. Voir Roudié, 1974.

3. Voir Ducaunnès-Duval, 1943 ; Anonyme, 1918 ; Pourésy, 1915, p. 19 ; Thomas, 1910 ; Anonyme, 1887 ; Anonyme, 1874.

4. Roudié, 1982, p. 65-68.

5. Cat. expo. Paris, 1965 ; cat. expo. Paris, 1991 ; cat. expo. Reims, 2001.

de l'orfèvrerie religieuse dans les paroisses rurales du diocèse au XVII^e siècle, excepté à l'abbaye de la Sauve Majeure, dont Jacques Gardelles a étudié les objets sacrés, à Notre-Dame de Verdélais et dans quelques autres prieurés⁶. Notre étude résulte des recherches menées aux Archives départementales de la Gironde, dont la richesse des fonds ecclésiastiques compense en partie la disparition regrettable des objets et des œuvres d'art. Encore faut-il relativiser cette abondance ! Ainsi, le plus ancien inventaire connu du trésor de la cathédrale ne date que de 1648⁷. Et s'il existe un inventaire notarial du trésor de la collégiale Saint-Seurin, daté de 1607⁸, les archives postérieures contiennent peu d'indications pour cet important et vénérable ensemble d'orfèvrerie. L'inventaire, que demanda le chapitre en novembre 1649, dut probablement soit disparaître avec une partie des archives que les lansquenets brûlèrent lors de la Fronde, soit simplement être oublié en raison des circonstances d'alors⁹. De nos jours, nous savons seulement qu'il y avait des pièces d'argenterie *neuves* ou *vieilles*. Le même constat de pauvreté documentaire s'applique aussi aux archives conventuelles. Sur la vingtaine de monastères et de couvents que connut Bordeaux au XVII^e siècle, seules les archives de huit établissements intéressent la présente étude. Parmi les lacunes les plus regrettables, figure la composition de l'orfèvrerie de la chartreuse Notre-Dame-de-la-Miséricorde pour laquelle le cardinal François de Sourdis (1599-1628) témoigna tant de sa générosité. En revanche, les états dressés lors des nominations de sacristes ou les visites archiépiscopales de 1655, de 1683 et de 1700 donnent un aperçu plus ou moins complet des orfèvreries pour onze des quinze paroisses de la cité¹⁰. L'un des plus anciens inventaires bordelais du XVII^e siècle concerne Saint-Eloi, l'église de la Jurade, en date du 12 février 1604¹¹. Toutes les archives paroissiales ne présentent pas la même abondance. Ainsi, la fabrique de la paroisse Saint-Christoly à laquelle Sourdis adjoignit la paroisse Saint-Paul en 1608, n'a guère laissé de renseignements si ce n'est une custode repérée dans le tabernacle de l'autel principal en 1683¹².

Face à cette masse documentaire relativement importante mais avec des inventaires assez semblables, nous avons choisi d'étudier les trésors bordelais par la typologie des objets énoncés dans le titre de notre article et, à l'intérieur même de cette répartition, par le statut de l'institution ecclésiastique : chapitres, monastères et couvents, paroisses, confréries et pèlerinages. Nous évitons, nous semble-t-il, la simple énumération d'inventaires souvent austères et, par conséquent, peu favorables à la recherche historique.

Notre travail ne veut donner qu'un état ponctuel de la recherche, sans prétendre à l'exhaustivité. Des travaux et des découvertes postérieurs à cette synthèse pourront toujours compléter ou modifier les informations qu'elle renferme.

Introduction historique

A la fin des guerres de religion, Bordeaux apparaissait comme un des bastions du catholicisme dans le sud du royaume. La reprise en main politique de la ville s'accompagnait d'une réforme ecclésiastique engagée par le cardinal François de Sourdis dès 1599¹³. Ses successeurs dirigèrent le diocèse en s'inspirant des décrets tridentins pour réformer le clergé qu'ils visitaient souvent, pour développer la dévotion et le culte des fidèles, et pour entreprendre la décoration des sanctuaires et l'enrichissement des trésors.

A la tête de ces derniers, le trésorier, qui jouait un rôle important dans l'administration financière des chapitres au Moyen Âge, conservait la garde du trésor¹⁴. « Fonction capitulaire la plus méconnue, la garde des reliques n'est pourtant pas négligée par les chanoines. Ces derniers la placent même immédiatement après la louange de Dieu et considèrent les reliques comme un authentique patrimoine, aussi précieux pour leur compagnie que le patrimoine foncier »¹⁵. A la cathédrale Saint-André, ce poste occupait la sixième dignité sur les onze que comptait le corps canonial alors qu'à Saint-Seurin il représentait la seconde dignité sur les quatre du chapitre.

Dans douze des quatorze paroisses urbaines¹⁶, chaque bureau de fabrique, y compris ceux relevant de la collégiale de Saint-Seurin et de l'abbaye de Sainte-Croix, déléguait plusieurs membres (*ouvriers*, *fabriqueurs* ou *marguilliers*) en tant que *sacristes*¹⁷. Nommés par la fabrique et placés sous le contrôle du grand ouvrier, ces derniers se situaient hiérar-

6. Gardelles, 1977. Peyrous, 1995, tome I, p. 625. Une étude, ingrate mais nécessaire, reste à faire sur le mobilier cultuel disparu de ces communautés monastiques.

7. A.D.Gir. G 3233, 1^{er} septembre 1648.

8. Anonyme, 1874.

9. A.D.Gir. G 1028, f°20, 16 novembre 1649 ; G 1029, f° 146v°, 6 mars 1665.

10. *Ibid.* G 640, à partir du 6 juillet 1655 ; 9 mai-après 4 juillet 1683 ; G 653, janvier-février 1700.

11. *Ibid.* 3E 14807, f° 183 et sq., 12 février 1604 ; je tiens à remercier Mme Michèle Peyrissac pour m'avoir signalé ce document.

12. *Ibid.* G 640, f° 50, 14 juin 1683. La paroisse se distinguait par la pauvreté de ses fidèles : Loupès, 2001, p. 104.

13. Peyrous, 1995.

14. Loupès, 1985, p. 77. Voir aussi cat. expo. Reims, 2001, p. 352.

15. Loupès, 1985, p. 61.

16. Loupès 2001, p. 101-113.

17. Voir par exemple Loupès, 2001, p. 124-130 ; Ponthier, 1991.

chiquement entre les bedeaux et les acolytes, les curés et les bénéficiers¹⁸. Dans quelques cas, des religieux pouvaient occuper cette fonction, comme le P. Guillaume Dulong, prêtre de Sainte-Colombe, nommé *sacriste* le 4 avril 1668 ; ou le P. Jean Sabourin, chapelain, qui remplaça Jean Dabos, prêtre bénéficiaire de Saint-Michel¹⁹. En cas de vol ou de détournement de fonds, le *sacriste* laïc se portait caution, ce qui obligeait souvent le bureau à recruter un notable. Traditionnellement, il entretenait l'église et les luminaires, s'occupait des cérémonies, et veillait au trésor dont la manipulation des reliques revenait à l'autorité ecclésiastique. A la fin de son mandat, il établissait, avec l'aide d'un notaire, un inventaire des ornements de l'église que vérifiaient le curé et les ouvriers. En suivant le décret de la XXVe session du concile de Trente (3-5 décembre 1563), l'archevêque, ou son vicaire, surveillait l'usage des reliques et s'assurait de la *décence* des objets cultuels que les ouvriers présentaient sur le maître-autel ou dans la sacristie lors des visites épiscopales. Suite aux recommandations du prélat, ou pour accroître ou renouveler les objets cultuels, la fabrique déléguait alors un ou deux syndics qui passaient commande auprès d'un orfèvre.

A la signature du traité de paix à Vervins le 2 mai 1598, les églises de la métropole gasconne n'avaient pas souffert des exactions des bandes armées qu'elles fussent protestantes ou catholiques. Aussi abritaient-elles des objets anciens qui témoignaient de leur autorité et de leur renommée au sein de la cité²⁰.

Dans son histoire de la cathédrale²¹, le chanoine théologal Hiérosme Lopès (1617-1694) indique qu'en 1689 la *Majestat*²² abritait des reliques du Christ, de la Vierge et des principaux saints et martyrs de l'Eglise, mais aussi, chose normale pour la primatiale d'Aquitaine, des reliques de saints auxquels des églises du diocèse étaient consacrées. A chaque visite royale ou princière, le chapitre présentait le reliquaire contenant le bras de saint André qui confirmait la haute antiquité de la primatiale²³. Aucune étude n'a pour l'instant tenté de connaître le processus d'enrichissement de ce trésor avant le XVII^e siècle mais on peut l'attribuer avec raison au pontificat de Clément V (1305-1314).

A l'extérieur des remparts, les chanoines de Saint-Seurin, éternels rivaux du chapitre cathédral, avaient rassemblé très tôt une importante collection de reliques vénérables qu'ils n'avaient eu qu'à extraire de la nécropole paléochrétienne voisine. Leur trésor abritait surtout les corps de Martial, « l'Apôtre de l'Aquitaine » au I^{er} siècle, de Véronique et de Bénédict, disciples de l'évangéliste aquitain, ou encore le crâne de l'évêque Amand du Ve siècle, le bras de saint Fort²⁴, les reliques des saints Nicolas, Innocents et de la Vraie Croix. Parmi les objets les plus sacrés de la collégiale, le bâton ou *verge* de saint Martial passait pour être une des reliques les plus impor-

tantes de la province d'Aquitaine, voire de la France, bien qu'il en existât d'autres exemplaires à Trèves ou à Saint-Paulin dans le Velay²⁵.

La cité de Bordeaux abritait un troisième ensemble de reliques prestigieuses en la vénérable église Sainte-Eulalie. L'origine des Sept corps saints²⁶ remontait à leur don par Charlemagne en 811, suivant la tradition que perpétue de nos jours une épitaphe du bas-côté sud²⁷.

A côté de ces grands sanctuaires, d'autres de fondation mérovingienne possédaient au XVII^e siècle d'importants ensembles de reliques dont on ignore encore vraiment la provenance, mais qui se voulaient tout aussi vénérables et renommées que celles des chapitres. Le monastère bénédictin de Sainte-Croix abritait une belle collection de reliques (fragment de la table de la Cène, reliques de saint Pierre et de saint Lazare, joue de saint Blaise) dont la plus insigne et qui donna le vocable au lieu, fut un morceau de la Vraie Croix à l'origine inconnue. Mais, vers 1630, le P. Léon Godefroy, visitant Bordeaux, remarqua que l'abbaye

18. *Ibid.* p. 97.

19. A.D.Gir. G 2429, f°42.

20. Pour un aperçu général des reliques bordelaises, voir Loupès, 2001, p. 135-150.

21. Lopès, 1882, p. 190-196 ; Renouard, 1965, p. 477.

22. Comme à Saint-Seurin, ce nom prope concernait le maître-autel de la cathédrale mais, à la différence de la collégiale, l'édifice aussi.

23. « L'Eglise de Bourdeaux a le bonheur de posséder des reliques de son chef (de saint André), de son bras et de sa croix, qui sont renfermées avec des reliques de saint Pierre en deux beaux reliquaires de vermeil doré ; et l'on présente aux Roys à leur entrée solennelles ce sacré bras à baiser, comme le présenta Jean de Foix, archevesque, au Roy François I^{er} » : Lopès, 1882, tome I, p. 188. Le 10 avril 1603, le cardinal de Sourdis reconnaissait l'égalité des privilèges entre Saint-André et Saint-Seurin ; Maillé, 1960, p. 237.

24. Sur l'existence douteuse d'un martyr nommé Fort, voir Renouard, 1965, p. 167-172 ; Maillé, 1960, p. 327-341 ; Réau, 1965, p. 323. L'apparition du corps du saint se produisit au début du XII^e siècle : Maillé, 1960, p. 43.

25. Cirot de La Ville, 1867, p. 369 ; Gaufreteau, 1877, p. 1-2. Dans les *Annales ecclésiastiques*, Sponde confirme cette vénérable filiation : « Praedictum Petri baculum, illum ipsum esse qui hactenus magna religione asservatur Burdegale in antiquissima ecclesia S. Severini, est firma illius provincia traditio » : Sponde, 1622, tome 1, p. 163. La marquise de Maillé rapporte une tradition légendaire selon laquelle la translation de la *verge* de saint Martial de Limoges à Bordeaux se serait effectuée en 1240 : Maillé, 1960, p. 313.

26. Les saints Clair, disciple du pape Anacle, Justin, Géronce, Sever, Policarpe, Jean et Babile ; selon la tradition, les quatre derniers étaient évêques. Maillé, 1960, p. 215-216. Selon Pierre Bernadau, les sept corps saints provenaient de *Leytoure* : Bernadau, 1797, p. 341.

27. Elle situe à proximité de la chapelle qui abritait ces sept corps.



Fig. 1. - Grand reliquaire de la *Majestat*. XVI^e siècle (?).
Bois peint et doré. Bordeaux, sacristies de la cathédrale Saint-André.
Cliché : Guilhem-Ducléon.

Sainte-Croix n'a rien de beau ny de remarquable hormis des reliques de quelques saintz et les sépulchres de beaucoup de ses abbez et autres²⁸. Il oublie cependant de mentionner saint Mommolin, un des premiers abbés mérovingiens (?) vénéralisé dès le XII^e siècle, dont le tombeau de pierre dure comme un marbre bastard gris, relevé au-dessus du pavé de deux pieds, sur six pilastres posée sur leur piédestal & le chapiteau à la Chorinthe²⁹, trônait dans la nef principale avant son déplacement en mai-juin 1646 au niveau de la chaire actuelle et son remplacement par une châsse en noyer³⁰. Dès le XVI^e siècle, les moines en avaient retiré un bras pour le placer dans un bras-reliquaire en vermeil qu'ils portaient en procession³¹. En 1682, ils extraient d'autres ossements pour l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire, puis la tête.

Au centre de la cité, l'église Saint-Pierre, située au nord de l'emplacement de la basilique mérovingienne, présentait un ensemble sacré de grande valeur, remarqué par Henri de Béthune en 1655, dont un fragment de la colonne du Christ, de la table de la Cène ou une pierre du Saint Sépulcre³².

Parmi les couvents, les Carmes, installés depuis le XIII^e siècle, se distinguaient en conservant une châsse pesant plus de onze marcs et destinée aux reliques de saint Simon Stock³³. Au couvent des Augustins, la vérification d'Henri de Béthune, le

26 mai 1668, concernait quatre boîtes cachetées aux armes de l'évêque de Porphyre et contenant les restes des saints Appollonius, Second, Anthonin, Honoré, Eleuthère, Honorat, Honorius et Théodore. En 1689, son successeur agira de même pour les reliques de saint Agapil³⁴.

Les inventaires de la fin du XVI^e et du XVII^e siècle renferment la mention d'objets cultuels et décoratifs anciens dont la description, aussi succincte soit-elle, indique ou suggère un aspect vénérable. Le faible nombre de ces pièces rappelle la destruction et la disparition de nombreux reliquaires et orfèvreries à cause de la guerre de Cent Ans, de l'emprunt de François I^{er} en 1537 et du remploi de pièces jugées démodées. A la veille des guerres de religion, un renouvellement presque complet de l'orfèvrerie religieuse s'était terminé³⁵. Comment expliquer alors la présence d'objets anciens dans les trésors du Grand Siècle ?

Une première raison était le prestige dont on entourait l'objet. Le trésor de la *Majestat* renfermait ainsi une grande châsse en bois réalisée au XVI^e siècle (fig. 1) et placée, selon Lopès³⁶, derrière le maître-autel, ainsi que l'évangélaire sur lequel le cardinal Jean de Foix avait prêté serment en 1503³⁷. Pour sa part, la collégiale Saint-Seurin abrita pendant la première décennie du XVII^e siècle un cor fendu³⁸ en ivoire qui participait, avec la nécropole paléochrétienne, au prestige de la collégiale depuis le XII^e siècle. La *Chanson de Roland* rattache au paladin cet objet dont la *Chronique du Pseudo Turpin* évoque son transfert frauduleux en 1061 de Saint-Romain de

28. Godefroy, (1638), f°84.

29. Darnal, 1618, p. 75.

30. Peyrissac, 2000, p. 172.

31. A.D.Gir. H Bénédictins, liasse 452, inventaire de 1549.

32. Bertrand, 1902, p. 119.

33. A.D.Gir. 3E 664, f° 533, 24 novembre 1545.

34. *Ibid.* H 2282, 15 juillet 1689.

35. Roudié, 1974, tome I, p. 475-476.

36. Lopès, 1882, tome I, p. 197 ; Roudié, 1974, p. 415. Pour l'inventaire des reliques à la fin du XVI^e siècle, voir A.D.Gir. G 316, s.d. Nous remercions M. Philippe Maffre, conservateur des Antiquités et Objets d'Art de Gironde, de nous avoir signalé ce document. Cette châsse, qui vient d'être restaurée, se trouve dans les sacristies de la cathédrale.

37. Roudié, 1974, p. 477. Dans l'inventaire de 1648, il est noté : *Plus deux livres couverts d'argent dont l'un contient les Evangiles, l'autre les Espitres qu'on chante à l'église qu'on a fait peser à cause du bois qui y est enchâssé et du vélin sur lequel sont escritz lesd[its] Epistres et Evangiles* : A.D.Gir. G 3172.

38. Selon le *Guide du pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle*, cette fente résultait du souffle puissant de Roland lors de la bataille de Roncevaux : Anonyme, 1938, p. 79.

Blaye à Bordeaux³⁹. Cette dernière ville pouvait ainsi justifier son ambition de capitale de l'Aquitaine et de grand centre religieux. Dès lors, cet objet précieux, à la fois relique et reliquaire, recevait tout hommage y compris du roi François I^{er} lors de son entrée en 1526⁴⁰. Trompe, cor de chasse ou corne à boire à l'origine, cet olifant faisait partie d'un groupe d'instruments postérieurs à l'époque de Charlemagne et originaires d'ateliers de l'Espagne musulmane ou d'Italie méridionale. Leur fonction originelle, celle d'un instrument de transactions légales, qui symbolisait les transferts de terre ou de propriétés⁴¹, se perdit lorsque les églises de Cantorbéry, d'Auch, de Saint-Denis, d'Angers ou de Saint-Sernin⁴² par exemple, les thésaurisèrent et les entourèrent alors de légendes mystérieuses relatives à saint Hubert, Charlemagne ou Roland. Au début du XVII^e siècle, la relique bordelaise de l'épopée carolingienne ne possédait plus le même prestige que durant les siècles précédents. Les quelques voyageurs, qui comme Pierre Bergeron ou Louis Coulon, montraient de la curiosité pour cet objet, eurent ainsi la confirmation de la présence des paladins de Charlemagne dans le cimetière de la collégiale⁴³. Cependant, les Bordelais ne s'en souciaient guère car l'olifant disparut du trésor vers 1610⁴⁴. En 1620, le chroniqueur Jean Darnal indiquait que *ce cornet d'ivoire, qui se garde à Saint-Seurin, et que j'ay vu autres fois*⁴⁵ a disparu, sans laisser aucune précision sur son aspect.

En revanche, la fabrique de Saint-Michel protégea pendant pratiquement tout le siècle un reliquaire en argent de la fin du XV^e siècle, lui conférant une primauté au sein du trésor ; il apparaît en tête de tous les inventaires jusqu'en 1684. Son aspect et son iconographie sont relativement bien connus grâce au contrat, retrouvé par Paul Roudié, passé le 26 juillet 1498 entre les exécuteurs testamentaires de Pey du Gravar, bénéficiaire de l'église, et Pierre Dupré, orfèvre. Ce dernier devait faire un saint Michel avec diable et priant d'argent conforme à la maquette, haut de trois pieds, pesant 32 marcs, avec une place pour les reliques dans le soubassement⁴⁶. L'iconographie du saint ailé et psychopompe, à pied, tenant d'une main un bouclier et de l'autre une lance ou une épée, et réuni éventuellement à l'effigie du donateur, remonte à l'époque romane. L'indication d'une maquette souligne la préparation de l'œuvre par un sculpteur mais rien n'indique que ce fût Dupré qui, comme souligne Paul Roudié, peut être vraisemblablement considéré comme le praticien chargé de mettre en œuvre le reliquaire en argent. La composition du groupe n'avait rien d'original au regard des peintures, gravures ou sculptures comme le bel exemplaire d'orfèvrerie daté de 1503 et conservé à l'Ost-Akademie de Lünebourg, en Basse-Saxe⁴⁷. L'effigie en pierre de l'archange ornait d'ailleurs le trumeau du portail occidental de l'église bordelaise. Tout au long du Grand Siècle, les inventaires indiquent que *l'image de saint Michel tenant le bouclier d'une main et l'épée de l'autre ayant sous ses pieds le*

*dragon tenant une griffe*⁴⁸ ne possédait plus le priant mais ils ne précisent pas la nature de la relique conservée. Le reliquaire disparut après 1684, peut-être victime des campagnes de fontes de 1689-1690.

Une seconde raison de conservation des objets anciens émanait de motifs surtout financiers. On préféra garder des reliquaires par manque d'argent. Ainsi, le trésor de Sainte-Croix contenait des boîtes en ivoire, en laiton ou en bois sans clef ; ou celui de Saint-Seurin un reliquaire *faict en forme de clochier auquel y a plusieurs reliques de saintz avecqs la figure de deulx anges et une pierre*⁴⁹. La réforme voulue par les archevêques du Grand Siècle fit disparaître cependant la quasi-totalité des émaux limousins à Bordeaux, et notamment les reliquaires.

Reliques et reliquaires dans la vie de la cité

En 1602, le cardinal François de Sourdis procéda au rapatriement du chef de saint Eutrope destiné aux moines de Cluny établis à Saintes⁵⁰. Ce transfert, qui donna lieu à une célébration liturgique dans la *Majestat*, avait avant tout une portée symbolique⁵¹. Il affirmait la volonté de la hiérarchie catholique, en l'occurrence de l'archevêque de Bordeaux, de remettre les reliques au centre de la vie religieuse du diocèse.

39. Anonyme, 1869, p. 112-113, vers 3676-3686. Voir aussi cat. expo. Gand, 1985, p. 112 ; Maillé, 1960, p. 323, note 3 ; Loirette, 1942, p. 5 ; Cirot de La Ville, 1867, p. 194.

40. Braquehay, 1898, p. 9.

41. Swarzenski, 1966, p. 7.

42. *Ibid.* p. 8 ; cat. expo. Reims, 2001, p. 412 ; Gauthier, 1983, p. 37-38.

43. Bergeron, 1603, f° 487v° ; Coulon, 1643, p. 603.

44. Anonyme, 1874.

45. Darnal, 1620, p. 184.

46. A.D.Gir. 3E 4813, f° 174 ; G 2261, 1464-1469.

47. Devisse-Mollat, 1979, tome II, p. 213, fig. 222.

48. A.D.Gir. G 2221, inventaire de 28 février 1684.

49. *Ibid.*, H 302, 17 août 1582 ; Anonyme, 1874, p. 293-301.

50. Cruseau, 1879-1881, tome II, 1881, p. 303 ; Lopès, 1882, tome I, p. 193 ; Ravenez, 1867, p. 56.

51. Voir aussi manuscrit de Bertheau, secrétaire du cardinal : A.D.Gir. G 532, p. 223-232.

52. Louis Réau rappelle que les reliques pouvaient se ranger dans deux catégories : les reliques réelles ou primaires (ossements du saint), et les reliques indirectes ou secondaires (linges, huiles, fragments d'objets) ; voir Réau, 1965, p. 392. Voir aussi Babelon-Chastel, 1994, p. 14-19.

Comme au Moyen Age, les reliques ⁵² les plus prestigieuses participaient à la vie religieuse, municipale et politique de Bordeaux, qui trouvait abri dans ces immenses lieux de réunions qu'étaient les églises. Les reliques de la collégiale Saint-Seurin, exposées sur le maître-autel, recevaient l'hommage des archevêques qui entraient dans leur ville ⁵³, après avoir promis de protéger les statuts et les privilèges du chapitre, et aussi le serment des magistrats municipaux ⁵⁴. La plus célèbre mise en valeur de la relique de saint Martial se produisit le 24 juillet 1624, date à laquelle le cardinal de Sourdis la porta de Saint-André à Sainte-Eulalie, au cours de la grande procession des corps saints ⁵⁵. Durant les cérémonies, les reliques de la cathédrale, rassemblées dans une grande châsse d'argent, gagnaient aussi la *Majestat*. Ainsi placé, le reliquaire en argent du bras de saint André recevait généralement l'hommage du roi de France, lors de son entrée solennelle à Bordeaux ⁵⁶. A partir de 1628, le chapitre isola les reliques de la Vierge et les installa dans la chapelle Notre-Dame-de-la-Nef fondée à cette date face au Portail royal ⁵⁷. Pour sa part, la châsse de Saint-André fut portée en *triomphe* à travers la ville le jour de la Trinité de l'année 1628. De retour dans la *Majestat*, le théologal Grymaud fit une prédication à proximité des châsses dont la présence divine renforçait les paroles du chanoine ⁵⁸. Devant les reliquaires, les archevêques faisaient leur première prière, les jurats se réunissaient lors des solennités publiques, les gouverneurs prêtaient serment lors de leur entrée ⁵⁹ et quelques rois, comme Louis XIV le 5 octobre 1650, venaient s'y recueillir.

Les fastes de ces cérémonies s'ajoutaient à la dévotion populaire qui connut un réveil à la fin des guerres civiles et qui remit les reliques au centre de la vénération et de la liturgie dont le *Bréviaire romain à l'usage du diocèse de Bordeaux* indique les principales fêtes ⁶⁰. En un temps où les hommes subissaient épisodiquement la faim, le froid, les épidémies ou les guerres, cette piété s'adressait aux reliques car, comme l'écrit le Père Gilbert Grymaud en 1630 : « Les saints ont eu la grâce de guérir telle maladie, par ce que durant cette vie, ils auroient esté sujets à telles infirmités de corps, & par leur patience auroient mérité de Dieu la saveur d'en affranchir ceux qui en seroient molestés après eux » ⁶¹. Les fidèles priaient, dès le VI^e siècle, saint Martial contre le mal des Ardents puis les aléas climatiques ⁶², saint Mommolin les maladies mentales ⁶³, saint Seurin la peste de 1606 ⁶⁴, saint Clair les maladies ophtalmiques ⁶⁵, la joue de saint Blaise les os ou les arêtes avalés ⁶⁶.

Cette ferveur pour les reliques se traduisait notamment par des dons d'autres restes sacrés qui accroissaient la richesse des trésors bordelais. Encore faut-il nuancer l'importance de ces phénomènes étant donné le petit nombre de renseignements fournis. Les dons de reliques s'effectuaient le plus souvent au profit de la cathédrale Saint-André dont la collection, déjà riche, faisait l'objet d'attentions constantes des archevêques.

Dans son testament du 1^{er} décembre 1627, Sourdis donna les deux grands reliquaires des saints Eutrope et Etienne, et des petites boîtes contenant notamment de l'huile de la lampe de saint Ignace et une pierre de sa grotte de Manrèse ⁶⁷. Puis, Henri de Béthune (1646-1680) légua au chapitre quelques reliquaires dont le plus important, en vermeil, renfermait les reliques de saint François de Sales canonisé le 19 avril 1665 ⁶⁸. L'inventaire ne précise malheureusement pas la nature exacte des reliques que l'on retrouve peut-être à la Visitation en 1684, dans une niche de bois doré garnie de vitrage ⁶⁹. Enfin, Mgr Bazin de Bezons (1698-1719), qui avait obtenu du pape Alexandre VIII en 1689 les reliques des saints Césaire, Justine et Claire exhumées des catacombes de Rome, offrit le bras de saint *Perpétuus*.

La générosité archiépiscopale ne se limitait pas à la seule cathédrale mais elle pouvait concerner des fondations ou des communautés que le prélat avait aidées. A une date inconnue,

53. Lopès, 1882, tome II, chapitre II, p. 35-54.

54. Anonyme, 1693, 1693, p. 40-42. Les jurats prêtaient serment notamment sur la crosse de saint Seurin : voir Maillé, 1960, p. 313.

55. *Ibid.* p. 170.

56. Lopès, 1882, tome I, p. 188.

57. Favreau, 2004.

58. Grymaud, 1630, p. 90-91.

59. Depuis l'entrée du duc d'Epemon en 1644.

60. Anonyme, 1693.

61. *Ibid.* p. 454.

62. Voir Godefroy, (1638), f° 87. La procession eut lieu en juillet 1606.

63. Fêté le 8 août. Pour l'existence du saint, se référer à Maillé, 1960, p. 221-222 ; Brun, 1953, p.49. Le tableau (*Saint Mommolin guérissant un possédé*, 1646-1648) de Guillaume Cureau conservé *in situ* rappelle toujours le pouvoir guérisseur du saint.

64. Fêté le 21 octobre. Cruseau, 1879-1881, tome II, p. 12.

65. Fêté le 1^{er} juin. A.D.Gir. G 3375, 12 juin 1713 ; la mention « 4 livres pour avoir fait toucher l'œil de saint Clair » reste pour l'heure énigmatique sur la nature même de la relique. Se-rapporter à Grymaud, 1630, p. 449. Voir aussi Loupès, 2001, p. 223.

66. Grymaud, 1630, p. 454.

67. A.D.Gir. G 3172, inventaire des ornements légués par François de Sourdis, 10 décembre 1633.

68. *Ibid.* 3E 6608, 14 mai-17 juillet 1680.

69. Taillard, 1988-1989, p. 70. Avant sa récente fermeture, le couvent bordelais possédait pourtant le rochet de saint François de Sales, un reliquaire du XVII^e siècle avec une miniature, et le chapitre 16 du Livre I du *traité de l'Amour de Dieu*.

Sourdis offrit au couvent Notre-Dame-de-la-Miséricorde le rochet qu'avait porté saint Charles Borromée lors de l'attentat du 26 avril 1569, et que lui avait offert Clément VIII au cours d'un de ses séjours romains (1601 ou 1604) ⁷⁰. Il donna par ailleurs à l'abbaye Sainte-Croix, qu'il avait rattachée à la congrégation de Saint-Maur en 1627, cinquante-quatre reliques de saints, dont celles de Luc, d'Ildephonse, d'Etienne et d'Emilion dans quatre châsses dorées afin de remplacer celles anonymes ou perdues au XVI^e siècle.

D'autres dons de reliques provenaient de certains membres de grandes communautés, à l'exemple de la relique de sainte Pauline léguée au chapitre cathédral par le chanoine théologal et historien de Saint-André, Hiérôme Lopès ⁷¹. On retrouve aussi dans les archives de Saint-Seurin le présent par l'abbé de Saint-Ferme en 1674 d'une relique de la Vraie Croix pour estre enfermée dans le grand reliquaire qui s'expose sur le mestre autel les jours de festes solanelles, laquelle ledit chapitre a ordonné que M. l'ouvrier fera faire deux croix pour porter la paix au chœur ⁷².

La divisibilité des reliques, pratiquée dès le IV^e siècle et acceptée par l'Eglise dès le XII^e siècle ⁷³, pouvait accroître la richesse d'un trésor grâce à des échanges entre paroisses ou monastères, comme les archives bordelaises l'indiquent pour Saint-Seurin et Sainte-Croix. En 1635, la collégiale se sépara ainsi de reliques des saints Seurin, Amand, Nicolas et des saints Innocents au profit des Capucins ⁷⁴. Puis, sur demande du curé de Saint-Eustache de Paris, les chanoines ouvrirent le reliquaire de sainte Véronique en 1659 et envoyèrent une portion du fémur à la confrérie parisienne dont la sainte était la patronne ⁷⁵. En 1674, ils reçurent de l'abbé de Saint-Ferme une petite croix d'or. Auparavant, les Bénédictins de Sainte-Croix demandèrent à leurs frères de Nouaillé-les-Poitiers, directeurs des reliques de saint Maur, « fils aîné de saint Benoît », pour la dévotion des Bordelais : une petite parcelle des reliques dud. saint posée dans son petit reliquaire d'argent faict en façon d'escusson et à treillis d'un costé par où paroist lad. relique afin de la nous envoyer et présenter. [...] Avons faict orner de quelque parure en façon de lune autour dud. Reliquaire ⁷⁶. En août 1682, les moines bordelais ouvrirent le bras-reliquaire de saint Mommolin et prirent un fragment long d'un pouce, le tout cacheté et envoyé pour l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire ⁷⁷.

La trouvaille fortuite d'une boîte en plomb portant la date de 1444 et contenant une dent de saint Amand constitue enfin un événement rarissime dans l'histoire des trésors bordelais. Elle se produisit en 1701, lors du « nettoyage » de l'autel de la Vierge dans la grande chapelle de Saint-Seurin ⁷⁸. La petite boîte en plomb (une pyxide ?) ne pouvait pas assurer une pro-

tection sûre à son contenu. Les chanoines durent alors déposer les reliques dans une caisse neuve, ou du moins mieux fermée, comme le préoyaient les textes conciliaires.

Une réforme nécessaire : le renouvellement des reliquaires

Dans la grande réforme de son diocèse, François de Sourdis s'appuya sur les *Actes de l'Eglise de Milan (Acta Ecclesiae Mediolanensis)* de saint Charles Borromée pour mieux contrôler ce patrimoine vénérable des reliques. Il reprit, d'une part, les dispositions du premier concile milanais de 1573 où était rappelée l'exposition des reliques sans esprit de lucre, dans des lieux décents et éclairés ; leur manipulation se résumait au seul besoin liturgique. D'autre part, Sourdis s'inspira des dispositions du quatrième concile milanais de 1576 durant lequel le saint italien avait pris des dispositions exhaustives et logiques : vérification soignée de l'origine exacte des reliques grâce aux témoignages et authentiques, inventaires tenus à jour et conservés soigneusement, reliquaires fermés à clef, soin pour la rédaction des inscriptions et des plaques commémoratives, interdiction aux laïcs de toucher aux reliques, organisation rigoureuse des translations ⁷⁹. Sourdis établit alors des décrets, lors du concile provincial de Bordeaux, entre le 30 septembre et le 24 octobre 1624, mettant un terme aux négligences du début du siècle, notamment à Sainte-Croix ⁸⁰. Ces textes conciliaires se traduisirent par des inspections lors de visites épiscopales. Dès 1610, Sourdis examina les reliques des corps saints à Sainte-Eulalie, après leur extraction de la crypte. Il les fit dis-

70. Le rochet de saint Charles Borromée ne figure ni dans le testament ni dans le codicille du cardinal de Sourdis (A.D.Gir. G 259, 1^{er} décembre 1627). Fisquet, s.d., p. 287. Le rochet de saint Charles Borromée se trouve actuellement à la cathédrale de Bordeaux.

71. A.D.Gir. 3E 6770, f° 494, 4 février 1692.

72. *Ibid.* G 1029, f° 414, 23 avril 1674.

73. Réau, 1965, p. 398 ; voir aussi Mascard, 1993, p. 85-94.

74. A.D.Gir. G 1026, f° 345v°, 24 mai 1635.

75. *Ibid.* G 1028, f° 367, 10 octobre 1659 ; Cirot de La Ville, 1867, p. 59-60.

76. *Ibid.* H 642, f° 4, 28 mars 1636.

77. *Ibid.* H 643, f° 19, 28 août 1682.

78. *Ibid.* G 1011, f° 296, 27 juin 1701.

79. Boiron, 1989, p. 67.

80. A.D.Gir. H 302, 17 août 1582 ; H 312, f° 1v°-7, avril 1608.

poser dans des châsses en bois réalisées grâce au don de Catherine de Gasteloup⁸¹. Pour leur part, les monastères recevaient épisodiquement l'inspection du général de leur ordre. Ainsi, en 1663, Jérôme Ari, général des Carmes visitant le couvent de Bordeaux, fit enfermer les restes de saint Simon Stock dans une châsse d'argent destinée au maître-autel, dans un buste d'argent et dans une boîte contenant une des mâchoires du saint pour porter le viatique⁸².

Les procès-verbaux de ces visites montrent un grand souci d'installation et de conservation de ces restes sacrés dans l'église. Au XVII^e siècle, chaque reliquaire gagnait un endroit sûr ainsi que le stipule le canon de 1237⁸³ : entre les colonnes d'un retable chez les Filles de Notre-Dame, ou dans un oratoire comme à la Visitation. Dans la *Majestat*, la grande châsse du XVI^e siècle (fig. 1)⁸⁴ prenait place derrière le maître-autel, à l'abri de la clôture de chœur. De leur côté, les chanoines de Saint-Seurin installaient les châsses des saints Fort, Amand, Véronique et Bénédicte sur l'autel de la chapelle Notre-Dame jusqu'en 1635⁸⁵, date de leur dépôt dans la crypte (« cave ») réaménagée pour la dévotion. Ils les exposaient sur le maître-autel lors des grandes processions, des entrées officielles ou de la prestation du serment archiépiscopal comme le 25 juillet 1681⁸⁶.

La vénération portée aux reliques, leurs manipulations et expositions fréquentes durant l'année liturgique nécessitaient le remplacement des caisses anciennes et la réalisation de reliquaires plus « modernes » durant le XVII^e siècle.

Ecrin protecteur du corps saint, le reliquaire le révélait au fidèle par son iconographie ou son symbolisme, et par sa forme dont trois grands types existaient depuis le XI^e siècle : la châsse volumineuse, le reliquaire monstration ou le reliquaire épousant la partie du corps (buste, bras, pied) qu'il protégeait. Cependant, l'emploi de l'argent et du vermeil, jusque-là réservés aux grandes églises bordelaises au XVI^e siècle, se généralisa dans les autres églises de la cité. Il contribuait au développement des biens de mainmorte mais aussi à une meilleure protection des reliques.

L'historien Hiérosme Lopès introduit ainsi le long chapitre consacré aux reliques de la *Majestat*, gardées dans une grande châsse derrière le grand autel, hormis celles de saint André et de saint Pierre qui furent mises il y a longtemps dans ces deux reliquaires de vermeil doré dont j'ai parlé au chapitre précédent, celles de saint Etienne et de saint Eutrope furent aussi mises en deux beaux bustes d'argent que donna le cardinal de Sourdis et que l'on expose avec les deux reliquaires sur le maître-autel aux festes les plus solennelles⁸⁷. Dans un souci de protection mais aussi de remise en ordre, le chapitre a fait renfermer dans un reliquaire d'argent toutes celles (reliques) qui estoient de la glorieuse Vierge [...]. Depuis encore, la piété

du chapitre a fait faire deux belles châsses d'argent, dans l'une desquelles ont été mises les reliques de plusieurs apostres ; et dans l'autre, de plusieurs saints, martyrs, confesseurs et vierges, tirées de la grand'châsse derrière le grand autel. Et la bénédiction de ces deux châsses d'argent se fit fort solennellement par Messire Henry de Béthune, archevesque, le jour de la nativité Nostre-Dame, après la grand'messe de l'année 1662 ; le reste des reliques est demeuré dans la grand'châsse du maître-autel, laquelle on a coustume depuis un temps immémorial de faire porter en procession le jour de la Trinité après la grand'messe [...]. On la remet sous le grand autel à sa place accoustumée⁸⁸. Lopès ne précise pas que la châsse des reliques de la Vierge avait été refaite en février 1642 à partir du métal d'ex-voto et de bijoux déposés dans la chapelle Notre-Dame-de-la-Nef⁸⁹. Quant à la *grand'châsse du maître-autel*, elle doit correspondre à ce reliquaire (fig. 1) en bois peint, déjà mentionné⁹⁰.

Cet ensemble d'orfèvrerie déjà important s'accrut d'une châsse beaucoup plus majestueuse et réservée à la relique la plus vénérée à la cathédrale depuis son dépôt au XI^e siècle⁹¹ : le corps de saint Macaire. Outre ces saintes reliques, cette église est encore ornée du corps de saint Macaire, qui repose dans un tombeau eslevé derrière le maître-autel mais à qui le chapitre, continuant de témoigner son zèle pour l'honneur et la vénération des Saints, fait préparer une grande et belle châsse d'argent, après laquelle on travaille⁹². L'auteur de ces lignes s'impliqua dans cette réalisation aussi prestigieuse que l'avait été la reconstruction du grand orgue au début du siècle,

81. Ducaunnès-Duval, 1943 ; Ferrus, 1937, p. 63 ; Anonyme, 1913, p. 570-573. Le 28 juin 1699, Mgr Bazin de Bezons organisa dans la même église une procession au cours de laquelle il trouva dans chaque châsse les authentiques de Sourdis, écrits sur parchemin. Anonyme, 1703, f°322 v° ; Ferrus, 1937, p. 83.

82. Delpit, s.d., tome LVII, f°85.

83. Voir par exemple A.D.Gir. G 640, 9-11 mai 1683, visites d'Anglure de Bourlemont.

84. Roudié, 1974, p. 415.

85. A.D.Gir. G 1026, f° 336, 13 mars 1635.

86. Anonyme, 1866.

87. Lopès, 1882, tome I, p. 197.

88. *Ibid.* p. 198.

89. A.D.Gir. G 517, f° 22v°, 14 février 1642.

90. Cat. expo. Bordeaux, 1973, p. 313-314, n° 107.

91. Bernadau, 1797, p. 207.

92. Lopès, 1882, tome I, p. 198.

et susceptible de rivaliser avec le reliquaire en argent (1618) du même saint à la cathédrale de Gand⁹³. Avec le chanoine Jean-Jacques Dussault, Lopès présenta le dessin (perdu) lors du chapitre du 23 septembre 1666, qui accepta le marché à raison de neuf livres par marc d'argent travaillé⁹⁴. Les dons de 500 livres du feu P. Mathurin Sauvestre, vicaire général et secrétaire de l'archevêque, le 28 septembre 1666, et de 600 livres de la reine Anne d'Autriche le 27 décembre, et le remploi d'un bras d'argent⁹⁵ de Notre-Dame-de-la-Nef facilitèrent cette entreprise. La commande échut à Charles Sermensan (1614-1704) qui travaillait habituellement pour le chapitre ; il reçut 800 livres pour l'entretien de la châsse⁹⁶. La quittance de juillet 1671, conclue entre l'orfèvre et le P. Jean-Jacques Dussault, receveur de Notre-Dame-de-la-Nef, mentionne 9 666 livres. Conservé aux Archives départementales de la Gironde⁹⁷, ce texte inédit décrit très approximativement cette châsse de saint Macaire comme une imposante caisse (près de soixante kilogrammes) ornée en façade de scènes de la vie de saint Macaire. Le couvercle à gorge et dôme recevait quatre cartouches, six termes mais surtout les armes du chapitre dorées et soutenues par des anges, et l'effigie de saint Macaire en vermeil. Ces travaux se conclurent en 1677 avec la fin des aménagements du grand autel par les sculpteurs Ciron et Estardan pour accueillir la châsse⁹⁸.

Les archives de Saint-Seurin ne sont pas aussi précises sur les reliquaires. Seul l'inventaire du 20 juillet 1607, retranscrit au XIX^e siècle⁹⁹, nous permet de les connaître approximativement : le bras reliquaire en argent de saint Fort, la verge de saint Martial de la hauteur d'un homme au bout duquel (bâton) est représentée une main, le tout d'argent¹⁰⁰ et la plupart des autres châsses en bois doré et azuré pour les plus importantes et à étage pour les autres¹⁰¹. En 1635, un petit reliquaire d'argent contenait les reliques des saints Seurin, Amand, Nicolas, des saints Innocents et de la Vraie Croix, auxquelles s'ajouta le don de l'abbé de Saint-Ferme en 1674¹⁰². Au début du XVIII^e siècle, les chanoines souhaitèrent changer les caisses détériorées contre des bustes-reliquaires mais, en 1704, ils les possédaient toujours dans la *grande chapelle* et les firent simplement redorer¹⁰³. Ce ne fut que l'année suivante que les reliques de saint Seurin trouvèrent place dans une nouvelle caisse d'argent¹⁰⁴. L'incendie de 1730, qui se déclara dans la sacristie, détruisit presque tout le contenu des armoires mais le trésor restait encore très important.

De leur côté, les moines de Sainte-Croix durent refaire le reliquaire de la Vraie Croix en 1632, après qu'il ait subi des dommages cinq ans auparavant¹⁰⁵. Cinquante-six ans plus tard, le 22 août 1688, une délibération de la confrérie de Saint-Jean et Saint-Mommolin conclut à la réalisation d'une châsse d'argent. Le 25 septembre, à cet effet, les scindics et contrebourrier ayant été députés du consanement dudit Père sacristain pour en fêre le marché avecq un orphèvre¹⁰⁶. Mais M. Fondeville,

notaire et ouvrier, rassembla quelques confrères dans la maison du curé. Ils promulguèrent une seconde délibération pour la réalisation de six chandeliers. La confrérie se scinda alors en deux clans : le premier concluant le contrat avec Arnaud Sermensan (1656-1732) le 15 octobre pour un buste d'argent, fermé à deux clefs¹⁰⁷, d'environ quatorze ou quinze marcs, et coûtant 600 livres ; le second clan s'obstinant dans son projet de chandeliers.

93. Proust, 1724, tome I, p. 28.

94. A.D.Gir. G 298, 23 septembre 1666.

95. *Ibid.* G 299, 14 octobre 1670, f°145 v°.

96. *Ibid.* 13 novembre 1670, f°149v°. Pour l'orfèvre, voir Clarke de Dromantin, 1987, p. 422.

97. A.D.Gir. 3E 6749, f° 113, 7 juillet 1671. *Consistant ladite châsse en six carrés avecq les six tables contenant la vie de saint Macaire, les six garnitures de cadre qui sont des festons peçant septante-un marc deux onces sept gros, plus les six pères de la gallerie, les quatre anges et les six piedz d'estal, les deux bouquets et les deux pots qui les portent, les clous et les escrous et les trois vertus peçant septante-deux marcs trois onces quatre gros, plus les six coules (?), douze moulures et garnitures du derrière de la balustrade avec six pièces du derrière de six figures, les six pièces lui couvrant le châssis, les trois autres vents et quatre-vingts du douce (?) peçant septante-quatre marcs une once quatre gros, plus les six festons du tour du dosme, les quatre bouts des fruits sur le dosme, les quatre cartouches du dosme, les six termes, les festons de la gorge, les quatre-vingts de la gorge, le dantelier dans la jointure de la gorge et du dosme peçant trante-huit marcs quatre onces quatre gros, plus les armes et dessous les escussons qui tiennent anges et autres mesmes argenterie peçant deux marcs et demy, le tout revenant à deux cents cinquante-huit marcs et demy, à raison de trante-sept livres le marc et finalement la dorure de la figure dudit saint Macaire avec son pied d'estal, ensemble la dorure des armes de Messieurs du chapitre qui monte cent livres, le montant total desdits marcs d'argenterie et dorure reviennent à ladite somme de neuf mille six cens soixante-six livres.*

98. A.D.Gir. G 299, 13 août 1677, f° 546 v°.

99. Anonyme, 1874, p. 293-301.

101. Godefroy, 1638, f° 87.

101. Loupès, 1985, p. 63.

102. A.D.Gir. G 1026, f° 345v°, 24 mai 1635 ; G 1029, f° 414, 23 avril 1674.

103. *Ibid.* G 1011, f° 340, 1^{er} septembre 1702 ; f° 413v° et 422, 29 août et 19 décembre 1704.

104. *Ibid.* G 1011, f° 445, 20 octobre 1705.

105. Le nouveau reliquaire pesait un marc cinq onces et coûta au monastère 53 livres 1 sol. A.D.Gir. H 306, 6 août 1632 ; H 452, 26 octobre 1627.

106. *Ibid.* liasse 1071, 25 septembre 1688. Voir Marionneau, 1888-1889, p. 36-39.

107. L'une pour le sacristain, l'autre pour le contrebourrier de la confrérie. Voir aussi Clarke de Dromantin, 1987, p. 420.

A Sainte-Eulalie, la confrérie de Saint-Clair, gardienne jalouse des châsses et du bâton de son saint patron ¹⁰⁸, ne connut pas de telles dissensions. Le 14 septembre 1622, Catherine de Gasteboy ¹⁰⁹ offrait de refaire, sans préciser sa motivation, six reliquaires sauf celui du chef de saint Clair, en passant marché avec Claude Guillery, maître menuisier de la paroisse. Publié au début du XIX^e siècle, le contrat de 108 livres concerne des caisses en cyprès et en noyer (pour les *couvertures*), de moyenne dimensions, décorées de *quatre chérubins aussy de bois de noyer pour chascune, savoyr deux grands qui rempliront avec leurs ailes les deux costés et les deux autres par le devant et derrière desdites caisses suivant la proportion de l'espace* ¹¹⁰. Ces nouveaux reliquaires furent ensuite dispersés dans l'église, s'ils ne l'étaient pas déjà, car le 15 septembre 1638 les confrères demandèrent la réinstallation des corps saints dans leur chapelle. Ils en profitèrent pour commander au maître menuisier Jean Daurimon sept armoires en noyer, avec pilastres, chérubins avec cartouches, fruits et feuillages. L'artisan devait les installer de chaque côté de l'autel avec deux consoles *pour donner plus de grâce* ¹¹¹. Entre les armoires, deux niches ornées de pilastres et de fronton serviraient pour l'exposition du buste de saint Clair et du Saint Sacrement. En 1661, Henri de Béthune demanda à la confrérie de changer la châsse *d'airain doré* de leur saint patron par un reliquaire en argent ¹¹². Dotée de ces orfèvreries, la chapelle de saint Clair devint l'objet de fierté et d'attention de la confrérie. En avril 1684, un contrat était signé avec le peintre Claude Fournier pour agrandir l'armoire des châsses et pour peindre l'intérieur en bleu et à l'huile, les têtes des chérubins et les frises des reliquaires, ainsi que deux tableaux sur la *Vie et les miracles de saint Clair*, accrochés entre les châsses et le vitrail, pour un montant total de 750 livres ¹¹³. Le peintre travailla à nouveau pour la confrérie en 1691 avec la réalisation d'un tableau pour le retable ¹¹⁴. Son collègue Tirman le remplaça pour une tâche similaire et l'encadrement de l'œuvre, puis pour la restauration d'un grand tableau en septembre 1708 pour 7 livres ¹¹⁵. Parallèlement à ces travaux d'embellissement, la confrérie entretenait régulièrement les reliquaires, demandant notamment le redorage de certaines châsses comme celle de saint Géronce en 1693 par Tirman, et, pour saint Polycarpe, une nouvelle caisse sculptée par Moufflard et peinte par Tirman en 1695 ¹¹⁶.

Au début du XVIII^e siècle, la chapelle Saint-Clair constituait un des lieux réputés de l'église. Les armoires devaient rappeler celles du Tour des Corps saints (1622-1680) à Saint-Sernin de Toulouse ¹¹⁷. *Les corps de ces saints martyrs reposent dans la chapelle de saint Clair de ladite église Sainte-Eulalie dans des belles châsses dorées, trois de chaque côté de l'autel & celle de saint Clair au milieu, sa tête dans un fort beau buste d'argent, les noms desquels sont écrits en lettres gothiques aux*

pilliers de ladite chapelle ¹¹⁸. En 1751, les ouvriers de la fabrique commandèrent au maître serrurier Blaise Charlut (1715-1792) une grille qui ferme toujours la chapelle ¹¹⁹.

Parmi les fonds des autres paroisses bordelaises, rares sont les archives de Saint-Michel de Bordeaux qui concernent les reliques et les reliquaires autres que la statue d'argent du saint patron, si ce n'est le compte-rendu de la visite archiepiscopale de 1683 ¹²⁰. Sur le maître-autel, Bourlemont trouva exposés par les bénéficiers deux reliquaires dont le plus petit contenait les reliques des saints Jean-Baptiste, Mathieu et Barnabé. La modestie de ces objets se retrouvait dans l'église Saint-Eloi, chapelle de l'Hôtel de Ville voisin, qui abritait en 1604 les reliques de saint Blaise et de sainte Luce respectivement dans un petit coffre de cuivre et dans un chandelier de cuivre doré comportant un ange ¹²¹. Quant à l'église Sainte-Colombe, elle renfermait cinq reliquaires parmi lesquels deux caisses d'argent pesant dix-sept marcs deux onces et contenant les ossements de saint Etienne et de saint Blaise, les bras-reliquaires des saintes Colombe et Séverine pesant quatre marcs d'argent, et un reliquaire en forme de baril ¹²². Chacun de ces objets possédait deux serrures et deux clefs pour le curé et le syndic. En revanche, l'église Saint-Maixent n'abritait que deux reliquaires à vitres ¹²³.

D'autres reliquaires se trouvaient dans les chapelles des couvents et monastères de la ville. Si, au couvent des Augustins, un grand reliquaire placé dans la chapelle Notre-Dame

108. A.D.Gir. G 3368, 8 mai 1681.

109. Dame de la maison noble de Crain (commune de Baron ?), dans l'Entre-deux-Mers.

110. Anonyme, 1912, p. 217-218.

111. Ducaunnès-Duval, 1942.

112. Ferrus, 1937, p. 81-82.

113. A.D.Gir. 3E 15285, F°523, 8 avril 1684.

114. *Ibid.* G 3374, p. 1, 8 avril 1691.

115. *Ibid.* p. 26, année 1702 ; p. 46, 27 septembre 1708.

116. *Ibid.* G 3374, p. 3, année 1693 ; p. 8, année 1695.

117. Cat. expo. Toulouse, 1996-1997, p. 87-95.

118. Anonyme, 1703, f° 326v°.

119. Lacoue-Labarthe, 1993, p. 169-172.

120. Lamothe, 1845, p. 127.

121. A.D.Gir. 3E 14807, f°187, 12 février 1604.

122. *Ibid.* G 2426, F°42v°-44v°, 4 avril 1668.

123. *Ibid.* G 655, 28 juillet 1695.

devait renfermer les quatre boîtes ¹²⁴, au couvent des Carmes, trois reliquaires en argent étaient signalés en 1663 : une châsse d'argent *pour placer sur l'autel de l'église, ornée de sculptures très recherchées et très curieuses, de diverses peintures d'un excellent goût, de très belles dorures et de divers autres ornements merveilleusement variés, retraçant avec beaucoup de vivacité et d'agrément les principaux prodiges opérés pendant et après la vie de saint Simon Stock* ; un buste d'argent et une boîte renfermant une des mâchoires du saint pour porter le viatique ¹²⁵. Quant aux Visitandines et aux Ursulines, elles conservaient respectivement une châsse en argent consacrée à leur fondateur et, sur le grand autel, une « pyramide » du même métal pour les reliques de sainte Ursule et des onze mille Vierges ¹²⁶. Le monastère des Feuillants, objet de faveurs des Bordelais depuis sa fondation en 1601-1602, possédait *un reliquaire d'argent doré ayant la base de cuivre doré d'une notable forme, beauté et grandeur, aiant des reliques de saint Denis Aëropagite, apostre de France, très certainement tirée de son chef* ¹²⁷. Paul Roudié identifia cette pièce avec le reliquaire conservé depuis la Révolution dans l'église Saint-Paul mais volé dans les années 1960. L'article de Paul Roudié témoigne d'un petit coffret parallélépipédique en cuivre doré et coiffé par un couvercle à quatre pentes ¹²⁸. Quadrilobes et ovales découpés à jour, respectivement trois et deux sur les longues parois, deux et un sur les petites, formaient une frise décorative et facilitaient aussi la vision des restes saints. Le couvercle possédait des cabochons en cristal de roche renfermant des reliques. L'effigie du saint sur un socle et les deux petits édicules étaient des rajouts postérieurs selon Paul Roudié. En revanche, l'inscription gravée coïncidait avec l'inventaire du XVII^e siècle : *Dum Dionysio caput pro Christi amputatur Galliae caput ac ipsa tota prosternitur*. Elle confirmait aussi la provenance et la destination de l'objet : *Opus confectum Parisiis in gratiam monasterii Fulientinorum Burdigale CIV anno 1602*. Le vol a concerné malheureusement le rare sinon le seul reliquaire du XVII^e siècle à Bordeaux. Ce petit objet ne pouvait pas cependant pallier la disparition des châsses les plus importantes ou même l'orfèvrerie qui ornait les autels des sanctuaires.

L'orfèvrerie canoniale

Pour chaque chapitre, le chœur de l'église était l'objet de tout son intérêt. De hauts murs et un jubé le ceinturaient, créant un espace clos - l'équivalent d'une chapelle privée ¹²⁹ - et protégeant les chanoines du froid. A Saint-André comme à Saint-Seurin, les chanoines avaient procédé à de somptueux aménagements à partir du XIV^e siècle mais, au Grand Siècle, ils ne se contentèrent que de quelques améliorations : les grilles du chœur de Saint-Seurin par le maître serrurier Dumayne en 1703, par exemple ¹³⁰.

Au sein de la primatiale, le trésor regroupait en réalité plusieurs ensembles d'orfèvrerie, hétérogènes et indépendants comme le confirme l'inventaire de 1699 ¹³¹ : le trésor de la *Majestat* contenant les pièces offertes par les archevêques, les reliquaires et les ornements précieux, l'orfèvrerie de la paroisse Saint-André et le trésor de la chapelle Notre-Dame-de-la-Nef.

Les objets légués par les métropolitains ou par des chanoines, ou commandés par le chapitre formaient la partie la plus précieuse du trésor. Parmi les dons, le mieux connu demeure celui de la chapelle privée de François de Sourdis qui testa le 4 décembre 1621 ¹³². Cinq ans après la mort du prélat et après de nombreuses difficultés, un inventaire put être dressé le 10 décembre 1633 ¹³³. Rédigé en trois parties - argenterie, ornements et tapisseries, le document présente une quinzaine de pièces d'argenterie liturgique ou décorative parmi lesquelles une grande croix, six grands chandeliers *à proportion de laditte croix* aux armes de Sourdis et à l'effigie de saint André, et une crosse d'argent doré et émaillé, deux anges lampadophores, deux grands *Agnus Dei* pour l'autel et six petits tableaux d'*Anges*, un pectoral d'argent doré garni de pierreries et enfermé dans un étui de cuir rouge, une croix d'or garnie de diamants avec un cordon de soie rouge, une bague sertie d'une grande émeraude entourée de plus petites et deux mitres à fond d'or et fond d'argent, ainsi que trois reliquaires. La seconde grande donation d'orfèvrerie au chapitre cathédral revint à Henri de Béthune en mai 1680. Parmi l'énorme succession qui leur revenait en grande partie, les chanoines retirèrent notamment les deux cent cinquante-cinq marcs d'argent et de vermeil d'orfèvrerie religieuse, et les remisèrent très vite dans une

124. *Ibid.* H 2282, 15 juillet 1689.

125. Delpit, s.d., tome LVII, f° 85.

126. A.D.Gir. G 640, 12 mai 1684.

127. *Ibid.* H 3004, f°5v°-6, 20 septembre 1601.

128. Roudié, 1963-1969, p. 227.

129. « Au reste, c'est dans le chœur où se célèbrent les offices divins, où est le maître-autel de l'église, eslevé sur trois marches, long de 16 pieds et large de 4. Sa hauteur est égale à sa largeur. [...] Personne n'a droit de célébrer sur cet autel que les archevêques de Bordeaux et les chanoines de cette église » : Lopès, 1882, tome I, p. 136. Le chœur des chanoines comportait aussi un orgue.

130. A.D.Gir. G 1011, f° 380v° et G 1521, 11 mai 1703. Voir aussi Lacoue-Labarthe, 1993, p. 311.

131. A.D.Gir. G 3233, 1er juin 1699.

132. *Ibid.* G 3233, 4 décembre 1621.

133. *Ibid.* G 3233, 10 décembre 1633 ; voir aussi Roborel de Climens, 1870.

dépendance du palais archiépiscopal afin de prévenir toute tentative de vol¹³⁴. L'orfèvre Charles Sermensan, déjà cité, chargé d'expertiser l'argenterie du défunt, trouva dans deux coffres-bahuts du *garde-meuble des ornements* vingt-quatre pièces dont une grande croix d'argent avec un pied de vermeil d'un poids de dix-neuf marcs quatre onces, deux grands chandeliers de vermeil pesant vingt et un marcs, une crosse en vermeil de dix-sept marcs trois onces, la chapelle privée de l'archevêque et deux masses pesant soixante-neuf marcs deux onces. Ce legs archiépiscopal devait se révéler l'ultime du Grand Siècle.

Après ces importants legs, d'autres donateurs apparaissent dans les inventaires comme le P. Desaignes, doyen du chapitre, pour une garniture d'autel en vermeil¹³⁵, le chanoine Peyrissac pour deux burettes d'argent ou Aline d'Aste, femme du président André de Nesmond, pour un calice d'argent.

Les inventaires de septembre 1648 et d'octobre 1669 apportent une précision supplémentaire sur la répartition des soixante pièces d'orfèvreries relevées entre la *Majestat* et la chapelle Notre-Dame¹³⁶. Les chanoines réservaient pour la *Majestat* les quatre paires de chandeliers (soixante-treize marcs) dont la plus grande aux armes du chapitre et ornée de petites fleurs et de lys d'or, la grande lampe (absente en 1669) donnée par François de Sourdis et pesant douze marcs, les deux custodes dont la grande, pesant douze marcs, possédait un pied émaillé et ciselé, et la seconde d'argent doré pesait trois marcs, et les deux bassins d'argent d'un poids total de sept marcs sept onces. L'inventaire débute par la grande croix de procession d'argent doré avec un *crucifix* d'un côté et *Saint André* de l'autre, et deux *anges* à chaque branche; un grand nœud (*pomme*) et une douille liaient la croix à sa hampe de bois. Parmi les quatre croix en vermeil, l'une d'elles appartenait, avec deux chandeliers, à une garniture d'autel offerte par le doyen Desaignes. L'acte mentionne aussi seize calices avec pour certains le nom du donateur, un bénitier, quatre encensoirs de vermeil et une navette, trois paires de chandeliers et de burettes, un reliquaire, un évangélaire¹³⁷ et les Épîtres couverts d'argent, les deux bâtons d'argent avec les effigies des saints André et Pierre, la croix de saint André et les fleurs de lys, le tout mesurant trois quarts d'aulne, ainsi que le bâton de chantré couvert d'argent portant une boule de cristal enserrée par quatre branches. L'inventaire indique clairement les éléments signifiant l'appartenance des objets au chapitre : l'image du saint patron de la cathédrale (croix de procession, bâton de chantré), avec la croix du saint (grande paire de chandeliers), ou avec la réunion des deux (bâtons d'argent).

Dans chaque inventaire, apparaît une mention ou un paragraphe consacré à l'ornement de la chapelle Notre-Dame, annexe de la *Majestat*. En 1648, les deux clercs mentionnent deux calices d'argent avec leur patène, dont un au pied orné des figures de *saint Ignace, saint Xavier, la Vierge et un crucifix*,

un bassin ovale, une paire de burettes et une coupe d'argent. Si en 1669, il ne manque que la coupe, en 1699 l'ensemble paraît réduit à quatre chandeliers d'argent ciselés, quatre petits chandeliers et deux petits vases d'argent.

Vols, fontes ou renouvellement du matériel ? Si nous consacrons un article à ces phénomènes communs aux trésors sacrés et profanes, il convient de signaler déjà la disparition de la moitié de l'orfèvrerie de la cathédrale en cinquante ans. Des soixante pièces en 1648, le chapitre n'en possède plus que quarante-trois en 1669, et une trentaine en 1699¹³⁸ : deux *soleils*, l'un de vermeil et l'autre reliquaire offert par M. Dussault, une custode venant de la succession Béthune, deux calices (un ancien en vermeil, l'autre d'argent ciselé), deux grands anciens encensoirs d'argent, un vase et deux *crémiers* en vermeil, un bâton, une clochette. Dans un autre paragraphe, figurent une petite croix d'argent pour donner la paix aux grandes messes, une autre constituée de feuilles de vermeil sur une âme de bois avec un petit *crucifix*, un grand bénitier, deux encensoirs et une navette, deux paires de burettes et un bassin. Les experts signalent un service d'étain¹³⁹ à la fin du texte. Ces disparitions affectent aussi le trésor de Saint-Seurin.

Dès 1607¹⁴⁰, le trésor de la collégiale présentait quarante-quatre objets précieux. Les huit calices, dont deux récents, en argent ou en vermeil, formaient le groupe important par leur taille et leur nombre. Les croix, tout aussi nombreuses, en argent ou vermeil, de tailles différentes, munies d'un bâton d'argent à pomme de cuivre, complétaient l'inventaire. Des pierreries enrichissaient une croix archiépiscopale et deux autres croix : l'une *faite en fleur de lis*, l'autre en cristal de roche avec garniture d'argent et armature de fer dans un étui en cuir. Une dernière croix, de section ronde, portait sur son bâton une figure de navire¹⁴¹. Les chanoines signalèrent aussi

134. A.D.Gir. 3E 6608, 14 mai-17 juillet 1680.

135. *Ibid.* G 3233, 1er septembre 1648.

136. *Ibid.* G 3233, 1er septembre 1648 ; 3E 6736, f° 603, 11 octobre 1669 ; Roborel de Climens, 1870, p. 386. Il faut remarquer une différence de poids des objets entre les deux inventaires. La chapelle Notre-Dame, chapelle axiale, située derrière le chœur, était « [...] fermée d'une porte de fer bien travaillée » : Lopès, 1882, tome I, p. 136 ; le sol de la chapelle contenait un caveau pour inhumer les corps des religieux.

137. L'évangélaire a servi lors de l'entrée solennelle de l'archevêque Jean de Foix en 1503 : Roudié, 1974, p. 477.

138. A.D.Gir. G 3233, 1er juin 1699.

139. Sept chandeliers carrés, un bénitier, quatre paires de burettes et un petit plat pour les obits.

140. Anonyme, 1874, p. 293-301.

141. *Ibid.* p. 300.

un ostensor en argent avec une grande custode de vermeil, trois croix dont l'une en cristal garni d'argent avec deux anges et l'autre petite et ronde pour porter le Saint Sacrement aux malades, deux paires de *canetes* (burettes) accompagnant trois bassins d'argent, une petite coupe recouverte de vermeil à l'intérieur, un cristal garni d'argent avec cinq boutons et six bagues dont une portant une inscription.

Des indications ponctuelles complètent partiellement la vision que nous pouvons avoir du trésor de Saint-Seurin. Ainsi, est signalé le legs de deux chandeliers par Mme de Mérignac en 1632¹⁴². Ce sont les commandes et les réparations qui nous renseignent davantage sur quelques objets comme, vers 1640, l'achat auprès de l'orfèvre Geoffret de deux chandeliers d'un poids de quatorze marcs, conçus à partir de cœurs d'argent de quatorze onces, d'une paire de petits chandeliers, d'un ciboire de cinq marcs deux onces pris dans le cabinet de la chapelle de Notre-Dame-de-La-Roze et dans la sacristie¹⁴³ ; ou les réparations, pendant la Fronde, par l'orfèvre Sémilion de la grande croix de cristal, d'une lampe et des chaînes des deux encensoirs¹⁴⁴. Guillaume Sémilion continua l'entretien du trésor car il répara un encensoir décoré de chérubins pour l'année 1696-1697¹⁴⁵.

Les orfèvreries monacales et conventuelles

Seules les archives de huit congrégations, sur les vingt-quatre que comptait Bordeaux au XVIIe siècle¹⁴⁶, fournissent des éléments pour l'étude de leur orfèvrerie.

Parmi les fondations anciennes, la prestigieuse abbaye bénédictine de Sainte-Croix avait souffert de l'incurie pendant le long abbatiat (1566-1607) de Jules Salviati, neveu de Léon X¹⁴⁷. En avril 1608, le provincial et chambrier de l'abbaye, Jean Darnal, ne pouvait que constater l'ampleur du désastre. Pour l'orfèvrerie, il ne vit qu'un ciboire, le seul objet dans l'église, *trouvé par la grâce de Dieu, en bon estat dans le tabernacle qui est sur le grand autel [...], doré, fin, bien figuré et richement élaboré*, trois croix dans la sacristie, un encensoir avec quatre chaînes de fer et la *platine* (patène) abbatiale, en vermeil, avec les représentations des quatre évangélistes et quatre *cristalum*¹⁴⁸. Une comparaison avec l'inventaire de 1549¹⁴⁹ tend à prouver une relative bonne conservation du trésor mais le remplacement des pièces sauf de la platine abbatiale. A partir de 1610, l'argenterie augmenta en nombre, onze objets en argent ou en vermeil, et bénéficia d'un don du maréchal d'Ornano (1548-1610)¹⁵⁰. Ainsi mieux dotés, les moines utilisèrent ces orfèvreries tant pour leur propre usage que pour celui de la paroisse jusqu'en 1673¹⁵¹.

Le couvent des Grands Carmes n'avait pas connu de tels désordres mais, en 1653, les moines adoptèrent un retour à l'ancienne observance avec la réforme de Touraine. La pauvreté documentaire nous empêche de connaître véritablement l'importance de l'orfèvrerie. Nous savons seulement que le couvent acquit la croix d'une ancienne confrérie après l'avoir faite réparer à ses frais en janvier 1640, puis il possédait un soleil d'argent grâce aux aumônes faites au prieur, deux calices et deux encensoirs en 1659¹⁵². Le second couvent de l'ordre, les Carmes-Déchaussés, que Sourdis avait fondé en 1626 aux Chartrons mais qui fut démoli en 1665, reçut des époux Roche, bourgeois de Bordeaux, un calice, un ciboire, un *soleil*, une lampe et un encensoir¹⁵³. Il bénéficia aussi d'une seconde lampe donnée par Ysabeau d'Abbé¹⁵⁴.

A l'ouest du rempart, la chartreuse Notre-Dame-de-la-Miséricorde matérialisait magnifiquement l'action personnelle du cardinal François de Sourdis. Si l'architecture et le mobilier sont relativement bien connus, l'absence regrettable de tout inventaire du XVIIe siècle empêche d'apprécier l'orfèvrerie du

142. A.D.Gir. G 1026, f° 175, 29 mars 1632.

143. *Ibid.* G 1027, f° 48, 27 septembre 1638.

144. *Ibid.* G 1553, comptes du 21 octobre 1652 au 21 octobre 1653, p. 11. L'acte ne permet pas de distinguer Jacques Sémilion (1605-1682) de Charles (1611-1678) : Clarke de Dromantin, 1987, p. 418 et 420.

145. A.D.Gir. comptes du 21 octobre 1696 au 21 octobre 1697, p. 15. Difficile, encore une fois, d'identifier entre Guillaume Sémilion 1646-v. 1705), fils de Charles, et Guillaume († 1699) : Clarke de Dromantin, 1987, p. 418-419.

146. Boutruche, 1966, p. 386 ; Lopès, 1882, tome II, p. 14.

147. Loupès, 2001, p. 16. Dans son *Histoire de l'abbaye de La Sauve-Majeure*, Dom Dulaura témoigne lui aussi d'un abandon des reliques dans la prestigieuse abbaye : Dulaura, 2003, tome I, p. 227.

148. A.D.Gir. H 312, f° 3, 19 avril 1608.

149. Roudié, 1974, p. 476.

150. A.D.Gir. H 452, 20 juin 1610 et 26 octobre 1627. Deux calices et leur patène, deux burettes, deux encensoirs, une croix de procession et une pour l'extrême-onction, et « [...] une paix (*sic*) entienne abatiale avecq cinq cristals au dessus et six grenats ».

151. *Ibid.* H 304, f° 2 et v°, 30 avril 1673.

152. *Ibid.* H 3324, 28 juillet 1640 ; « Fournitures de juin 1654 » ; « Fournitures pour l'année 1659 ».

153. *Ibid.* H 3330, 5 octobre 1690.

154. *Ibid.* 19 août 1692.

Les orfèvreries paroissiales

Grâce aux quatrième et cinquième prééminences ecclésiastiques que lui conférait sa dignité, la cathédrale Saint-André était aussi une paroisse dont les fonctions curiales s'exerçaient dans la chapelle Saint-Martin où les fonts baptismaux servaient à huit autres paroisses¹⁷³. L'orfèvrerie, moins prestigieuse que le trésor capitulaire, n'apparaît pas clairement dans les inventaires avant 1699, date à laquelle l'inventaire mentionne *Suivent les objets de la sacristie* et regroupe huit chandeliers avec la croix, sans doute pour l'autel, quatre calices avec patène d'argent et trois autres en vermeil, les deux bâtons de chantre et la grande croix de procession léguée par Béthune en 1680¹⁷⁴.

L'abbaye bénédictine de Sainte-Croix abritait une paroisse, placée sous le vocable de Sainte-Catherine, fondée au XIII^e siècle et administrée depuis lors par un chapelain¹⁷⁵. Sa fabrique, composée de quatre ouvriers¹⁷⁶, nous a laissé deux inventaires pour la seconde moitié du siècle. Ces listes, rédigées en avril 1673 et en juin 1687¹⁷⁷, mentionnent neuf objets : un calice, six chandeliers avec le nom du donateur, la vieille croix de la paroisse¹⁷⁸ et un ciboire. Quatre chandeliers en laiton se trouvaient sans doute disposés en permanence sur l'autel, leur matière ne suscitant guère le vol. Leur fonte, en mars 1691, paya les amortissements et les cartières de six chambres¹⁷⁹.

Sans posséder le même prestige et la même importance qu'à Saint-André ou Saint-Seurin, de belles orfèvreries appartenaient aux paroisses des quartiers aristocratiques et parlementaires. Saint-Michel, paroisse de la riche bourgeoisie bordelaise, demeurait la mieux pourvue en orfèvrerie depuis le XVI^e

couvent (à partir de 1604) et de l'église (1611-1613). Comme l'a montré Paul Roudié, la constitution du trésor, tout aussi rapide, revint à l'ordre lui-même. Le 20 septembre 1601, Dom Jean de Malachie, premier prieur du monastère de Bordeaux, se rendit de toute urgence à Paris afin de régler les affaires concernant sa nouvelle communauté, notamment l'achèvement de l'église commencée en 1601. Il reçut sa charge mais *estant adverti que l'esglise de céans estoit toute desnuee de meubles nécessaires pour l'ornement d'icelle et la beauté du service divin, pourvoit et receu des bienfaits de plusieurs pour ce monastère*¹⁶⁷. Unique exemple bordelais connu de l'origine précise d'un trésor liturgique. En réponse à sa demande, le prieur reçut des ornements et des livres liturgiques, *un calice bien eslaboré dont toutefois le pié n'est que de cuivre doré et une coupe d'argent doré du prix d'un marc et demi, ou environ, pour tenir les saints hosties du tabernacle et donner la communion*, et surtout *cinq tableaux d'argent taillés fort subtilement et appliqué sur du velours cramoisiant, belles anchesseues et médailles d'argent doré siselées avec plusieurs estages couverts de cristaux pour mettre des reliques, [...] sept tableaux d'anges portant les instruments de la Passion sur un fond doré et aultres sept tableaux, chacun aiant deux figures à l'huile, [...] cinq aultres d'albatre garnis d'enchasseurs dorées et quelques aultres tableaux, [...] deux cristaux gravez à pointe de diamant d'une grandeur notable et un exquis labeur ; l'un représentant L'Annonciation de la Vierge, l'autre la Crucifixion du fils de Dieu, avec deux aultres non gravez de pareille grandeur pour estre mis derrière les aultres ou pour servir à part*. Les deux grands cristaux, objets de fierté du monastère, suscitèrent la convoitise du cardinal de Sourdis qui les demanda après la célébration d'un office. Pour compléter cet ensemble, les moines voulurent réaliser en 1618 un chandelier grâce à un don¹⁶⁸ mais les archives font une nouvelle fois défaut et nous laissent dans l'ignorance sur l'aboutissement de ce projet.

Sur les douze fonds d'archives de congrégations féminines, un seul, celui des Visitandines, contient un inventaire d'orfèvrerie qui semble dater du XVIII^e siècle¹⁶⁹. Pour les autres couvents, la visite archiépiscopale de 1683-1684 indique une croix d'argent *médiocre* et deux custodes dont une ancienne et fendue chez les Ursulines¹⁷⁰, une garniture d'autel composée de six chandeliers et d'une croix chez les Filles de Notre-Dame¹⁷¹, une custode et un *soleil*, le tout de *beau argent et bien doré*, chez les Bénédictines¹⁷². Ces orfèvreries n'offraient aucun caractère particulier, excepté l'ostensoir en vermeil des Bénédictines, objet de vénération des fidèles et des confréries.

pièces conservées dans des barriques à la fin du XVI^e siècle à une trentaine en 1680¹⁵⁹. Parmi ces objets, figurent de nombreux calices et chandeliers peu décrits, une croix de cristal et un grand ostensor d'argent porté par deux anges et orné d'une rose de diamants donnée par un certain capitaine Arnaud. Au moment des grandes fontes royales en juillet 1697¹⁶⁰, le trésor ne souffrit guère car le couvent puisa parmi les nombreux ex-voto offerts à la Vierge et à saint Agapil.

Pour sa part, la commanderie de Malte se contentait de flambeaux, clochette, burettes et bassin en étain puis en cuivre¹⁶¹. Il fallut attendre le XVIII^e siècle pour des objets cultuels en argent¹⁶².

Les ordres, installés dans la cité à partir du XVI^e siècle, devaient bénéficier plus facilement de la faveur des fidèles. Malheureusement, leurs archives restent pauvres. Ainsi, jouissant de l'appui de puissants bienfaiteurs bordelais depuis 1572¹⁶³, la Compagnie de Jésus possédait sûrement une belle orfèvrerie partagée entre le collège de la Madeleine, le noviciat et la Maison professe. Les registres ne contiennent plus que des mentions de travaux d'orfèvres, réalisés soit sur des calices, soit sur une custode¹⁶⁴. Ils livrent également les dons de bienfaiteurs tels l'aiguière et les deux coupes en argent offertes par le R.P. Arnaud Roux au collège en 1606 ou la lampe d'argent de l'église Saint-James donnée par Denis de Mullet, sieur de La Tour¹⁶⁵. Il semble peu probable que l'orfèvrerie de l'ordre se fut résumée à ces quelques pièces, en comparaison à d'autres monastères comme les Feuillants.

Dès sa fondation protégée par Henri III en 1589¹⁶⁶, le couvent connut un engouement plus ou moins mondain de l'édilité bordelaise - le tombeau (1593) de Michel de Montaigne en témoigne - qui contribua à la construction et à la décoration du



Fig. 2. - Monstrance de l'ancien couvent Notre-Dame-de-la-Miséricorde. France ou Italie (?), XVI^e ou début XVII^e siècle. Onyx, or émaillé, or et cristal de roche. Bordeaux, Musée des Arts décoratifs (cliché, Musée des Arts décoratifs de Bordeaux).

couvent. Les vicissitudes que connut ce monastère dès la Révolution, ont curieusement épargné un ostensor ou *soleil d'agate* (fig. 2) mentionné dans le procès-verbal de visite du 23 avril 1790¹⁵⁵. Conservée au Musée des Arts décoratifs de Bordeaux avec son écrin¹⁵⁶, cette monstrance de taille moyenne¹⁵⁷, en onyx taillé et monté en or émaillé, présente un pied circulaire très aplati et surmonté d'un nœud globulaire spiralé et d'une tige hexagonale sommée de feuilles épineuses en or, et une custode circulaire à double paroi vitrée et sertie d'or émaillé. Sur trois côtés de la boîte, l'orfèvre a disposé deux petits boutons et une croix en or. La tradition attribue sans certitude l'origine de cet objet à un don de Marie de Médicis aux Chartreux, lors de son séjour en 1615. Elle peut se confirmer seulement par le goût familial de la reine pour les pierres dures¹⁵⁸.

En revanche, nous connaissons mieux l'orfèvrerie du couvent des Grands-Augustins. Le nombre de pièces s'accrut régulièrement tout au long du XVII^e siècle, passant de six

155. *Ibid.* H 266, 23 avril 1790. Ricaud, 1927, p. XXXI-XXXII.

156. Ame de bois recouverte de basane dorée au petit feu.

157. L'ostensoir mesure 26,8 centimètres.

158. Voir Acidini-Luchinat, 1997.

159. A.D.Gir. H 2282, s.d. (fin XVI^e siècle) ; 9 mai 1680.

160. *Ibid.* 3 juillet 1697.

161. *Ibid.* H 2168, s.d.

162. *Ibid.* H 3080, f° 220v°-221, 20 août 1759.

163. Peyrous, 1995, p. 291.

164. A.D.Gir. H 3157.

165. *Ibid.* H 2585, « Divers bienfaiteurs du collège », s.d.

166. Roudié, 1963-1969, p. 209.232.

167. *Ibid.*

168. A.D.Gir. H 3004, f° 77 v°, 5 mai 1618.

169. *Ibid.* H 2111, s.d.

170. *Ibid.* G 640, f° 6, 12 mai 1684.

171. *Ibid.* f° 12, 15 mai 1684.

172. *Ibid.* f° 16, 18 juin 1684.

173. Loupès, 2001, p. 101-113.

174. A.D.Gir. 1er juin 1699.

175. Biron, 1925, p. 36 ; Higounet, 1963, p. 127.

176. Chauliac, 1910, p. 340.

177. A.D.Gir. H 304, 30 avril 1673, f° 2 et v° ; H 1069, 14 juin 1687.

178. Une réparation fut effectuée sur la grande croix par l'orfèvre Sémilion (Charles ou Jacques ?) qui refit aussi les six chandeliers en février et décembre 1680.

179. A.D.Gir. H 1098, 11 mars 1691.

siècle¹⁸⁰. Si le trésor subit un fléchissement dans les années 1680¹⁸¹ avec les fontes des années 1680-1690, il continua à s'enrichir de dix-huit pièces entre 1680 et 1730. Quant à Saint-Eloi, chapelle de l'hôtel de ville et lieu de réceptions des Jurats, l'église abritait dix-huit objets en 1604, vingt-six en 1695 mais plus que vingt en 1699¹⁸². L'importance de cette argenterie est comparable à celle de certaines églises parisiennes comme Saint-Barthélémy-en-la-Cité¹⁸³. Saint-Pierre, église des riches parlementaires, a laissé peu de renseignements sur son orfèvrerie¹⁸⁴ par rapport à Saint-Projet, paroisse aristocratique. Déjà, en juillet 1615, la fabrique de cette dernière, représentée par Jean Dufault, passait un marché avec l'orfèvre Jean Déon¹⁸⁵ qui devait réaliser une custode avec son couvercle d'argent doré vermeillé dedans et dehors, et en dehors sizalée et enrechie d'ouvrages, du poix de quatre marcs, [...] une croix d'argent doré avec sa garniture, avec ung crucifig d'un cousté et une Notre Dame de l'autre, le tout du poix de sept marcs ou environ, et deux encensoirs aussi d'argent du poix de dix marcs ou environ. La réalisation de cette commande s'effectua grâce à la vente d'une grande custode avec son couvercle, de trois croix, d'une paire de burettes, d'un calice cassé muni de sa patène, d'une petite tasse pour la communion, d'un encensoir et de quelques pieds de croix. Le poids total de trente-deux marcs d'argent montre bien la richesse, au moins quantitative, de l'ensemble qui s'accroît en 1683¹⁸⁶ puis au XVIIIe siècle. En juin 1700, en mars 1708, en avril 1719 et en juin 1746, les ouvriers comptabilisèrent trente-deux à trente-huit pièces et les enfermèrent dans les tabernacles du maître-autel et de l'autel Notre-Dame, et dans le cabinet de l'argenterie¹⁸⁷. Une partie, constituée d'ex-voto et de couronnes, disparut au cours du siècle en raison des fontes. Dans une paroisse moins huppée comme Sainte-Colombe, l'inventaire de 1668 indique cependant quatorze pièces d'orfèvrerie, sans compter les couronnes de statues et les lampes d'adoration situées devant le grand autel et celui de Notre-Dame¹⁸⁸. Lors de l'effondrement de l'église en 1687, les ouvriers mirent l'argenterie à l'abri puis la réparèrent en 1702 et 1704¹⁸⁹. Saint-Rémi, asile temporaire du chapitre Saint-Seurin pendant la Fronde¹⁹⁰, possédait une orfèvrerie composée d'un calice pour chacun des cinq chapelains (curé compris), de trois encensoirs, d'un bénitier et son aspersoir, et d'une croix. L'église Saint-Maixent, visitée deux fois par les métropolitains bordelais, montra un grand autel orné de chandeliers, de croix d'argent et de reliquaires¹⁹¹.

Le rapport entre la sociabilité du quartier et l'importance du trésor paroissial, qui semble prévaloir dans les exemples cités, comporte cependant deux exceptions. Au voisinage des Fossés de Campaure (actuel cours de l'Intendance), l'église Notre-Dame-de-Puy-Paulin, pourtant dépendante

du fief d'Epernon, n'abritait que deux calices dont l'un surdoré, deux custodes, une aiguière et un bénitier en 1609¹⁹². En 1683, le procès de visite archiépiscopale n'indique que la custode dans le tabernacle et un reliquaire¹⁹³. Cette pauvreté témoignerait-elle indirectement de l'extinction de la famille ducal en 1661 ? Située dans un secteur artisanal et agricole, l'église Sainte-Eulalie renfermait pourtant un trésor important qui s'accrût régulièrement. En 1655, Henri de Béthune releva une dizaine d'objets dont un soleil monté sur un pied de calice¹⁹⁴. Trente ans plus tard, la fabrique entretenait une quarantaine de pièces enfermées soit dans une armoire, soit dans le tabernacle pour les deux custodes d'argent et de vermeil¹⁹⁵. Le maître-autel exposait une très belle série de chandeliers de trois tailles différentes, et un ostensor en vermeil réalisé en 1654¹⁹⁶. La richesse de la fabrique reposait principalement sur la présence des précieuses reliques des corps saints et sur l'établissement de la confrérie de Saint-Clair.

Les orfèvreries de dévotion

Dans ce siècle de religiosité intense, l'évêque devait canaliser la dévotion des fidèles dans des lieux déterminés et pour des périodes bien précises grâce aux processions extraordinaires, aux oraisons de quarante heures¹⁹⁷, aux jubilés ou aux pèlerinages.

180. Roudié, 1974, p. 476.

181. A.D.Gir. 3E 13508, f° 676 et sq., 13 juillet 1681.

182. *Ibid.* G 655, 2 mars 1695 ; 3E 11599, f° 100, 25 mai 1699.

183. Bimbenet-Privat, 2002, tome II, p. 267.

184. A.D.Gir. G 640, f° 6, 9 mai 1683.

185. *Ibid.* 3E 4023, f° 362v°-363, 29 juillet 1615. Voir courte notice dans Clarke de Dromantin, 1987, p. 321.

186. A.D.Gir. G 640, f° 10, 11 mai 1683.

187. *Ibid.* 3E 6777, 15 juin 1700 ; G 2818, f° 14, 3 mars 1708 ; G 2819, f° 14, 11 avril 1719 ; G 2819, f° 14, 3 juin 1746.

188. *Ibid.* G 2429, f° 42v°-44v°, 4 avril 1668 ; Ricaud, 1911-1913, p. 271-273.

189. A.D.Gir. G 2463, f° 3-4, 19 mai 1702.

190. *Ibid.* G 639, f° 26, 1er avril 1655.

191. *Ibid.* G 640, f° 62, 4 juillet 1683.

192. *Ibid.* 3E 3530, 1609, f° 361 et sq., 4 avril 1609 ; découvert par Paul Roudié.

193. *Ibid.* G 640, f° 66, 6 juillet 1683.

194. *Ibid.* G 639, f° 23, 26 juillet 1655.

195. *Ibid.* G 640, mai-juin 1683.

196. *Ibid.* G 3375, compte de 1654, f° 9, av. juin 1654.

197. Importées d'Italie par les Capucins, les oraisons des quarante heures consistaient en une procession générale suivie de l'oraison proprement dite. En 1613, elle eut lieu pour combattre les débordements du carnaval et pour la santé du jeune Louis XIII. Châtellier, 1987, p. 51.

Les guerres de religion avaient désorganisé les pèlerinages que l'Eglise réintroduisit dans le calendrier liturgique dès la fin du XVIe siècle. « Très vite, le pèlerinage devint inséparable de la foi »¹⁹⁸. A côté des grands lieux de culte mariaux (Marseille, Lyon, Paris, Chartres), l'Aquitaine regroupait cinq grands sanctuaires¹⁹⁹ et des lieux moins importants dans différentes églises de Bordeaux : de simples autels (Notre-Dame de Pitié et Notre-Dame) à Saint-Projet ou des édifices, les chapelles Notre-Dame-de-la-Nef à la primatiale Saint-André et Notre-Dame-de-la-Roze à la collégiale Saint-Seurin. Si les premiers s'ornaient de quelques chandeliers et d'une croix, les secondes abritaient des ensembles d'orfèvrerie importants.

Fondée en 1628, après les miracles d'une Vierge du XIVe siècle²⁰⁰, Notre-Dame-de-la-Nef reçut une intense dévotion des Bordelais comme le relate le chanoine Grimaud dans son *Traité de la dévotion et miracles de Nostre-Dame en l'Eglise Saint-André de Bordeaux* (Bordeaux, P. de La Court, 1630). Devant ces miracles répétés, le Parlement formula un vœu et fonda une messe annuelle le 14 août 1629²⁰¹ : (la cour) offre, en conséquence de ce vœu, d'entretenir une lampe d'argent qu'elle donne pour brusler continuellement devant son image et donne, outre ce, un ornement de riche estoffe sçavoir une chasuble, deux dalmatiques et devant d'autel pour servir ledit jour²⁰². La lampe devait peser seize marcs, son entretien revenir à cinquante livres tournois et le service divin à vingt-cinq autres livres. Ce vœu s'accomplit religieusement toutes les années avec grand concours de peuple et Messieurs du Parlement ont donné depuis peu une autre lampe au lieu de la première, beaucoup plus grande, qui brusle continuellement avec d'autres, qu'y entretient la piété des fidèles qui, par les oblations qu'ils font sur l'autel de cette sainte chapelle, des couronnes, des cœurs, des yeux, des poitrines d'argent et autres choses semblables, reconnoissent le secours qu'ils ont obtenu du ciel dans leur besoins par les intéressés de la Vierge, honorée dans cette chapelle dans laquelle et autour de l'image de Nostre Dame sont attachées ces marques de leur reconnaissances à son endroit²⁰³.

Devant une telle dévotion, le chapitre décida, par acte capitulaire du 27 août 1648²⁰⁴, l'édification d'une chapelle²⁰⁵ autour de la statue, et passa un contrat avec le menuisier Pierre Berquin pour la grille et le mobilier en bois²⁰⁶. Ainsi, non loin du chœur des chanoines, s'instaura un autre lieu de culte plus accessible à la population, un sanctuaire où les souverains vénéraient la mère de Dieu, protectrice de la cité et du royaume depuis 1638, où les archevêques nouvellement élus se recueillaient la première fois, où les gouverneurs de la province venaient prêter serment et la Jurade se rendait pour des solennités publiques²⁰⁷. De simples voyageurs de passage s'y recueillaient aussi comme Jean Le Laboureur qui, en 1659, fit ses prières devant une chapelle de Notre-Dame qui est dans

la nef, qui ressemble en toutes façons à Notre-Dame de Paris et où il y a force reconnaissance en argent²⁰⁸ ; ou l'académicien Claude Perrault dix ans plus tard²⁰⁹.

La dévotion à Notre-Dame-de-la-Nef se traduisit très rapidement par des cadeaux plus ou moins précieux, et surtout des ex-voto en argent qui étaient ces supports de dévotion que M. Krzysztof Pomian appelle des *sémiophores*²¹⁰. Vers 1634, le chapitre préposa un de ses membres, en l'occurrence Hiérosme Lopès, à la conservation du lieu et du trésor. Avec sa charge, le clerc commença un registre intitulé *Dons faits à la chappelle Notre-Dame. Inventaire des ornemens* et qui recense les offrandes de toute nature et toute origine²¹¹.

La chapelle Notre-Dame-de-la-Nef possédait une orfèvrerie cultuelle qui comprenait une grande croix d'argent, de grands chandeliers, des burettes, un bassin, des lampes, un bassin d'argent portant la figure de la Décollation de saint Jean, un Agnus en forme d'enseigne d'or, une enseigne d'agate et une croix d'or du Saint-Esprit.

Venaient s'ajouter plus de trois cents ex-voto dont quarante d'argent offerts par des personnes de toutes conditions, très connues ou anonymes : Mgr de Sourdis, le Parlement, le gentilhomme du Challard, Mme de Causse, une pauvre femme, un jeune homme de Limoges, M. de Mosnier, le doyen du chapitre. Dans la liste des dons, figurent des vêtements (robes, chemises, écharpes, chapeaux) destinés à la Vierge et à l'Enfant, des cou-

198. Bluche, 1990, p. 1180.

199. Rocamadour dans le Périgord, Garaison près d'Auch, Bétharam en Béarn, Buglose près de Dax et Verdélais en Guyenne : Loupès, 2001, p. 253-262 ; Peyrous, 1995, p. 576-588.

200. Loupès, 2001, p. 214-215 et 218 ; Gaufreteau, 1877, p. 134.

201. A.D.Gir. 3 E 11307, f° 7, 14 août 1629.

202. Lopès, 1882, tome I, p. 203 ; Tillet, (1716), p. 283 ; erreur de Gaufreteau dans Gaufreteau, 1877, p. 146.

203. Lopès, 1882, tome I, p. 203.

204. A.D.Gir. G 296, f° 269v°, 27 août 1648.

205. « Au milieu de la nef, et contre la muraille du cloître, est la chapelle de Nostre-Dame » : Lopès, 1882, tome II, p. 148.

206. Favreau, 2004.

207. Bertrand, 1902, tome I, p. 305-306.

208. Marchand, 1953, p. 141.

209. Perrault, 1909, p. 200.

210. Pomian, 1987, p. 12. Cette pratique est très ancienne comme le confirme le culte aux sources de la Seine.

211. A.D.Gir. G 517, 1634-1735.



Fig. 3. - Buste-reliquaire de saint Clair. XVIIe siècle.
Bois doré. Bordeaux, église Sainte-Eulalie.
(cliché de la commission départementale des Objets mobiliers de la Gironde).

ronnes d'argent, des chapelets de jaspe, de cristal ou de corail, des ornements d'autel en satin, en taffetas, en velours à fleurs ou en damas. Des offrandes en argent témoignaient d'une guérison en prenant l'apparence d'un bout de mamelle, de bras, d'yeux, de têtes, de cœurs ou de rates. Le sieur du Bout offrit quatre tableaux dorés qui intégrèrent le décor de la chapelle mais dont on ignore l'iconographie. Une *pauvre femme* n'hésita pas à offrir une bague d'argent et un petit reliquaire. Notre-Dame-de-Verdelais peut encore nous donner l'image de ces lieux de pèlerinage, chargés de présents. La valeur intrinsèque de ces ex-voto en argent amène aussi leur disparition comme cela se produit à Saint-Seurin.

La chapelle de Notre-Dame-de-la-Rose est plus ancienne que Notre-Dame-de-la-Nef, car Pey-Berland décida son édification en 1427²¹². Jusqu'au début du XVIIe siècle, elle abritait un important centre de dévotion qui continuait à bénéficier d'of-



Fig. 4. - Reliquaire. XVIIe siècle.
Bois doré. Bordeaux, église Sainte-Croix.
(cliché de la commission départementale des Objets mobiliers de la Gironde).

frandes, malgré les miracles qui se produisaient à Notre-Dame-de-la-Nef ; en atteste le legs de deux chandeliers par Mme de Mérignac en 1632²¹³. Comme à Saint-André, ce lieu de culte marial possédait sa propre orfèvrerie qui comportait une grande croix de cristal, une lampe d'adoration, une paire d'encensoirs et de deux chandeliers fabriqués par l'orfèvre Geoffret²¹⁴ vers 1640. Ces derniers, d'un poids de quatorze marcs, nécessitèrent la fonte de cœurs d'argent de quatorze onces, d'une paire de petits chandeliers, d'un ciboire de cinq marcs deux onces pris dans l'argenterie de la chapelle de Notre-Dame-de-La-Roze et

212. Gardelles, 1989, p. 128.

213. A.D.Gir. G 1026, f° 175, 29 mars 1632.

214. On ne possède aucun renseignement sur cet orfèvre.

dans la sacristie²¹⁵. Certains tonneaux, mis en dépôt chez des personnes de confiance durant la Fronde, comprenaient cinq *mamelles*, deux mains, une poitrine, un pied, une langue, deux paires d'yeux et un œil, une *tour*, quatre petites croix, quatre petites couronnes et un pectoral avec un gros cristal, le tout d'argent²¹⁶.

Ces ensembles d'argenterie, contrôlés par un clergé soucieux de prestige et de revenus financiers, témoignaient de la piété des fidèles mais aussi apparaissaient comme des réserves monétaires non négligeables. Leur conservation se subordonnait à une série de facteurs conjoncturels. Toute crise leur portait aussitôt atteinte indépendamment de leur état, de leur esthétique ou de leur ancienneté. Cette théorie ne s'applique pas pour tout le mobilier liturgique non métallique, comme par exemple les tapisseries et les ornements.

Conclusion

Durant le Grand Siècle, les trésors des églises bordelaises virent leur importance et richesse croître, surtout pour les grands sanctuaires comme la cathédrale Saint-André et la collégiale Saint-Seurin. L'argent et le vermeil remplacèrent le bois

doré et sculpté des châsses dès la seconde moitié du siècle, car les décrets tridentins imposèrent de nouveaux reliquaires plus « décents ». L'Eglise de Bordeaux s'inscrivait alors dans un mouvement plus général lié à l'intense dévotion que connaissait l'Europe. Les récentes recherches menées sur l'orfèvrerie parisienne, par exemple, montrent le formidable enrichissement des trésors de la capitale dès les années 1600²¹⁷. Cependant, par leurs fontes et leurs autodafés, les événements révolutionnaires anéantirent ce prestigieux patrimoine. Ainsi, il ne reste que quelques témoins de ce siècle comme le grand reliquaire de la cathédrale. Mais certains, comme un buste reliquaire de saint Clair conservé à Sainte-Eulalie (fig. 3) ou encore un reliquaire à Sainte-Croix (fig. 4), tous deux du XVIIe siècle, n'ont pas livré encore leur histoire.

215. *Ibid.* G 1027, f° 54, 27 septembre et 1er octobre 1638, 23 décembre 1638.

216. *Ibid.* G 1520, 31 octobre 1653.

217. Bimbenet-Privat, 2002, tome II, p. 267-268.

Sources

- Delpit, s.d. Delpit, Jules, *Journal de Jules Delpit*, Bordeaux, Bibliothèque municipale, ms 1452.
- Godefroy, 1638. Godefroy, Léon, *Ample description de la ville de Tolose*, Paris, Bibliothèque de l'Institut, ms. 220.
- Anonyme, 1693. *Proprium sanctorum diocesis burdigalensis, ad formam breviarii Romani accommodatum*, Burdigalae, G. de La Court & N. de La Court, 1693.
- Anonyme, 1703. *Chronique bourdeloise*, Bordeaux, Boé, 1703.
- Anonyme, 1866. « Serment prêté par l'archevêque de Bordeaux au chapitre Saint-Seurin », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome VIII, 1866, p. 293-296.
- Anonyme, 1874. « Inventaire des ornements de Saint-Seurin », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XV, 1874, p. 293-301.
- Anonyme, 1869. *La Chanson de Roland et le Roman de Roncevaux des XIIe et XIIIe siècles, publiés d'après les manuscrits de la Bibliothèque Bodléienne à Oxford, et la Bibliothèque impériale*, Paris, Didot, 1869.
- Anonyme, 1887. « Relation de l'incendie de l'église de Camblanes par les troupes d'Epéron », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XXV, 1887, p. 347.
- Anonyme, 1912. « Contrat pour la fabrication de six châsses destinées aux corps saints de l'église Sainte-Eulalie de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XLVII, 1912, p. 217-218.
- Anonyme, 1913. « Inventaire des reliques, livres, etc. de l'église Sainte-Eulalie de Bordeaux », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XLVIII, 1913, p. 570-573.
- Anonyme, 1918. « Inventaire des titres et objets du culte appartenant à la fabrique de Barsac », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome LII, 1918, p. 82-84.
- Anonyme, 1938. *Guide du pèlerin de Saint-Jacques de Compostelle*, Mâcon, Protat, 1938.
- Bergeron, 1603. Bergeron, Pierre, *Relation d'Italie et Allemagne du sieur Bergeron (1603)*, Paris, Bibliothèque de l'Institut, ms 220.
- Bernadau, 1797. Bernadau, Pierre, *Antiquités bordelaises*, Bordeaux, Moreau, 1797.

- Coulon, 1643. Coulon, Louis, *L'Ulysse françois ou le voyage de France, de Flandre et de Savoye, contenant les plus rares curiosités des pays, la situation des villes, les mœurs & les façons de faire des habitants*, Paris, Chez Gervais Clousier, 1643.
- Cruseau, 1879-1881. Cruseau, Etienne de, *Chronique*, Bordeaux, Gounouilhou, 1879-1881, 2 volumes.
- Darnal, 1618. Darnal, Jean, *Narré véritable de la vie, trespas et miracles de Monseigneur S. Momolin*, Bourdeaux, chez Simon Millanges, 1618.
- Darnal, 1620. Darnal, Jean, *Supplément des chroniques de la Noble ville de Bourdeaux*, Bourdeaux, chez Jacques Millanges, 1620.
- Dulaura, 2003. Dulaura, Etienne, *Histoire de l'abbaye de La Sauve-Majeure. Entre-deux-Mers, 1683*, Camiac et Saint-Denis, C.L.E.M., 2003, 3 volumes.
- Gaufreteau, 1877. Gaufreteau, Jean de, *Chronique bordelaise*, Bordeaux, Lefebvre, 1877, 2 volumes.
- Grymaud, 1630. Grymaud, Gilbert, *Traicté de la dévotion et miracles de Notre-Dame en l'église Saint-André de Bordeaux*, Bordeaux, Pierre de La Court, 1630.
- Lopès, 1882. Lopès, Hiérosme, *L'Eglise métropolitaine et primatiale Saint-André de Bourdeaux, Bourdeaux*, réédition annotée et complétée par l'abbé Callen, Bordeaux, Féret et Fils, 1882, 2 volumes.
- Perrault, 1909. Perrault, Claude, *Voyage à Bordeaux (1669)*, Paris, Renouard, 1909.
- Proust, 1724. Proust, Claude, *Les Vies des saints pour tous les jours de l'année*, Bordeaux, Lacourt, 1724, 2 volumes.
- Roborel de Climens, 1870. Roborel de Climens, B., « Inventaire de l'argenterie, tapisserie, ornements, etc. de l'église Saint-André de Bordeaux, fait le 1er juin 1699 », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XII, 1870, p. 377-388.
- Sponde, 1622. Sponde, Henri, *Spondanus Annales ecclesiastici ex tomis Caesaris Baronii in epitomen redacti*, Lutetiae Parisiorum, Dionysiis de La Nouë, 1622.
- Tillet, (1716), *Chroniques historiques et politiques de la ville et cité de Bordeaux*, s.l.n.d (1716).

Bibliographie

- Acidini-Luchinat, 1997. Acidini-Luchinat, Cristina (sous la dir.), *Trésors des Médicis*, Paris, Somogy, 1997.
- Babelon-Chastel, 1994. Babelon, Jean-Pierre-Chastel, André, *La Notion de patrimoine*, Paris, Editions Lévi, collection « Opinion », 1994.
- Bertrand, 1902. Bertrand, Louis, *La Vie de Messire Henry de Béthune, archevêque de Bordeaux (1604-1680)*, Paris-Bordeaux, Picard-Féret et Fils, 1902, 2 volumes.
- Bimbenet-Privat, 2002. Bimbenet-Privat, Michèle, *Les Orfèvres et l'orfèvrerie de Paris au XVIIe siècle*, Paris, Commission des Travaux historiques de la ville de Paris, 2002, 2 volumes.
- Biron, 1925. Biron, Dom Réginald, *Précis de l'histoire religieuse des anciens diocèses de Bordeaux et Bazas*, Bordeaux, Bière, 1925.
- Bluche, 1990. Bluche, François (sous la dir.), *Dictionnaire du Grand Siècle*, Paris, Fayard, 1990.
- Boiron, 1989. Boiron, Stéphane, *La Controverse née de la querelle des reliques à l'époque du Concile de Trente, 1500-1640*, Paris, Presses Universitaires de France, 1989.
- Boutruche, 1966. Boutruche, R. (sous la dir.), *Bordeaux de 1453 à 1715*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1966.
- Braquehay, 1898. Braquehay, Charles, *Les Peintres de l'Hôtel de Ville de Bordeaux et des entrées royales depuis 1525*, Paris-Bordeaux, Nourit-Féret et Fils, 1898.
- Brun, 1953. Abbé Brun, *Les Eglises de Bordeaux*, Bordeaux, Delmas, 1953.
- Cat. expo. Bordeaux, 1973. *Bordeaux, 2 000 ans d'histoire*, Bordeaux, musée d'Aquitaine (février-juin 1971), Bordeaux, musée d'Aquitaine, 1973.
- Cat. expo. Gand, 1985. *Santiago de Compostela, 1000 ans de pèlerinage européen*, Gand, abbaye Saint-Pierre (automne 1985), 1985.
- Cat. expo. Paris, 1965. *Les Trésors des églises de France*, Paris, Musée des Arts décoratifs, février-mai 1965, Paris, Editions de la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites, 1965.
- Cat. expo. Paris, 1991. *Le Trésor de Saint-Denis*, Paris, Musée du Louvre, mars-juin 1991, Paris, Edition de la Réunion des Musées nationaux, 1991.
- Cat. expo. Reims, 2001. *20 siècles en cathédrales*, Reims, palais du Tau (juin-novembre 2001), Paris, Monum-Editions du Patrimoine, 2001.
- Cat. expo. Toulouse, 1996-1997. *L'Age d'or de la sculpture. Artistes toulousains du XVIIe siècle*, Toulouse, Musée des Augustins, décembre 1996-mars 1997, Paris, Somogy, 1996.
- Châtellier, 1987. Chatellier, L., *L'Europe des dévôts*, Paris, Flammarion, 1987.
- Chauliac, 1910. Chauliac, Albert, *Histoire de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux*, Paris, Poussielgue, 1910.
- Cirot de La Ville, 1867. Cirot de La Ville, abbé, *Origines chrétiennes de Bordeaux*, Bordeaux, Justin, Dupuy et Coups, 1867.
- Clarke de Dromantin, 1987. Clarke de Dromantin, Jean et Jacques, *Les Orfèvres de Bordeaux et la marque du Roy*, Suresnes, Editions de Puygiron, 1987.
- Devisse-Mollat, 1979. Devisse, Jean- Mollat, Michel, *L'Image du noir dans l'art occidental*, Paris, Bibliothèque des Arts, 1979, 2 volumes.
- Ducaunnès-Duval, 1943. Ducaunnès-Duval, Gaston, « La Chapelle des corps saints à Sainte-Eulalie », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1943, p. 30-34.

- Favreau, 2004. Favreau, Marc, « La Création d'un nouveau lieu de pèlerinage à Bordeaux au XVIIe siècle : Notre-Dame-de-la-Nef à la cathédrale Saint-André », *Revue historique de Bordeaux*, 3e série, 4, 2004, p. 47-64.
- Ferrus, 1937. Ferrus, Maurice, *Sainte-Eulalie de Bordeaux*, Bordeaux, Delmas, 1937.
- Fisquet, s.d. Fisquet, H., *La France pontificale-Gallia Christiana ; histoire chronologique et biographique des archevêques et évêques de tous les diocèses de France*, Paris, Repos, s.d.
- Gardelles, Jacques, *Bordeaux, cité médiévale*, Bordeaux, L'Horizon chimérique, 1989.
- Gardelles, 1977. Gardelles, Jacques, « Reliquaires et objets d'art sacré médiévaux à La Sauve-Majeure », *Saint-Emilion, Libourne ; la religion populaire en Aquitaine*, XXIXe congrès d'études régionales, Arts graphiques d'Aquitaine, 1977, p. 183-191.
- Gauthier, 1983. Gauthier, Marie-Madeleine, *Les Routes de la Foi : reliques et reliquaires de Jérusalem à Compostelle*, Fribourg, Office du Livre, 1983.
- Higounet, 1963. Higounet, Charles (sous la dir.), *Bordeaux pendant le Haut Moyen Age*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1963.
- Lacoue-Labarthe, 1993. Lacoue-Labarthe, Marie-France, *L'Art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, Bordeaux, Société archéologique de Bordeaux, collection « Mémoires », n° 3, 1993.
- Lamothe, 1845. Lamothe, L. de, « Recherches sur les bénéficiers et sur l'église de Saint-Michel », *Actes de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Bordeaux*, 1er trimestre 1845, p. 121-153.
- Loew-Meslin, 1978. Loew, Jacques et Meslin, Michel (sous la dir.), *Histoire de l'Eglise par elle-même*, Paris, Fayard, 1978.
- Loirette, 1942. Loirette, Gabriel, *Eglise Saint-Seurin de Bordeaux*, Nogent-le-Rotrou, Daupeleu-Gouverneur, 1942.
- Loupès, 1985. Loupès, Philippe, *Chapitres et chanoines de Guyenne aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, 1985.
- Loupès, 2001. Loupès, Philippe, *L'Apogée du catholicisme bordelais 1600-1789*, Bordeaux, Editions Mollat, 2001.
- Maillé, 1960. Maillé, Aliette de, *Recherches sur les origines chrétiennes de Bordeaux*, Paris, Picard, 1960.
- Marchand, 1953. Marchand, J., « Un voyage en Bordelais d'après le journal inédit de J. Le Laboureur », *Revue historique de Bordeaux*, 1953, p. 137-149.
- Marionneau, 1888-1889. Marionneau, Charles, « Contrat entre la fabrique de l'église Sainte-Croix et un orfèvre pour la confection d'une châsse en argent pour la tête de saint Mommolin », *Archives historiques du département de la Gironde*, tome XXVI, 1888-1889, p. 36-39.
- Mascard, 1993. Mascard, N., « Sur la divisibilité des reliques », *Les Collections : fables et programmes*, Seyssel, 1993, p. 85-94.
- Peyrissac, 2000. Peyrissac, Michèle, « La Restauration de l'abbaye Sainte-Croix de Bordeaux au XVIIe siècle par les bénédictins de la congrégation de Saint-Maur », *Revue archéologique de Bordeaux*, tome XCI, 2000, p. 167-196.
- Peyrous, 1995. Peyrous, Bernard, *La Réforme catholique dans le diocèse de Bordeaux (1600-1719). Le Renouveau d'un diocèse*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1995, 2 volumes.

Pomian, Krzysztof, *Collectionneurs, amateurs et curieux, Paris-Venise XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Gallimard-NRF, 1987.

Ponthier, 1991. Ponthier, Céline, *La Fabrique Saint-Michel de Bordeaux au XVIIe et XVIIIe siècle*, T.E.R. d'Histoire moderne, Université Bordeaux III, 1991.

Pourésy, 1915. Pourésy, Madeleine, « Les Orfèvres et l'orfèvrerie à Bordeaux au début du XVIe siècle », *Revue historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, 1915, tome VIII, p.19.

Ravenez, 1867. Ravenez, L.W., *Histoire du cardinal François de Sourdis*, Bordeaux-Paris, Gounouilhou-Bray, 1867.

Réau, 1955. Réau, Louis, *Iconographie de l'Art chrétien*, tome Ier (introduction générale), Paris, Presses Universitaires de France, 1955.

Renouard, 1965. Renouard, Yves (sous la dir.), *Bordeaux sous les rois d'Angleterre*, tome III de l'*Histoire de Bordeaux*, Bordeaux, Delmas, 1965.

Ricaud, 1911-1913. Ricaud, Th., *Souvenirs bordelais ; l'ancienne paroisse Sainte-Colombe*, Bordeaux, Féret, 1911-1913.

Ricaud, 1927. Ricaud, Th., communication orale lors de la séance à la Société archéologique le 8 juillet 1927, *Bulletin de la Société Archéologique de Bordeaux*, tome XLIV, 1927, p. XXXI-XXXII.

Roudié, 1963-1969. Roudié, Paul, « Le Couvent des Feuillants de Bordeaux au XVIIe siècle », *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, tome LXV, 1963-1969, p. 209-232.

Roudié, 1974. Roudié, Paul, *L'Activité artistique à Bordeaux, en Bordelais et en Bazadais de 1453 à 1550*, Bordeaux, SOBODI, 1974, 2 volumes.

Roudié, 1982. Roudié, Paul, « Deux croix de procession bordelaises », *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, tome LXXIII, 1982, p. 65-68.

Swarzenski, 1966. Swarzenski, Hanns, « Les Olifants », *Les Monuments historiques de la France*, tome XII, janvier-juin 1966, p. 6-10.

Taillard, 1988-1989. Taillard, Christian, « Le Monastère de la Visitation à Bordeaux », *Revue Historique de Bordeaux et du département de la Gironde*, tome XXXIII, nouvelle série, 1988-1989, p. 47-111.

Thomas, 1910. Thomas, Fernand, « Notes sur divers objets d'art mobiliers ayant existé à La Sauve », *Bulletin de la Société archéologique de Bordeaux*, tome XXXII, 1910, p. 44-54.

Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 153-160



Le monastère des bénédictines de Bordeaux

par Michèle Peyrissac

C'est à quelques centaines de mètres seulement de l'abbaye médiévale de Sainte-Croix et de leurs homologues masculins, contre le rempart, que les religieuses bénédictines, cherchant sans doute la sécurité à l'intérieur de la ville, établirent leur maison dans les années 1638-1640. De ce couvent modeste, qu'évoque encore le nom des rues avoisinantes, il reste quelques vestiges, englobés dans des constructions plus tardives. Grâce aux documents anciens conservés aux Archives départementales de la Gironde, et notamment dans les archives de l'ordre, nous avons pu retrouver en partie son histoire et sa configuration.

Un grand nombre de maisons bénédictines furent fondées au XVIIe siècle, principalement dans l'Ouest de la France, de la Normandie au Poitou, et aussi dans la région parisienne. En Aquitaine, mis à part les trois prieurés de Périgueux, de Marmande et de Casteljalous, c'est le monastère de Bordeaux qui illustre ce remarquable renouveau ¹. En 1623, Jean de Pontac, procureur général au Parlement, et sa femme, Jeanne de Pichon, prirent l'initiative d'introduire les religieuses de Saint Benoît à Bordeaux. Ils firent venir de l'abbaye Saint-Ausone d'Angoulême six religieuses de chœur, parmi lesquelles deux de leurs filles, Marguerite et Françoise, et une sœur converse. L'abbesse Luce de Luxe, qui avait su mener à bien la réforme de leur monastère, les accompagnait ; elle nomma une prieure, mais elle resta à Bordeaux pendant trois ans, en tant que simple moniale, afin d'aider la petite communauté dans ses débuts ².

Situation du monastère

Les bénédictines s'installèrent d'abord près du Peugue, dans la maison de M. de Voluz où elles séjournèrent pendant environ six ans. Au mois de juin 1634, le Parlement homologua la nouvelle fondation et, en septembre, le cardinal Henri de Sourdis approuvait ses constitutions ³.

Dès le 13 septembre 1638, les religieuses étaient autorisées à s'établir dans le quartier Sainte-Croix. Le premier souci de leur supérieure, Françoise de Pichon, fut d'y acheter plusieurs terrains : le 9 septembre 1637, elle versait 920 livres pour un chai, un jardin et une place vide, le 5 mai 1638, 2.400 livres pour une maison et son jardin, situés rue Sainte-Croix ⁴. D'autres transactions suivirent, non sans soulever des difficultés : un arrêt du Parlement du 10 juillet 1639 contraignit Arnaud Vigier, notaire, à vendre au syndic du monastère une maison,

1. B. Peyrous, *La Réforme catholique à Bordeaux (1600-1719)*, p. 436. Cf. Dom Y. Chaussy, *Les Bénédictines et la Réforme catholique en France au XVIIème siècle*, Paris, 1975.

2. A.D.Gir. Suppl. Bénédictines, H 2717, liasse I, Titres de fondations (1633-1644), Enquête sur l'état et les revenus du monastère, 26 novembre 1644 ; G 627.

3. Ibid., liasse I, Extrait des registres du Parlement du 28 juin 1634 ; lettre de l'archevêque du 17 septembre 1634.

4. A.D. Gir. H 642 ; H Suppl. Bénédictines, liasse IV, acquisitions.

située rue du Port, comprenant chai, bassecour et jardin. Le prix qu'on lui en avait offert, soit 900 livres après estimation faite par des experts, ne lui avait pas paru suffisant⁵.

L'étroitesse de leur terrain et la proximité des murs de ville posèrent par la suite des problèmes aux religieuses et les entraînèrent dans des procès interminables. Une série de documents, établis au XVIII^e siècle, font état de leur souci constant de préserver leurs vues du côté de la Garonne ; ils nous donnent par ailleurs des précisions intéressantes sur la situation du couvent et l'orientation de son église. Dans une lettre à l'intendant Boucher, la Mère d'Albessard déclare que *son monastère est scitue et fait le coing des rues du port et carpenteyre de cette ville près la porte sainte Croix et près les murs de la ville et que le coeur ou la communauté fait les offices est séparé desdits murs par la dite rue carpenteyre par le dessus desquels murs le coeur prend jour par le levant*... Or il est question de rehausser les murs de ville, de ce fait le chœur et aussi les dortoirs vont être obscurcis ; les religieuses seront davantage sujettes aux maladies ne pouvant respirer l'air si nécessaire à la vie⁶.

Plus tard, au cours d'un procès contre le sieur Fénelon, constructeur de navires, les religieuses de Saint-Benoît exposent aux jurats que leur monastère, *placé dans un quartier des plus bas de la ville ce trouve resserré de trois cotes par des maisons fort élevées, remplies pour la plupart de forges et de raffineries à sucre. Il ne jouit de la pureté de l'air que du côté du nord-est, c'est-à-dire du côté de la rivière*... Pour pallier ces inconvénients, leurs bâtiments ont été construits *fort exaussés*. Un autre mémoire, concernant toujours la même affaire, précise que le couvent est séparé du mur de la ville par la rue Carpenteyre et par les échoppes qui y sont adossées appartenant aux religieuses. Celles-ci s'opposent à toute nouvelle construction s'élevant au dessus des remparts⁷.

Financement et mise en route des travaux

Pour racheter les maisons et chais nécessaires, les religieuses ont employé l'argent de la fondation et une grande partie de leurs dots, emprunté aussi certaines sommes : *Sans les charites qui leur ont esté faictes elles n'auroient heu moyens de faire construire ce qui a esté fait ni subvenir aux frais d'un grand proces qui est encore pendant au parlement de Thoulouze*... rapporte un témoin en 1644⁸. Parmi leurs bienfaiteurs, on peut citer Marie de Blanc qui légua par testament 6000 livres au couvent, le 28 décembre 1644⁹. Et bien sûr Jean de Pontac qui leur constitua une rente annuelle au moment de la fondation et fit preuve par la suite d'une grande libéralité à leur égard. Quelques années plus tard, deux établissements furent unis au

monastère de Bordeaux : le prieuré Saint-Benoît de Roquefort en 1650 et le monastère Sainte-Marie-Madeleine de Mont-de-Marsan en 1665¹⁰.

L'enquête sur l'état et revenu du couvent entreprise le 26 novembre 1644 indique qu'à cette date 28 religieuses y habitent, tant professes, novices, que sœurs converses. Elles ne disposent que de 400 et quelques livres de revenu *en fonds et louage de maisons qui cesseront en partie lors que lesdites religieuses auront des commodités pour parashever le bastiment de leur dict monastère*... Ce revenu ne peut assurer leur nourriture, leur entretien et toutes leurs autres charges. Un témoignage apporté par un religieux de Sainte-Croix nous apprend qu'à côté de l'église le monastère n'est pas encore terminé, il *n'a pas présent qu'une allée faisant la quatriesme partie du cloistre et dortoir dans lequel il y a sept chambres seulement*... Pour faire les trois allées restantes c'est-à-dire terminer le cloître et bâtir les chambres, la cuisine, le réfectoire et les autres offices nécessaires, pour agrandir le jardin trop petit, les bénédictines seront obligées d'utiliser une partie des maisons qui leur appartiennent et d'en acheter d'autres dans le voisinage. Elles doivent également subvenir aux frais des procès en cours devant les Parlements de Toulouse et Bordeaux pour conserver les chais acquis pour les nouvelles constructions.

Dans sa déposition, Pierre Morin, charpentier et intendant des œuvres publiques de la ville, affirme qu'il a réalisé toutes les charpentes et les planchers de la bâtisse déjà élevée et *acomode* quelques maisons voisines, pas encore totalement payées par les religieuses¹¹.

5. A.D. Gir. ibid. liasse III, Bâtiments, agrandissements, documents du 22 septembre 1638, 18 décembre 1638 et 10 juillet 1639.

6. A.D. Gir. ibid., liasse III, Mitoyenneté, lettre non datée. A.M.B., XL.A.27, plan dressé en 1676.

7. Ibid., Affaire Fénelon (1783-1784), mémoire présenté aux jurats de Bordeaux.

8. A.D.Gir., H Suppl. Bénédictines, liasse I, Enquête sur l'état et revenu du monastère, commencée le 26 novembre 1644.

9. Ibid., Messes et anniversaires.

10. A.D.Gir. H Suppl. Bénédictines, liasse IV, copies des brefs de ces deux unions.

11. Ibid., liasse I, Inventaire des titres.

Une réalisation conforme à l'esprit de la Contre-Réforme

Nous connaissons le nom du maître-charpentier qui travailla à l'édification du monastère dans les années 1640 et 1645, mais nous n'avons aucun renseignement sur l'entrepreneur chargé des travaux de maçonnerie. La première prieure, Françoise de Pichon, fut ensevelie près de la grille du chœur des religieuses ; son épitaphe vantait ses mérites¹² : *Elle y a établi une nombreuse communauté, basti l'église et les lieux réguliers, augmenté les revenus et après l'avoir gouverné avec zèle et prudence pendant XXIII ans, elle changea cette vie en une meilleure l'an MDCLIX*. Comme le laisse entendre ce texte, Françoise de Pichon participa activement à la construction des bâtiments conventuels. En accord avec les idées réformatrices de Luce de Luxe, mises en pratique à Saint-Ausone d'Angoulême et inspirées par la *vraye Regle de Saint Benoist*, des constitutions avaient été établies pour les bénédictines de Notre Dame de Bordeaux. Elles donnaient à la nouvelle supérieure quelques directives concernant l'organisation du monastère¹³. Comme à Saint-Ausone à partir de 1626, les religieuses seraient soumises à une stricte clôture comportant deux tours, l'une extérieure à cette clôture, l'autre placée dans la sacristie. Pour mieux la préserver, des grilles devaient être mises en place dans les parloirs et dans le chœur des religieuses où une petite porte fermée à clef permettrait de recevoir la communion ; même les deux confessionnaux prévus n'en seraient pas exempts : *et a chascun d'iceux une grille de fer dont les trous seront sy petits qu'on n'y puisse passer le petit doigt*... Le dortoir des novices, confié à une *maîtresse du noviciat*, serait séparé de celui des professes ; les cellules des sœurs *de telle grandeur qu'il n'y puisse avoir en chascune qu'un lit*, recevraient toutes le même mobilier : un lit, un petit banc servant d'oratoire, un crucifix en bois, etc...

Nous le verrons plus loin, dans l'ensemble ces directives furent scrupuleusement suivies. Pour ce qui est du style architectural à adopter, par contre, aucune recommandation particulière n'était faite.

Plan d'ensemble des bâtiments

L'enclos des bénédictines n'était pas très vaste, malgré la ténacité dont elles avaient fait preuve pour le constituer. Les différents plans de Bordeaux datant du XVII^e siècle montrent la situation exacte du couvent, et esquissent son plan général. Sur l'un d'eux, il apparaît plus précisément, bordé au sud par la rue du Port qui conduit à la porte Sainte-Croix, à l'est par la rue Carpenteyre et le rempart¹⁴. (fig. 1) A l'ouest et au nord, s'élèvent des maisons et des chais appartenant à des particuliers. L'église a été édifiée un peu en retrait par rapport à la rue du

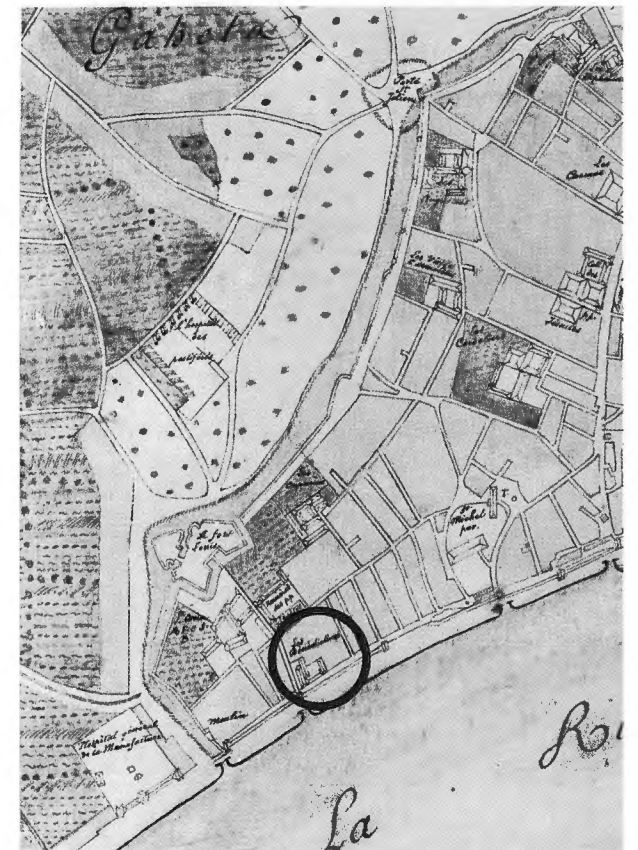


Fig. 1. Plan de Bordeaux en 1676 (cliché Archives municipales), détail. Le cercle entoure le monastère des bénédictines.

Port sur laquelle elle présente son flanc méridional. Trois longues toitures réparties autour d'une cour carrée, le cloître selon toute évidence, représentent la maison des religieuses. L'aile orientale de ce cloître longe la rue Carpenteyre ; à cette époque, il semble que l'aile occidentale n'ait pas encore été construite.

Sur le grand plan de l'abbaye Sainte-Croix établi par les Mauristes en 1656, seule est représentée l'église. De plan rectangulaire, elle occupe effectivement l'angle formé par les rues Carpenteyre et du Port, sur laquelle elle possède une entrée. Contrairement à la tradition médiévale, le maître-autel est placé à l'ouest, adossé au mur du fond ; un passage est ménagé sur son côté droit¹⁵.

12. A.H.G. tome XLIV, p.507.

13. A.D.Gir. H 627, La Vraye Regle de Saint Benoist avec les constitutions accommodees a icelle pour les religieuses bénédictines de nostre dame de Bourdeaux, document manuscrit de 1634, p. 5 r° et v°, p. 19.

14. A.M.B. XL-A-27, plan dressé en 1676, détail.

15. A.N., N II Gironde, 8/1.



Fig. 2. Plan dressé par Chalifour, fin XVIIIe siècle.
(cliché Archives départementales)

Plus tardif, le très beau plan de la ville conservé aux Archives nationales, apporte un dessin plus complet et plus précis de l'établissement. Le cloître possède enfin son dernier coté ouvrant largement à l'est sur un parterre composé de quatre compartiments ¹⁶.

Après la Révolution et la confiscation des biens du clergé, l'architecte Chalifour établit un plan du quartier qui nous donne quelques informations supplémentaires ¹⁷. Une rue, la rue Michel-Le-Pelletier, coupe désormais en deux l'enclos des bénédictines : il s'agit de l'actuelle rue Saint-Benoît. Les bâtiments religieux apparaissent encore en partie, tracés en gris, sous le nouveau lotissement. Contre l'église, le cloître, de forme carrée, compte environ 23 mètres de côté. Chaque galerie, de 7 mètres de large environ, présente quatre piliers de section rectangulaire, ce qui laisse supposer la présence de cinq arcades. La galerie nord borde un des bâtiments conventuels, celui qui, semble-t-il, a été préservé (fig. 2).

L'église et les bâtiments conventuels

Les documents figurés font défaut, aussi il est difficile de se faire une idée de l'aspect extérieur du monastère. Comme souvent dans ce cas, c'est le compte-rendu d'une visite pastorale, établi le 18 juin 1684, qui permet de restituer en partie son aménagement ¹⁸. L'église, assez vaste et lambrissée, possédait un chœur pour les religieuses et une petite sacristie, placés contre le long côté nord. Des travaux effectués au XVIIIe siècle indiquent qu'elle était effectivement de bonnes dimensions : sa toiture mesurait environ 35 mètres de longueur. Les deux autels du sanctuaire étaient ornés de retables. A l'ouest, celui du maître-autel, en bois de noyer, portait en son centre un grand tableau représentant l'Assomption de Notre-Dame ; de chaque côté du beau tabernacle dore et entre les colonnes du retable étaient placés deux reliquaires. Une peinture du Christ en croix décorait le retable du petit autel, situé entre la sacristie et le chœur des religieuses. Deux confessionnaux complétaient le mobilier de l'édifice ; ils encadraient la grille du chœur.

La visite du monastère commence par celle de ce chœur précisément, construit à l'intérieur de la clôture. Grand et vaste garni de bancs à l'entour, avec au fond un siège pour la prieure, il est fermé par une grande grille pourvue d'une fenêtre pour la communion et abrite un petit oratoire. Au dessus se trouve une tribune où l'on a placé l'orgue. Comme le signalait la prieure à l'intendant Boucher, le chœur est éclairé par une ouverture qui donne sur la rue Carpenteyre. Tout à côté, les bénédictines ont installé la salle du chapitre. Sur ce même niveau, mais sans doute dans le corps de logis septentrional, de l'autre côté du cloître, le réfectoire, grand et boisé à l'entour, ouvre à la fois sur le cloître et la rue. Suivent la cuisine et ses dépendances, le tout en bon ordre et commode.

Un premier dortoir, placé au dessus du réfectoire, contient huit chambres ayant toutes vue sur le parterre ; l'une sert de chauffoir et de salle de récréation et une autre d'infirmerie. Sur le même étage mais du côté gauche en entrant se trouvent neuf autres chambres à un lit chacune. Au fond de ce dortoir la grande croisée qui donne sur la rivière doit recevoir un grillage à la demande de l'archevêque. L'escalier conduit à un troisième niveau où ont été aménagées quelques chambres supplémentaires et un galetas éclairés par deux croisées ouvrant côté rivière.

16. A.N., NII Gir.2 (1), plan couleur, 1,83 m. x 1,17 m. Plan inédit.

17. A.D.Gir. II Z, plan couleur, 67 cm x 67 cm.

18. A.D.Gir. G 640, visite de l'archevêque Louis d'Anglure de Bourlemont.

Le corps de logis situé contre l'église abrite un second dortoir de sept chambres, le premier construit si l'on se réfère à l'enquête de 1644, et l'appartement de la supérieure. Là encore les religieuses disposent d'un chauffoir et d'une petite infirmerie. L'escalier qui y conduit occupe une position centrale ; par un petit passage, situé vis-à-vis de cet escalier, les religieuses peuvent accéder directement à la tribune de l'orgue. C'est au rez-de-chaussée, près de l'entrée du couvent, que se trouve la sacristie intérieure contenant les ornements de l'église.

Au-delà du cloître et du jardin, le pensionnat a été construit sur la rue Sainte-Croix. Il comprend une douzaine de chambres réparties sur deux niveaux ; les fenêtres donnant sur la rue sont fermées par des grilles.

Le couvent des bénédictines comprenait donc au XVIIIe siècle deux corps de bâtiment ouvrant sur le cloître et un troisième sur le jardin s'étendant à l'arrière vers la rue Sainte-Croix. Les travaux de couverture prévus au début de l'année 1789 donnent, outre celles de l'église, les dimensions du pavillon couvert d'ardoise qui la joute et qui vraisemblablement renferme l'escalier, celles des galeries du cloître comportant enfin quatre côtés, du noviciat et de la mirande ¹⁹. Comme leurs homologues masculins, les bénédictines avaient donc pris le soin d'aménager un espace couvert sur l'un de leurs bâtiments où elles pouvaient profiter de la vue sur le fleuve et prendre l'air. A ce niveau des frontons venaient décorer les ouvertures et, au moment des travaux, il est question de les démolir en même temps que la toiture. 1789 : ces travaux sont tardifs et les religieuses n'en bénéficièrent pas bien longtemps...

Nous ne possédons aucun document figuré représentant la façade du couvent. Un mémoire, établi vers 1770, indique cependant qu'elle consiste en deux corps de logis séparés l'un de l'autre par une cour ou jardin de 14 ou 15 pieds de largeur (le préau du cloître vraisemblablement). Ces deux corps de logis se terminent par deux dortoirs qui possèdent chacun une grande croisée ouvrant sur la rue Carpenteyre ²⁰. Cette description correspond bien à celle qui accompagne la visite de l'archevêque mais elle ne nous donne pas davantage d'indications sur le style à proprement parler de l'édifice.

Sur le terrain

Que reste-t-il aujourd'hui du couvent des bénédictines ? Nous l'avons dit, l'enclos qui leur appartenait a fait l'objet à la fin du XVIIIe siècle d'un lotissement coupé d'est en ouest par la rue Saint-Benoît et du nord au sud, partiellement, par la rue des Bénédictines. Dans le pâté de maisons situé entre la rue Carpenteyre et la rue du Port nous avons retrouvé, dans une petite cour intérieure, quelques vestiges de l'ancien cloître. Il



Fig. 3. Cheminée.

s'agit d'arcades en plein-cintre reposant sur des piliers de section rectangulaire à impostes. Très sobrement moulurées, elles n'ont reçu aucun élément de décor.

Deux immeubles situés à l'angle de la rue Saint-Benoît et de la rue Carpenteyre (n° 1, 3 et 5 rue Saint Benoît) occupent l'emplacement du corps de logis septentrional décrit plus haut. Les façades ont été refaites et ne présentent pas d'intérêt, mais, derrière elles, la bâtisse ancienne subsiste en partie. Une des élévations latérales, visible depuis la rue Saint-Benoît a conservé des fenêtres à meneaux (fig. 4). Au rez-de-chaussée d'un des deux immeubles, à côté d'un garage, subsistent des éléments architecturaux appartenant à l'ancien réfectoire et

19. A.D.Gir. H suppl. Bénédictines, liasse III, bâtiments, 13 janvier 1789, 10 janvier 1780.

20. Ibid., affaire Fénélon.



Fig. 4. Elévation latérale, fenêtres murées.



Fig. 6. Arcade murée.



Fig. 5. Fenêtre-haute à remplage.

aux pièces de service avoisinantes : fenêtres hautes à remplage, arcades en plein-cintre. C'est du moins ce que peut laisser supposer la lecture attentive du plan dressé par Chalifour. On remarque notamment une petite ouverture en plein-cintre qui fait penser aux passe-plats de l'époque (fig. 5 et 6). Une pierre, insérée dans un des murs, porte une inscription en latin : *Soli Deo Honor Amor et Gloria*.

Dans l'immeuble contigu un grand escalier rampe sur rampe, à volées droites, permet d'accéder à l'étage où se trouvaient les chambres (fig. 7). Une arcade en plein-cintre, aujourd'hui fermée, marque l'entrée du couloir qui les desservait. Ces dégagements possèdent de beaux volumes.

Au troisième niveau, un très joli escalier en vis orné de larges balustres de pierre permettait d'accéder à la mirande installée tout en haut du corps de logis (fig. 8). Une photographie prise depuis une maison voisine permet de mieux situer cette mirande, même si son aspect extérieur a sans doute changé ;



en effet la tourelle de son escalier construit en hors d'œuvre, elle, est restée intacte, comme le dôme de pierre qui la coiffe²¹. (fig. 9).

Dans une des pièces, une cheminée à *cadre et corniche*, d'un modèle très courant à Bordeaux au XVII^e siècle, est restée en place (fig. 3).



Fig. 7. Grand escalier, première volée.

Fig. 8. Escalier en vis.

Les bénédictines de Bordeaux ne disposaient pas de gros moyens financiers. Aussi, le moment venu de construire leur monastère, optèrent-elles pour une architecture simple et économe, cependant très soignée. Par la suite, elles restèrent

21. Remercions ici M. Roborel de Climens pour son cliché.



Fig. 9. La mirande.

Crédits photographiques :

Archives municipales, 1 ;
Archives départementales, 2 ;
Service régional de l'Inventaire, 3, 4, 5, 6, 7, 8.

toujours soucieuses de préserver un environnement agréable, d'aménager leur logis de manière fonctionnelle, et, à défaut de décoration luxueuse, de doter leur église de lambris, de retables ornés de tableaux, et d'un orgue. Il subsiste de ce monastère, nous l'avons dit, un corps de logis situé rue Saint-Benoît. Aujourd'hui désaffecté, et en très mauvais état, il a conservé cependant sa structure d'ensemble. Au moment de sa mise en vente, il y a une dizaine d'années, M. Jean-Pierre Xiradakis, restaurateur et défenseur passionné de son quartier, a eu l'occasion de le visiter ; les vestiges visibles au rez-de-chaussée, transformé en chais, lui ont donné à penser qu'il s'agissait là d'un édifice religieux. Depuis sa rencontre avec M. Vîvez, un autre amoureux du quartier et des vieilles pierres en général, notre Société Archéologique a porté un intérêt particulier à cet édifice ²². M. Coudroy de Lille a été chargé de faire la toute première enquête.

22. En 1998, M. Xiradakis lançait un séduisant projet de restauration et de réhabilitation, un projet hôtelier nommé *le cloître*, préservant à la fois l'architecture et l'esprit du lieu. Pour différentes raisons, essentiellement financières, la transaction n'a pas abouti et son projet est resté en gestation. Nous le regrettons avec lui ; tout en préservant de l'ancienne maison des bénédictines ce qui pouvait l'être encore, cette réalisation aurait largement contribué à la mise en valeur du quartier.

Jean (de) Viaut, rue de la Rousselle

Il est malheureusement très rare à Bordeaux de trouver à propos de telle ou telle demeure, pourtant bien connue, ou remarquable, une documentation concernant le maître d'œuvre et les représentants des divers corps de métiers qui ont participé à son édification. Le propriétaire maître d'ouvrage est éventuellement le seul dont on retrouve la trace.

L'intérêt de la maison de Jean Viaut, rue de la Rousselle, est donc à cet égard exceptionnel. Car les minutes de son notaire en date de 1695 aux Archives départementales conservent, outre les devis de l'architecte, du peintre et du serrurier, les dessins correspondants proposés au commanditaire ¹.

Le talent de chercheur opiniâtre du professeur Paul Roudié, suivant les traces de l'érudit Charles Marionneau, fut bien récompensé par leur découverte et il les publia dans un article reprenant une communication à la Société de l'Histoire de l'Art français en 1965 ². J'en ai moi-même intégré les données au livre consacré à la ferronnerie bordelaise publié par la Société Archéologique de Bordeaux en 1993 ³.

Mais ni Paul Roudié ni moi-même n'avions réussi à faire coïncider le dessin de la façade de Roumillac avec un bâtiment existant et nous en avons conclu que selon toute vraisemblance l'édifice de la fin du XVII^e siècle avait laissé place plus tard à une nouvelle construction plus en accord avec le goût à la mode.

C'est grâce à un hasard propice que Laurent Chavier, chercheur et bon connaisseur des bâtiments civils bordelais du XVII^e siècle, eut connaissance de l'existence d'un escalier dont le garde-corps reprenait exactement le dessin publié du serrurier Pierre Dumaine et put remonter la chaîne de l'information,

aubaine dont tous nous lui savons gré. Car la maison existe bien, dans un très bon état de conservation, que ses propriétaires actuels entretiennent et restaurent avec passion et il est donc possible pour une fois de confronter documents et réalité.

En outre la découverte de deux inventaires après décès, l'un concernant le bâtisseur, le second sa descendance pour la seule maison de campagne de Grain, permettent de redonner vie à la famille qui y vécut, précisant les alliances, l'activité économique et sociale, le décor intérieur.

Les articles suivants reprennent ces différents éléments ⁴ : Laurent Chavier étudie l'architecture du bâtiment, devis et réalisation ; Marie-France Lacoue-Labarthe, la ferronnerie due à Pierre Dumaine, le décor intérieur de la demeure de la rue de la Rousselle et la propriété de Grain à Ambarès ; Caroline Le Mao, la position sociale et économique du parlementaire ; et enfin Pierre Coudroy de Lille présente la succession des propriétaires de la maison Viaut et leur généalogie.

M.-F. L.L.

1. A.D.Gir. 3E 6083, actes du 21 mars et 28 août 1695, 28 mars 1696 (dessins des artisans pour l'élévation de la façade, les ferronneries des garde-corps d'escalier et de galeries, les frises peintes du décor intérieur), notaire Fondeville.

2. Séance du 9 janvier 1965, *Bulletin de la Société de l'Histoire de l'Art français*, « Documents concernant l'architecture du XVII^e siècle à Bordeaux », p. 75-95.

3. M.F. Lacoue-Labarthe, *L'Art du Fer Forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, Bordeaux, Société Archéologique de Bordeaux-Conseil général, 1993 ; réédition 2003.

4. Communications du 25 janvier et du 8 novembre 2003.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 161-206

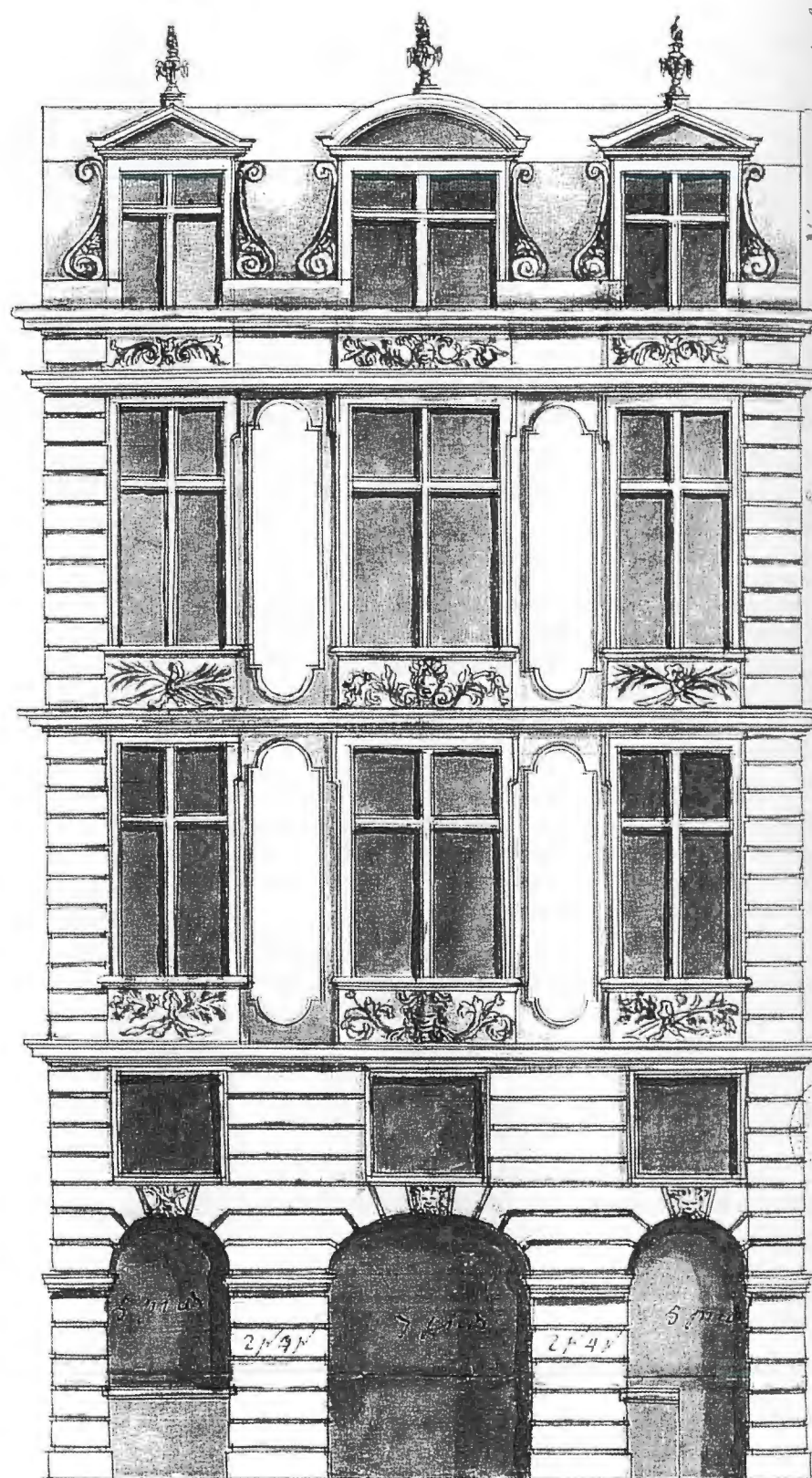


Fig. 1. Projet de façade pour la reconstruction de la maison de Jean Viaut, Roumillac, 1695.



La maison Viaut retrouvée

par Laurent Chavier *

Acquisition et reconstruction de la demeure par Jean Viaut

Au mois de juin 1689, Jean Viaut, bourgeois de la ville de Bordeaux, marchand ou négociant de profession, acquiert des frères Poncet, prénommés Jean et Gabriel, eux aussi marchands, la maison de la rue de la Rousselle. Elle consiste au moment de la vente «*en diverses caves, boutiques, trois corps de logis, bassecour, apend au derrière où il y a un puit dans le fonds, un espèce de chay et plusieurs chambres ou greniers au-dessus dont les planches sont presque toutes rompues et pourries...*»¹.

La reconstruction de la demeure est entreprise en 1695, par deux maîtres maçons bordelais, Jacques et René Roumillac, oncle et neveu.

La famille Roumillac ou Roumillac, originaire de la Basse Marche du Limousin et très exactement de la paroisse de Rancon, compte au moins quatre architectes dans ses rangs. Tous les quatre occupent entre 1670 et 1700 un rôle de tout premier plan dans le milieu bordelais de la construction. Plus d'une centaine de contrats permettent de se faire une idée de leur clientèle et de leur production.

Ces architectes travaillent pour des maîtres d'ouvrage de conditions diverses mais le plus généralement fortunés : parlementaires, négociants, fabriques d'églises ou ordres religieux,

et également pour le Roi, pour lequel ils oeuvrèrent au Château Trompette. Leur production est des plus variée : maisons, hôtels particuliers, couvents, moulins, écluses, et même parfois mobilier religieux comme cela est au moins le cas pour l'église Saint-Rémi dont ils réalisent en 1685 la chaire à prêcher.

Le marché passé avec Jean Viaut, pour la reconstruction de sa demeure précise sous la forme d'un contrat en trente-deux articles les différentes interventions effectuées par les architectes². Le devis prévoyait la conservation de certains éléments afin de réduire les coûts, mais au final, à l'exception des murs mitoyens très peu d'éléments subsistèrent. Comme toujours, les matériaux de démolition servirent de remploi. Un de ces éléments de remploi est facilement identifiable : un arc du rez-de-chaussée porte à sa clef les initiales des anciens propriétaires G et P (Gabriel Poncet) et la date de 1661, vraisemblablement la date des derniers travaux (fig. 2).

* Historien de l'art.

1. A.D.Gir. 3 E 13512, 5 juin 1689.

2. Roudié, Paul. *Document concernant l'architecture du XVIIIe siècle* ...p. 84



Fig. 2. Clé de voûte portant les initiales de Gabriel Poncet.



Fig. 4. Vue de l'escalier principal.

Le chantier initialement prévu pour une durée de quelques mois est retardé par divers changements imposés par le propriétaire et par des problèmes de mitoyenneté liés à l'écoulement des eaux³. Ce n'est qu'au mois de novembre 1697, que Jean Viaut peut enfin résider dans sa nouvelle demeure. Les architectes reçoivent la totalité de leur paiement, un an plus tard, le 1er avril 1697⁴.

La famille Viaut conservera la demeure jusqu'en 1756, date à laquelle Pétronille de Viaut, petite-fille de Jean Viaut la revend à Jean Navarre.

Un plan complexe

La demeure de Jean Viaut consiste en trois corps de bâtiment, partiellement construits sur des caves, élevés d'un rez-de-chaussée et de trois étages (fig. 3).

Un premier corps de bâtiment vaguement trapézoïdal s'inscrit entre la rue et la première cour. Ce corps de bâtiment comprenait à chaque niveau deux pièces, une chambre et une antichambre, éclairées par trois baies côté façade et une côté cour.

Un escalier rampe sur rampe se développe dans la première cour, il part du rez-de-chaussée par une volée droite, puis oblique perpendiculairement, pour monter entre le mur nord du second corps de logis et la cour (fig. 4). Son éclairage est assuré par l'ouverture d'arcs rampants du côté de la cour. Il débouche à chaque étage sur un palier conduisant aux appartements des deux premiers corps de logis. Un arc en anse-de-panier ouvert sur la cour permet l'éclairage des paliers.

Le second corps de bâtiment s'inscrit entre l'escalier et une deuxième cour. De forme rectangulaire, il n'abrite par niveau qu'une seule pièce, prenant le jour par une baie ouverte sur le côté nord de la seconde cour.

Le troisième corps de bâtiment, le plus important, adopte grossièrement la forme d'un L et se divisait en trois pièces au XVIIe siècle. La partie du L qui longe le côté oriental de la seconde cour abritait une pièce unique (actuellement divisée en deux) et un escalier suspendu, en vis, assurant un accès direct

3. A.D.Gir. 3 E 6083, 6 juin 1696

4. A.D.Gir. 3 E 6084, 1er avril 1697

29 = 3d pavillon

WC sur toiture cabane ;
accès par escalier bois,
trace visible sur grille et mur.

1

Peintures (1696) :

Les cinq chambres du corps de logis B
ont une frise avec les aigles.
6 et 7 semblent recevoir les frises des
deux autres motifs, par François Bentus.

12 p. ---

Boiseries

chêne et noyer

par Pierre et Jean Berquin.

Ferromneries

par Pierre Dumayne.

(dimensions indiquées en pieds).

30b?

Écoulement vers les voisins ?
(contentieux)

33

La différence de niveau de la cour avec le
plancher du premier étage s'explique par la
priorité donnée à la hauteur sous voûte
égale à celle sous plancher de 17.
L'avantage est un meilleur équilibre
du pilier entre le poids des trois étages
du corps de logis D et le poids de la voûte
qui bloque la base des murs. Inconvénient :
la marche d'escalier pour accéder à la cour.
(les dômes de lumière sont du XIXe siècle)

17

La poutraison du plafond est faite de bois
de récupération.

18a galets (couvert)

14b dallage (extérieur)

(travaux 2002)

Devis de la construction
réalisée par Jacques
et René de Roumilhac
pour Jean Viaut en 1695.

Inventaire du mobilier
en 1732, un an après
la mort de Jean Viaut.

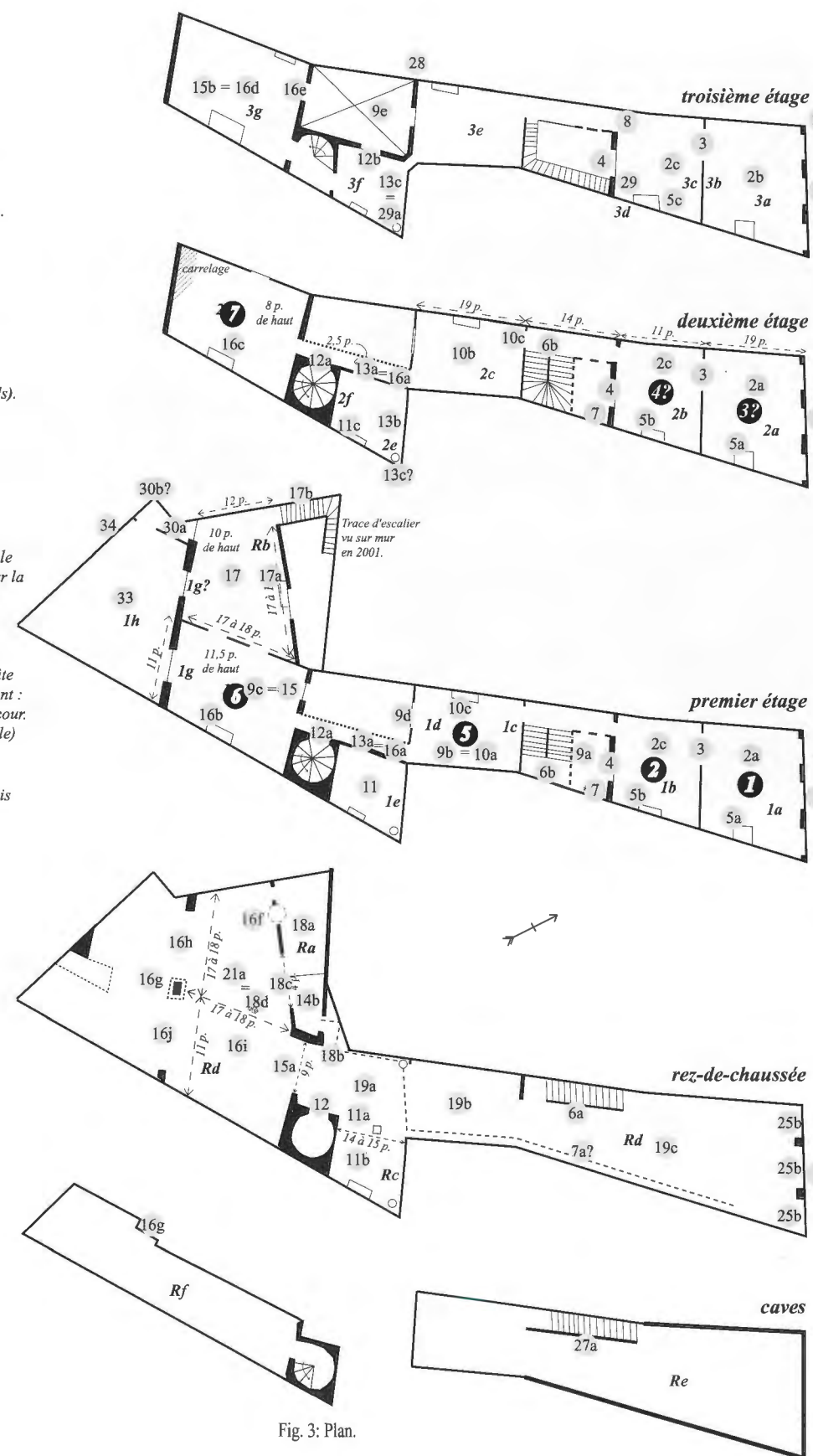


Fig. 3: Plan.



Fig. 5. Vue de l'escalier en vis.

à ce troisième corps de logis depuis le rez-de-chaussée (fig. 5). Les portes ⁵ de cette partie du bâtiment ouvrent sur une galerie. Ces galeries portées par des consoles permettent la communication avec le second corps de logis, aux premier et second étages (fig. 6).

A la suite, deux grandes pièces, se développent. La première contiguë à l'escalier en vis, prend le jour par une croisée sur le côté sud de la seconde cour et par une fenêtre sur la troisième cour, située en fond de parcelle. Cette troisième cour n'existe pas au rez-de-chaussée, cet espace étant totalement voûté.



Fig. 6. Vue d'une des galeries.

La dernière pièce se développe perpendiculairement au reste des constructions, et uniquement au premier étage. Elle était éclairée à l'origine par deux fenêtres, l'une donnant sur la troisième cour au sud, la deuxième, aujourd'hui murée ouvrait sur une «basse-cour» triangulaire. Cette petite cour mitoyenne avec la maison voisine, abritait le puits toujours visible et un escalier en charpente, détruit.

Le parcellaire pour le moins irrégulier montre la difficulté que devaient résoudre les maçons pour distribuer de façon fonctionnelle une demeure aussi vaste.

5. A l'origine une porte et une demi-croisée.



Fig. 7. Façade rue de la Rousselle.

En observant attentivement la façade actuelle (fig. 7), on reconnaît partiellement le dessin des architectes, malgré deux modifications importantes.

En premier lieu le niveau d'entresol a disparu, mais il semble n'avoir jamais existé ou du moins s'il a existé il a été englobé dès le départ dans le dessin des arcades du rez-de-chaussée, comme nous l'apprend un acte, daté du 11 octobre 1696. Un différent oppose alors Jean Viaut et Pierre Dumayne, le ferronnier chargé des rampes de l'escalier et des serrures, mais aussi des grilles qui doivent garnir le haut des portes de la façade. L'artisan explique que le retard reproché par le propriétaire pour la mise en place des grilles résulte d'un changement de parti. En effet, alors que le chantier est en cours, Jean Viaut fait refaire le dessin des portes en les surhaussant, et conséquemment fait disparaître l'entresol, du moins en façade ⁶. Deuxième modification, les lucarnes ont perdu leur fronton et sont englobées désormais dans l'étage d'attique.

Au niveau du décor peu d'éléments subsistent. Les bossages refendus ont totalement disparu, même si l'empreinte de leur dessin se devine toujours sur le mur du rez-de-chaussée. Les baies à chambranle mouluré et appui saillant semblent conformes au dessin, à l'exception de leur hauteur, réduite dans leur partie supérieure. Sur le dessin, le linteau des baies est placé juste sous le bandeau, qui marque la séparation entre les niveaux, alors qu'actuellement un espace égal à la hauteur des allèges les séparent du bandeau.

La même observation reste valable pour les tables verticales des trumeaux. Leur forme est identique au dessin, mais elles ne se déploient plus au-delà des piédroits des baies, au lieu d'atteindre les bandeaux à leurs extrémités.

Les tables des allèges qui sur le dessin recevaient le décor sculpté sont nues. De petites tables, également vides de décoration ont été ajoutées au droit des tables des trumeaux. Rien ne permet de savoir si le décor sculpté a été réalisé, cependant la maison ne semble pas avoir subi de transformations importantes au XIX^e siècle, ce qui peut laisser penser que les sculptures n'ont jamais été exécutées.

Elévations intérieures

Les différentes parties du rez-de-chaussée, réservées au XVII^e siècle à l'activité commerciale, communiquent entre elles par de grands arcs cintrés à bossages refendus et clef passante, retombant sur des pilastres. Une seule pièce existe à ce niveau, mitoyenne du départ de l'escalier circulaire. Elle s'ouvre aussi par un arc en plein cintre et est voûtée d'arêtes.

Comparaison entre le projet des Roumillac et l'état actuel

Le dessin de la façade s'organise sur trois travées, élevées sur quatre niveaux. Le rez-de-chaussée percé de trois arcs cintrés et l'entresol, sont animés de bossages continus en table. Les refends se retrouvent sur les chaînes d'angle des deux niveaux supérieurs. Des têtes de grotesques soulignent les clefs des arcades. Des tables verticales cintrées dans leurs parties supérieure et inférieure décorent les trumeaux, tandis que des tables horizontales, sculptées de rinceaux et de grotesques ornent les allèges. Un étage de comble, percé de lucarnes couronnées de frontons alternativement cintré ou triangulaire et sommés de pots-à-feu, complète l'élévation.

6. A.D.Gir. 3 E 6083, 11 octobre 1696.



Fig. 8. Elévation sur cour du premier corps de bâtiment.

Dans le fond de la parcelle plusieurs voûtes d'arêtes dont les retombées s'exercent sur des pilastres et un pilier central relativement massif forment le sol de la troisième cour.

Elévations sur cour

Une seule baie éclaire chacun des trois niveaux du premier corps de logis, séparés par un bandeau double. Les baies inscrites dans un chambranle en ressaut s'ornent au niveau des piédroits de chaînes harpées. Leur appui est saillant (fig. 8) et leur plate-bande présente une clef passante. Comme sur la façade, une table nue occupe les allèges.

Le même schéma de baie se répète dans les différents corps de logis. Seules les ouvertures du troisième corps de logis ouvrant sur les galeries présentent une croisée centrale encadrée de deux demi-croisées.



Fig. 9. Porte palière du premier étage.

Les boiseries des portes

Les portes palières du premier étage sont richement décorées (fig. 9). Les vantaux constitués de quatre panneaux rectangulaires s'inscrivent dans une embrasure profonde. Un encadrement de bois mouluré, à angles rentrant orné de feuillages et de fleurs, souligne l'ouverture. Un tore godronné, décoré de feuilles d'acanthes aux angles et au centre d'une tête de grotesque dont le regard se tourne vers le visiteur qui emprunte l'escalier, surmonte cet encadrement (ill. 10). Au-dessus se déploie un dessus de porte trapézoïdal aux petits côtés concaves, surmonté d'une corniche fortement saillante à denticules. Encore au-dessus, une fenêtre oblongue en dessus de porte à petits bois surmontée d'une corniche procure un peu de lumière à la pièce.



Fig. 10. Porte palière du premier étage, détail.



Fig. 12. Porte palière, décoration à l'intérieur des appartements.



Fig. 13. Porte palière, décoration à l'intérieur des appartements.



Fig. 11. Porte palière du second étage.

A l'étage la décoration se simplifie, dénotant une hiérarchie décroissante des étages au fur et à mesure que l'on monte (fig. 11). Si l'allure générale reste identique, les angles rentrants de l'encadrement et leur décoration florale ont disparu, tout comme le tore godronné. Pour tout ornement subsistent uniquement le dessus de porte trapézoïdale, sa corniche et la fenêtre oblongue.

Au dernier niveau ce sont de simples portes, totalement démunies de décoration et de jour qui donnent accès aux appartements.

A l'intérieur des appartements, les dessus de portes des premier et second étages s'agrémentent aussi d'un tore présentant suivant les pièces divers motifs : rinceaux, fleurs, acanthes, lauriers... (fig. 12 et 13)

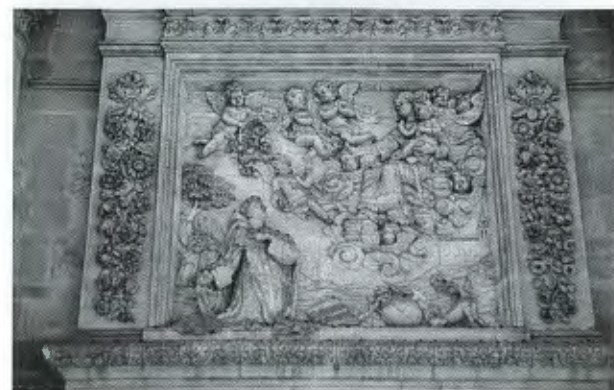


Fig. 14. Façade de l'église Notre-Dame, détails.

La décoration des portes, une œuvre des frères Berquin ?

Les différentes sculptures des boiseries des portes reprennent des modèles parisiens, largement diffusés en province notamment par les recueils gravés de Le Paultre. Néanmoins ce décor boisé est bien bordelais et peut être attribué à deux sculpteurs à la mode à la fin du XVII^e siècle : les frères Pierre et Jean Berquin. Les deux sculpteurs, professeurs à l'Académie de peinture et sculpture de Bordeaux, passent un contrat avec Jean Viaut le 21 avril 1695⁷. Par cet acte les deux artistes s'engagent à réaliser toutes les croisées de la maison en bois de noyer. Même si le contrat n'évoque pas le décor sculpté des portes, on ne peut toutefois manquer de remarquer la ressemblance avec certains éléments de la façade de l'église Notre-Dame exécutée à partir de 1693, et dont la réalisation est attribuée aux frères Berquin.



Fig. 15. Frises prévues pour la maison Viaut, Bentus, 1696.

On retrouve dans les décors floraux et végétaux qui encadrent le relief de la façade, figurant la remise du Rosaire à saint Dominique, des motifs similaires à ceux des tores des portes : fleurs (marguerite), acanthes stylisées ; le tore à la base du relief présente le même type de lignes courbes affrontées. A la base des pots-à-feu qui somment les niches des statues, on note également la présence de godrons de facture identique (fig. 14). Ces deux décors utilisent le même répertoire et semblent bien être des mêmes mains.

Probablement les deux sculpteurs ont-ils passé un second contrat ou tout simplement un accord verbal, pour la réalisation des portes et de leur décor. On notera enfin que les artistes, bien que reconnus, ne refusent pas d'exécuter des travaux purement artisanaux, comme la réalisation de croisées.

Une décoration peinte dans "le goût parisien"

De la même façon, le peintre chargé de la réalisation des frises devait également exécuter les peintures des planchers, soliveaux et poutres de la maison à trois couches, deux à la détrempe avec colle et la troisième de bonne huile de noix, soit un simple travail de peintre en bâtiment. Ce marché fut passé le 28 mars 1696 avec François Bentus, maître peintre, également professeur à l'Académie de peinture et de sculpture de Bordeaux qui exerça son art de 1675 à 1707, date de sa mort. Parmi les trois modèles de frise exécutés pour Jean Viaut, celui

7. A.D.Gir. 3 E 6083, 21 avril 1695.

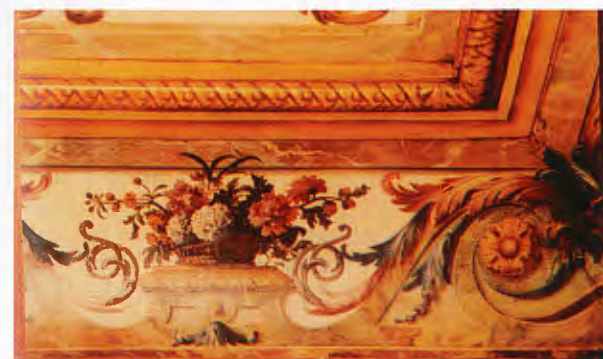


Fig. 16 & 17. Plafond d'Etienne Landais, Jean Lemoyne vers 1680.

comportant un aigle devait orner les appartements du premier corps de logis, les deux autres les appartements des corps de logis postérieurs.

Ces frises figurent des rinceaux, interrompus dans leur développement par différents animaux : aigles, dauphins, griffons, des vases (ill. 15) ou encore par le chiffre du propriétaire entouré de palmes. Tous ces ornements, fréquents au XVII^e siècle, sont là encore largement diffusés par la gravure. Certains artistes se spécialisent dans ce domaine, outre les Le Paultre, le plus célèbre d'entre eux reste Jean Bérain.

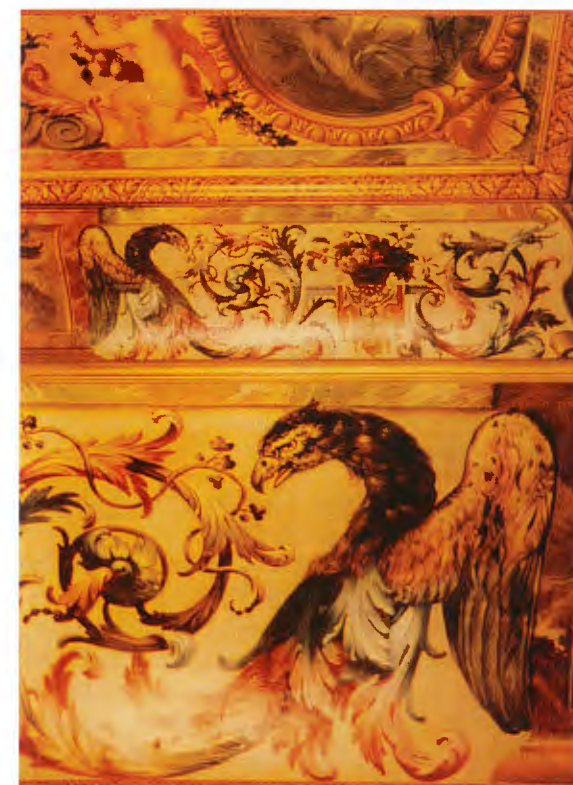


Fig. 18. Chiffre d'Etienne Landais.

La frise qui ceinture un plafond réalisé dans les années 1680 à Paris par le peintre ornementaliste Jean Lemoyne pour Etienne Landais, écuyer et trésorier de l'Artillerie de France, montre de nombreux motifs similaires à ceux réalisés par Bentus pour Jean Viaut. La même forme de rinceaux, la présence de vases et d'aigle de facture similaire se retrouvent (fig. 16 & 17). Le chiffre du propriétaire se présente de manière analogue (fig. 18). Enfin l'une des têtes des angles du plafond, sourcils froncés, regard sévère, et moustache abondante, rappelle également les mascarons des portes palières de la rue de La Rousselle.

Tous ces motifs à la mode circulent facilement, cependant on peut établir un double lien direct entre cet artiste et le milieu artistique bordelais. Tout d'abord Jean Lemoyne épousa Geneviève Leblond, sœur d'Antoine Leblond de La Tour. Ce dernier, peintre et juré de l'hôtel de ville de Bordeaux et surtout fondateur de l'Académie de peinture et sculpture de Bordeaux en 1691⁸, devient donc par cette alliance le beau-frère de Jean Lemoyne.

Le fils du peintre parisien, Jean-Louis Lemoyne, séjourna à Bordeaux et fut même agréé à l'Académie de peinture et de sculpture de Bordeaux le 26 janvier 1692, en même temps que son cousin le peintre Marc-Antoine Leblond de Latour⁹. Le sculpteur offrit comme morceau de réception un portrait du roi, en bois de noyer.

L'année de sa réception, la liste des professeurs de l'Académie mentionne parmi ses membres la présence des frères Berquin et de Bentus. Il semble donc raisonnable de penser que des échanges et des influences concernèrent tous ces artistes. Le jeune Lemoine avait probablement amené avec lui des dessins et des gravures de réalisations parisiennes contemporaines. Sûrement avait-il aussi apporté avec lui les recueils de gravures de son père. En effet parallèlement à son activité de peintre ornementiste, Jean Lemoine publia divers recueils de gravures consacrés à l'ornementation : en 1676 paraît « *Plusieurs desseins de plafonds dédiés à Son. Altesse. Royale. Monsieur frère du Roy, inventés et gravés par J. Lemoyne* » et un second recueil intitulé « *Riches panneaux ornés de rinceaux et de figures* », et en 1693, alors que son fils se trouve toujours à Bordeaux, il publie : « *Ornements pour servir aux peintres et graveurs, par Jean Lemoyne, de Paris* ».

Il semble peu probable que les frères Berquin ou Bentus aient fait le voyage à Paris et vu le plafond d'Etienne Landais, en revanche ils ont sûrement vu par le biais de l'Académie de Bordeaux les recueils de gravures de Jean Lemoyne, qui devaient reprendre certaines de ses réalisations.

La consultation de tous ces recueils de gravures à la bibliothèque Nationale permettrait de mesurer leur influence sur les œuvres bordelaises entre 1691 et 1710. La confrontation de ces recueils avec l'ornementation de la façade de l'église Notre-Dame devrait également révéler des similitudes¹⁰.

La maison de Jean Viaut se caractérise par un mélange de nouveauté et d'archaïsme. La façade principale, rue de La Rousselle affiche sur la rue passante la réussite sociale de son propriétaire, aussi a-t-elle reçu un soin tout particulier, dans le choix des matériaux, mais également dans son traitement : recherche de symétrie avec l'accent qui se porte sur la travée centrale, utilisation de refends sur l'ensemble du rez-de-chaussée, séparation des niveaux par un seul bandeau, vocabulaire décoratif proche des modèles parisiens contemporains. En revanche les corps de logis postérieurs témoignent de la persistance des formes du passé, adoptant des modèles utilisés depuis le début du siècle : double bandeau entre les niveaux, bossages harpés le long des piédroits des baies, utilisation de croisées et demi-croisées, etc.

Ces deux tendances cohabitent dans l'architecture civile tout au long du règne de Louis XIV : elles sont parfois associées comme dans la maison de Jean Viaut, parfois la tradition l'emporte sur la nouveauté. Par exemple lorsque Catherine de Viaut, fille du négociant, entreprend avec son mari Michel de Montaigne, la réfection de leur demeure rue du Mirail à la fin du XVIIe siècle, le vocabulaire architectural est en tout point similaire à celui des façades arrières de la rue de La Rousselle¹¹.

8. Braquehay, Charles, *Les peintres de l'hôtel de ville, Antoine Le Blond dit de Latour (1630-1706)*. Réunion des Sociétés des beaux-Arts des départements, année 1898, 22e session, p. 902 à 954. Paris.

9. Réau, Louis, *Une dynastie de sculpteurs au XVIIIe siècle - les Lemoyne*. Les Beaux-Arts de Bordeaux, édition d'études et de documents, Paris 1927.

10. Il faut également noter que des liens existaient entre Jean-Louis Lemoyne et Pierre Michel Duplessy, architecte de l'église Notre-Dame. Le sculpteur réalisa d'ailleurs un an avant sa mort le buste de l'architecte. Il n'est pas impossible que Jean-Louis Lemoyne ait participé à l'élaboration du décor de la façade de l'église.

11. Je voudrais remercier M. Vira et M. Villain, deux des propriétaires de la maison, pour leur aide, leur accueil, et surtout pour l'intérêt qu'ils ont porté à leur demeure, permettant ainsi de conserver en état l'un des rares témoignages de l'architecture marchande du XVIIe siècle.



Les ferronneries de la maison Viaut

par Marie-France Lacoue-Labarthe

Les ferronneries de la maison Viaut, garde-corps de l'escalier d'honneur et des galeries de pierre sur cour, présentent un triple intérêt :

- elles sont en l'état actuel des choses les manifestations documentées les plus anciennes (1695) dont nous disposons,
- elles sont fondatrices d'une tradition et
- elles sont les seuls ouvrages connus avec certitude du maître serrurier Pierre Dumayne, lui-même fondateur de la ferronnerie bordelaise.

Il est intéressant de replacer ces ferronneries dans leur contexte. Par rapport à Paris, on ne compte guère plus d'une génération de décalage ; le développement d'une ferronnerie d'art, sous une forme luxueuse, s'y opère à l'époque de l'architecture dite Mazarine, grosso modo entre 1640 et 1660, puis l'emploi s'en fait de manière systématique à Versailles à partir de 1670.

A Bordeaux, tout a disparu de ce que communiquent les archives à propos des débuts de la ferronnerie d'art associée à l'architecture, antérieurs à 1695 :

- l'escalier de pierre en 1670 construit par Duplessy, pour le bureau de Finances (détruit) ;
- le retable orné de bouquets en 1670 pour Saint-Michel, réalisé par le maître Héliès Faure (détruit) ;
- en 1678-1680, les luxueuses portes de vestibule de l'archevêché de Mgr de Béthune, de deux modèles différents, l'un

pour la façade sur la cour, l'autre pour la façade sur le jardin, appariées deux à deux, et le balcon sur trompe de la chambre de l'archevêque, le premier du genre ; l'ensemble étant harmonisé par l'emploi de balustres identiques, 88 au total, dont 20 à chaque porte et 8 au balcon, que l'archevêque fait venir de Paris, tout comme son ébénisterie de type Boulle, et que Pierre Dumayne monte à sa demande. Balustres pleins de fonte de fer ou de bronze, ou simples contours ? L'ensemble disparaît vers 1770 lors de la destruction du vieux palais ordonnée par Mgr de Rohan.

- en 1679 la luxueuse clôture du chœur de Sainte-Croix, dont le dessin offert au choix du prieur Saporta est conservé aux Archives nationales, de la main d'un serrurier inconnu (détruite au XIXe comme la clôture de chœur de Saint-Pierre de La Réole ordonnée en 1680 par le même prieur bénédictin).

- Disparue également la balustrade du jubé de Saint-Seurin commandée par le chapitre au même Pierre Dumayne en 1703.

C'est dire combien sont précieux les ouvrages de fer forgé de la maison Viaut, édifice privé contemporain des premiers grands ouvrages destinés majoritairement à des édifices publics civils ou religieux, emblèmes de pouvoir, pour lequel nous disposons non seulement du projet présenté par un dessin, signé du nom du serrurier qui le conçoit et l'exécute ainsi que du nom du propriétaire, mais encore de l'ouvrage encore en place.



Fig. 1 et 2. -
Garde-corps
de l'escalier.

Description

Le support

C'est un ensemble lié et homogène, escalier rampe sur rampe à mur noyau ajouré, desservant quatre niveaux, soutenu par des arcs rampants décentrés de décharge, et deux galeries superposées, au premier et deuxième étage, articulant verticalement les niveaux et assurant la communication horizontale entre deux des corps de bâtiment séparés par des cours intérieures, évoquant une architecture navale rythmée de ponts et d'échelles. Les architectes en sont Jacques et Pierre de Roumilhac.

On reprendra ce modèle à l'infini : c'est le modèle de référence de l'adaptation du bâti bordelais sur terrain laniéré hérité du moyen âge, s'enfonçant profondément entre deux rues ou au cœur d'un pâtre de maisons, aux nécessités de la modernité, servies par le développement de l'architecture et de goûts nouveaux, grâce à l'enrichissement du commerce. De nombreux visiteurs célèbrent au XVIII^e siècle le développement de la ville de pierre qui remplace peu à peu les maisons de bois, dont il ne nous reste pratiquement rien ; dans les maisons bourgeoises de La Rousselle à Sainte-Croix un type d'escalier sur cour porté par des arcs rampants est une des manifestations de l'architecture vernaculaire bordelaise les plus remarquables et répandues, dont on voit ici apparaître le prototype...

Suivant l'évolution des styles, le fer forgé accompagne ces escaliers verticaux et galeries horizontales : le poids relativement léger du fer permet d'alléger le coût de la maçonnerie, de peser moins sur un sol qui fut marécageux, et il fait grand effet, grâce à sa transparence qui permet également la vue, ses contours très graphiques soulignés par une peinture noire se détachant comme imprimés sur le fond chaud de la pierre blonde.

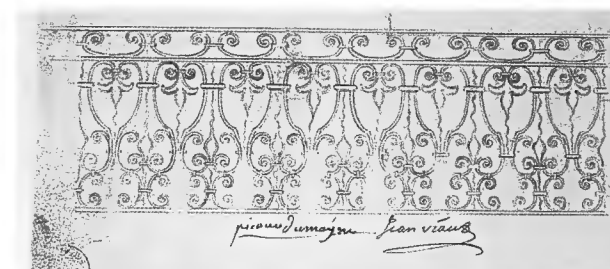


Fig. 5. - Dessin de
Pierre Dumayne.



Fig. 6. - Détail de montage
du garde-corps d'escalier.

Fig. 3. et 4. - Garde-corps
d'une des galeries sur cour.

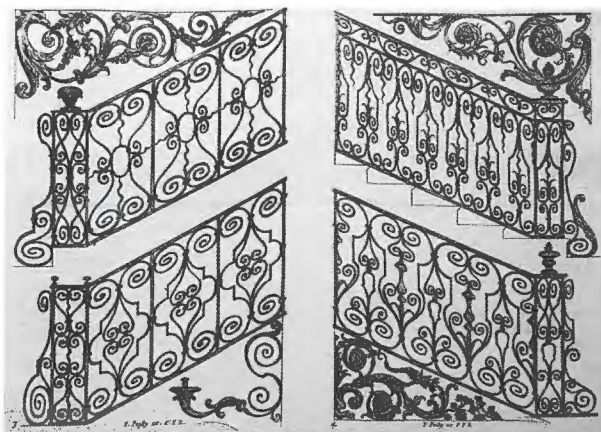
Les garde-corps et le style de Pierre Dumayne

Pierre Dumayne a mis en oeuvre pour son client un vocabulaire décoratif simple : un modèle de contours de balustres carrés axés sur une tige ondulée et à l'intérieur desquels s'épanouit un fleuron en fleur de lys encadré de deux anses de panier, reposant sur un socle en X constitué de deux anses de panier verticales ; on retrouve inversé un fleuron en chute dans le creux intermédiaire des balustres, sous la frise de la main courante constituée d'anses de panier couchées reliées par de courtes barres.

Ces balustres carrés sont dits de fort bon goût dans le cours de l'architecte D'Aviler, alors que les ronds qui sont rampants sont jugés faire un mauvais effet.

C'est un modèle répétitif, mais rythmé cependant par la composition assez dense.





Exemples de modèles gravés.

Fig. 7. - Gravure de Pierretz Le Jeune (1666).

Fig. 8. - Gravure de Hugues Brisville (1663).

Fig. 9. - Gravure de Robert Davesne (1676, 1687).

Des boules de fonte cohérentes avec ce style soulignent les départs ou tournants de la rampe. Malheureusement ici elles semblent avoir été remplacées par des modèles plus récents en fer battu.

Le travail est extrêmement soigné ; le fer plat est épais, on n'a pas regardé à la dépense, le matériau et le travail sont de très grande qualité et cela n'a pas bougé. Colliers-étriers et liens à cordons assurent les assemblages.

C'est, du moins en l'état actuel de nos connaissances, un modèle unique qui ne permet pas vraiment d'attribuer à Pierre Dumayne d'autres ouvrages. Mais il faut remarquer qu'à deux exceptions près, chacun des modèles conservés aujourd'hui des contours en balustres adoptés à Bordeaux est original : cela ne facilite pas les attributions.

Il ne faut pas oublier non plus qu'en 1695 Pierre Dumayne a 52 ans : c'est dire que compte tenu de la pénibilité du travail l'essentiel de sa carrière est sans doute derrière lui et on est tenté bien sûr de lui attribuer les plus beaux et riches modèles.

Il est utile de comparer les ferronneries de la maison Viaut à d'autres réalisations bordelaises contemporaines et également aux modèles données par des gravures.

Comparaisons

Le plus proche est sans doute le dessin de la rampe de l'escalier de l'hôtel dit de Sèze, rue de la Devise, dont la construction serait antérieure à la date de 1712 généralement admise, ce qui la rapprocherait de celle de la maison Viaut.

Parenté également avec celui de la rampe du grand escalier d'honneur de l'ancien couvent des Jacobins de Bordeaux¹ : lors de l'adaptation du couvent en bibliothèque municipale à la fin du XIXe siècle, la rampe d'origine en très bon état (1886) fut ruinée à la suite de son abandon plusieurs années en plein air, livrée aux intempéries ; mais elle fut refaite en fonte en 1890 sur le modèle du dessin d'origine relevé par M. Piganeau, membre de la Société Archéologique où il est encore conservé.

Plus simples, mais d'esprit voisin même si le socle est différent :

- l'escalier de la sacristie de Notre-Dame, qui dépendait également du couvent des Dominicains et donnait accès à la galerie sud du cloître, donc escalier à usage privé ;
- les balcons et rampes d'escalier de certains des immeubles à façade uniforme du cours Victor Hugo, Fossés des Salinières, construits par l'architecte Goyer de la Rochette à partir de 1712.

1. Actuelle Cour régionale des Comptes.



Fig. 10. - Projet de grille pour le chœur de Sainte-Croix (1679).

L'originalité du dessin conçu pour la maison Viaut réside dans l'emploi de contours en fleur de lys à la place d'un simple fleuron.

Cette fleur de lys est un élément que l'on retrouve :

I - à plusieurs reprises dans les modèles de gravures diffusés dans la première partie du règne de Louis XIV² :

- une planche de Hugues Brisville (recueil de gravures édité en 1663) : la fleur de lys au sommet du couronnement d'une porte, au cœur des balustres d'une rampe d'escalier montrant comment biaiser le motif, ou remplaçant ces mêmes balustres.
- une de Michel Hasté (qui semble avoir travaillé à Versailles autour de 1680) : une fleur de lys au centre d'un panneau de porte.
- une de Pierretz le Jeune (recueil de 1666) : un modèle de garde-corps³ proche du dessin des balustres de Viaut.
- trois planches de Pierre Gauthier (de Marseille, édité en 1685) : la fleur de lys y est omniprésente.
- deux planches de Robert Davesne (recueil édité en 1676, repris en 1687), modèles intégrant balustres et fleurs de lys.

Les recueils de gravures de toutes sortes, diffusés sous l'impulsion de Louis XIV à partir des bureaux des Bâtiments du Roi ou sous leur influence, dans la première partie du règne, celle des conquêtes et des triomphes, assure déjà la diffusion d'un

style aulique, d'un style de cour, en France et en Europe, dont Montesquieu notera l'influence dans son *Journal de voyage de Gratz à La Haye* en 1728 :

« Versailles a ruiné tous les princes d'Allemagne qui ne peuvent plus résister à la moindre somme d'argent. Qui aurait dit que le feu Roi eut établi la puissance de la France en bâtissant Versailles et Marly ? »

II - à Bordeaux même, dans le projet de grille de chœur de Sainte-Croix en 1679, au creux des contours de balustres dans la version proposée à droite, et au couronnement de la porte centrale en grand.

Ce qui peut amener à penser que soit Pierre Dumayne a été sollicité par le prieur Saporta des Bénédictins pour le dessin et/ou l'exécution de la grille, dite encore d'une qualité remarquable au XIXe siècle lors de sa vente où elle cote le prix du fer neuf ; soit à tout le moins il s'inspire de cette réalisation.

2. D'après Louis Blanc, *Le fer forgé en France au XVIe et XVIIe siècles*, Paris, Van Oest, 1928 et *Le fer forgé en France - La Régence : aurore - apogée - déclin*, Paris, Van Oest, 1930.

3. En haut à droite.



Fig. 11. - Oculus au château de Malle.

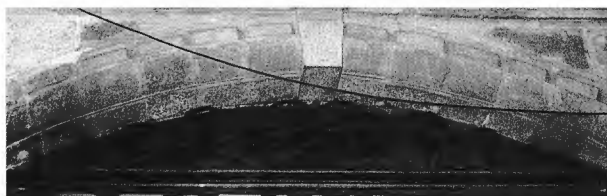


Fig. 12. - Grille d'imposte de boutique, 31 rue du Pas Saint-Georges.

On peut remarquer que la fleur de lys est utilisée tout particulièrement dans des régions devenues récemment françaises comme emblème pour proclamer leur attachement à la France (Picardie, Alsace, Franche-Comté) ; la dernière révolte des Bordelais contre le roi de France ou plus exactement les impôts royaux (papier timbré et étain) remonte à 1671 seulement, après un XVII^e siècle vraiment très agité d'insurrections diverses.

Parmi les réalisations bordelaises, on retrouve la fleur de lys sur d'autres escaliers, au creux d'un petit balustre employé en socle d'un plus grand :

- dans une maison de parlementaire, 3 rue du Cancera, de la fin du XVII^e également et sous une autre forme, à l'imposte rectangulaire de sa porte d'entrée.
- De même, 9 rue du Parlement, le même modèle.
- à un oculus du château de Malle, à peu près contemporain et dont Versailles est le modèle avoué.

Plus modestement, à des impostes :

- 6 rue du Puits-Descazaux
- 1 rue Pierre de Coubertin, maison de rapport de la fin du XVII^e appartenant sans doute à la famille de Gourgue (deux fleurs de lys au creux de deux anses de panier en vis-à-vis).
- Le même genre de composition à l'imposte fermant l'arc surbaissé d'une entrée de boutique, 31 rue du Pas Saint-Georges ; Pierre Dumayne est propriétaire rue de La Merci tout près.
- N° 16 rue des Trois Chandeliers, dans une autre version.

On la retrouvera encore en 1751 bien en situation à la grille entourant la statue de la place Royale, dessinée par le serrurier Prunier, et peut-être en écho, dans une souple composition Louis XV de l'imposte rue du Pont-de-la-Mousque à l'arrière d'une maison du cours du Chapeau rouge, possible réutilisation du motif de la place Royale par le serrurier Prunier qui habite la rue Dieu voisine.

L'une de ces impostes pourrait peut-être d'ailleurs être l'une de celles que Dumayne avait réalisées pour Viaut, d'après le dessin initial de la façade : deux impostes cintrées de 5 pieds ⁴ de large, et une imposte cintrée de boutique, plus importante, de 7 pieds de large ⁵. En effet Viaut a changé d'avis et fait modifier la forme des arcades, préférant à l'arcade surbaissée traditionnelle les arceaux élevés à la parisienne comme la mode en vient à Bordeaux, sans seulement informer le serrurier du changement. Dumayne se plaint alors d'avoir travaillé pendant des mois pour rien. Viaut contre-attaque en déplorant la soi-disant mauvaise qualité du travail de Dumayne sur les garde-corps ou *garde-fous* selon ses termes ; et nous pouvons juger aujourd'hui de sa très mauvaise foi ! Le travail de Dumayne est en effet d'une remarquable qualité tant au niveau du matériau que de son traitement.

Il est également intéressant de comparer les ferronneries Viaut avec des exemples d'escaliers bordelais nouvellement documentés, presque contemporains (1702 et 1704) dont les rampes présentent des contours en balustres.

4. 1,50 m environ.

5. 2,10 m environ.

L'escalier et le balcon de l'hôtel Pick

Il s'agit d'abord des escaliers de deux hôtels particuliers, demeures aristocratiques, celui de l'hôtel de Cazeaux, propriété d'une famille de parlementaires (racheté par la Ville et devenu collège de Cheverus) et le *magnifique escalier en pierre qui conduit jusqu'au faite de la maison*, comme il est dit dans l'acte de vente du XIX^e siècle, de l'hôtel alors dit Séguineau, devenu siège de la Société bordelaise, cours du Chapeau rouge. Tous deux s'élèvent dans des cages d'escalier présentant les mêmes caractéristiques de construction et arborent exactement le même dessin de rampe.

Or l'hôtel dit Séguineau, qui fut un temps au début du XIX^e la demeure des marchands joailliers Antoine Sicard et Joseph Bernard ⁶, est maintenant documenté.

Le 23 juin 1698, Henry Pick, bourgeois et banquier anciennement protestant d'origine hollandaise demeurant rue des Fossés, achète pour 12 000 livres une, ou peut-être deux maisons cours du Chapeau rouge à Jacques de Secondat de Montesquieu, baron de La Brède, qui, voisines de l'hôtel de Laubardemont, sont occupées par le bureau des Convois et de la Contablie, et par le Directeur des carrosses ⁷. Le bien consiste en caves, cour, bâtiments distribués à droite et à gauche de celle-ci, écuries et autres dépendances.

Il a entrepris la reconstruction entière de son bien ⁸ quand la mort le surprend. C'est sa veuve, elle aussi anciennement protestante et d'origine florentine, Elizabeth Calendriny qui en 1702 est aux prises avec les retards et malfaçons des architectes, justement en ce qui concerne l'escalier d'honneur dit *grand degré* ⁹ :

Delle Elizabeth Calendriny ¹⁰ *veuve du Sr Henri Pick, bourgeois et banquier à Bordeaux, ...*

il y a très longtemps qu'elle requiert et fait requérir journellement contre Jean Dupeyrat et Louis Lecocq, maîtres maçons et architectes jurés de cette ville, de finir entièrement les ouvrages qu'ils ont entrepris de faire pour elle dans sa maison rue du Chapeau rouge,

en ce faisant d'élever à hauteur suffisante pour soutenir le fétage et le toit, la muraille qui sépare les deux corps de logis, changer les marches qu'ils ont rompues du grand degré en le construisant, parachever les cheminées et leurs foyers, fermer deux croisées, faire le potager dans la cuisine, élever les ----- (fugues ?) des lieux communs, paver la cour de pavé de Blaye suivant la convention....

... Sur quoy ils ont pris de l'argent par avance, griffonnés les murailles, faire nettoyer la maison et en effet la mettre en état logeable en ce qui est de leur fait et quoy que la dame Pick ait ajouté aux réquisitions...

... elle est privée de jouir de sa maison, elle paye un gros loyer de celle qu'elle occupe (rue Saint-Rémy).



Fig. 13. - Escalier d'honneur de l'hôtel Pick, cours du Chapeau Rouge (1702).

6. Dont les deux portraits par Pierre Lacour et l'importante collection de tableaux révèlent le goût pour la peinture.

7. A.D.Gir. 3 E 8564, f° 808, 23 juin 1698, Nre Lemoine.

8. Il l'avait faite bâtir au lieu et place d'une autre par luy acquise avec la portion en dépendant de la place ou ruelle qui est au midy de Mre Jacques de Montesquieu...

9. A.D.Gir. 3 E 8603, f° 902, 1702, Nre Lemoine

10. Fille de Sieur Dudley Calendriny, également bourgeois et banquier de Bordeaux, protestant originaire de Florence, demeurant rue du Parlement (A.D.Gir. 3 E 8457, f° 240, 1682, Nre Lemoine). Elle a abjuré en 1685, à la révocation de l'édit de Nantes (communiqué par Pierre Coudroy de Lille). Leur fils épouse la fille d'un bourgeois négociant des Chartrons originaire de Bruges, Delgaars : tout un petit monde de banquiers et négociants européens avant la lettre.



Fig. 14. - Escalier d'honneur de l'hôtel de Cazaux.

Ce sont là deux noms d'architectes dont la renommée n'est pas parvenue jusqu'à nous, ceux de Jean Dupeyrat et Louis Lecocq, sans doute actifs et auteurs au tournant du siècle de nombreuses constructions privées, que nous ne connaissons que par les difficultés rencontrées qui donnent lieu à procès ; ils sont sans doute les artisans de quelques uns de ces escaliers à cage ouverte dont les volées droites sont portées par un système d'arcs doubles que l'on rencontre à Bordeaux, accompagnés de rampes à contours de balustres de préférence.

En dehors de l'hôtel Pick et de l'hôtel de Cazeaux, ce sont :

- 137 rue Sainte-Catherine (l'hôtel de Lavie ?), qui s'ornait au départ de la rampe d'un vase très remarquable dessiné par Louis Blanc
- 13 rue du Cancera
- 12 rue du Parlement

Ce même architecte Jean Dupeyrat, époux de Catherine Chassaing, marie à peu près à la même époque sa fille Catherine avec un serrurier bordelais, Guillaume Carbonnel, actif de 1691 à 1724.

Par ailleurs, les textes concernant l'hôtel Pick nous apprennent que la façade sud de l'hôtel donnait sur une rue ou placette en vis à vis de la façade nord de la maison de M. Daste. Cette mention est intéressante, même si la maison a disparu, remplacée. En effet, en 1707, on aménage le quai dit de Coulomb, qui développe des promenades en bord de Garonne de part et d'autre de la porte Cailhau, peut-être en liaison avec un projet de place Royale. On borde ce quai à la manière des quais parisiens d'une balustrade de fer forgé, qui doit être justement *de même façon et ouvrage que la rampe de la galerie de la maison de Mme Daste, scituée dans la rue du Chapeau rouge.*



Fig. 15. et 16. - Garde-corps de l'escalier de la maison Baisle.

Aucun des deux ouvrages n'existe plus, mais le procès concernant les garde-corps du quai (retard, malfaçons, défauts de qualité du fer, moins large et moins épais, dit *vieux fer de rebut*, etc. sont au nombre des reproches) nous apprend que le serrurier est Jean Vallet, compagnon qui travaille à Saint-Seurin, c'est-à-dire en dehors du contrôle de la corporation, pour la « *Veuve parisienne* » !

D'une part il n'y a donc pas que Pierre Dumayne qui travaille le fer d'ornement à Bordeaux. Même si la qualité du travail de celui-ci nous pousse à lui attribuer ce qu'il y a de plus riche et remarquable, elle ne nous donne justement pas par un procès l'occasion de lui attribuer fermement quelque chose (c'est lui qui fait un procès à Viaut pour non respect d'une commande !).

D'autre part le quartier du Chapeau rouge connu à cette époque comme le plus noble de la ville est sans doute très demandeur de cet art nouveau qu'est la ferronnerie au service d'une architecture ouverte sur le monde. Ce que l'on voit bien encore avec l'hôtel Pick : on trouve en effet dans le dossier de la vente Pick/Séguineau en 1771 ¹¹ mention d'un *verbal d'alignement fait le 2 may 1714 au sujet du balcon qui a été mis au-devant de lad. maison.*

On peut deviner ce balcon sur les dessins représentant le cours du Chapeau rouge lors de la construction du Grand Théâtre, et il est mentionné dans l'acte de vente Chiapella en 1871 ¹² :

...Elle [la façade] est percée sur le cours du Chapeau rouge au 1^{er} étage de quatre fenêtres et trois portes ouvrant sur le balcon qui règne à cet étage.

Il s'agissait sans doute, en dehors du balcon de Mgr de Béthune, du tout premier balcon bordelais privé sur rue.

L'escalier de la maison Baisle.

C'est un autre architecte, Joseph Denis dit La Franchise, qui construit à neuf rue du Pont-de-la-Mousque, au revers du cours du Chapeau rouge, une maison pour Guillaume Baisle, contrôleur au bureau de la Comptabilité ¹³ en 1704.

Le devis est conservé, ainsi que le dessin de la façade, bien reconnaissable au numéro 24 de la rue. La rampe d'escalier est encore en place, bien que la maison ait connu récemment des jours difficiles dus à des problèmes de stabilité : escalier rampe sur rampe avec mur noyau, orné de balustres simples.

Il n'est pas sans intérêt de savoir que Joseph Denis est associé à Jacques Roumillac, l'architecte de Viaut, dans un devis de

11. A.D.Gir. 3 E 21 694, 5 juin 1771, Nre Rauzan,

12. A.D.Gir. Adj. U 1269.

13. Installée tout près de chez lui cours du Chapeau rouge à l'hôtel de Laubardemont et à l'hôtel Pick.



Fig. 17. - Verrou à platine de fer gravé, sans doute de Pierre Dumayne (1695)..

bâtisse pour le chirurgien Bernard Blandineau rue des Bahutiers en 1698¹⁴. Le devis prévoit une façade de deux travées avec boutique, les croisées encore garnies de croisillons de pierre, et un degré de pierre dans le fond de la cour supporté par des arceaux rampants du côté de la cour et *un chiffre* (échiffre ?) dans le milieu : escalier si fréquent à Bordeaux, qui pouvait avoir sa rampe de fer également.

Ces années 1695 – 1704 semblent consacrer le goût pour des balustres relativement simples. J'aurais tendance à dater des dix années antérieures 1680 – 1690 les dessins de rampes plus denses pour des hôtels aristocratiques, comme à l'ancien hôtel de Brivazac (autrefois imprimerie Delmas, détruit, à l'emplacement de Saint-Christoly) dont on a conservé la photographie ancienne de l'escalier d'honneur, ou à l'hôtel Lecomte de Latresne, 36 rue du Mirail (Lycée privé du Mirail), dont le départ de rampe porte un vase fleuri de tôle de fer martelée comparable au dessin de la grille d'entrée du chœur de Sainte-Croix.

Et il n'est pas indifférent de savoir que Pierre Dumayne a travaillé pour Lecomte de Latresne.

Quelques rappels en ce qui concerne le serrurier Pierre Dumayne

Il est sans doute né vers 1643, mais on ne sait où. Il semble déjà maître lors de son mariage en 1673 ; pourtant les bayles de la communauté exigent de lui en 1680 la somme de 35 livres, plus *l'achat d'une paire de burettes en argent pour servir au service divin* : cela semble bien indiquer qu'on lui fait payer le prix fort pour l'intégrer à la corporation locale, comme il est de règle pour les étrangers à Bordeaux, après qu'il ait travaillé pour Mgr de Béthune à l'archevêché.

Il épouse Françoise Bouchard, âgée de 23 ans, à l'église Saint-Pierre, le 23 juillet 1673 ; ils décèdent en 1723 à peu de temps de distance. Ils ont eu 13 enfants, dont 4 seulement survivent en 1720. Deux garçons, Nicolas et Jean deviennent également maîtres serruriers.

Il est bourgeois de la ville de Bordeaux, propriétaire d'une maison rue Bouhaut¹⁵, adossée au collège des Jésuites et d'une autre rue de la Merci.

Il semble avoir été assez aisé, puisque en 1713 - il a alors 70 ans - il peut prêter 600 livres à la communauté des maître-serruriers qui lui seront remboursés en 1715 et 1716.

L'ensemble de ferronnerie de la maison de Jean Viaut – garde-corps des galeries et de l'escalier, mais aussi remarquable petite serrurerie de fer gravé¹⁶, entrées de serrure, boutons de portes - est le seul conservé et documenté des ouvrages de Pierre Dumayne, remarquable serrurier bordelais à l'origine du développement du fer forgé à Bordeaux et fondateur d'une dynastie locale à laquelle on doit par exemple à la troisième génération les portes de la Bourse en 1773. Outre Jean Viaut et l'architecte Roumilhac, s'adressent à lui un architecte renommé comme Pierre Duplessy et l'archevêque Mgr de Béthune. Des personnalités importantes venues de l'extérieur de Bordeaux utilisent sa compétence pour moderniser l'architecture locale et lui adapter le goût nouveau pour le fer forgé. Un aristocrate local, parlementaire forcément au courant du goût parisien, M. Lecomte de La Tresne, le fait travailler également rue du Mirail en 1698 – il ne serait pas étonnant qu'il soit l'auteur de la fastueuse rampe.

Il a certainement été pour beaucoup dans l'adoption d'un fer forgé d'ornement riche à Bordeaux, qui détermine une spécificité locale : le goût bordelais pour la ferronnerie qui permet une modernisation et un enrichissement du décor à relativement peu de frais. La maison Viaut en est le témoin de référence¹⁷.

14. A.D.Gir. 3 E 8565, F°899, Nre Lemoine.

15. Rue Sainte-Catherine, entre La Victoire et le cours Victor-Hugo.

16. On peut voir encore une platine gravée à une porte de la rue Sainte-Colombe voisine.

17. Que les aimables propriétaires actuels de la maison Viaut, MM. Villain et Vitra, qui nous ont si généreusement accueillis et encouragés, trouvent ici l'expression de notre gratitude.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 183-187

Le cadre de vie de Jean (de) Viaut

par Marie-France Lacoue-Labarthe

L'inventaire de la maison de la rue de la Rousselle en 1732 donne l'état de l'occupation de la maison et du mobilier de Jean Viaut, ou plutôt Jean de Viaut, qui vient de mourir à l'âge de 82 ans¹.

Il faut bien penser qu'il s'est marié près de soixante ans plus tôt et que s'il a sans doute en partie au moins meublé à neuf sa nouvelle maison lors de son installation en 1695, l'ensemble a plus de trente ans et donne comme souvent une image un peu passéiste.

Avant l'achat d'une charge de secrétaire du Roi, puis d'audiencier en la Chancellerie près le Parlement, Viaut a été cordier et /ou puis/ armateur, d'abord vers Terre-Neuve pour la pêche à la morue, puis vers la Martinique pour le commerce colonial ; il a également été jurat et fabricant de Saint-Michel. Mais Viaut n'a plus d'activité et c'est sans doute la raison pour laquelle tout le profond rez-de-chaussée à affectation de magasin, où s'accumulaient autrefois cordages et morues séchées, est pratiquement vide² ; et il ne semble même pas qu'il soit loué, il n'est fait aucun état de biens ne lui appartenant pas.

L'occupation des lieux et l'ameublement reflètent bien les deux facettes de son activité : nous sommes dans une grande maison bourgeoise, avec magasin au rez-de-chaussée et comptoir au dernier étage ; mais avec aussi un appartement

de société comme se doit d'avoir un parlementaire, auquel on accède par le bel escalier garni des rampes « à la mode » de Pierre Dumayne, le meilleur serrurier bordelais. Au premier étage le salon, au second l'appartement de Madame de Viaut. Les appartements privés du fond sont desservis par un escalier à vis traditionnel hérité de la fin du Moyen-Age. Jean de Viaut pouvait utiliser pour ses déplacements un véhicule adéquat, un carrosse, devenu vieux lui aussi.

Remarque générale : toutes les pièces sont munies d'une cheminée, ce qui dénote tout à la fois un souci de confort et d'ornementation des pièces en leur prêtant de l'importance. Toutes sont garnies, feux, pincettes, plaques et la tablette supporte généralement des vases ou objets décoratifs. Il y a également abondance de tapisseries, éléments de confort qui se rattachent également au décor noble, plus ou moins luxueuses selon leur affectation, salon ou chambre.

1. A.D.Gir., 2 E 2790, 14 avril 1733.

2. On peut noter la présence d'un fléau avec ses chaînes et ses soucoupes pour la pesée, et trois vieux garde-fou en bois de la galerie de la maison du Chay-des-Farines, autre propriété de Viaut.

A l'étage noble

Le bâtiment côté rue reconstruit par l'architecte Roumilhac, à trois travées de fenêtres, abrite l'appartement de société auquel on accède par une antichambre (1b)³ : la table d'omble (jeu de cartes) indique que celle-ci a pu faire office de salle de jeu. Elle est presque vide : au mur 18 petits tableaux dits *fort communs*, et trois petites pièces de Bergame, sorte de tapisserie tissée commune, six feuilles de paravent pour protéger des courants d'air, 3 vases de terre du Portugal (faïences dans le style des azuleiros ?) sur la cheminée et quatre chaises garnies d'un vieux damas rayé assorti à celui du lit de camp.

Le salon (1a) donnant sur la rue est la pièce dont le décor est le plus soigné. C'est l'une des seules pièces sans lit, un autre meuble – le canapé⁴ – a remplacé le lit de parade que l'on trouve encore chez M. de Lombard (mais M. de Lombard est mort en 1708, au tout début du siècle⁵).

Les trois fenêtres sont garnies de rideaux de toile peinte.

Au mur, quatre pièces de tapisserie fine représentant « l'histoire de Salomon », allusion à la sagesse de jugement dont Viaut doit faire preuve dans ses fonctions de conseiller audientier au Parlement et de jurat.

Pour la sociabilité, rangés tout autour de la pièce, outre le sofa, huit fauteuils, huit chaises et six tabourets ; la garniture est de pane de soie dont on ne nous dit pas la couleur, mais qui est sans doute rouge, couleur de l'apparat ; on peut envisager un style en os de mouton, certains curieux canapés de ce style sont encore aujourd'hui conservés dans un château en Dordogne. La même pane de soie est utilisée pour une portière, suspendue à l'entrée à la fois pour éviter les courants d'air et pour l'effet de draperie.

Au centre de la pièce deux tables de milieu, les plateaux peints en façon de marbre sur un piétement de bois laqué (dit *verny de Hollande*). Deux guéridons assortis encadrent sans doute l'un des deux miroirs à cadre doré, chacun de 3 pieds de haut⁶ ; le second doit surmonter la cheminée, encadré de deux petits bras de lumière.

Sur la tablette neuf vases de faïence un peu dorés : Delft ou Bordeaux ?

Un cadre peint en peinture commune sert d'écran de fermeture du foyer.

En pénétrant plus avant dans la maison dans le second corps de bâtiment après l'escalier, la distribution se complique et la circulation est moins évidente ; on trouve

- une chambre (1c) - ce fut vraisemblablement la chambre du fils aîné Guillaume⁷ - avec un lit à la duchesse (à baldaquin ouvert porté par seulement deux piliers à l'arrière, nouveauté du temps de Louis XIV), garni d'une serge grise bordée de ruban blanc, le dedans garni de taffetas jaune piqué assorti au reste de la garniture.

Deux pièces de tapisserie fine sur le thème de « Salomon » déjà rencontré dans le salon l'encadrent, il y a également deux autres tapisseries, une verdure d'Aubusson et une pièce dite vieille à grands personnages.

Quatre fauteuils, trois chaises et deux tabourets couverts d'une garniture à gros points le long du mur ; une petite table de noyer, et neuf pièces de faïence elles aussi un peu dorées qui garnissent la tablette de la cheminée.

- dans une petite chambre donnant sur la galerie garnie de la balustrade de Dumayne (1e) - qui doit faire office d'antichambre, car elle n'a pas de lit, et donc peut-être aussi de pièce à prendre des repas - : six chaises et un fauteuil cannés (c'est alors assez nouveau), une table et un petit cabaret (son plateau ?) de noyer, un guéridon ; un sofa couvert de toile ; deux petits rideaux de toile peinte destinés aux petites fenêtres donnant sur la galerie ; les huit petites consoles de bois doré fixées au mur sont à rapprocher de celles de M. de Lombard, chez qui elles supportent des porcelaines à la manière des gravures de Daniel Marot.

Ce qui voudrait dire, puisqu'on ne les mentionne pas, que les porcelaines ont déjà été déménagées et donc que notre inventaire est partiel, à moins qu'il ne s'agisse des faïences un peu dorées de la pièce précédente...

- dans la chambre de derrière, une vaste pièce au bout de l'édifice et donnant sur la terrasse, à l'abri du bruit du monde, la chambre, dit son fils, où couchait mon père (1f) ; le mobilier est fatigué.

La pièce est entièrement tendue de quatre pièces de verdure très usées⁸ ; le lit de serge usée est garni en dedans de taffetas jaune piqué, le reste de la garniture d'indienne. Pour sièges, un sofa couvert de toile, un fauteuil et trois chaises cannées, deux fauteuils de paille. Un petit cabinet et un commode – ou chaise percée – de noyer ; une caisse de fer ou coffre fort.

3. Voir plan p. 185.

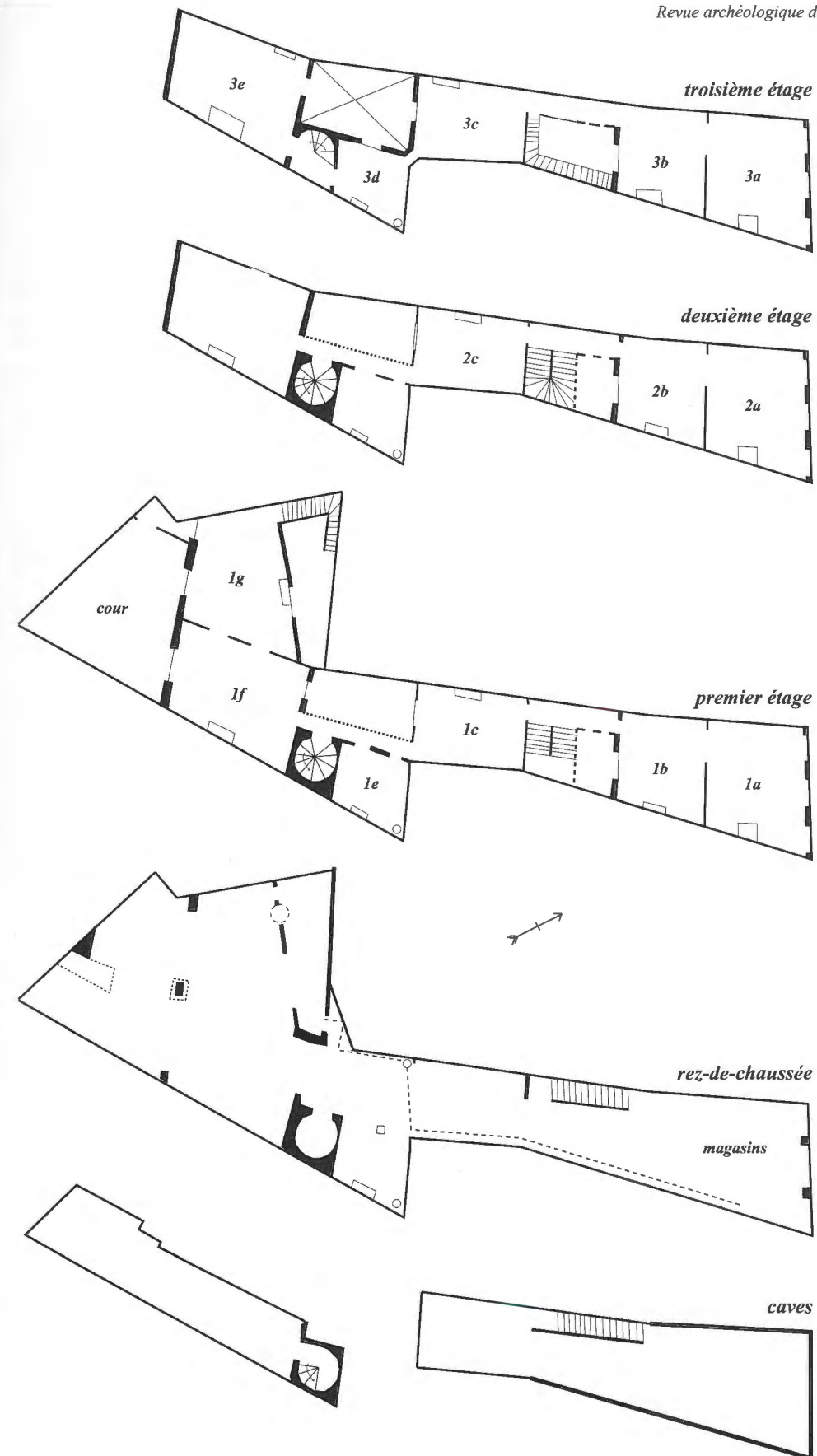
4. Meuble nouveau qui apparaît à la cour à la fin du XVIIe.

5. Le peintre Benthuis est chargé de faire chez Jean Viaut des peintures identiques à celles qu'il a exécutées pour M. de Lombard ; on peut comparer les deux hommes, tous deux venus des Chartrons, tous deux titulaires d'un office, à la Corderie pour Viaut, à la Marine pour Lombard, tous deux acheteurs de leur charge anoblissante et de leur maison noble, Le Grain à Ambarès pour l'un et le château du Bouilh pour l'autre ; voir M.F. Lacoue-Labarthe, *Meubles bordelais, meubles de port, L'exemple du quartier des Chartrons au XVIIIe siècle*, Bordeaux, Société Archéologique, 1992.

6. Environ un mètre.

7. Qui a partagé les activités de négoce de son père au début du siècle : Viaut père et fils arment pour Terre-Neuve.

8. Elles devaient être clouées sur plinthe de sol et de plafond, il reste encore aujourd'hui des centaines de clous et des restes de tissus.



r u e d e l a R o u s s e l l e

Pour le décor, un miroir de deux pieds et demi de haut à cadre doré, six petits vase de faïence pour la cheminée et deux petits tableaux très communs.

- la pièce voisine (1g) communique avec la terrasse ou plate-forme et sert d'antichambre ou de garde-robe : au mur quatre tapisseries de Bergame ; huit chaises recouvertes en cuir de Russie (*vache de roussi*), un grand cabinet de noyer, une mauvaise pendule et six vases de faïence.

Au second étage

On trouve (en 2a), au dessus du salon, donnant par trois fenêtres sur la rue animée et bruyante, ce qui a sans doute été la chambre de Madame de Viaut, née Anne Couleau, fille d'un maître cordier de Sainte-Croix ; c'est assez bourgeoisement meublé, tout est très vieux et très usé. Il ne faut pas oublier qu'ils se sont mariés en 1670, soit soixante ans plus tôt.

Les murs sont tendus de quatre pièces de tapisserie de basse lice à grands personnages, sur lesquels sont accrochés un crucifix avec son cadre ovale en bois doré et un tableau également dans son cadre de bois doré ; il y a un paravent en huit feuilles en peinture commune.

Un miroir de trois pieds de haut avec son cadre de glace dans le goût vénitien surmonte la tablette de la cheminée, où sont posés douze vases de faïence.

Le lit est en housse de *calimande*⁹, façon remontant à Louis XIII, il est garni de damas jaune, et à l'intérieur de taffetas piqué et de damas jaunes.

Pour le rangement, un grand cabinet de noyer à colonne d'ébène, sans doute à portes à coussins dans le goût hollandais pratiqué alors à Bordeaux et dont on rencontre encore quelques exemplaires chez les antiquaires.

Pour s'asseoir, trois fauteuils et une chaise garnis à l'aiguille à gros points, une chaise et deux fauteuils paillés dits « de bonne femme » ; un *commode* ou chaise percée de cerisier.

Au centre une table de noyer à plateau de marqueterie, et un guéridon.

Passé l'escalier, en (2c) une *petite table ronde de sapin avec son pied pour manger* et une mauvaise table longue de sapin indique sans doute « la pièce à manger » de Mme de Viaut ; on y installe quatre chaises couvertes de cuir de Russie (*vache de roussi*) et trois autres de moquette usée. Deux autres chambres étaient sans doute destinées aux enfants.

Les Viaut en avaient quatre encore vivants en 1732 :

Guillaume, Trésorier général de France, marié en 1696 à Pétronille de Sabatier, décédé en 1745 ; c'est lui qui suit l'inventaire.

Catherine, mariée en 1697 à Michel de Montaigne, descendant de l'écrivain, dont la maison est voisine.

Pierre, écuyer, conseiller au parlement en 1713.

Enfin Angélique, religieuse au couvent de Notre-Dame.

Au troisième étage

Le mobilier indique la fonction commerciale de la grande salle à trois fenêtres sur la rue (3a) : un *comptoir* de noyer, une table longue et une autre carrée de sapin. A côté (3b), la chambre où couche la femme de chambre, puis le *Pavillon* qui existait à l'époque de Viaut et dont les murs ont conservé la trace, sans doute une sorte de « mirande » pour prendre l'air ou éventuellement voir au-dessus des toits la rivière ; et de l'autre côté la chambre du milieu (3c) sert de cabinet à écrire : il y a là des papiers, hélas dits *inutiles*, une grande table carrée de noyer avec quatre pupitres de sapin couverts d'un mauvais drap vert pour les commis ; puis la chambre des laquais (3d) et une chambre sur le derrière, où sont encore quatre coffres bahuts¹⁰ de noyer et un autre couvert de peau clouée de clous de laiton.

Au rez-de-chaussée

Outre le magasin, on trouve une chambre de derrière dans la petite cour de la cuisine où est le puits, où couchent les servantes (Ra), une autre chambre sous la galerie où couchent les laquais (Rc), et la cuisine qui n'est pas loin et doit être (peut-être à mi étage ?) du côté de la chambre des servantes.

A la cave il reste cinq barriques de vin de 1731, de l'année précédant le décès, le vin ne se conserve pas bien encore à cette date.

L'argenterie

Il n'y a pas de prise de l'argenterie par un orfèvre comme il est d'usage, c'est la liste établie par Viaut lui-même qui est reprise, où il l'évalue à 2 500 livres le 30 juillet 1729 ; on y trouve l'essentiel de ce qu'il convient de faire figurer à la table d'un nouveau parlementaire pour respecter le *decorum*¹¹ :

8 chandeliers d'argent,

3 bassins, 1 rond et 2 ovales et 2 eguières,

2 souscoupes, ou plateaux pour présenter les verres,

2 saladies (saladier),

1 chocolatière,

1 saucie (saucière) en auvalle (ovale),

1 porte-huilier avec deux petits couverts (couvercles) pour les carafes,

1 tasse à boire (un taste-vin ?)

2 salières rondes,

9. Ou *calamande*, *calamandre*, *callemandre* : sorte d'étoffe de laine fort lustrée, souvent noire.

10. A couvercle bombé.

11. Voir M.F. Lacoue-Labarthe, *Heurtors de Bordeaux*, Pau, Princi Neguer, 2000, p.120.

1 boîte à poivre et à sel,

1 grand culier pour la soupe (louche ronde),

2 plus petits cuillers à ragout (de service, ovale),

12 culiers (cuillers),

12 fourchettes,

12 couteaux à manche d'argent,

6 petits culier (cuillers) à café,

1 vinegrette d'argent (un flacon à l'ancienne).

L'écuelle avec son couvert (couvercle) et la paire de mouchettes avec le porte mouchettes sont plutôt pour le service de la chambre, sans doute celle de madame Viaut.

Enfin il y a là également 1 bourse contenant 119 jetons d'argent.

Le linge de table et de cuisine est également inventorié, abondant comme il se doit mais sans luxe particulier.

Les papiers récapitulent l'ascension sociale, les alliances, la fortune immobilière patiemment acquise, source de revenus locatifs abondants¹², les créances, les bonnes et celles plus ou moins douteuses.

Le fils qui rend compte établit également scrupuleusement le bilan de son activité depuis la mort de son père : frais engagés et recettes.

On y suit l'activité de l'armateur vers la Martinique en 1731 et 1732, les mouvements du bateau de la société qui a abandonné son vieux nom (le Saint-Antoine) pour adopter celui de Jean Baptiste, le fils et associé de Jean de Viaut. La campagne de 1731 semble avoir rapporté 10000 livres.

Il est question du *radoub*, *armement et avitaillement du navire ci-devant nommé*, de la cargaison, de l'assurance à 7 % d'une valeur de 39 500.

Tout confirme le double statut – bourgeois et noble de fraîche date – de la famille ; le maintien d'une activité marchande est aussi la garantie de pouvoir continuer à tenir son nouveau rang, les familles qui ont oublié cette sage précaution, comme la famille Couturier (de Versan) en ont fait l'amère expérience¹³.

12. Guillaume, contrat de mariage du 12 septembre 1696, Nre Fondeville ; 50 000 livres de dot ; Catherine, contrat de mariage avec Michel de Montaigne du 14 août 1697, Nre Fondeville, 40 000 livres de dot ; La maison noble du Grain avec ses dépendances, Bourdieu de Lamothe, vignes de l'Artigue, métairie, pour 80000 livres, contrat du 30 août 1705, Nre Fondeville ; Charge de secrétaire du Roi, Charge de conseiller au Parlement ; Maison rue de La Rousselle, acompte d'achat 9 000 livres, depuis bâtie, suivant le contrat du 25 juin 1689, retenu par Nre Loste ; 3 maisons atenant l'un de l'autre, ont cousté d'achapt, rue de la Devise et Fort de Lesparre, suivant le contrat, 12 000 livres, 13 août 1690, Nre Loste. La maison rue du Chay des Farines a coûté 6 000 livres suivant le contrat d'achat, 13 août 1703, Nre Dufau La maison rue du Hâ a coûté d'achapt 4 500 livres suivant le contrat du 1^{er} avril 1691, Nre Loste ; La maison rue des Portanets a coûté d'achat 3 600 livres, suivant le contrat du 7 août 1690, Nre Loste ; La maison à la place du Palais a coûté 6 000 livres suivant le contrat d'achapt du 12 octobre 1690, Nre Loste La petite maison rue des Bouviers qui vient de ma mère de la valeur de 2 000 livres.

13. Cf. M.F.Lacoue-Labarthe, *L'Art du der forgé*, p. 179



La maison de campagne et maison noble de Jean de Viaut : Le Grain, paroisse d'Ambarès

par Marie-France Lacoue-Labarthe

Le 29 août 1705¹, Jean de Viaut achète un ensemble de propriétés sises paroisse d'Ambarès, à Monferrand. Les vendeurs sont Paul de Labeylie, écuyer, prieur de Saint-Hilaire de Saint-Maixent, Seigneur de la maison noble du Grain, habitant de Bordeaux, par. St-Maixent, comme héritier de son frère Pierre, et Dame Jeanne de Plassan, veuve de Pierre de Labeylie, sa belle-soeur. Les biens acquis sont :

- la maison noble du Grain², consistant en maison, cour, granges, parc, ormaie, fournière, jardin, verger, bois de haute fûtée avec deux allées de charmes...,
- les bourdieux de Machin, sur la rivière, La Mothe et Le Chapeley.

Le prix est fixé à 80 000 livres, qui sont payées en plusieurs fois.

Pour la prise de possession, Viaut et le notaire se sont embarqués sur la rivière : il n'y a alors pas de route carrossable, rien que des chemins, comme dans le Médoc.

La maison de Grain est alors dite en très mauvais état : portes rompues, vitres et contrevents cassés ; les deux *degrés* pour entrer dans la maison ont besoin d'être refaits ; partie des murailles ont fait chute ; il est question de manière imagée de la muraille de la grange *faisant ventre*...

En 1732 l'inventaire mentionne que Viaut a entre temps fait des *augmentations* à son bien³ : la bâtisse de la chapelle, la *boisure* du vestibule, les portes en *plaquart*. Le nouvel inven-

taire des biens d'Ambarès par Jeanne de la Colonie après la mort de son époux en 1750 montre peu de changement, le plus important étant la transformation d'une chambre en cabinet bibliothèque.

Le corps de logis semble orienté nord-sud, avec une exposition est-ouest. Il comprend un vestibule central (au dessus duquel se trouvent deux petites chambres mansardées pour les valets), trois chambres au sud, trois au nord disposées symétriquement : distribution bien connue de la *chartreuse*. Toutes les chambres sauf une disposent de leur cheminée garnie. Les bâtiments de service en suivant comportent cuisine, dépense, boulangerie (ne serait-ce pas plutôt buanderie ?), le grenier, les chambres du jardinier et des bergers.

Il y a une table à manger dans le vestibule, un *sofa* et dix sept chaises couvertes de cuir noir, un tableau sur le manteau de la cheminée : on reçoit à Grain.

1. Notaire Fondeville, A.D. Gir. 3 E 6087

2. Le Grain semble incontestablement maison noble, relevant du domaine du Roi et comme telle redevable d'impôts. En 1756, l'aveu fut rendu par Joseph Sarran de la Chapelle qui avait épousé Thérèse Pétronille Viaut.

3. Les deux inventaires de 1732 et 1750 sont dans le dossier de famille, A.D.Gir. 2 E 2790.



L'actuelle maison de Grain.

Le mobilier des chambres paraît ancien et souvent usé. Les cinq pièces de tapisserie de basse lice représentant « l'histoire d'Alexandre » de la première chambre au sud sont mangées et très endommagées par les rats...Celles de la chambre voisine sont d'ordinaires pièces de Bergame à motif d'ondes. La plupart seront remplacées dans l'inventaire de 1750 par des Bergame neuves. Les lits sont garnis d'étoffes passées, rase grise et taffetas jaune ou indienne, taffetas cerise, drap violet, serge verte. La vaisselle est souvent très dégradée.

Il y a enfin une chapelle, avec un tableau représentant *Saint Jean*, le saint patron de Viat, dans son cadre de bois noir; un autre représentant *la Flagellation*, deux petits tableaux représentant des vases fleuris; et quatre vases de faïence avec des bouquets artificiels. Pour le service, un livre missel, un crucifix, un calice et sa patène d'argent dans un étui, deux burettes d'étain.

Dans la cour, il y a des volailles (15 oisons, 15 chapons, 30 poules, 27 canard, 19 d'indes !) et deux cochons; on mentionne également 19 bovins, dont deux taureaux et sept chevaux, juments et poulains. On mentionne également la métairie à *Cujot*, qui doit dépendre de Grain, où il y a deux paires de bœufs, cinq vaches, 62 brebis.

Le Grain est maison noble et également bien de rapport, suivant le statut ambivalent de la famille, observé raisonnablement : de la nourriture, du bois et aussi du vin !

Au Bourdieu de Machin, donnant sur la rivière, qui a été rénové, il y a trois chambres hautes, une salle basse, une cuisine, et un cuvier neuf avec ses dix cuves, pressoir, fouloir. Au Bourdieu de Lamothe, Viat a fait construire la chambre du valet, le chai et le cuvier, où sont 13 cuves, deux pressoirs, deux fouloirs.



La récolte est conservée dans les caves de la rue de la Rousselle : 120 tonneaux au total mentionnés pour l'année 1732, apparemment 110 pour l'année 1731. Ce doit être un vin de palus, un peu lourd, assez stable pour pouvoir être embarqué sur les navires (c'est celui que les Hollandais achètent pour les navires de la compagnie des Indes).

L'identification des bâtiments actuels conservés sous le nom de Grain, chemin du Roi à Ambarès, à la maison noble n'est pas évidente.

La maison est exposée nord-sud et non est-ouest comme il apparaîtrait de l'inventaire

C'est néanmoins une construction ancienne, les baies sont à linteau cintré, les murs épais en moellon et chaînages de pierre. Les ouvertures sont d'un seul côté, au sud; une seule porte murée au nord. Seraient-ce d'anciens bâtiments de service ?

Entre eux et le « cuvier » XIXe, une tour a été élevée également au XIXe pour faire un belvédère; le mur est du bâtiment ancien existe, appuyé à celui de la tour qui s'inscrit en quelque sorte dans un creux. A l'Est un bâtiment de belle pierre de taille a été élevé au XIXe, une même corniche de pierre moulurée ceint à même hauteur cuvier et logis, sans doute pour donner de l'unité.

Le carrelage ancien est nature et blanc, sans doute XIXe.

Plus au sud un pavillon carré isolé, dont la belle charpente vient d'être rehaussée de 50 cm environ pour transformer le galetas en étage; sous le toit à l'Est des œils-de-bœuf ovales. Au rez-de-chaussée il y a une grande cheminée de pierre sobre, à tablette haute de style fin XVIIIe.

Il est tentant de penser que ce pavillon est tout ce qui reste de l'ancienne maison de maître, le reste ayant été démoli sans doute pour cause de vétusté.



Pierre gravée retrouvée dans le sol du domaine de Grain.

A la place, on a dans les années 1900 fait faire un curieux travail de rocaille par un artisan de Floirac, dénommé Lurachi : un puits artésien⁴ donne l'eau qui s'échappe d'un arbre de rocaille, pour s'épandre dans un bassin enjambé par un petit pont, tout à fait dans le goût des grottes de Majolan; il y a également un très curieux pigeonnier en style « Tonkin », le toit en chapeau pointu comme tressé de paille : l'ensemble est très kitsch...

La pierre de clef gravée

Une pierre de clef, cintrée, a été trouvée enterrée du côté des bâtiments de service : elle porte une inscription gravée⁵ :

IHS M~	Labeilie
1675	Plassan

Cette pierre est le témoin ancien d'une bien curieuse histoire de la paroisse d'Ambarès⁶.

Labeylie et Plassan sont les noms des vendeurs de Grain à Jean Viat, les propriétaires également bordelais du domaine en 1675. Meller nous confirme que la famille de Labeylie, seigneurs de Taris, La Beylie, La Grave (à Ambarès) – ancienne famille noble connue dès le XIVe siècle, s'est alliée à la famille de Plassan en 1666.

Où il est question de la contre-réforme et du partage de la dîme.

En 1662, François Bertrand Dejean, d'une famille bourgeoise bordelaise bien connue⁷, est nommé curé ou vicaire perpétuel de Saint-Pierre d'Ambarès. C'est un homme qui a besoin de beaucoup d'argent, aimant le luxe, la soie et menant grand train, roulant carrosse, etc. Prolongeant des façons de faire nées d'une incurie installée depuis longtemps, dont il profite, il perçoit donc les dîmes, même celle des 4/5 dues à l'archevêché de Bordeaux.

4. Un remerciement aux aimables propriétaires, M. et Mme Rouin, qui nous ont accueillis et nous ont communiqué leurs documents; le puits a été creusé par l'entreprise Bellamy; d'après une étude scientifique, l'eau qui est à 20° met 35 ans pour venir du Massif central, et trois ans pour aboutir au Pyla.

5. Elle est reproduite par P. Bardou dans son ouvrage « *Ambarès et Lagrave* », Editions de la Presqu'île, Bordeaux, 1993, p. 32.

6. Voir J.P. Grasset, P. Jean, J.L. Pastureau, *le Pays de Montferand des origines à la Révolution*, Documents girondins, Bordeaux, C.R.D.P., 1988; pp. 229-130, 139, 147. A.D.Gir. C 47 60, C 45 79, 4845, 4749.

7. Son propre frère prendra sa succession.

L'archevêque Mgr de Béthune, grand artisan de la Contre-réforme à Bordeaux, ne voit pas les choses de cet œil ; d'où un conflit, réglé en 1665 par de Myrat, de Mosnier, et Thibaut, conseillers au Parlement : contre une redevance de 650 livres payable en deux fois, le curé pourra garder la totalité de la dîme. Tout n'est pas réglé pour autant : le conflit se prolonge encore dix ans.

« Pour réparer les maux causés par de tels exemples (la conduite scandaleuse du curé), et raviver la foi dans le cœur des paroissiens d'Ambarès », Mgr de Béthune veut organiser une mission : quatre prêtres de la Société des prêtres de la Mission qu'il a créée (Pierre Bassat, Arnaud Dufau, Jean Ducourneau et Philippe Leyniac) partent donc évangéliser Ambarès le 16 novembre 1674. Le curé ne veut pas de la Mission et veut lui interdire de prêcher, lui laissant le catéchisme et se réservant l'exclusivité du prêche...

Il y a comparution devant l'archevêque, et Dejean fait amende honorable. Mais en secret il fait un appel au Parlement, celui-ci produit un arrêt interdisant aux missionnaires de prêcher à Ambarès ! Arrêt gardé sous le coude par Dejean qui le produit lors de la mission suivante à partir du 25 août 1675 !

Il faudra que Mgr de Béthune fasse appel à la justice du Roi, appuyée par l'Assemblée du Clergé, pour casser l'arrêt du parlement de Bordeaux : arrêt royal du 25 septembre 1675 !

Mgr de Béthune organise alors une troisième mission d'évangélisation : le 5 novembre 1675, pour un mois. Cette fois Dejean dut l'accepter.

Et la pierre de clef comportant les noms des familles propriétaires de Grain, la date de la mission 1675 et le M~ de « mission » est un témoin de cette histoire : il est possible que la famille de Labeylie dont un membre est prieur d'un couvent bordelais ait reçu la mission à Grain et fait graver dans la pierre cette preuve de fidélité à l'Eglise.

A moins que lors de la visite de la chapelle par la mission, celle-ci ait fait apposer la marque de son passage, attestant de la conformité de la chapelle aux recommandations de l'archevêque, très précises et très contraignantes, comme le montre un article de Ph. Loupès consacré aux chapelles domestiques en Bordelais⁸.

8. Ph. Loupès, « Villégiature et dévotion privée : les chapelles domestiques en Bordelais au XVIIIe siècle », in *Homo religiosus*, autour de Jean Delumeau, Paris, Fayard, 1997, pp. 108-115.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 193-201

Du comptoir au Palais : l'ascension d'une famille marchande au début du XVIIIe siècle, les Viaut

par Caroline Le Mao *

« Le négociant lui-même se mariait... Il avait peu d'enfants. Dès que sa fortune arrivait au million (somme considérable alors) il songeait à acheter une savonnette à vilain... Après quoi le négociant dédaignait le commerce, bâtissait une belle maison dans la rue du Chapeau-Rouge et aux Chartrons et vivait dans les honneurs et dans la gloire le reste de sa carrière... Le négociant trésorier de France tâchait de placer son fils dans le Parlement. Peu de fils de riches négociants continuaient le commerce. Les deux heures de présence au comptoir ou à la Bourse lui semblaient un assujettissement horrible. Il se livrait tout entier au caractère du viveur, inhérent au pays, et qui dure encore¹... »

C'est à l'occasion d'un séjour dans le Midi de la France, dans les années 1830, que Stendhal consigne, dans son carnet, ses impressions sur la vie bordelaise. Le portrait-type du négociant qu'il dresse alors emprunte beaucoup à la figure marquante du commerce bordelais² que fut, dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle, François Bonnaffé, mais le schéma était applicable à bien des membres de la communauté marchande. Il en va ainsi de la famille Viaut, que l'on connaît aujourd'hui surtout pour leur maison de la rue de La Rousselle, acquise et transformée par Jean Viaut. Ce marchand, devenu secrétaire du Roi, réussit grâce à sa fortune à se faire un nom au sein de la société bordelaise, et à placer son fils, puis son petit-fils au sein du Parlement.

Mais il convient d'avouer qu'au-delà de ces renseignements sommaires, on ne sait que peu de choses de la présence des Viaut au sein du Parlement. Benoît Pierre, le premier du nom à intégrer la cour, n'apparaît dans aucune des sources classiques ; on ne trouve trace de son entrée en charge ni à l'enregistrement des lettres de provision³, ni lors de l'enregistrement du droit de marc d'or⁴ au bureau des finances et, comble de malchance, les registres secrets du Parlement⁵ sont silencieux les six premiers mois de l'année 1713. Même le très bavard M. de Savignac⁶ ne

* Centre Aquitain d'Histoire Moderne et Contemporaine. Université Michel de Montaigne Bordeaux III.

1. Louis Desgraves, *Voyageurs à Bordeaux du XVIIe siècle à 1914, suivi d'extraits du Voyage dans le Midi* de Stendhal, Bordeaux, 1991, p. 154-156. Le passage cité porte la date du dimanche 1er avril 1838.

2. Sur les marchands bordelais au XVIIIe siècle, voir Paul Butel, *Les négociants bordelais, l'Europe et les Iles au XVIIIe siècle*, Paris, 1974 et le très riche mémoire de Christian Duturc, *Les négociants bordelais à la fin du règne de Louis XIV, 1697-1714*, TER dactyl., Université de Bordeaux III, 1992.

3. A.D.Gir. registres de la série 1B : enregistrement des lettres de provision.

4. A.D.Gir. série C, registres du Bureau des Finances, enregistrement du droit

5. A.M.Bx. collection des registres secrets du Parlement de Bordeaux, copie Verthamont.

6. A.D.Gir. 8 J 46 à 49, *Mémorial général du conseiller au Parlement Labat de Savignac*.

fait pas mention de l'arrivée de son collègue. On en viendrait à douter de l'existence du personnage s'il n'apparaissait dans les lettres de provisions de son neveu et successeur Guillaume Jean-Baptiste Viaut⁷, qui prend ses fonctions en 1727.

Dès lors, le parcours suscite des interrogations car de fait, ces familles météorites existaient au sein du Parlement, le parcours des Viaut n'étant pas une trajectoire isolée. Pourquoi, au début d'un siècle de prospérité, au début d'un siècle qui promettait beaucoup au négoce bordelais, une famille décide-t-elle d'abandonner le commerce florissant au profit d'une carrière dans les offices ? Pourquoi quittait-on alors le comptoir du marchand au profit du Palais du magistrat : hasard d'un parcours familial atypique ou, au contraire, stratégie et modèle d'ascension volontaire ? Envisager le destin particulier de la famille Viaut nous amènera à considérer dans un premier temps les modalités pratiques de l'accession à la cour parlementaire et les motifs qui ont poussé à adopter ce choix. Mais être membre de droit de la cour ne suffit pas à en être un membre de fait ; dès lors, en ce siècle de Louis XIV où les Georges Dandin étaient si durement traités, la famille a-t-elle réussi à se faire accepter dans le milieu parlementaire ?

Accéder au Parlement

Acheter une charge et la conserver.

Pour les aspirants parlementaires qui n'avaient pas la chance d'hériter d'une charge, le seul mode d'accès était l'acquisition. Malgré le manque cruel de sources concernant Benoît Pierre Viaut, on a pu retrouver le contrat de cession de l'office⁸ de conseiller. Le 5 décembre 1712, Jean Viaut, accompagné de son fils Benoît Pierre, retrouve chez le notaire messire Léon Lancelot de Lalanne, président à mortier au Parlement de Bordeaux, qui appartient à l'une des grandes dynasties qui dominent le Parlement, comme le soulignent ses lettres de provisions⁹. Ayant fait acquisition de l'office en 1706, il désire cependant s'en défaire car il a succédé à son père dans la charge de président à mortier, qu'il occupe depuis 1707, alors qu'il n'était âgé à l'époque que de 35 ans¹⁰. Ce n'est donc qu'au bout de cinq ans qu'il trouve acquéreur en la personne de Jean Viaut, qui fait l'achat pour son fils Benoît Pierre, alors avocat au Parlement. La transaction est conclue pour une somme de 21000 livres, 15000 à payer sous trois ans avec l'intérêt au denier vingt, soit 5 %, les 6000 autres devant être versées au jour le jour. Benoît Pierre se fait sans doute recevoir dans les six premiers mois de l'année 1713 et conserve ensuite sa charge jusqu'en 1726. A cette date, resté célibataire, il cède l'office à son neveu Guillaume Jean-Baptiste, fils du trésorier de France Guillaume de Viaut. Il se retire ensuite semble-t-il à Paris, où il rédige son testament¹¹ le 17 mai 1738 chez Me Le Prévôt, notaire.

A l'âge de 28 ans, Guillaume Jean-Baptiste reprend donc la charge de son oncle et subit les examens nécessaires. Après avoir exposé le cas de la loi « *Nem qui testam facere possuat* », il répond aux questions sur celle-ci et sur le fait de la pratique, prête serment et est installé à la première chambre des Enquêtes¹². L'examen ne semble pas avoir posé, selon les registres secrets, le moindre problème, bien que le conseiller de Raoul, dans son manuscrit¹³, critique vertement le latin approximatif de l'impétrant. Cependant, l'examen n'est que pure formalité et comme le souligne Emmanuel de Rusquec¹⁴ dans son étude sur le Parlement de Rennes, ces discours ressemblent « davantage aux caricatures de Molière qu'à ceux de Tacite ». Néanmoins, le jeune homme exerce sa fonction avec application jusqu'à sa mort, en 1750.

Voici retrace le parcours d'une famille au sein de la cour parlementaire. Au regard des deux siècles de présence de la famille Lalanne, ou des huit conseillers que la famille Duval pouvait présenter, cet itinéraire faisait pâle figure, mais qu'en était-il si l'on considère l'ensemble du Parlement ? Le cursus des Viaut constituait-il une trajectoire classique ?

7. A.D.Gir. 1B 43, f° 50v, entrée en charge de Guillaume Jean Baptiste Viaut le 20/10/1726.

8. A.D.Gir. 3 E 6089, 05/12/1712, acte d'achat de l'office de conseiller au Parlement. Nous exprimons à Mme Hélène Puginier nos plus vifs remerciements pour nous avoir signalé l'existence de ce document.

9. A.D.Gir. C 3856, f° 377b, lettres de provisions de Léon Lancelot de Lalanne, pour l'office de conseiller au Parlement. Les lettres évoquent les ancêtres de l'impétrant « *qui ont remply pendant près de deux siècles les mesme charge de notre conseiller et de président à mortier aud. parlement et se sont distingués par leur zelle à rendre la justice et par leur attachement à nostre service, et nottament le sieur Sarran de lalanne, son père, qui après avoir exercé l'office de conseiller en notre cour pendant dix sept années, a remply celui de président à mortier pendant trente cinq années avec une aplication et une exactitude extraordinaire et donné dans les temps les plus difficiles des preuves d'une constance et fidélité inébranlable...* »

10. Selon les dispositions officielles, il faut être âgé de 25 ans pour être conseiller, de 40 pour être président à mortier. La charge de président à mortier exige de plus dix ans de barreau.

11. A.D.Gir. 2 E 2790, dossier de famille, copie du testament de Benoît Pierre de Viaut, 17/05/1738.

12. A.M.Bx. ms 799, f° 489 et 490v : registre secret du parlement de Bordeaux, copie Verthamont : récit de la réception du nouveau conseiller Guillaume Jean-Baptiste Viaut.

13. A.M.Bx. ms 641, manuscrit de Raoul.

14. Emmanuel de Rusquec, *Le Parlement de Bretagne*, Rennes, 1994, p. 161.

Une conjoncture d'intégration favorable

Il convient en effet de reconsidérer les conditions d'accès au Parlement de la famille Viaut à la lumière de la conjoncture de l'époque. La démarche était-elle aisée pour qui souhaitait acquérir alors une charge ou les Viaut ont-ils eu de la chance ?

Un premier fait mérite d'être souligné. Lorsque Léon Lancelot de Lalanne cède son office de conseiller, cela fait déjà cinq ans qu'il ne l'exerce plus. Une si longue vacance est révélatrice de la difficulté qu'il existait alors à trouver preneur, et en examinant de plus près les autres entrées en charge¹⁵, on s'aperçoit aisément que le fait n'est pas unique. Ainsi Joseph François Ignace de Labat de Savignac achète au début de l'année 1706 la charge de défunt François Arthus Duhamel, décédé depuis le 26 janvier 1702. De même, la charge de Jean de Cornut, décédé le 25 septembre 1707, n'est pourvue que le 16 mai 1710. Les charges trouvent donc difficilement preneurs, et les autorités d'alors en ont clairement conscience. L'intendant Bazin de Bezons¹⁶ souligne le fait dans son mémoire sur la généralité de Bordeaux, et fournit l'explication suivante : les charges « des conseillers du parlement ont extraordinairement diminué de prix ; il y en a beaucoup à vendre ; l'on en trouve pour 25000 livres présentement ; on les vendait, quand le parlement fut revenu à Bordeaux, en 1690, en 1691, 40000 livres. Je crois que cette grande diminution vient de la quantité des charges qui sont à vendre et que l'on voit qu'il y en aura encore plusieurs vacantes dans peu de temps, parce qu'il y a un grand nombre de conseillers de la grand'chambre très vieux, qui n'ont point d'enfants pour leur succéder ».

Les faits donnent raison à cet avis de l'intendant, et qui plus est, la situation s'aggrave. Ainsi, l'étude que nous avons pu mener, à partir des contrats de vente d'office et des indications de Labat de Savignac, nous a permis d'établir, pour les années 1710 à 1714 incluses, le montant de douze offices de conseillers. Les prix vont de 15500 à 31000 livres, la moyenne s'établissant à 21450 livres. Jean Viaut, qui fit l'acquisition pour son fils en 1712 pour 21000 livres se situe donc parfaitement dans la moyenne. Il ne fait pas spécialement une bonne affaire, mais il a su en revanche investir au bon moment.

Il convient aussi de souligner que cette baisse du prix des charges, combinée à l'absence d'héritiers pour un certain nombre de conseillers, permet de renouveler le corps parlementaire au début du XVIIIe siècle. Si l'on considère les 18 entrées en charge de conseillers effectuées entre 1710 et 1714, on dénombre neuf primo entrants¹⁷ soit un taux de renouvellement de 50 %. Cependant, en considérant ces données en chiffre absolu, ces neuf primo entrants pouvaient se sentir bien seuls dans une cour qui comptait au total plus d'une centaine de membres.

Mais si l'on considère que ces nouveaux conseillers sont installés dans les deux chambres des Enquêtes, qui comptent chacune 30 membres, dès lors ce groupe des hommes nouveaux devient plus « visible ». De plus, en examinant les soixante dernières entrées en charge des années 1700-1720¹⁸, la proportion des primo entrants atteint alors 40 %. Au total, vingt-cinq hommes nouveaux intègrent donc la cour dans les vingt premières années du XVIIIe siècle, à la faveur de ce que l'on pourrait qualifier d'un essoufflement des anciennes familles. La situation de Benoît Pierre Viaut n'est donc pas unique au sein du Parlement, mais si l'on sait ce qui a permis à ces hommes d'intégrer la cour, il convient d'autre part de s'interroger sur les motifs qui les ont poussés à entrer au Parlement : conscience marchande qui flaire la bonne affaire, le placement spéculatif, ou investissement d'honorabilité ?

Pourquoi acheter une charge ?

L'achat d'office, un placement financier intéressant ?

Jean Viaut, au cours de sa vie, fit l'acquisition en son particulier de deux charges, celle de secrétaire du Roi pour lui-même, et celle de conseiller au Parlement pour son fils. Si le montant de l'office de conseiller nous est connu (21000 livres), on ne peut en revanche qu'avancer une estimation pour la charge de secrétaire du Roi, qui s'échangeait, selon Paul Butel, pour environ 20000 livres au début du XVIIIe siècle. L'ensemble représente donc un peu plus de 40000 livres, ce qui constitue alors une somme considérable. On peut se demander dès lors quelle place occupaient les offices dans la fortune de Jean Viaut, ce qu'il convient d'envisager sous deux angles : la part dans l'ensemble du patrimoine et la part dans le revenu.

15. Outre les exemples ici cités, on mentionnera encore le cas de Philibert Dusault, décédé le 08 juin 1697, son successeur Jean-Baptiste Amanieu de Ruat ne prenant ses fonctions que le 14 décembre 1701. De même Jean de Brosset, décédé le 11 janvier 1707, est remplacé par Joseph de Chapelas le 22 mars 1709.

16. A.D.Gir. 4 J 181, 1698, *Mémoire de l'intendant Bazin de Bezons sur la généralité de Guyenne*.

17. On considère comme primo entrants les conseillers qui sont les premiers de leur nom à intégrer la cour parlementaire.

18. Le parlement fonctionne selon l'ordre du tableau. Les impétrants ayant acheté une charge de conseiller sont installés dans l'une des deux chambres des Enquêtes. La grand'chambre, quant à elle, est pourvue par ordre d'ancienneté ; dès que l'un de ses membres décède, le plus ancien des Enquêtes monte en grand'chambre. Considérer les soixante dernières entrées permet donc à peu près de disposer d'un renouvellement complet des chambres des Enquêtes.

Etat de la fortune de Jean Viaut				
Nature	Détail (en livres)	Montant	Part de la fortune	Regroupement
Dot des enfants	Catherine : 40000 Guillaume : 50000	90000	23,5 %	23,5%
Patrimoine foncier rural	Maison du Grain et ses dépendances	80000	21 %	30,7%
Patrimoine foncier urbain	Diverses maisons à Bordeaux, au prix d'achat ²⁰	37100	9,7%	
Offices ²¹	Charge de secrétaire : environ 20000 Charge de conseiller au Parlement : 21000	41000	10,7%	10,7%
Liquidités	Espèces : 54813 Argenterie : 2500	57313	15%	35%
Billets et obligations	Billets et obligations : 6407 Insolvables : 20384	26791	7%	
Investissements commerciaux	Valeur du navire le St Antoine : 10000 Assurance : 49500	49500	13%	
TOTAL		381704	99,9%	99,9%

L'état global de la fortune de Jean Viaut a été dressé à sa mort par son fils Guillaume ¹⁹, et peut être analysé de la façon suivante (tableau).

L'état ainsi dressé inspire différentes conclusions. Jean Viaut est à la tête d'un patrimoine de près de 400 000 livres. La diversité des placements est le signe d'une fortune solidement structurée, composée à la fois de placements traditionnels et sûrs et d'investissements plus risqués. Ainsi, Jean Viaut, à la différence du négociant décrit par Stendhal, n'abandonne pas le commerce après avoir acquis sa charge de secrétaire du Roi, car il arme un dernier navire pour la Martinique, le *Saint-Antoine*, rebaptisé le *Saint Jean-Baptiste*, d'une valeur de 10 000 livres à son retour d'expédition. Mais il faut considérer que les investissements commerciaux ne se limitent pas aux seuls navire et cargaison ; l'importance des billets et obligations, ainsi que des liquidités, peut laisser penser que Jean Viaut exerce une activité de banquier, à moins qu'il ne s'agisse des comptes des clients et des paiements différés qui restent à percevoir ou de sommes destinées à être réinvesties dans l'achat de marchandises. On peut donc estimer que les activités du négoce et/ou de prêt représentent 35 % du capital, ce qui en fait le premier poste de la fortune. L'argent, ainsi gagné dans le commerce, a permis au négociant d'investir par ailleurs dans l'immobilier. Jean Viaut

achète huit maisons, dont celle de la rue La Rousselle, auxquelles il faut ajouter celle qui lui vient de sa femme. Le montant de 37 500 livres ne constitue qu'un minimum car, comme l'indique l'état dressé, la somme portée correspond au montant d'achat, et non à la valeur réelle des biens, qui ont subi des réparations et transformations. La maison de la rue de La Rousselle n'entre ainsi que pour 9 000 livres dans la composition de la fortune. Jean Viaut investit aussi dans la terre, comme nombre de ses contemporains, en faisant l'acquisition du domaine du Grain, paroisse d'Ambarès, qui compte notamment deux bourdieux, une métairie et une vigne, le tout rendant plus de cent tonneaux de vin. Les capitaux immobilisés dans la pierre ou dans la terre représentent au total plus de 30 % de la fortune, soit une part

19. A.D.Gir. 2 E 2790, dossier de la famille Viaut, « Etat des effets délaissés par feu M. Jean de Viaut, conseiller secrétaire du Roi mon père ».
20. L'état de la fortune stipule bien que la valeur indiquée est la valeur portée sur le contrat d'achat, mais que des travaux ont été réalisés par la suite, comme le cas est avéré pour la maison de la rue La Rousselle.
21. Estimation non fournie par l'acte, établie personnellement à partir de l'acte d'achat de la charge de conseiller au Parlement et de l'estimation fournie par Paul Butel pour la charge de secrétaire du Roi. Voir Paul Butel, *op.cit.*, p. 325.

quasi équivalente à celle du commerce, surtout si l'on considère qu'elle est sous-évaluée. Dès lors, les deux offices, qui ne représentent que 10% du capital, semblent donc constituer une portion marginale de la fortune de Jean Viaut ²² surtout si l'on analyse à présent la structure des revenus.

On peut ainsi considérer que sept des maisons acquises ont été mises en location, rapportant ainsi régulièrement un loyer représentant 5 % de la valeur du bien. De même, la maison du Grain offre un rapport de 5 à 7 %, mais ce revenu théorique varie en fonction des aléas climatiques et du prix des denrées. En comparaison, le commerce avec les îles s'avère un placement bien plus rentable mais aussi bien plus risqué, comme le montre d'ailleurs l'état dressé qui n'indique pas la valeur de la cargaison, mais le montant remboursé par l'assurance. A titre d'exemple ²³, sur les quatre navires armés par les Gradis en 1726-1727, les gains enregistrés varient de 8 à 40 % pour trois des navires, tandis que le quatrième enregistre une perte de 20 %.

Au regard de ces placements, l'office peut-il être considéré comme rentable ? On peut d'ores et déjà souligner que c'est un investissement sûr, garanti juridiquement car le propriétaire ne peut en être dépossédé ²⁴. Par ailleurs, l'office génère des revenus, soit 375 livres de gages pour la charge de conseiller, auxquels il faut ajouter le paiement des épices, droit perçu sur les procès jugés, dont le revenu est très casuel et souvent modique. Aussi, si l'on rapporte les gains générés au prix d'achat de l'office, on obtient un rapport de 1,8 %, rapport lui-même surestimé car l'office est grevé d'un nombre important de droits ²⁵ qui augmentent d'autant le prix d'achat. Il convient de plus de souligner que si Jean Viaut a pu acheter l'office pour une faible somme, la vente ne comprenait cependant pas les augmentations de gages attachées à la charge, que Lalanne conserva, augmentation de gages qui avaient été créées à des taux plus avantageux (5,5 et 6,25 %). L'office, s'il constitue donc un placement sûr, n'est cependant pas rentable, à moins qu'il ne s'agisse d'un placement spéculatif, dont le profit reposerait sur l'espoir d'une hausse du prix des charges, mais si tel était le cas, Guillaume Jean-Baptiste aurait alors revendu son office. Dès lors, l'intérêt de l'acquisition était ailleurs.

Investir dans l'office : un pari sur l'honneur

Lors de l'analyse de la fortune, on avait convenu que Jean Viaut avait acheté, en son particulier, deux charges, celle de secrétaire du Roi pour lui-même, et celle de conseiller au parlement pour son fils Benoît Pierre, mais à y regarder de plus près, il semblerait que l'état dressé comporte deux autres charges. La rubrique des dots payées aux enfants révèle en effet qu'en 1697, Jean Viaut donne sa fille Catherine en mariage à Michel de

Montaigne, en la dotant de 40000 livres, le contrat de mariage ²⁶ stipulant qu'environ 25000 livres doivent être employées à récupérer l'office du père de Michel, tandis que le reste est compensé par une dette de Michel de Montaigne envers Jean Viaut. Guillaume Viaut a par ailleurs reçu à son mariage la somme de 50000 livres, qui servit sans doute à faire l'acquisition de sa charge de trésorier de France. C'est au total sans doute plus de 80000 livres que le négociant consacre à l'achat de quatre offices, dont trois sont destinés à sa progéniture. Il apparaît donc que faire l'acquisition d'un office correspond avant tout au souci d'établir ses enfants.

On peut cependant remarquer que Jean Viaut, pour sa part, même s'il devient secrétaire du Roi, n'en abandonne pas pour autant le négoce. Pourquoi, dès lors, ne pas établir ses enfants dans le monde du commerce, comme le faisait à l'époque l'élite négociante ²⁷ de Saint-Malo ? Le choix de Jean Viaut fut-il singulier ?

De fait, les ascensions sociales marchandes du même type existent. On peut ainsi citer le cas de Joseph Lombard, qui fait fortune dans le négoce à la fin du XVIIe siècle. On le rencontre ainsi intéressé dans l'armement de la frégate « Le Tourville » à La Rochelle ²⁸ en 1697 ou passant contrat, au nom du Roi, pour les matières premières indispensables à l'avitaillement de la flotte royale, charge dont il s'occupe en raison de sa qualité d'inspecteur général et ordonnateur de la marine au département de Bordeaux et Bayonne ²⁹. La fortune ainsi acquise lui permet d'acheter pour lui-même la charge de secrétaire du Roi, qui l'anoblit au premier degré et lui donne la qualité d'écuyer. En 1708, il marie sa fille Marguerite au conseiller au Parlement

22. Une nuance mérite cependant d'être apportée : le montant indiqué est, comme pour les maisons, le montant d'achat ; or le prix des charges connaît une hausse dans les années 1730-1740.
23. Voir Paul Butel, *ouvr.cité*, p. 262.
24. L'office peut être vendu ou légué si tant est que l'on ait satisfait aux quelques exigences requises car la transaction n'est valable que si le vendeur ne décède pas dans les 40 jours suivant la vente. Pour se garantir de ce risque, le titulaire peut s'acquitter du droit annuel.
25. On citera le droit de résignation, le marc d'or, le droit de sceau, d'enregistrement, de timbre et de contrôle, ainsi que, tous les neuf ans, le rachat de l'annuel.
26. A.D.Gir. 3 E 6084, 14/08/1697, contrat de mariage de Michel de Montaigne et Catherine Viaut.
27. Voir André Lespagnol, *Messieurs de Saint-Malo, une élite négociante au temps de Louis XIV*, Rennes, 1997, t. 2, p. 105.
28. A.D.Gir. 3 E 5059, f° 1240, 03/08/1697.
29. Qualité mentionnée dans le contrat de mariage de sa fille Marguerite.

Léonard Joseph Duval³⁰, seigneur de Puypelat, lui-même fils de conseiller, en la dotant de 40000 livres, tandis que son autre fille avait épousé auparavant Louis Aimable Bigot, lui aussi conseiller au Parlement. Il achète enfin pour son fils, Joachim Joseph Lombard, une charge de conseiller au Parlement, qui lui permet d'intégrer³¹ la cour le 27 avril 1711.

La famille Denis³² constitue de même un exemple frappant par ses similitudes. Daniel Denis, cofondateur de la société de commerce Denis et Piécourt, établie aux Chartrons, s'enrichit dans le trafic du vin de haut-pays vers la Hollande, étendant par la suite son activité au commerce avec les Iles de La Martinique, puis de Saint-Domingue. Qualifié de « gros marchand » dans le registre de la capitation³³, il s'illustre dans la vie publique en étant élu consul de la Bourse puis Jurat. Ayant acquis un capital confortable, il investit ses deniers dans la pierre, achetant le domicile familial qu'il louait jusqu'alors, et quelques maisons de rapport paroisse saint-Pierre, ainsi qu'un bien de campagne, à Caudéran³⁴, mais son opération majeure est l'acquisition des possessions du duc de Luxembourg en Guyenne, dont les fleurons sont les seigneuries de Lansac et Saint-Savin³⁵. Daniel Denis s'occupe aussi d'assurer l'avenir de ses enfants. Le 16 août 1711, il marie en grandes pompes sa fille Germaine³⁶ au conseiller au Parlement Jean-Luc du Mirat, contre une dot de 60000 livres qui doit venir éponger les dettes du gendre, de même que le mariage de Catherine Viaut avec Michel de Montaigne avait « effacé l'ardoise » de ce dernier envers son beau-père... Quelques années plus tard, en 1715, Daniel Denis manque réussir pour sa fille Marguerite un mariage prometteur, car la demoiselle se fiance au conseiller au Parlement Charles Louis de Secondat, baron de La Brède, autrement dit Montesquieu... Malgré la signature d'un contrat de mariage chez Maître Lemoine et la célébration des fiançailles, les engagements sont cependant rompus³⁷ mais la jeune fille épouse malgré tout en 1717 le conseiller au parlement Desnanots³⁸, lui apportant une dot de 75000 livres. Quant au fils, Daniel Denis, il devient conseiller au Parlement en 1722. Entre temps, Daniel Denis avait acheté pour lui-même une charge de secrétaire du Roi, pour la somme de 41000 livres³⁹.

Les similitudes de ces trois cursus sont particulièrement frappantes et montrent bien qu'il se dessine, dès le début du XVIIIe siècle, un modèle type d'ascension sociale. La première étape est d'abord l'enrichissement par le commerce ou plus exactement par le négoce tel que le définit Savary⁴⁰, c'est-à-dire le commerce international, source d'importants profits et « noblement » connoté. Cette fortune propulse le négociant sur le devant de la scène, faisant de lui un personnage important de son milieu, ce qui le conduit à se mettre au service du public et du bien commun en exerçant des charges comme celles de jurat, pour Jean Viaut ou Daniel Denis. Devenu personnage influent,

le négociant peut désormais prétendre à la noblesse, soit par lettres patentes accordées par le Roi pour services rendus à la communauté, soit par l'acquisition de ce que l'on nomme alors une « savonnette à vilain », un office accordant la noblesse au premier degré⁴¹. La dite charge demandant peu de travail, le négociant n'abandonne pas le commerce, mais il diversifie ses investissements, optant pour des placements sûrs et « respectables » dans l'immobilier et le foncier. Le choix se porte de préférence sur une seigneurie qui, outre des revenus, offre à son possesseur un titre qui vient conforter une récente noblesse. C'est dans cette logique que Jean Viaut acquiert la maison du Grain, et que Daniel Denis devient seigneur de Saint-Savin. Il est cependant difficile pour ces roturiers de faire oublier le comptoir de la Bourse, et seuls les enfants peuvent espérer sortir tout à fait du monde de la marchandise. Le négociant tâche alors de marier ses filles dans le milieu des cours souveraines, avec une préférence marquée pour le Parlement, tandis que les fils peuvent acquérir, avec l'appui financier paternel, des charges dans les dites cours, où leurs beaux-frères peuvent être des appuis. Le commerce a alors disparu des activités de la famille ; à la génération suivante, il est définitivement oublié.

Ce schéma type, repéré par Stendhal pour la deuxième moitié du XVIIIe siècle, était donc déjà en place sous le règne de Louis XIV. Mais s'agit-il ici d'une exception bordelaise ?

30. A.D.Gir. 3 E 15309 F° 334, 23/01/1708, contrat de mariage de Léonard Joseph Duval, seigneur de Puypelat, et de Marguerite Lombard.

31. A.D.Gir. 1 B 39 F° 137, 27/04/1711, entrée en charge de Joachim Joseph Lombard pour l'office de conseiller au parlement de Bordeaux.

32. Les renseignements concernant la famille Denis ont été empruntés à Pierre Bistaudeau, « Les Denis de Lansac, du négoce bordelais à la Cour de Louis XV » dans *Les cahiers du Vitrezois, revue archéologique, historique et littéraire des Hauts de Gironde*, Saint-Savin, n° 90, 1997.

33. A.D.Gir. C 2826, registre de la capitation.

34. A.D.Gir. 3 E 8656, 26/08/1713 : contrat d'achat du bien de Caudéran par Daniel Denis à Romain Dalon, premier président au Parlement.

35. A.N., minutier central, ET/CXVII/260, 30/05/1714.

36. A.D.Gir. 3 E 8652, 01/08/1711 : contrat de mariage de Jean-Luc du Mirat et Germaine Denis. Voir aussi le récit qu'en fait Labat de Savignac, dans son *Mémorial*, A.D. Gir. 8J 46, 16/08/1711.

37. A.D.Gir. 3 E 8658, 27/02/1715 : acte notarié mentionnant la destruction du contrat de mariage et la rupture des engagements.

38. A.D.Gir. 3 E 8660, 27/01/1717 : contrat de mariage Desnanots/Denis.

39. A.D.Gir. 3 E 8653, 03/03/1712 : acte d'achat de l'office de secrétaire du Roi.

40. Savary, *Le parfait négociant*, 1690.

41. Ce type de charge permettait d'accéder à la noblesse au bout de vingt ans d'exercice ou d'une mort en charge.

André Lespagnol a pu souligner, dans le cas de Saint-Malo, la fidélité de la bourgeoisie de la ville au négoce, mais il l'explique par l'absence d'une élite urbaine concurrente⁴². Dans un mémoire collectif de 1700, les négociants déclarent : « Il n'y a à Saint-Malo ni présidial, ni manufacture, cette ville n'est peuplée que de marchands négociants qui, de père en fils, ont été élevés dans le commerce et continuent d'y élever leurs enfants ». Bordeaux constituerait donc un cas spécifique, mais seulement dans la mesure où elle est une des rares villes à réunir la prospérité d'un port de commerce en pleine expansion à la présence de différentes cours souveraines, comme la cour des Aides, le Bureau des Finances, et surtout le Parlement. De fait, si l'on compare avec la ville de Rouen, qui présente les mêmes caractéristiques, on retrouve le même type d'ascension. On citera pour exemple le cas de Thomas Legendre, grand négociant du XVIIe siècle, dont la fortune est estimée par Boisguilbert à 4 millions en 1704. Après s'être enrichi dans le commerce, celui-ci acquiert huit biens immobiliers à Rouen et multiplie l'acquisition de fiefs nobles aux alentours entre 1679 et 1700. Il se met par ailleurs au service de ses collègues en entrant au conseil du commerce en 1700, et en devenant syndic de la chambre du commerce de Rouen. Couronnement de ses efforts, il parvient à marier sa fille à un président à mortier du Parlement de Rouen.

On ne peut donc parler de cas particulier bordelais dans l'espace, ni même dans le temps, car Fernand Braudel⁴³ avait identifié le même processus dans le monde méditerranéen au temps de Philippe II, stigmatisant au passage ce qu'il qualifie de « trahison de la bourgeoisie », une bourgeoisie qui, lasse des hasards de la vie marchande, convertit ses liquidités en achetant des offices, des rentes, des titres, des fiefs. Selon Braudel, cette « trahison », cette volonté d'évasion s'expliquerait par un déficit identitaire : « Il n'y a pas de classe bourgeoise qui se sente véritablement comme telle ». L'idée est applicable au monde bordelais du XVIIIe siècle, d'autant que le négoce a face à lui, à Bordeaux, un groupe social clairement identifié et défini, les membres du parlement, un groupe dont la visibilité quotidienne est indéniable. Ainsi, le conseiller au Parlement se distingue dans la rue par le port de la robe noire, dans laquelle il se fait représenter pour ses portraits, mais c'est surtout dans les processions que le Parlement s'identifie nettement, arborant pour l'occasion la robe rouge et prenant la tête des corps civils, tandis que derrière, se tiennent les juges et consuls de la Bourse, et les jurats, en d'autres termes ces marchands qui avaient réussi et qui aspiraient, dès lors, à remonter la procession. Il ne s'agit pas seulement d'une image, les querelles d'alors se font l'écho des tentatives de certains pour intégrer, à la faveur d'un rang incomplet, le corps qui les précède. Le conseiller au Parlement Labat de Savignac⁴⁴ écrit ainsi, en 1716 :

« J'ai assisté en robe noire à la procession de Notre-Dame des Agonisants. *Nota* : que Messieurs du Parlement y étant en nombre impair, les sieurs Baraut, jurat gentilhomme, et Bergei, jurat marchand, suivant les Messieurs du Parlement, le sieur Baraut a fait tout ce qu'il a pu pour figurer avec les derniers des Messieurs du Parlement, se tenant tantôt à droite, tantôt à gauche, et quelquefois à côté, hors de la procession, parce que nous nous rangions de manière que les deux derniers figuraient, y ayant un des Messieurs dans le milieu de la ligne droite qui marchait seul ».

Ce rêve de bien des marchands fut exaucé, pour quelques-uns, par leurs fils, mais l'adoption de ce nouvel état se faisait-elle aisément ? En d'autres termes, un fils de marchands pouvait-il adopter des codes qui n'étaient pas ceux de sa famille, et surtout, le corps parlementaire intégrait-il, sans rechigner, ces nouveaux venus ?

Les Viaut : une intégration parlementaire réussie ?

L'adoption des valeurs parlementaires

Faire partie du corps parlementaire bordelais consiste avant tout à en intégrer les habitudes et les façons de faire. La préoccupation principale d'un magistrat à Bordeaux est de conserver la charge qu'il a acquise, la conserver pour lui-même puis la transmettre à ses descendants. Ainsi se créent de véritables dynasties parlementaires, comme les Lecomte de Latresne, les Leberthon d'Aiguilhe ou les Duval, dont la présence au Parlement est à la fois horizontale et verticale : verticale car la famille se perpétue de génération en génération, horizontale, car on essaie de placer simultanément plusieurs membres de la famille au sein de la cour, au mépris des ordonnances interdisant cette pratique. Les Viaut adoptent-ils ce mode de comportement ? La réponse est partiellement positive. De fait, ce sont bien deux générations qui se succèdent au sein de la cour, le souci de maintien dans la compagnie se jouant même de l'absence d'héritier en usant d'un expédient bien connu des magistrats, la succession oncle/neveu. Par exemple, c'est de son

42. André Lespagnol, *ouvr.cité*, p. 107.

43. Fernand Braudel, *La méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, Paris, 1949, t.2, p. 68.

44. A.D.Gir. 8 J 48, *Mémorial général* de Labat de Savignac, 26/08/1716.

oncle que Charles-Louis de Secondat de Montesquieu hérite sa charge de président à mortier. De même, si le patronyme des Viaut disparaît après Guillaume Jean-Baptiste, il n'en demeure pas moins que la charge se maintient dans le lignage par un nouveau report sur un neveu par alliance. Le souci du maintien lignager au sein de la cour bordelaise est donc bien réel chez les Viaut, mais leur ambition vient se heurter à l'étroitesse de la descendance, qui ne permet pas d'établir plusieurs membres de la famille à la cour, et surtout à l'absence d'héritier mâle, qui conduit à terme à la disparition du patronyme.

Cet empêchement était-il compensé par l'adoption des autres « signes extérieurs » du parlementaire ? Un critère discriminant pourrait être la question de la résidence. Le magistrat bordelais se caractérise par l'adoption de la double résidence, urbaine et rurale, qui le conduit à rester durant la session parlementaire, de novembre à fin août, à Bordeaux, pour ensuite se retirer dans sa seigneurie afin de surveiller les vendanges. De fait, les Viaut disposent bien d'un domaine rural et viticole, la maison noble du Grain, achetée par Jean, et dont a hérité le conseiller Guillaume Jean-Baptiste, qui gère le bien jusqu'à son décès. Ils occupent de plus une maison en ville, celle de la rue de la rousselle, paroisse Saint-Michel, indiquée comme domicile de Guillaume Jean-Baptiste jusqu'en 1739. L'importance de la demeure convient tout à fait à son rang de parlementaire mais l'on peut s'étonner qu'il reste si longtemps dans ce fief marchand par excellence, qui rappelle ses origines négociantes, alors que les magistrats affectionnent plutôt, au XVIII^e siècle, le prestigieux cours du Chapeau-Rouge. De fait, ce n'est semble-t-il qu'en 1745 que Guillaume Jean-Baptiste rejoint la rue du Mirail⁴⁵, rue de tradition parlementaire⁴⁶, occupée dès le XVII^e siècle par des familles comme les Lecomte de Latresne ou les Leberthon d'Aiguilhe. Ce choix tardif est d'autant plus étonnant que Guillaume Jean-Baptiste avait déjà des attaches dans le quartier en la personne de sa tante Catherine, épouse de Michel de Montaigne. L'adoption des habitudes domiciliaires parlementaires se fait donc tardivement et avec un certain retard sur la mode du temps, car Guillaume Jean-Baptiste rejoint la rue du Mirail à une époque où les magistrats partent pour le cours du Chapeau-Rouge. Il n'en reste pas moins que la rue du Mirail offre un cachet parlementaire fort, qui s'appuie sur une longue tradition.

L'engagement religieux fait aussi figure de critère discriminant. Il ne s'agit certes pas ici d'une valeur exclusivement parlementaire, mais il convient de souligner que dans la première moitié du XVII^e siècle, les magistrats avaient constitué les fers de lance de la Réforme Catholique⁴⁷ en fondant les couvents des nouveaux ordres religieux qui s'installent dans la cité. Les générations suivantes avaient parachevé l'œuvre, car en tant qu'exécuteurs testamentaires de leurs ancêtres, Messieurs étaient souvent les maîtres d'œuvre de l'établissement des con-

grégations, et s'acquittaient eux-mêmes de diverses donations, soit de leur vivant, soit par testament. L'engagement matériel était souvent par ailleurs relayé par un engagement en terme de personnes, la compagnie bordelaise contribuant à peupler les couvents bordelais de ses fils et filles. Les Viaut souscrivent tout à fait à ses engagements, puisque Jean Viaut plaça deux de ses filles au couvent du Hâ et demanda lui-même par testament, 200 messes lors de son décès. Benoît Pierre, dont nous ne savons que peu de choses, s'illustre tout particulièrement par sa dévotion. Dans son testament rédigé en 1738, il fonde deux messes par an à perpétuité, lègue l'ensemble de ses livres au curé, en stipulant que les ouvrages doivent rester attachés à la cure, et surtout lègue l'ensemble de ses biens à la fabrique du lieu où il décèdera. Le seul de ses parents à bénéficier d'un legs est sa sœur Angélique, religieuse au couvent du Hâ, qui reçoit une pension perpétuelle de 100 livres par an. L'engagement envers le couvent de la rue du Hâ se poursuit d'ailleurs à la génération suivante puisque Angélique est rejointe par sa nièce Marie-Anne, sœur du conseiller Guillaume Jean-Baptiste. Il apparaît donc que la famille Viaut adopte, dans un certain nombre de domaines, les comportements des magistrats. Mais cela suffit-il pour autant à faire d'eux des membres de la compagnie à part entière ?

Le Parlement et la famille Viaut : une adoption progressive

Le fait est que la considération de la compagnie n'est pas la même à mesure que l'on s'éloigne du comptoir pour se rapprocher peu à peu des mœurs du Palais. De fait, si les alliances entre le monde du négoce et de la robe étaient d'usage à Bordeaux, cela ne signifie pas pour autant qu'elles étaient bien acceptées par tous, et que les préjugés n'existaient pas. Ainsi, Savignac⁴⁸ rapporte que Montesquieu aurait rompu ses fiançailles avec Marguerite Denis « sur les bruits de la ville, qui étaient que cette demoiselle ne lui convenait pas, attendu son peu de naissance... ». Savignac, malheureusement, n'évoque pas le cas de la famille Viaut, mais l'on dispose par ailleurs des notices biographiques établies par le conseiller de Raoul, notices à utiliser avec précaution, d'une part parce qu'elles sont

rédigées dans un latin très approximatif qui en rend la traduction difficile, et d'autre part parce qu'elles se caractérisent par une méchanceté féroce. La notice concernant Jean Viaut est assez détaillée et très assassine. Raoul y stigmatise l'arrivisme du personnage, qualifié d'« *homo novus insolens* », qui, selon lui, fit construire à grand frais une maison qu'il qualifie de ridicule... Il souligne par ailleurs qu'il réussit à placer son fils au sein du parlement, mais seulement après plusieurs années d'attente. Quant à Guillaume, le trésorier de France, il épousa, toujours selon le manuscrit, la dame Sabatie, dénuée d'intelligence et de savoir-vivre. La notice concernant Guillaume Jean-Baptiste est moins acerbe, mais souligne cependant le latin pitoyable de celui-ci. On retrouve dès lors tous les poncifs de la critique des marchands par le monde nobiliaire : l'absence de manières, de savoir-vivre, l'insolence et la prétention du parvenu qui fait étalage de sa richesse fraîchement acquise, et surtout une inculture crasse qui se rattrape difficilement. Il convient cependant de souligner que l'attaque se fait moins virulente à mesure que les générations s'éloignent du comptoir.

M. de Raoul n'est cependant pas à lui seul représentatif de l'ensemble du Parlement, et d'autres éléments méritent d'être pris en compte. On a pu déplorer, à plusieurs reprises, le manque d'informations concernant Benoît Pierre Viaut. Bien que celui-ci quitte au bout de treize ans le Parlement pour la vie parisienne, force est de constater qu'on ne dispose d'aucun élément sur ses années à la cour. Le manuscrit de Savignac, source inestimable pour l'histoire bordelaise, n'évoque le nom des Viaut qu'une seule fois, mais il semblerait qu'il s'agisse de Guillaume, le trésorier de France, ce qui pourrait signifier que les Viaut ne sont guère intégrés au sein du monde parlementaire. Savignac relate notamment les parties de campagne organisées par la cour ; ces divertissements avaient pour but de réunir, dans une maison peu éloignée de la ville, les membres de chaque chambre des Enquêtes, afin de resserrer les liens. Il s'agit donc là d'une forme essentielle de la sociabilité parlementaire, et d'une méthode d'intégration. Or, Benoît Pierre Viaut n'y apparaît jamais, alors même que Savignac consigne minutieusement la liste des participants. De plus, les registres secrets ne le mentionnent pas, il n'apparaît pas dans les querelles parlementaires de la Polysynodie, ne participe à aucun des bureaux des hôpitaux, et ne semble pas non plus servir dans la chambre de la Tournelle. L'intégration de Guillaume Jean-Baptiste est en revanche bien meilleure. Aurélien Vivie⁴⁹ a ainsi pu le repérer dans les listes de 1730, 1731, 1737 et 1745, tandis qu'il sert à la Tournelle en 1729 et 1749. Il exerce donc son métier de magistrat avec application jusqu'à la veille de sa mort, en 1750.

Au terme de cette étude, le passage des Viaut au sein du Parlement laisse un goût d'inachevé. En soi, accéder à la cour était, pour un marchand du XVIII^e siècle, la consécration d'une ascension sociale, et de fait, c'est sans doute ainsi que les événements furent vécus par Jean Viaut. Mais acheter une charge ne suffit pas à une intégration sociale pleine et entière et la reconnaissance des pairs requiert une implication profonde dans la vie parlementaire, que n'eut pas Benoît Pierre Viaut, à la différence d'un Savignac, qui côtoie ses collègues, se rend à chacune des processions, participe aux procès et aux sessions du Parlement, et tente d'adhérer à ce qui constitue alors le modèle du parfait magistrat⁵⁰. L'intégration ne se fait véritablement qu'avec Guillaume Jean-Baptiste, qui n'a plus à subir les préjugés liés au monde du commerce puisqu'il est, pour sa part, fils de trésorier de France, et qui achève de rompre le lien en quittant la maison de la rue la Rousselle pour le domicile de la rue du Mirail.

Mais ce qui manqua à la famille Viaut pour s'intégrer véritablement, c'est l'existence d'une lignée plus prolifique, qui aurait permis de créer un plus vaste réseau de relations au sein du Parlement et des autres cours souveraines. De fait, le sort s'acharne sur les magistrats de la famille, puisque aucun des deux n'eut d'enfants pour lui succéder. Malgré l'impulsion initiale de Jean Viaut, l'ascension de la famille fut un peu courte, au point que l'on peut considérer que ce Georges Dandin ne fut pas le premier maillon d'une longue ascension, mais bien le point culminant, et que ses descendants n'ont fait que profiter des acquis sans réussir à porter plus haut le renom de la lignée. Si pour lui, accéder à la Cour constituait l'achèvement d'une réussite sociale, on retiendra surtout de Jean Viaut son œuvre propre, celle d'un aventurier du commerce outre atlantique, qui fut, avec ses collègues négociants, l'un des artisans de la réussite bordelaise, tandis que l'épisode parlementaire ne fut qu'une facette marginale de cette ascension. Dès lors, bien plus que la rue du Mirail, c'est bien la maison de la rue la Rousselle qui reste le symbole de la famille Viaut, cette maison soi-disant ridicule, selon les esprits chagrins du Parlement, mais qui rappelait à ses occupants que c'était bien la rivière et la Bourse des marchands qui avaient fait la fortune de la famille.

45. A.M.Bx. ms 821, manuscrit d'Aurélien Vivie en forme de dictionnaire biographique des magistrats du parlement.

46. Voir à ce propos, Michel Figeac et Caroline Le Mao, « Le Parlement de Bordeaux et la cité, de la Fronde à la veille de la Révolution » dans les actes du colloque *Le parlement et la ville*, Rouen, novembre 2002, à paraître.

47. Voir à ce propos Philippe Loupès, *L'apogée du catholicisme bordelais*, Bordeaux, 2001.

48. A.D.Gir. 8 J 48, *Mémorial général* de Labat de Savignac, le 23/02/1715.

49. A.M.Bx. ms 821, f° 279, fiches biographiques des membres du Parlement de Bordeaux.

50. Sur la notion de modèle parlementaire, voir Caroline Le Mao, « Ainsi qu'il convient à son rang : Labat de Savignac, ou les facettes d'un modèle parlementaire bordelais », dans *La noblesse, un modèle social ?*, actes du colloque, Bordeaux, 2003.



Les propriétaires de la maison de La Rousselle

par Pierre Coudroy de Lille

L'aubaine d'archives qui nous permet de suivre l'histoire d'une maison bordelaise de plus de trois siècles nous permet aussi de découvrir ses différents propriétaires et de faire émerger de l'oubli quelques unes des personnalités qui modifièrent son architecture et sa décoration.

Le 25 juin 1689, par devant Me Loste notaire à Bordeaux, les copropriétaires, frères et sœur, Jean et Gabriel Poncet, Marguerite Poncet, religieuse bénédictine au quartier Sainte-Croix de Bordeaux, vendaient la maison de la rue de la Rousselle à Jean Viaut, bourgeois et marchand de Bordeaux, habitant la palu des Chartrons, qui allait lui apporter les profonds remaniements analysés ici ¹.

La famille Poncet est bien connue parmi la bourgeoisie marchande du quartier Saint-Michel : Thomas Poncet recevait ses lettres de bourgeoisie de Bordeaux le 5 juillet 1636, il mariait l'une de ses filles le 15 novembre 1672 en l'église Saint-Michel avec Eymeric Béchon, jurat de la ville et fils de jurat. Thomas fut le père des copropriétaires vendeurs de 1689.

Gabriel Poncet mourut en 1696 et fut la tige des principales familles marchandes du XVIII^e siècle ; ses fils et petits-fils furent consuls de la Bourse, juges de la Bourse, directeurs du commerce à Bordeaux, alliés aux Touges, Maignol, Dugoujon. Jeanne Poncet, fille de Gabriel, fut mère ancelle des Annonciades pendant douze ans, entre 1717 et 1749.

L'acheteur de 1689, Jean Viaut, fut lui aussi une forte personnalité bordelaise de son temps. Fils et petit-fils de maîtres cordiers de la paroisse Sainte-Croix de Bordeaux qui reçurent des lettres de bourgeoisie dès 1627, lui-même maître cordier, on peut penser que cette industrie fut la source des profits familiaux. Il avait épousé le 22 août 1670 en l'église Saint-Mexant, paroisse où il habitait alors, Anne Coulau, fille de Jean Coulau, cordier de la paroisse Sainte-Croix, et de Jeanne Garach.

¹. A.D.Gir. Me Loste, 3 E 13.512. Voir ci-dessus.

Jusqu'en 1756 la firme Laffon aîné et fils, négociants était locataire, puis jusqu'en 1761 François Mathieu aîné au loyer de 1 600 livres par an, puis Abraham Faure, négociant, jusqu'en 1790, ensuite Pierre Faure cadet jusqu'en 1805. Ainsi les entrepôts du rez-de-chaussée n'ont guère dû désempir.

Pulchérie de Navarre, la fille de Raymond, en avait hérité, elle y faisait des travaux en 1825, sous la direction de l'architecte Thiac, et en 1826 elle épousait Hippolyte de la Croix, baron de Ravignan. Leurs descendants sont les propriétaires du château de Ravignan, à Perquie dans les Landes, et ont conservé de nombreux portraits de famille, Fonteneil, de Navarre, Dubreuil de Fonreaux⁵. Pulchérie de Navarre décéda en 1845, son mari vendit la maison de la Rousselle le 18 février 1850.

Quant aux domaines d'Ambarès, ils restèrent dans la descendance de la famille de Viaut jusqu'en 1792 :

- le château de Grain, avec ses 375 journaux (environ 125 hectares) dont 60 en vignes (20 hectares) fut vendu comme bien national sur Luc d'Arche, conseiller au Parlement, émigré, et adjugé à Moïse Gonzalez, négociant israélite de la rue du Cahernan ;
- le domaine du Chapeley avec ses 230 journaux dont 20 de vignes (environ 7 hectares) et plusieurs chambres de maisons adjugé à Coste, orfèvre de Bordeaux.

5. Filiation de la Croix de Ravignan dans l'Armorial de Bayonne, Pays basque et Sud-Gascogne, Hubert Lamant, Gadier, 1981.



Le lotissement de l'hôtel de la monnaie à Bordeaux au XVIII^e siècle et la création de la rue Ausone

*par Renée Leulier **

André Portier qui donne le projet de lotissement de l'ancienne Monnaie naît à Amboise en 1702 et décède à l'âge de 68 ans, sans jamais s'être marié, dans son château de Leugny près d'Azay-sur-Cher¹. Nous ne savons que peu de choses de sa formation si ce n'est qu'il est un élève de Jacques V Gabriel (1667-1742), puis un architecte de son bureau. Il travaille à Rennes lors de la reconstruction de l'hôtel de ville comme l'attestent des élévations réalisées par le jeune architecte². Gabriel dit bien que Portier a déjà travaillé sous sa direction, fait ses preuves, et n'hésite pas à le défendre face aux jurats de la ville de Bordeaux en 1737 : *" je ne l'ay commis à la direction des ouvrages de la place royale que par la connoissance que j'avais de sa capacité et de l'exactitude à laquelle je l'ay formé dans les affaires dont il a été chargé précédement "*³.

Lorsque Gabriel est nommé directeur de la place Royale de Bordeaux, il emmène deux hommes de confiance, François Bonfin, l'un des entrepreneurs des bâtiments du Roi⁴, et André Portier qui arrive dès l'été 1730. Il est alors préposé à l'inspection des travaux de la place Royale et de leur conduite, il doit en suivre l'exécution tout en tenant compte des avis de Gabriel. Il procède aussi aux toisés qui permettent d'estimer les ouvrages et assure leur réception⁵. La réalisation de la place Royale de Bordeaux l'occupe durant un quart de siècle de 1730 à 1755. Lorsque Gabriel père décède en avril 1742, c'est son fils, Ange-Jacques Gabriel qui poursuit son œuvre à Bordeaux

mais, il s'en désintéresse de plus en plus. Il a 44 ans et Portier 40, ils ont donc sensiblement le même âge. Portier a toujours suivi les directives de son maître, Jacques V Gabriel, mais sous l'autorité lointaine d'Ange-Jacques, il s'émancipe peu à peu.

* Doctorante en histoire de l'art. Centre François-Georges Pariset.

1. André Portier (1702-1770) est écuyer, il a acheté une charge contrôleur ordinaire des guerres. En 1740, à l'âge de 38 ans, il achète la châtellenie de Leugny avec le fief de Thuillay et autres dépendances moyennant 40 500 livres. Il a donc rassemblé une assez belle fortune dans l'exercice de ses fonctions et grâce à sa clientèle particulière. Au début de l'année 1759 il s'absente souvent et finit par séjourner continuellement dans ses terres en Touraine. Le nouvel intendant Charles Robert Boutin apprend en 1762 qu'il *" étoit fort à son aise, et que content de jouir du fruit de son travail, il ne prétendait à aucune autre récompense "* (A.D.Gir. C 3118, lettre de l'intendant Boutin au Contrôleur général Bertin, du 26 juin 1762). Portier abandonne donc ses fonctions *" sans réclamer de pension ni d'autres grâces pécuniaires "* (A.D.Gir. C 3118, lettre du Contrôleur général Bertin à l'intendant Boutin, du 3 juillet 1762).
2. A.D. Ille-et-Vilaine, C 309.
3. P. Courteault, 1923, p. 319. A.M.Bordeaux, DD 20, lettre de Gabriel aux jurats de novembre 1737.
4. François Bonfin (1690-1750). Bourgeois de Versailles, entrepreneur des bâtiments du Roi, il appartient à l'équipe employée par Jacques V Gabriel.
5. A.M. Bx. DD 13 b, *" Réponse au mémoire présenté à Monseigneur Orry "*.

Tourny⁶ remplace Boucher⁷ à l'intendance de la Guyenne en 1743. Entre l'intendant et Ange-Jacques les relations se tendent dans les années 1751-53. Face au manque d'intérêt de Gabriel fils pour ses ouvrages, Tourny se tourne de plus en plus vers Portier pour qui il a la plus grande estime⁸ et fait de lui son architecte.

Les allées de Tourny et les deux places qui encadrent la porte Saint-Germain, l'aménagement de la façade des quais, la place Gambetta⁹ et la porte Dijéaux, la place et la porte de la Victoire¹⁰, les portiques du Jardin public et l'école d'équitation¹¹, la place du Parlement comptent parmi les réalisations de Portier à Bordeaux et n'auraient pu se faire sans l'impulsion et l'appui de Tourny, qui, doté d'une forte volonté, veut contribuer à l'embellissement de la ville. L'opération réalisée pour la construction du nouvel hôtel des Monnaies et le lotissement de la rue Ausone en est un autre exemple.

Les bâtiments de l'ancienne Monnaie

Le 20 mai 1755 M. de Chauvelin, intendant des Finances, désire être informé de l'état des bâtiments de l'hôtel des Monnaies. Tourny lui répond que cet hôtel est situé à l'entrée de l'une des portes de la ville nommée du Caillau (fig. 1). Son emplacement a de la valeur puisqu'il est proche de la rivière mais l'humidité qui pourrit tous les blocs est causée par cette proximité, ce qui le rend peu propre à sa destination. Par ailleurs, toutes les précautions nécessaires pour établir les fondations sur un terrain qui faisait autrefois partie du lit de la Garonne n'ont pas été prises¹².

Ces bâtiments donnent sur la rue du Chai-des-Farines et sur la place du Palais. Au rez-de-chaussée, en entrant, se trouvent les bureaux du directeur, du change, et le dépôt des matières premières. Au-dessus de ces bureaux, l'édifice comprend deux étages et un étage de comble qui comprend quatre petits logements pour le directeur, le contrôleur et les deux juges-gardes. La fonderie donne aussi sur la place du Palais, au-dessus d'elle est établi le Bureau des finances. On entre dans la Monnaie par un corridor qui conduit dans une cour autour de laquelle sont les autres laboratoires, ainsi que les logements des essayeurs et du serrurier. L'hôtel de la Monnaie n'est pas seulement conçu pour abriter un atelier monétaire, on y loge aussi les principaux fonctionnaires.

Tourny précise que "tous ces édifices sont dans un état qui exige des réparations considérables. En les faisant telles qu'il conviendrait, elles couleraient de 25 à 30 000 livres mais si on joignait cette somme à celle qu'on pourroit retirer de l'hostel dans l'état où il est, elles suffiraient pour en construire un autre plus solide et mieux distribué. On estime que cet hostel pourroit être vendu de 120 à 130 000 livres". Il veut le construire dans

un quartier différent et commerçant, "qui bâti à neuf et sur un terrain solide ne reviendrait pas à 140 000 livres, y compris l'achat du terrain de plusieurs particuliers, et suivant le devis estimatif qui en a été dressé avec grande intelligence et grande exactitude" par André Portier¹³. Tourny poursuit son plaidoyer à M. de Chauvelin en lui écrivant : "En même temps, Monsieur, que j'envisage de faire faire une bonne affaire au Roy, je compte que la ville de Bordeaux à qui je proposerai de prendre l'ancienne monnaie en fera aussi une avantageuse, et à elle, et au commerce, parce quelle pourra l'employer à agrandir l'entrepôt du café qui est beaucoup trop petit, et à y former un entrepôt des marchandises prohibées qui sont nécessaires pour la traite des nègres. Elle recevra du loier de ces entrepôts l'intérêt de son argent (...) et procurera beaucoup de commodité aux négociants qui font ces deux sortes de commerce.

6. Louis-Urbain Aubert, marquis de Tourny est l'intendant de la Guyenne de 1743 à 1757.

7. Boucher est intendant de la Guyenne de 1720 à 1743.

8. Lettre de Tourny à Portier du 14 avril 1751, citée partiellement par M. Lhéritier, 1920, t. II, p. 225 : "je m'en rapporte plus à vous, qui êtes sur les lieux en état de combiner tout cela et d'y donner d'attention, qu'à Monsieur Gabriel qui, d'ici, ne voit pas la moitié de ce qui est et y réfléchit légèrement."

9. Anciennement place Dauphine.

10. Anciennement place d'Aquitaine.

11. Le portique du portail d'équitation est déplacé au XIXe siècle rue Judaïque.

12. A.M.Bx. DD 32. L'arrêt du Conseil d'État du 17 juin 1756 précise au sujet des bâtiments de l'ancienne Monnaie que malgré leur réparation : "on ne pourroit espérer qu'ils eussent alors une solidité suffisante pour le travail qui doit se faire dans une monnaie, attendu que le terrain où ils sont construits, se sent d'avoir autrefois fait partie du lit de la Garonne, et qu'en les y fondant on n'a pas pris toutes les précautions nécessaires pour les assurer (...) Sa Majesté auroit jugé qu'il conviendrait mieux à ses intérêts de rebâtir sur un terrain vuide et ferme qui lui auroit été indiqué, rue des Capucins, et en conformité des plans qui ont été dressés, pour ensuite vendre le terrain et bâtiments qui composent la Monnaie actuelle." La construction de l'hôtel de la Monnaie a été traitée par Lhéritier, 1920, t. II, p. 103-104 et Stéfanelly, 1985, p. 32-34.

13. André Portier a dressé les plans de ce nouvel hôtel de la Monnaie (paroisse Saint-Michel, place Léon Duguit) qui est réalisé de 1756 à 1759. La seule ornementation particulière de cet édifice fonctionnel qui évite toute décoration superficielle est un cartouche disposé au-dessus de la porte d'entrée. Cette construction et la rue qui s'en suit donnent naissance sur les quais à la porte de la Monnaie.



Fig. 1. - "Plan géométral de la ville de Bordeaux et de partie de ses faubourgs. Levé par ordre de M. Tourny, par les Srs Saintin et Mirail, géographes en 1754. gravé à Paris par J. Latrè en 1755. Cochin filius del. Se vend à Paris chez Latrè."
Détail montrant la localisation de l'ancien hôtel des Monnaies et l'entrepôt du café.
A. M. Bordeaux, XL-A/494 34 pp 18

Dans le cas que par humeur la ville ne se prêterait point à ces vues, je trouverai des négociants, qui seront empressés à acquérir à peu près sur le pied cy-dessus la monnaie à cause de sa situation."

Tourny propose de financer l'acquisition des terrains pour construire la nouvelle Monnaie en empruntant sur la caisse des deux sols pour livres¹⁴ et en vendant l'ancienne Monnaie pour construire les nouveaux bâtiments. Il précise cependant à M. de Chauvelin qu'il faut se hâter d'acquérir le terrain qui va prendre de la valeur grâce aux embellissements qui s'effectuent dans ce quartier¹⁵.

L'intendant réussit à convaincre M. de Chauvelin puisque, par l'arrêt du Conseil du 25 janvier 1757¹⁶, Louis XV ordonne la construction à Bordeaux d'un nouvel hôtel de la Monnaie.

Les fonds nécessaires à l'achat des terrains et l'édification de cet hôtel sont pris dans la caisse de l'octroi des deux sols pour livres mais doivent à terme y être reversés grâce à la vente des terrains de l'ancienne Monnaie qui est ordonnée par le

14. C'est l'octroi de deux sols pour livre qui se perçoivent par la ville de Bordeaux sur les marchandises entrantes et sortantes par les ports de la Généralité.

15. A.D.Gir. C 2406, lettre de M. Chauvelin à M. de Tourny, du 20 mai 1755 (minute) et réponse de Tourny du 16 septembre 1755.

16. A.M.Bx. DD 32. Cet arrêt du Conseil d'État précise en outre que "les plans, devis et détails estimatifs des ouvrages à faire pour la construction de la monnaie [ont été] dressés le 30 octobre 1755 par le s[ieu]r Portier inspecteur de la place Royale et autres de la ville de Bordeaux".

même arrêt du Conseil¹⁷. L'adjudication pour la construction du nouvel hôtel est conclue avec l'entrepreneur Jean Alary¹⁸ pour 101 800 livres. Des augmentations faites au-delà de l'adjudication s'ajoutent et le coût total de ce bâtiment – en ne prenant pas en compte celui de l'acquisition du terrain¹⁹ – est de 132 881 livres 6 sols 6 deniers.

François de Lamontaigne dans sa chronique, précise qu'en "1759, la Monnoye fut transportée dans son nouvel hôtel, près des Capucins, et on démolit l'ancien près de la porte du Caillau, pour percer une rue de la place du Palais au Pont-Saint-Jean"²⁰.

Pour ouvrir une rue à travers l'ancienne Monnaie et vendre les emplacements, il faut auparavant acheter une maison située entre la Monnaie et le Pont-Saint-Jean pour la démolir. Cette maison est acquise "au nom du roy", l'acte est passé chez maître Parran, notaire à Bordeaux, le 23 janvier 1758. Le vendeur est Bernard Clément Monnereau, un négociant bordelais. Cette maison devait être assez importante puisqu'elle est vendue 23 000 livres²¹ (fig. 2).

La deuxième étape pour créer ce lotissement est l'abandon des bâtiments par l'atelier monétaire. Le 30 avril 1759, René Marie Floch, conseiller du roi, général provincial des Monnaies du département de Guyenne se rend à l'hôtel des Monnaies avec son greffier pour dresser un procès-verbal. Il remet ensuite à Portier qui l'accompagne les trente sept clés des logements, bureaux et "ouvreries". L'architecte est commandité par l'intendant pour accomplir cette formalité. L'abandon de ces bâtiments en tant qu'hôtel de la Monnaie est ainsi officialisé : on peut procéder à leur démolition puis à la vente des terrains²².

Le 4 mai²³, Tourny fait publier la vente par "adjudication au plus offrant et dernier enchérisseur des matériaux de la démolition à faire des bâtiments de l'ancien hôtel de la Monnoye". Les adjudicataires doivent s'engager à achever la démolition le 1^{er} août et à réparer les dégâts qui pourraient être faits aux maisons voisines²⁴. C'est Portier qui fait visiter les bâtiments : le corps de logis, de la porte du Caillau jusqu'au Bureau des finances, l'aile du monnayage et celle des moulins ainsi que la maison de Bernard Clément Monnereau²⁵.

L'intégralité des bâtiments n'est donc pas démolie dans un premier temps à cause de la présence du Bureau des finances qui n'a pas encore d'autre emplacement pour s'installer.

L'adjudication des emplacements de l'ancienne Monnaie

La mise aux enchères des terrains

La ville n'ayant pas acquis l'ancienne Monnaie, l'adjudication du terrain a lieu le 14 mai 1757 et les jours suivants. Les emplacements mis aux enchères se situent "dans le terrain de l'hôtel de la Monnoye de cette ville sur une nouvelle rue de 24 pieds²⁶ de largeur qui sera percée dans led[it] terrain depuis la rue du pont S[ain]t-Jean jusqu'à celle du Chai-des-Farines ; lesquels huit emplacements ont été distribués en neuf pour la commodité et le plus grand avantage d'iceux et marqués au plan par les neuf premières lettres de l'alphabet (...). L'adjudicataire sera obligé de se conformer à la décoration qui sera donnée pour les murs de face et de comble (...). De donner aux murs de face qui seront construits de pierre dure, depuis le rez-de-chaussée jusqu'au premier étage, deux pieds six pouces d'épaisseur au nœud, et, de deux pieds d'épaisseur dud[it] premier étage jusqu'à la mansarde".

17. A.D.Gir. C 4493, "État général des sommes prises dans la caisse des deux sols pour livre à la charge de remplacement, de celles qui ont été remplacées et ce qui reste dû".

18. Alary est un entrepreneur régulièrement employé par les jurats et Tourny. Il construit aussi l'amphithéâtre Saint-Côme qui est une commande privée des maîtres chirurgiens à Portier.

Beudet, 1997-1998, p. 52-53 : "Jean Alary est aussi en rapport avec les Laclotte, autres personnages importants de la communauté. C'est Jean Laclotte qui sert de garantie à Jean Alary pour l'obtention de l'adjudication de la construction de l'hôtel de la Monnaie en 1755", A.D.Gir, C 1200.

19. A.D.Gir. C 1200, "État de ce qu'il en coûte suivant les arrêtés de compte pour les bâtisses et autres ouvrages de la nouvelle Monnaie". Le prix du terrain pour la nouvelle monnaie est de 27 666 livres payées aux propriétaires sur la caisse des deux et trois sols pour livre.

20. Lamontaigne, 1926, p. 59.

21. A.D.Gir. C 1202 et C 1200, ordonnance de Tourny fils du 23 janvier 1758. Pour mémoire, un ouvrier gagne à cette époque 250 livres par an.

22. A.D.Gir. Procès-verbal du 30 avril 1754.

23. A.D.Gir. adjudication du 4 mai 1759.

24. A.D.Gir. C 1202.

25. A.D.Gir. C 1237, imprimé pour l'adjudication des matériaux de démolition de l'ancienne Monnaie, signé de Tourny et daté du 4 mai 1759.

26. Un pied équivalait à 35 cm, la rue a donc 8 mètres environs de largeur.



Fig. 2. - "Légende du plan de la Monnoye
La couleur brune marque l'ancien état de la Monnoye et des environs.
La couleur rouge marque l'augmentation qu'on y fit en vertu de l'arrêt de Conseil du 7 may 1726.
La couleur jaune désigne l'état actuel.

A	Onze échopes relevant de la ville, adossées à l'ancien mur de ville, renfermées dans la Monnoye en 1726.	L	Tour d'Eyquem on y a ajouté de Montaigne.
B	Ancien passage public, renfermé dans la Monnoye en 1726.	M	Ancien hôtel de la Bourse
C	Partie du quay-Bourgeois compris dans la Monnoye en 1726.	N	Porte du Caillou.
D	Restant du quay-Bourgeois.	O	Rue du chai des Farines.
E	Ruisseau du Peugue.	P	Place du Palais.
F	Fontaine du Pont-Saint-Jean.	Q	Premier bâtiment de la Monnoye.
G	Porte du Pont-Saint-Jean.	R	Bâtiment dont les caves dépendoient de la Monnoye
H	Rue du Pont-Saint-Jean.	2	Rue Richelieu, ouverte sur l'emplacement de la Monnoye.
J	Rue des Portanets.	3	Huit maisons bâties sur l'emplacement de la Monnoye en 1757.
K	Tour de Garros, actuellement maison du sieur Gernon, fief de la ville, du chapitre S[ain]t-Seurin et du prieur de Camparian.	4	Rue du Caillau.
		5	Nouvelles bâtisses sur le port.
			Échopes bâties en remplacement de celles qui sont marquées de la lettre A."

A.M.Bordeaux, X-T/ 1.
Ce plan est légendé sous la côte A. M. Bx, X-T/ 2.

Tourny procède aux adjudications des emplacements "à la toise superficielle du terrain qu'il contient suivant le plan qui en a été dressé et arrêté par le s[ieu]r Portier, inspecteur des travaux de la place Royale, le 12 du présent mois de mai." Ils sont vendus à des négociants comme l'intendant l'avait supposé (fig. 3). L'emplacement A, de 45 toises 1 pied 9 pouces est vendu en bloc 13 000 livres. Il est régi par des charges particulières "consistant en plusieurs jours au rez-de-chaussée et à tous les étages, envers la maison du s[ieu]r Étienne Causade" ²⁷ qui est attenante à cet emplacement. Il est d'ailleurs vendu à ce bourgeois et négociant bordelais qui fait une offre en argumentant que cet emplacement ne peut intéresser personne à part lui-même ²⁸. Le 28 mai 1766, il revend ²⁹ cette maison 43 000 livres à Messire Richard Gernon, écuyer, "conseiller secrétaire du Roy (..) en la chancellerie près de la Cour des aydes de Guyenne" qui demeure aux Chartrons, rue Poyenne, paroisse Saint-Rémi. L'acte nous apprend que cette maison a été reconstruite à neuf à la place de celle qu'Étienne Causade tenait de son père et précise qu'elle se compose "d'un magasin et des appartements au-dessus". Par le même acte, Richard Gernon loue la maison qu'il vient d'acquérir à Étienne Causade pour une durée de deux ans et demi, moyennant 2 200 livres par an. L'adjudicataire de l'emplacement qui apparaît par la suite en tant que propriétaire est un dénommé Vigneron, négociant ³⁰.

L'emplacement B est acquis par Guillaume Tennet, secrétaire du Roi, qui est aussi un négociant important : la firme Guillaume Tennet s'associe de 1746 à 1753 à l'armateur Gradis ³¹. Tennet acquiert cet emplacement de 49 toises 1 pied 8 pouces à 410 livres la toise superficielle ³².

À M. Raymond Beylac, négociant, sont vendus les deux emplacements C ³³ et D à 410 livres la toise superficielle ³⁴. Le négociant et armateur Pierre Sorbé ³⁵ achète 440 livres la toise superficielle l'emplacement E de 38 toises 3 pieds.

L'emplacement F est vendu à M. François Couturier, négociant, à 405 livres la toise. C'est Jean Richefort, l'architecte, qui se porte adjudicataire pour lui le 14 mai 1757.

M. Jean-Baptiste Réau acquiert l'emplacement G de 31 toises 2 pieds, à 440 livres et M. Laduguie ³⁶, négociant, les deux emplacements H et I formant 43 toises 6 pouces superficielles à 530 livres.

Jean Moulinier, architecte, s'est porté adjudicataire pour les propriétaires de ces trois derniers emplacements ³⁷. Lorsqu'un architecte se porte adjudicataire d'un emplacement au nom d'une autre personne, on peut supposer qu'il est ensuite chargé de le bâtir. Rien ne le prouve, mais la chose n'est pas impossible, elle est même probable. C'est Laduguie qui a payé le prix le plus élevé : les emplacements donnant sur un angle de rue

sont les plus chers car ils ont un double débouché, ici sur la rue Ausone et sur la place du Palais.

Les prix à la toise des terrains équivalent à ceux du lotissement bordelais le plus recherché de cette période, celui de la place Royale, acquis aussi par des négociants comme Pellet. On constate des différences notables du prix à la toise entre les différents lotissements en fonction de leur localisation. Les emplacements sur la rivière, qui correspondent à la façade des quais, sont vendus entre 280 et 300 livres la toise tandis que ceux de la place Dauphine ³⁸ et de la place d'Aquitaine ³⁹ se négocient 100 livres la toise du côté des places intérieures et près des portes, et seulement 60 ou 70 livres sur la place extérieure.

27. A.M.Bx. DD 32 : le 24 juillet 1766 "le sieur Gernon a acquis du sieur Caussade par contrat du 28 mai dernier retenu par M^e Guy et son confrère notaire, une maison, située au Pont-S[ain]t-Jean et au bout du midi de la nouvelle rue Richelieu, paroisse S[ain]t-Michel". Cette maison a été "nouvellement bâtie". Elle est "située audit Pont Saint-Jean et au bout du Midi de la nouvelle rue Richelieu (...) confrontant du bout du Couchant par le devant à la dite nouvelle rue Richelieu, du bout du Levant par le derrière au mur de ville, du côté du Midi partie à une ruelle en cul de sac qui est entre ladite maison et celle du sieur Dubergier, sur laquelle ruelle et au fond d'icelle est la porte d'entrée de ladite maison dudit sieur Gernon, autre partie confronte à la maison dudit sieur Dubergier, et autre partie faisant un retour le long du mur de ville aux maisons du sieur Lamothe, le mur de ville entre deux, lequel mur tant dans cette partie que dans celle du Levant fait partie de ladite maison, et du côté du Nord à la maison du sieur Vigneron". La rue Richelieu désignait le portion de la rue Ausone bâtie sur l'emplacement de l'ancien hôtel de la Monnaie.

28. A.D.Gir. C 1202, adjudication de l'emplacement A.

29. A.D.Gir. 3 E 13 251, minutes de M^e Guy, 28 mai 1766.

30. A.D.Gir. C 1202, "État des emplacements de l'ancienne monnoye qui ont été adjugés" communiqué à l'intendant le 29 mars 1760.

31. Butel, 1974, p.202.

32. Le coût total de l'emplacement est de 30 203 livres 17 sols 8 deniers.

33. Antoine Ladugie déclare, le 25 mai 1757, que lorsqu'il surenché- rissait sur cet emplacement "il agissoit pour le compte d'autrui, et que c'étoit par méprise qu'il avoit tiercé de dernière enchère", l'emplacement est donc adjugé à Beylac.

34. Ces emplacements forment ensemble 87 toises 4 pieds 8 pouces vendus 35 988 livres 17 sols 8 deniers.

35. Butel, 1974, p. 259.

36. A.D.Gir. C 1202 : l'adjudication est faite par Laduguie le 29 mai 1757. L'ensemble du terrain vaut 22 834 livres 3 sols 4 deniers

37. A.D.Gir. C 1202, "État des emplacements de l'ancienne monnoye qui ont été adjugés aux ci-après nommés", remis à l'Intendant le 29 mars 1760.

38. Actuellement place Gambetta.

39. De nos jours appelée place de la Victoire.

Dès 1760, Guillaume Tennet, Raymond Beylac, Pierre Sorbé, Jean-Baptiste Réau, Joseph Vigneron et François Couturier déclarent être "à même de vouloir construire leurs maisons". Ils font une requête aux maire et jurats de Bordeaux pour "faire du mur de ville joignant leurs maisons tel usage qu'ils jugeront à propos pour la construction de leurs maisons comme aussi d'y élever au-dessus et d'y pratiquer des jours dont les croisées seront grillées ainsy qu'il est pratiqué aux maisons voisines" ⁴⁰. Tourny leur en avait fait la promesse verbalement : ils n'auraient pas sans cela payé un prix aussi élevé pour leurs emplacements. Ils demandent la possibilité de déverser leurs eaux usées sur les échoppes adossées au mur de ville comme l'ancien hôtel de la Monnaie en avait autrefois le droit. Les jurats ordonnent à Bonfin de dresser un procès-verbal de l'état des lieux. Le 6 mai 1760 il s'y rend accompagné du jurat Mathieu Tourat le procureur syndic de la ville. Ils examinent ensemble les différents chantiers. Le mur de ville ne peut être propre à aucune autre utilité, il est donc permis "aux suppliants de se servir et faire usage du mur de ville dont s'agit, soit pour lier les murs de leurs maisons, soit pour élever et bâtir sur ledit mur".

Bilan de cette opération

La vente des emplacements s'élève donc à 136 906 livres et 2 deniers auquel s'ajoute le prix de vente des matériaux des bâtiments "de la vieille Monnaie" ⁴¹. Elle permet donc de financer la construction du nouvel établissement s'élevant à 132 881 livres 6 sols 6 deniers ⁴². Tourny a donc estimé justement le financement du nouvel hôtel de la Monnaie.

Cependant, l'Intendant a bien des difficultés pour se faire payer des adjudicataires. Leur règlement doit être fait le 1er mai 1758, lorsqu'ils doivent être en possession de leur terrain, après la démolition des anciens bâtiments. En outre des difficultés surviennent avec les officiers de l'ancienne Monnaie : le transfert vers la nouvelle Monnaie est retardé. Les anciens bâtiments ne sont donc jetés bas que le 1^{er} août 1759, soit un an plus tard que prévu.

Cosme-Henry Letellier ⁴³, commis à l'inspection du port de Bordeaux, écrit à Tourny fils le 29 mars 1760 : "vous trouverez, Monsieur, cy joint l'état du montant de ce que ont été vendus les emplacements de la vieille Monnoye, et celluy des matériaux des vieilles bâtisses, il n'a été payé sur le tout et par M. Beylac que 30 000 livres" ⁴⁴.

L'Intendant rédige alors des ordonnances pour enjoindre les adjudicataires récalcitrants à s'acquitter de leurs dettes le 29 juillet 1760 ⁴⁵. En 1761 la situation semble avoir peu évolué puisque l'Intendant doit renouveler sa démarche. Un mémoire du 2 juillet 1761 ⁴⁶ indique les raisons invoquées par les débi-

teurs. Guillaume Tennet pour "une expédition particulière ordonnée par le roi" a engagé deux frégates d'une valeur de 71 000 livres dont il "attend le paiement pour acquitter son emplacement". Le négociant Sorbé "a fait des pertes dans son commerce [et] a besoin de vendre un bien de campagne pour payer". Couturier évoque aussi les difficultés rencontrées dans son négoce. Jean-Baptiste Réau rétorque qu'il n'a que "des effets royaux dont le paiement est suspendu et qu'il ne peut se libérer que lorsque les effets auront repris leur cours, à moins qu'on ne veuille en recevoir en compensation" et Laduguie fait les mêmes allégations. La conjoncture est défavorable au négoce durant les guerres : la Guerre de Sept Ans commencée en 1757 ne s'achève qu'en 1763. À Bordeaux durant cette période de conflits se produisent en moyenne 21 faillites par an ⁴⁷ d'où les difficultés de ces négociants et la suspension des effets royaux. Paul Butel précise que durant ce conflit maritime

40. A.M.Bx, DD 32.

41. A.D.Gir. C 1200, "État de ce qu'il en coûte suivant les arrêtés de compte pour les bâtisses et autres ouvrages de la nouvelle Monnaie". Les matériaux des bâtisses de l'ancienne Monnaie sont vendus à Laduguie (1 200 livres), à Bonfin pour la ville (2 450 livres) et enfin à l'architecte Dugla (900 livres).

42. Le prix des terrains n'est cependant pas compris dans cette évaluation.

43. Il est baptisé le 7 mai 1701 à Notre-Dame de Vernon, dans le diocèse d'Évreux et décède à Bordeaux le 16 mars 1777. Ce chevalier de l'ordre militaire de Saint-Louis commence à servir dans les milices du Limousin en tant que lieutenant. En janvier 1734, il est nommé capitaine d'une compagnie dans le bataillon de milices de la généralité de Limoges. Il séjourne dans cette ville de 1737 à 1741 et remplace l'ingénieur des Ponts et chaussées trop âgé, à la demande du marquis de Tourny, alors intendant du Limousin. C'est là que Tourny rencontre sans doute pour la première fois Letellier. Le marquis doit apprécier l'homme et ses aptitudes puisque, lorsqu'il est nommé à l'Intendance de la Guyenne, il fait appel à lui et le fait nommer Inspecteur du port de Bordeaux. Letellier collabore étroitement avec le marquis de Tourny puis son fils et avec l'architecte André Portier pour réaliser les embellissements de la ville de Bordeaux. Lors de son mariage en 1757, il porte les titres de "commandant des batteries sur les cottes du Médoc, major général de la capitainerie de Bordeaux et inspecteur des ports et havres de ladite ville".

44. A.D.Gir. C 1202, lettre de Letellier à Tourny fils du 29 mars 1760. Beylac est l'adjudicataire des emplacements C et D pour lesquels il doit 35 988 livres 17 sols 8 deniers, il s'est donc acquitté de la quasi-totalité de la somme qu'il devait.

45. A.D.Gir. C 1202.

46. A.D.Gir. C 1202, "Mémoire du 2 juillet 1761".

47. Butel, 1974, p. 110.

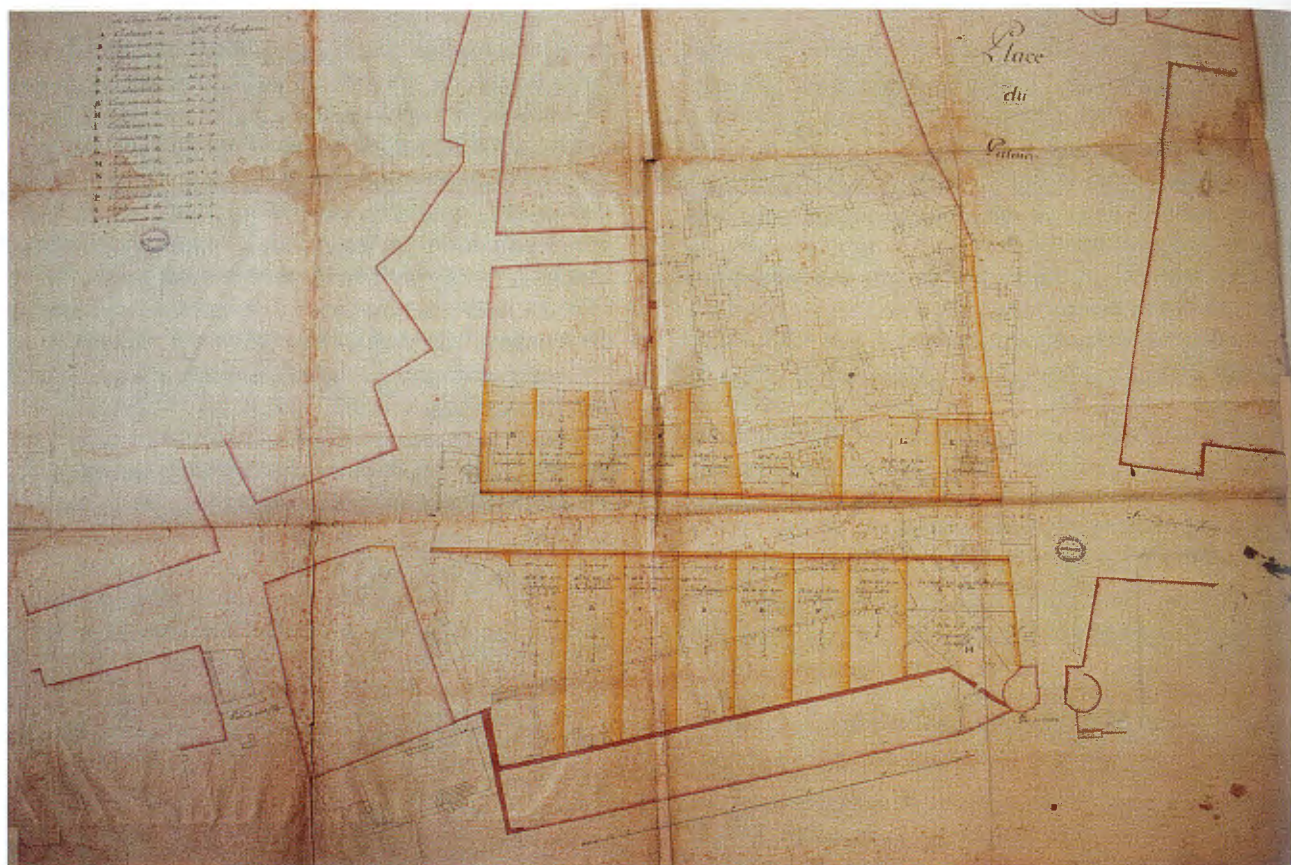


Fig. 3. - "Plan de l'ancien hôtel des Monnoyes, des emplacements à vend[er] terrain, la vieille Bourse, la place du Palais."

En haut et à droite du plan, on peut lire :

"Plan de l'ancien hôtel des Monnoyes, des emplacements à vendre dans le terrain de l'ancienne hôtel de la Monoye

A Emplacement de	45 toi[s]es] 5 p[ieds] 7 po[uces] superficielles	K Emplacement de	22 toi[s]es] 0 p[ied] 7 po[uces] superficielles
B Emplacement de	46 toi[s]es] 3 p[ieds] 4 po[uces] superficielles	L Emplacement de	34 toi[s]es] 0 p[ied] 9 po[uces] superficielles
C Emplacement de	43 toi[s]es] 2 p[ieds] 7 po[uces] superficielles	M Emplacement de	23 toi[s]es] 5 p[ieds] 0 po[uces] superficielles
D Emplacement de	40 toi[s]es] 0 p[ied] 0 po[uces] superficielles	N Emplacement de	23 toi[s]es] 1 p[ied] 4 po[uces] superficielles
E Emplacement de	36 toi[s]es] 5 p[ieds] 3 po[uces] superficielles	O Emplacement de	23 toi[s]es] 3 p[ieds] 9 po[uces] superficielles
F Emplacement de	33 toi[s]es] 4 p[ieds] 6 po[uces] superficielles	P Emplacement de	23 toi[s]es] 3 p[ieds] 9 po[uces] superficielles
G Emplacement de	30 toi[s]es] 3 p[ieds] 9 po[uces] superficielles	Q Emplacement de	24 toi[s]es] 1 p[ied] 3 po[uces] superficielles
H Emplacement de	31 toi[s]es] 4 p[ieds] 8 po[uces] superficielles	R Emplacement de	24 toi[s]es] 3 p[ieds] 0 po[uces] superficielles
I Emplacement de	24 toi[s]es] 1 p[ied] 3 po[uces] superficielles		

A.M.Bordeaux, X-A/ 9.

majeur du règne de Louis XV "la guerre exigea 1,8 milliards, sollicitant en ressources extraordinaires 1,105 millions" ⁴⁸, ce qui permet de bien apprécier le poids de cette guerre qui pèse énormément sur le budget de l'État et son impact sur l'économie du pays.

Vignerons invoque une autre raison. Il explique que les chapitres de Saint-Seurin et de Saint-André demandent des lods et ventes pour son emplacement alors que, suivant les termes de l'adjudication, les terrains relèvent uniquement du Roi. Il n'entend payer qu'après l'élucidation de cette question ⁴⁹. En 1763, il reste encore dû 56 788 livres 7 deniers sur les 136 906 livres 2 sols ⁵⁰.

Or, il faut faire rentrer ces fonds le plus rapidement possible "afin de pouvoir totalement liquider ce qui reste dû à Allary" ⁵¹, l'adjudicataire des travaux de la nouvelle Monnaie. Jean-Baptiste Réaud s'acquitte de sa dette le 29 avril 1763 mais d'autres débiteurs posent problème, en particulier Laduguie qui fait banqueroute en 1763. On apprend ainsi qu'il a construit deux maisons sur son emplacement. Le Roi en son Conseil tenu à Marly le 8 mai 1763, considérant que Laduguie a dû déposer son bilan, que ses dettes sont plus importantes que ses biens, établit une commission pour leur vente. La créance de Saige sur les avoirs de Laduguie est immédiatement privilégiée après celle du Roi à qui il doit le prix de son emplacement ⁵².

Le 26 mars 1776, Sorbé doit encore 16 000 livres, plus les intérêts calculés depuis le 1^{er} octobre 1764 jusqu'au 1^{er} octobre 1773. Des commandements de payer lui sont adressés et la maison qu'il a fait bâtir est saisie. Sorbé fait un recours auprès de l'Intendant et obtient un délai supplémentaire de quatre ou cinq ans pour régler les sommes dues ⁵³.

La poursuite du lotissement des terrains de l'ancienne Monnaie sous l'intendance d'Esmangart ⁵⁴

Tous les terrains de l'ancienne Monnaie n'ont pu être lotis en 1757 "attendu qu'une partie étoit très bornée par le Bureau des finances". Ce bureau, l'ancienne Bourse et l'excédant des terrains de l'ancienne Monnaie sont vendus entre 1773 et 1774 seulement.

En exécution de l'édit du mois de mars 1773, le 14 septembre de la même année, il est procédé à la vente, au plus offrant et dernier enchérisseur, de terrains, bâtiments et emplacements appartenant au Roi, "suivant les plans qui en ont été dressés par le sieur de S[ain]t André, ingénieur en chef" ⁵⁵. Il s'agit du Bureau des finances dans lequel il tient ses séances, de la vieille Bourse et "la vieille Monnaie, situés entre la place du Palais, la rue de Richelieu et la rue du Pont-Saint-Jean". Le tracé des

emplacements et l'élévation des façades données par Portier ne sont donc plus pris en compte et l'unité architecturale qui devait se dégager de cette rue est brisée.

L'adjudication définitive a lieu le 29 octobre, le négociant Moreau l'emporte en proposant 470 livres la toise sous le nom de "Moreau et C^{ie}". Il acquiert ainsi 453 toises pour un montant de 212 918 livres 6 sols et 8 deniers. Les terrains vendus correspondent aux numéros impairs de la rue Ausone, une partie de la place du Palais et du cours Alsace-Lorraine.

48. Butel, 1993, p. 244.

49. A.M.Bx. DD 32 : Le chapitre de Saint-Seurin, M. Dugros, l'archidiacre de Saint-André et le prieur du prieuré de Camparian réclament des droits de directe sur trois emplacements adjudés par M. de Tourny sur lesquels ont été construites trois maisons. Ils ne considèrent pas qu'ils aient fait partie du terrain de l'ancienne Monnaie. Ce sont les emplacements du Sieur Tenet, Secrétaire du Roi, et des négociants Beylac et Vignerons qui font l'objet de cette contestation. Or, l'adjudication des neuf emplacements le 25 mai 1757 disait clairement l'origine de la propriété. "Les adjudicataires sont en conséquence chargés de les tenir et reconnoître du Roi à cause de son duché de Guienne, imposé envers Sa Majesté d'un denier d'exporte à chaque mutation de seigneur ou de vassal".

50. Le Secrétaire du Roi, Guillaume Tennet, et les négociants Joseph Vignerons, Raymond Beylac, Pierre Sorbé, François Couturier, Jean-Baptiste Réau et Laduguie doivent respectivement : 3 165 livres 12 sols, 2 977 livres 10 sols, 5 921 livres 7 sols 8 deniers, 16 000 livres, 4 130 livres 1 sol, 1 759 livres 13 sols 4 deniers, 22 834 livres 3 sols 4 deniers, 22 834 livres 3 sols 4 deniers.

51. A.D.Gir. C 1202, lettre de Duchesne à l'Intendant du 22 février 1763.

52. A.D.Gir. C 1202, emplacements de l'ancienne Monnaie, 22 février 1763.

53. A.D.Gir. C 4493, pièce 28.

54. Charles-François-Hyacinthe Esmangart est Intendant de la Guyenne de 1770 à 1775.

55. A.D.Gir. C 3718 : M. de Saint-André est Inspecteur général de la navigation, il dresse des procès-verbaux de visite au cours de l'automne 1770. Ses indemnités de logement sont indiquées sous la cote C 1896 et son traitement en tant qu'ingénieur en chef des Ponts et chaussées sous la cote C 2903. Il est préposé à la réalisation de ponts (A.D.Gir. 3715). Il présente également un mémoire le 17 juin 1770 sur l'abus des exemptions de corvées dans la généralité de Bordeaux (A.D.Gir. 3720), fait un rapport sur les dégâts causés sur la route de Toulouse, dans la partie du Pas-Saint-George, par le débordement de 1770 (A.D.Gir. 1949). Les ingénieurs des Ponts et chaussées apprennent aussi le dessin et l'architecture (Picon, 1992, p. 85), il n'est donc pas étonnant qu'il fasse cette partie du lotissement de l'ancien hôtel des Monnaies et qu'il soit probablement l'auteur des nouvelles élévations que les adjudicataires sont chargés de suivre. De par ses fonctions, il semble avoir remplacé Letellier.

Bien que suivant l'arrêt du 25 janvier 1757, " le produit de ces derniers terrains dût rentrer dans la caisse des deux sols pour livres à concurrence de 47 950 livres 2 sols 2 deniers qui restent à remplacer, on refusa ce remplacement sous prétexte que les lettres patentes relatives à la translation des cours au Collège de la Madeleine destinent ces fonds aux réparations que l'on doit faire à ce collège " ⁵⁶.

Les élévations des maisons de la rue

Les façades dessinées par André Portier

Portier a dû donner les élévations à suivre pour ces façades : bien que ce ne soit pas précisé dans les sources, il y a de fortes présomptions en faveur de cette hypothèse puisqu'il a dessiné les plans des emplacements et ceux du nouvel hôtel de la Monnaie dont la réalisation est liée à la vente de ce lotissement. De plus, il est alors l'architecte de l'intendant et réalise tous ses projets.

La façade qui présente un rez-de-chaussée surmonté de trois étages carrés est strictement hiérarchisée : le rez-de-chaussée comporte pour chaque maison trois arcades à refends, une plus large au centre encadrée par deux plus étroites. L'étage noble reçoit un décor plus soigné avec des mascarons à la clé des arcs segmentaires qui somment les portes-fenêtres (fig. 4). De larges agrafes ornent les fenêtres du second étage (fig. 5) tandis que d'autres, plus petites, agrémentent les baies de moindre dimension du dernier étage (fig. 6). Les baies de l'étage noble et du second étage, ornées de chambranles à crossettes, reçoivent à leur base des garde-corps en ferronnerie. La hiérarchisation des niveaux est aussi marquée à travers ces décors de ferronnerie : le garde-corps du second étage est moins important qu'au premier niveau (fig. 7) et il disparaît de la baie du troisième étage. Le fer forgé anime la pierre en déployant ses entrelacs formés de courbes et de contre-courbes.

Portier rythme cette façade avec des chaînes à refends qui délimitent chaque ensemble de trois travées correspondant à une maison. La structure est fortement soulignée par le bandeau discrètement mouluré et la corniche architravée à la base de la toiture (fig. 8).

Les façades qui n'ont pas été modifiées correspondent bien au " style Portier " avec une décoration simple mais soignée. Sur les nouvelles façades dont il donne l'élévation pour les maisons qui bordent les places et la façade des quais, Portier répand ce rocaille assagi que Gabriel et son équipe parisienne avaient introduit à Bordeaux lors de la réalisation de la place Royale. On peut noter une forte parenté entre ces élévations de la rue Ausone et celles de la façade des quais bien que cette dernière n'ait que deux étages carrés surmontés d'une toiture mansardée.

Les modifications des XIXe et XXe siècles

Le 29 août 1880, M. Ellies propose à la ville de Bordeaux d'acquérir sa maison du 2 rue Ausone et 8 place du Palais qui doit être démolie pour dégager la porte Cailhau. En se fondant sur sa valeur locative, il en demande 80 000 francs. L'adjoint délégué aux travaux de la ville refuse son offre car il l'estime, au plus, à 60 000 francs et souhaite faire une étude préalable pour se rendre compte si la démolition est nécessaire au dégagement de la porte Cailhau ⁵⁷. En octobre 1881, le maire écrit à l'architecte Charles Durand pour qu'il dresse un plan officiel des alignements nouveaux à donner aux deux côtés de la rue Porte-Cailhau.

Le 6 octobre 1883, les architectes Soulugues et Perié effectuent l'état des lieux de deux maisons contiguës, celle de M. Ellies et celle du 6 rue Porte-Cailhau. Le long de cette rue, trois travées de voûtes d'arêtes couvrent les caves et le rez-de-chaussée, deux de ces travées se trouvent au n° 8. Des traces d'anciennes portes de communication entre les deux maisons existent au premier étage et au grenier. La maison de M. Ellies n'a pas de fosse d'aisance, elle utilise celle de la maison de la Ville ⁵⁸. Ces dispositions font admettre aux deux experts que ces maisons n'en formaient qu'une à l'origine. Il s'agit de celle bâtie par Laduguie au XVIIIe siècle. Une devanture masque les arceaux du rez-de-chaussée de la maison de M. Ellies et à l'intérieur des marchandises sont entreposées. Le premier étage se compose d'une cuisine, d'une salle à manger, d'un salon et ces deux dernières pièces ont un plafond orné de corniches en plâtre. Le second et le troisième étage sont occupés par des chambres sans qu'il soit donné d'autres précisions. Les cabinets d'aisances sont placés à mi-volée, dans un espace exigu qui donne sur la cage d'escalier, entre chaque étage. Les experts signalent peu de choses sur la maison mitoyenne, l'acte étant fait pour constater les dégradations des bâtiments et non pour en donner une description exhaustive.

Le 30 avril 1885, la Ville achète la maison Ellies moyennant 82 000 francs ⁵⁹ et en juillet, le maire écrit que, grâce à cette acquisition, le dégagement de la porte du côté sud est complété et la restauration de cette partie de la tour à peu près achevée.

56. A.D.Gir. C 4493, pièce 28, " Deux sols pour livres de la ville de Bordeaux. État général des sommes prises dans la caisse des deux sols pour livres à la charge de remplacement, de celles qui ont été remplacées et de ce qui reste dû ".

57. A.M.Bx. 2808 M 4, porte du Palais, dégagement 1880-1887.

58. La Ville est propriétaire du 6 rue Porte-Cailhau.

59. L'acte de vente est passé chez M^e Lafont, le 30 avril 1885.



Fig. 4. - Un mascaron du 8 rue Ausone.



Fig. 5. - Une agrafe ornant une baie du second étage du 12 rue Ausone.



Fig. 6. - Une agrafe ornant le troisième niveau du 8 rue Ausone.



Fig. 7. - Un garde-corps de ferronnerie à la base des baies du premier étage du 10 rue Ausone.

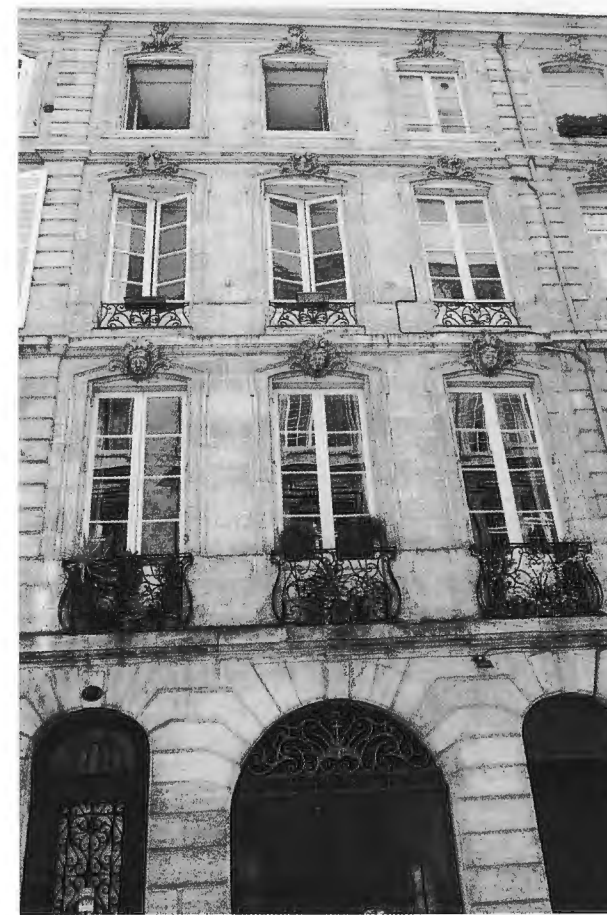


Fig. 8. - Façade du 10 rue Ausone.

M. Calandreau est le nouveau propriétaire de la maison située à l'angle de la rue Ausone et de la Place du Palais. Le 13 mars 1889, il demande au maire de Bordeaux l'autorisation d'en reconstruire la façade. Il veut élever quatre étages au-dessus du rez-de-chaussée sur une longueur de 15 mètres sur la rue Porte-Cailhau. Il désire aussi placer un balcon de 4 mètres de longueur. L'autorisation lui en est donnée le 29 mars : il doit respecter le nouvel alignement sur la rue Porte-Cailhau et entre cette rue et la rue Ausone, établir un pan coupé de 50 centimètres perpendiculairement à la bissectrice de l'angle⁶⁰. La saillie maximum du balcon ne doit pas excéder 85 centimètres du nu du mur et il doit surplomber le trottoir de 3 m 50. Il lui faut acquérir la mitoyenneté du mur sur la rue Porte-Cailhau qui appartient à la Ville⁶¹. Pour échafauder, il doit empiéter de 2 mètres sur la voie publique durant deux mois⁶². Les élévations de cette maison sur les deux rues ne sont donc pas celles d'origine, comme le faisaient soupçonner notamment la fixation des gardes corps des fenêtres et le caractère plus stéréotypé des mascarons (fig. 9) qui reprennent cependant les modèles du XVIIIe siècle, rendant ce pastiche presque parfait (fig. 10).

La façade du 6 rue Ausone est aussi reconstruite au moment du dégagement de la porte Cailhau au XIXe siècle. L'un des mascarons représente Mercure, le dieu de commerce avec son pétase ailé. On y a ajouté un balcon orné de ferronneries en fonte.

Des modifications sont intervenues au niveau des baies du rez-de-chaussée de la maison du 8 rue Ausone. Les mascarons sont d'une belle qualité. À gauche, le visage d'une femme encadré de tresses (fig. 4), à droite, la tête ronde et joufflue d'un homme souriant dont les mèches semblent plaquées par le vent contre le cartouche (fig. 11). Le mascaron du milieu est remarquable, il évoque le Neptune à la clé de la porte d'entrée donnant côté jardin de l'hôtel Daniel Denis de Saint-Savin de Lansac qui avait pris pour modèle celui initialement prévu par Portier pour la porte Dijaux (fig. 12). Les mascarons peuvent ainsi être de petits chefs-d'œuvre. On peut supposer que ceux-ci ont été réalisés par Francin ou son équipe, on y retrouve son style, une sculpture souple, forte et puissante. Les mascarons et leurs cartouches aux clés des baies ôtent toute la monotonie qui pourrait se dégager de ces maisons à arcatures et refends et trois étages carrés.

L'immeuble du 10 rue Ausone est peu transformé extérieurement. Les mascarons à la clé des portes-fenêtres du bel-étage représentent des visages masculins pleins et sereins.

Un balcon art nouveau orne la façade du 12 rue Ausone et ses jeux de courbe et de contre-courbe s'harmonisent avec le décor rocaille. Sous cette ferronnerie exubérante, les mascarons se perdent dans l'ombre : un personnage est couronné de grappes de raisins tel une allégorie de l'automne.

Un balcon porté par des consoles, motif introduit dans les années 1770, a été rajouté au 14 rue Ausone. Les mascarons qui l'ornent ne manquent pas d'esprit : les cartouches semblent reprendre le dessin des oreilles du personnage sculpté.

L'immeuble du 16 rue Ausone n'a d'autre décor que les chambranles à crossettes et les bandeaux moulurés différenciant les étages. Il n'y a ni mascarons, ni agrafes pour lesquels il faut faire intervenir un sculpteur. Le propriétaire a certainement voulu diminuer le coût de la construction, et ce dès l'origine, car il n'y a pas de clé épannelée où devrait se trouver la sculpture. L'un de ses anciens propriétaires, M. de Boissac, écrit au maire le 15 juillet 1890 pour lui demander l'autorisation de modifier sa façade. Il veut supprimer l'ancien arceau et établir un poitrail sur toute la largeur de la façade qui est de 7 mètres. Ce poitrail doit reposer sur trois piles en pierre dure. M. de Boissac veut aussi supprimer la deuxième marche pour "ne former qu'un seuil sur toute la largeur de la façade" et poser une "devanture sur toute sa largeur". L'autorisation lui est délivrée à condition d'étayer solidement la façade durant les travaux et de placer les étais à l'intérieur du chantier clos (fig. 13).

Un immeuble locatif du cours Alsace-Lorraine construit dans la seconde moitié du XIXe siècle se poursuit sur la rue Ausone au numéro 18. Il est "composé de caves, d'un rez-de-chaussée, premier, second et troisième étage avec dépendances"⁶³. En 1868, une partie de cette maison est "soumise à une expropriation, ce qui nécessite sa reconstruction immédiate". Madame Betus "est sur le point de faire rebâtir cette maison de manière à en augmenter la valeur et à tirer parti de sa position". Elle a demandé à monsieur Brun, architecte à Bordeaux, un devis des travaux qui doivent s'élever à 103 951 F 41 c. Elle se propose d'acquérir dans ce but un terrain qui borde cette maison pour reconstruire le nouvel immeuble qui doit avoir 414 m² de façade en pierre de Bourg de premier choix sur les rues tandis que la façade sur cour est réalisée en parpaings de Bourg. Une demande est faite le 6 août 1868 par Ferdinand Betus auprès des services de voirie⁶⁴ pour obtenir l'autorisation de faire construire "une maison élevée de quatre étages au-dessus du rez-de-chaussée ayant 27 mètres de façade sur l'emplacement qu'il possède à l'angle des rues du Peugeot"⁶⁵.

60. Cette clause n'a pas été respectée comme le montre l'élévation actuelle.

61. A.M.Bx. 74 O 23, 29 mars 1889.

62. A.M.Bx. Voirie rue Ausone, B 15, Mic. rue Ausone.

63. A.D.Gir. minutes de M^e Borderia, juillet-août 1868, non cotées, vente Chassaing-Debotas à Mme Betus du 27 août 1868.

64. A.M.Bx. 74 O 10, n° 206, du 14 août 1868.

65. Actuellement cours Alsace-Lorraine.



Fig. 9. - Mascaron du 4 rue Ausone.



Fig. 11. - Mascaron du 8 rue Ausone.



Fig. 12. - Mascaron du 8 rue Ausone.



Fig. 10. - Façade du 8 rue Porte-de-Cailhau et du 4 rue Ausone.

et Ausone, deuxièmement placer un balcon, de 10 m 50 de longueur et un décrotoir". L'autorisation lui est accordée avec certaines conditions : "le balcon devra être placé à 4 mètres 30 au moins de hauteur au-dessus du pavé. Il ne pourra avoir plus de 80 cm de saillie. Les pieds-droits des grandes baies seront en pierre dure ; les colonnettes et poitrails devront être établis conformément aux plans joints à la pétition déposée à l'hôtel de ville" et certaines autres précautions doivent être prises, notamment à cause des égouts⁶⁶.

66. La totalité de la série 74 O a été consultée pour voir les ordonnances d'alignement concernant cette partie de la rue Ausone (soit 74 O 1 à 74 O 56) ainsi que la série 22 O 1 qui concerne la correspondance de la municipalité au sujet des infractions observées allant à l'encontre des permis de construire.



Fig. 13. - Les façades de la rue Ausone du côté pair, avec au premier plan la maison du 16 rue Ausone.

Les élévations des immeubles lotis sous l'intendant Esmangart

Les maisons correspondant aux numéros 1 et 3 de la rue Ausone sont composées d'un rez-de-chaussée sur cave, d'un entresol et de trois étages (fig. 14). Les baies de l'entresol et du rez-de-chaussée sont inscrites dans la même embrasure, comme c'est le cas depuis les constructions de Gabriel à Bordeaux. La structure est affirmée par une franche séparation des niveaux avec des bandeaux ornements de motifs différents. Le rez-de-chaussée est différencié du premier étage par un bandeau décoré de postes. Une chaîne d'angle harpée souligne l'angle de la bâtisse. Les baies sont soulignées par des claveaux en bossage en harpe.

Le 27 décembre 1844, Jean Michel Henri Bassié, négociant vend à madame Henriette Ganseford, veuve de M. Trigant-Battier, "une maison située à Bordeaux, formant l'angle de la place du Palais et de la rue Ausone, ayant une entrée de ces deux côtés marquée chacune du n° 1, la dite maison consistant en caves voûtées, rez-de-chaussée avec magasin, entresol, premier, second et troisième étage avec grenier" ⁶⁷. Monsieur Bassié l'avait acquise de madame Marie Adèle Moulinié, alors mariée à Joseph Marie Dupac, avoué licencié, le 5 octobre 1843 ⁶⁸.

67. A.D.Gir. 3 E 50 130, vente Bassié - Trigant du 27 décembre 1844, acte n° 256.

68. Cet acte qui donnait les origines antérieures de la propriété n'est pas conservé parmi les minutes de Maître Bignon (3 E 50 127).

Le 3 rue Ausone est vendu par adjudication le 18 septembre 1855 ⁶⁹ avec l'immeuble du 2 place du Palais puisque ces deux "maisons [sont] déclarées impartageables en nature, commodément et sans perte". La maison de la rue Ausone est décrite minutieusement dans l'acte d'adjudication : la "façade est percée, au rez-de-chaussée, d'une grande porte de magasin, lequel communique de la maison désignée sous le numéro 1^{er} ⁷⁰, ces deux magasins n'en formant qu'un, et d'une porte d'entrée ouvrant sur un corridor.

Au fond de ce corridor est un escalier en pierre qui conduit à l'entresol.

L'entresol se compose d'une pièce servant de comptoir, (...) éclairée, sur la rue Ausone par deux croisées. Au derrière est une cheminée en pierre et ouvrant sur une petite cour qui communique avec la maison désignée au numéro 1^{er}.

Le même escalier conduit au 1^{er} étage lequel se compose d'un salon planchéié, plafonné, boisé, pourvu d'une cheminée en marbre et éclairée par deux croisées à banquettes sur la même rue. Une porte de cette pièce communique dans un corridor qui dessert une cuisine carrelée, pourvue d'un évier et éclairée par une fenêtre sur la cour.

Le deuxième et le troisième étage auxquels on parvient encore par le même escalier se composent chacun des deux chambres à coucher : l'une sur le devant, éclairée par deux croisées sur la rue Ausone et l'autre sur le derrière, desservie par un corridor et éclairée sur la cour par une croisée ; les dites pièces du 2^e étage planchéiées et plafonnées et celles du 3^e carrelées, plafonnées, tapissées et dont trois sont pourvues d'une cheminée en pierre.

Au-dessus du 3^e étage sont un grenier et une chambre à fruits."

Cet acte donne aussi précisément l'origine de la propriété. L'emplacement est acheté le 3 août 1775 par Jean-Baptiste Moulinié qui y bâtit "la dite maison pendant sa société contractuelle avec la dite dame Vignaut, sa première épouse, sur une partie des emplacements provenant de l'ancienne Monnaie et de l'ancien Bureau des finances de Bordeaux, à lui adjugés suivant un contrat passé le 3 octobre 1775 devant M^e Rauzan ⁷¹, notaire de cette ville". Nous connaissons ainsi l'un des adjudicataires des emplacements vendus en 1775 sous l'intendant Esmangart.

Sa fille, Marie, qui épouse Vital Rivière, hérite de cette maison ⁷². Une fois veuve, elle la revend conjointement avec ses deux enfants, Jean-François et Delphine le 3 décembre 1825 ⁷³ à Pierre-Henry Ganseford. Au décès de celui-ci elle revient à



Fig. 14. - 1 place du Palais et 1 rue Ausone.

son épouse, Marie-Julie Juhel-Renoy. Marie-Julie décède à son tour et la maison tombe en indivision entre ses trois filles et elle est vendue par adjudication le 18 septembre 1855.

Ces deux maisons qui ont des élévations semblables appartiennent toutes deux à des Ganseford, le numéro 1 à Henriette, à partir de 1844, et le 3 à Pierre-Henry dès 1825. Une telle coïncidence paraît surprenante et l'on peut se demander s'ils ne

69. A.D.Gir. U 1172, f° 1 à 44.

70. Il s'agit de la maison située 2 place du Palais.

71. Les minutes de maître Rauzan de cette année-là ne sont pas suffisamment bien conservées pour être consultables.

72. Le partage est effectué chez Maître Durrieux, notaire à Bordeaux.

73. L'acte est passé chez maître Ferrère à Bordeaux.



Fig. 15. - Les façades de la rue Ausone du côté impair avec au premier plan l'immeuble du 13 rue Ausone, puis les numéros 11, 9, 7, 5 qui ont les mêmes élévations.

sont pas apparentés et s'ils n'avaient pas procédé d'un commun accord à la reconstruction de leurs demeures, après 1844, lorsque Henriette fait l'acquisition de la maison voisine.

Les immeubles qui correspondent aux numéros 5, 9 et 11 de la rue sont dotés des mêmes élévations (fig. 15). Le rez-de-chaussée et l'entresol ornés de refends occupent une grande part de la façade de ces immeubles. L'étage noble reçoit un traitement particulier : les portes-fenêtres s'ouvrent dans un chambranle mouluré à crossettes avec une agrafe à la clé. Des consoles encadrent une table chanfreinée. D'après le style de ces façades et l'historique d'une de ces maisons, elles semblent correspondre aux élévations imposées sous l'intendant Esman-gart.

L'emplacement qui correspond au 11 rue Ausone avait été acquis par "Moreau et compagnie" le 8 septembre 1775 "par suite de tiercement de la dernière enchère des sieurs Dusolier et compagnie qui en étaient eux-mêmes restés adjudicataires suivant procès-verbaux d'enchères". Le 7 mars 1778, ils le revendent à monsieur Lamothe qui y fait construire. La disposition originale de cette maison est donnée lors de la vente par adjudication en 1848⁷⁴. Le rez-de-chaussée se compose "d'un corridor ayant issue sur la rue Ausone par une porte fermant à un ventail et d'un vaste magasin prenant jour par une grande porte sur la rue Ausone et ayant une porte de communication avec le corridor". L'entresol quant à lui se divise en "deux petites pièces dont l'une grande éclairée par trois fenêtres sur la rue Ausone et l'autre petite communiquant avec la précédente et prenant jour sur le derrière par une seule fenêtre." Le premier étage "se compose de trois pièces à cheminées, dont deux prennent jour sur la rue Ausone, l'une par deux fenêtres et l'autre par une seule. La première est boisée, elles corres-

pondent entr'elles par une porte fermant à deux vantaux, elles sont planchées et plafonnées et ornées de vastes placards, la troisième donnant sur le derrière et servant de cuisine carrelée et éclairée sur le derrière." Le second étage "est composé de trois pièces à cheminées et prenant jour comme les précédentes sur la rue Ausone" et le troisième étage "est aussi composé de trois pièces prenant jour, les deux premières sur la rue Ausone comme les précédentes. Dans la première de ces pièces se trouve une alcôve servant de chambre à coucher, la troisième est aussi comme les précédentes éclairée sur le derrière par une fenêtre à deux vantaux.

Les dites pièces sont carrelées et plafonnées.

Le quatrième étage se compose sur le devant d'un vaste grenier éclairé par une ouverture donnant sur la toiture et d'une grande chambre prenant jour sur le derrière par une large fenêtre fermant à deux vantaux. À côté de cette pièce se trouvent des lieux d'aisance.

Au-dessus de ladite maison se trouve un belvédère ayant une ouverture à chaque point cardinal dominant Bordeaux et ses environs.

On parvient à chaque étage de ladite maison par un escalier en pierres, éclairé aussi à chaque étage par une vaste fenêtre donnant sur le derrière."

Ces maisons destinées à de riches négociants comportent toutes des magasins où les marchandises peuvent être entreposées, à l'entresol s'affairent les commis tandis que les étages supérieurs étaient uniquement dévolus à l'habitat. Un détail intéressant cependant, ce belvédère, élément de pur agrément, avec une vue sur le port et au loin la campagne environnante, pouvait avoir aussi un but beaucoup plus fonctionnel en permettant au négociant de guetter au loin les navires aux flancs lourdement chargés de marchandises.

Lorsque cette maison est vendue par adjudication le 31 août 1852⁷⁵, il est précisé dans l'acte qu'il s'agit d'une maison neuve qui est élevée "au-dessus de caves, d'un rez-de-chaussée, entresol, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e étages et d'un pavillon belvédère au-dessus.

Elle présente à l'extérieur trois ouvertures à chaque étage, avec entablement surmonté d'une galerie à balustrades." La façade n'a pas été modifiée, semble-t-il, en revanche la maison est "entièrement refondue en 1848". Elle est "en parfait état d'entretien, elle a été construite avec le plus grand soin, l'escalier, les plafonds, les planchers (qui sont tous peints) ont été refaits à cette époque, les cheminées des appartements dont plusieurs sont sculptées sont toutes en marbre, des réservoirs

74. A.D.Gir. U 1124, 22 février 1848, f° 602.

75. A. D. Gir. U 1154, adjudication du 31 août 1852, f° 606 à 616.

établis à chaque étage fournissent l'eau nécessaire aux cuisines au moyen de robinets en cuivre placés au-dessus des éviers, de plus, il existe au rez-de-chaussée une pompe pour le service de la maison." On l'a dotée de tout le confort pour répondre aux désirs des locataires, car, si le rez-de-chaussée comprend toujours "un magasin avec portes à deux battants dans lequel se trouve un comptoir", on a procédé à divers aménagements pour en faire un immeuble locatif avec "un vaste corridor décoré de pilastres, pavé en dallottes et ouvrant sur la rue par une belle porte à clair voie en fer avec volet intérieur" qui sert d'entrée à cinq logements établis à l'entresol, au premier, au second, au troisième et quatrième étage. L'étage noble est le plus luxueux avec "un palier aboutissant à un vestibule carrelé en marbre [qui] est décoré de deux portes façonnées, à deux battants, l'une de ces portes donne accès dans un salon de compagnie lambrissé auquel est contigu un vestiaire, l'autre s'ouvre sur un salon à manger à côté duquel se trouve la dépense, ces deux pièces communiquent entr'elles par une porte à deux battants et sont éclairées sur la rue par trois portes-fenêtres ouvrant sur des balcons, deux pour le salon et une pour le salon à manger.

Sur le derrière est une cuisine avec fourneau carrelé en faïence, évier, souillarde au-dessus de laquelle sont des chambres de débarras et un balcon ayant vue sur de vastes emplacements appartenant à divers.

Au même étage se trouvent les lieux d'aisance."

Le second et le troisième étage ont une distribution plus simple : le palier aboutit "à un pas-perdu ou antichambre, d'un côté se trouve un salon à manger, de l'autre une chambre à coucher, en face du pas-perdu et sur le devant de la maison sont deux belles pièces communiquant entr'elles pouvant servir soit de salon soit de chambre à coucher éclairées par de grandes fenêtres sur la rue.

Sur le derrière est une cuisine avec souillarde, évier, fourneau (...)."

En revanche, l'entresol, moins prisé, plus bas de plafond, ne comporte que deux petites pièces et le dernier étage "deux chambres à coucher, dont l'une alcôve desservie par un corridor et deux vastes greniers."

L'escalier conduit toujours "à un pavillon ou belvédère percé de quatre fenêtres, couvert en ardoises et d'où on jouit d'une vue magnifique sur la rade de Bordeaux et ses environs."

L'immeuble imposant qui correspond aux 13 et 15 rue Ausone se prolonge sur le cours Alsace-Lorraine. Il a été construit sous l'Empire comme le laisse supposer son décor sculpté. La façade se développe sans décrochement, le balcon porté par des consoles "est traité en continu de façon à ne pas com-

promettre la planéité du mur"⁷⁶. Le bel étage s'agrément de portes-fenêtres encadrées de pilastres ioniques qui soutiennent un fronton triangulaire, orné des plis en éventail d'un velum à l'antique associé à un masque d'Apollon⁷⁷.

Le formidable essor économique, son corollaire, une forte attraction démographique mais aussi le rôle éclairé des intendants Boucher et Tourny favorisent la mutation de l'urbanisme et des formes architecturales à Bordeaux entre les années 1720 et 1760. La guerre de Sept ans met cependant un frein à la construction à la fin de cette période, ce qui n'a pas favorisé la réussite du lotissement de l'ancienne Monnaie. Portier est longtemps resté un personnage méconnu, qui restait dans l'ombre de Jacques V et de son fils Ange-Jacques. Peu à peu cependant, les recherches entreprises sur son rôle en tant qu'inspecteur de la place Royale puis comme architecte de l'intendant Louis-Urbain Aubert, marquis de Tourny⁷⁸, montrent que, de 1730 à 1760, Portier est le grand architecte de Bordeaux, qui transforme la vieille cité en une ville moderne dotée de larges cours, de places et de portes monumentales.

Il s'intéresse à tous les aspects de l'urbanisme : il peut proposer des opérations d'envergure comme celle de la façade des quais ou plus ponctuelles comme ce lotissement sur l'emplacement de l'ancien hôtel de la Monnaie. Nous pouvons regretter que l'ensemble des bâtiments qui la constituait n'aient pu être détruits en même temps ce qui aurait permis de réaliser l'ensemble du lotissement des terrains à la même date et d'avoir ainsi des élévations homogènes de part et d'autre de la rue. L'intendant Esman-gart n'a pas conservé les façades à programme choisies, comme cela s'est produit pour les places qui n'étaient pas entièrement bâties au départ des Tourny. Il a préféré faire appel à l'ingénieur en chef Saint-André, qui réalise un autre plan pour la partie de la rue restant à lotir et imposer des façades au goût du jour.

Cependant, les transformations qui se sont opérées au cours des siècles suivants ont respecté la plupart du temps l'architecture du XVIII^e siècle, les démolitions et reconstructions de certains immeubles sont liées à deux opérations d'envergure du XIX^e siècle : l'ouverture du cours Alsace-Lorraine et le dégagement de la porte Cailhau.

76. Coustet et Saboya, 1999, p. 98.

77. Coustet et Saboya, 1999, p. 103.

78. Intendant de la Guyenne de septembre 1743 à 1757.

Les clichés photographiques sont de Renée Leulier et de Patrice Cambra.

Bibliographie

Franck Beaudet, "Les Alary, une famille d'architectes bordelais au XVIIIe siècle", D.E.A. Bordeaux III, sous la direction de Christian Taillard, 1997-1998.

Paul Butel, *Les négociants bordelais, l'Europe et les Îles au XVIIIe siècle*, Paris, 1974.

Paul Butel, *L'économie française au XVIIIe siècle*, Paris, 1993.

Robert Coustet et Marc Saboya, *Bordeaux, le temps de l'histoire*, Bordeaux, 1999.

Paul Courteault, *Bordeaux à travers les siècles*, Bordeaux, 1909.

Paul Courteault, *Une œuvre des Gabriel en province. La place Royale de Bordeaux*, Paris, 1923.

Paul Courteault, *Bordeaux, cité classique*, Paris, 1932.

Pierre Damas, *La façade de Tourny*, Bordeaux, 1930.

Louis Desgraves, *Évocation du vieux Bordeaux*, Paris, 1960.

Léon Deshairs, *Bordeaux. Architecture et décoration au XVIIIe siècle*, Paris, 1908.

Michel Figeac, *Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830)*, Bordeaux, 1996.

Charles Higounet (sous la direction de), *Histoire de Bordeaux. Tome V : Bordeaux au XVIIIe siècle*, sous la direction de F.G. Pariset, Bordeaux, 1968.

Camille Jullian, *Histoire de Bordeaux depuis les origines jusqu'en 1895*, Bordeaux, 1895.

Marie-France Lacoue-Labarthe, *L'Art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*, Bordeaux, 1993.

Lamontaigne (F. de), *Chronique bordelaise*, éd. P. Courteault, Bordeaux, 1926.

Michel Lhéritier, *L'Intendant Tourny*, Paris, 1920.

François-Georges Pariset, "À la découverte des mascarons", dans *Revue Française*, n° 255, août 1972, p. 31-34.

E. de Perceval, "Sculptures et mascarons de Bordeaux", dans *Bulletin archéologique du comité des travaux historiques et scientifiques*, années 1938-1940, p. 613-630.

Antoine Picon, *L'inventeur de l'ingénieur moderne*, Paris, 1992.

Fabienne Stéfanelly, "Recherches sur André Portier (1702-1770)", T.E.R., Bordeaux III, sous la direction de Paul Roudié, novembre 1985.

Christian Taillard, *Bordeaux classique*, Toulouse, 1987.

Christian Taillard, *Bordeaux à l'âge classique*, Bordeaux, 1997.

Xavier Védère, *Les allées de Tourny*, Bordeaux, 1929.

Annexes

État des maisons de la rue Ausone en 1870-71, le nombre d'étage qui composent chaque immeuble et le genre d'industrie qui y est exercée (A.M.Bx. Plan de la ville de Bordeaux divisé en 100 groupes formant deux atlas, déposés en 1870-71, selon le système Calmette, ancien Inspecteur.

Îlot 7 : n° 2 à 18, rue Ausone

Numéros	État apparent	Nombre d'étages	désignation
2	B	3	Courtier
4	B	3	Camionnage
6	B	3	Négociant
8	B	3	Bouchon, fruits secs
10	B	3	Simple habitation
12	B	3	Courtier
14	B	3	Négociant
16	B	3	Avironnier
18	B	4	Lithographe

Îlot 1 : n° 1 à 13, rue Ausone (groupe 62) :

Numéros	État apparent	Nombre d'étages	Désignation
3	B	4	Simple habitation
3	B	4	Draperie
5	B	4	Négociant
7	B	4	Simple habitation
9	B	4	Vins, métaux
11	B	4	Négociant
13	B	4	Simple habitation



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 225-246

Deux hôtels d'André Portier :
l'hôtel de Ruat et l'hôtel Lecomte de Latresne

par Renée Leulier *

Lorsque André Portier arriva à Bordeaux en 1730, c'était un jeune architecte formé chez Jacques V Gabriel et il avait déjà travaillé sous ses ordres lors de la reconstruction de l'hôtel de ville de Rennes. Son maître le jugea apte à surveiller un chantier qui lui tenait à cœur, puisqu'il « voulait que cette Place Royale, dont il avait fixé le lieu et le plan, assît définitivement sa réputation. On peut penser qu'il entrevoyait la succession de Robert de Cotte (...). Il entendait donc que la place Royale de Bordeaux fût comme son chef-d'œuvre, celui qui le rendrait sans contestation digne d'occuper la charge illustrée par son cousin Mansart »¹. Il fit nommer le jeune André inspecteur des travaux de la place Royale de Bordeaux, une tâche qui l'occupa durant un quart de siècle.

Portier sut gagner la confiance de l'intendant Tourny qui remplaça Claude Boucher en 1743. Le nouvel intendant ne bénéficiait pas autant qu'il l'eut souhaité de l'attention d'Ange-Jacques Gabriel, trop occupé par le roi qui, malgré les conseils de son aïeul, le suivit dans son goût pour les bâtiments. Ange-Jacques n'eut donc guère le temps de se rendre à Bordeaux comme son père l'avait fait, et il répondit peu aux demandes incessantes de Tourny qui souhaitait réaliser des embellissements dans la capitale de la Guyenne. L'intendant se tourna alors vers l'inspecteur des travaux de la place Royale pour transformer la vieille cité en une ville moderne car, tout comme Jacques V Gabriel, il était tombé sous le charme de Bordeaux et vu tout le parti que l'on pouvait tirer de cette ville, devenue le plus grand port du royaume, qui tournait résolument encore le dos au fleuve d'où lui parvenait pourtant sa fortune acquise dans le négoce.

Les parlementaires souhaitaient se faire construire des demeures au goût du jour, ornées de ce style rocaille introduit par Jacques V Gabriel et son équipe versaillaise. Se procurer les services de l'inspecteur de la place Royale, de l'élève à défaut du maître, était pour les plus fortunés la meilleure solution afin de bénéficier du confort de ces nouveaux appartements et de montrer ainsi leur rôle social et leur fortune.

Très vite, André Portier fut sollicité par cette clientèle privée puisque, dès décembre 1737, les jurats lui reprochent de « s'absenter très souvent (...) pour aller gagner de l'argent chez divers particuliers, qui le croient nécessaire pour des constructions de leurs maisons de campagne »². Il donna les plans pour des particuliers comme le sieur Laffilay³, les maîtres-chirurgiens de Bordeaux⁴, des communautés ecclésiastiques⁵ mais sa clientèle était essentiellement composée de riches parlementaires, notamment François Alain Amanieu de Ruat, conseiller au parlement de Bordeaux et Jean-Baptiste Lecomte, président à mortier du parlement de Bordeaux.

* Doctorante en histoire de l'art. Centre François-Georges Pariset.

1. Courteault, 1923, p. 87.

2. Pariset (sous la direction de), 1968, p. 555.

3. A.D.Gir. C 1217.

4. Taillard, 1997, p. 127-129.



Fig. 2. – La cage d'escalier.

Toutefois Ruat dut faire face à d'autres embarras : son frère émigra et les biens qu'il avait en indivision avec lui durent être expertisés pour « désigner la part qui revient à la nation »²⁸ : des scellés furent apposés chez lui et un inventaire fut fait avec une certaine précision²⁹. Ses biens consistaient en « une maison à deux étages et entresol ; composez de cinq pièces de plain-pieds et plusieurs cabinets à chaque étage. Au rest de chaussée, une salle à manger, une chambre à couché, deux cabinets, une cuisine ; une dépense, un sellier, une petite cour, un puits et une cave, plus une grande cour, deux remises, une écurie et une chambre de domestique », le tout situé rue Saint-Paul, n° 29. Il possédait également « au derrière de ladite maison cinq échoppes ayant ouverture et entrée par la rue du Rempart » louées 850 livres par an. Il disposait d'un bien « appelée Ruade en la commune du Tesche, district de Bordeaux où les scellés son posée, un autre bien appelée Lasalle, district de Cadillac ».



Fig. 3. – La cage d'escalier.

Sous la Restauration, les biens confisqués des émigrés firent l'objet d'indemnisation : le 3 mai 1826, la demoiselle Catherine Amanieu de Ruat, demeurant alors rue Saint-Paul au numéro 2, demanda la liquidation de l'indemnité due à la succession d'Amanieu de Ruat qui correspondait aux biens saisis et vendus de son frère émigré, Joseph³⁰.

28. A.D.Gir. 1 Q 1 175, du 8 nivôse an III (28/12/1794).

29. A.D.Gir. 1 Q 936, « État de consistance des biens immeubles du cit[oyen] Amanieux détenu » du 25 ventôse an II (16/3/1793).

30. A.D.Gir. 1 Q 1 615, pétition de Catherine Amanieu Ruat du 3/ 5/ 1826. L'indemnité versée s'éleva à 3 190 francs 87 centimes pour des biens-fonds constitués par des bois, taillis, pins, terres incultes, vignes, une maison et son jardin.

Un hôtel sur rue pour une famille de parlementaires

Plan et élévation

L'hôtel de Ruat ne fut pas bâti selon le plan le plus fréquemment employé aux XVII^e et au XVIII^e siècles : l'hôtel entre cour et jardin. Le plan adopté fut celui de l'hôtel sur rue avec un corps de logis principal s'ouvrant sur une rue étroite, sinueuse et en pente ; le fond de la cour s'appuyait sur le rempart du castrum. L'architecte dut faire face à ces contraintes imposées par le parcellaire.

A droite en entrant, la cage d'escalier dessert le corps de logis qui fait le lien entre le rempart et le bâtiment sur la rue qui abrite le porche. « L'escalier (fig. 2) se déploie derrière deux arcades à pénétration. Les deux premières montées reposent sur le mur d'échiffre. Sur celui-ci prend appui une voûte en berceau rampant réunie à la suivante, au retour, par une trompe plate sous le coin supportant le repos. Au retour des paliers, un arc de cloître remplit les mêmes fonctions. La rampe de ferronnerie présente des thèmes de transition : balustres et décors de dentelle. Elle repose sur un limon gauchi aux retours.

Dans sa construction, cet escalier fait appel à des techniques mises en œuvre pour la première fois à Bordeaux par les Gabriel à l'hôtel des Fermes et à la Bourse. Leur utilisation surprend dans un immeuble dont la distribution en L, gênée par la disposition de la parcelle, semble reprendre la tradition du XVII^e siècle »³¹.

Marie-France Lacoue-Labarthe précise que les ouvrages de ferronnerie de cet hôtel sont de « belle qualité illustrant les (...) permanences de la sobriété de l'inspiration classique généralement adoptée dans les résidences royales »³² (fig. 3).

L'hôtel de Ruat semble avoir subi peu de transformations, l'adjonction d'une longue pièce à l'étage noble fut la plus importante : un passage formant galerie engloba l'une des travées en modifiant l'élévation voulue par Portier côté cour comme l'indiquent les reprises de maçonnerie. Entièrement construit en pierre de taille, dans un bel appareil laissé apparent, l'édifice s'élève sur trois niveaux présentant ainsi une division tripartite : le rez-de-chaussée, le bel étage et le second étage carré. La partie la plus ancienne est celle qui s'appuie au mur du castrum : au rez-de-chaussée sont établies des caves et des dépendances qui donnent accès sur l'aile droite à une petite pièce attenante à la cuisine éclairée par une seconde cour intérieure. Près de la cuisine, se trouvaient la dépense et le cellier³³ où étaient entreposées des barriques de vin.



Fig. 4. – Façade sur rue.



Fig. 5. – Garde-corps.

31. Philip de Laborie, 1993, p. 74-75.

32. Lacoue-Labarthe, 1993, p. 183.

33. Pérouse de Montclos, 1972, p. 160 : « la dépense est la pièce où l'on reçoit et où l'on distribue les denrées en nature, où se fait le paiement des gens de service et des fournisseurs » tandis que le cellier est le « local où l'on garde le vin. »



Fig. 6. – Cour intérieure.

Les écuries, les remises où l'on abritait les voitures et les chambres des domestiques étaient disposées dans l'aile gauche de la cour principale. En face de l'escalier d'honneur, de l'autre côté de la cour, un escalier de service desservait le premier étage.

Le bâtiment sur rue ne fit l'objet d'aucun traitement particulier. La parcelle n'est pas régulière, une partie de la façade est droite mais elle s'incline vers l'ouest en se prolongeant vers le nord. L'architecte choisit la partie gauche (fig. 4), la plus imposante et parfaitement rectiligne, pour centrer l'élévation en y disposant la porte cochère à l'ébrasement extérieur concave qui reçut la seule décoration sculptée avec une large agrafe à la clé de l'arc en plein cintre. De part et d'autre de la porte cochère, Portier disposa trois travées qu'il sépara par un pilastre à refends des deux autres travées qui s'inclinaient vers

le nord-ouest, tirant ainsi le meilleur parti de cette parcelle irrégulière. Les différents niveaux furent discrètement soulignés par un bandeau mouluré. L'étage noble reçut un décor plus soigné, puisque aux chambranles s'ajoutèrent des garde-corps de ferronnerie qui n'apparaissent ni au rez-de-chaussée ni au second étage carré (fig. 5).

Le passage permettant d'accéder à la cour fut formé de deux travées couvertes par deux belles voûtes d'arêtes montrant, tout comme dans le vestibule et l'escalier d'honneur, la maîtrise de Portier dans l'art de la stéréotomie.

Côté cour, dix travées furent disposées de part et d'autre du corps de logis principal. Les façades sont partiellement cachées par la vigne-vierge mais semblent aussi dépouillées que celle de la rue. Les baies s'ouvrant sur la cour, comme celles de la façade sur rue, sont inscrites dans un chambranle mouluré en arc segmentaire mais l'escalier d'honneur reçut un traitement particulier avec ses deux portes-fenêtres en plein cintre (fig. 6).

Décor intérieur

Le salon fut photographié par Léon Deshair en 1908³⁴ : le principal décor sculpté est réservé au plafond avec les ornements rocaille de stuc de la rose centrale et de la corniche. À chaque angle, quatre écoinçons chantournés s'ornent d'instruments de musique. Au centre de la corniche de ce plafond rectangulaire, des cartouches illustrant les quatre saisons retiennent des trophées rubanés.

La cheminée reçut aussi un riche décor, le manteau aux piédroits ornés de consoles encadrent un arc monolithe chantourné avec en son centre une coquille. Le trumeau de la glace est sommé de part et d'autre d'une figure d'enfant sculptée en ronde bosse et en son centre d'une large agrafe surmontée d'un des principaux trophées rubanés composé d'une balance, d'une épée et d'un visage aux yeux bandés symbolisant la fonction du commanditaire. La balance associée à l'épée est le symbole de la Justice doublée de la Vérité et Thémis, la déesse de la justice, a les yeux bandés pour montrer qu'elle ne favorise personne et ignore ceux qu'elle juge³⁵.

Les lambris de hauteur s'ornent de grands panneaux ornés de motifs rocaille, quatre dessus de porte complètent le décor.

34. Deshairs, 1908, pl. 59 et 60.

35. Chevalier et Guerberant, 1993, p. 99 et 104.

L'analyse de la distribution à travers l'inventaire de l'an II

Le 23 ventôse an II³⁶, le commissaire désigné par le directoire du district de Bordeaux, accompagné de Pierre Valet, un notable de la ville, procédèrent à l'inventaire³⁷ des « effets de la citoyenne Ruat » dont le mari était détenu. Ils commencèrent par la cuisine³⁸ où ils dénombrèrent avec soin plats, bassines, chaudrons et autres ustensiles, puis ils passent dans une petite pièce attenante où devait dormir la cuisinière sous « une mauvaise couverture » et de là à la dépense puis au cellier.

Le lendemain, l'inventaire commença par la salle à manger³⁹ chauffée par « un poêle de fayance avec un dusus (sic) de marbre et une colone de fayance avec un vase de terre au-dessus », à l'office étaient serrés assiettes, plats, pots à eau et leur cuvette, pots à crème, serviettes, deux tables et leur pliant. Dans la boiserie qui s'arrondit de part et d'autre de la cheminée, un monte-plats était dissimulé : il évitait que les mets ne refroidissent durant leur transport (un nouvel art de vivre se traduit par ce genre d'accessoire).

La chambre de la « citoyenne Ferrand, veuve Amanieu », la mère du détenu, fut ensuite visitée : au lit habillé de rideaux, d'un ciel de lit et d'une courtépointe en coton blanc s'ajoutaient six cabriolets et cinq fauteuils en gros de Tours broché, une ottomane et un guéridon. Cette pièce ne servait pas seulement au repos : on y trouve un jeu de loto, une boîte de thé et un moulin à café dans l'un des deux placards, ce qui laisse supposer que l'hôtesse recevait là ses amis pour jouer tout en buvant des boissons exotiques. On l'imagine aussi assise filant avec le petit rouet qui fut inventorié. Les meubles de rangement étaient nombreux : le coffre⁴⁰ désuet joutait une commode en acajou, le meuble à la mode d'un type nouveau, « l'une des grandes conquêtes du siècle dans un secteur du rangement »⁴¹, un objet de luxe avec ses bronzes dorés et son bois des îles.

La chambre communiquait avec un cabinet qui rassemblait des objets hétéroclites : deux armoires, un placard où l'on trouvait aussi bien de la vaisselle que des vêtements, une table, un secrétaire renfermant non des papiers mais des bas de soie et des gants. C'était aussi un espace intime réservé à la toilette avec un bidet, « une toilette et cest ustanciles », la chaise percée.

Dans l'antichambre, « un poêle de fayence cerclé en cuivre, un desus de marbre, le tuyaux de fayance représentant un palmier et deux petits anges en terre cuite » ressemble par sa description à ceux existant encore dans les salles à manger de l'hôtel de La Tresne et de Lalande. Un placard renfermait des accessoires permettant de recevoir avec faste : la vaisselle en porcelaine, « deux chandelliers et leurs bobèches d'ort (sic) moulu », vingt bouteilles de vin de Malaga et des livres de musique. Dans cette pièce s'assemblait la compagnie autour

des trois tables à jeux. Sur le cabaret, un meuble typiquement bordelais⁴², une petite table aux bords relevés pour retenir le service en porcelaine, on offrait ces boissons exotiques tant prisées, thé, café ou chocolat à moins que certains ne préférèrent des liqueurs plus revigorantes.

Le salon était destiné à recevoir une nombreuse société avec un grand nombre de sièges de toute nature : canapés, fauteuils, cabriolets, chaises et tabourets recouverts de soie de différentes couleurs et de damas broché en soie. S'y ajoutaient une console en bois doré, deux glaces « avec son bois et sa trophée en bois doré », les lambris devaient être aussi rehaussés d'or : il s'agissait de montrer par ce luxe son rang et son appartenance au second ordre.

Les appartements des époux étaient également à l'étage noble, l'escalier de service les desservait pour que leurs désirs soient rapidement satisfaits. La première pièce par son mobilier semblait être une anti-chambre. Dans la chambre, un lit individuel était destiné à chacun des époux comme chez « les couples les plus huppés de la noblesse ou de la magistrature »⁴³. S'ajoutaient dans cette pièce de nombreux sièges dont « une bergère de damas cramoisy »⁴⁴, des meubles précieux : un chiffonnier en laque, un autre en bois de rose, une commode en acajou et un cabaret sur lequel étaient disposés un pot à lait, un sucrier, la théière et une tasse. Le temps semble suspendu, Mme de Ruat s'apprête à déguster son thé...

Le boudoir communiquait avec la chambre, Mme de Ruat rangeait dans un chiffonnier en marqueterie ses bobines de soie et son nécessaire à broder. Une toilette en bois de rose, un petit secrétaire, la bibliothèque d'acajou vitrée contenant une tren-

36. Soit le 14 mars 1794. Cet inventaire est connu de Michel Figeac (Figeac, 2001, p. 276).

37. A.D.Gir. 1 Q 936, dossier Ruat, n°14.

38. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 249 : c'est habituellement par-là que le notaire pénètre en premier lieu.

39. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 259 : si la salle à manger commence à se répandre sous Louis XIV, entre 1740 et 1770, elle ne se rencontre que dans l'élite sociale, elle reste l'apanage d'une minorité.

40. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 317 : au XVII^e siècle, le coffre est omniprésent, c'est un « objet d'assez médiocre qualité en général mais aisément transportable ». Ce symbole de l'errance et du déplacement est supplanté au temps des Lumières par l'armoire qui est celui de la stabilité.

41. Figeac, 2001, p. 121.

42. Figeac, 2001, p. 126.

43. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 285.

44. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 312 : « le plus douillet de ces sièges est la bergère qui apparaît vers 1725 : c'est un long fauteuil en gondole, avec un dos arrondi et un dossier rembourré, des joues, des manchettes et un siège garni d'un carreau ou d'un petit matelas de plume ».

taine de livres, deux tables aux tablettes de marbre, les fauteuils faisaient de cette pièce un lieu réservé à l'intimité.

Dans le cabinet de toilette, elle pouvait faire ses ablutions avec le grand pot à eau, la fontaine et sa cuvette de faïence et un bidet qui « traduit une préoccupation nouvelle pour la santé génitale qui s'est largement diffusée »⁴⁵.

L'inventaire se poursuivait ensuite dans la bibliothèque qui faisait suite au salon : il y trouvèrent un piano, un violon et plusieurs livres de musique : « la pratique de la musique demeure l'une des distractions favorites des milieux nobiliaires »⁴⁶. Dans cette atmosphère douce et raffinée, certains pouvaient s'assembler autour de la table à tric-trac en bois d'acajou et la maîtresse de maison s'asseoir devant le petit métier à broder orné de cuivre doré. Une table et des sièges permettaient de consulter les « cents trente-deux volumes de l'histoire naturelle, brochure, cinquante-huit volumes in-folio de divers ouvrages, idem, cent dix volumes in quarteau de différents ouvrages et cinquante brochés de divers auteurs ». « Le livre faisait partie de l'espace nobiliaire »⁴⁷, avec les 350 volumes auxquels on peut ajouter les 80 autres répertoriés dans les chambres, la bibliothèque des Ruat se situait dans la moyenne⁴⁸. Le fait que seuls les livres d'histoire naturelle (30 % des livres) soient mentionnés fausse l'idée que l'on peut se faire des intérêts réels de cette famille, habituellement les sciences et les arts correspondant d'après Michel Figeac à 19,27 % des volumes.

A cet étage encore, une autre pièce servait de débarras, aucune précision ne permet de la situer. Dans le corps de logis sur rue, les pièces étaient disposées en enfilade, mais grâce au couloir qui les doublait côté cour, les espaces étaient plus privés. Dans toutes ces salles de réception et dans les chambres, les trumeaux et les glaces abondaient, multipliaient l'espace, réfléchissaient la lumière du jour ou des bougies.

Le deuxième étage semblait consacré à la nombreuse progéniture des Ruat. Un corridor desservait les différentes pièces : une anti-chambre, cinq chambres, un petit cabinet où était aussi entreposé un lit et la lingerie où deux armoires contenaient du linge de maison, les dix « fer à lissée et porte fère » et la grande table servaient à la lingère qui devait dormir là avec une autre domestique dans un des deux lits ; les draps des maîtres et ceux des domestiques sont bien différenciés. L'une des chambres était dotée de deux alcôves avec dans chacune un lit, ceux qui y dormaient aimaient la musique et la lecture, puisque, au bureau et à la commode en marqueterie, s'ajoutaient un piano et cinquante volumes reliés sur des étagères. Une autre chambre bénéficiait d'une atmosphère douillette et raffinée avec un ensemble de dix tapisseries de « verdure à sujets », une bergère et deux fauteuils recouverts de soie, le goût pour « l'exotisme ambiant »⁴⁹ se traduisait par les indiennes utilisées pour le lit.

« A l'époque des lumières, une nouvelle notion d'hygiène se répand parmi les élites nobiliaires avec un usage plus fréquent de l'eau »⁵⁰ : dans ces chambres on trouvait des fontaines ou des pots à eau avec leur cuvette. À l'entresol, situé dans le corps de logis donnant sur la cour, dans une pièce servant de débarras, « une baignoire et une demie baignoire » furent répertoriées, on devait les transporter là on l'on voulait s'en servir.

Cet hôtel reconstruit au goût du jour s'ordonnait autour de trois fonctions⁵¹ : la réception dont les pièces étaient situées au premier étage où le visiteur accédait après avoir gravi l'imposant escalier d'honneur, la vie privée qui commençait au premier étage avec les chambres à coucher de la mère de M. de Ruat et celle des époux toutefois meublée de nombreux sièges pour recevoir les hôtes, les services de la cuisine et de l'entretien étaient relégués dans les communs des ailes latérales. Un certain art de vivre transparaissait avec les préoccupations artistiques et intellectuelles des propriétaires mais la douceur des Lumières au moment de cet inventaire cédait au climat incertain empli d'ombres de la Révolution.

Datation et attribution de l'édifice

Le 7 juillet 1742, lorsqu'il donna procuration à Joseph Mesteyraud, juge du capitalat de Buch⁵², M. de Ruat habitait encore dans son hôtel de la rue Judaïque, paroisse Saint-Projet. Trois jours plus tard, il acheta l'emplacement de son futur hôtel, une maison et deux échoppes rue Saint-Paul, à « Antoine Dupin, écuyer, seigneur de Coureau et de La Taste, conseiller secrétaire du Roy (...) en la chancellerie près le parlement de Bordeaux »⁵³. Le devis de Portier pour la serrurerie fut établi le 15 avril 1743. Le 24 avril 1744 François Alain Amanieu de Ruat demeurait dans son nouvel hôtel de la rue Saint-Paul⁵⁴ qui dut être achevé peu avant.

45. Figeac, 2001, p. 141.

46. Pardailhé-Galabrun, 1988, p. 151.

47. Figeac, 1996, p. 260.

48. Figeac, 1996, p. 261.

49. Figeac, 2001, p. 129.

50. Figeac, 2001, p. 141.

51. Figeac, 2001, p. 116.

52. A.D.Gir. 3 E 13 134, procuration du 7/ 7/ 1742.

53. A.D.Gir. 3 E 13 134, vente du 10 juillet 1742.

54. A.D.Gir. 2 E 13 136, nomination d'experts par MM. De Ruat et de Civrac. Le 5 juillet 1743, il demeurait encore dans son hôtel de la rue Judaïque (3 E 13 135).

Le devis des ouvrages de serrurerie « qu'il convient faire pour la maison que fait bâtir Monsieur de Ruat, conseiller au parlement »⁵⁵ décrit certains éléments de l'hôtel existants encore : les garde-corps des croisées du premier étage côté rue, les rampes des deux escaliers, la ferronnerie de la porte cochère qui coûta à elle seule 250 livres. Il y est précisé que « Tous lesd[its] ouvrages de serrurerie seront fait conformément au présent devis et de main de maître bien limez, posez solidement et proprement suivant que l'art le requiert. Ils seront sujet à la réception de M. Portier. » L'architecte André Portier fut donc très probablement celui qui fournit les plans de l'hôtel. Tout comme son maître, Jacques V Gabriel, il donnait les plans de ses constructions mais veillait également au moindre détail, les boiseries, les stucs, la ferronnerie, les planchers des pièces principales au décor élaboré.

Ce devis présente aussi l'avantage de faire connaître le ferronnier qui réalisa ces ouvrages puisqu'il précise : « Je soussigné, promets et m'engage envers Monsieur de Ruat, conseiller au Parlement, [de] faire tous les ouvrages énoncés au présent devis (...) »

Passart⁵⁶ approuvant l'écriture si-dessus et de l'autre part ».

Les successions et les différents propriétaires

Catherine-Françoise, la fille du dernier capital de Buch, François Amanieux de Ruat, épousa Léonard Geneviève François Charles de Labat de Savignac de Lauzac⁵⁷. Leur fille Blanche Françoise Jeanne Élisabeth Labat Lauzac de Savignac s'unit à Hyacinthe Foy Laurent Zacharie Servidie Labat de Savignac. L'acte fut passé devant notaire à l'hôtel de Ruat, 29 rue Saint-Paul où résidait la jeune mariée en compagnie de son père, sa sœur, sa tante et sa grande-tante, sa mère étant décédée⁵⁸.

De cette union naquirent deux filles : Marie Servidie Foy Oscar et Foy Geneviève Laurence Alix qui épousa le comte Raymond d'Armagnac Rabastens. Au décès de leur mère, le 7 novembre 1867, la succession fut évaluée à 28 081 francs et 40 c. dont 2 200 francs en mobilier et argenterie. L'hôtel désormais numéroté au 33 de la rue Saint-Paul était verbalement loué en partie, il fut « porté au revenu de six mille francs au capital de 120 000 »⁵⁹.

Les Armagnac Rabastens eurent une fille Marie Jeanne d'Armagnac qui en hérita à son tour le 12 décembre 1891 ; elle avait épousé le comte de Castellane et habitait au château de Savignac sur l'Isle en Gironde⁶⁰. L'hôtel appartenait toujours à cette famille lorsqu'il changea de mains dans les années 1960.

Conclusion

Le 16 septembre 1965, les façades sur rue et sur cour furent inscrites à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques mais l'attribution et la date de construction restaient à trouver. Cet hôtel est moins fastueux que celui des Leberthon, des Saint-Savin ou des Lecomte de la Tresne reflétant un degré de fortune moins important.

55. A.D.Gir. C 1217.

56. Lacoue-Labarthe, 2003, p. 313 : il pourrait s'agir de « Passart aîné, habitant à Porte-Basse [qui] a deux ouvriers, et un garçon » en 1744. Dominique Passart fut destitué de son emploi de maître serrurier de la ville en 1735. Il aurait pu rencontrer Portier dans l'exercice de ses fonctions. Madame Lacoue-Labarthe signale (p. 316) aussi Charles Passart, actif du 1er mai 1731, l'année de son admission à la confrérie qui correspond souvent à l'accession à la maîtrise, jusqu'à 1743.

57. O'Gily, 1856, p. 458.

58. A.D.Gir. 3 E 35 573, mariage n° 190, du 29/ 9/ 1821.

59. A.D.Gir. 3 Q 4 614, f° 12 v., succession du 1/4/1868.

60. A.D.Gir. 3 Q 724, sommier des biens immeubles.

L'Hôtel Lecomte de La Tresne ⁶¹

Une famille fortunée de parlementaires : les Lecomte de La Tresne

Les Lecomte sont de grands propriétaires et producteurs de vins du Médoc au XVIII^e siècle : ils sont copropriétaires du château Haut-Brion et possèdent de « multiples métairies et de beaux vignobles » dans les palus d'Ambès et de Bassens ⁶².

Guillaume Lecomte, originaire du Périgord, acheta la seigneurie de la Trène et de Cénac à Frédéric de Foix-Candale. Vers 1540, il devint président au parlement de Bordeaux. Jusqu'en 1768, les Lecomte furent une des plus grandes familles parlementaires de la ville. Jusqu'en 1768 la succession se fit le plus souvent de père en fils mais entre 1739 et 1782, trois frères se succédèrent : Jean-Baptiste, Louis ⁶³ puis Léonard Casimir ⁶⁴ qui testa en faveur du chevalier Lecomte, son parent, habitant à Toulouse. Guillaume Marie, le dernier marquis demeura sur ses terres de La Tresne jusqu'en 1793.

Celui qui commandita la construction du nouvel hôtel fut Jean-Baptiste Lecomte de La Tresne (1695-1768), fils de Louis-Arnaud (1668-1738) et de sa première épouse morte en 1705, Louis-Arnaud se remaria en 1708 et naquirent alors Léonard Casimir ⁶⁵ et Nicolas ⁶⁶.

Jean-Baptiste Lecomte occupa différentes charges au parlement de Bordeaux : conseiller en 1716, avocat général en 1726 ⁶⁷ puis, en 1739, président à mortier ⁶⁸. Lorsqu'il fut candidat au fauteuil de premier président avec Leberthon, ce dernier disait de lui : « M. de la Tresne a du génie, beaucoup de capacité et de droiture ; personne dans le Parlement ne peut me faire ombrage que lui, mais j'ai peur qu'à l'exemple des La Tresne il ayt dans l'esprit des petitesesses qui lui feront tort s'il est en place à représenter ⁶⁹ ». Au décès de son père, il portait le titre de marquis de La Tresne. En 1719 il épousa Marguerite Marie du Fayet, héritière générale et universelle de tous les biens de ses parents, Alain Joseph de Fayet, ancien conseiller au parlement de Bordeaux et Marie Dussault. Marguerite Marie du Fayet reçut 100 000 livres de dot et un logement dans l'hôtel de ses parents, rue Judaïque, paroisse Saint-Projet ⁷⁰, pour y vivre avec son époux en raison de son « âge peu avancé » ⁷¹. Aucun de leurs cinq enfants ne survécurent ⁷².

En 1737, Marguerite Marie du Fayet hérita de son oncle Pierre Antoine, marquis de Fayet, « gouverneur et lieutenant général pour le Roy des îles françaises de l'Amérique sous le vent », mort à Saint-Domingue ⁷³.

En 1738, le marquis de La Tresne vendit des biens appartenant à son épouse : une maison bâtie à neuf et un chai près de la porte des Salinières 26 000 livres ⁷⁴ et le 27 janvier 1740, deux bourdieux 6 000 ⁷⁵.

Après la mort de son époux, Marie Dussault continua à partager son hôtel particulier avec sa fille et son gendre jusqu'à son décès le 23 août 1739.

Jean-Baptiste Lecomte, marquis de La Tresne, légua l'ensemble de ses biens à son épouse, la priant « d'accepter la jouissance de [son] entière hérédité sa vie durant, laquelle, [il] lui lègue sans qu'elle soit obligée de rendre aucun compte de ses fruits » ⁷⁶. Il lui fit don également de la maison de ville qui faisait partie de sa dot ainsi que des meubles, des chevaux et les carrosses. Il lui redonna la disposition de ses autres biens, ses maisons de « Pechaut, Yau, Picon, et Liversan », sa vaisselle d'argent, ses bagues et ses bijoux ainsi qu'une somme de

61. 8, rue de Cheverus.

62. Pariset (sous la direction de), 1968, p. 174 note 41 et p. 178.

63. A.D.Gir. 3 E 21 580, testament de Louis Lecomte de Goudourville, seigneur de La Tresne, chevalier de l'ordre royal et militaire de Saint-Louis, ouvert le 2/9/1771.

64. A.D.Gir. 3 E 5616, testament de Léonard Casimir Lecomte, chevalier de la Tresne, (...) lieutenant général des armées du roi.

65. A.D.Gir. 3 E 21 552: Léonard Casimir devint l'héritier de son frère Nicolas, capitaine dans le régiment d'infanterie.

66. A.D.Gir. 3 E 21 541.

67. A.D.Gir. 3 E 21 527 : cette charge d'avocat général au parlement de Bordeaux lui fut vendue le 9/7/1726 par Jean-Baptiste d'Albessard moyennant 90 000 livres qui lui furent entièrement payées le 9/3/1736. Jean-Baptiste de La Tresne dut pour cela souscrire une constitution de rente annuelle de 2 400 livres à Jean-François de Marans.

68. A.D.Gir. 3 E 21 543, 9/4/1740 : le président de La Tresne vendit alors la charge d'avocat général à François d'Albessard.

69. Feret, 1878, t. III, p. 397.

70. A. M. Bx. Fonds Léo Drouyn, Ms 285, t. 43, p. 153-156.

71. A.D.Gir. 3 E 21 519, contrat de mariage du 30/12/1719.

72. A. M. Bx. Fonds Léo Drouyn, Ms 266, t. 24, p. 155.

73. A.D.Gir. 3 E 21 540, procuration du 28/12/1737.

74. A.D.Gir. 3 E 21 541, du 18/12/1738.

75. A.D.Gir. 3 E 21 543.

76. A.D.Gir. 3 E 21 569, testament de Jean-Baptiste Lecomte de la Tresne du 15/ 6/ 1764 et codicille du 22/ 8/ 1764 ouvert le 17/ 2/ 1768.

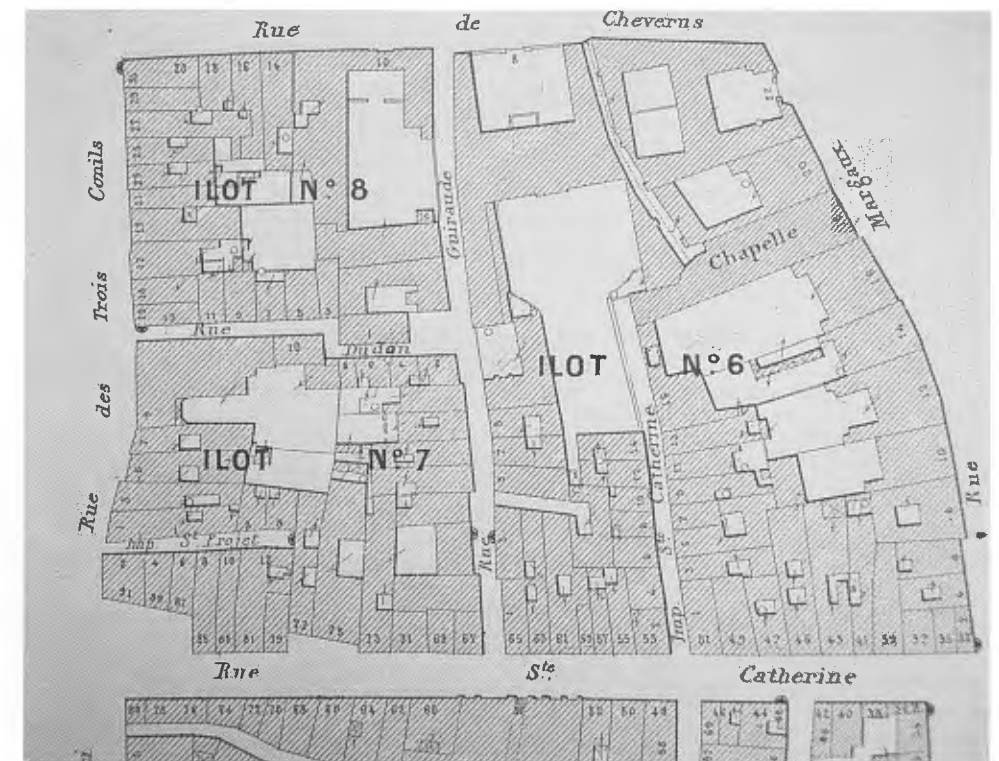


Fig. 7. – Emplacement de l'hôtel Lecomte d'après le plan de la ville de Bordeaux 1870-1871. A.M. Bx.

200 000 livres. Tous ses autres biens reviennent à son héritier « général et universel (...) [son] cher frère de Goudourville ». Il lui demandait aussi d'accepter les pièces de tapisserie qu'il lui avait prêtées et 18 000 livres. À son frère Despiamon, il ne légua que 3 000 livres.

Marguerite Fayet abandonna cependant « son entière hérédité à Goudourville » pour ne garder que les fonds qui lui étaient propres et notamment l'hôtel de Latresne, « où elle loge à présent avec tous les meubles meublant et effets mobiliers ». Elle laissa à Goudourville les terres et la maison noble de La Tresne avec ses meubles meublants, l'argenterie marquée des seules armes de son frère et sa bibliothèque. Goudourville occupait alors « une petite maison dont l'entrée est dans le cul de sac de rue de la Monnoye » (...) et reconnaissait « ne pouvoir occuper ladite maison qu'autant qu'il plaira à lad[ite] dame présidente de la Tresne » ⁷⁷.

Louis, sieur de Goudourville, succéda en 1768 à Jean-Baptiste mais il décéda trois ans plus tard. Il testa ⁷⁸ en faveur de son frère, Léonard-Casimir ⁷⁹, maréchal des camps et armées du roi et commandant de l'ordre militaire de Saint-Louis ⁸⁰ qui nomma son parent habitant à Toulouse, le chevalier Guillaume-Marie Lecomte, chevalier de l'ordre de Malte, son héritier général et universel ⁸¹. C'est lui qui porta le titre de marquis de la Trène jusqu'en 1793. Il eut neuf enfants, deux d'entre eux furent porté sur la liste des émigrés ⁸².

Un hôtel fastueux pour de riches parlementaires

François-Georges Pariset disait que certains hôtels bordelais imitaient Paris et que le plus beau, en dépit de modifications, est aujourd'hui occupé par le journal Sud-Ouest ⁸³. Il a intéressé d'autres historiens de l'art et notamment Christian Taillard ⁸⁴.

Plan et élévations

Cet hôtel entre cour et jardin se compose d'un corps de logis rectangulaire à deux étages surélevés sur cave (fig. 7). Il se prolonge par deux ailes basses en retour d'équerre ornées de

77. A.D.Gir. 3 E 21 576, 26/ 3/ 1768.

78. A.D.Gir. 3 E 21 580, testament de Louis Lecomte de Goudourville, clos le 9/6/1770, ouvert le 2/9/1771.

79. A.D.Gir. 3 E 5567, f° 211, acte du 4/ 3/ 1772.

80. Richard, 1975, p. 8.

81. A.D.Gir. 2 E 5616, f° 1127, testament de Léonard-Casimir Lecomte et codicille du 28/ 10/ 1782 (3 E 5615, f° 1 084).

82. A.D.Gir. 1 Q 927, 1 Q 936, 1 Q 1105 (avec notamment l'« inventaire général et estimation des biens meubles et immeubles, provenant de la succession de feu Guillaume-Marie Le Comte » qui s'élève à 578 641 livres 5 sols), 1 Q 1193, 1 Q 1540, 1 Q 1510, 1 Q 1600.

83. Pariset (sous la direction de), 1968, p. 584.



Fig. 8. – Façade côté cour.

Fig. 9. – Mascaron côté cour, avant corps central.



Fig. 10. – Mascaron côté cour, avant corps central. 1^{er} étage.



Fig. 11. – Avant corps central, côté jardin.



Fig. 12. – Mascaron côté jardin : allégorie de la prudence.



Fig. 13. – Mascaron côté jardin.



bossages à refends sur la cour fermée par un haut mur parallèle à la rue où s'ouvre, en son centre, un portail monumental. Ce mur et celui qui longeait la partie droite de l'hôtel furent déplacés pour réaliner ces rues au XIX^e siècle lorsqu'il devint la propriété de l'imprimeur Gounouilhou.

La façade du corps de logis côté cour (fig. 8) est très sobre : huit travées sont disposées de part et d'autre de l'avant-corps central souligné par un léger ressaut et une ornementation plus riche. Au jeu de refends qui met en valeur la porte d'entrée à laquelle on accède par un degré de pierre, correspondent au bel étage des pilastres ioniques accouplés qui encadrent la porte-fenêtre et supportent un fronton triangulaire. La porte d'entrée et la porte-fenêtre précédée d'un garde-corps en ferronnerie s'inscrivent dans un chambranle mouluré en plein cintre avec des mascarons à la clé (fig. 9 et 10) tandis que les autres baies sont dotées de chambranles moulurés en arc segmentaire avec de simples agrafes (fig. 6).

L'étage de comble est éclairé par des lucarnes, la toiture en ardoise avec brisis et terrassons évoque celles des pavillons de la place Royale.

Sur le jardin, la façade présente de nombreuses analogies avec l'hôtel de Saint-Savin : elle se développe sur onze travées, l'avant-corps central (fig. 11) au décor plus riche forme un ressaut et ses trois portes-fenêtres au rez-de-chaussée sont soulignées par un jeu de refends. Toutes ses baies sont ornées à la clé de mascarons (fig. 8). Des ouvertures en plein cintre éclairent le salon qui ouvre sur le jardin tandis qu'à l'étage les baies en arc segmentaire sont précédées de garde-corps en ferronnerie. Un décor plus riche agrément le premier étage de l'hôtel de La Tresne : sur des refends se détachent quatre pilastres ioniques sommés d'une architrave et d'un bandeau nu puis d'un fronton triangulaire ; les modillons qui se répètent à la corniche soulignent la base de la toiture.

La composition du fronton rappelle celle de l'hôtel des Fermes et de celui de Saint-Savin⁸⁵ : une femme assise sur un fagot symbolisant les richesses de l'esprit et le pouvoir brandit dans sa main droite un flambeau qui apporte la lumière de la connaissance⁸⁶. Un enfant s'appuie sur elle et regarde l'autre enfant sur sa droite qui déchiffre un manuscrit. A droite un putto désigne la jeune femme de sa main gauche. Le décor de ce fronton figure peut être l'érudition de Jean-Baptiste de La Tresne à qui l'abbé Dussault légua la moitié de sa bibliothèque et qui fit après ce legs « un catalogue de tous les livres in folio de la bibliothèque, de leur édition, de leur caractère et qui rangea ensuite tous les livres sous deux lots »⁸⁷. Dans un

codicille rédigé le 7 juillet 1764, il demanda que « son cher frère, le chevalier maréchal de camp »⁸⁸ reçoive tous ses livres conservés à Bordeaux, à La Tresne et à Pechaut. Ce fronton a malheureusement subi une restauration assez lourde réalisée en 1954 : cette date est inscrite sur un parchemin déroulé que la femme tient de sa main gauche.

Un des mascarons semble aussi illustrer les qualités du maître de maison qui lui furent utiles pour exercer ses fonctions : une allégorie de la prudence est figurée par une femme aux cheveux plaqués par le vent qui se détache sur un cartouche encadré d'un miroir et un serpent (fig. 12). Les mascarons de cet hôtel sont de belle facture et pourraient être attribués à Francin et à son équipe ou à Vernet (fig. 13). Au rez-de-chaussée, les portes-fenêtres, de part et d'autre de l'avant-corps central, présentent des arcatures en plein cintre tandis qu'au premier étage les baies sont ornées d'un chambranle mouluré et d'une agrafe d'esprit rocaille.

On retrouve côté jardin la disposition des ailes en retour d'équerre mais elles atteignent le même niveau que le corps de logis sur la première travée pour s'abaisser ensuite légèrement sur les trois dernières travées. Ces deux ailes comptent deux étages carrés contrairement à celles de la cour qui ne comprennent qu'un rez-de-chaussée et un entresol inscrits dans une arcade. Cette graduation souligne la hiérarchisation entre le corps de logis principal et les ailes.

La première travée de ces ailes présente un décor aussi riche que le corps de logis principal mais il s'allège sur les trois dernières travées avec des baies simplement ornées d'un chambranle mouluré à la clé épannelée, indiquant encore cette hiérarchisation entre les différents corps de bâtiments qui composent l'hôtel. Un bandeau plat court le long de cette façade pour séparer les deux niveaux qui la composent.

Les façades sur cour et jardin sont légèrement désaxées l'une par rapport à l'autre comme à l'hôtel de Saint-Savin mais aussi à l'hôtel Leberthon⁸⁹ tous deux attribués à Portier.

84. Taillard, 1997, p. 193-195.

85. Bistaudeau, 1992, p. 193.

86. Chevalier et Gheerbrant, 1993, p. 427 et 956.

87. A.D.Gir. 3 E 21 527, acte du 3/1/1726.

88. A.D.Gir. 3 E 21 569.

89. Tokpassi, 1998, p. 229.

Distribution et décor intérieur

Dans le corps de logis double en profondeur, les pièces d'apparat donnent sur le jardin. Lors de la vente de cet hôtel qui fut l'ancien archevêché de 1827 à 1860, la distribution intérieure fut évoquée⁹⁰, ce document peut être complété par celui qui énuméra l'apposition des scellés « dans la maison dite Daugeard »⁹¹.

Lorsqu'on procéda à l'estimation de ce bien en juillet 1858, il est dit que « l'hôtel se compose d'une vaste cour d'entrée, ouvrant sur la rue de Cheverus, qui conduit au corps de logis principal au rez-de-chaussée auquel sont un magnifique escalier (fig. 14), vestibule, salons de réception, de compagnie, à manger, chambre à coucher et dépendances, cabinet de toilette, vestiaires, bouges, cuisine, office.

Au premier étage de chambres à coucher de maître et leurs dépendances ; dans les combles de chambres de domestiques, fruitier, grenier etc.

A gauche de la cour d'entrée est la chapelle et ses dépendances, à droite le logement du concierge et des pièces à usage, lieux etc.

A la suite du bâtiment principal un très beau et vaste jardin qui s'étend jusqu'aux limites est, qui est dans un très bon état de culture et d'entretien, ayant deux corps de logis en aile. L'un au midi sur la rue Guiraud à la suite duquel sont les remises et écuries avec cour ayant sortie sur la rue Guiraud par une porte cochère, le second au nord, ayant issue sur l'impasse Sainte-Catherine». Les pièces de cet hôtel « sont somptueusement décorées »⁹². Des modifications ont pu cependant être apportées dans la distribution et notamment, lorsque y demeuraient les archevêques de Bordeaux, l'ajout d'une chapelle et ses dépendances.

Lorsque l'on appose les scellés, toutes les portes sont énumérées ainsi que les dégagements : « une ruelle conduit du corps de logis aux écuries entre le jardin et les cuisines ». Dans l'aile droite bâtie sur cave et donnant sur le jardin, deux cuisines, une volière sont énumérées et trois dépenses. Un corridor entre les cuisines et la voûte porteuse de l'escalier mène à un chai à bois, à un « caveau carrelé » et aux caves établies sous le corps de logis principal. Un puits dans la cour des écuries est attenant à cette aile droite ; à côté de lui un escalier mène à la chambre du cocher. Dans cette cour donnent les écuries et les remises. L'aile gauche doit correspondre à la petite maison qu'occupait Goudourville.

On accède « à l'entrée de la grande cour » à un « petit escalier », sans doute un escalier de service que l'on retrouve dans les autres hôtels particuliers bâtis par Portier.



Fig. 14. – Escalier.

Le corps de logis s'ouvre « dans l'axe du porche d'entrée sur un vestibule très simple qui donne sur la cage du grand escalier par deux arcs surbaissés supportant le palier de l'étage », « cet hôtel particulier bordelais reprend les mêmes concepts que le parisien » et « montre une certaine recherche avec l'adjonction d'un vestibule »⁹³ qui offre « un libre passage de la cour au jardin »⁹⁴ par le salon orné de belles boiseries de style rocaille (fig. 15, 16, 17), éclairé par les trois portes-fenêtres de l'avant-

90. A.D.Gir. versement 92-66, liasse 213-(4).

91. A.D.Gir. 1 Q 1084, 19 nivôse an V (9/1/1797).

92. A.D.Gir. versement 92-66, liasse 213-(4).

93. Philip de Laborie, 1993, p. 95.

94. Philip de Laborie, 1993, p. 85.

corps sur lequel l'architecte centra la composition des parterres. A sa droite est située la salle à manger aux boiseries plus simples composées de tables chantournées ; dans une niche est placé un poêle (fig. 18) au-dessus duquel s'élève un palmier entouré de deux enfants qui regardent le feuillage ; une seconde niche en plein cintre ornée d'un mascarone encadre, au-dessus d'un meuble bas intégré dans la boiserie pouvant servir de dressoir, un tableau composé de fruits et de fleurs (fig. 19). Portier a également pensé à l'aspect fonctionnel en plaçant la salle à manger près des cuisines avec une porte donnant sur le couloir qui y mène. Il a également ménagé des portes en enfilade au-dessus desquelles des tableaux s'intègrent aux boiseries⁹⁵. De l'autre côté du salon est disposé un appartement comprenant un cabinet, une chambre et une salle à sa suite.

Datation et attribution de l'édifice

Marie Dussault, lorsqu'elle fut veuve, entreprit quelques transformations dans l'hôtel particulier⁹⁶ que sa famille possédait depuis 1574⁹⁷. Elle y mourut le 23 août 1739 et maître Louis Roberdeau procéda à l'inventaire de ses biens⁹⁸. La salle à manger n'avait pas encore été modifiée : « cinq pièces de tapisseries communes vieilles et usées de Flandres » couvraient les murs au lieu des lambris rocaille, de même il n'y a qu'« un poêle de fer monté » et non celui que l'on peut encore admirer aujourd'hui. La distribution intérieure de l'hôtel ne semble pas encore avoir été modifiée selon cet inventaire.

Après le décès de sa belle-mère, Jean-Baptiste Lecomte put en disposer à sa guise : il fit alors raser l'ancien hôtel particulier faisant partie de la dot de son épouse pour en édifier un nouveau au goût du jour. Les plans furent demandés à Portier comme le supposait déjà Laboubee⁹⁹. J.-A. Brutails ajoutait que si l'on ne savait pas « de façon positive et sûre quel était l'architecte ; la tradition désigne Portier, l'auteur des portes Dijeaues et d'Aquitaine »¹⁰⁰, Louis Desgraves attribua aussi cet hôtel à Portier¹⁰¹. Marie-France Lacoue-Labarthe proposa de dater la construction de cet hôtel entre les années 1739, date de la démolition de l'ancien bâtiment et 1760, elle l'attribue à Portier en se basant sur le décor de la ferronnerie de la rampe qui est une « copie de panneaux en pilastres [de] celle de l'hôtel des Fermes, y compris son chiffre, providentiellement adéquat »¹⁰². Elle nota que l'on y retrouvait « la permanence de la sobriété de l'inspiration classique généralement adoptée dans les résidences royales »¹⁰³. Hervé Tokpassi souligna les analogies existantes entre l'hôtel Leberthon qu'il attribua à Portier et celui-ci, « même si celui de Latresne reste de style très parisien »¹⁰⁴. Quant à Stéphanie Waldt, elle nota que le premier état de la porte Dijeaues avait la même forme architecturale que l'entrée « des hôtels de Saint-Savin et Lecomte de La Tresne, à Bordeaux, œuvres présumées de Portier »¹⁰⁵.

Un croquis de cheminée (fig. 20) fait pour Lecomte de La Tresne trouvé aux Archives Départementales¹⁰⁶ au dos d'un état dressé par Portier « des fers qui ont été employés à la grille du glacis du château Trompette », dans un dossier contenant des documents sur les « détails et devis concernant les ouvrages de la place, porte de Tourny et maisons sur l'allée » ajoute la quasi-certitude de la paternité de cet ouvrage qui lui fut traditionnellement attribué.

Ce croquis atteste sans aucun doute que Portier a dessiné une des cheminées de l'hôtel de La Tresne. Néanmoins, il est peu probable que Monsieur de La Tresne se soit permis de demander un simple détail à un maître dont il n'aurait pas sollicité les services. Enfin, comment son architecte n'aurait-il pas été capable de dessiner une cheminée ?

Une datation peut être proposée pour la construction de cet hôtel particulier : le dossier contenant ce devis date des années 1740-1755, en 1755, le croquis est dessiné au dos du « mandement du 12 juillet 1755 »¹⁰⁷, selon lequel il fut versé « au sieur Fuet serurier, la somme de 1 340 livres 10 sols pour la fourniture et ouvrages qu'il a fait à la grille du Château-Trompette. » On peut supposer que cet hôtel était achevé en 1755 ou 1756 au plus tard, puisque le dessin de Portier concernait un détail de l'aménagement intérieur, ce qui laisse supposer que le gros œuvre était alors terminé.

Ce qui est certain c'est que l'hôtel était achevé lorsque Jean-Baptiste Le Comte de La Tresne rédigea son testament le 22 août 1764. Il légua à sa très chère épouse, Marguerite de Fayet, avec qui il a toujours « vécu dans la plus tendre et la

95. Trois de ces peintures sont reproduites en couleurs dans J. Du Pasquier, *Arts décoratifs bordelais*, Paris, édit. de L'amateur, 1991, pp. 54, 55, 63.

96. A.D.Gir. 3 E 21 569, testament de Jean-Baptiste Lecomte de La Tresne.

97. A.D.Gir. 3 E 21 718, vente du 7/4/1783 par Antoine de Bodin Dussault de Saint-Laurent qui déclara que cet hôtel avait toujours appartenu à sa famille depuis le contrat de vente passé devant Sixte Gay, notaire à Bordeaux, le 7/8/1574 et celui passé devant maître Chadirac, aussi notaire à Bordeaux, le 3/9/1613.

98. A.D.Gir. 3 E 21 542.

99. B. M. Bx, Laboubee, 14 NQ fol 20, n°1.

100. Brutails, s. d., p. 64.

101. Desgraves, 1960, p. 85-86.

102. M. F. Lacoue-Labarthe, 2003, p. 183.

103. M. F. Lacoue-Labarthe, 2003, p. 181.

104. Tokpassi, 1998, p. 75.

105. Waldt, 1997, p. 87.

106. A.D.Gir. C 1167, document n°59.

107. A. M. Bx, CC 218.

Fig. 15. – Boiseries du salon.



Fig. 16 et 17. – Boiseries du salon, détails.





Fig. 18. — Poêle de la salle à manger.

plus parfaite union » depuis près de quarante-quatre ans, « la plus valeur que sa maison en ville peut avoir acquise par les augmentations que j'y ay faites depuis le décès de madame sa mère, les précédentes ayant été faites de l'argent de sa d[ite] mère »¹⁰⁸.

Les successeurs et les différents propriétaires

Lors de la vente de l'hôtel le 7 avril 1783, il fut fait un historique précis des précédents propriétaires. Les Lecomte affirmèrent l'avoir toujours possédé depuis la transaction passée chez Me Gay, notaire à Bordeaux, le 7 août 1574. En fait, le conseiller de Fayet l'offrit en dot à sa fille lorsqu'en 1719 elle épouse le riche avocat général, Jean-Baptiste Lecomte. En 1783 il appartenait à « messire Antoine de Bodin Dussault de Saint-Laurent, chevalier, seigneur de la baronnie de Thau en Bourges, de la maison noble de Boisselat et autres



Fig. 19. — Salle à manger : détail des boiseries.

lieux, demeurant à Bordeaux sur les fossés de l'hôtel de ville, héritier coutumier de Bodin Dussault de Saint-Laurent et de défunte dame Marguerite de Fayet, décédée, veuve de messire Jean-Baptiste Le Comte (...), et seul appelé et institué pour recueillir des deux tiers des propres maternelles, délaissés par la dite dame de Fayet, suivant son testament du 6 mai 1782, clos par acte du lendemain, reçu par M^e Nauville, notaire de Bordeaux, ouvert le 27 septembre [1782] »¹⁰⁹. Le greffier au sénéchal et siège présidial de Guyenne, Pierre Bricq, représentait le propriétaire qui détenait l'autre tiers de l'hôtel : « messire Jean-Baptiste Catherine Alain, marquis de Fayet, officier aux gardes françaises, demeurant à Paris, héritier universel de la

108. A.D.Gir. 3 E 21 569, testament de « Jean-Baptiste Lecomte, chevalier, capital de La Tresne, conseiller du roy en ses conseils, second président à mortier, demeurant aud[ic] Bord[eau]x en son hôtel rue Judaïque », du 15/6/1764, ouvert le 17/2/1768.

109. A.D.Gir. 3 E 21 718, vente du 4/ 4/ 1783.

dite dame de Latresne ». Il fut vendu à Jean-Charles Daugeard, chevalier, conseiller du roi, président à mortier du parlement de Bordeaux¹¹⁰ 135 000 livres, plus 50 louis d'or faisant 1200 livres, à titre de pot de vin versé lorsque la vente fut arrêtée verbalement le 17 mars 1783. Il confrontait « du bout du couchant par le devant à lad[ite] rue Judaïque, d'autre bout du levant par le derrière aux maisons de divers particuliers, du côté du midy à la rue Guiraud et d'autre côté du nord partie au ruisseau de la Devise, et autre partie en tirant vers le levant où se termine le jardin, à la rue en cul de sac de la Monnoye qui a son entrée par la rue Sainte-Catherine ».

Sous la Révolution, les biens de Jean-Charles Daugeard et notamment cet hôtel particulier furent mis sous séquestre puisque son seul fils, Louis-Henri Marie fut porté sur la liste des émigrés¹¹¹. Pierre Dubreuil, « séquestre et régisseur des biens de Jean-Charles Daugeard » qui dut en assurer la surveillance nota que « la couverture de cette maison ainsy que toutes les couvertures des autres bâtiments qui en dépendent sont en très mauvais état, que cy on n'y fait les réparations nécessaires, cela occasionnerait que les charpentes mouillées par les gouttières venant à pourrir, elles pourroit s'écrouler¹¹². » Dans un autre courrier aux citoyens administrateurs de Bordeaux, il « expose qu'il s'est aperçu lors de la fonte des neiges que les couverts de la maison séquestrée rue Judaïque, ensemble les dalles en plomb avaient besoin d'être réparées. Cette réparation est aussi indispensable qu'urgente : l'eau coule si abondamment que le plafon d'une chambre croulera infailliblement si on n'y porte un prompt remède »¹¹³. L'architecte de l'agence nationale au bureau de Bordeaux visita l'hôtel et constata qu'il fallait refaire les soudures aux dalles de plomb et au comble, réparer la couverture en tuile creuses des écuries, celle des cuisines « du côté du midy » et des bâtiments de l'aile nord du jardin. Il fallut revoir les combles du grand corps de logis et les deux dalles des ailes du bâtiment donnant sur la cour.

On dut également émonder les arbres qui entouraient le parterre : il fallait le faire annuellement or depuis cinq ans ils n'étaient pas taillés et obscurcissaient avec leurs branchages les maisons voisines¹¹⁴.

Jean-Charles Daugeard fut obligé de partager ses biens à titre de pré-succession puisque son fils était porté sur la liste des émigrés. Il en reprit possession par l'adjudication passée en sa faveur le 30 vendémiaire an XIII¹¹⁵. Le 28 février 1806, son fils, Louis-Antoine Marie le vendit 50 000 francs à Candide Frédéric Antoine Grassi, docteur en médecine et membre du conseil général du département¹¹⁶ qui décéda en 1815¹¹⁷. L'hôtel revint à son héritière, Jeanne Suzanne Casteja, veuve Duhart qui le revendit 95 000 francs le 11 décembre 1824 à « Giles Isidore Lahens aîné, négociant, habitant de la Pointe-à-Pitre, île de Guadeloupe et Pierre Louis Lahens son frère, négociant

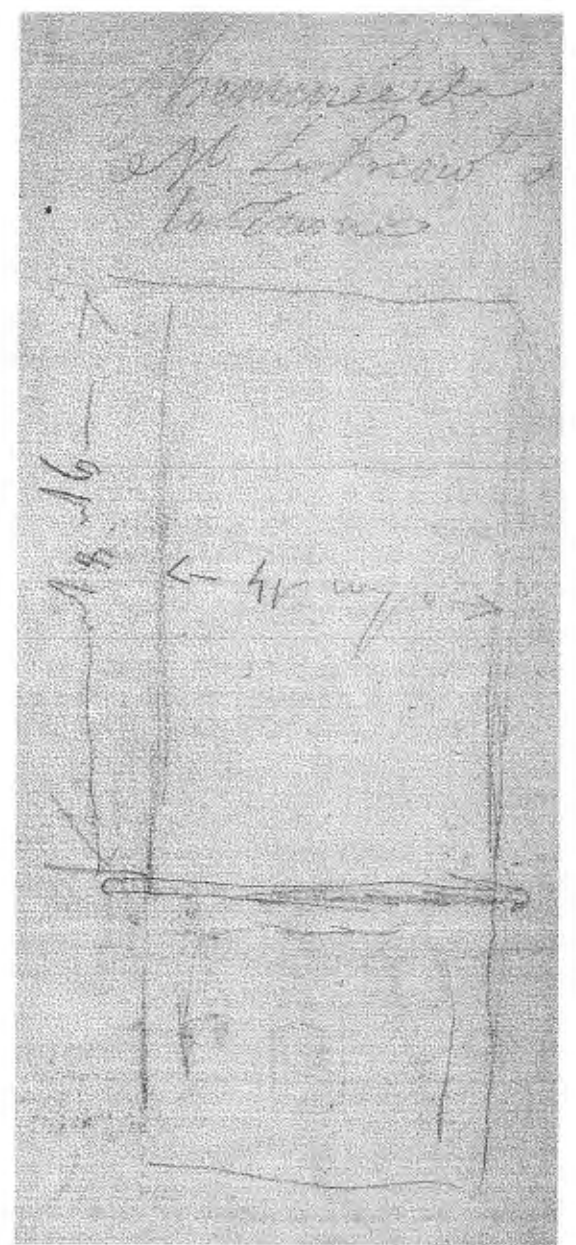


Fig. 20. — Croquis autographe de Portier.

110. Desgraves, 1989, p. 86.

111. A.D.Gir. 1 Q 1595, du 13 frimaire an 12 (8/12/1803).

112. A.D.Gir. 1 Q 1084 : « un grand corps de maison avec ses dépendances situées dans la rue Judaïque n°1. »

113. A.D.Gir. 1 Q 1156.

114. A.D.Gir. 1 Q 1156, du 16 ventôse an III (7/3/1795).

115. Soit le 24/10/1804.

116. Desgraves, 1989, p. 86.

117. A.D.Gir. 3 E 24 522, vente Castéja-Lahens, du 11/ 12/ 1824.

à Bordeaux »¹¹⁸. Les nouveaux propriétaires ne le gardèrent guère puisqu'ils le revendirent deux ans et demi plus tard au gouvernement français pour y établir le palais archiépiscopal de Bordeaux¹¹⁹. Le cardinal de Cheverus y habita et y mourut en 1836¹²⁰. Son successeur, Monseigneur Donnet le trouva trop humide et déplora que les jardins soient souvent inondés par la Devèze qui coulait à ciel ouvert. Il harcela le préfet, Monsieur de Mentque¹²¹, jusqu'à ce qu'il obtienne d'être logé dans l'ancien hôtel du gouverneur dont l'entrée donnait sur la nouvelle rue Vital-Carles¹²².

L'hôtel fut vendu par adjudication le 1er septembre 1859 à Élie Gustave Gounouilhou, imprimeur. Son épouse Marie Eulalie Lavertigon mourut le 19 janvier 1873. Comme Charles Henry, l'un de ses enfants était encore mineur, il fut procédé à un inventaire après décès qui indiqua comment les occupants du moment investissaient l'hôtel de La Tresne¹²³. En 1895, Élie Gustave Gounouilhou fit procéder à un partage de ses biens¹²⁴.

L'imprimeur Gounouilhou y avait installé ses ateliers et publia « La Gironde » puis en 1872 « La petite Gironde ». Dès 1900, les ateliers bâtis en 1859 furent entièrement reconstruits.

Le nouveau quotidien Sud-Ouest lancé en 1944 s'y installa et devint rapidement un très grand quotidien régional. Le matériel d'impression fut renouvelé dès 1949, en 1963 et en 1990 de nombreux agrandissements furent réalisés, ils s'accompagnèrent de la restructuration du bâti existant. Les bureaux du journal occupent encore l'ancien hôtel qui a conservé ses boiseries¹²⁵. Le jardin a été presque totalement loti.

118. A.D.Gir. 3 E 31 510, n° 625, vente du 4/ 8/ 1827.

119. Laroza, 1988, p. 99.

120. Desgraves et Dupeux, (sous la direction de), 1969, p. 563 : Monsieur de Mentque fut préfet de la Gironde du 22 juin 1853 à 1863.

121. Rèche, 1991, p. 189.

122. A.D.Gir. 3 E 41 243, inventaire après décès de madame Gounouilhou des 8, 9, 11 juillet 1873.

123. A.D.Gir. 3 Q 715.

124. M. Kabouche, Inventaire Général, 1998, référence IA00135752.

125. A.D.Gir. C 1217.

Annexe

Avril 1743¹²⁶

Devis des ouvrages de serrurerie qu'il convient [de] faire pour la maison que fait bâtir Monsieur de Ruat, conseiller au Parlement.

Premièrement :

Les deux croisées de la salle au rez de chaussée, celle du cabinet à côté et les deux de la salle à manger seront ferrées chacune avec dix fiches à broches qui se démontent de cinq pouces, six fiches à vases de huit pouces, six fiches de brisure de trois pouces six lignes, d'une espagnolette de huit à neuf lignes de diamètre garnie de toutes ses pièces, de deux petits verroux à ressort pour arrêter les petits châssis au-dessus de l'imposte, deux loqueteaux aux volets et autant de pattes qu'il conviendra.

Pour chaque croisée vingt-cinq livres

Les croisées du 1^{er} étage tant du corps de logis que des ailes où il y aura des volets seront ferrées chacune avec dix fiches à broches qui se démontent de cinq pouces, six fiches à vases de huit pouces, huit fiches de brisure de trois pouces six lignes, d'une espagnolette de huit à neuf lignes de diamètre garnie de toutes ses pièces avec trois agraphes sur la hauteur, deux loqueteaux, deux petits verroux à ressort pour arrêter les châssis au-dessus de l'imposte et autant de pattes qu'il conviendra.

Pour chaque croisée du corps de logis sur la rue trente livres et pour la croisée sur la cour et celle des aisles vingt-huit livres.

Les croisées du second étage où il y aura des volets seront ferrées chacune avec dix fiches à broches qui se démontent, six fiches à vases de six pouces, six fiches de brisure de trois pouces six lignes, d'une bonne espagnolette garnie de toutes ses pièces, aux petits verroux à ressort deux loqueteaux et autant de pattes qu'il conviendra.

Pour chaque croisée vingt-cinq livres

Les croisées sans volets seront ferrées chacune avec dix fiches à broches comme celles cy dessus, deux verroux à ressort pour arrêter les châssis au-dessus de l'imposte et autant de pattes qu'il conviendra.

Pour chaque croisée dix livres

Les grands placards seront ferrés avec six fiches à vases d'onze à douze pouces, de deux verroux à ressort garnis de leurs crampons à pattes, un de trois à quatre pieds de longueur et l'autre de quinze pouces aplanies, évidées et fleuronées d'une bonne serrure à tour et demy, garnie de toutes ses pièces de son entrée de relief, clef, clouds à vis et gâche enclouonnée à pattes, d'un bouton garni de sa rosette qui ouvrira de demy tour par une chaînette, de deux fortes targettes de neuf à dix pouces évidées et fleuronées et de vingt pattes tant à vis qu'autrement, lad[ite] ferrure attachée avec vis en bois.

Pour chaque placard vingt-huit livres

Les petits placards seront ferrez chacun avec trois fiches à vases comme les précédentes, d'une bonne serrure à tour et demy comme à l'article cy-dessus, d'un bouton garni de sa rosette qui ouvrira le demy tour, d'une forte targette et d'autant de pattes qu'il conviendra, lad[ite] ferrure attachée avec vis en bois.

Pour chaque petit placard treize livres.

Il y aura d'autres petits placards qui seront ferrez avec trois fiches à vases comme à l'article cy-dessus, d'une bonne serrure à pêne dormant, d'un loquet à bouton et d'autant de pattes qu'il conviendra.

Pour chaque petit placard douze livres

La porte cochère sera ferrée à chaque venteau d'un fort pivot par [le] bas garni de sa crapaudine, de deux pantures avec leurs gonds de quatre pieds six pouces de longueur fleuronées par les bouts et autant de cloud en losange qu'il conviendra, entaillées de deux grandes équerres doubles par derrière de la longueur qui sera ordonnée qui embrasseront les grands battans et traverses entaillées de leur épaisseur et attachées avec vis, le guichet sera ferré de deux fiches à chapellet de quinze pouces, de deux pareilles équerres qui embrasseront les battans et traverses d'une bonne serrure de douze pouces garnie de ses vis à tête, de sa clef, gâche enclouonnée et à patte, de son entrée de relief, d'une petite serrure à passe partout garni pareillement, d'une boucle ou marteau à gibessière ornée de ses moulures, de deux grosses targettes ou guichet, seize clouds à losange entaillés de leur épaisseur. Autant de crochets et pitons qu'il conviendra pour tenir les ventaues et le guichet ouverts et sera mis un flot par derrière de fer quarré de seize lignes à talon par les bouts, garni de ses supports, de sa tringle et serrure ovale. Toutte lad[ite] ferrure sera limée proprement et poussée au carreau la boucle à gibessière, les tête des cloud à vis et les entrées de relief par dehors seront polis.

Pour la ferrure de la d[ite] Porte deux cens cinquante livres

Seront faits sept balcons aux croisées du 1^{er} étage de la façade du côté de la rue. Lesd[its] balcons seront avec panneaux dont les châssis seront de fer quarré d'un pouce, recouverts d'une barre d'apuy de fer plat quarderonnée. La barre d'en bas sera élevée de neuf lignes au-dessus de l'apuy pour laisser un jour à l'écoulement des eaux. Lesd[its] panneaux seront remplis de compartimens, enroulemens et fleurons de fer étirés de neuf lignes avec un chiffre dans le milieu de chaque balcon, le tout suivant le dessein qui sera donné, tous les fers seront proprement limez.

Pour chaque balcon trente livres

Sera faite la rampe du grand escalier avec chassiss de fer quarré d'un pouce, assemblés à tenons et rivures dont les montants seront scellez en plomb dans les échifres de pierre avec une barre de fer plat de quatre à cinq lignes d'épaisseur qui recouvrira sur l'apuy ornée de quaderonds des deux cotez et de filets. Les panneaux et pilastres seront remplis de compartimens et enroulemens fleuronnez de fer étiré de neuf lignes contournez et chantournez suivant les desseins qui en seront donné, tous lesd[its] fers seront limez proprement.

Pour chaque toise de lad[ite] rampe quarante-cinq livres

La rampe du petit escalier sera à barreaux droits de fer de huit à neuf lignes quarées, espacés de six à sept pouces de milieu en milieu, recouverts d'un apuy de dix onze lignes quarrés arondi par les arêtes assemblées sur les montans par des tenons rivez.

Pour chaque cent pesant de lad[ite] rampe vingt-cinq livres

126. Devis écrit par André Portier.

Seront fournis aux endroits qu'il conviendra les arrêtes, tirans, étriers, plattes-bandes, grosses chevilles, barres de trémies, corbeaux, gonds, pantures, grillages pour les croisées & pour chaque cent pesant vingt-cinq livres compris les clouds.

Seront fournies toutes les pattes nécessaires tant en pierre qu'en bois, pour chaque patte tant grande que petite trois sols.

Tous lesd[its] ouvrages de serrurerie seront fait conformément au présent devis et de main de maître, bien limez, posez solidement et proprement suivant que l'art le requiert. Ils seront sujets à la réception de M. Portier.

Je soussigné promet et m'engage envers Monsieur de Ruat, conseiller au Parlement, [de] faire tous les ouvrages énoncés au présent devis pour les prix et sommes marquées à chacun des articles dud[it] devis et de les rendre faits, parfaits et posez partout le mois de septembre prochain. Je me soumetts aussi que si lesd[its] ouvrages n'avancent pas autant qu'il convient, il sera permis à mond[it] s[ieu]r de Ruat de les faire faire par d'autres seruriers à mes frais et dépens.

À Bord[eau]x le 15^e avril 1743.

Passart approuvent l'écriture si-dessus et de l'autre part ¹²⁷.

127. Rajouté par une autre personne.

Bibliographie

- Bély, Lucien. *Dictionnaire de l'Ancien Régime*. Presses Universitaires de France, 2002.
- Bistaudeau, Pierre. Les hôtels Denis de Saint-Savin et Dupérier de Larsan, rue du Temple. *Revue archéologique de Bordeaux*, 1992, tome LXXXIII, p 189-201.
- Brutails, Jean-Auguste. *Bordeaux et ses environs, Arcachon, St-Emilion, le Médoc et Royan, La Sauve, La Réole, Bazas, Uzeste et Villandraut*. Bordeaux, Imprimerie G. Gounoulhou, s.d.
- Butel, Paul. *Les négociants bordelais, l'Europe et les Iles au XVIII^e siècle*. Paris, Éditions Aubier-Montaigne, 1974.
- Cabourdin, Guy et Viard, Georges. *Lexique historique de la France d'Ancien Régime*. Paris, Éditions Armand Colin, 1981.
- Chevalier, Jean et Gueerbrant, Alain. *Dictionnaire des symboles*. Paris, Éditions Robert Laffont S.A. et Éditions Jupiter, 1993.
- Courteault, Paul. *La place Royale de Bordeaux*. Paris, Éditions Armand Colin-Bordeaux, Éditions Féret et fils, 1923.
- Desgraves, Louis. *Évocation du vieux Bordeaux*. Paris, Éditions de Minuit, 1989.
- Desgraves, Louis et Dupeux, Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XIX^e siècle*. Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1969.
- Deshairs, Léon. *Bordeaux, Architecture et décoration*. Paris, 1908.
- Féret, Édouard. *Statistique générale de la Gironde*. Bordeaux, Éditions Féret et fils, 1874.
- Figeac, Michel. *Destins de la noblesse bordelaise (1770-1830)*. Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1996.
- Figeac, Michel. *La douceur des Lumières, noblesse et art de vivre en Guyenne au XVIII^e siècle*. Bordeaux, Éditions Mollat, 2001.
- Lacoue-Labarthe, Marie-France. *L'art du fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution*. Bordeaux, publié par la Société Archéologique de Bordeaux en coédition avec le Conseil Général de la Gironde, 1993. Réédition 2003.

- Laroza, Olivier de. *Guide touristique, historique et archéologique de Bordeaux et de la Gironde*. Bordeaux, Éditions Féret et fils, 1988.
- Magnen, René. *Le vieux quartier Saint-Cristoly*. Bordeaux, Éditions Delmas, 1963.
- Meller, Pierre. *Armorial du Bordelais*. Paris, Éditions Féret et fils, 1906.
- O'Gily, M. *Nobiliaire de la Guienne et de la Gascogne*. Bordeaux, Éditions G. Gounoulhou, 1856-Paris, Editions Dumoulin, 1856-1860.
- Pardailhé-Galabrun, Annik. *La naissance de l'intime, 3 000 foyers parisiens XVI^e-XVIII^e siècle*. Paris, Presses Universitaires de France, 1988.
- Pariset, François-Georges (sous la direction de). *Bordeaux au XVIII^e siècle*. Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, 1968.
- Pérouse de Montclos, Jean-Marie (sous la direction de). *Vocabulaire de l'Architecture ; Principes d'analyse scientifique*. Paris, Imprimerie Nationale, 1972.
- Philip de Laborie, Stéphane. *Les escaliers bâtis en pierre, dans l'architecture privée à Bordeaux, XVIII^e siècle*. T.E.R. Histoire de l'art, Université de Bordeaux III, 1993 (dact.).
- Rèche, Albert. *Naissance et vie des quartiers de Bordeaux-Mille ans de vie quotidienne*. Paris, Seghers, 1991.
- Richard, J.-C. *Le fonds de La Tresne à la bibliothèque dans Bordeaux*, Ronéotypé, 1975.
- Taillard, Christian. *Bordeaux à l'âge classique*. Bordeaux, Éditions Mollat, 1997.
- Tokpassi, Hervé. L'hôtel Leberthon, un chef-d'œuvre de l'architecture privée du XVIII^e siècle à Bordeaux. *Revue archéologique de Bordeaux*, 1998, tome LXXXIX, p. 225-236.
- Waldt, Stéphanie. *Les portes de la ville, l'exemple de Bordeaux*, T.E.R. Histoire de l'art, Université de Bordeaux III, 1997 (dact.).



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 247-267

L'aventure du cadastre et du plan général d'alignement de Bordeaux (1807-1832)

par Sylvain Schoonbaert *

La diversité des méthodes et des mots employés à des époques reculées pour désigner le « cadastre » démontre la volonté permanente de mesurer l'évolution du sol, son imposition, et d'en enregistrer le plus méthodiquement possible les transformations. Qu'il s'agisse de la centuriation romaine, des cartulaires du Moyen Age, des compoix de l'Ancien Régime ², des plans et matrices manuscrits du XIX^e siècle ou de ceux, contemporains et numérisés, l'observation des revenus des sols est une préoccupation constante.

Sous sa forme moderne, le cadastre français est mis en chantier après 1790 sans résultats satisfaisants, c'est pourquoi il est relancé au Premier Empire (en 1811) peu après une loi du 16 septembre 1807 qui préconise l'établissement d'un plan général d'alignement dans chaque ville ou bourgade de 2 000 habitants, un plan dont les objectifs sont très différents de ceux du cadastre mais qui s'appuie sur ses données puisqu'il doit prévoir les transformations de la ville et notamment celles de ses rues, donc des maisons qui les bordent. Ce dernier débute à Bordeaux en 1809 puis est abandonné vers 1830 ³. Pour sa part le cadastre est recommencé à partir de 1807 tandis que son expertise s'achève en 1832 ⁴. Ces deux opérations importantes pour l'urbanisme bordelais s'inscrivent dans une période commune qui court des premières années du Premier Empire à la fin de la Restauration.

Si la longueur et la complexité des procédures d'élaboration de ces deux plans est particulièrement remarquable, l'on s'explique facilement pourquoi ces deux entreprises vont de pair. Le cadastre sert à peindre un tableau du sol tandis que le plan général d'alignement en prévoit les changements. Il est donc logique de confier la réalisation de ces deux documents aux mêmes hommes ⁵. C'est le cas à Bordeaux : un ingénieur, Pierrugues, et son géomètre, Béro, en sont chargés en 1809. Le travail de ces deux personnages mal connus est pourtant remarquable et fort intéressant.

* Sylvain Schoonbaert (doctorant attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Institut d'urbanisme de Paris, Université de Paris XII – Val-de-Marne ; enseignant vacataire à l'École d'architecture et de paysage de Bordeaux)

1. Je remercie particulièrement M. Pierre Régado-Saint Blancard ainsi qu'Ézéchiel Jean de m'avoir sollicité pour cette contribution.
2. Bély, 2002, p. 191.
3. Les études reprennent sérieusement en 1838 mais elles ne sont validées en Conseil d'État, et sous une forme fort différente de celle prévue au Premier Empire, qu'en 1851. Ce plan est encore révisé en 1880 et au tournant du siècle.
4. Ce plan est lui aussi révisé partiellement par la suite, deux fois au Second Empire, vers 1850 et après 1865, une fois sous la Troisième République, dans les années 1880, et encore à de multiples reprises jusqu'à nos jours.
5. Cependant ce n'est pas une règle absolue et c'est même une exception pour Bordeaux ; de nombreux architectes élaborent ces plans dans les grandes villes tandis que dans les petites les ingénieurs du Cadastre font la plupart du temps l'affaire, voir Pinon, 2002, p. 39.

Il est par conséquent nécessaire de tracer le cadre de fonctionnement des Contributions directes afin de comprendre comment les plans et les matrices cadastrales dites du Premier Empire sont élaborées à Bordeaux jusqu'en 1832. On pourra ensuite établir des relations entre cette entreprise et celle du plan d'alignement de Bordeaux, le curieux plan de Pierrugues, qui en engendra un autre, un atlas parcellaire que l'on peut attribuer à son géomètre ⁶.

L'entreprise cadastrale bordelaise au XIX^e siècle : un travail de longue haleine

Le service du Cadastre présentait une organisation complexe et remarquable si l'on considère les hommes qui y étaient employés et la division de leur travail.

Le cadre de fonctionnement des Contributions directes

Les directions départementales des Contributions directes (par opposition aux Contributions indirectes comme l'Octroi par exemple) avaient la charge d'établir et percevoir quatre impôts, les « quatre vieilles » : la contribution foncière, la contribution personnelle mobilière, l'impôt sur les portes et fenêtres et les patentes. Ces contributions étaient sous la tutelle du ministère des Finances et sous la responsabilité des préfets qui transmettaient les directives nationales et veillaient en retour à ce que les circulaires ministérielles fussent correctement respectées. Le service était sous la responsabilité d'un directeur départemental ⁷ qui le faisait fonctionner. Pour simplifier, on peut distinguer deux groupes de personnels et de missions. D'un côté, les ingénieurs et les géomètres levaient et dessinaient les plans ; de l'autre, les experts et les percepteurs se chargeaient des écritures des matrices et de la collecte des impôts (fig. 1).

Le service des plans est des plus intéressant. Il était sous la responsabilité d'un ingénieur vérificateur en chef qui avait sous ses ordres, selon les époques, un ou plusieurs géomètres de première classe ainsi que des géomètres secondaires ⁸ : ces derniers arpentaient les communes et dressaient les minutes des plans qui étaient généralement redessinées dans les bureaux sous le regard d'un géomètre en chef. Les géomètres devaient aussi faire ce que l'on appelait les « communications d'arpentage », c'est-à-dire le calcul des surfaces des parcelles qu'ils transmettaient aux experts. Dans ce service, le rôle de l'ingénieur vérificateur était de choisir et de gérer son personnel, il proposait et recommandait au directeur des Contributions des géomètres sérieux, il les missionnait et établissait les bons qui permettaient de les rémunérer en jugeant de la précision de leur travail. Cet ingénieur devait aussi contre vérifier les plans et

juger de l'ensemble : il ne dessinait pas. C'est une remarque importante car le plan dit de Pierrugues fut dessiné par ses géomètres tandis qu'il n'apporta que le dessin de ses projets sur le relevé de la ville.

Une fois les plans levés et dessinés, le travail des Contributions consistait à répertorier la surface des sols, leur nature, leur valeur, le nom des propriétaires et les mutations de propriétés en tenant compte d'actes notariés, des mercuriales, des baux à ferme ou encore des loyers. Pour ce faire, des répartiteurs accompagnés d'employés municipaux rendaient visite aux propriétaires afin d'estimer la valeur locative de leurs terrains et le revenu net de leurs maisons qui formaient notamment l'assiette de la contribution foncière. Mais les répartiteurs enregistraient aussi le nombre de portes et de fenêtres imposables ainsi que la valeur des commerces ou des industries en présence. Des commis administratifs sous la responsabilité des percepteurs et des contrôleurs assuraient quant à eux les écritures des matrices. Une fois ces écritures faites, il fallait récapituler les contenances et les listes des propriétaires sur les matrices et faire le revenu de chaque section cadastrale qui servait, après avoir fixé un tarif d'imposition, à établir la proportionnalité, c'est-à-dire à répartir justement les impôts directs, la contribution foncière étant le principal. L'ensemble était vérifié, dans quelques sections seulement, par les inspecteurs du ministère des Finances. C'était donc un travail immense et ardu qui se heurtait à de nombreux obstacles. L'intention du Gouvernement était, dès l'an XII, d'achever le cadastre de la France en huit ans. Cette espérance fit long feu. Le département devait présenter au ministre, à la fin de l'an XIV, le travail fait dans 140 communes parmi les 580 que comptait la Gironde. Ainsi, on espérait qu'en l'hypothétique an XX, la France pourrait jouir des avantages d'une répartition de l'impôt égale et immuable ⁹.

6. Les principales sources manuscrites qui nous ont été utiles sont celles de la série G des Archives municipales de Bordeaux et celles de la série P des Archives départementales de la Gironde, récemment versées, en ce qui concerne le cadastre et les contributions. À propos du plan général d'alignement, les dossiers concernant la voirie bordelaise conservés dans la série O des Archives municipales et départementales sont d'un grand secours, ainsi que les plans d'ensemble de la série XL A. Je remercie cordialement le personnel des Archives bordelaise et girondine ainsi que celui des Archives nationales, de l'École des Ponts et Chaussées, et de l'École polytechnique.

7. Au début du XIX^e siècle à Bordeaux c'est un certain Doré remplacé ensuite par Destor.

8. On distinguait aussi les géomètres « triangulateur » des géomètres « délimitateur », voir *Annuaire judiciaire*... 1837, p. 231.

9. *Annuaire impérial*... an 14, p. 159 et suivantes.

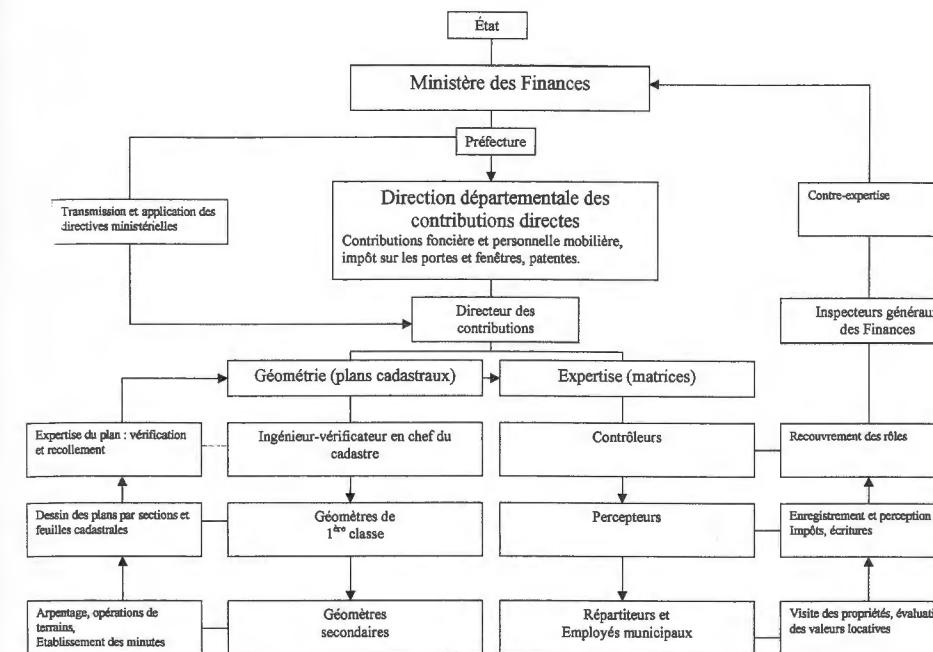


Fig. 1. Organisation du service du Cadastre et des Contributions directes. (A.D.Gir. 3 P)

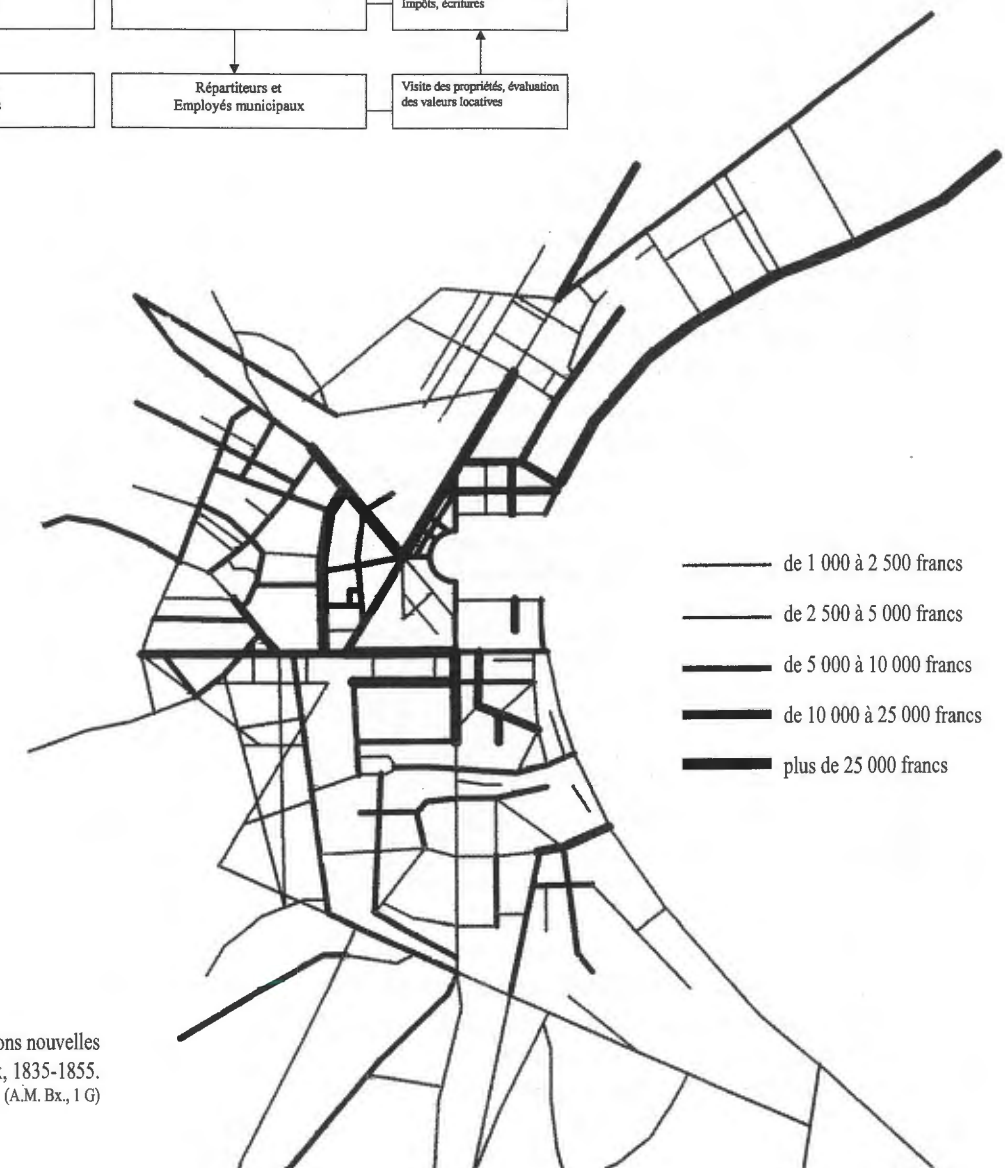


Fig. 2. Revenu des constructions nouvelles dans les rues de Bordeaux, 1835-1855. (A.M. Bx., 1 G)

La levée du plan de Bordeaux et son expertise

Les difficultés de levée et d'expertise du plan cadastral étaient de plusieurs ordres mais tenaient d'un même principe : le sol connaissait des variations de revenu toujours en décalage avec leur enregistrement fiscal. Les méthodes d'évaluation et de répartition changeaient aussi, tout comme des divisions administratives fluctuantes faisaient obstacle à une évaluation homogène. De plus, au sein du service, où les financements étaient généralement insuffisants, la question de la rémunération des employés qui hâtaient plus ou moins l'élaboration du cadastre et son recouvrement se posait à plusieurs reprises.

Les difficultés d'estimation et de répartition de la contribution foncière de 1790 à 1807

La loi du 1^{er} décembre 1790 avait institué la contribution foncière et le décret du 10 avril 1791 fixé à 240 millions le principal de l'impôt foncier à répartir entre tous les départements. Cet impôt ne devait pas dépasser un cinquième des revenus de quiconque et un sixième du revenu net des terres. Une évaluation arbitraire des biens-fonds nationaux avait fixé à 1 500 millions le montant de la contribution foncière, c'était une solution provisoire qui maintenait des inégalités à tous les niveaux de répartition, en attendant un nivellement cadastral qui rétablît la proportionnalité. La loi de 1790 n'ayant pu fixer de règles précises à l'assiette de l'impôt, cette lacune fut comblée par la loi organique du 3 frimaire an VII qui définit l'assiette comme un prélèvement proportionnel au revenu net de toutes les propriétés¹⁰.

À cette époque, la vente des biens nationaux modifia profondément la répartition de la propriété individuelle¹¹. Dès 1791, les changements survenus dans la nature de presque toutes les propriétés urbaines et rurales traduisaient des disparités importantes à Bordeaux, puis entre les trois mairies de la ville, jusqu'en 1805 et même ensuite.

Le cadastre servait essentiellement à la répartition intra-départementale de la contribution foncière, son objectif de niveler le revenu national ne fut jamais atteint. L'autorité du cadastre fut donc restreinte à la limite des arrondissements et des communes par une série de lois en 1813, 1818 et 1821¹². Le principe de fixité des évaluations était immuable jusqu'à la réfection cadastrale complète¹³. La contribution foncière souffrait particulièrement des changements de valeur des propriétés intégrés tardivement dans les registres, de 1791 jusqu'en 1807.

Depuis 1791, il était donc urgent d'établir une évaluation des revenus proportionnelle aux communes et, dans les villes, à tous les terrains qui en avaient été longtemps écartés. À Bordeaux, des recherches avaient eu lieu pour mesurer cette masse mais elles offraient trop d'incertitudes et d'arbitraire

pour servir à établir de nouvelles évaluations. Celles de 1791, dans les arrondissements du nord, du centre et du sud, étaient respectivement trop faibles d'1/17e et 1/13e, et trop fortes d'1/36e. Les différences entre les parties urbaines et rurales s'accroissaient en 1806. Dans la section E, au sud de Bordeaux, l'établissement d'une base commune pour les propriétés rurales ne facilitait guère l'égalité proportionnelle recherchée. Les neuf dixièmes de cette division étaient couverts de vignes. Le revenu de ces parcelles et celui des nombreux chais et magasins de Paludate, dans les terrains qui s'étendaient de l'estey Majou à la Moulinasse, vers Bègles, avaient été diminués d'un quart par rapport à l'évaluation de 1791. Les répartiteurs de l'an XII (1804), vu la faiblesse du commerce et les nombreuses parcelles de bancs de sables comprises dans les plans, avaient jugé bon de réduire les évaluations de cette époque. L'estimation arbitraire de si grands territoires pouvait ainsi déséquilibrer le revenu d'une commune entière selon les disparités de la nature des sols ou encore les valeurs affectives attribuées à certains quartiers plutôt qu'à d'autres.

En 1806, les matrices cadastrales étaient les mêmes qu'en 1791, les transformations des propriétés les rendaient particulièrement vicieuses. Théoriquement, un bon cadastre était un instrument parfait de répartition à tous les degrés car il pouvait servir de base à l'établissement d'un impôt proportionnel au revenu. Mais il fallait pour cela que toutes les évaluations fussent comparables entre elles de commune à commune c'est-à-dire qu'elles fussent faites à peu près au même moment d'un bout à l'autre du pays, et, sinon par les mêmes hommes, du moins avec les mêmes méthodes. Faute de remplir cette condition, le cadastre ne pouvait servir qu'à la distribution du contingent communal entre les contribuables et la municipalité. Et même à l'intérieur de la commune, la répartition individuelle devenait rapidement inexacte si les Contributions n'étaient pas tenues soigneusement informées des changements de culture, de nature et de revenu des sols. Le cadastre français ne présentait aucune de ces qualités : commencé après 1790, recommencé en 1807, achevé vers 1845 et révisé irrégulièrement par la suite, il avait été effectué avec des méthodes souvent très

dissemblables d'un lieu à l'autre. Tous les agents classificateurs des propriétés avaient aussi eu tendance, disait-on, à surévaluer leurs estimations¹⁴.

À Bordeaux, alors que les trois mairies de la ville furent réunies en une seule en 1805, les matrices du Rôle existaient depuis 1791 pour les trois perceptions. Elles avaient beau avoir été faites en même temps et par les mêmes agents à une époque où la ville jouissait, comme en 1791, d'une seule autorité municipale pour les trois arrondissements, les différences de valeur des propriétés estimées en plus ou en moins se balançaient encore seulement à peu près tandis que les réclamations des contribuables se multipliaient en faveur d'une révision d'ensemble du calcul de l'impôt foncier. Les matrices de Bordeaux étaient d'ailleurs incomplètes.

La division de la ville en trois bureaux de recettes déséquilibrait la perception des impôts directs. Le conseil municipal proposa en 1807 la réunion des trois perceptions en une seule, c'était un moyen d'effacer les inégalités et de réduire les traitements des percepteurs. Un seul traitement au lieu de trois, le regroupement sous une seule cote de tous les articles des biens et des taxes d'un même contribuable et la réduction des démarches, multiples pour le propriétaire, lorsqu'il devait acquitter chaque mois le douzième de ses contributions dans trois perceptions dispersées dans la ville. Le recouvrement était facilité par cette mesure, les poursuites étaient aussi réduites¹⁵. De l'avis de la deuxième division, la formation d'une seule perception augmentait la longueur des trajets de la plupart des propriétaires qui n'avaient plus de bureau de recette à proximité de chez eux : ce n'était pas rendre service aux contribuables dans une période où les revenus commerciaux étaient maigres et les poursuites nombreuses¹⁶. Un projet de 1815 proposa d'augmenter les perceptions au nombre de cinq ou six. Ce projet discuté à nouveau en 1819 aboutit en 1823 où cinq perceptions furent installées. Cette idée était en opposition avec la volonté de réduire les traitements et le nombre d'employés, sans compter que la multiplication des perceptions engendra des conflits de cohabitation entre les anciens percepteurs et les nouveaux qui se disputaient leurs émoluments dont le montant était fixé d'après la valeur des sommes qu'ils recouvraient¹⁷.

La reprise des travaux et ses vicissitudes (1811-1824)

La levée des plans était préalable à leur dessin par section cadastrale d'après les bornes situées dans les propriétés. Leur expertise, c'est-à-dire l'arpentage des surfaces d'après le dessin, le calcul des revenus et la péréquation de l'impôt formaient une tâche distincte¹⁸. Mais les deux avançaient plus ou moins vite et se confondaient parfois.

Les opérations de levée du plan parcellaire bordelais, commencées en 1811, furent terminées en 1821. L'expertise débutée dans les années 1820 fut interrompue après nombre d'incidents, en 1824, par défaut de vote du conseil général. Il fallut la refaire en 1827 et elle s'acheva en 1831 tandis que son recouvrement eut lieu l'année suivante¹⁹. La division en sections cadastrales, facile dans les communes rurales, était particulièrement difficile à Bordeaux. On cherchait une combinaison pouvant offrir des fractions régulières aux trois puis aux cinq recettes. Pour obtenir des fractions également régulières entre les circonscriptions administratives et contributives, on cherchait aussi des correspondances entre les limites des justices de paix et celles des commissariats de police. En 1825, cette division n'était pas aboutie, malgré les rappels que l'administration des Finances avait adressés au géomètre Béro qui continuait de travailler pour le Cadastre tandis qu'il était aussi employé de la Ville de Bordeaux²⁰. Les livraisons du dessin du plan prirent du retard dès 1828. En juillet, Béro devait encore fournir trois mille parcelles de la partie urbaine de la ville et autant dans la partie rurale. Il avait à peine pu livrer 1 500 parcelles en cinq mois ce qui laissait prévoir un délai de deux ans pour terminer le dessin du plan²¹. Même si les opérations de levée étaient terminées en 1821, le dessin du plan s'acheva donc peu avant son expertise qui eut lieu en 1832. Par conséquent les planches du « premier » cadastre bordelais datent davantage des années 1820-1830 que des années de l'Empire où seules les opérations de terrain furent réalisées : il vaut donc mieux parler du cadastre de la Restauration que du cadastre napoléonien.

Une autre raison explique la lenteur et le ralentissement des travaux : les crédits n'étaient pas suffisants. Les 15 000 francs attribués pour l'expertise par le conseil général étaient épuisés et les travaux s'arrêtèrent durant l'été 1828. Un crédit supplémen-

10. La contribution foncière devint officiellement un impôt de quotité après une loi de 1885. En réalité c'était cependant et déjà auparavant un impôt de cette forme.

11. Beaur, 1988. À Bordeaux, Marion et Bencazar, 1911.

12. Notamment les lois des 20 mars 1813, 15 mai 1818 et 31 juillet 1821.

13. Article 37 de la loi du 16 septembre 1807. Les revenus changeaient vite et les révisions, longues à mener, les mettaient tardivement à jour ; cela explique l'injustice associée à l'évaluation proportionnelle.

14. Monjou, 1911, p. 8-9 et A. Nat., introduction au répertoire de la série F³¹.

15. A.D.Gir., 2 P 28, délibération du conseil municipal du 15 mai 1807.

16. A.D.Gir., 2 P 28, avis de la deuxième division des Contributions sur la délibération municipale du 15 mai 1807.

17. A.D.Gir., 2 P 28, directeur des Contributions directes au ministre des Finances et au préfet, 28 octobre et 9 novembre 1815.

18. A.M.Bx., 4 G 1, *Instructions du ministère des Finances Contributions directes Tournée de 1822*, Paris, Imprimerie Royale, 1^{er} mai 1822, 6 p. (par J. de Villèle, ministre secrétaire d'État des Finances).

19. A.D.Gir., 2 P 29, minute de Destor, directeur des Contributions directes, à son administration, 20 février 1834.

20. A.M.Bx., 4 G 1, Destor au baron d'Haussez, préfet, juin 1825.

21. A.M.Bx., 12 G 1, Destor à Devaulx, adjoint au maire, 1^{er} décembre 1828.

taire de 7 500 francs fut alors voté pour continuer la révision. La rétribution des experts estimateurs, bien que leur indemnité fût prise sur les fonds généraux du Cadastre et non sur ceux de la Ville, retardait les opérations. Il fallait aussi nommer des propriétaires classificateurs²², choisis parmi les plus imposés de la ville, éventuellement des experts estimateurs, au nombre de trois, pour les trois contrôles, qui se partageaient 15 000 maisons dont il fallait faire l'évaluation. Même en subdivisant ce travail à l'année, il y avait plus de 1 200 maisons à visiter chaque mois. Pour les 15 000 francs inscrits provisoirement au budget de 1825, soit un franc par maison, chaque expert avait la charge d'évaluer à lui seul près de 400 maisons, c'est-à-dire douze chaque jour. Le traitement des experts paraissait largement insuffisant. Cependant, leur travail était réduit par le grand nombre de maisons de faibles valeurs dont l'estimation était rapide. Leur traitement risquait en revanche d'être sous-évalué si de nombreux propriétaires réclamaient une contre-expertise et ce cas était fréquent dans les quartiers où les propriétés avaient des revenus importants²³.

Les propriétaires faisaient également obstacle à la levée du plan. Littéralement, les instructions ministérielles convoquaient les conseils municipaux lorsque les plans cadastraux et leur arpentage étaient communiqués. Le conseil municipal nommait alors des propriétaires classificateurs qui s'occupaient successivement de la classification des diverses natures de culture dans les propriétés non bâties, puis des propriétés bâties et du choix des étalons et des classes qui leur revenaient pour fixer proportionnellement un tarif d'évaluation²⁴. Ce tarif était soumis à une communication d'un mois aux propriétaires avant d'être approuvé par le préfet. Les réclamations des propriétaires durant cette enquête publique pouvaient ralentir considérablement l'opération. On procédait ensuite, et « définitivement », au classement parcellaire des terrains, tant des propriétés non bâties que bâties. À Bordeaux, on ne pouvait s'occuper ni de la classification ni du choix des types de maisons – et donc des tarifs servant de base au calcul des impôts – car le plan cadastral, bien que levé, n'était pas calculé et les communications d'arpentage n'étaient pas faites. Il fallait au moins une année avant d'engager l'estimation de 15 000 propriétés pour les classer dans la contribution foncière. Les lois de 1791 et de l'an VII avaient prévu que les revenus des maisons des villes éprouvaient des variations qui obligeaient des révisions tous les dix ans. Mais ces dispositions avaient été négligées jusque dans les années 1820 car elles étaient longues et coûteuses. Entre-temps, la construction du pont sur la Garonne et la vogue des quartiers de Tourny, des Quinconces et des Chartrons faisaient glisser les valeurs locatives du sud vers le nord. L'estimation des revenus collectifs était donc prise, tout comme au début du siècle, entre une exigence administrative et la crainte de découvrir les réelles disparités foncières entre les quartiers.

Les résultats de l'opération cadastrale en 1832

L'expertise cadastrale commencée vers 1822 aux mêmes endroits qu'en 1791 n'était plus menée par les mêmes agents en 1831, cela retarda le recouvrement des Rôles en 1832. Des écarts un peu différents s'accroissaient entre les trois arrondissements de la ville depuis 1791. Les Chartrons et Bacalan étaient maintenant surestimés au nord. Au centre, les quartiers des Grands-Hommes, des fossés de l'Intendance et des allées de Tourny étaient toujours largement en dessous des baux réels. Au sud, les vieux quartiers de Saint-Michel, Sainte-Croix et Paludate se dépréciaient toujours par les vacances et la dégradation des logements bien qu'ils eussent encore de forts revenus. Les enquêtes avaient été lentes dans tous les arrondissements mais certains quartiers présentaient des estimations plus ou moins exactes à mesure que le zèle et l'attention des estimateurs s'étaient lassés d'un travail qui traînait en longueur.

La tâche était gigantesque, les commissions enregistraient les observations et les débats d'une centaine de cas seulement à chaque réunion. Six employés des bureaux de la mairie accompagnaient les répartiteurs dans ces opérations mais leurs indemnités n'étaient pas toujours à la mesure de leur travail²⁵. La faible rétribution des employés ralentissait l'exécution du projet. Payés chaque mois, ils risquaient de prolonger leur travail, payés à la vacation, la rémunération était toujours la même entre les agents sérieux et ceux qui spéculaient sur la durée des travaux. La meilleure solution paraissait de verser une somme fixe pour chaque article enregistré au Rôle. L'assiduité des employés et leur rapidité à enregistrer un grand nombre de procès-verbaux d'estimation étaient ainsi stimulées. Mais ce mode de paiement n'assurait pas l'Administration de la bonne qualité des estimations même s'il fallait que les experts allasent à l'essentiel pour achever leur travail²⁶. Les discussions avec les propriétaires pouvaient être interminables lorsqu'il s'agissait d'évaluer les revenus de leurs immeubles.

22. A.M.Bx., 4 G 1, Destor au préfet, juin 1825. Au nombre de quinze, cinq pour chacun des trois arrondissements, alors que conformément à l'article 4 de l'ordonnance royale du 6 octobre 1821, il n'aurait dû y en avoir que neuf.

23. A.M.Bx., 4 G 1, divers formulaires d'expertise parcellaire portent ainsi les réclamations des propriétaires à cette époque.

24. A.D.Gir., 2 P 1, *Extrait des registres des délibérations des consuls de la République*, la loi du 19 fructidor an X ordonnait la formation des listes des plus imposés sur la contribution foncière, la personnelle mobilière et somptuaire ainsi que les patentes.

25. A.M.Bx., 3 G 1, travail relatif à la nouvelle division en sections cadastrales de la ville de Bordeaux, non daté.

26. A.M.Bx., 12 G 1, rapport sur la rétribution des experts, non daté.

Perceptions	1ère	2ème	3ème	4ème	5ème	Total
1824	255 721	259 451	263 562	268 754	298 023	1 345 551
%	19.0	19.3	19.6	20.0	22.1	100.0
1832	224 489	285 346	294 998	262 307	240 234	1 307 374
%	16.6	21.2	21.9	19.5	17.8	97.0
1834	232 884	301 779	315 145	268 726	248 179	1 370 713
%	17.3	22.4	23.4	19.9	18.4	101.4

Tabl. 1. Montant des rôles de la contribution foncière des cinq perceptions de Bordeaux en 1824, 1832 et 1834.

Source : A. D. Gir., 2 P 29. En francs et pourcentage du total des contributions directes. Indice 100 : 1824.

Le rôle des inspecteurs généraux et des contrôleurs s'accrut après 1823 avec l'établissement de cinq bureaux de recettes. Les inspecteurs devaient vérifier si les contrôleurs exécutaient eux-mêmes les recensements des portes et fenêtres imposables et les mutations de propriétés. Pour s'assurer que toutes les ouvertures imposables étaient bien comprises dans les recensements et que les mutations étaient bien remises aux contrôleurs avant d'être portées dans les matrices sommaires, les inspecteurs contre expertisaient dans quelques divisions seulement le travail des contrôleurs. La récapitulation des contenances et des revenus des matrices devait correspondre, en tête des volumes, aux récapitulations par propriétaire qui prenaient normalement place à la fin des matrices. Ces dispositions n'étaient pas toujours respectées, les récapitulations figurant souvent à la fin des volumes et celles par propriétaire n'étant pas toujours effectuées et contrôlées. Les inspecteurs généraux devaient aussi s'assurer que les contrôleurs n'avaient pas confié les écritures à des étrangers dans les départements où les opérations cadastrales étaient déjà en cours ou en retard avant 1823 (tabl. 1).

L'opération de révision cadastrale enregistrée en 1832 avait déclassé le revenu imposable de la ville et détruit les équilibres entre les perceptions. Le tableau ci-dessus montre que tandis qu'en 1824 les cinq perceptions comptaient pour environ 20 % chacune des recettes de la contribution foncière, la cinquième, au sud, était légèrement favorisée. En 1832, la deuxième et la troisième perceptions, au centre, gagnaient près de deux points chacune alors que la première au nord en perdait près de trois et la cinquième près de cinq, dans une année où les revenus avaient diminué. Deux ans plus tard, les recettes avaient dépassé le niveau de 1824 mais les déséquilibres s'accroissaient. La deuxième et la troisième perceptions avaient gagné plus de deux ou trois points depuis 1824 ; la première et la cinquième en avaient perdu deux ou trois tandis que la quatrième restait au cinquième de 1824.

Depuis 1825-26, les réclamations des propriétaires s'étaient multipliées contre des évaluations faites en cinq ans de prospérité économique tandis qu'elles avaient été imposées en 1831,

dans une année de crise et de baisse générale des loyers²⁷. De nombreuses erreurs matérielles avaient eu lieu pendant dix ans pour faire concorder le plan cadastral, les tableaux indicatifs et les procès-verbaux d'évaluation avec les mutations de propriétés²⁸. L'enregistrement des mutations s'affrontait dès lors à la réalité du déplacement des valeurs locatives.

C'est donc seulement à partir de 1832 qu'il fut possible de se faire une idée du revenu des maisons bordelaises et de la construction en ville. En cumulant le revenu des constructions nouvelles enregistrées dans chaque rue et dans les 23 matrices dont on dispose de 1835 à 1855²⁹, on obtient un portrait de la construction dans les rues bordelaises caractéristique de son évolution dans la première moitié du XIXe siècle³⁰ (fig. 2). On ne s'étonnera pas des résultats. Les quais des Chartrons et de Bacalan, la partie nord et nord-ouest du lotissement des terrains du château Trompette, le cours du Jardin-Public mais aussi les rues Fondaudège, du Palais-Gallien, le cours de l'Intendance, la rue Porte-Dijeaux et la partie nord de la rue Sainte-Catherine, avant que sa partie sud ne fût redressée, accueilleraient les maisons et les bâtiments qui avaient les plus fortes valeurs. Dans le vieux Bordeaux en revanche, jusqu'aux faubourgs du sud-ouest et du sud, en Paludate, on ne pouvait que constater la tendance inverse.

27. Desgraves et Dupeux, 1969, p. 65-66.

28. A.D.Gir., 2 P 29, minute du directeur des Contributions directes, 20 février 1834.

29. L'enregistrement des constructions nouvelles avait lieu trois ans environ après leur achèvement, ce qui signifie que ces matrices courent de 1832 à 1852.

30. Les travaux d'Adeline Daumard, 1965, p. 66-82, nous ont été particulièrement utiles afin de comprendre et d'exploiter les calepins de révision du Cadastre, notre méthode consiste à cumuler le revenu des constructions nouvelles dans les matrices dont on a disposé pour la période 1832-1852.

En somme, le mouvement naturel de la construction, même au début du Second Empire, ne faisait que confirmer les évaluations entreprises depuis 1790 : un glissement sensible et progressif des valeurs locatives s'effectuait et se concentrait dans les beaux quartiers de la ville « nouvelle » et régulière que Victor Hugo ³¹ appelait justement le « Bordeaux-Versailles ». On constatait un relatif abandon du « Bordeaux-Anvers », celui de la cité et des quartiers aristocratique et parlementaire de la Cathédrale comme ceux des négociants, sur les quais de la Bourse, des Salinières, jusqu'en Paludate. Lorenz Meyer, dans son *Voyage d'un Allemand à Bordeaux*, en 1801, constatait d'ailleurs le même glissement de la construction neuve et des habitants dans les quartiers du nord-ouest, ce qui remettait en cause l'équilibre des valeurs foncières de la ville ³².

C'est peut-être parce que des choix d'aménagement avaient été faits en priorité dans la ville « nouvelle » et non dans l'ancienne, car il était plus facile d'ouvrir des rues droites et bien larges sur des terrains vierges que dans le vieux Bordeaux, et c'est ici qu'intervient la question du plan d'alignement.

Le plan général d'alignement de Bordeaux de Pierrugues et Béro

La loi du 16 septembre 1807 qui prescrivait l'établissement d'un tel plan était avant tout relative au dessèchement des marais, mais elle portait, en particulier à son article 52, des dispositions sur la voirie des villes car elle exigeait qu'un plan général des nouvelles rues à ouvrir ou des anciennes à élargir fût dressé par les communes à leurs frais puis validé en préfecture avant l'avis du Conseil d'État d'après le plan cadastral ³³. Or, le plan Pierrugues ne fut jamais transmis au Conseil et cette affaire achoppa vers 1831 semble-t-il. Les difficultés tenaient de plusieurs ordres : la complexité de la procédure et les changements d'administration ralentirent d'abord l'élaboration du plan mais un manque de volonté municipale et le respect ancestral de la propriété l'empêchèrent aussi d'aboutir.

L'élaboration de ce plan et ses vicissitudes (1809-1831)

Selon que l'on considère la chronologie administrative ou politique, trois ou quatre municipalités et dix administrations préfectorales (dont certaines si courtes qu'elles n'ont pas d'importance ici) se sont succédé pour suivre et finalement abandonner cette opération. Elle demeure cependant exemplaire des embarras des édiles face aux besoins publics ou à la notion d'utilité publique. Pour dresser la chronologie de cette affaire, on peut distinguer trois étapes administratives essentielles.

Répondre à la loi (1809-1816)

Cette première étape fut marquée par un arrêté de la municipalité de Lafaurie de Monbadon du 25 janvier 1809 ³⁴ qui désigna Pierrugues responsable de l'opération, avec le géomètre de son choix, sur la recommandation du baron Fauchet, préfet en fin de fonction avant le préfet Gary. L'ingénieur fut d'abord chargé de dresser un état existant de la ville bâtie et même au-delà : « [...] *ensemble ses faubourgs, ses abords à prendre de ses limites exactes dans toutes ses parties ; la rivière, et les bordures des Queyries, de la Bastide et de Lassouï* ³⁵. » Le plan à l'échelle de 500 toises (dans les faits 1/1 000e) était rigoureusement calqué sur le relevé parcellaire cadastral. Il devait être soumis au conseil municipal pour en vérifier l'exactitude avant que l'ingénieur ne dressât ses projets et ceux du Gouvernement, avec beaucoup de précision, sur la première minute du relevé, puis fournît pour chacun un rapport qui en expliquât la nécessité et la convenance. Alors le plan devait être revu par le conseil qui l'adoptait ou demandait des modifications afin de le présenter à l'enquête publique. Ce travail devait s'achever avant le 1er janvier 1810.

Or, il prit du retard pour de multiples raisons. Les intempéries de 1809, les lenteurs du conseil municipal pour fixer les limites communales furent d'abord évoquées ³⁶. Mais il faut aussi considérer que la Ville de Bordeaux demanda à l'ingénieur de multiples plans supplémentaires. Malgré l'absence de documents d'archives entre mars 1809 et mai 1811, nous savons en effet que Pierrugues livra 128 cartes des justices de Paix, le 8 mai, puis 73 autres, le 24 septembre ³⁷. Il livra aussi, en 1812, un plan pour la division de la ville en arrondissements et quartiers de police, ainsi que deux autres, le premier pour le service de l'Octroi, le second pour l'extension du rayon d'action de la police municipale ³⁸. En outre, la production graphique de l'ingénieur est remarquable si l'on considère qu'il dut

31. *En voyage. Alpes et Pyrénées*, 3e éd., Paris, J. Hetzel et Cie, 1890, texte commenté par Desgraves, 1991, p. 123.

32. Texte commenté par Desgraves, 1991, p. 99-100.

33. *Bulletin des lois*, 1808, p. 126-141 et Roncayolo, 1989.

34. A.M.Bx., 11 O 4.

35. Article 1 de l'arrêté du 25 janvier 1809.

36. Coste, 1990, p. 282.

37. A.M.Bx., 11 O 4, arrêté municipal du 24 septembre 1811. À notre connaissance ces cartes n'ont pas été conservées.

38. En revanche ces plans existent toujours. A. M. Bx., cotes XL A 301, XL A 400 recueil 110, voir aussi Coste, 1990, p. 544.

aussi actualiser et préciser le découpage administratif des cartes des Cassini conservées par l'ingénieur géographe Belleyme ³⁹.

Face à cette quantité de travail, le plan général d'alignement a pu paraître bien peu de choses à l'ingénieur. Le décret du 27 juillet 1808 relatif à l'application de la loi de septembre 1807 donnait un délai de deux ans pour terminer le plan. Pierrugues affirma avoir tout terminé, mis à part les copies et un tiers du parcellaire, ainsi que les coupes et le nivellement, le 27 février 1812 ⁴⁰. Le plan fut présenté à la municipalité au début de l'année 1813. Cette grande minute manuscrite n'a pas été conservée, nous ne connaissons que des versions gravées de ce plan, la première date de 1818 ⁴¹ et a été rééditée à de multiples reprises ⁴². On y fait souvent référence pour évoquer l'urbanisme de cette époque, par le biais notamment du boulevard de ceinture que l'ingénieur projetait comme une deuxième enceinte pour la ville ou encore l'alignement de la rue Sainte-Catherine qu'il prolongeait jusqu'au Pavé des Chartrons ⁴³. Cependant ce plan recèle de nombreux projets qui, dans sa version gravée, sont tracés en traits si fins qu'ils sont à peine visibles : par exemple, le percement d'une grande voie partant du portail du palais impérial et se dirigeant en ligne droite vers la Garonne. Cette voie coupait la rue Sainte-Catherine au niveau de la place Saint-Projet, régularisée à l'occasion sous la forme d'une place carrée aux angles abattus, mais elle s'arrêtait brusquement, à cause d'un dénivelé important, au niveau de la rue du Pas-Saint-Georges.

Ce n'est pas le lieu d'examiner ici et en détail ces projets. La première commission qui s'occupa d'examiner le plan rendit un rapport, très provisoire d'ailleurs, le 7 avril 1813 ⁴⁴. Elle rejeta nombre des projets de l'ingénieur et examina très rapidement ses propositions. L'exposition de la grande minute du plan manuscrit eut lieu entre le 29 mars et le 6 avril 1813 et fut prolongée jusqu'à la fin du mois. Il est possible que de multiples réclamations des propriétaires ralentirent alors l'opération ⁴⁵, mais, en l'absence de documents précis, nous ne pouvons l'affirmer. Un témoin rapporte qu'il y en eut seulement une vingtaine ; néanmoins il prouve à quel point l'opinion publique, bien qu'elle n'osât pas se prononcer, n'était pas favorable au plan de Pierrugues ⁴⁶. Cependant l'affaire se poursuivit. Le plan manuscrit fut réduit une première fois en mai 1813 tandis que l'impression du mémoire d'aménagement eut lieu en 1815. Mais les événements du printemps 1814 et de l'année suivante firent que le plan général d'alignement resta en suspens jusqu'en 1816 où une nouvelle municipalité reprit en main cette affaire.

En éprouver les difficultés (1816-1822)

Cette deuxième étape est marquée par l'institution du préfet De Tournon en juillet 1815 qui appuya l'ascension de De Gourgue à la mairie l'année suivant ⁴⁷. La chute de l'Empire

engendra un retour à une administration plus paternelle et bienveillante, caractérisée par sa sagesse, son sérieux et son respect des habitants mais aussi par une minutie administrative peut-être excessive. En effet, il fut d'abord question d'élaborer un plan exactement conforme au format, à l'échelle, à la couleur et l'orientation définis par les prescriptions ministérielles. Il fallait constituer un atlas de la ville présentant un plan d'ensemble, un autre plus petit et des feuilles au 1/ 1000e reliées ainsi que des listes récapitulatives des propriétés touchées par les projets de voirie. Les directives changeant, la Ville ayant des difficultés à récupérer les documents préparatoires de Pierrugues et le préfet souhaitant scrupuleusement respecter les prescriptions de l'autorité supérieure, la mise en train de cet atlas commença lorsque le géomètre Béro en fut chargé par un arrêté municipal du 10 novembre 1819 ⁴⁸. Cependant en janvier l'année suivante, bien que le géomètre avançât vite, il fallait encore prévoir deux ou trois mois pour terminer l'atlas exigé tandis que le délai consenti par le ministère était passé depuis le 1er mai 1819.

Nonobstant ces difficultés, une deuxième commission publique reprit l'examen des projets de Pierrugues pour chaque rue en 1816, ses délibérations durèrent jusqu'en 1821 et elle publia un volumineux rapport en 1822 ⁴⁹. Les discussions furent reprises à de multiples reprises, parfois pour une seule rue, à

39. A.D.Gir., 2 P 2, Belleyme, ingénieur géographe, au préfet, 12 frimaire an XII. L'établissement des limites communales de la Gironde avait été retardée de 1790 à l'an II. Belleyme détenait dans ses bureaux parisiens les cuivres et les tirages de la carte de Guyenne. Répertoire lors d'un inventaire des objets d'art et de sciences, avec les illustres Buache et Monge, il avait encore en sa possession, en l'an XII, 30 planches dont 21 terminées le 14 septembre an II, six gravures commencées ainsi que trois seulement polies et prêtes à être gravées. Ces documents furent transmis à Pierrugues afin qu'il y portât précisément le nouveau découpage administratif. Voir aussi une lettre du préfet à l'ingénieur du 2 juin 1807.

40. A.M.Bx., 11 O 4, arrêté municipal du 24 mars 1812 présentant une lettre de Pierrugues du 27 février.

41. Labadie, 1910, p. 58, plan n° 77.

42. En 1819, 1823, 1831, 1835, 1836, 1839, 1844, 1850, 1853, 1854.

43. Parmi les plus remarquables : Labadie, 1910 ; Moulard, 1914 ; Lhéritier, 1920 ; Castel, 1923 ; Desgraves et Dupeux, 1969 ; Coste, 1990 ; Coustet et Saboya, 1999.

44. A.M.Bx., 11 O 4, rapport manuscrit de la commission d'examen du plan de la ville, 7 avril 1813.

45. Notamment Castel, 1923 et Coste, 1990.

46. De Gères, 1817, p. 2.

47. Moulard, 1914, p. 61.

48. A.D.Gir., 3 O 18, adjoint aux travaux publics au préfet, 18 janvier 1820.

49. *Délibérations de la commission des travaux publics*... 1822.

Nombre de projets de rues et de places	1816	1817	1818	1819	29 nov. 1820	Total
Adoptés conformément au plan général	21	16	0	2	260	299
Maintenus selon d'anciens plans de voirie	4	26	7	30	3	70
Adoptés d'après les plans de Pierrugues	0	16	2	2	0	20
Rejetés et projetés par Pierrugues	3	8	2	3	0	16
Renvoyés ou déjà délibérés	0	4	4	0	1	9
Modifiés par la commission d'après les plans de Pierrugues	14	59	32	31	8	144
Total	42	129	47	68	272	558

Tabl. 2. Nombres et résultats des projets de voirie examinés par la commission d'examen du plan de la ville, 1816-1820.
Source : *Délibérations de la commission des travaux publics chargée par le conseil municipal de l'examen du plan général proposé pour la ville de Bordeaux*, Bordeaux, Racle, 1822, 93 p.

cause de dissensions entre les commissaires qui hésitaient à décider s'il valait mieux porter un élargissement d'un côté ou de l'autre d'une voie, d'en ouvrir une ici plutôt que là, prendre pour repère cette maison-ci ou bien celle-là, si l'une avait moins de valeur que l'autre... Il s'avère que les projets sur lesquels il fut statué à cette époque n'avaient plus grand chose à voir avec ceux de l'ingénieur (tabl. 2).

Non seulement la plupart des rues furent maintenues dans leur état ancien ou conformément aux plans de voirie de l'Ancien Régime mais, parmi les projets adoptés selon les plans de l'ingénieur ou bien modifiés par les commissaires, les changements furent modestes. Les percements portaient sur quelques dizaines de centimètres et c'est à peine si l'on se mettait d'accord pour élargir une rue d'un mètre ou deux. La crainte de détruire de nombreuses maisons neuves, bâties selon les plans anciens, comptait beaucoup dans ces appréciations. En somme, on se retrouva, en 1822, avec un plan qui n'était pas fini car il était impossible de statuer définitivement sur chaque rue afin d'établir le plan d'ensemble. Ce qui caractérise cette période semble plutôt être les indécisions de la municipalité que les réclamations des propriétaires. En effet, tandis qu'il n'y eut pas ici d'enquête publique comme en 1813, les plans qui n'étaient pas officiellement approuvés mettaient l'administration dans l'embarras lorsqu'un propriétaire voulait construire ou reconstruire sa maison car on ne savait où lui donner le nouvel alignement. Il fallait alors statuer au cas par cas et c'est du reste ce qui fit qu'on abandonna dans les années qui suivirent l'idée d'établir un plan d'ensemble de la ville.

Abandonner ce projet (1822-1831)

Cette troisième étape correspond à l'institution du préfet De Breteuil et avec deux années de décalage, à l'arrivée du maire Du Hamel (1824-1830). En mars 1823, alors que depuis quatre ans environ la Ville annonçait qu'il ne restait que peu de

choses à faire pour parachever le plan général, aucun document n'était encore parvenu à la préfecture. Les difficultés auxquelles donnaient lieu, chaque jour, les alignements demandés par les propriétaires, les retards qu'elles entraînaient et les pertes qu'éprouvaient les intéressés devaient déterminer l'administration à approuver enfin un document légal⁵⁰. Mais le grand nombre d'intérêts qui pouvaient se trouver froissés par une telle décision faisaient constamment hésiter le conseil à donner son avis⁵¹. Un autre nouveau préfet, le baron d'Haussez, souhaita dès septembre 1824 que le maire réunît ses conseillers et attirât leur attention sur l'importance de cette affaire : si aucune décision n'était prise, les valeurs locatives allaient se déprécier à toute vitesse dans les rues où les plans n'étaient pas arrêtés, principalement dans la vieille ville. Une nouvelle commission publique se réunit donc de janvier 1825 à mars 1827. En un peu plus de deux ans, seul treize séances eurent cependant lieu et le travail des commissaires fut bien faible si on le compare à celui de la commission des années 1816-1821. En effet, il ne fut guère question de l'élaboration du plan général d'alignement.

Parmi le petit nombre de délibérations de cette époque, les discussions concernaient surtout les réclamations particulières des propriétaires. Celles-ci conduisaient à statuer çà et là le plan d'une rue, à discuter à nouveau son élargissement, à revoir si l'on allait adopter un prolongement sur lequel rien n'était encore arrêté. La commission reprit souvent les délibérations anciennes pour se décider. Les vastes travaux entrepris pour le lotissement des terrains du château Trompette préoccupèrent aussi beaucoup les commissaires. Ainsi le 9 mars 1825, il fut question de la façade uniforme de l'hémicycle de la « place

50. A.D.Gir., 3 O 18, préfet au maire, mars 1823.
51. A.D.Gir., 3 O 18, De Breteuil au ministre de l'Intérieur, 3 décembre 1823.

Louis XVI » (les Quinconces), d'après un projet de l'architecte Bonfin puis en décembre, sur un nouveau projet de Poitevin. En juin 1826, les travaux de la commission concernaient encore, pour l'essentiel, les réclamations des propriétaires qui construisaient sur cet hémicycle⁵². En réalité cette commission se perdait dans des considérations éparses et n'avancait pas d'un pouce sur la question du plan général. La preuve en est qu'en 1827, lorsqu'il fallut rédiger un rapport définitif, on se contenta de réimprimer celui de 1822.

Le préfet était si irrité par cette inertie du conseil municipal qu'il proposa de nommer lui-même une nouvelle commission, ou bien, à défaut, de provoquer une ordonnance royale soumettant l'approbation du plan au roi sans le concours de la municipalité. C'était faire une grave entorse à la loi de septembre 1807 qui exigeait que le plan fût conçu et adopté par le conseil municipal, aussi le ministre refusa-t-il cette suggestion⁵³. C'est ainsi que l'affaire s'étia jusqu'à la fin de l'année 1828. Les instances préfectorales ne servirent à rien et la Ville se contenta de voter un crédit de 30 000 francs pour les indemnités de recul des maisons sur la voie publique tandis qu'il était de 10 000 puis 20 000 francs auparavant. Elle prit cette mesure afin de répondre aux demandes des propriétaires et de leur verser leurs indemnités, afin de calmer leur mécontentement. Mais elle ne se préoccupa plus dès lors du plan d'ensemble de la ville. Le préfet De Curzay, dont l'exercice dura à peine un an, prit en main l'affaire en 1829 mais n'obtint pas plus de résultat que son prédécesseur. Les troubles de 1830, un changement de municipalité la retardèrent encore. Au printemps, on pensait de nouveau réunir des commissaires et le maire De Bryas espérait terminer le plan courant 1831⁵⁴ mais il n'en fut pas ainsi. Il fut seulement question d'imputer au crédit extraordinaire de 1831 une somme de 3 000 francs afin de reprendre l'examen du plan. La délibération municipale du 4 décembre 1830 programma ce crédit qui fut approuvée par le ministre le 24 décembre afin d'encourager les commissaires à se réunir. On aurait peine à dire si cette somme servit à quelque chose. Ou bien qu'elle fût trop mince, ou bien que le conseil préférât ne pas donner suite à cette affaire et régler au cas par cas les alignements comme il avait pris l'habitude de le faire, les circulaires ministérielles qui se succédèrent, et notamment celle du 30 mai 1831⁵⁵, ne trouvèrent dans l'immédiat aucun terrain d'application à Bordeaux. C'était peut-être une affaire de crédit, mais surtout un véritable manque d'attention local pour les questions de voirie dès lors qu'elles touchaient aux intérêts si sensibles des propriétaires et des édiles. Ainsi Bordeaux se retrouva, vers 1831, sans plan d'ensemble pour ses rues et sans projet définitif quant à son développement futur.

À présent que nous avons relaté la complexité de l'élaboration des deux plans d'urbanisme fondamentaux pour Bordeaux au début du XIXe siècle, il convient d'observer qui sont et quels furent les rôles de l'ingénieur et du géomètre qui en eurent la responsabilité.

Un ingénieur et son géomètre

Si l'on s'est intéressé aux plans de Pierrugues, on ne sait en revanche presque rien sur le personnage lui-même. Il est donc difficile de résister à l'envie d'en connaître davantage sur sa vie et son œuvre. Il en est de même pour le géomètre qui travailla avec lui.

À propos de l'ingénieur Pierrugues

Son prénom est demeuré longtemps un mystère, il s'appelle en réalité Pierre-Emmanuel, il est né à La Martinique, le 29 janvier 1760 et il semble qu'il soit mort en 1857, ou peut-être quelques années auparavant, à un âge assez avancé tout de même. Sa famille et sa descendance sont implantées dans le Var, dans la région de Callas où figure toute une dynastie d'ingénieurs et de militaires qui répondent à son nom⁵⁶. Beaucoup sont passés par l'École polytechnique et sont devenus ingénieurs civils ou militaires⁵⁷. Pierre-Emmanuel résidait pour sa part à Antibes lorsqu'il fut nommé ingénieur ordinaire des Ponts et Chaussées, le 18 prairial an II. Nous ne connaissons pas sa date d'entrée à cette école mais il est entré dans le Corps des Ponts le 12 ventôse an II⁵⁸. Il est probable qu'il en ait démissionné en floréal de l'an XII⁵⁹ (fin avril ou début mai 1804) afin d'intégrer l'administra-

52. A.M.Bx., 11 O 5, rapport manuscrit de la commission d'examen du plan de la ville, 1825-1827.
53. A.D.Gir., 3 O 18, ministre au préfet, 14 février 1826.
54. A.D.Gir., 3 O 18, maire au préfet, 4 et 7 décembre 1830.
55. A.D.Gir., cette circulaire réitère fermement l'obligation d'appliquer la loi de 1807.
56. A. Nat., répertoire de la série LH, Jacques-Joseph Pierrugues né le 18 janvier 1781 à Claviers, Var ; Jean-François Pierrugues né le 15 avril 1794 à Callas, Var ; Jean-Baptiste Pierrugues né le 20 octobre 1805 ; Hippolyte Pierrugues né le 17 août 1822 ; Honoré Jean-Baptiste Pierrugues, né le 3 mai 1849 à Le Luc, Var ; Louis Marius Philomin Pierrugues né le 4 avril 1850 à Toulon, Var.
57. A. de l'École polytechnique, quatre ingénieurs sont affiliés à ce nom : Jean-François, né en 1794, de la promotion 1813 ; Honoré Jean-Baptiste, né en 1849, de la promotion 1869 ; Raymond-Jules, né en 1916, promotion 1935 ; François-Georges, fils du précédent, né en 1947, promotion 1966.
58. A. de l'École nationale des Ponts et Chaussées, ms 87, extrait de l'état des ingénieurs par généralité, 1803-an XI.
59. A. Nat., F¹⁴ 2299¹, notice individuelle des ingénieurs des Ponts et Chaussées consacrée à un certain « Pierruguer ».

tion des Contributions directes en Gironde. Mais l'on n'a pas trouvé de traces de sa présence dans celle-ci avant 1807⁶⁰. Les annuaires départementaux mentionnent qu'il a quitté ce poste et Bordeaux entre 1818 et 1819 et qu'il a déménagé à plusieurs reprises entre-temps⁶¹. Il fut alors remplacé par un certain Richard en 1819, puis par un certain Pillod en 1825.

Pierrugues n'était donc pas Bordelais, il a vraisemblablement été envoyé à Bordeaux, comme fonctionnaire de l'Empire et comme tous ceux qui ont transformé profondément cette ville, afin de lever le plan cadastral et d'établir un plan d'urbanisme digne de celle-ci ainsi qu'en témoigne son fameux *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement... pour la ville de Bordeaux... en exécution de la loi du 11 septembre 1807* [sic : 16 septembre 1807]. Dans ce texte rédigé dès 1813 et publié en 1815, il a construit un discours urbanistique original et singulier pour Bordeaux. Cependant une lecture quelque peu attentive peut montrer à quel point il était imprégné par les idées urbanistiques de son époque et une culture architecturale classique. De son passage d'une dizaine d'années à Bordeaux, il faut aussi retenir qu'il a publié en 1816 un opuscule intitulé – même si ce dernier est anonyme –, *De l'administration financière des communes de France, avec quelques applications à la ville de Bordeaux*, chez Racle. Cette brochure remarquable témoigne, tout comme son *Mémoire*, de sa connaissance des mécanismes administratifs, des impôts et des revenus des sols, mais aussi de sa sensibilité politique, sociale et littéraire. Il fut en effet formé à l'École de Perronet qui cultivait un enseignement philosophique et social en plus des matières techniques⁶². Entre 1814, où il accueillit favorablement la Restauration et participa au comité provisoire de Gouvernement formé dans la ville après la visite du duc d'Angoulême, et 1818, où vraisemblablement il réussit à maintenir ses fonctions au Cadastre⁶³, son opinion politique bascula en effet. À l'image de nombreux partisans de l'Empire, il parjura alors son serment à l'empereur. De plus il fut décoré du « brassard bordelais », distinction qui honorait ceux qui œuvraient fermement en faveur du régime royaliste⁶⁴.

L'affaire du plan général d'alignement de la ville semble néanmoins avoir fait basculer l'opinion en sa défaveur. Son plan pour Bordeaux, déjà évincé en grande partie par le conseil municipal en 1813, fut sérieusement vilipendé après 1815 et ses projets devinrent caduques après cette date. C'est peut-être la raison pour laquelle il quitta Bordeaux ; il est aussi probable qu'il eût d'autres ambitions et qu'il se lassât de cette ville et des fonctions qu'il y exerçait.

Pierrugues était en effet un fin lettré et avait des ambitions littéraires. Il a vraisemblablement terminé sa vie à Paris comme homme de lettres et non plus comme ingénieur. Le bibliophile bordelais Bordes de Fortage⁶⁵ lui attribue plusieurs publi-

cations parisiennes après 1816 : une brochure intitulée *Des principes du ministère actuel en réponse aux 65 pages de M. de Chateaubriand* en 1818, une traduction du *Mécanicien anglais* en 1826, les notes de l'*Erotika Biblion* de Mirabeau dans une édition de 1833 et surtout un remarquable et rarissime ouvrage traitant des auteurs érotiques latins publié la première fois en 1826 sous le titre *Glossarium eroticum linguae latinae...*, conservé quant à l'unique exemplaire que nous en connaissons à la Bibliothèque Nationale⁶⁶. Sa veuve domiciliée à Paris toucha à sa mort ou peu après, en 1857, des indemnités au titre de l'activité littéraire de son mari⁶⁷ ; Pierrugues était d'ailleurs membre de plusieurs sociétés littéraires comme l'indique le titre de son *Mémoire* dès 1815.

Comme ingénieur des Lumières envoyé à Bordeaux dans une période de trouble politique et de rénovation urbanistique, son intervention a donc marqué bien plus profondément que l'on ne pourrait le croire l'histoire urbaine de cette ville. Le personnage est d'ailleurs plus que singulier et son séjour y devient presque anecdotique lorsque l'on considère sa production littéraire sur laquelle il reste beaucoup de choses à découvrir.

Un curieux atlas du géomètre Béro, à mi-chemin entre le cadastre et le plan d'alignement

Le personnage de Dominique Béro nous est en revanche complètement méconnu, il est certes moins intéressant que celui de Pierrugues car il n'a pas laissé une œuvre écrite, mais il ne faut pas le minimiser pour autant car sa production graphique est remarquable. Dominique Béro, après avoir travaillé comme géomètre de 1ère classe au Cadastre passa ingénieur voyer de

60. A. D. Gir., 3 P 2. À notre connaissance, la première trace de sa présence à Bordeaux est une lettre qui lui est adressée par le préfet le 2 juin 1807. On trouve aussi aux A. D. Gir., 3 P 8, des ordres de sa main afin d'habiller les géomètres secondaires qu'il envoie lever les plans cadastraux, à la fin de la même année.

61. D'après les *almanachs et annuaires départementaux*, il est logé à l'hôtel Grissac, rue Montméjean en 1809 et 1810 ; entre 1811 et 1814, nous ne savons pas ; il réapparaît au 8, rue de l'Eglise-Saint-Seurin en 1815 ; en 1816 il habite 3, rue Bouhaut ; en 1817 et 1818 il réside 10, rue Servandony.

62. Voir le remarquable ouvrage de Picon, 1992, notamment p. 91-92 et 132.

63. Lynch, 1814, p. 35 et Joinville, 1914, p. 27 le mentionnent membre du conseil provisoire formé le 22 mars 1814 afin de maintenir les fonctionnaires en place donc la paix en ville.

64. A. M. Bx., fonds Mengeot, dossier 12 et *Étrennes royales bordelaises...* 1814, p. 187.

65. Féret, 1889, t. III, p. 505.

66. Bibl. Nat., Des. m x 87.

67. A. Nat., F¹⁷ 3204.



Fig. 3. Plan d'assemblage de l'atlas de Dominique Béro [1818]. (A.M. Bx., XLA recueilli 247)

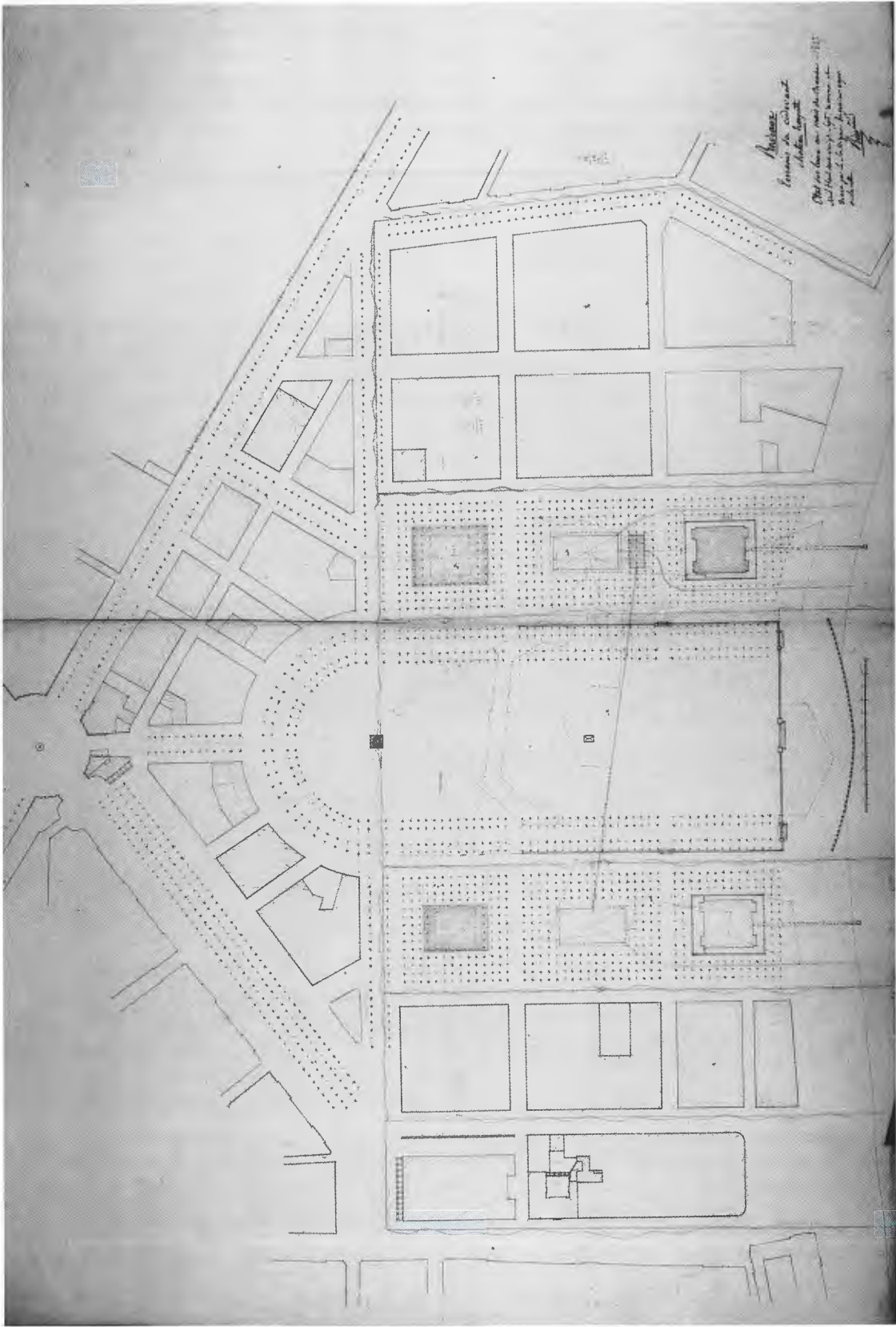


Fig. 4. Plan du quartier des Quinconces, 1827.
(A.M. Bx, XLA recueil 247, planche 23 ter)



Fig. 5. Plan du quartier des Quinconces.
(A.M. Bx, XLA recueil 247, planche 23)



Fig. 6. Plan du quartier de la cathédrale.
(A.M. Bx, XLA recueil 247, planche 21)

Bordeaux vers 1817 semble-t-il⁶⁸. De son travail pour la Ville, il reste de nombreux plans partiels élaborés et signés par lui à la demande de la commission municipale, de 1816 à 1821. À ce titre il reprit l'établissement du plan général d'alignement de la ville peu avant que Pierrugues ne quittât Bordeaux. Il avait à sa disposition et conservait à son domicile, dès 1813⁶⁹, l'ensemble des minutes cadastrales nécessaires à la levée du plan général d'alignement. Il mena à bien cette tâche jusqu'à la fin des années 1820 au moins.

En témoigne un très bel atlas copié d'après le plan cadastral et parfois plus étendu que ce dernier, que conservent les Archives municipales de Bordeaux⁷⁰. On a longtemps cru que ce recueil était une copie du plan cadastral mais ce n'est pas tout à fait exact, c'est une actualisation des plans parcellaires dressée dans le but d'établir le plan des projets de voirie de la ville jusqu'à la fin des années 1820. C'est en somme un plan parcellaire préparatoire au plan général d'alignement, c'est-à-dire un état existant de la ville sur lequel devaient être tracés les projets de voirie ainsi que l'exigeait la loi de 1807 et l'arrêté municipal du 25 janvier 1809.

Ce recueil s'ouvre sur un plan d'assemblage qui est un tirage du plan de Pierrugues de 1818 dédié au comte de Tournon et gravé à Paris, chez Lemaître, à l'échelle de 1/5 000ème (fig. 3). Trente-cinq sections sont portées en surcharge sur ce plan gravé mais l'atlas compte en réalité 39 planches car il manque un numéro, une planche n'est pas numérotée et certaines sont numérotées en bis voire en ter. Ces planches ont une dimension de 67 cm sur 102 cm, ce qui semble être un format grand aigle recoupé. Elles sont à l'échelle de 1/1000e, ce qui correspond à l'échelle exigée pour l'atlas, à l'exception d'une, au 1/2000e. Certaines sont achevées, d'autres sont des brouillons, certaines sont grisées, d'autres non. Certaines sont muettes tandis que les noms de rues et de bâtiments publics sont portés sur d'autres. Elles ne portent ni date ni cachet, à l'exception d'une, la numéro 23 ter, intitulée « Terrains du cidevant chateau Trompette Etat des lieux au mois de décembre mille huit cent vingt sept, reconnu et tracé par le soussigné Ingénieur voyer de la ville Béro aîné » (fig. 4). On y voit le lotissement des Quinconces en train de se bâtir sur les traces des fortifications de l'ancien chateau Trompette.

Dater précisément chaque planche de ce recueil demeure difficile. En revanche elles ont toutes été dessinées à la même époque, à la fin de la Restauration. Entre le moment où le géomètre fut chargé de confectionner cet atlas par arrêté du 10 novembre 1819⁷¹ et la seule planche signée en 1827, l'écart minimum pour dater ce recueil est donc 1819-1827. La planche 23 (fig. 5) montre à nouveau le lotissement des Quinconces en construction. Les lots du côté sud se sont bâtis plus vite qu'au nord. Les parcelles du côté nord des allées de Tourny sont

presque toutes construites ainsi que celles donnant sur le cours du Jardin-Public tandis que l'hémicycle ne présente que trois façades réalisées. L'entrepôt Lainé (1822-1824) est achevé, les Bains publics aussi (1826), mais on n'y voit pas encore les colonnes rostrales (1829). Il figure aussi sur ce plan le socle de la statue pédestre de Louis XVI prévue au centre de l'hémicycle et installée en 1828⁷². C'est donc bien avec un écart de neuf ou dix ans qu'il faut dater les planches de cet atlas de Dominique Béro.

La planche 21 (fig. 6) montre, à la même échelle que les précédentes, l'extraordinaire densité du vieux Bordeaux par rapport à la ville nouvelle des Quinconces. Les parcelles sont précisément dessinées mais, contrairement aux plans cadastraux, il ne figure que le numéro des maisons sur les rues et pas celui des parcelles qui est essentiel pour les Contributions. Dans le labyrinthe des ruelles étroites et des impasses, les défauts d'alignement contrastent ici avec les grands ordonnancements des Quinconces. Cette planche ne porte pas de projets d'alignement. Il n'y a guère, en traits très fins et à peine visibles, que celui projeté de la rue Sainte-Catherine. On repère aussi les vieux équipements publics, pochés en noir tandis que les propriétés bâties privées sont grisées : la caserne Notre-Dame, l'hôpital Saint-André, le collège Royal, le collège de Guyenne, une partie de l'ancien collège de la Madeleine, siège de la municipalité, le Grand Marché... Il s'agit donc bien d'une copie du plan cadastral dressée dans le but d'établir les nouveaux projets de voirie qui ne furent pas arrêtés, comme nous l'avons vu, entre 1822 et 1831.

La planche 20 (fig. 7) est également remarquable. Dans le quartier de Mériadeck s'organise tout un lotissement convergeant vers la place Rodesse et la manufacture des Tabacs (1825). Les rues sont à peine tracées, les lots à peine découpés, très peu de maisons sont encore construites. Près de l'hôtel de Ville, la prison du fort du Hâ n'a pas encore pris la forme du palais de justice que nous connaissons (inauguré en 1846) ; en revanche, en face de la place d'armes déjà régularisée s'élève

68. D'après le premier plan signé de sa main que nous connaissons aux Archives municipales, un très beau plan d'alignement de Bordeaux d'ailleurs, sous la cote XLA 68.

69. A.D.Gir., 3 O 18, le plan de Pierrugues était visible, maison Béro, rue du Triomphe, n° 1, comme en témoigne un avis du maire Lynch annonçant l'exposition du plan général d'alignement en mars 1813.

70. A la cote XLA A, recueil 247, ce document n'est communicable qu'exceptionnellement.

71. Voir plus haut, note 48.

72. Coustet et Saboya, 1999, p. 33-41.



Fig. 7. Plan du quartier Mériadeck et Rodesse.
(A.M. Bx., XLA recueil 247, planche 20)

le nouvel hôpital Saint-André (achevé en 1829)⁷³. Sur la planche 3, c'est une autre forme de développement urbain que l'on observe dans le quartier de Sainte-Croix et du fort Louis où les abattoirs ne figurent pas (fig. 8). Au sud de la Grande rue Saint-Jean, contenue par un front continu d'échoppes au long du chemin de Saint-Vincent s'imposent les très longs bâtiments des corderies, dont certaines sont en cours de lotissement, comme dans la rue Monfaucon. Le petit quartier du Serporat, qui prend son nom de celui de sa rue principale, s'étend aléatoirement au sud des corderies, sur un plan en damier.

En observant ces quelques planches de l'atlas de Béro, il nous reste l'image d'une ville en construction dans les dernières années de la Restauration. Alors que le Cadastre tente de figer définitivement l'état du sol, les projets de voirie s'ajoutent les uns aux autres sans plan d'ensemble préconçu et seulement au gré des valeurs foncières en place, des désirs des propriétaires ou des municipalités. Il en résulte que la ville n'a pas vraiment de forme préconçue et que les tentatives pour en mesurer ou en programmer l'évolution semblent bien dérisoires.

Deux plans symétriques mais contradictoires

Partant du plan cadastral, il s'avère que l'évaluation des revenus territoriaux de la ville n'a pu être menée à bien qu'en vingt-cinq ans environ après s'être heurtée aux difficultés de levée des plans et des parcelles comme au recensement, à l'évaluation des propriétés et de leur revenu, surtout sous la Restauration.

Partant du plan général d'alignement, son élaboration n'en est pas moins complexe, elle a couru sur la même période et s'est heurtée de façon comparable au cadastre aux intérêts des propriétaires dans les années 1815-1830.

Nous avons donc affaire à deux histoires à la chronologie symétrique. Ces singuliers exercices urbanistiques remettent cependant en question tout un pan du développement de l'urbanisme bordelais au début du XIXe siècle car ils n'ont pas les mêmes objectifs administratifs, réglementaires et sociaux.

Vers 1832, Bordeaux disposait d'un cadastre correct mais pas d'un plan d'alignement. Dresser l'état existant de la ville, le tableau de son sol et la mesure de son imposition, était-il alors plus important que de le transformer ? La loi du 16 septembre 1807 s'est appliquée difficilement en France et la plupart des

plans ont été publiés à retardement tandis qu'ils ont été profondément modifiés par la suite⁷⁴. Le cadastre lui aussi fut une entreprise de longue haleine. Révisé régulièrement, il était la condition nécessaire et peut-être un obstacle à l'application de cette loi. En effet la programmation puis la réalisation des plans de voirie ne pouvaient se faire sans lui. Il faut cependant considérer que ni un plan ni l'autre ne furent jamais terminés, tout au plus marquèrent-ils de grandes étapes de l'évolution de la ville grâce auxquelles l'on disposait d'un portrait et d'une mesure partielle du territoire qui permettait d'engager des projets ou de réaliser ceux en cours. L'enregistrement des valeurs des propriétés étant toujours décalé par rapport au changement de ces valeurs, la projection des rues nouvelles en allait de même.

Il est remarquable qu'à Bordeaux, deux hommes, un ingénieur et son géomètre, se soient attelés à ces deux tâches en même temps mais avec des trajectoires et des responsabilités bien distinctes. Pierrugues comme un ingénieur artiste et rationnel à la fois fit un passage relativement court à Bordeaux pour lancer et coordonner ces importantes opérations. Béro, comme géomètre laborieux mais bien plus proche de sa ville que son supérieur continua d'exercer ses fonctions et de servir l'urbanisme bordelais après le départ de Pierrugues.

Le projet napoléonien de transformation des villes représenté par les plans de ces deux hommes était bien fondé sur deux exigences impériales : le cadastre et le plan général d'alignement. Cependant ces réformes régaliennes d'administration n'aboutirent véritablement que sous la Restauration sous des formes différentes que celles initialement prévues, quand elles n'avaient pas échoué. Représentatifs du respect de la propriété après 1815 mais aussi des choix d'aménagement des édiles bordelais, ces deux documents témoignent donc de la mise en place, sous le Premier Empire, des formes réglementaires et sociales modernes de l'urbanisme. Toute la législation et les pratiques urbanistiques qui codifient les relations entre les projets de voirie et les propriétés privées vont en effet se caler sur les techniques de l'alignement et de l'évaluation cadastrale au long du XIXe siècle.

73. *Ibid.*, p. 73-75, 128.

74. Roncayolo, 1989, p. 91 et suivantes.

Sources imprimées

Annuaire impérial...an 14 : *Annuaire impérial de la préfecture de la Gironde, pour l'an 14 et le 2e de l'Empire*, Bordeaux, Cavazza, 1805-1806.

Annuaire judiciaire... 1837 : *Annuaire judiciaire, administratif et commercial du département de la Gironde et de la ville de Bordeaux...* pour l'année 1837, Bordeaux, Lanefranque aîné, 1837.

Bulletin des lois, 1808 : *Bulletin des lois*, Paris, Imprimerie Impériale, 4e série, t. VII, 1808.

De Gères, 1817 : *Réflexions présentées au conseil municipal par M. De Gères Père, sur le nouveau plan de la ville, fait par M. Pierrugues*, Bordeaux, Lavigne jeune, 1817.

Délibérations de la commission des travaux publics... 1822 : *Délibérations de la commission des travaux publics chargée par le conseil municipal de l'examen du plan général proposé pour la ville de Bordeaux*, Bordeaux, André Racle, 1822.

Étrennes royales bordelaises..., 1814 : *Étrennes royales bordelaises pour l'année de délivrance 1814*, Bordeaux, A. Brossier, t. IV, 1814-1818.

Lynch, 1814 : Lynch, Jean-Baptiste, *Correspondance relative aux événements qui ont eu lieu à Bordeaux dans le mois de Mars*, Bordeaux, Lavigne jeune, 1814.

Pierrugues, 1815 : Pierrugues, Pierre-Emmanuel, *Mémoire explicatif des projets d'alignement et d'embellissement proposés pour la ville de Bordeaux, en exécution de la loi du 11 Septembre 1807, avec quelques vues générales sur l'art de bâtir les villes, lu par Mr Pierrugues, Chevalier de l'Ordre de la Légion d'Honneur, ex-Ingénieur des Ponts et Chaussées, Ingénieur Vérificateur du Cadastre*, Bordeaux, André Racle, 1815.

Pierrugues, 1816 : Pierrugues, Pierre-Emmanuel, *De l'administration financière des communes de France avec quelques applications à la Ville de Bordeaux*, Bordeaux, André Racle, 1816.

Bibliographie

Beaur, 1988 : Beaur, Gérard, « L'an I du marché foncier ? », *Études Foncières*, n° 41, décembre 1988, p. 36-39.

Bély, 2002 : Bély, Lucien (sous la dir. de), *Dictionnaire de l'Ancien Régime*, Paris, PUF-Quadrige, 2002.

Castel, 1923 : Castel, Marguerite, « La formation topographique du quartier Saint-Seurin », *Revue Historique de Bordeaux*, t. XVI, 1923.

Coste, 1990 : Coste, Laurent, *La difficile gestion municipale d'une grande ville sous l'Empire : Bordeaux de 1805 à 1815*, Université de Bordeaux III, 1990, 3 vol., (thèse de doctorat en histoire contemporaine sous la direction de Jean-Pierre Poussou).

Coustet et Saboya, 1999 : Coustet, Robert, Saboya, Marc, *Bordeaux, le temps de l'histoire Architecture et urbanisme au XIXe siècle (1800-1914)*, Bordeaux, Mollat, 1999.

Daumard, 1965 : Daumard, Adeline, *Maisons de Paris et propriétaires parisiens au XIXe siècle 1809-1880*, Paris, Cujas, 1965.

Desgraves, 1991 : Desgraves, Louis, *Voyageurs à Bordeaux du dix-septième siècle à 1914*, Bordeaux, Mollat, 1991.

Desgraves et Dupeux, 1969 : Desgraves, Louis, Dupeux, Georges, (sous la direction de), *Bordeaux au XIXe siècle*, Bordeaux, Fédération historique du Sud-Ouest, Delmas, 1969 (t. VI de l'*Histoire de Bordeaux* publiée sous la direction de Charles Higounet).

Féret, 1889 : Féret, Édouard, *Statistique générale de la Gironde*, Bordeaux, Féret fils, 1889, t. III.

Joinville, 1914 : Joinville, Pierre de, *Le réveil économique de Bordeaux sous la Restauration, l'armateur Balguerie Stutenberg et son œuvre*, par Pierre de Joinville, Paris, Édouard Champion, 1914.

Labadie, 1910 : Labadie, Ernest, « La topographie de Bordeaux à travers les siècles. Catalogue historique et descriptif des vues et plans généraux de la ville de Bordeaux des origines à la fin du XIXème siècle », *Revue Historique de Bordeaux*, 1910, p. 33-52, 114-127, 195-210.

Lhéritier, 1920 : Lhéritier, Michel, *L'intendant Tourny (1695-1760)*, Paris, Alcan, 1920, t. II.

Marion et Bencazar, 1911 : Marion, Marcel, Bencazar, Joseph, *Documents relatifs à la vente des biens nationaux. Districts de Bordeaux et de Bourg*, Bordeaux, impr. Yves Cadoret, 1911, t. I.

Monjou, 1911 : Monjou, Fernand, *La nouvelle évaluation foncière et la réforme de l'impôt foncier non bâti*, par F. Monjou, Bordeaux, impr. Yves Cadoret, 1911.

Moulard, 1914 : Moulard, Jacques (abbé), *Le Comte Camille de Tournon. Préfet de la Gironde 1815-22*, Paris, Édouard Champion, 1914.

Picon, 1992 : Picon, Antoine, *L'invention de l'ingénieur moderne. L'Ecole des Ponts et Chaussées (1747-1851)*, Paris, presses de l'ENPC, 1992.

Pinon, 2002 : Pinon, Pierre, « Le Conseil des Bâtiments civils a-t-il eu une politique urbaine ? », *Les Cahiers de l'Ipraus. Villes françaises au XIXe siècle*, n° 4, 2002, p. 29-45.

Roncayolo, 1989 : Roncayolo, Marcel, « Propriété, intérêt public, urbanisme après la Révolution. Les avatars de la législation impériale », *Les Annales de la recherche urbaine*, n° 43, juin-septembre 1989, p. 85-94.

Fig. 8. Plan du quartier Sainte-Croix et du fort Louis.
(A.M. Bx., XLA recueil 247, planche 3)



*Les tombeaux des archevêques de Bordeaux aux XIXe et XXe siècles*¹

par Françoise Réguer-Giron

La cathédrale de Bordeaux a perdu à la période révolutionnaire et lors des restaurations du XIXe siècle la quasi-totalité de ses tombeaux médiévaux². Seuls quelques enfeus ont été épargnés. Les tombeaux qui l'ornent aujourd'hui datent tous de la période contemporaine. Ce sont sept monuments réalisés de 1827 à 1937 et une plaque de 1973³. Tous commémorent le souvenir des prélats du XIXe et XXe siècles (Il convient d'ajouter à cause de sa qualité un neuvième cénotaphe dédié au fondateur du petit séminaire et transféré en 1979 à la cathédrale.) Ils sont répartis dans la partie orientale de l'édifice et leur importance plus ou moins grande est liée à plusieurs facteurs, notamment la situation politique et la richesse de l'Eglise lors de leur construction, la personnalité du prélat et l'évolution du goût au cours des XIXe et XXe siècles. Les cinq tombeaux les plus anciens, réalisés de 1827 à 1891, sont à l'évidence plus importants que les trois gisants qui ont suivi. Au XXe siècle, les grands monuments ostentatoires et allégoriques ne sont plus de mise et l'on revient au style néogothique, plus modeste, plus économique aussi parce qu'il permet le emploi de certains enfeus et cela jusqu'en 1937 par esprit de continuité, par tradition mais sans innovation.

Charles - François d'Aviau du Bois de Sanzay (1736-1826)

Charles François d'Aviau du Bois de Sanzay est né le 7 août 1736 à Saint-Martin de Sanzay en Poitou. Sa famille se flattait d'être alliée à Simon de Montfort et à sainte Thérèse d'Avila. À la Révolution, il est archevêque de Vienne et refuse de prêter serment à la Constitution civile du clergé. Il s'installe à Rome où Pie VII le surnomme le « saint archevêque ». En 1797, il revient en France, menant la vie errante des réfractaires. En 1802, il adhère au Concordat et Bonaparte le nomme archevêque de Bordeaux. Disgracié à la Restauration pour avoir prêté serment à l'Empereur durant les Cent-Jours, il n'est pas proposé pour le cardinalat (fig. 1, 2, 3).

1. Ce travail est le résumé d'un mémoire de DEA, *Recherches sur les tombeaux épiscopaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux*, préparé sous la direction de M. Marc Saboya et soutenu à l'université Michel de Montaigne Bordeaux III, en 1999.

2. Ph. Maffre, Un document contemporain pour servir à l'histoire médiévale : le plan de situation des tombeaux de la cathédrale Saint-André de Bordeaux par Henri de Marquesse, *S.A.B.*, tome LXXXIX, année 1998.

3. Depuis la rédaction de ce texte, la cathédrale s'est enrichie de la plaque dédiée au cardinal Pierre Eyt, œuvre du bordelais Bertrand Piéchaud (2003).



Fig. 1. Tombeau de Mgr d'Aviau par Poitevin archit. et Romagnesi sculpt.

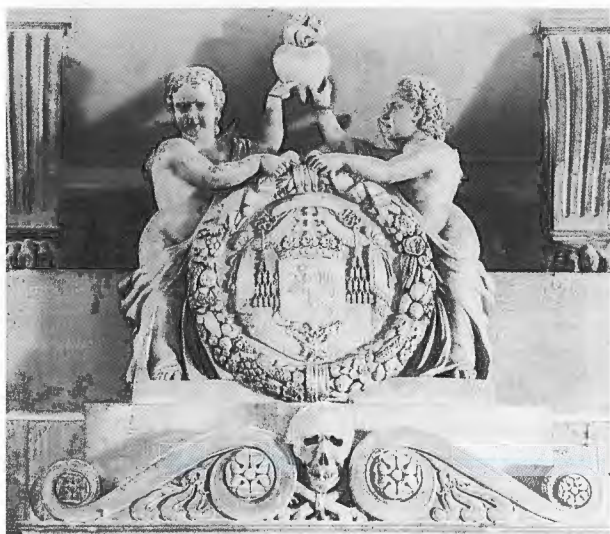


Fig. 2. Tombeau de Mgr d'Aviau, détail.



Fig. 3. Tombeau de Mgr d'Aviau, détail.

Son tombeau, le plus ancien de la série est dû à la collaboration de l'architecte Poitevin et du sculpteur Romagnesi. Pierre-Alexandre Poitevin (1782-1859) est bien connu pour avoir été l'un des architectes marquants de la Restauration à Bordeaux. Élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, dans la classe de Percier, il fait carrière à Bordeaux où il succède à Combes comme architecte de la Gironde et à Bonfin en tant qu'architecte de la ville, deux fonctions qu'il cumule jusqu'en 1830. On ignore dans quelles conditions il a été choisi pour donner les plans du tombeau, mais étant architecte de la ville, chargé des travaux de restauration de la cathédrale (c'est lui qui construisit les sacristies de la façade nord), il était naturel que le chapitre le choisisse pour réaliser le tombeau du prélat⁴. C'est lui qui fit appel à Romagnesi comme l'indique très clairement l'entrepreneur à Mgr de Cheverus dans un courrier⁵. Romagnesi est très mal connu et les sources divergent sur son prénom comme sur sa date de naissance. Né dans une famille italienne fixée en France au début du XVIII^e siècle, il fut élève de Cartellier à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris ; on lui attribue l'invention du carton-pâte⁶. Au moment de la construction du tombeau, il semble qu'il était professeur à l'École de marine d'Angoulême⁷. Il mourut à Paris le 9 avril 1852.

4. R. Coustet, M. Saboya, *Bordeaux, le temps de l'histoire*, Bordeaux, Mollat, 1999, pp. 84-86.

5. A.D.Gir. 2 V 162.

6. Lami, S. *Dictionnaire des sculpteurs de l'école française au XX^e siècle*, Paris, 1919.

7. Documents sur la sculpture française. *Archives de l'art français*, nouvelle période, 1919, t. XXX, p.209.

En 1827, quelques mois après la mort de l'archevêque, une subvention de 4.000 francs est accordée par le Conseil général de la Gironde⁸ et une seconde de 4.000 francs également est donnée en 1828 par le ministère. En 1829, l'exécution du projet est approuvée pour la somme totale de 8.363 francs⁹ et les travaux sont totalement terminés le 4 septembre 1829. Pourtant, un an plus tard, ni le sculpteur, ni l'entrepreneur n'avaient été totalement payés et le montant alloué fut rabaissé à 6.300 francs. L'installation du monument avait été précédée par celle d'une pierre gravée très simple que l'on peut encore voir dans la sacristie.

Dès 1827, Poitevin adresse à l'archevêque un projet de tombeau, suivi en 1828 d'un deuxième projet sur lequel l'orientation de la statue est inversée¹⁰. Le monument fut placé dans la chapelle Saint-Charles autrefois dédiée à saint Nicolas, le vocable ayant changé lorsque le rochet miraculeux de saint Charles Borromée y fut déposé¹¹. C'était l'endroit favori du prélat pour prier devant son saint patron, ce qui explique le choix de cette chapelle et l'orientation de la statue, dos au chœur épiscopal mais face à l'autel où se trouvait la relique.

Le tombeau frappe d'abord par sa hauteur qui atteint plus de cinq mètres puis par l'opposition qui s'opère entre la rectitude sévère des socles superposés et la partie supérieure adoucie par les courbes du sarcophage sculpté. Dressé sur une base, le très haut socle porte sur sa face principale une longue inscription. Il est sommé par les volutes d'un fronton ouvert qui enserment une tête de mort encadrée par deux tibias en croix. Au-dessus, sur un second socle, un médaillon entouré par une couronne de fruits présente le blason du prélat. Il est encadré par deux angelots qui soutiennent un cœur enflammé. Sont présentés également la croix primatiale à deux branches, la couronne de comte archevêque, le chapeau à pompons et la croix de l'ordre du Saint-Esprit. Le sarcophage de forme tombeau est posé sur des pieds cannelés terminés en griffes ; ses petits côtés obliques sont ornés d'un disque. La plaque de marbre noir porte une très longue inscription en latin, rappelant les principales étapes de la vie du défunt. Sur le sarcophage, Monseigneur d'Aviau, est présenté en prière penché devant un prie-Dieu à décor d'acanthé. Il porte la soutane, le rochet et le camail. A ses pieds sont déposées sa crosse et sa mitre. La sculpture est fine et précise, la broderie fouillée, les plis différencient bien les tissus. L'ensemble est souple. Le visage est réaliste, les yeux fermés, les joues creuses, les lèvres pincées. Il s'en dégage une impression de recueillement et de sérénité. Un portrait de Monseigneur d'Aviau par Pierre Lacour permet de vérifier la ressemblance¹². Romagnesi connaissait probablement le tombeau du maréchal d'Ornano¹³ réalisé par Barthélémy Tremblay¹⁴. Seul l'orant subsiste au musée d'Aquitaine. Mais on sait qu'il se trouvait sur un sarcophage aux côtés obliques et on connaît le texte de

l'épithaphe¹⁵ qui relate les hauts faits du maréchal. Il connaissait peut-être aussi en tant qu'ancien élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris le tombeau du chancelier de Birague par Germain Pilon, un orant qui est aujourd'hui conservé au Louvre et qui date de la fin du XVI^e siècle. Deux dessins de ce monument à la Bibliothèque Nationale montrent les mêmes éléments constitutifs bien que la disposition soit différente : orant, plaque, sarcophage oblique à pieds cannelés, anges au blason. On peut même aller plus loin : dans l'église Sainte-Catherine du Val des Écoliers, à Paris, où était placé le monument de René de Birague, se trouvait aussi le tombeau de Pierre d'Orgemont mort en 1380¹⁶. Germain Pilon le connaissait certainement et semble s'en être inspiré. Pour en revenir à Monseigneur d'Aviau, il est bien difficile aujourd'hui d'apprécier la sculpture de Romagnesi car la chapelle est sombre et la statue, très haute, n'est pas éclairée.

Jean-Louis-Anne-Magdeleine Lefevre de Cheverus (1768-1836)

Jean de Cheverus est né le 28 janvier 1768 à Mayenne. Ordonné prêtre en 1790, il refuse de prêter serment à la constitution civile du clergé et gagne l'Angleterre en 1793 puis les États-Unis en 1796. Il s'installe à Boston dont il sera le premier évêque. Il y apprend la langue des Indiens pour mieux les évangéliser. En 1824, Louis XVIII le rappelle en France comme évêque de Montauban et en 1826 Charles X le nomme archevêque de Bordeaux et conseiller d'État. Élevé à la pourpre cardinalice en février 1836, à la demande de Louis-Philippe, il décède brusquement quelques mois plus tard, en juillet 1836, d'une attaque d'apoplexie. Rapidement, le chapitre décide de lui élever un monument pour lequel une souscription est

8. Extrait des délibérations du Conseil général du département de la Gironde, section de 1827.

9. A.D.Gir. 162 T 30 H.

10. B.M.Bordeaux. Ms 620.

11. Aujourd'hui le rochet se trouve dans la chapelle du Mont-Carmel.

12. Ce tableau se trouve à l'archevêché, dans le bureau de l'abbé Veyssier.

13. Le maréchal d'Ornano fut maire de Bordeaux de 1599 à 1610.

14. Courteault, P. « L'auteur du mausolée du maréchal d'Ornano », *Revue Historique de Bordeaux*, 1941, p.103.

15. Marionneau, Ch., *Tombeaux des maréchaux d'Ornano 1610-1626*, Paris, Plon Nourrit, 1945. La traduction de l'épithaphe se trouve dans Bernadau, *Le viographe bordelais*, Bordeaux, Gazay et Cie, 1845, p. 128.

16. « Les tombeaux de la collection Gaignières », dans *Gazette des Beaux-Arts*, 1974.



Fig. 6. Tombeau du cardinal de Cheverus.
Premier projet de Maggesi.

Fig. 4. Tombeau du cardinal de Cheverus
par Mialhe archit. et Maggesi sculpt.

fidèle au néoclassicisme. Il est donc chargé, sans concours, de réaliser le tombeau. Il reçoit commande le 18 mai 1841¹⁹. L'ensemble coûte 31.000 francs : 21.000 francs sont couverts par la souscription et l'État verse 10.000 francs. Il fallut attendre 12 ans pour que les travaux soient achevés²⁰. Ce délai est dû à la lenteur habituelle de Maggesi, à la mauvaise volonté du chapitre qui renâcle à le payer²¹ et, surtout, aux désaccords sur l'emplacement. L'inspecteur des monuments historiques aurait préféré placer le monument funéraire dans une chapelle tandis que l'archevêque Donnet opta pour la nef. Sans doute pensait-il déjà à l'emplacement de son propre tombeau !... Le monument sera inauguré en juillet 1850²². Il a été classé monument historique en 1870.

Le tombeau est situé dans la première arcade nord de la nef utilisée comme un arc de triomphe autour du monument. La statue est posée sur un sarcophage reposant sur un haut socle divisé en cinq caissons. Celui du centre porte une brève inscription et les quatre autres des angelots. Le sarcophage est

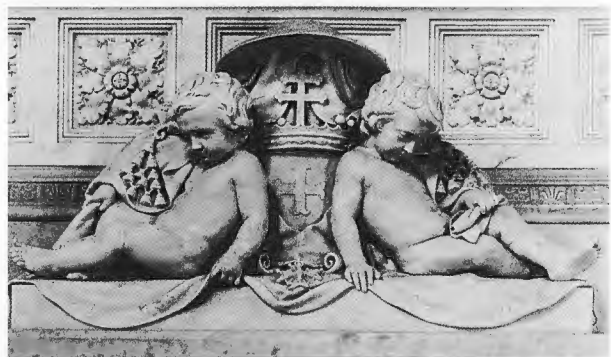


Fig. 5. Tombeau du cardinal de Cheverus, détail.

ouverte. Le roi promet de financer la statue mais ce n'est qu'en 1841 que cette promesse est confirmée. Maggesi¹⁷, en tant que sculpteur officiel de la ville de Bordeaux est chargé de la réalisation avec l'architecte Mialhe (fig. 4, 5, 6).

Domenico Maggesi est italien, né « dans le marbre » en 1807, à Carrare où il suit les cours de l'école de sculpture. Lorsque la ville de Bordeaux décide de recruter un sculpteur officiel, c'est son compatriote Raggi¹⁸ qui le présente. Maggesi vient s'installer à Bordeaux où il fera toute sa carrière jusqu'à sa mort en 1892. Professeur à l'école de sculpture, il reste sa vie durant

17. Maynard, Marie-Noëlle. *Le sculpteur Dominique Maggesi (1802-1892)*. T.E.R., Université de Bordeaux III, 1978. Maynard, Marie-Noëlle. « Un sculpteur italien à Bordeaux, Dominique Félix Maggesi (1802-1892) », dans *Revue historique de Bordeaux*, 1984.

18. Raggi a réalisé pour Bordeaux la statue de Montesquieu du Palais de Justice et celle de Louis XVI prévue pour les Quinconces.

19. A.N.F. 21 5 série 44.

20. A.D.Gir. 2 V 162 et 162 T 30 H.

21. Maggesi n'est entièrement payé qu'en 1851.

22. La signature de Maggesi s'accompagne de la date de 1850.



divisé en panneaux décorés de rosaces. Au-dessus, le cardinal est représenté en habits d'apparat. L'ensemble est monumental et s'inscrit dans une construction pyramidale bien classique. Les quatre angelots du socle, sculptés en bas-relief portent les attributs du prélat : la croix, la crosse, la mitre et la barrette. Sur le socle, devant le sarcophage à décor de panneaux avec rosaces et feuilles de chêne, deux enfants nus, presque endormis sont à demi allongés. Ils s'enroulent dans une draperie sur laquelle est brodée la devise du prélat : « nous nous sommes choisis réciproquement » et ils sont adossés au blason de l'archevêque. Ils encadrent le chapeau cardinalice à pompons, le blason, la couronne comtale et l'ordre du saint Esprit. Aux angles du sarcophage, au-dessus d'une corniche à l'antique, deux têtes d'anges ailés regardent dans le lointain. Au-dessus, le cardinal est assis une jambe repliée sous lui dans une position qui paraît inconfortable. Il est prêt à se relever, à l'heure du Jugement. Il pose la main droite sur l'Évangile placé sur un coussin ; la main gauche est dirigée vers le chœur de l'église ; les yeux



Fig. 8. Tombeau de Mgr de La Bouillerie, détail.

Fig. 7. Tombeau de Mgr de La Bouillerie par Morin archit.
et Bonnassieux sculpt.

sont tournés vers le ciel, la bouche est légèrement entrouverte. Le visage est peu idéalisé, l'attitude générale est celle de la confiance, sans tragique. Maggesi semble avoir pris plaisir à soigner la différenciation des tissus. Les broderies, les franges, les pompons, les plis sont méticuleusement rendus, les bords de fourrure du camail paraissent moelleux. L'influence ou la parenté d'inspiration avec le célèbre monument à Bonchamps de David d'Angers, à Saint-Florent-le-Vieil (1825) est évidente non seulement dans l'attitude du prélat mais également dans le traitement du haut socle où l'on trouve aussi des figures en faible relief. L'analogie entre les deux est encore plus frappante lorsque l'on considère le plâtre de David d'Angers et le dessin de la première pensée de Maggesi²³.

François Marie Alexandre Roulet de la Bouillerie (1810-1882)

François de la Bouillerie est né à Paris, fils d'un pair de France, ministre de Charles X, il ne rentra dans les ordres que tardivement, à l'âge de trente-cinq ans. Il fut nommé coadjuteur à Bordeaux en 1872, à la suite d'une maladie du Cardinal Donnet, avec promesse de succession. Mais les relations entre les deux hommes seront houleuses et le coadjuteur décède en juillet 1882, quelques mois avant le Cardinal Donnet. François de la Bouillerie a laissé de nombreux écrits philosophiques sur la doctrine de saint Thomas d'Aquin, des poésies et des méditations (fig. 7, 8).

23. B.M.Bordeaux, Fonds Delpit, Carton XIV.

Ce n'est qu'en mars 1883 que *L'Aquitaine* annonce l'ouverture d'une souscription de 12000 francs pour son tombeau²⁴ alors que celui du Cardinal Donnet devra coûter 40000 francs²⁵. L'architecte Abadie donne un projet²⁶ et le sculpteur choisi est Bonnassieux. Il faut attendre encore quatre ans, pour que l'autorisation d'élever le monument soit accordée au mois de mai 1887. L'inauguration eut lieu en juin 1888 mais entre temps, pour des raisons inconnues, Abadie avait été remplacé par Morin.

Nous n'avons que très peu de renseignements sur la genèse de ce tombeau. Il ne reste rien aux archives diocésaines, la famille de la Bouillerie a repris les documents. Le sculpteur Jean-Marie-Bienaimé Bonnassieux, né dans la Loire en 1810 et mort en 1892, avait obtenu le Prix de Rome en 1836. En 1856, après la réalisation pour l'État de trois grandes allégories destinées au Louvre : *la Réflexion*, *la Prière* et *le Calme*, on lui commanda une statue de Voltaire. Bonnassieux refusa et l'on dut remplacer l'infâme Voltaire par Fénelon. Dès lors Bonnassieux devient le sculpteur officiel du clergé de France²⁷. Il réalise le tombeau de Monseigneur Darboy à Notre-Dame de Paris, tombeau pour lequel Bonnassieux a été choisi directement par la famille²⁸ ce qui a probablement aussi été le cas à Bordeaux. Dans un autre style, il a réalisé aussi, avec l'architecte Baltard, le tombeau d'Ingres au Père Lachaise (1868).

Le tombeau de Bordeaux est un monument funèbre classique, sans grande innovation, dans lequel rien n'étonne et dont la forme rappelle le projet d'Abadie. Il est simple, à quatre niveaux superposés, séparés par des moulures. Le gros œuvre est en calcaire, les panneaux sculptés et le buste en marbre. Au sol : une simple dalle gravée. Sur la base : une inscription. Au-dessus sont disposés trois bas-reliefs²⁹, puis des allégories en ronde bosse, deux longs textes latéraux et enfin le buste. Les bas-reliefs, de petite taille (45 x 68), merveilles de précision et de finesse, font allusion aux écrits et à l'action du prélat. À droite, saint Thomas d'Aquin, de profil, tient son livre *la Summa*. Le sculpteur lui aurait donné le visage de Lacordaire. La chaise et la robe sont ornés d'un soleil et de l'inscription *Doctor Angelicus*. À gauche, la reproduction de la statue de saint Pierre d'Arnolfo di Cambio (sculpteur florentin du trecento) à Saint-Pierre de Rome porte l'inscription *Doctor infallibilis* allusion au dogme de l'infailibilité pontificale proclamé en 1870 et soutenu par le coadjuteur. Au centre : Monseigneur de la Bouillerie prie, appuyé sur un autel décoré de vigne et d'épis de blé. Au-dessus du tabernacle, un ange à genoux élève le calice entouré de rayons. À l'arrière, saint François d'Assise l'observe, bras croisés sur la poitrine. L'impression de profondeur est donnée par la différence de creusement des reliefs distinguant deux plans nettement différenciés. On a

conscience que saint François d'Assise n'est qu'une illusion, une présence spirituelle. Les détails de l'autel et la petite crèche miniaturisés font penser à des travaux d'orfèvrerie ou à des sculptures sur ivoire. Ces bas-reliefs³⁰ sont peu animés ; la méditation des personnages suggère la paix intérieure. Par contre, les allégories de la *Théologie*, de la *Philosophie* et de la *Poésie*, assises sur un banc, sont très vivantes. Elles illustrent l'œuvre théologique et poétique de La Bouillerie. À gauche, la *Philosophie*, coiffée d'un chignon pris dans une résille, pose sa main gauche sur une pile de livres et de sa main droite, referme son manteau et regarde intensément la *Théologie*. La *Poésie*, à droite, semble sur le point de se lever. Cheveux remontés et liés par un ruban, bras nus, elle tient une lyre et une partition. Au centre, la *Théologie* retient ses compagnes par les épaules. Sur sa poitrine on peut lire « pax, alpha et oméga ». Elle regarde le ciel et dans ses cheveux brille l'étoile de la Foi. Les trois femmes semblent unies par une étroite et spirituelle relation. Les plis de leurs vêtements sont souples et gracieux. Bonnassieux a séjourné à la villa Médicis et ces bas-reliefs peuvent faire penser au « *stil dolce* » du quattrocento florentin, en particulier aux panneaux de Ghiberti du baptistère de Florence. Deux longues inscriptions sur les panneaux latéraux, en latin, font référence à la vie, aux titres et aux goûts du défunt dont le buste est placé tout en haut de la composition. Ce portrait, d'une simplicité distinguée, est très expressif, d'un modelé ferme et précis. Le visage, souriant malgré le sourcil froncé, semble ressemblant, un peu ironique et même inquisiteur. Les cheveux, les sourcils, les rides sont finement rendus. Aucun détail ne rappelle la grandeur du prélat; seule la croix pectorale marque sa place dans la hiérarchie de l'Église. Il est vrai que cette modestie inhabituelle est compensée par les trois longues inscriptions latines, mais elles sont actuellement bien difficiles à déchiffrer dans l'ombre. La rigueur de l'architecture du monument le place dans le prolongement strict du néoclassicisme

24. *L'Aquitaine*, 16 mars 1883.

25. *L'Aquitaine*, 23 mars 1883.

26. Laroche, Claude. *Paul Abadie architecte (1812-1884)*, Catalogue d'exposition, R.M.N., Paris, 1988.

27. Larousse, Pierre. *Dictionnaire du XIX^e siècle*.

28. Lenormand-Romain, Antoinette. *Mémoire de marbre. La sculpture funéraire en France 1804-1914* Paris, 1995

29. *L'Aquitaine*, 11 mai 1888, p. 291.

30. *L'Aquitaine*, 15 juin 1888, p. 384.



Fig. 10. Tombeau du cardinal Donnet, détail (*la Charité*).



Fig. 11. Tombeau du cardinal Donnet, détail (*la Foi*).

Fig. 9. Tombeau du cardinal Donnet par Labbé archit. et Delaplanche sculpt.



Ferdinand François Auguste Donnet (1795-1882)

Né le 16 novembre 1795 à Bourg Argental dans la Loire, fils d'un médecin, il fut ordonné en 1819 et il succéda à Monseigneur de Cheverus en 1836. Pendant quarante-six ans, il a marqué le diocèse de son empreinte en particulier par son œuvre de bâtisseur. Lorsqu'il décéda dans sa 88^e année, quelques mois après son coadjuteur La Bouillerie, une souscription fut immédiatement ouverte pour l'érection de son monument funéraire. Pourtant en 1886, quatre ans plus tard, elle ne s'élevait qu'à la moitié de la somme nécessaire³¹. Il fallut organiser une seconde souscription. Les 40.000 francs seront réunis à la fin de 1887 seulement. L'année précédente, une maquette de tombeau a été proposée par le sculpteur bordelais Pierre Granet³². Nous ignorons dans quelles conditions le travail fut finalement confié, en février 1888, au parisien Eugène Delaplanche. L'architecte diocésain Labbé membre de la commission est responsable de la partie architecturale (fig. 9, 10, 11).

31. *La Guienne*, 27 novembre 1886.

32. *Le Nouvelliste*, 3 mars 1886 et *L'Aquitaine*, 5 mars 1886.

Eugène Delaplanche est né le 28 février 1836 à Belleville et fut élève de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris. Il obtint le Prix de Rome en 1864 et devint par la suite professeur à l'école des Beaux-Arts. Le tombeau de Mgr. Donnet est sa dernière œuvre. En 1890 il présenta son projet au Salon des artistes français³³ mais il mourut l'année suivante peu avant l'inauguration, soit neuf ans après la mort du prélat³⁴.

Le tombeau est situé dans la nef, contre la première arcade du mur sud qui forme un arc de triomphe comme pour le monument de Cheverus qui lui fait face. Sur un premier socle en calcaire sont inscrites la date de l'inauguration et la liste des membres de la commission. Un deuxième soubassement moins large est encadré par les figures de la *Foi* et de la *Charité*. Devant, une longue inscription³⁵ sur une plaque de marbre noir ; au-dessus, les somptueuses armoiries en bronze du cardinal font le lien avec un sarcophage de marbre noir veiné de blanc en forme de tombeau et posé sur des pieds peu travaillés. Sur le sarcophage une petite assise de marbre blanc porte l'effigie de Monseigneur Donnet. Celui-ci, en grand habit cardinalice est agenouillé sur un coussin à pompons, une main sur la poitrine, l'autre ouverte en direction du chœur comme prêt à accepter la volonté de Dieu. La *capa magna* se déploie en plis mouvementés, atteignant presque la statue de la *Foi*. Celle-ci, pieds nus, est vêtue d'une longue robe et enveloppée d'un voile qui s'enroule autour d'elle dans une abondance de plis arbitraires. La main sur le cœur, comme le cardinal, elle brandit un calice. Le mouvement est emphatique, baroque, à l'image des allégories entourant les tombeaux pontificaux de Saint-Pierre de Rome. En pendant, la *Charité* protège deux enfants enveloppés dans son voile. Elle porte le plus petit au creux de son bras, dans une attitude surprenante, son déhanchement accentué allant à l'inverse du poids de l'enfant. Dans son analyse des tombeaux d'évêques au XIXe siècle, Mme A. Lenormand-Romain note à propos du monument de Monseigneur Donnet : « mettant en évidence la crosse et la mitre, emblèmes de la fonction du défunt... la disposition agenouillée permet d'insister sur la richesse du costume épiscopal et renvoie bien évidemment aux grands tombeaux du XVIIe... » A Bordeaux, Delaplanche se laisse aller à l'attraction pour la pompe et le mouvement baroque qu'il a gardée de son séjour à la Villa Médicis... Le prélat somptueusement vêtu est agenouillé, les yeux tournés vers le ciel, la main sur le cœur ; le tombeau obéit à une composition pyramidale dont le cardinal Donnet constitue le sommet, deux figures allégoriques, la *Foi* et la *Charité* se répondant de part et d'autre d'un haut soubassement... A la *Foi* répond en général la *Charité* : c'est le cas des classiques figures debout au monument de Louis Bonaparte³⁶ comme des allégories d'inspiration plus baroque placées de part et d'autre de l'effigie du cardinal Donnet à Bordeaux »³⁷. Les critiques de l'époque³⁸ s'accorderont à ne pas trouver d'originalité à l'œuvre de Delaplanche et

M. Robert Coustet jugera « conventionnel, l'ostentatoire cénotaphe du cardinal Donnet pour lequel Delaplanche développe toutes les ressources d'un superbe métier académique »³⁹.

Aimé Victor François Guibert (1812-1889)

Aimé Guibert, est né dans la Manche le 15 novembre 1812. Ordonné prêtre en 1836, il avait 70 ans lorsqu'il fut nommé à Bordeaux. Promu cardinal en 1889, il décède trois mois plus tard le 15 août 1889 après sept ans passés à la tête de son diocèse bordelais. C'était un libéral, choisi par Léon XIII qui prônait le ralliement et la conciliation avec la République. Les archives sont très pauvres en ce qui concerne la genèse de son tombeau. On ne sait pas si la commission a organisé un concours ni si un architecte a supervisé les travaux. Il n'y a pas trace de souscription et Gaston Leroux fut choisi probablement parce qu'il était le sculpteur officiel de la ville.⁴⁰ Pourquoi Leroux a-t-il adopté le parti de réaliser un gisant ?⁴¹ Certainement pour satisfaire au vœu de Monseigneur Guibert qui avait lui-même souhaité prendre place dans l'enfeu de Raymond de Landiras, endroit qui ne permettait guère une autre sorte de statue. Raymond de Landiras, mort en 1362, avait été chanoine de la cathédrale. Son effigie avait été détruite à la Révolution, mais l'enfeu avait été préservé et abritait, alors, les fonts baptismaux. L'enfeu est très profond et sa composition architecturale élégante, est très proche de celle d'un autre enfeu situé à Sainte-Croix, à tel point qu'ils ont pu être confondus par la commission des Monuments

33. *L'Aquitaine*, 18 juillet 1890, p. 452. Dans les réserves du musée d'Aquitaine est conservé un petit modèle en plâtre, décapité et sans bras droit de Monseigneur Donnet, reconnaissable à ses décorations.

34. Il a été classé Monument Historique le 20 juillet 1970 en même temps que celui de Mgr. de Cheverus.

35. *L'Aquitaine*, 12 septembre 1890, p. 577.

36. Pétitot, sculpt 1862.

37. Cf. note 28 A. Lenormand Romain.

38. Albert, Maurice. Le salon des Champs Elysées, *Gazette des Beaux-Arts*, 1890, t.II, p.66 ; Fourcaud, L. de. L'art décoratif au salon des Champs Elysées, *Revue des Arts décoratifs*, mai-juin 1890, p.342. ; *L'Aquitaine*, 10 octobre 1890, p.644. ; A.M.Bordeaux, XI G, n° 145. ; Rictor, Léon, Eugène Delaplanche, *L'Artiste*, 1891. ; Scusa, Henri de. Le monument du cardinal Donnet, *Revue catholique de Bordeaux*, 1891, t.XII, pp. 331-333. ; Geffroy, Gustave. Le salon de 1890. *La vie artistique*, 1892, 1^{re} série, chap. XIII, pp. 220-225. ; Vitry. La sculpture au XIXe siècle. *Le Musée d'Art*. 1923, t.II.

39. Rémus-Savès, Dominique, Gaston Leroux, sculpteur bordelais, (1854-1942), préface de Robert Coustet, *Revue historique de Bordeaux et du Sud-Ouest William Blake & C°*, 1996.

40. Rémus-Savès, Dominique, op. cit. supra.

41. *L'Aquitaine*, 22 août 1890, p.538.



Historiques en 1884⁴². Les archives diocésaines, conservent le plan, non signé, d'un projet, plus complexe que celui qui a été réalisé (fig. 12, 13).

Le monument⁴³ est signé, daté 1896 et a été classé monument historique avant 1943. Il comporte un socle en pierre blanche, sans décoration, avec seulement une épitaphe⁴⁴ gravée et peinte en rouge. Sur ce socle repose le gisant, en pierre également, conforme à la disposition qui devait être celle de Raymond de Landiras⁴⁵. La tête mitrée est appuyée sur un coussin. Un angelot potelé porte le blason du cardinal. Ses pieds sont appuyés sur un agneau. Le fond de la niche, est encadré d'un cintre surbaissé décoré de G (comme Guibert)



Fig. 13. Tombeau du cardinal Guibert, détail.

Fig. 12. Tombeau du cardinal Guibert par G. Leroux sculpt.

et de rosettes jaunes et bleues. Il est peint en rouge et semé de croix et de chrismes avec, au centre, le blason. On peut adhérer à l'appréciation de Dominique Rémus-Savès qui juge que Leroux : « sans faire preuve d'une grande originalité, fut un habile artisan et en fin de compte un bon serviteur de son art ».

42. Comptes-rendus des Monuments historiques, 1853-1854, p.48.

43. *L'Aquitaine*, 14 août 1896 et 23 octobre 1896.

44. *L'Aquitaine*, 20 novembre 1896.

45. *L'Aquitaine*, 21 juillet 1893.



Fig. 14. Tombeau du cardinal Lecot par Lacombe archit. et G. Leroux sculpt.

Victor Lucien Sulpice Lecot (1831-1908)

Il est né dans l'Aisne le 8 janvier 1831 dans une famille de cultivateurs. Après son ordination, il fut d'abord professeur de lettres puis il fit du journalisme et devint aumônier durant la guerre de 1870. Le pape Léon XIII le nomme à Bordeaux en 1890 pour poursuivre l'œuvre de rapprochement du Saint-Siège et de la République amorcée par le cardinal Guilbert. Nommé cardinal en 1893, il décède brusquement en 1908, à soixante-dix-sept ans, après dix-huit ans passés à Bordeaux. Dès janvier 1909, une commission se constitue, une souscription⁴⁶ est ouverte qui en deux mois rassemble la somme nécessaire de 6.500 Francs. Le défunt a écrit dans son testament qu'il ne désire qu'une « simple pierre tombale ». Mais la commission décide de réaliser un monument « qui réponde à la fois aux intentions que son humilité a manifestées, à la reconnaissance du clergé et aux exigences de l'art ». Pour cela elle choisit, sans concours, Gaston Leroux, et Lacombe, architecte de la cathédrale. Tout paraît simple. Pourtant rien ne le sera. Il s'agit de déterminer l'emplacement et la forme du tombeau. Un premier projet, prévu pour la chapelle Saint-Joseph, n'a pas de suite. La commission est tiraillée entre le testament, les opinions divergentes des chanoines, la contrainte financière, les avis de la famille et les exigences de Paquet, architecte des Beaux-Arts, sans oublier que les relations de l'Église et de l'État sont alors conflictuelles et ne facilitent donc pas les compromis. Le résultat fut que, malgré l'opposition de la commission et le veto catégorique de la famille, le tombeau du cardinal Lecot correspond à la situation et au modèle décidés par l'architecte des Beaux-Arts⁴⁷. Les souscripteurs devront attendre jusqu'en mai 1911 pour que débutent les travaux dont le montant s'élèvera finalement à 7525 francs⁴⁸. L'inauguration a lieu en décembre 1911, pour le troisième anniversaire de la mort du cardinal. (fig. 14, 15).



Fig. 15. Tombeau du cardinal Lecot, détail.

Il est situé dans le déambulatoire sud, en face de la chapelle Saint-Charles sous l'enfeu très peu profond d'Henry de Béthune, archevêque de Bordeaux, mort en 1680. Le gisant est placé sur un sarcophage de calcaire nu, à peine engagé sous l'enfeu, dont le fond est orné d'une plaque commémorative avec des blasons et une longue inscription. Le sarcophage est orné dans sa partie supérieure d'une simple moulure à feuilles de lauriers avec des boules, terminée aux angles par des sortes de chapiteaux renversés. Le gisant, en marbre blanc, montre le prélat en tenue d'apparat mais sans mitre et les tissus largement étalés sont rendus avec vérité. Son visage retient l'attention. Réalisé avec beaucoup de soin, sans idéalisation, il montre les traits forts qui apparaissent sur les photographies de l'époque. Les yeux sont fermés, le front dégagé, les rides marquent la fatigue. Pourtant, un léger sourire donne une impression de quiétude, de sérénité et de bonté tout à fait rassurante. L'inscription commémorative a beaucoup surpris les contemporains non par son contenu, mais par son encadrement⁴⁹. A des lignes parallèles comme celles d'une partition de musique s'accrochent de larges feuilles de lierre stylisées, vertes, avec des tiges rouges qui s'achèvent dans une arabesque en « coup de fouet ». Les critiques ont été sévères. Il est vrai que ce décor fortement marqué par l'Art nouveau surprend à côté d'un gisant de caractère médiéval mais cet original mélange des genres ne manque pas de charme.

46. *L'Aquitaine*, 22 janvier 1909.

47. Archives diocésaines de Bordeaux. Dossier Lecot. Procès-verbaux des séances de la commission du tombeau à ériger à Mgr. Lecot, 25 février 1909, 19 mai 1909, 12 juin 1909.

48. *L'Aquitaine*, 28 octobre 1910, 16 décembre 1910, 20 mai 1911, 8 décembre 1911, 15 décembre 1911.

49. *L'Aquitaine*, 22 décembre 1911. ; M[éandre] de L[apouyade],



Fig. 16. Tombeau du cardinal Andrieu par Augereau archit. et Malric sculpt.

Pierre-Paulin Andrieu (1849-1935)

Il est né à Seysses près de Toulouse, le 8 décembre 1849. Évêque de Marseille en 1901, Pie X dont il partage la fermeté le fait cardinal en 1907 et le nomme à Bordeaux le 1er janvier 1909. Il gère la délicate mise en œuvre des rapports entre l'Église et les pouvoirs publics depuis la loi de séparation de 1905. Gardien inflexible de la doctrine, c'est lui qui fut chargé par le Saint Siège de la condamnation de l'Action française (1926). Il décède le 15 février 1935 après une brève maladie. (fig. 16, 17).

La souscription organisée pour l'érection de son tombeau rapporta 69.000 francs⁵⁰. La commission organisa un concours, remporté par le sculpteur Charles-Louis Malric qui recevra une rétribution de 45000 francs⁵¹. Hulot, inspecteur général des Beaux-Arts et Augereau architecte du gouvernement à Bordeaux sont chargés des détails techniques. Malric⁵², professeur à l'école des Beaux-Arts de Bordeaux et sculpteur officiel de la ville en remplacement de Gaston Leroux était né à Bordeaux en 1872. Après ses premières études à Bordeaux avec Prévot, puis avec Gaston Leroux, il fut admis à l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, mais malgré plusieurs essais, il n'obtint jamais le Prix de Rome.

Le tombeau est placé dans le déambulatoire, du côté nord. Le sarcophage est en calcaire nu, légèrement strié ; le gisant est en comblanchien, pierre marbrière légèrement rosée, de taille difficile. L'ensemble est abrité par une niche peu profonde sous un arc surbaissé formant enfeu. Le fond de la niche est orné d'une inscription rappelant l'action du cardinal. Au-dessus, sont sculptés les trois blasons du prélat, de Bordeaux et du cha-



Fig. 17. Tombeau du cardinal Andrieu, détail.

pitre. Le gisant est en habit sacerdotaux et porte le pallium, la mitre et la crosse. Les vêtements tombent en plis raides comme si la statue se trouvait debout. C'est particulièrement net à ses pieds où l'empilement des plis est irréaliste. Mgr Andrieu garde les yeux ouverts, mais la pupille n'est pas marquée. Cependant, ce visage fait preuve d'un beau réalisme et donne l'image de la détermination du prélat. On notera que dans la sacristie se trouve un buste en plâtre qui a probablement servi de modèle pour le visage⁵³. Le décor de la mitre est subtilement stylisée dans l'esprit des Arts Déco. Le blason cardinalice de caractère classique, est entouré d'une grande couronne. Ceux du chapitre et de Bordeaux sont ornés de rubans qui tombent en plis cassés. L'ensemble est raide, froid, figé, sans véritable originalité. Il est vrai que Malric a dû se conformer aux exigences de l'archevêché, et respecter les conventions académiques comme Leroux avait du le faire avant lui, mais avec plus de talent. Ce tombeau a été inauguré le 12 novembre 1937, deux ans après la mort de Monseigneur Andrieu. Le modèle du gisant a été exposé au salon de Bordeaux en 1941⁵⁴.

50. *L'Aquitaine*, 1935, p. 392.

51. *L'Aquitaine*, 12 novembre 1937, p. 704.

52. Gilbert, Marie-José. *Ch. L. Malric, 1872-1942, Parcours d'un sculpteur académique*. T.E.R. Université de Bordeaux III, 1997.

53. *Catalogue du salon des artistes de Guyenne*, Salon de l'Oeuvre, 1936.

54. *Catalogue du salon des sociétés artistiques de Bordeaux. L'Oeuvre*. Société des artistes de Guyenne, 1 février-2 mars 1941, n° 378.



Fig. 18. Tombeau du cardinal Richaud par G. Manzù sculpt.

Paul-Marie-Alexandre Richaud (1887-1968)

Il est né à Versailles le 16 avril 1887. Ordonné prêtre en 1913, c'est en 1950, à soixante-trois ans, qu'il est nommé à Bordeaux en remplacement de Monseigneur Feltin, appelé à Paris. Jean XXIII lui décerne la pourpre cardinalice en 1958. Il était membre de l'Académie de Bordeaux depuis 1955. Entré en clinique pour une banale intervention, il meurt le 5 février 1968. La situation politique est alors très agitée et l'Église ne veut ni ne peut se lancer dans des dépenses somptuaires. Monseigneur Laroza, vicaire général de la cathédrale, chargé de s'occuper du futur tombeau, prévoit une simple plaque, peut-être avec effigie et inscription, et demande les autorisations nécessaires. En accord avec Monseigneur Maziers, le nouvel archevêque il souhaite que le monument soit « sobre, mais de qualité et qu'il marque le siècle de son empreinte. » C'était compter sans l'intervention de Mme Martin-Méry, conservateur du musée des Beaux-Arts. Elle propose un bas-relief du sculpteur italien Giacomo Manzù. En novembre 1968, Monseigneur Laroza reçoit toutes les autorisations. Mais en décembre 1968 le projet bascule. Le chapitre change de parti



Fig. 19. Tombeau du cardinal Richaud, détail.

et décide de se contenter d'une simple plaque de marbre, dessinée par l'architecte en chef des Monuments Historiques, M. Mastorakis. Elle sera installée dans la chapelle du Mont-Carmel conformément au souhait du défunt. Pour l'archevêché, l'affaire est close⁵⁵. Cependant en avril 1969, Mme Martin-Méry organise au musée des Beaux-Arts une exposition Manzù et lui commande un bas-relief en bronze à l'effigie du cardinal défunt⁵⁶. De 1972 à 1993 la plaque sera exposée au musée des Beaux-Arts qui a payé la facture : 60.000 francs. Mais les fidèles souhaitent que la plaque soit transférée à la cathédrale⁵⁷. L'installation aura lieu en 1993 par les soins des Bâtiments de France avec l'accord de Mme Martin-Méry et de M. Jacques Chaban-Delmas (fig. 18, 19).

55. Archives diocésaines, Dossier Richaud.

56. *Le Courrier français*, 10 février 1968, 30 novembre 1968 ; *Sud-Ouest*, 28 novembre 1968, 3 décembre 1968.



Giacomo Manzù (1909-1991) est né à Bergame. Onzième des douze fils d'un pauvre sacristain, il doit travailler de bonne heure et fait son apprentissage chez un graveur. Dès 1930, il connaît le succès, il étudie Donatello, découvre Rodin en 1936, réalise le portail de la cathédrale de Salzbourg en 1955, puis travaille pour Jean XXIII avec lequel il se lie d'amitié, (ils sont tous les deux de Bergame) et qui lui commande des portes pour la basilique Saint-Pierre au Vatican. Rien ne permettait de penser que Manzù deviendrait le sculpteur attitré du pape, lui qui, comme le dit Mme Martin-Méry, « ne croyait en rien et préférerait traiter de l'arabesque d'une ballerine plutôt que de celle du geste bénissant »⁵⁸. Le monument de la chapelle du Mont-Carmel, est donc composé d'une dalle gravée au sol et de deux plaques superposées contre le mur, l'une de marbre noir et une autre en bronze avec le bas-relief de Manzù. La première est ornée du blason du cardinal et d'une longue dédicace en français gravée en lettres rouges. Au dessus, la sculpture de Manzù représente Monseigneur Richaud de profil, tournant le dos au chœur. Il est agenouillé en prière. La mitre, lisse, semble suspendue et la crosse est absente. Le visage est ressemblant.



Fig. 21. Tombeau de Jean-Baptiste Lacombe, détail.

Fig. 20. Tombeau de Jean-Baptiste Lacombe par Brun archit. et Coëffard de Mazerolles sculpt.

Manzù avait travaillé d'après des photographies fournies par Mme Martin-Méry. La justesse de l'attitude, la simplicité du traitement, font ressentir la concentration dans la prière. Cette plaque est très proche, pour ne pas dire copiée, de l'effigie du pape Jean XXIII, étude de 1962 pour un panneau de la porte des Morts à Saint-Pierre de Rome qui a été inaugurée en 1964. Notre cathédrale peut donc s'enorgueillir de conserver en ses murs une œuvre, certes modeste, mais directement dérivée de l'une des portes de la basilique Saint-Pierre de Rome, première église de la chrétienté.

Timothee dit Jean-Baptiste Lacombe (1788-1852)

La cathédrale Saint-André abrite un tombeau qui n'est pas celui d'un archevêque, mais qui est remarquable par sa qualité monumentale et par son histoire. Nous l'ajoutons donc à la liste précédente (fig. 20, 21).

L'abbé Lacombe est né le 1er février 1788 à Bordeaux. Ordonné en 1816, il est nommé à Bordeaux et chargé de développer le petit séminaire qui s'installe en 1828 sur le cours Saint-Jean (aujourd'hui de la Marne), dans l'ancien dépôt de mendicité bâti par Combes (l'actuel lycée Gustave Eiffel.) Il va diriger cette école pendant trente-six ans et meurt à l'âge de soixante-quatre ans, le 9 juin 1852. Tout de suite, une souscription est ouverte et la commission choisit le sculpteur Coëffard pour exécuter la statue. Il est recommandé par l'architecte

57. Musée des Beaux-Arts de Bordeaux, Dossier cardinal Richaud.

Brun alors chargé de l'agrandissement de la chapelle du petit séminaire où doit être placé le tombeau ⁵⁹. Il faut attendre que les travaux soient achevés pour que l'inauguration solennelle du monument ait lieu en 1857. Mais en 1905, suite à la loi de séparation de l'Eglise et de l'État, le séminaire doit quitter le cours de la Marne pour s'installer à Bègles dans la propriété de Mussonville. Le tombeau est d'abord abandonné, puis rapatrié en 1910 dans la chapelle de Mussonville. En 1978, Mussonville est vendu. Le tombeau est alors transféré à la cathédrale et placé dans la chapelle Saint-Joseph en 1979 ⁶⁰.

C'est donc le sculpteur Louis André de Coëffard de Mazerolles ⁶¹ qui fut choisi pour la réalisation du tombeau. Né à Arveyres près de Libourne en 1818, il mourut à Bordeaux en 1887. C'est un élève de Maggesi qui lui transmet les règles et la méthode de l'art néoclassique et académique et il va devenir assez rapidement concurrent de son maître. Maggesi étant le sculpteur officiel de la ville, Coëffard s'orienta vers la clientèle du clergé. Sa première commande prestigieuse est celle de ce tombeau qui coûtera 7500 francs ⁶². Il est constitué d'un socle, plus haut que large, avec une haute plinthe. Sur les panneaux latéraux prennent place des inscriptions et au centre un bas-relief montrant l'abbé Lacombe entouré de trois élèves de son école et d'un séminariste. Le bon prêtre en soutane et mozette, calotte sur la tête, cheveux longs attachés, est assis sur un fauteuil. A l'extrême gauche, un jeune homme en costume contemporain s'appuie sur des livres entourés d'un cerceau. Un second jeune tient une raquette tandis qu'un enfant parle à l'abbé qui le tient affectueusement. A droite, un séminariste écoute. La scène est calme, chaleureuse, sereine. L'ensemble est statique. Le visage de l'abbé est ressemblant. Coëffard a mis les personnages en situation caractéristiques comme David d'Angers dont le tombeau du Général Gobert, par exemple, est également orné de bas-reliefs peu creusés et de proportions courtes. Mais ce relief rappelle aussi les stèles antiques et cette référence à l'Antiquité n'est pas la seule. En effet, le socle, bien que n'ayant pas la forme d'un sarcophage est recouvert à son sommet, au-dessus d'une série de rinceaux et de frises, d'un couvercle à écailles. Au-dessus, la base du socle de la statue, plus étroite, est à nouveau sculptée de frises et de rinceaux. Ces couvercles à écailles se rencontrent fréquemment dans les sarcophages paléochrétiens et dans les tombeaux de la Renaissance. Au sommet est placée la statue de l'abbé Lacombe en prière. Il est agenouillé, tête nue, mains jointes et revêtu de ses habits de chœur. Coëffard a recherché le réalisme du visage et insisté sur les sillons très marqués des rides, le modelé du menton, le nez fort. L'expression est bienveillante, sans angoisse. Les tissus sont différenciés avec soin. La fourrure semble douce ce qui révèle l'influence de son maître Maggesi. L'ensemble est clair,

équilibré, sans surprise, un peu froid, d'une technique parfaite. La statue a été exposée au Salon des Amis des Arts de Bordeaux en 1855, avant l'inauguration du tombeau en 1857.

Les tombeaux que nous venons d'étudier sont de plusieurs types : orants, en gloire, gisants, en buste ou simple effigie sur une plaque. Ils se trouvent tous dans la partie orientale de la cathédrale. Leur emplacement a parfois été choisi par les prélats eux-mêmes ou par la commission qui a tenu compte de leurs souhaits ou de leurs goûts. Cela a été le cas pour d'Aviau, Donnet, Guilbert et Richaud. Pour d'autres, la décision a parfois été difficile, donnant lieu à d'interminables discussions entre commission et architectes des bâtiments civils comme pour Cheverus et Lecot. Certes, les XIXe et XXe siècles ont été pour l'Eglise de France des temps de grandes transformations, souvent d'incertitudes et d'épreuves mais la Restauration et le Second Empire furent des périodes fastes. Les nombreuses églises construites par le cardinal Donnet restent la visible manifestation de ces moments de puissance. La typologie de nos tombeaux et les modalités de leur financement sont le reflet de ces changements. Mais il ne faut pas négliger la personnalité du défunt dont souvent le commanditaire - c'est à dire la commission à laquelle appartiennent en général plusieurs membres du chapitre - a tenu compte. Après les deux grands tombeaux de d'Aviau et Cheverus, financés en partie par l'État, celui de la Bouillerie paraît relativement modeste, surtout par rapport, au monument presque arrogant du cardinal Donnet qui pourtant a été financé laborieusement. Le monument de celui qu'on appelait le « roi plébéen » de Bordeaux correspond à son goût pompeux et bien que construit sous la République, il perpétue l'image de la puissance de l'Eglise sous le Second Empire. Monseigneur Guilbert ne pouvait, en 1889, bénéficier d'une sépulture aussi magnifique. D'ailleurs, il avait souhaité, par humilité et « pour se mettre en harmonie avec la situation appauvrie de l'Eglise », -ce sont ses propres paroles-, « être placé dans le transept afin que tout le monde lui marche dessus ». Comme lui, ses successeurs, Lecot et Andrieu seront

58. *Catalogue d'exposition Giacomo Manzù*, Musée des Beaux-Arts, Bordeaux, avril 1969.

59. Marionneau, Charles. *Description des œuvres d'art qui décorent les édifices publics de la ville de Bordeaux*. Paris Bordeaux, 1861.

60. Archives diocésaines de Bordeaux, dossier Lacombe.

61. Dutheil Sophie. *Recherches sur le sculpteur L.A. de Coëffard de Mazerolles (1818-1887)*, D.E.A., Université de Bordeaux III, 1997.

62. Deney, abbé. *Le petit séminaire de Bordeaux 1815-1906*. Bordeaux Imp., Commerce et Industrie, 1907, p. 81

représentés en simples gisants d'allure médiévale. L'appauvrissement de l'Eglise et l'humilité des prélats ne sont pas seuls en cause. Le goût aussi a changé. Les gisants, qui avaient disparu de l'art funéraire à la fin de la Renaissance, sont réapparus en force vers 1830 en particulier lors de la réalisation de la chapelle royale de Dreux. Mais les gisants des princes d'Orléans sont en général réalistes et dans des poses expressives. Ce n'est pas le cas à la cathédrale où l'on a préféré la sérénité médiévale qui convenait probablement mieux à une sépulture épiscopale. Pour tous ces tombeaux le temps a été long entre décision et inauguration. Cette lenteur est due en grande partie aux lourdeurs administratives et à la multiplicité des intervenants. Les sculpteurs auxquels a été confiée la réalisation sont en majorité les sculpteurs officiels de la ville, bordelais de naissance ou d'adoption. Dans le cas de Monseigneur d'Aviau, c'est l'architecte, Poitevin, qui est bordelais. C'est d'ailleurs lui qui gère l'affaire alors qu'habituellement les autres architectes restent plutôt en retrait par rapport aux sculpteurs. L'influence italienne est particulièrement présente à travers Romagnesi d'origine italienne, Maggesi né et formé à Carrare et dont l'enseignement a marqué Coëffard. Malric a été l'élève de Prévot, lui-même élève de Coëffard... On remonte encore à Maggesi. Bonnasieux et Delaplanche, grands prix de Rome n'ont pas oublié leur séjour à la Villa Médicis. Et enfin Manzù, pur italien, ami de Jean XXIII, nous amène aux portes de Saint-Pierre de Rome. Seul Leroux échappe à un héritage italien direct. Tous, sauf Manzù sont des sculpteurs néoclassiques, académiques, attachés à la perfection du détail. Leur œuvre a remplacé les tombeaux médiévaux disparus. Certains s'intègrent bien dans l'ensemble gothique, à tel point qu'ils peuvent presque passer inaperçus. D'autres dans l'obscurité et la profondeur des cha-

pelles sont difficilement visibles. Mais il en est deux que nul ne peut manquer de voir : ceux de Monseigneur de Cheverus et de Monseigneur Donnet. Ils se font face et se répondent en nous indiquant de la main la direction du chœur. Sans doute était-il normal que ces puissants hommes d'Eglise qui ont joué un rôle politique non négligeable bénéficient de monuments dignes de perpétuer leur souvenir. La mémoire a besoin d'un support matériel : David d'Angers appelait les sculptures funéraires « les glorieuses archives du genre humain ». Balzac n'était pas de cet avis et n'y voyait « qu'un genre humain qui n'a rien de plus grand que sa vanité ».

Certains monuments de la cathédrale Saint-André, offerts par les Bordelais pour honorer leurs prélats peuvent déplaire aujourd'hui comme ils ont déplu à Charles Saunier qui en 1909 en fit cette critique sans appel : « Il est aussi des tombeaux modernes gardés par des figures boursouflées, de marbre, qui symbolisent les vertus administratives de cardinaux, d'archevêques promus durant le XIXe siècle et morts quiètement, sans héroïsme ». Ce point de vue sévère rejoignait celui du chanoine Moreau parlant des « errements qui déshonorent la Primatiale ». On admettra que les tombeaux de Cheverus et de Donnet qui rappellent ceux de Saint-Pierre de Rome peuvent surprendre dans une nef gothique, que la décoration Art nouveau associée au gisant médiéval de Monseigneur Lecot étonne. Mais le mélange des styles dans un édifice religieux est chose habituelle : marque tangible à travers le temps de l'activité du clergé, de la foi des croyants et de l'évolution de l'Art. Les tombeaux de la cathédrale ne portent pas l'empreinte du génie mais constituent des témoins de l'histoire de l'Eglise bordelaise et de la sculpture monumentale et officielle de notre cité.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 285-297

“Atlas des bâtiments militaires des places de France” - Bordeaux 1849

*par Philippe Maffre **

Jean-Claude Lasserre, conservateur régional de l'inventaire, avait présenté lors d'une séance de la Société archéologique de Bordeaux un document conservé dans la bibliothèque du cercle de la garnison, rue de Cursol à Bordeaux. La disparition de Jean-Claude Lasserre a privé jusqu'à ce jour de la publication qui aurait du suivre cette présentation. Le bureau de la Société archéologique a souhaité qu'il soit remédié à cette situation afin que le public puisse bénéficier de la connaissance de ce document intéressant pour l'histoire de Bordeaux en général et plus particulièrement pour les spécialistes de l'histoire religieuse et de l'histoire de l'architecture moderne de cette ville. Ce document, non coté, provient sans doute de la bibliothèque de l'ancien Cercle des Officiers, autrefois situé cours de l'Intendance. Que le cercle de la garnison soit remercié de son amabilité répétée.

L'album de plans, élévations et coupes dont il s'agit est relié et mesure soixante-dix centimètres sur cinquante. Il est constitué de feuilles d'une dimension double, à l'exception de la dernière qui est simple ; certains détails dessinés sur des feuillets sont inclus ou collés sur les feuilles. Il s'intitule *“Atlas / des Bâtiments militaires / des places de France / Tome / Bordeaux / 1849”*. Une table et une légende générale précèdent les dessins qui sont tous exécutés à la plume et colorés au lavis. Seule la première feuille, qui est un plan d'ensemble de Bordeaux est

datée de 1827 et porte la signature du chef de bataillon Pineau, ingénieur en chef du génie, elle est marquée de la lettre “b””. Tous les autres dessins sont datés du 31 août 1849 et signés par leur directeur d'exécution, le chef de bataillon du génie Castagnet et tous sont visés à la date du 2 octobre suivant par le colonel Vanéechout, directeur des fortifications de la direction de La Rochelle dont dépendait la place de Bordeaux. Ces planches sont numérotées de 1 à 18. Des renseignements concernant les origines de propriété des divers bâtiments devenus militaires figurent à la page de la légende générale.

Les dessinateurs ont représenté sept édifices à l'échelle d'un deux centième : les casernes Saint-Raphaël, Notre-Dame, de l'Archevêché, des Fossés, l'hôpital Saint-Nicolas, la Manutention et le magasin aux fourrages. Ces établissements sont repérés sur le plan du chef de bataillon Pineau ainsi que l'hôpital militaire de Caudéran, dont les plans ne figurent pas dans l'album car il n'appartient point à l'Etat ; il est loué à un particulier.

* C.A.O.A., DRAC Aquitaine.

La caserne Saint-Raphaël

Ancien séminaire du même nom, ce bâtiment constitue aujourd'hui la partie la plus ancienne de l'hôpital Saint-André dont l'entrée fait face à l'église Sainte-Eulalie, rue du Maréchal-Joffre. Selon les renseignements inscrits dans la légende générale, dès le 3 Fructidor an IV le ministère de la guerre vu les incapacités au logement des troupes à Bordeaux et la prochaine session à la ville du Château Trompette avait demandé au directeur des fortifications le plan de ce bâtiment et la dépense approximative pour le disposer en caserne. C'est par ordonnance royale du 5 août 1818 que le bâtiment est remis au département de la guerre mais la ville en reste nue-propriétaire. Un procès verbal du 10 novembre 1818 constate cette reprise, les dépenses sont à la charge du ministère de la guerre.

Le plan du rez-de-chaussée de la caserne ainsi qu'un petit plan des toitures, ses élévations sur la cour, son élévation sur la rue et une coupe sur la rue figurent sur la première des deux planches qui lui sont consacrées. Sur la deuxième trois dessins de détails (coupe de l'escalier, latrines, caves) accompagnent les plans des deux étages que compte la construction.

La caserne Notre-Dame

C'est une partie de l'ancien couvent et collège de la Compagnie de Marie-Notre-Dame fondée à Bordeaux par sainte Jeanne de Lestonnac, baronne de Montferrand-Landiras, qui forme l'ensemble désigné sous ce nom. Il s'agit des constructions organisées autour de deux grandes cours rectangulaires qui se trouvent à l'angle des rues désignées sur les plans sous les noms de Ségur et Pellegrin, c'est-à-dire les actuelles rues de Cursol et du Commandant-Arnould. En l'an II le représentant du peuple Isabeau par son arrêté du 7 fructidor les avait affectés au logement des troupes. Comme pour la caserne Saint-Raphaël l'ordonnance du 5 août 1818 avait ordonné leur remise de ces bâtiments au département de la guerre, son exécution avait été également constatée par procès verbal du 10 novembre suivant. La ville en restait propriétaire et le mettait à la disposition du ministère qui s'engageait à l'entretenir.

Trois planches représentent la caserne Notre-Dame, sur la première se trouvent le plan du rez-de-chaussée accompagné des élévations sur la cour du bâtiment central et de l'élévation sur la rue de Cursol, ainsi que de l'élévation de son revers. Sur la seconde planche figure le plan du premier étage, des coupes sur les divers corps de bâtiment et une élévation sur la cour des constructions bordant la rue du Commandant-Arnould. Enfin la dernière planche représente les plans du deuxième étage et des toitures ainsi que deux dessins des caves.

La "caserne de l'archevêché"

Deux feuilles sont consacrées à ce bâtiment. C'est en réalité l'ancien doyenné bâti place Saint-André aux XVI^e et XVII^e siècles puis affecté à la Révolution au logement de l'archevêque et qui conserva ce rôle après la signature des concordats jusqu'en 1830. Un arrêté préfectoral le restitua alors à la fabrique de la cathédrale mais le 23 septembre une décision du ministère des finances cassa cet arrêté, au motif que l'effet de la main mise nationale n'avait pu être suspendu par l'affectation temporaire. L'état le mit donc à disposition du ministère de la guerre en 1831.

Un petit plan masse, les plans des caves, les plans du rez-de-chaussée, de l'étage et des toitures, les élévations sur la rue, sont réunis sur la première feuille et sur la deuxième une coupe et deux élévations sur la cour. Ces dessins donnent de précieux renseignements sur cet édifice disparu.

La caserne des Fossés

Elle tire son nom de sa position, en bordure des fossés de l'Hôtel de Ville, l'actuel cours Victor-Hugo. Cet établissement est une partie de l'ancien collège des Jésuites, confisqué lors de leur expulsion en 1762. Tandis que l'établissement d'enseignement était réuni au collège de Guyenne par lettres patentes de 1772, les bâtiments recevaient diverses affectations. La mairie les acheta en 1791 et y installa son administration en 1792 avant de l'échanger contre le palais royal, ancien archevêché, en vertu d'un contrat du 24 février 1835, entériné par la loi du 2 juillet suivant.

Cette caserne, la plus grande de Bordeaux, présentait la particularité d'abriter à la fois des quartiers de cavalerie et d'infanterie, cinq planches ont été nécessaires pour en établir la description. Sur la première les plans du rez-de-chaussée de tous les corps de bâtiment sont représentés avec un plan masse, sur la deuxième on trouve le plan des premiers étages, les élévations sur rue et sur cour du bâtiment longeant les fossés accompagnée pour la dernière d'une coupe du bâtiment qui lui est perpendiculaire, la troisième planche montre le plan des deuxièmes étages, des coupes des corps de bâtiment sur les fossés et sur les cours ainsi que des élévations sur ces mêmes cours, sur la quatrième planche on lit le plan des troisièmes étages et une élévation du grand corps de bâtiment occupant le fond de la cour, enfin la dernière planche est consacrée aux plans d'un quatrième étage et des toitures ainsi qu'aux caves.

L'hôpital militaire Saint-Nicolas

Situé à proximité de l'église Saint-Nicolas des Graves dont il tire son nom, est l'ancien établissement des bains, blanchisserie et moulins à vapeur édifié à l'angle des actuelles rues Saint-Nicolas et des Sablières par Gabriel-Joseph Durand et appropriés dès 1834 par le ministère de la guerre en hôpital. Ce ministère en fit l'acquisition en 1839 lors d'enchères publiques et l'agrandit de quinze maisons particulières vendues à la suite de la publication d'une ordonnance royale d'utilité publique du 28 avril 1842. En 1849 deux officiers de santé exerçaient dans l'hôpital Saint-Nicolas, assistés de trois sous-officiers infirmiers et de trente-sept soldats infirmiers ; ils accueillèrent huit officiers et deux cent vingt-cinq soldats malades.

Un plan du rez-de-chaussée, des coupes et l'élévation postérieure de l'hôpital se trouvent sur la première planche représentant cet établissement, sur la deuxième figure le plan de l'étage, deux coupes et l'élévation principale, enfin des plans de caves et fosses d'aisance, une coupe et le plan du deuxième étage de l'hôpital sont réunis sur la troisième feuille.

La caserne des Jacobins, ou Manutention

Comme son nom l'indique elle était installée dans ce qui restait de l'ancien couvent des Dominicains après que sous la Révolution une partie des terrains qui en dépendaient, ainsi que ceux voisins des Récollets, aient été lotis. Son emprise au sud de l'ancienne chapelle des religieux, l'actuelle église paroissiale Notre-Dame, correspond aux locaux de la chambre régionale des comptes et à l'ancien cloître des Jacobins qui les jouxte, finement désigné aujourd'hui sous l'appellation laïque

d'Espace ou Cour Mably. En l'an IV le commandant ordonnateur et le directeur des fortifications avaient proposé au ministère d'établir une manutention pour économiser la location d'un magasin. Cette proposition fut acceptée le 3 pluviôse an VI et la mise à disposition définitive intervint en l'an VIII. Un décret impérial du 23 avril 1810 céda la propriété de l'ancien couvent à la ville avec charge d'entretien de la ruelle aboutissant à la place des Grands Hommes. Le procès-verbal de remise fut dressé le 18 mai 1810. Enfin la Manutention figura dans la liste des bâtiments repris par le département de la guerre mais restant en nue propriété à la ville publiée dans l'ordonnance royale du 5 août 1818.

Sur la première des deux planches consacrées à l'ancien couvent des Jacobins sont dessinés le plan de l'édifice au rez-de-chaussée, ses élévations accompagnées de coupes, sur le cloître et sur la place du Chapelet, ainsi qu'un petit plan masse. La deuxième figure le plan de l'étage et celui des toitures.

La maison du négociant Auguste Trimoulet

C'est en échange d'un local du couvent des Annonciades, utilisé depuis l'an XII comme magasin à fourrage et que l'archevêque souhaitait affecter aux Dames de la Miséricorde, que la ville de Bordeaux proposa en 1839 au département de la guerre cette maison dont elle venait de faire l'acquisition. Cette demeure se situait à proximité de l'ancien couvent, sa façade se trouvant sur la rue Henri IV.

Sur la planche unique qui la concerne sont figurés un plan masse, les plans du rez-de-chaussée et des deux étages ainsi qu'une coupe et une élévation.

Atlas des Bâtimens Militaires
Caserne A (de Saint-Raphaël)

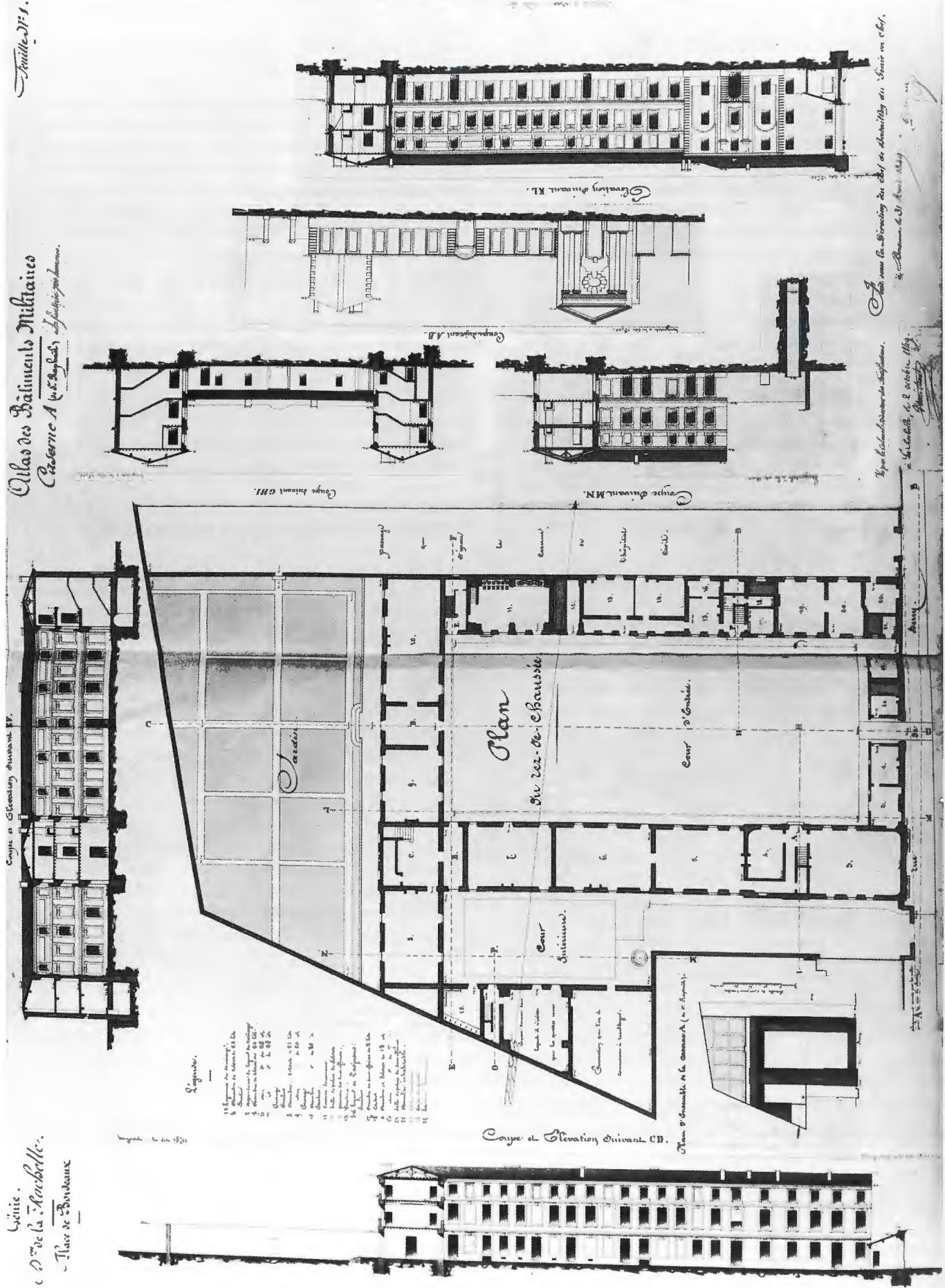


Fig. 1. Caserne A (de Saint-Raphaël).

Plan du rez-de-chaussée, élévations sur la rue de Berry, sur la cour d'entrée, sur la rue de Berry (actuellement rue du Maréchal Joffre).

Atlas des Bâtimens Militaires. Caserne B (de Notre-Dame)

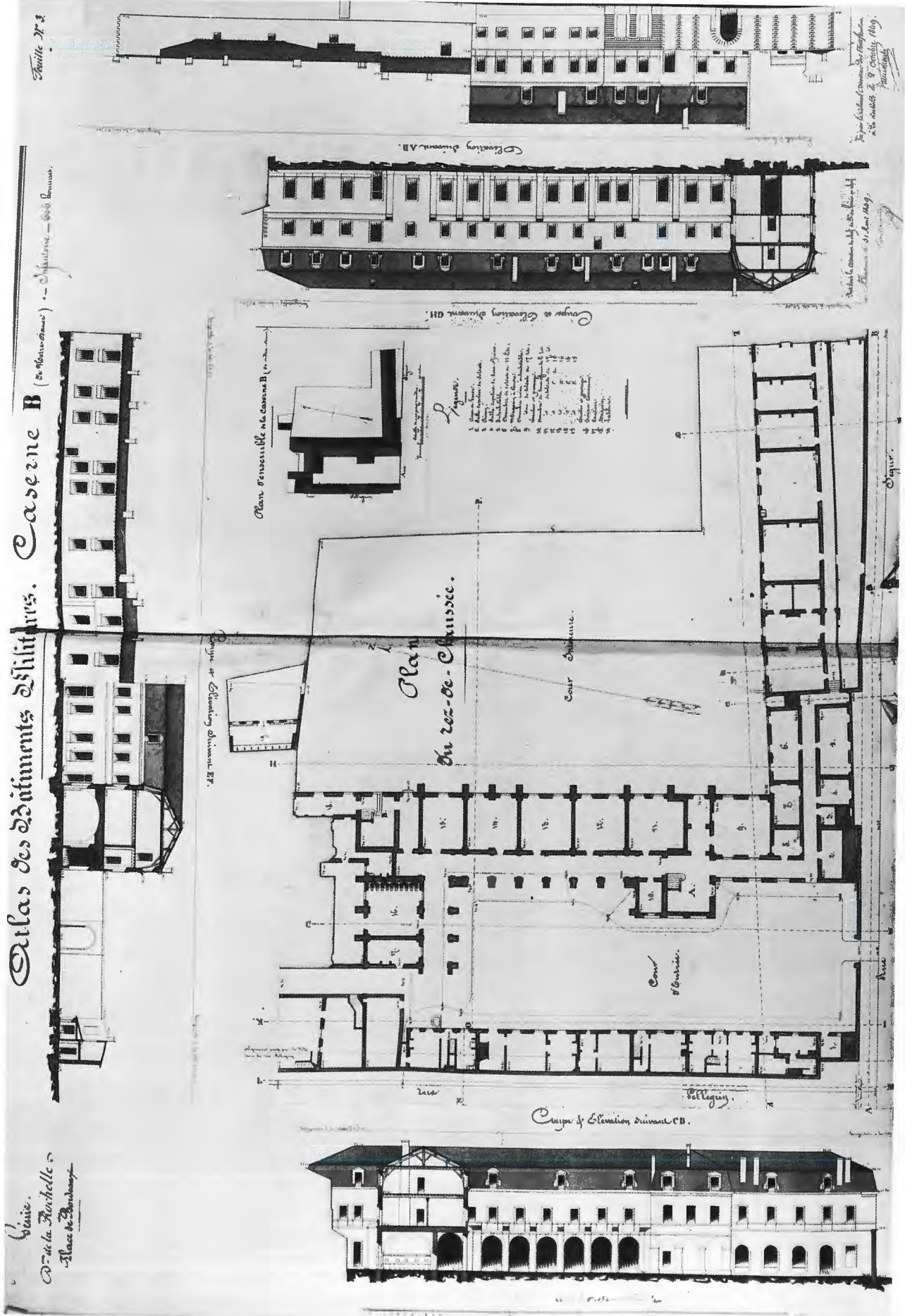


Fig. 2. Caserne B (de Notre-Dame).

Plan du rez-de-chaussée, élévations sur la cour d'entrée, sur la rue de Ségur (actuellement rue de Cursol).

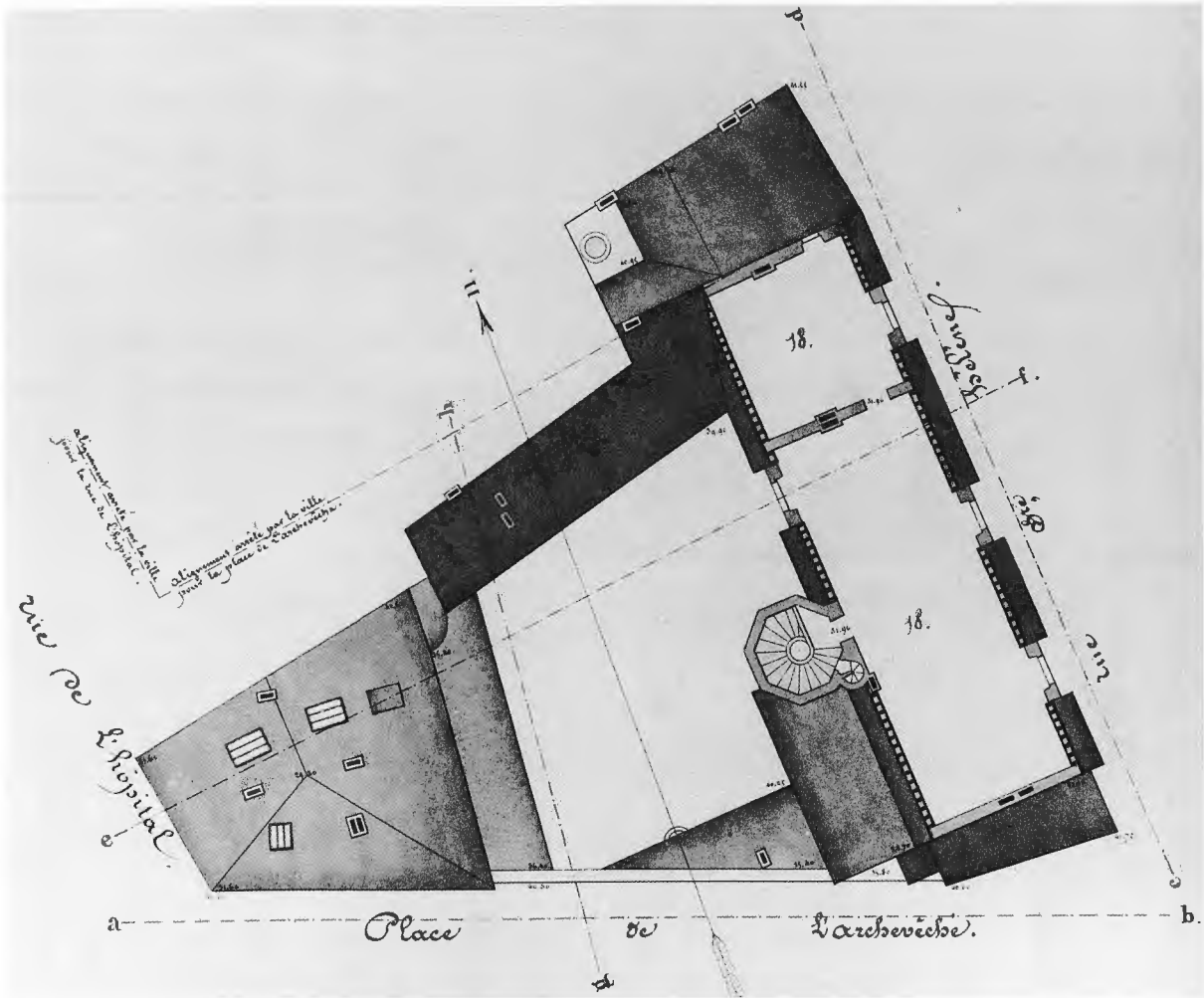


Fig. 3. Caserne C (de l'Archevêché), dite ancien Doyenné.
Plan du 2^{ème} étage.



Fig. 4. Caserne C (de l'Archevêché), dite ancien Doyenné.
Elévation rue Sainte-Hélène.

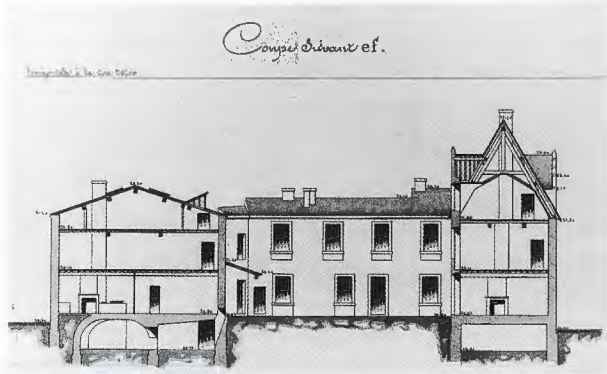


Fig. 5. Caserne C (de l'Archevêché), dite ancien Doyenné.
Coupe de l'aile ouest (cuisine, cantine), élévation sur cour de l'aile nord
(blanchisserie) et coupe du corps de logis (chambres)

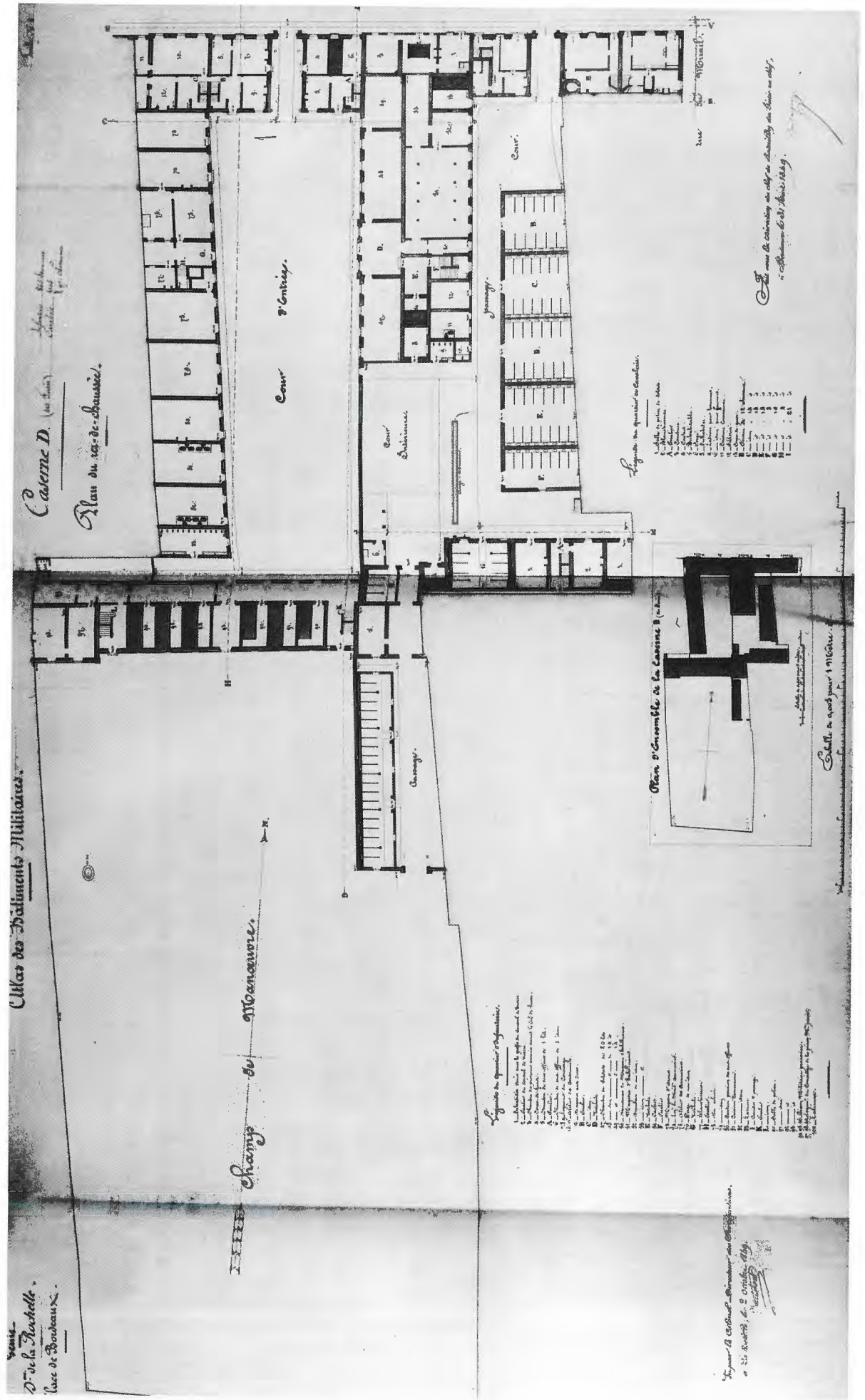


Fig. 6. Caserne D (des Fossés) actuellement Lycée Michel-Montaigne.
Plan du rez-de-chaussée.

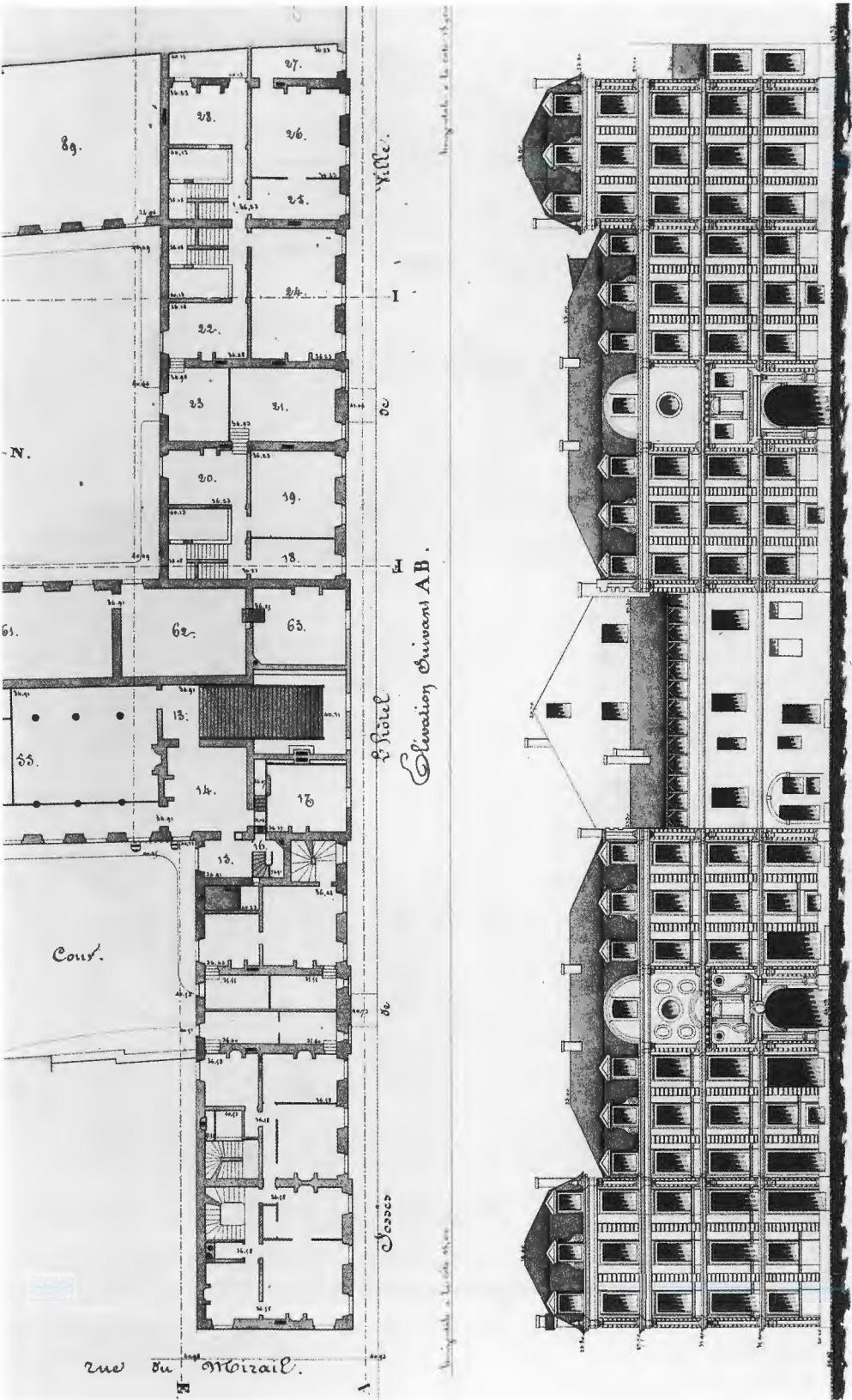


Fig. 7. Caserne D (des Fossés) actuellement Lycée Michel-Montaigne.
Élévation sur les Fossés de l'Hotel-de-ville (actuellement cours V. Hugo).

Coupe et Elevation suivant FG.

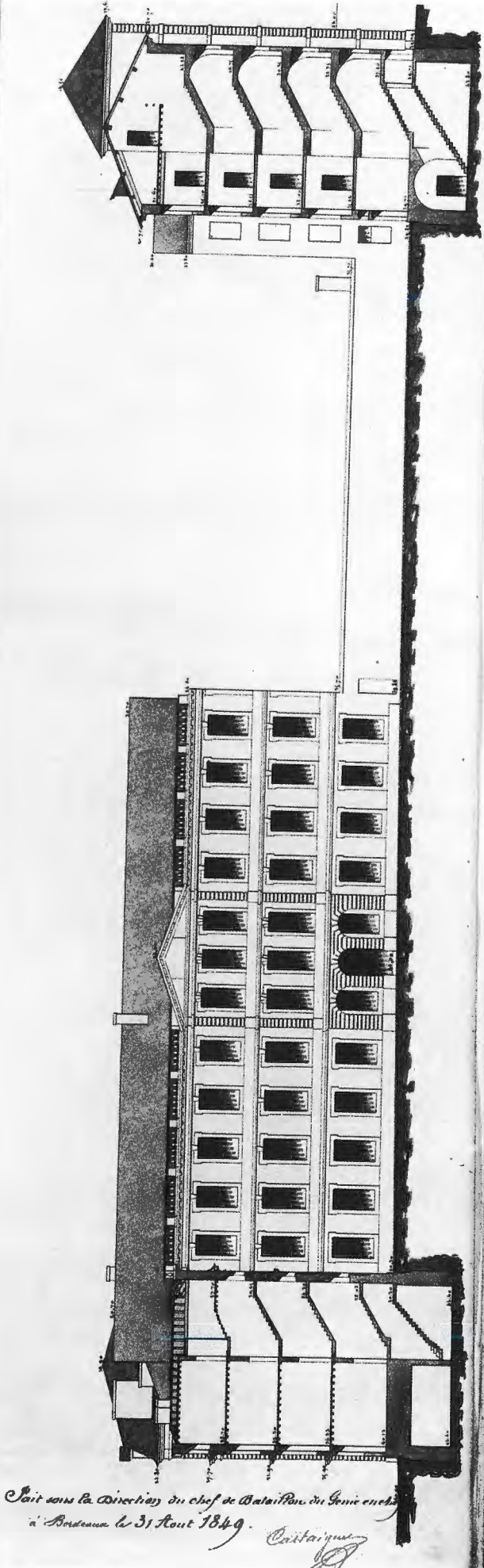


Fig. 8. Caserne D (des Fossés) actuellement Lycée Michel-Montaigne.
Élévation du corps de bâtiment est sur la cour d'entrée et coupe du corps de bâtiment sud.

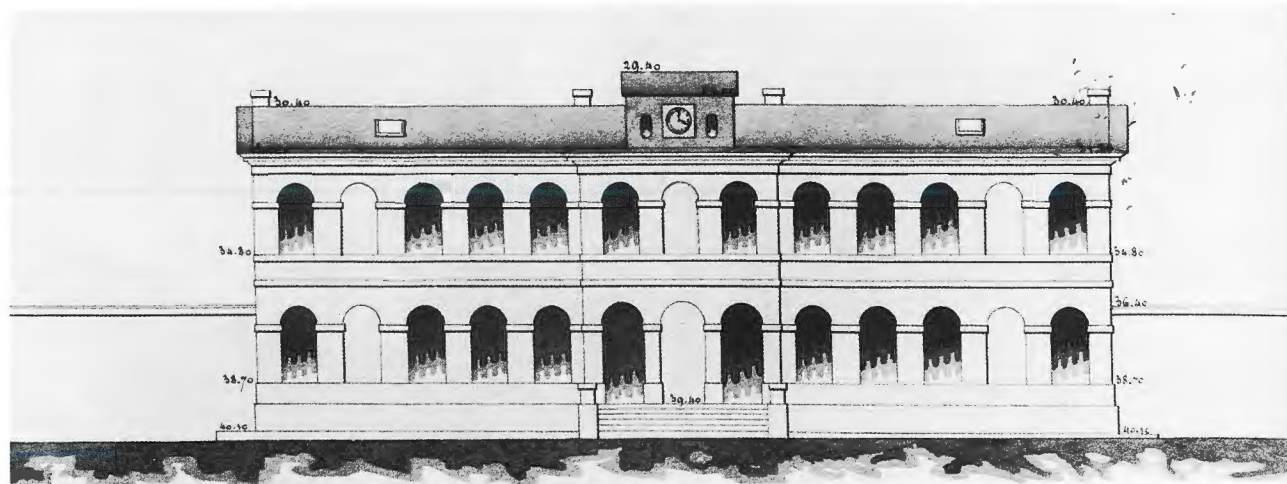


Fig. 9. Hôpital F (Saint-Nicolas).
Bâtiment sud-est (logement de l'officier d'administration comptable et du chirurgien en chef), élévation sur jardin.

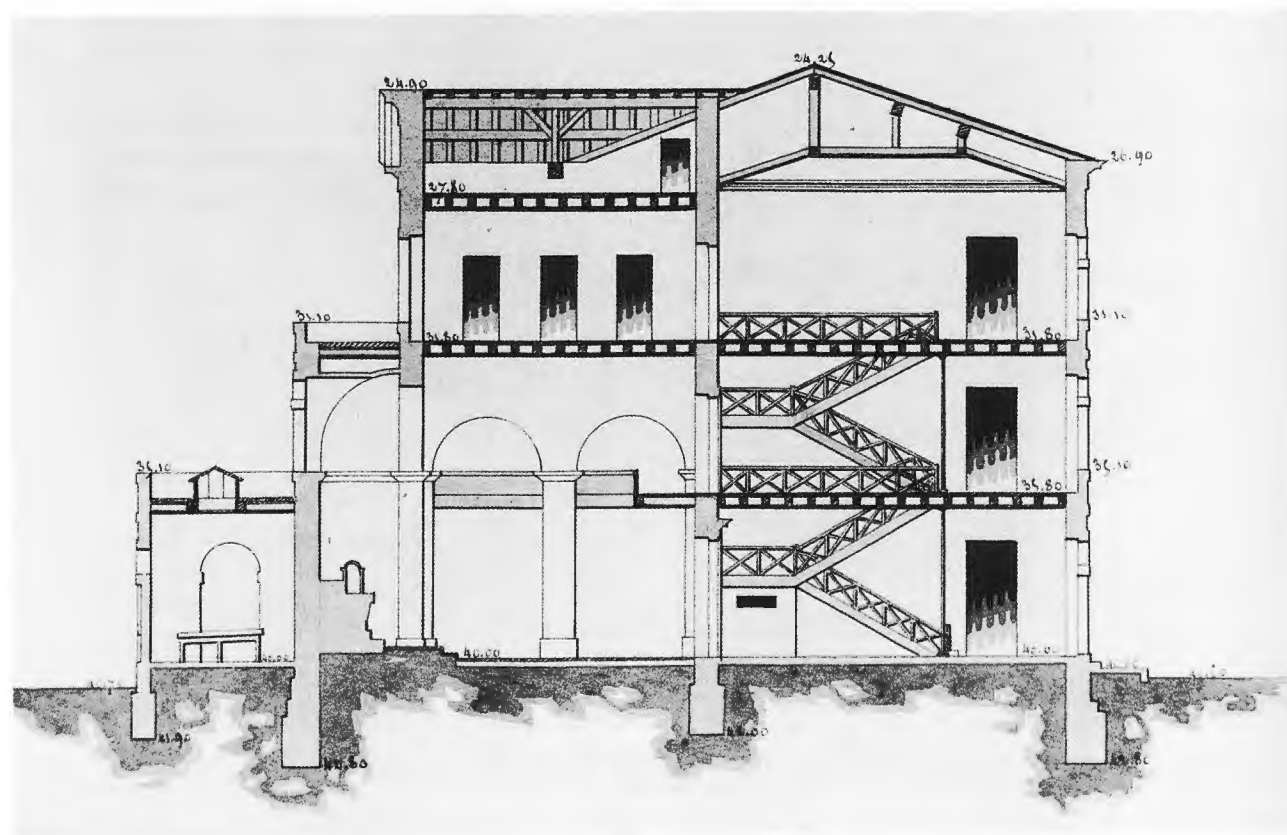


Fig. 10. Hôpital F (Saint-Nicolas).
Bâtiment central (bâtiment des malades), coupe au niveau de la salle des morts et d'autopsie, de la chapelle et de l'escalier.

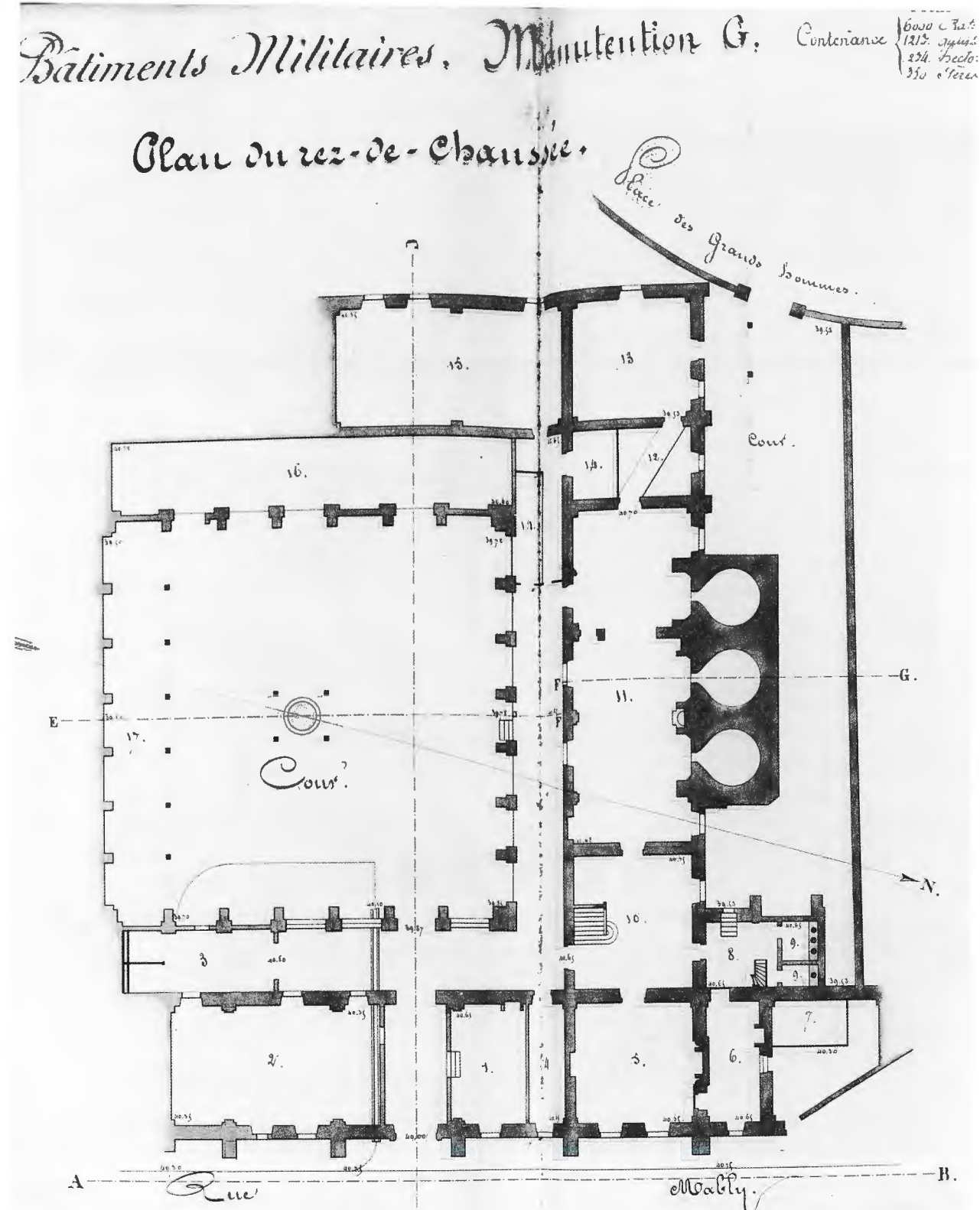


Fig. 11. Manutention G, ancien couvent des Dominicains.
Plan du rez-de-chaussée.

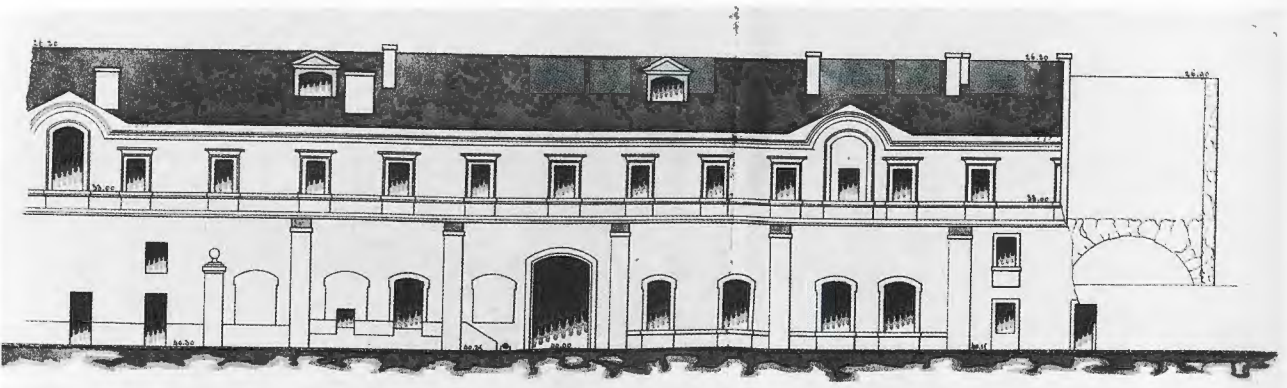


Fig. 12. Manutention G, ancien couvent des Dominicains.
Elévation sur la rue Mably.

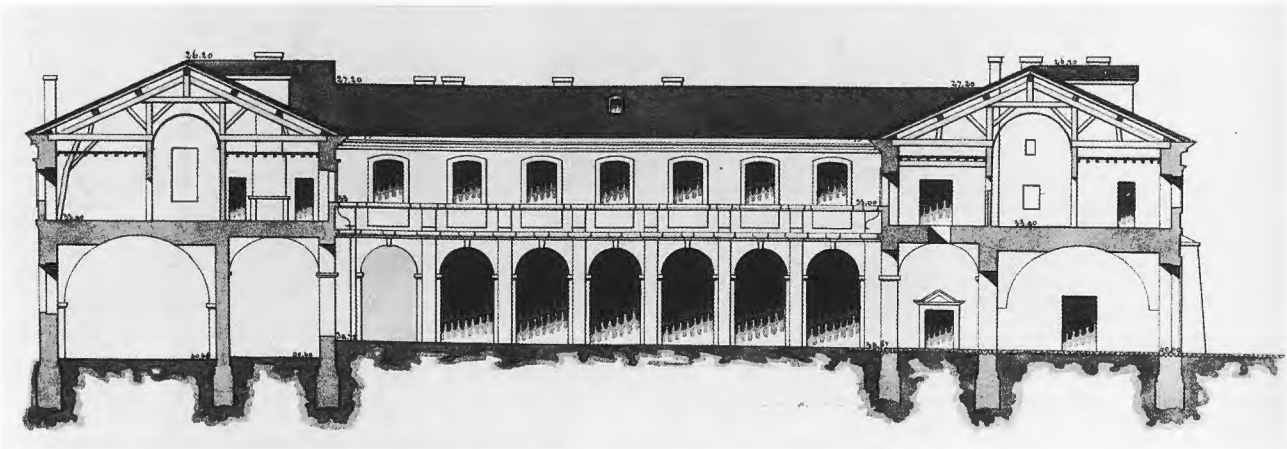


Fig. 13. Manutention G, ancien couvent des Dominicains.
Coupes des corps de bâtiments ouest et est, élévation sur cour du corps de bâtiment nord.

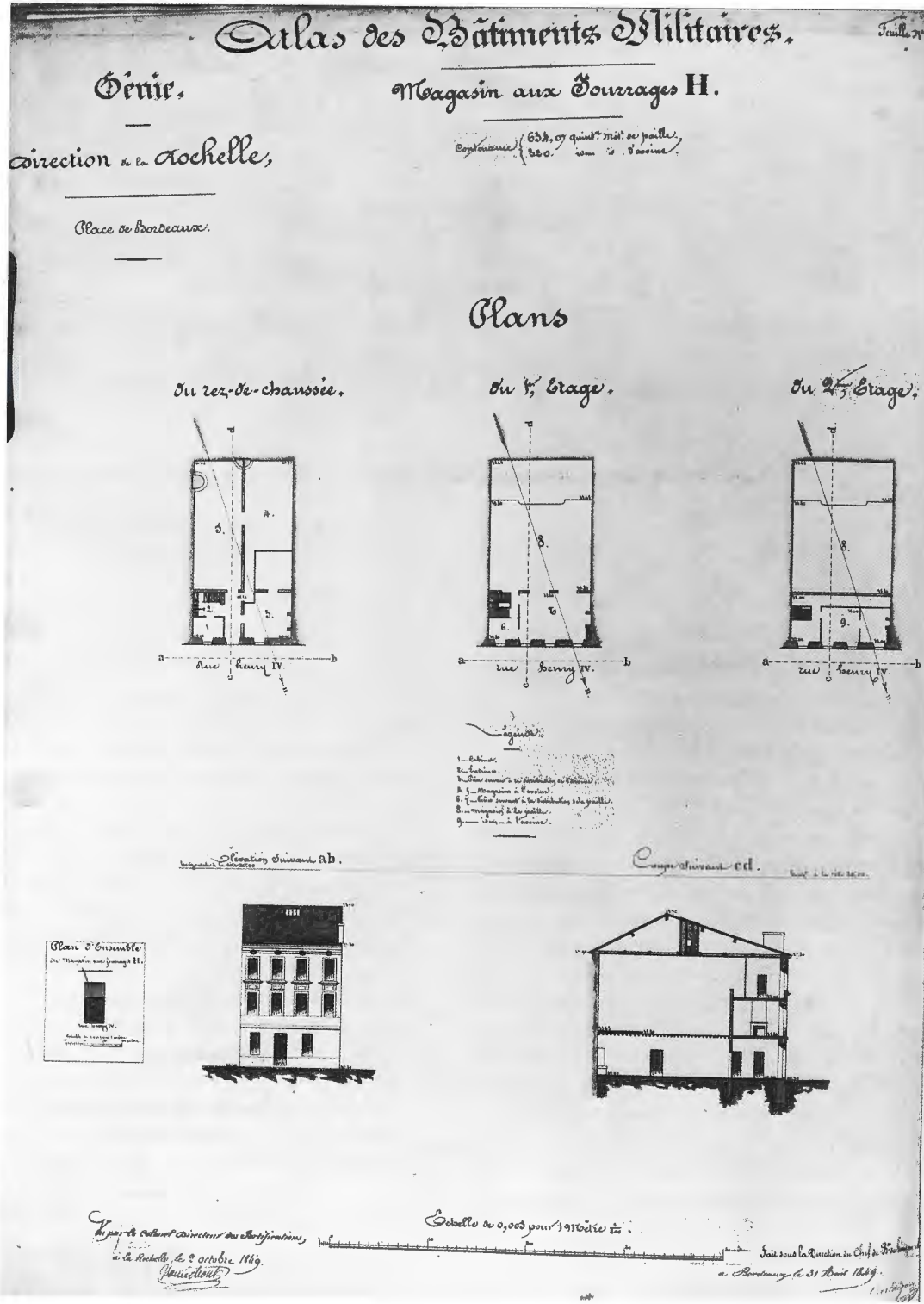


Fig. 14. Magasin aux fourrages H, rue Henry IV.
Plans du rez-de-chaussée, du 1er étage, du 2e étage, élévation et coupe.



Deux marbres de Soulès à Bordeaux

par Béatrice Haurie

Jean-Baptiste Félix Soulès (1857-1904), dont le *cursus honorum* est commun à beaucoup de sculpteurs de la III^e République, naît le 14 octobre 1857 à Eauze dans le Gers, dans une famille aux revenus modestes. Il est vite remarqué par ses professeurs, vivement frappés par son talent en dessin.

Avec l'accord de ses parents, Pierre Soulès, maçon, et Marie Joséphine Saucède Soulès, couturière, soucieux de ne pas entraver le cheminement d'une vocation artistique, il entre à l'école des Beaux-Arts de Toulouse grâce aux bourses de son département puis de la Haute Garonne. A partir de 1877, il suit les cours de l'Ecole des Beaux-Arts de Paris, où il est l'élève de Jouffroy puis de Falguière. Nourri à l'éclectisme néo-baroque par l'enseignement classique de ces deux grands maîtres de la sculpture académique, qu'il impressionne par "son habileté d'exécution très grande" et l'éclectisme de son ciseau, il visite indifféremment l'enchevêtrement des styles caractéristiques de la Belle Epoque et sait rendre avec bonheur la grâce anacréontique des modèles néo-florentins. A partir de 1884, il prépare le Concours du Grand Prix de Rome et obtient en 1887 le Second Prix de Sculpture qui consacre sa réussite. Il expose au Salon de Artistes Français à partir de 1881. En 1889, il applique au nu féminin de *l'Enlèvement d'Iphigénie par Diane* un modelé d'une grande finesse qui lui vaut un succès retentissant grâce à l'entrée du marbre au musée du Luxembourg, destination glorieuse des artistes vivants. Il obtient une bourse de voyage pour l'Italie. Il emploie alors un praticien dans son nouvel atelier rue

Nansouty, face au parc Montsouris, où il reçoit souvent son ami d'enfance le peintre et sculpteur gersois Théodore Nasse, cofondateur de l'Académie de Juanlong, avec lequel il conservera une amitié jamais démentie. En 1896, il est décoré de la Légion d'Honneur à Saint-Sever dans les Landes, par le Garde des Sceaux Jean Darlan, dont il a laissé un beau portrait conservé dans la collection du musée des Beaux-Arts d'Agen. En 1900, à l'occasion de l'Exposition Universelle, il reçoit la commande de *l'Aurore* au Grand Palais, grâce à l'intervention d'Armand Fallières dont le buste du musée du Périgord à Périgueux est la trace durable de l'amitié qu'il entretient avec le président du Sénat *l'Aurore* lui vaut une médaille d'argent. Membre perpétuel de la Société des Artistes Français, il participe notamment aux Jurys des Salons à partir de 1894. Sa mort très jeune, à l'âge de 46 ans, après une courte vie consacrée au difficile métier de la sculpture, nous prive d'une œuvre abondante, notamment en bronzes. La fortune critique de l'œuvre de Félix Soulès, qui jouit de son vivant d'un succès notable, illustre avec force l'abîme historiographique dans lequel fut plongée, au cours du XX^e siècle, toute une partie de la création artistique de la fin XIX^e siècle. Celle-ci fut qualifiée, souvent par commodité, d'académique. Or, sans être une figure de proue de l'Art nouveau, Félix Soulès est un créateur original au talent facétieux, comme l'atteste sa capacité à traiter toutes les formes de l'activité sculpturale : figures, statuettes, maquettes de monuments, fontaines, bustes, groupes et reliefs.

L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane

Groupe en plâtre, 1889.

Exp : S.A.F. de 1889 (n° 4950). E. U. de 1893 à Chicago.

Dim : h. 2,50. L. 1,10. p. 1,60.

Prov : achat par commande de l'Etat le 25 juin 1889 au prix de 12000 F, pour l'acquisition du plâtre et l'exécution du marbre (plus une augmentation de 4000 F accordée par la suite). Déposé au musée de Mirande par arrêté du 2 octobre 1896.

Loc : musée archéologique, Eauze.

Constat d'état : mauvais état.

Sources

Dossier de Soulès au centre de documentation du musée d'Orsay. AN/2113 Série artiste, dossier *L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane*. Fiche signalétique du FNAC.

Bibliographie

Satnislav Lami, "Dictionnaire des sculpteurs de l'Ecole française du XIXe siècle". Paris, Librairie H. Champion, 1914-1921, 4 vol. (t. 4, 1921, pp. 271-272). Appelbaum Stanley, *The Chicago World's Fair on 1893 ; A photography record*, New York, Dover Publications, 1980, reproduit. *Catalogue du Salon des Artistes français de 1889*, Paris, éd. Paul Dupont, 1889. *Exposition Internationale de Chicago, 1893*, catalogue officiel, section française, Paris Imprimerie Nationale, 1893, n° 727. Maurice Hamel, *Salon de 1889, III, la sculpture*, in GBA, II, p. 25. Lafenestre Georges, *Le Livre d'Or du Salon de Peinture et de Sculpture de 1889*, S.P. Jules Martin, *Nos peintres et graveurs, sculpteurs, dessinateurs*, Paris, éd. Flammarion, 1897, p. 346. *Chronique des arts et de la curiosité*, "Nécrologie", 2 janvier 1904, p. 91. Anne Pinget, Isabelle Lemaître, Antoinette Le Normand Romain, *Sculpture française XIXe siècle*, Ecole du Louvre, Notices d'histoire de l'art, n° 6, Paris, éd. de la Réunion des Musées Nationaux, 1982.

La première présentation du groupe en plâtre *L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane* au Salon des Artistes Français de 1889 s'avère déjà un réel succès. Soulès reçoit une médaille de seconde classe¹ ainsi qu'une bourse de voyage qu'il utilise pour partir en Italie².

Ce groupe est sa première commande importante de l'Etat³. Le prix de l'achat fixé au départ, lors de la décision du 25 juin 1889, est 12 000 F, pour l'acquisition du modèle en plâtre et l'exécution du marbre. La lecture des documents conservés aux Archives Nationales nous fait suivre de façon précise les ennuis du sculpteur. A plusieurs reprises, il se plaint amèrement que sa bourse de voyage soit insuffisante et que le modèle représente à lui seul plus de 7 000 F de frais. Il finira par recevoir une

augmentation de 4 000 F. Il est vrai que, comme le dit si bien Anne Pinget, "la sculpture est un art onéreux indissociable du pouvoir"⁴. Il n'est qu'à relire le roman de Zola, *L'œuvre* (1886) qui prête au personnage de Mahoudeau ces propos plaintifs : "Ah ! Quel chien de métier que cette sculpture ! les derniers des maçons étaient plus heureux. Une figure que l'administration achetait trois mille francs en avait coûté à peu près deux mille, le modèle, la terre, le marbre ou le bronze, toute sorte de frais ; et cela pour rester emmagasinée dans quelque cave officielle, sous le prétexte que la place manquait : les niches des monuments étaient vides, des socles attendaient dans les jardins publics, n'importe ! la place manquait toujours. Pas de travaux possibles chez les particuliers, à peine quelques bustes, une statue bâclée au rabais de loin en loin, pour une souscription. Le plus noble des arts, le plus viril, oui ! mais l'art dont on crevait le plus sûrement de faim..."

Juste avant le début de l'exposition, le député de Paris Charles Benoist (1861-1936) intervient pour l'achat du groupe en plâtre, Chroniqueur politique à la Revue des Deux Mondes, membre de l'Institut, ministre de France à la Haye, il adresse le 29 avril 1889 une lettre à Gustave Larroumet, Directeur des Beaux-Arts au ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts "Un de mes amis, un sculpteur qui est, je crois, de vos compatriotes, M. Soulès, expose, au Salon, un groupe représentant *L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane*. De l'avis des critiques d'art et des amateurs très éclairés, tels que M. Lechevalier-Chevignard, de l'avis même de membres du jury tels que MM. Falguière et Delaplanche, entre autres, c'est là une œuvre remarquable, et qui est mieux qu'un excellent début.

1. Créées en 1849, les médailles attribuées par le jury récompensent les artistes. Ce sont les étapes d'une sorte de *cursus honorum* dans la carrière du sculpteur. Après la médaille d'honneur, récompense suprême, arrivent la médaille de 1ère classe d'une valeur de 1500 F-or, puis la médaille de 2° classe d'une valeur de 500 F-or, et enfin la médaille de 3° classe d'une valeur de 250 F-or. Subissant une évolution, elles deviendront médaille d'or et d'argent. Les médailles constituent des références très recherchées, largement exhibées par les artistes dans leurs démarches auprès des clients. Soulès, médaillé de deuxième classe en 1889, de première classe en 1892 et de médaille d'argent en 1900 (exposition universelle), n'obtiendra jamais la médaille d'honneur.

2. Cet "encouragement de l'état" est un dispositif concurrent des Prix de Rome mais il est plus moderne puisqu'il laisse la liberté du choix de l'itinéraire et du pays de résidence. De plus, il n'y a pas d'obligation de produire des travaux au terme du séjour.

3. La commande se distingue de l'achat par le fait qu'elle est définie par un programme et en général attachée à une destination locale précise. Un contrat arrête le programme, fixe le prix du travail de l'artiste et les délais et indique les conditions de la réalisation technique.

4. *Sculpture française au XIXe siècle*, Ecole du Louvre, Notices d'histoire de l'art, n° 6, Paris, éd. de la Réunion des Musées Nationaux, 1982.



Fig. 1. L'enlèvement d'Iphigénie par Diane (marbre). Félix Soulès. Jardins de l'Hôtel de ville de Bordeaux, Circa 1906. Cliché Paul Galibert, Chefs d'oeuvres du musée Bordeaux, 1906, pl. 99.

M. Soulès qui a remporté il y a quelques années le Second Prix de Rome en sculpture peut dès maintenant, paraît-il, être considéré comme un concurrent sérieux pour le prix du Salon. Tout cela pour vous recommander quand vous passerez par là, surtout quand vous y passerez officiellement, de vous arrêter un instant devant son travail. Je suis sûr qu'il vous intéressera fort, et comme directeur des Beaux-Arts, et comme lettré de marque épris des choses de la Grèce. Et à présent, je viens au fait. M. Soulès vous a adressé une demande d'achat, Je sais bien que l'Etat est pauvre et que le budget des encouragements est mal doté ; mais Monsieur Soulès est plus pauvre encore que l'Etat et plus méritant que tout autre. Son groupe *L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane* lui coûte, de modèle et d'exécution, sept mille francs. Pour trouver cette grosse somme, son père et sa mère, paysans du Gers, se sont saignés aux quatre veines. Quant au reste, il vit avec dix huit cent francs de rente que lui fait je ne sais quelle ville et en se louant comme praticien à des artistes plus fortunés. Si ce groupe n'est pas acheté (et selon l'opinion générale, il est digne de l'être) c'est pour les vieux parents de là-bas l'endettement et la misère (ce qui est peu et dont vous

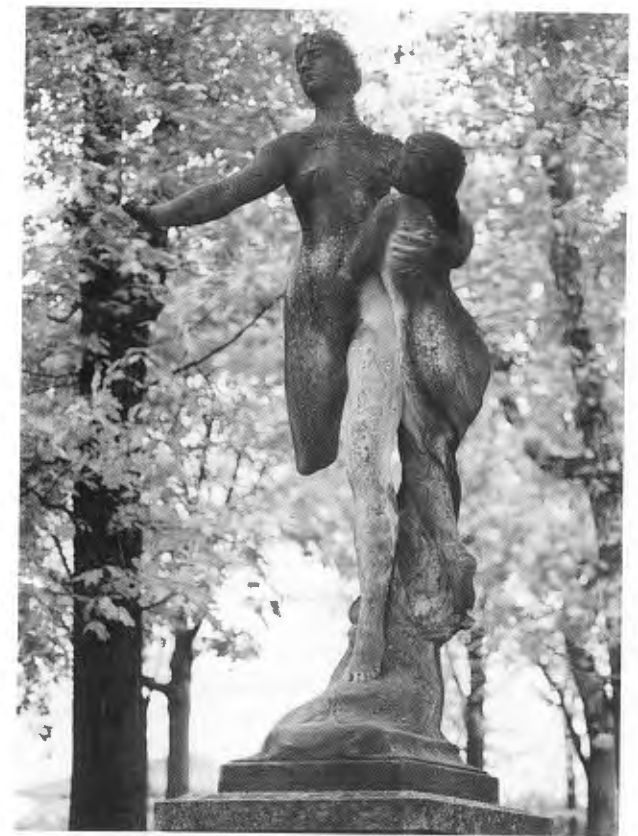


Fig. 2. L'enlèvement d'Iphigénie par Diane (marbre). Félix Soulès. Etat actuel. Parc Bordelais, Bordeaux. Cliché Béatrice Haurie, fév. 2000.

n'êtes pas responsable), mais c'est le désespoir pour le fils, et de celui-là vous avez charge, comme d'un jeune homme de talent et d'avenir⁵.

Le groupe en plâtre connaît un nouvel âge d'or lorsque la Direction des Beaux Arts le sélectionne parmi les œuvres qui représentent l'art français à l'Exposition Internationale de Chicago en 1893, exposition universelle très importante dénommée la *World's Columbia exhibition*, organisée en commémoration de la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb⁶. Les œuvres d'art françaises sont exposées non dans le Pavillon de la France, mais dans celui des Beaux-Arts. Une photographie du dôme central montre, dans cet emplacement d'honneur, *L'Enlèvement d'Iphigénie*. Après le retour de Chicago, l'œuvre est

5. AN F21/2113 Dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie*.

6. Octave Uzanne, *L'exposition de Chicago ; L'illustration* n° 2619, 6 mai 1893, pp. 361-365 et n° 2623, 3 juin, p. ? ? ?.

déposée par l'Etat au musée de Mirande dans le Gers en 1896⁷ puis elle est cédée à titre précaire par le maire de Mirande à la ville d'Eauze, la commune natale de Soulès, en février 1952⁸. Après un long séjour dans les sous-sols de la mairie d'Eauze, le rapatriement du groupe en plâtre est décidé en 1996 au musée archéologique d'Eauze, où il se trouve toujours. Ce déménagement pourrait être suivi de sa restauration avant sa réinstallation lors d'une prochaine exposition.

Groupe en marbre, 1852

Exp: S.A.F. de 1892 (n° 3091). E.U de 1900 (n° 598).

Dim. : h. 2,52 l. 0,97, p. 1,75.

Inscr. : F. SOULES (derrière sur le nuage)

Prov. : achat par commande de l'Etat en 1889, et dépôt au musée du Luxembourg en novembre 1892. Dépôt au musée de Bordeaux en 1905, et installation dans les jardins de l'hôtel de Ville.

Loc. : Parc Bordelais

Constat d'état : très mauvais état

Sources

Dossier de Soulès au centre de documentation du musée d'Orsay, AN/2113 Série artiste, dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie par Diane*. Fiche signalétique du FNAC, Lettre de la Préfecture de la Gironde à la mairie de Bordeaux le 21 février 1905 au sujet de l'affectation de l'œuvre au musée de Bordeaux (AMB 1436R2), Photographie Paul Galibert, "*Chefs-d'œuvre du musée de Bordeaux*", 1906, pl. 99.

Bibliographie

Stanislas Lami, «*Dictionnaire des sculpteurs de l'Ecole française au XIXe siècle*». Paris, Librairie H. Champion, 1914-1921, 4 vol. (t. 4, 1921, pp. 271-272). Léonce Bénédite. *Le Musée National du Luxembourg, Catalogue raisonné*, Paris, éd. Imprimeries réunies, 1895. Emile Bergerat, *Salon de 1892*, in *Le Figaro*, 4 mai 1892, p. 3, *Catalogue du Salon des Artistes français de 1892*, Paris, éd. Paul Dupont, 1892, *Exposition Universelle de 1900, catalogue officiel illustré de l'exposition décennale, 1889 à 1900, sculpture et gravure en médailles ou sur pierres fines*, n° 598, p. 38 (repro.). *Catalogue général officiel de l'Exposition Universelle de 1900, groupe II*, p. 223, n° 598. "*Inauguration de la statue Soulès sous la présidence de Monsieur Armand Fallières (...) à Eauze le 9 juillet 1905*", éd. Bousquet, Condom, 1905. Jules Martin, *Nos peintres et graveurs, sculpteurs, dessinateurs*, Paris, éd. Flammarion, 1897, p. 346. *Chronique des arts et de la curiosité*, "Nécrologie", 2 janvier 1904, p. 91.

Une grande partie de la correspondance du dossier des Archives Nationales concerne les réclamations de Soulès s'efforçant de hâter la livraison du bloc de marbre qui n'arrive jamais. Déjà, pendant son voyage en Italie effectué dans le cadre de sa bourse de voyage en mars et avril 1890, il avait pensé aller lui-même sur place choisir son marbre à Carrare⁹. On comprend les problèmes que pose un tel retard, Greber, son praticien, n'ayant pas pu avancer l'ébauche et la mise aux points¹⁰ et lui-même ne pouvant commencer l'exécution définitive à son retour. Le plus intéressant des documents est une lettre écrite à Rome en mars 1890, où Soulès expose au directeur des Beaux-Arts les dommages matériels qu'il a subis¹¹. Le retard de plus d'un an pour livrer le marbre lui ayant causé un grand préjudice, il finit par recevoir une augmentation de 4 000 F. Charles Benoist, l'illustre protecteur qui accompagne Soulès, notamment à Rome et à Florence, y va également de sa plume¹². Finalement le groupe en marbre est exposé au Salon de 1892 au lieu de figurer au Salon de 1891, initialement prévu, et reparait à l'Exposition Universelle de 1900.

Après le Salon de 1892, Armand Fallières (1841-1931), Président du Sénat, adresse le 3 novembre 1892 une lettre à Roujon, Directeur des Beaux-Arts : "*Vous souvenez-vous de Soulès? Vous m'avez laissé espérer qu'on mettrait Iphigénie au Luxembourg. Bénédite*¹³ *fait une objection, Il n y a qu'à espacer deux ou trois bustes. Je compte sur vous*¹⁴. L'œuvre

7. AN F21/2113 Dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie* et AN F21/2226.

8. On suit ici les informations provenant d'une lettre communiquée par Michel Hue, conservateur départemental des musées du Gers.

9. Lettre envoyée en avril 1890 de la poste restante de Florence au Directeur des Beaux-Arts.

10. Opération qui consiste à *mettre-aux-points*, c'est à dire à établir des points de repère sur un modèle à trois dimensions et les reporter sur le bloc à tailler pour faciliter le taillage. Le sculpteur n'exécute la pratique qu'exceptionnellement. Il intervient, en général, pour achever le travail commencé, au moment du rasement des points justes (dernière opération de mise-aux-points).

11. F21/2113, dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie*.

12. F21/2113. Trois correspondances de Charles Benoist se trouvent dans le dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie*.

13. Léonce Bénédite (1859-1925), écrivain d'art, devient conservateur du musée du Luxembourg en 1889.

14. AN F21/2113, dossier de *L'Enlèvement d'Iphigénie*.

entre illico au musée du Luxembourg, destination normale des achats de l'Etat aux artistes vivants. La notoriété de Soulès est alors à son apogée. Après sa mort en 1904, le marbre est déposé à Bordeaux, dans les jardins de l'Hôtel de Ville, comme en témoigne une lettre du Préfet de Gironde au Maire de Bordeaux le 21 février 1905¹⁵. Puis il est déplacé au Parc Bordelais, où il se trouve toujours. Partis pour la photographie en février 2000, nous avons pu constater l'état déplorable de ce groupe placé sous les arbres. Notre statue a été amputée de la jambe droite, sectionnée lors de la tempête de décembre 1999. Les deux morceaux ont été récupérés par les jardiniers. Les doigts de la main droite et le croissant de lune du sommet de la tête de Diane ont disparu. Le marbre est rongé, couvert de mousse noire. Il reste encore beaucoup à faire pour que la sculpture du XIXe siècle soit "considérée!".

L'*Enlèvement d'Iphigénie* illustre un épisode mythologique emprunté aux *Métamorphoses* d'Ovide et à *Iphigénie à Aulis* d'Euripide. "*Les peuples de la Grèce sont en route pour la guerre de Troie. La colère des dieux, en déchaînant les vents opposés, retient les navires au rivage, Ils ne reprendront le large que si le chef de l'expédition, le roi des rois, Agamemnon, immole sa fille Iphigénie sur l'autel d'Artémis. Il se résigne à ce sacrifice. La vierge innocente est frappée à la gorge. Mais, ô miracle! Le sang n'est pas celui de la fille d'Agamemnon : à sa place est étendue une biche palpitante, et Diane emporte dans les airs celle qui vient d'échapper au couteau du sacrificateur*"¹⁶. Soulès imagine Diane nue, volant sur un nuage, le front couronné par un petit croissant de lune dans la chevelure. La déesse emporte dans les airs Iphigénie, fille d'Agamemnon, vêtue d'une robe "mouillée" à l'antique, au drapé "flottant" cher au baroque. Son visage est impassible, calme et proche de la froideur, retenu dans l'attitude et l'expression. Diane tend la main dans l'espace, dans un geste et un mouvement qu'exploitent le Bernin dans *L'Enlèvement de Proserpine* (1621-1622) ou Houdon dans sa *Diane Chasserresse* (1780). Soulès est également guidé par les jolieses du premier Quattrocento et par les caprices maniéristes du XVIe siècle florentin. En effet, la sculpture française des années 1860 à 1880 est marquée par un certain retour à la grâce de la première Renaissance italienne. Paul Dubois (au Salon de 1863), Henri Chapu, Alexandre Falguière, Antonin Mercié ou Hyppolite Moulin sont alors les principaux néo-florentins, en sculpture. L'élan de la pose en arabesque, au bord du déséquilibre, se réfère au célèbre *Mercur* de Jean de Bologne (1525-1608), œuvre maniériste largement diffusée par l'édition. Par un heureux dosage de ces diverses influences, Soulès crée une œuvre académique et raffinée, qui témoigne d'une virtuosité indéniable dans l'exécution, et la recherche savante de l'équilibre des corps apporte une distinction tout à

fait caractéristique du dernier tiers du XIXe siècle. Traditionnelle par son caractère idéalisé, cette œuvre montre la volonté de plaire "tout de suite" chère au goût de la sculpture achevée qui caractérise la IIIe République. Elle contente tous les publics en offrant une synthèse entre l'art de Fontainebleau et l'éclectisme du XIXe siècle. Dans cette œuvre d'une antiquité anecdotique, d'une veine anacréontique, nul excès et nulle passion ne viennent perturber une sérénité constante : le corps comme le visage semblent vivre dans une grâce endormie.

Réduction en bronze, non datée mais après 1900

Fonte Siot-Decauville

Dim : h. 0,88. l. 0,22. p. 0,17

Loc : actuelle inconnue

Sources

Dossier de Soulès au centre de documentation du musée d'Orsay.

Bibliographie

Catalogue Siot-Decauville, p. 20 (s.d.).

L'*Enlèvement d'Iphigénie* se singularise par sa légèreté, sa grâce et son aspect théâtral, autant de critères visant à faciliter le succès de son édition en bronze. C'est la maison parisienne de Siot-Decauville, dirigée vers 1860 par Edmond Siot-Decauville (1841-1908) et spécialisée dans les statuettes et les objets d'art, d'ameublement et de bureau, qui édite cette figure aérienne. La fonderie située au 8-10 rue Villehardouin en 1890 choisit surtout des statues aux patines colorées et voyantes, pour de nombreux artistes réputés comme Gérôme, Larche, Bartholomé... Vers 1900, elle édite *L'Enlèvement d'Iphigénie*, comme en témoigne un catalogue conservé à la documentation du musée d'Orsay, en une dimension (88 cm de hauteur). On ignore combien Soulès a vendu de bronzes. L'absence d'archives de cette entreprise qui disparaît dans les années 20, fait que l'on ne peut même pas savoir combien d'exemplaires ont été exécutés. Aucune trace de leur passage en vente publique, ou dans le secret de collections privées, n'apparaît pour le moment.

15. A.M. Bx, côte 1436R2.

16. Extrait du discours qu'Armand Fallières prononça à Eauze en juillet 1905 lors de l'inauguration de la statue Soulès, éd. Bousquet, Condom, 1905 (s.p.).



Fig. 3. Bacchante et chèvre de Félix Soulès (marbre).
Bulloz, mention obligatoire. Reproduction interdite sans autorisation. Photo du Salon de 1897.

Chèvre et bacchante

Groupe en plâtre 1892

Exp: S.A.F. de 1892 (n° 3092)

Dim: h. 1,12. 1,2,12, p. 1, 58

Prov: achat de l'Etat le 8 juillet 1892 au prix de 2500 F.

Loc: œuvre complètement détériorée par suite de l'inondation de Paris en 1910. Pas de reprod.

Sources

Dossier de Soulès au centre de documentation du musée d'Orsay. AN/F21/4273 Série artiste, dossier de *Chèvre et bacchante*, Fiche signalétique du FNAC.

Bibliographie

Stanislas Lami, *Dictionnaire des sculpteurs de l'Ecole française au XIXe siècle*. Paris, Librairie H. Champion, 1914-1921, 4 vol. (t. 4, 1921, pp. 271-272, sous le titre *Satyre et Bacchante*). *Catalogue du Salon des Artistes français de 1892*, Paris, éd. Paul Dupont, 1892. Edmond Pottier, *Les Salons de*

1892, II, *la sculpture, les arts industriels*, in GBA, juillet 1892, II, p. 16. Emile Bergerat, *Salon de 1892*, in *Le Figaro*, 4 mai 1892, p. 3. Jules Martin, *Nos peintres et graveurs, sculpteurs, dessinateurs*, Paris, éd. Flammarion, 1897, p. 346, *Chronique des arts et de la curiosité*, *Nécrologie*, 2 janvier 1904, p. 91.

L'histoire de l'évolution de la commande par l'Etat du groupe en marbre *Chèvre et bacchante* mérite bien d'être racontée. Nous avons encore ici un exemple des sollicitations que reçoit en permanence le ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts ou la direction de l'administration des Beaux-Arts. Le 2 mai 1892, l'artiste écrit à Bourgeois, ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts pour lui demander d'acheter le modèle en plâtre de *Chèvre et bacchante*, exposé au Salon des Artistes Français depuis quelques jours. Il se fait appuyer par Armand Fallières, Président du Sénat, qui envoie un télégramme en juin 1892. Face à une intervention de si haute importance, la décision d'acquisition du plâtre par l'administration des Beaux-Arts est fixée dès le 8 juillet 1892, au prix de 2500 F.



Fig. 4. Bacchante et chèvre. Etat actuel, cour de l'Ecole des Beaux Arts de Bordeaux.
Cliché Lysiane Gauthier, MBA de Bordeaux, 2000.

Une correspondance de Soulès à Roujon, directeur des Beaux-Arts, datée du 2 octobre 1897, nous apprend que le groupe en plâtre a été cassé à la corne de la chèvre et à trois doigts du pied droit de la bacchante, lors du transport au Dépôt des Ouvrages d'Art en 1897. Nous apprenons plus loin que l'œuvre a été remise en état, mais qu'elle a été complètement détruite lors de l'inondation de Paris en février 1910.

Groupe en marbre, 1896

Exp: S.A.F. de 1896 (n° 3848) et 1897 (n° 3400). E.U. de 1900 (n° 599).

Dim: h. 1,86. I. 1,90. p. 1,50

Prov: achat par commande de l'Etat le 29 juillet 1893 au prix de 10 000 F, et dépôt au musée de Bordeaux par arrêté du 5 avril 1898. Accusé de réception de l'œuvre par le maire de Bordeaux le 2 août 1898.

Loc: en plein air, dans la cour de l'Ecole des Beaux-Arts de Bordeaux

Constat d'état: l'œuvre est très abîmée. Le marbre est fondu et sali. Les traits du visage de la figure ne sont plus visibles.

Les pieds de la bacchante ainsi que les cornes et la barbiche de la chèvre sont cassés. Il n'y a plus de trace de signature ni de date.

Sources

Dossier de Soulès au centre de documentation du musée d'Orsay. Fiche signalétique du FNAC. AN F21/4273 série artiste et AN F21/4500 série musée (groupe en marbre). Fiche signalétique du MBA de Bordeaux.

Bibliographie

Stanislas Lami, *Dictionnaire des sculpteurs de l'Ecole française au XIXe siècle*. Paris, Librairie H. Champion, 1914-1921, 4 vol. (t. 4, 1921, pp. 271-272). *Catalogues des Salons des Artistes français de 1896 et 1897*, Paris, éd. Paul Dupont. Georges Lafenestre, *Les Salons de 1897, II. La sculpture aux deux Salons*, in *La Revue des Deux Mondes*, 1er juillet 1897, p. 188. *Exposition Universelle de 1900, Catalogue officiel illustré de l'exposition décennale*, 1889 (1 1900, sculpture et gravure en médailles ou sur pierres fines, n° 599, p. 126 (reprod). *Catalogue général officiel de l'Exposition Universelle de 1900, groupe II*, p. 223,

n° 599, Armand Silvestre, *La Sculpture aux Salons*, Paris, éd. E. Bernard et Cie, 1897 (25e vol., s.p.) (reprod). Jules Martin, *Nos peintres et graveurs, sculpteurs, dessinateurs*, Paris, éd. Flammarion, 1897, p. 346. *Chronique des arts et de la curiosité, Nécrologie*, 2 janvier 1904, p. 91. *Inauguration de la statue Soulès sous la présidence de Monsieur Armand Fallières* (..) à Eauze le 9 Juillet 1905, éd. Bousquet, Condom, 1905.

Le dossier F21/4273 des Archives Nationales nous apprend que Soulès enrage: Gréber, son praticien, a commis des erreurs de mise au point et le marbre de Carrare est irrécupérable. Le sculpteur, qui jouit alors d'une grande notoriété, obtient après une longue attente un nouveau bloc qui est livré dans le bel atelier qu'il occupe au 26 rue Nansouty, près du Parc Montsouris.

Le groupe en marbre *Chèvre et bacchante*, exposé au Salon des Artistes Français en 1897, est salué par le critique d'art Armand Silvestre dans *La sculpture aux Salons*, dans un livre dédié à Falguière. Les commentaires d'œuvres se présentent sous la forme de poèmes, de deux pages chacun environ. *Chèvre et bacchante* est décrite dans des vers on ne peut plus évocateurs: "Le sang des grappes sur la lèvre l'or du soleil sur les cheveux livrant son corps souple et nerveux aux jeux bondissants de la chèvre du front de l'animal cornu La bacchante à terre jetée arquant son échine domptée développe son beau flanc nu En contemplant ces formes blanches aux contours fermes et confus derrière les hêtres touffus, Pan sourit à travers les branches".

"Car nous sommes aux temps lointains chers à mon rêve solitaire où venaient passer sur la terre des dieux charmants et clandestins où les nymphes à leurs épaules portant des carquois et des fleurs venaient danser sur l'aube en pleurs et sous l'ombrage frais des saules, où le souffle lent des plaisirs mêlait, dans l'haleine des roses, à l'âme immortelle des choses, l'âme immortelle des désirs. Au temps où j'aurais voulu vivre, parmi des êtres forts et beaux les étoiles pour seuls flambeaux et la nature pour seul livre".

Constante chez Soulès, l'admiration éperdue du corps féminin est au diapason avec les souvenirs d'Italie, mêlée à l'esprit des thèmes gracieux de Clodion. James Pradier reprend dans une large mesure cette tradition érotique du XVIIIe siècle. L'œuvre ne se distingue pas tant par l'interprétation gracieuse et dynamique de la bacchante déséquilibrée en avant, que par l'originalité du coup de tête de la chèvre sous ses jambes. Le recours aux motifs floraux et végétaux sur le rocher illustre pleinement le goût du style rocaille. Rien n'illustre mieux le XIXe siècle "collet monté" que cette scène plaisante et audacieuse qui montre une bacchante riant aux éclats, nue sur le gazon fleuri, le corps avec ses chairs lisses renversé sous la

poussée de la tête d'une chèvre. La qualité de l'éloge funèbre du Président Fallières doit beaucoup au lyrisme et à la jovialité qui se dégagent de ces lignes: "la rieuse divinité, tout enivrée des vapeurs de ses vingt ans, ne touchera pas le sol, se laissant admirer dans la blancheur admirable du marbre. De quelle langueur voluptueuse le sculpteur a su envelopper le léger frémissement de son être, et quelle délicatesse il a imprimé au charme de sa ravissante aventure!"¹⁷. Voici un autre extrait du discours qui concerne l'affectation à Bordeaux de *Chèvre et bacchante*: "L'Etat se serait bien gardé de laisser échapper l'occasion d'enrichir une de nos grandes collections publiques de ce morceau exquis, dont l'élégance le dispute à la saveur: il l'a acheté, pour en faire don au musée de Bordeaux".

C'est sûrement un autre personnage puissant, Jean-Baptiste Darlan, le père de l'Amiral, qui a favorisé l'acquisition par l'Etat du groupe en marbre, comme en témoigne une correspondance du 23 juillet 1893 à Bourgeois. En effet cinq jours après l'arrivée de la lettre du député du Lot-et-Garonne, le 29 juillet 1893, est signé l'arrêté de commande de l'œuvre pour une somme de 10 000 F, qui seront réglés en plusieurs versements à Soulès¹⁸.

Né à Nérac, Jean-Baptiste Darlan devient député du Lot-et-Garonne en 1890, à la place de Fallières, élu sénateur. La lecture des dossiers des commandes et acquisitions de l'Etat conservés aux Archives Nationales laisse apparaître qu'il a aidé Soulès à se faire une place de choix au sein des milieux artistiques officiels. D'autres commandes sont assurées grâce au célèbre avocat. On le retrouve, devenu ministre de la Justice en 1896, en maître de cérémonie à Saint-Sever dans les Landes, lors de l'inauguration du *Monument au général Lamarque*, en juillet 1896. A ses côtés se tient le sculpteur en habit de cérémonie qui reçoit de ses mains la Croix de la Légion d'Honneur. Darlan intervient une troisième fois pour que l'Etat confie à son protégé la commande de *l'Aurore* au Grand Palais, clou architectural de l'Exposition de 1900. Le 9 juillet 1905, Darlan est également à Eauze, à côté de Fallières, lors de l'inauguration de la statue de Paul Gascq, en hommage au sculpteur disparu. Notons encore qu'il existe un superbe buste en plâtre signé au musée des Beaux-Arts d'Agen, qui porte la dédicace suivante: *A Monsieur D. J En Souvenir. Soulès*. Ce buste, en bon état, est conservé actuellement dans les réserves du musée.

17. Extrait de l'éloge funèbre prononcé en 1905 à Eauze.

18. Le paiement du plâtre est intégralement versé le 19 juillet 1892, en une seule fois, alors que la commande du marbre a été payée en plusieurs versements: c'est le mode de paiement qui distingue, pour le lecteur d'archives, l'achat de la commande.

Que Fallières apprécie le talent académique de "son vieil ami Soulès"¹⁹ est naturellement un soutien dont l'artiste a su profiter pour accéder au statut de sculpteur officiel.

Le Président soutient d'autres œuvres que *l'Enlèvement d'Iphigénie* ou *Bacchante et Chèvre*. Il intervient pour *Faunesse et Satyre*, exposée au Salon de 1901, et adresse le 23 mai 1901 ces lignes à Georges Leygues, ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts depuis 1894:

"Mon cher ami, Au Salon des Artistes Français est exposé un groupe, *Faunesse et Jeune Satyre*, de mon vieil ami Soulès. Il vous sera adressé une demande tendant à ce que l'Etat lui achetât son œuvre"²⁰. La deuxième intervention se situe deux mois après la disparition de l'artiste, en mars 1904, en faveur de *la Défense* colossale acquise après l'exposition au Salon de 1904: *Mr le Président a exprimé le désir de voir acheter par l'Etat le plâtre de La Défense de Feu Soulès, qui a figuré cette année au Salon*. Notons enfin que Soulès est l'auteur, dans les années 1900, du portrait officiel de Fallières au palais de l'Elysée; plusieurs exemplaires sont conservés dans la famille de ses descendants à Agen. Eloigné de la rude sobriété qui triomphe toujours dès qu'il s'agit de bustes, ce portrait se caractérise par un réalisme assez réussi et le souci du détail conduit même à la représentation de points de beauté. Le regard intelligent du Président éclaire un visage encadré d'une barbe au carré au menton et d'une moustache. Après la mort de Soulès en 1904, Carlès, autre sculpteur gersois, produit un certain nombre d'exemplaires *d'après Soulès* dont un modèle édité en biscuit de Sèvres dans la même veine vériste, mais à l'allure amincie, pour la mairie de Mézin et des collections particulières.

Les relations amicales de Fallières avec le sculpteur, les interventions de Darlan, leur commune origine méridionale, expliquent-elles l'affectation à Bordeaux de *Chèvre et Bacchante* en 1898 et de *l'Enlèvement d'Iphigénie* en 1905? Notre

proposition, qui voit en eux les inspirateurs des dépôts à Bordeaux, paraît plausible. Mais pourquoi Bordeaux? Ne faut-il pas chercher un député, un sénateur ou en maire de Bordeaux dans les années 1897?

Peut-on également envisager que la participation de Soulès au Salon des Amis des Arts de Bordeaux de 1879, où il avait exposé *le Fauconnier*, a joué? Dominique Dussol a montré que la brillante société des Amis des Arts de Bordeaux achetait et répartissait objets sélectionnés entre les souscripteurs²¹. Soulès est déjà répertorié, il est reconnu dans le milieu artistique officiel bordelais et, pour tout dire, il est à Bordeaux un des insignes représentants de la sculpture académique. Dans ce contexte, l'affectation des marbres à Bordeaux, capitale de région, a pu être envisagée par certaines personnalités politiques et artistiques de l'Aquitaine.

Soulès, s'il fut très en vue de son vivant, apparaît aujourd'hui comme l'exemple type du sculpteur académique, dont l'œuvre fut totalement occultée, voire méprisée, au cours du XXe siècle. Son *Enlèvement d'Iphigénie*, sa *Chèvre et bacchante* pourtant s'imposent icônes de la sculpture officielle de la fin du XIXe siècle, et sa production, bien qu'inégale, mériterait tout autant une réhabilitation qu'une redécouverte²².

19. AN F21/4273 Dossier de *Faunesse et Satyre*.

20. AN F21/4273. Correspondance partie du *Loupillon*, propriété familiale située dans le Lot-et-Garonne, à quelques kilomètres de Mézin.

21. *Art et bourgeoisie. La Société des Amis des Arts de Bordeaux (1851-1939)*. Bordeaux, Le Festin, 1997.

22. Béatrice Haurie, *Félix Soulès, sculpteur officiel de la IIIe République*, mémoire de DEA, Université de Toulouse le Mirail, 1998, dir. Claude Bedat et Michèle Heng, 3 vol.



Le nouveau « Mystère Frontenac »

par Jean-Claude Huguet

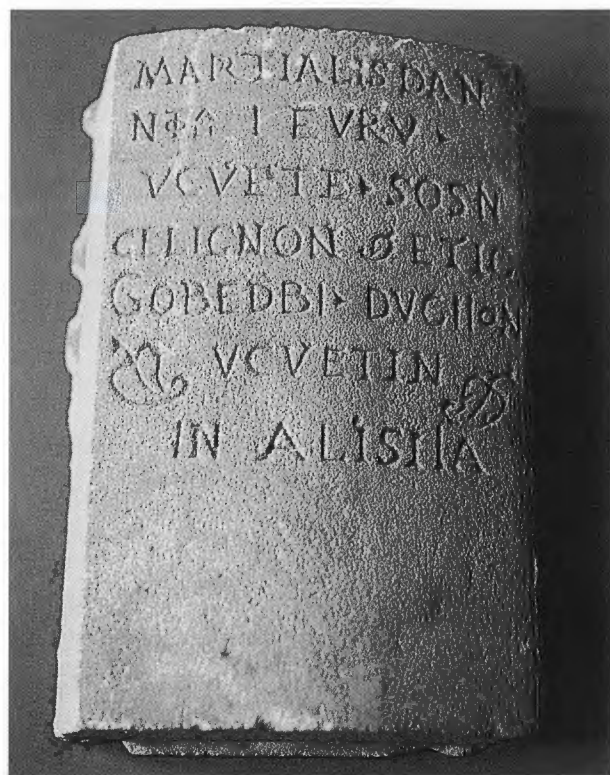
Cette référence au titre de l'ouvrage de François Mauriac provient d'une découverte peu banale faite lors de travaux de rénovation à la mairie de Frontenac (33), dans le canton de Targon. Lors du percement d'une porte en mai 2002, les ouvriers ont récupéré une pierre portant une inscription. Cette inscription est la copie, imparfaite, de celle qui avait été découverte sur le Mont-Auxois en 1839 et qui avait alors permis d'identifier le site d'Alésia.

L'inscription a été réalisée sur un bloc de calcaire. D'après un sculpteur de Frontenac, qui utilise des matériaux locaux, mais aussi extérieurs, ce calcaire s'apparente plus à celui de Sireuil en Charente qu'à celui de Frontenac, sans toutefois l'exclure complètement. Nous ne disposons que de la moitié du bloc initial qui devait se présenter sous la forme d'un livre ouvert. La cassure s'est faite au niveau le plus fragile, au milieu du bloc, à l'endroit le moins épais. Nous n'en avons donc conservé que la moitié gauche. Les dimensions du « demi livre » au niveau de la couverture sont de 24 cm sur 16,4 cm. La « couverture » fait une épaisseur de 5 mm et forme un rebord également de 5 mm de large tout le tour. L'inscription a été effectuée sur

une « feuille » de 23 cm sur 16 cm qui a une forme bombée comme le ferait la feuille d'un ouvrage ouvert. Ce bloc sur le côté gauche a une épaisseur de 55 mm, de 30 mm sur son bord droit, au niveau de la cassure, et un maximum de 60 mm.

L'inscription s'étend sur une hauteur de 14 cm du haut des lettres de la première ligne au bas de celles de la dernière ligne (9 cm sont inutilisés en bas de page). Toutes les lettres ont la même hauteur : 10 à 11 mm. Le registre de l'inscription de Frontenac s'étend sur sept lignes, alors que celle d'Alésia n'en comporte que six. Notre lapicide devait avoir une mauvaise copie et/ou n'avait certainement aucune idée du sens de cette inscription, car il a coupé certains mots ou en a tronqué d'autres. Aucune trace d'érosion due au mauvais temps n'a altéré la pierre ou l'inscription. Le travail n'a peut-être pas été achevé, si la fracture est intervenue en cours de réalisation.

Nous ne savons ni qui est l'auteur, ni le destinataire de ce travail. Compte tenu de la moitié manquante, sur laquelle devait figurer le nom du destinataire et peut-être l'auteur, nous en sommes réduits à émettre les hypothèses que voici :



Inscription provenant de la mairie de Frontenac.
Cliché J.-C. Huguet.

1ère hypothèse

L'auteur ou le destinataire est le propriétaire de la maison. Cet édifice a été bâti en 1906, par un instituteur, Pierre Noguère, qui décède cette même année. Sa veuve reste dans la maison jusqu'en 1936 et par la suite cette demeure sert de résidence secondaire à sa fille et son gendre, André Mathieu Guthux, professeur. Ce dernier pourrait être la personne bénéficiaire ou créatrice de cette pierre. Entre 1940 et 1942, ce bâtiment a été réquisitionné par les Allemands, puis acheté par la commune en 1953.

2e hypothèse

La commune a hébergé un prêtre archéologue, Jean-Joseph Labrie, qui est chargé de la paroisse de 1910 à 1927. Le presbytère où il réside est à 100 m du lieu où la pierre a été découverte. Voici un nouvel auteur ou destinataire potentiel.

3e hypothèse

La maison est construite en bordure de l'ancien cimetière qui fut déplacé en 1866. Cette pierre gravée aurait pu servir, peu de temps, de décoration à une tombe, puis être abandonnée lors du transfert du cimetière et récupérée par la suite.

4e hypothèse

La pierre étant issue d'une extension de la maison réalisée en 1955 lors de sa transformation en mairie, elle a pu être amenée d'ailleurs par les maçons en 1955 avec les autres moellons qui constituent le mur.

Voilà l'état actuel du « Mystère Frontenac ». La recherche dans les déblais, dans l'espoir de retrouver l'autre moitié de la pierre, a été vaine.



Revue Archéologique de Bordeaux, tome XCIV, année 2003, p. 311-318

Les fêtes carnavalesques à Bordeaux dans les années 1950

par Jean-François Fournier

En dépit des articles systématiquement louangeurs paraissant chaque année dans la presse locale, tout le monde sait que les cavalcades bordelaises organisées par les comités de bienfaisance ne sont plus, depuis au moins deux décennies, que de pâles survivances de celles d'autrefois. Tout esprit nouveau semble banni dans la conception des chars – de moins en moins nombreux – dont la réalisation est, elle même, calamiteuse. Comment, en quelques années, cet art populaire a-t-il pu ainsi dégénérer ? C'est la question que se posaient tous les spectateurs lors de la dernière édition de cette manifestation en voyant tous ces jeunes gens se trémousser au son du tam-tam, devant des chars hideux.

Avant de commencer cette petite étude, on doit noter que bien qu'animés, les carnivals bordelais furent toujours beaucoup plus sages qu'ailleurs en raison de l'attitude méfiante et sévère des autorités envers ces festivités et des débordements qu'elles pouvaient entraîner. Il existe aux Archives départementales de la Gironde un dossier absolument délirant conservé parmi les procédures concernant le Tribunal Correctionnel de Bordeaux pour l'année 1910¹. Bien qu'il soit antérieur à la période étudiée ici, il est utile de le résumer car il montre la répression féroce des magistrats envers des farces qui, même si elles n'étaient pas d'un goût exquis, n'en étaient pas moins sans conséquences graves. Le 11 février 1910, huit jeunes gens d'Eysines, exerçant les professions de jardiniers ou d'agriculteurs, tous membres du comité carnavalesque de cette petite cité, eurent l'idée, après de copieuses libations, de fabriquer

un *Bonhomme Carnaval*, mannequin rempli de paille et vêtu de détroques. Ne voulant pas le laisser asexué, ils placèrent en un endroit qu'on imagine facilement une carotte et deux petites pommes de terre et le promènèrent au son du tambour dans les rues du centre ville, réservant la vue des trois légumes aux seuls initiés car ils avaient pris la peine de les cacher sous une toile. Hélas pour eux, un pharmacien fut outré par pareil spectacle et déposa plainte auprès du Garde-Champêtre. Celui-ci se mit à la recherche des délinquants et les trouva dans une auberge, accompagnés du mannequin ; immédiatement, il confisqua la carotte et les deux pommes de terre et dressa un procès-verbal pour *outrages à la morale publique* qu'il adressa au Procureur de la République siégeant à Bordeaux. Quelques jours plus tard, le pharmacien écrivit au Procureur pour adresser une plainte très officielle pour *outrages aux bonnes mœurs*. Ce dernier, loin de classer l'affaire, malgré une lettre du Maire d'Eysines le priant de considérer la minceur du dossier, se montra inflexible et ouvrit une information. Après toute une procédure, faite de commissions rogatoires, d'interrogatoires et de confrontations, le procès eut lieu le 7 mai 1910. Sept des huit jeunes gens, malgré les excellents renseignements recueillis sur leur compte, furent condamnés chacun à payer 16 francs d'amende avec inscription de la peine au casier judiciaire. Le huitième,

1. A.D.Gir. 3U6135. Le délai de communication au public n'étant pas encore atteint, nous ne donnerons pas ici le nom des protagonistes.



Fig. 1. - Affiche du carnaval de Bordeaux
(Bordeaux, coll. Musée d'Aquitaine).



Fig. 2. - Affichette du carnaval de Bordeaux.

mineur, fut jugé comme ayant agi sans discernement et remis à ses parents. Cette aventure ne fut certainement pas unique en son genre puisqu'en 1928 la municipalité bordelaise reprit des prescriptions remontant à 1841 rappelant que les travestissements de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte à la décence étaient prohibés². Après toutes ces restrictions, on comprend aisément que les comités carnavalesques girondins se soient montrés prudents dans leurs initiatives...

Ce préambule achevé, indiquant les limites dans lesquelles devaient se dérouler les festivités, parlons donc des cavalcades bordelaises des années 1950.

Contrairement à maintenant, il existait alors plusieurs défilés annexes organisés par les comités de quartiers ; ils étaient l'occasion de distribuer des prix aux chars qui devaient parcourir en apothéose les rues du centre de Bordeaux. Ce grand défilé était annoncé quelques jours à l'avance dans la presse et par des affiches, dont l'une, celle de l'édition 1956, fut dessinée par le peintre bordelais Gaston Marty (1905-1977) qui était alors professeur à l'École Municipale des Beaux-Arts (fig. 1). Certains

commerçants, qui avaient participé au projet par un don, accrochaient à leurs vitrines une affichette de "Membre Bienfaiteur" (fig. 2). La cavalcade attirait une foule bien plus considérable qu'aujourd'hui, essentiellement populaire, soucieuse et avide d'admirer les chars présentés par les comités carnavalesques de Bordeaux et des environs, rivalisant d'imagination, de savoir-faire et d'originalité dans l'élaboration de ces constructions vouées à une existence se bornant à un après-midi.

Dès treize heures, la foule convergeait vers le centre de la ville, chacun voulant être bien placé pour voir passer le défilé ; détail pittoresque, certaines personnes âgées arrivaient munies de chaises pliantes afin d'être confortablement installées pendant le spectacle. En l'attendant, le public se divertissait de menues attractions ; des enfants masqués et costumés en *Pierrots*, en *cow-boys* ou en *Zorro* pour les garçons, en *fées*, en *Colombines* ou en *marquises* pour les filles, se faisaient admirer et photographier, le visage radieux, en attendant d'aller se présenter devant le jury qui décernait des prix à ces bambins (fig. 3 et 4).

2. *Carnaval es arribat*, 1982, p. 57.



Fig. 3. - Enfants costumés.



Fig. 4. - Groupes de jeunes Pierrots.



Fig. 5. - Un groupe de *Marias-Salopes* cours de l'Intendance.



Fig. 6. - Un groupe de *Marias-Salopes* cours Georges Clemenceau.



Fig. 7. - Mascarón de la porte de l'ancien magasin Tisné, 8 rue Bouffard.



Fig. 8. - Le magasin Au carnaval, 2 cours Pasteur.

Du lointain arrivaient des sons de musique instrumentale et de chants virils ; c'étaient les élèves de l'École des Beaux-Arts qui ne participaient pas officiellement au défilé mais qui sillonnaient les principales artères du centre. Comme ils étaient réputés turbulents, les agents de ville avaient un œil sur eux pour prévenir tout désordre ; c'était prudent car, avec ces farceurs impénitents tout pouvait arriver. Une année, la fanfare de l'École des Beaux-Arts déboucha sur le cours de l'Intendance suivie de ses accompagnateurs ; malgré l'interdiction faite de revêtir ce jour là des habits religieux, un étudiant (suivi du massier) ouvrait la marche déguisé en curé. Étrange curé, vêtu d'une soutane noire, coiffé d'une barrette de même couleur, tenant d'une main un bréviaire, de l'autre un saucisson et la taille ceinte d'un chapelet de saucisses ! Malheureusement pour lui, l'étudiant n'avait pas prévu que les chiens seraient attirés par l'odeur de la charcuterie, aussi, fut-il obligé, pendant toute la durée du défilé, de donner des coups de pied à droite et à gauche pour éloigner les importuns à quatre pattes. Son désir d'amuser la foule avait dépassé ses espérances ! D'autres étudiants tenaient des seaux contenant un liquide indéfinissable qu'ils menaçaient de lancer sur les spectateurs du premier rang. *J'espère que ces petits imbéciles ne vont pas faire de scandale* fulminait un agent de ville ; crainte inutile, ce jour là ils furent sages comme des images.

Des étudiants, mais le plus souvent des apprentis, faisaient leur apparition déguisés en femmes dans des oripeaux sales et défraîchis qui avaient été à la mode une bonne cinquantaine d'années auparavant ; ces curieux travestis que les bordelais appelaient pittoresquement des *Maries-Salopes* n'étaient pas ce qu'on faisait de mieux dans le domaine du bon goût mais ils déclenchaient l'hilarité générale. A cette époque, où chacun se faisait un devoir d'être propre et bien mis de sa personne, ces groupes de jeunes gens vêtus de défroques, l'un tenant une balayette en guise de sceptre, un autre la tête recouverte d'une

passoire avaient tout pour étonner (fig. 5 et 6). Afin d'être ainsi revêtus, ils avaient passé des semaines à dénicher toutes les horreurs possibles dans les greniers de leurs grands-parents en n'oubliant pas d'ajouter à leurs couvre-chefs démodés ces fruits artificiels déjà passablement ridicules dont les élégantes du début du XXe siècle aimaient orner leurs chapeaux.

Je fus le témoin, une année, d'une scène cocasse : une *Marie-Salope* poussait devant elle un landau dans lequel était installé un porcelet, l'ensemble était déjà comique mais ce qui le fut le plus, involontairement cette fois, ce fut la fuite éperdue du petit cochon quand il entendit les premières mesures de l'air joué par une fanfare et la course poursuite qui s'ensuivit. Je n'ai jamais su si le pauvre garçon récupéra son nourrain mais le cochon et son maître parcoururent tout le cours de l'Intendance... Ces joyeux lurons déclencheraient-ils aujourd'hui les mêmes cascades de rires ? A vrai dire, j'en doute sérieusement et ce pour la bonne raison que nous croisons tous journellement dans le centre de Bordeaux des gens qui, vêtus comme ils le sont, auraient provoqué l'hilarité générale lors des cavalcades des années 1950 et auraient été immédiatement conduits au poste de police le plus proche les autres jours. En écrivant ces lignes je pense aux punks qui hantent le haut de la rue Sainte Catherine et le cours Victor Hugo...

Passant et repassant, des marchands ambulants proposaient des masques, des confettis, des serpentins, des langues de belle-mère ou des chapeaux de carton que les adultes achetaient pour leurs enfants mais aussi pour leur usage personnel. Ces marchands, eux-mêmes affublés d'accessoires de cotillons étaient, pour la plupart d'entre eux, des marchands et des marchandes des quatre saisons qui abandonnaient, l'espace d'un après-midi, leurs fruits et leurs légumes pour se consacrer à la vente des confettis ; il arrivait que des camelots professionnels viennent de l'extérieur pour la circonstance, proposant des trompettes en fer blanc peintes de vives couleurs, des mirlitons, de petits

pétards et des crapauds, sortes de petites balles en papier fin bourrées de sable contenant une capsule de fulminate de mercure qui, jetés à terre avec violence, produisaient un bruit sec et une odeur de poudre brûlée. A leurs éventaires figuraient aussi des pistolets à amorces copiés plus ou moins fidèlement sur les pistolets américains du XIXe siècle, accessoires indispensables aux gamins déguisés en cow-boys.

Tous ces articles étaient également vendus par les magasins *Tisné*, 8, rue Bouffard (le mascarón représentant une tête de Pierrot ornant l'encadrement de la porte d'entrée existe encore) (fig. 7) et *Au Carnaval*, 2, cours Pasteur (fig. 8) dont la devanture en mosaïque existe toujours. Les Libournais achetaient leurs accessoires de cotillons et leurs masques au *Bazar de l'Hôtel de Ville*, véritable institution libournaise, propriété de la famille Barthélémy, où ils étaient présentés dans de somptueux étalages réalisés par le décorateur Géo Servant. Il est difficile de parler de mode pour de tels objets et pourtant, comme ceux qui sont parvenus jusqu'à nous semblent vieillis ! Mélange de papier et de carton, ils possèdent un je-ne-sais-quoi d'artisanal qui fait un contraste saisissant avec l'actuelle fabrication réalisée en matière plastique aux couleurs vives, souvent fluorescentes, alors que dans les années 1950, les teintes de ces articles étaient douces, voire tendres. Pour la plupart, ces masques représentaient des visages européens aux traits grotesques (fig. 9) mais il y en avait aussi aux traits négroïdes ou asiatiques. On trouvait aussi des masques représentant le visage de personnages de bandes dessinées : Bibi Fricotin et Les Pieds Nickelés avaient la vedette. Le cinéma était représenté par des personnages de Walt Disney (Blanche Neige et les sept nains ou Peter Pan) mais, surtout, par Charlot et son célèbre petit chapeau. On vendait aussi des loups de velours ou de satin ornés de paillettes brillantes.

Enfin commençait la cavalcade.

Chaque comité défilait³ suivant un ordre précis devant le public : en premier lieu venait une batterie fanfare, elle-même précédée d'un drapeau français (car elles étaient les héritières des sociétés patriotiques créées après la défaite de 1870 et portaient à ce titre des noms tel qu'*Alerte*, *Vigilante* ou *Pro Patria*), ensuite venaient les voitures officielles transportant les membres du comité, ces véhicules ornés de fleurs en papier crépon étaient suivis des grosses têtes. Puis arrivaient les chars, chacun étant tirés par un ou deux tracteurs. N'imaginons pas, cependant, un ordre presque militaire, de temps en temps une fanfare s'arrêtait pour jouer un air, il régnait une joyeuse pagaille. Les musiciens étaient vite recouverts de serpentins et de confettis lancés par les enfants.

Puis, le cortège, dépassant le cours de l'Intendance, s'immobilisait un moment devant l'estrade placée en face du Grand-Théâtre pour abriter les membres du Jury. C'est là que les chars



Fig. 9. - Un masque.

étaient jugés et classés. A côté des chars présentés de nos jours, ceux des années 1950 étaient d'une taille gigantesque. A cela une raison très simple : dans ces comités carnavalesques, si actifs à cette époque, il se trouvait toujours un décorateur ou un étalagiste professionnel qui concevait bénévolement le char, les autres membres se plaçant sous sa direction pour en assurer la réalisation qui durait des mois entiers. Construits en carton moulé et peint, ils étaient souvent d'une grande finesse dans les détails (fig. 10 et 11). Leurs sujets étaient des plus variés : Sa Majesté Carnaval tenait bien sûr la première place ; personnage ventripotent, la tête ceinte d'une couronne dorée, habituellement barbu, il était placé par les carnavaliers dans toutes les situations possibles : *Carnaval part à la chasse*, *Carnaval déguste les vins de Bordeaux*, *Carnaval voyage dans la Lune*... Nombreux étaient ceux qui représentaient *Carnaval sur la Riviera*, en référence à la chanson *Sur la Riviera*, dont les paroles étaient :

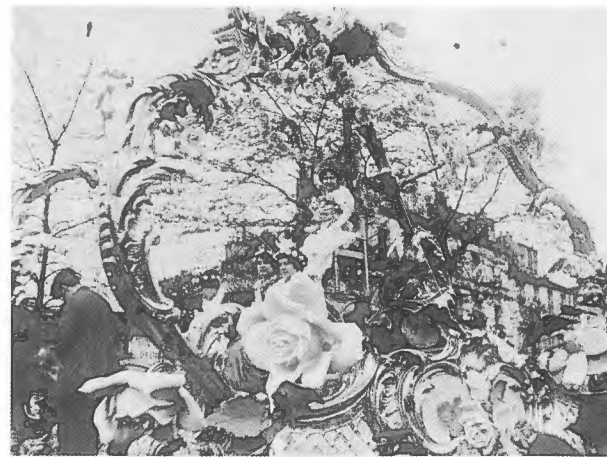
*Nice est en folie
C'est le soir du Carnaval
Les femmes jolies
Aux bras des galants ouvrent le bal.*

Cette chanson était diffusée dans la version chantée par Reda Caire, la foule reprenait en chœur le refrain :

3. Durant quelques années le carnaval fut précédé d'une caravane publicitaire.



Fig. 11. - Un char.

Fig. 10. - Un char devant le Grand Théâtre
(cliché A.M.Bx.).

*Sur les bords de la Riviera
Où murmure une brise attristée
Chaque femme a rêvé là-bas
D'être belle et toujours adorée.*

Ce comportement du public peut étonner aujourd'hui mais n'oublions pas que jusqu'en 1955, chaque dimanche, parmi les camelots, se trouvaient des marchands de chansons qui vendaient les partitions des chansons qu'ils faisaient chanter aux chalands. Pour cela, ils arrivaient en portant une estrade sur laquelle ils montaient et une corde qu'ils tendaient entre deux arbres, les chansons étant tenues à la corde par des pincettes à linge. Aussi le public populaire des cavalcades connaissait-il parfaitement tous ces succès d'un autre temps car, c'est une caractéristique des carnivals bordelais, les airs joués par les fanfares ou par la sonorisation n'étaient que des succès surannés. On pouvait entendre :

*Si tu veux faire mon bonheur
Marguerite, Marguerite
Si tu veux faire mon bonheur
Marguerite, donne moi ton cœur.*

Ou encore :

*Nuits de Chine
Nuits câlines
Nuits d'amour
Nuits d'ivresse
De tendresse
Où l'on croit rêver jusqu'au lever du jour
Nuits de Chine*

*Nuits câlines
Nuits d'amour.*

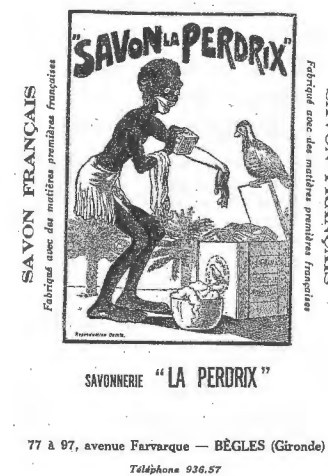
Cette dernière chanson accompagnait généralement les chars – fort nombreux – représentant des scènes inspirées des pays d'Extrême Orient. Ces constructions étaient agrémentées de lampions dont on se demande encore comment l'un d'eux n'entraîna pas une catastrophe, mais, de ce temps, les règlements préventifs étaient pour le moins défaillants. Ces chars étaient bien naïfs mais charmants ; exotisme de pacotille, objecteront certains et ils auront en partie raison, mais il n'empêche que plusieurs réalisations présentaient un réel intérêt décoratif. D'autres chars faisaient référence, eux, au continent africain mais, il faut l'avouer, avec un racisme certain. On vit, une année, un missionnaire en train de bouillir dans une marmite tandis que des jeunes gens vêtus de collants noirs, de pagnes en raphia et le visage recouvert de masques aux traits négroïdes criaient : « *Nous y en a bons nègres, nous y en a faire joulie bamboula* » pendant que près d'eux, des musiciens jouaient et chantaient un refrain qui fit la gloire de Félix Mayol :

*A la cabane bambou, bambou
A la cabane bambou, you.*

Ou :

*A la Martinique
Martinique, Martinique
C'i ça qu'est chic*

*On enlève le caleçon pour dîner le soir
Et tout le monde est en noir.*

Fig. 12. - Publicité
du savon *La perdrix*.

Le public s'amusait de ces bêtises sans songer que ce département français est en Amérique et que les mœurs de ses habitants sont sensiblement différentes de celles des Africains. Ce n'était pas très fin mais caractéristique d'une époque ; n'oublions pas que de ce temps on pouvait voir, sur tous les supports possibles, la publicité du savon *La Perdrix*, dont l'usine était située à Bègles, qui représentait un jeune Africain se lavant avec ce produit qui rendait blanc un de ses bras (fig. 12). D'autres carnavaliers s'inspiraient des spectacles à la mode du jour. En 1952, par exemple, le comité des fêtes de Saint Sulpice de Faleyrens conçut un char ayant pour sujet *Violettes impériales* d'après l'opérette de Vincent Scotto ; cette réalisation, absolument superbe, faite d'un océan de fleurs en papier crépon mauve (fixées sur des armatures de grillage) qui dut nécessiter des mois de labeur, récolta sur son passage des tonnerres d'applaudissements. Le lendemain, en ouvrant leur journal, les Bordelais apprirent qu'il avait obtenu le premier prix⁴. Le comité carnavalesque de Saint Sulpice de Faleyrens, petite commune située près de Libourne, était connu de ce temps pour ses chars d'une importance bien étonnante pour un village comptant une si faible population. Son savoir-faire lui permettait de rivaliser avec les principaux comités carnavalesques girondins tels que *Le masque béglais*, *L'aurore de La Forêt*, les comités de *Le Vigean*, de *Lestennat* ou d'*Eysines*, par exemple. Avec son char le comité de Saint Sulpice de Faleyrens avait réussi un véritable exploit technique mais pas une nouveauté ; dès les années 1930, les gens de la campagne proche de Libourne avaient pris l'habitude de décorer leurs voitures (fig. 13) et leurs bicyclettes, cette initiative donnant même lieu à des concours.

Fig. 13. - Voiture
décorée de fleurs.

Certes, les chars étaient magnifiques, mais comme le public de ce temps là était enthousiaste ! Il est difficile d'imaginer aujourd'hui la liesse de ces jours là. Les comités étaient accueillis par la foule massée sur quatre ou cinq rangs tout au long du parcours par des jets de confettis et de serpentins visant les garçons et les filles figurant sur les chars ; eux-mêmes en lançaient sur le public. Munies de petits troncs, des femmes accompagnaient les chars en quête pour le compte des comités. Ces explosions de joie avaient une cause historique : en ces années 1950, les souvenirs de l'occupation allemande étaient encore très proches, bien des Bordelais avaient subi de dures privations, d'autres avaient connu l'épreuve de la captivité ou de la déportation, aussi, pour tous, les cavalcades étaient l'occasion d'exprimer la joie du bonheur retrouvé.

Une fois le défilé terminé, certains chars regagnaient leurs communes ou leurs quartiers respectifs alors que d'autres partaient pour Caudéran où avait lieu un petit défilé et l'incinération de *Monsieur Carnaval* après qu'il ait été jugé, mais la place de la Comédie et le cours de l'Intendance ne se vidaient pas pour autant, ils étaient envahis par ceux qui s'adonnaient aux batailles de confettis. Enfin, le soir arrivant, les rues retrouvaient leur calme et les employés municipaux chargés du nettoyage ramassaient à la pelle une masse de confettis et quelques fleurs de papier perdues par les chars.

Ce fut dans les années 1970 que les cavalcades bordelaises commencèrent à décliner : les carnavaliers semblaient en panne d'inspiration, les mêmes thèmes revenaient chaque année mais de plus en plus mal réalisés. Autres temps, autres mœurs, la marmite où bouillait le missionnaire ne faisait plus rire personne ; comme le disait une brave femme avec bon sens (et l'accent des Capucins) « *Ça commence à faire rengaine !* » Il semble que ceux qui fabriquèrent les magnifiques chars des années 1950 aient emporté leurs secrets dans leurs tombes. Les

4. "Sud-Ouest", 27 février 1952

musiciens jouaient les mêmes airs mais avec de nombreux couacs ; une fanfare, dont nous tairons le nom par charité, ne semblait connaître qu'un air qu'elle jouait de temps en temps, l'essentiel de sa prestation se limitant à un défilé où les percussions marquaient le pas : c'était consternant. Quant aux drapeaux français, ils avaient été mis au placard depuis longtemps, comme s'ils avaient été des vieilleries encombrantes. Cette routine naquit aussi, il faut le dire, du fait que les comités ne surent ou ne voulurent pas renouveler leurs dirigeants, ceux-ci, hommes mûrs dans les années 1950 étaient devenus, vingt ans plus tard, des vieillards avec tout ce que cela implique de manque d'enthousiasme et, surtout, d'esprit novateur. Charmante dans les années 1950, la énième audition de vieux succès de la chanson était devenue insupportable dans les années 1970, surtout pour les jeunes. Le fossé séparant chaque génération était devenu un précipice. Fait plus grave, les Bordelais n'étaient plus les acteurs du carnaval mais de simples spectateurs d'un défilé chaque année de plus en plus policé et aseptisé, toute improvisation étant mal vue. La bourgeoise tranquillité de Bordeaux y gagna peut-être mais pas l'esprit du carnaval. Le

coup de grâce donné au traditionnel défilé le fut par la création de multiples groupes de majorettes, ces formations alors si à la mode donnèrent un aspect nouveau au spectacle en lui ôtant une bonne part de son côté grotesque et délirant ; en voulant copier une institution américaine, les organisateurs détruisirent tous leurs acquis ; il est vrai que depuis quelques années, les enfants costumés et les *Maries-Salopes* n'étaient plus que des souvenirs et que bien des comités ne participaient plus au défilé depuis longtemps...

Afin d'illustrer ces pages, j'aurais aimé publier la photographie d'une fleur en papier provenant d'un de ces chars des années 1950, je me souvenais en posséder une, ramassée un soir de cavalcades ; je l'ai retrouvée au fond d'un tiroir, cette minuscule épave du passé, mais en quel état... Fripée, fanée, elle nous rappelle qu'en ce monde tout est éphémère. A part quelques photographies en noir et blanc publiées dans la presse qui ne donnent qu'une idée très imparfaite de ces réalisations, il ne reste presque rien des carnivals d'autrefois, seuls subsistent les souvenirs. N'est-ce pas le plus important ?

Bibliographie

Carnaval es arribat. Catalogue de l'exposition du Musée d'Aquitaine. Bordeaux, 1982.

Activités et manifestations de la Société archéologique de Bordeaux



Assemblée statutaire du 14 mars 2004

Rapport moral

Au cours de l'année 2003, les activités de la Société archéologique de Bordeaux ont été les suivantes :

Assemblées mensuelles

11 janvier : Françoise Giron, *Les tombeaux des archevêques de Bordeaux, XIXe-XXe siècles*.

8 février : Michèle Peyrissac, *Le Prieuré des Bénédictines*.

12 avril : Renée Leulier, *Le lotissement de l'ancien hôtel de la Monnaie à Bordeaux au XVIIIe siècle*.

17 mai : Jean-Claude Huguet, *L'établissement gallo-romain de la Sauvetat à Baigneaux*.

14 juin : Michelle Gaborit et Henri Bruneau, *Les Techniques de la dorure sur parchemin au Moyen-Age, quelques exemples de manuscrits de la bibliothèque de Bordeaux*.

11 octobre : Michèle Peyrissac, *Le Couvent des Chartreux de Bordeaux*.

8 novembre : Marie-France Lacoue-Labarthe, *A propos de la Maison Viaut (2e partie)*.

6 décembre : Julie Stevenson, *Un manuscrit médiéval de la Bibliothèque municipale de Bordeaux : l'histoire romaine de Tite-Live*.

Cercle numismatique Bertrand Andrieu

19 janvier : Jean-Marie Debruge, *Conditions, moyens et méthodes d'étude d'un dépôt monétaire*.

16 février : Pierre Lecoeur, *Les Cyzicènes*.

23 mars : Présentation d'ouvrages numismatiques.

13 avril : Sylvain Marchand, *Les monnaies de la bataille d'Actium*.

18 mai : Michel Weidemann, *Les ouvrages anciens de numismatique et leur illustration*.

15 juin : Jean-Pierre Bost, *Le trésor d'aurei de Montans (Tarn)*.

19 octobre : Koray Konuk, *Identification de Telmessos de Carie par la numismatique romaine*.

16 novembre : Dominique Ursy, *Les monnaies de la République romaine (2e partie)*.

21 décembre : Pierre Lecoeur, *Les monnaies d'or de l'Italie du sud et de la Sicile au XIIIe siècle*.

Groupe Jules-Delpit

25 janvier : Marie-France Lacoue-Labarthe, Laurent Chavrier, Caroline Le Mao, Pierre Coudroy de Lille, *La maison Viaut, rue de la Rouselle*.

- 22 février : Frédéric Boutouille, *Le palais de l'Ombrière au Moyen Age*.
- 29 mars : Béatrice Haurie, *A propos des marbres de Soulès à Bordeaux*.
- 26 avril : Ezéchiél Jean, Frederic Boutouille, Wandel Migeon, Pierre Régaldo-Saint Blancard, Sandrine Lavaud, *A propos des défenses médiévales du quartier de la Rousselle*.
- 24 mai : Ezéchiél Jean et Sébastien Schoonbaert, *Un cadastre de Bordeaux 1811-1819*.
- 28 juin : Patrick Lemaitre, *Surprises et découvertes à la flèche nord-ouest de la cathédrale Saint-André*.
- 25 octobre : Marc Favreau, *Reliques, reliquaires et orfèvreries des églises bordelaises pendant le grand siècle (1598-1715)*.
- 22 novembre : Renée Leulier, *Deux hôtels de Portier : l'hôtel de Ruat et l'hôtel Lecomte de Latresne*.
- 13 décembre : Jean-François Fournier, *Les fêtes du carnaval à Bordeaux dans les années 1950*.

Cours public

Bordeaux et la Garonne :
nouvelles donnes archéologiques

- 19 février : Gérard Sandoz, *Le parc de stationnement des Salinières*.
- 26 février : Frédéric Gerber, *Le parc de stationnement de Jean-Jaurès*.
- 5 mars : Stéphane Konik et Chantal Leroyer, *Géologie et paléoenvironnement*.
- 12 mars : Patricia Sibella, *Epave et fragments de bateaux*.
- 19 mars : Thierry Martin, *La céramique fine antique*.

Visites et journée d'études

- 7 juin : Exposition Vénus et Caïn, visite conduite par Joëlle Perroux, archéologue à l'INRAP.
- 22 juin : Journée d'études : archéologie médiévale à Mimizan, archéologie sous-marine à Sanguinet.
- 29 novembre : L'Eglise Saint-Bruno restaurée et le cimetière de la Chartreuse, visite conduite par Robert Coustet, Brigitte Benjamin.
- 6 décembre : Saint Augustin, musée d'Aquitaine, visite conduite par Anne Ziégélé.

13 décembre : Les deux statues antiques découvertes à Saint-Gorges-de-Montagne, visite conduite par Anne Ziégélé, musée d'Aquitaine.

Participations à des expositions

- La SAB a participé par ses prêts et l'engagement de ses membres à des expositions :
- Musée d'Aquitaine
 - Bi-centenaire de l'anniversaire de la paroisse Notre-Dame de Bordeaux
 - Léo Drouyn, aquafortiste, Archives départementales de la Gironde
 - Musée de Saintes, ville de Talence, musée de Nevers.

Publications

- Mars : Tome 92
- Octobre : Bordeaux baroque
- Octobre : L'art du fer forgé
- Décembre : L'hôtel Leberthon

Assemblée générale

L'assemblée générale statutaire s'est tenue le 16 mars 2003. Elle a été présidée par M. Jean-François Lhéreté, directeur général des affaires culturelles de la ville de Bordeaux. Le rapport moral a été lu par Mme Nicole Palard et le rapport financier par M. Xavier Roborel de Climens. Ces deux rapports ont fait l'objet d'une approbation à main levée.

La remise des diplômes et des médailles s'est déroulée comme suit :

médailles de la ville de Bordeaux

- médaille de bronze : Mme Anne Ziégélé
- médaille d'argent : M. Wiedmann

diplômes de la S.A.B. : Frédéric Gerber, Stéphane Konik, Chantal Leroyer, Patricia Sibella, Thierry Martin.

Le diplôme jubilaire pour 50 ans de présence et d'activité au sein de la S.A.B. a été attribué à Mme Roudié.

Mme de Boysson, conservateur du Musée des Arts décoratifs, a présenté un exposé sur les derniers enrichissements du musée.



Société archéologique de Bordeaux
Cercle numismatique Bertrand-Andrieu

Procès-verbaux des séances de l'année 2003

Abréviations bibliographiques

BMC	Catalogue of the Greeks Coins in the British Museum, Londres, 1873-1927, 29 vol.
Bodenstedt	Fr. Bodenstedt, <i>Die Elektronmünzen von Phokaia und Mytilene</i> , Tübingen, 1981, 390 p.
Brett	A. Baldwin Brett, <i>Catalogue of Greek Coins</i> , Boston : Museum of Fine Arts, 1955, 340 p.
C	H. Cohen, <i>Description historique des monnaies frappées sous l'Empire romain</i> , 2e éd., Paris, 1880-1892, 8 vol.
Friedberg	R. Friedberg, <i>Gold Coins of the World</i> , New-York, 3e éd., 1971
Fritze	H. von Fritze, <i>Die Elektronprägung von Kyzikos, eine chronologische Studie</i> , dans <i>Nomisma</i> , t. 7, Berlin, 1912, p. 1-38.
Kowalski	H. Kowalski, <i>Die Augustalen Kaiser Friedrichs II von Hohenstaufen</i> , 1976.
Sear	D. R. Sear, <i>Greek Coins and their Values</i> , Londres, t. 1. <i>Europa</i> , 1978 ; t. 2. <i>Asia and Africa</i> , 1979.

Liste des membres de la Société archéologique ayant participé aux travaux du Cercle

MM. Bardet, Bost, Debruge, Delpit, Lecœur, Lhospital, Marchand, Pujo, Robert, Sénac, Ursy, Wiedemann.

Composition du bureau pour l'année 2003

Président : Dr Debruge.
Vice-présidents : MM. Bardet et Pujo.
Archiviste-bibliothécaire : M. Lecœur.
Conseiller et trésorier : M. Wiedemann.
Secrétaire : M. Sénac.

Séance du 19 janvier 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

Dr Debruge : « Conditions, moyens et méthode d'étude d'un dépôt monétaire ».

La communication est illustrée par la projection de diapositives.

Séance du 16 février 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Lecœur : « Les Cyzicènes ».

Cyzique, actif port de pêche et de négoce près de la côte asiatique de la Propontide, a émis d'environ 550 à 330 avant notre ère un monnayage en électrum - statères et hectés, voire divisionnaires - qui a exercé une fonction considérable dans les opérations commerciales et financières entre la Grèce et les contrées riveraines du Pont-Euxin. Ces pièces, anépigraphes mais toujours marquées d'un thon, emblème civique, se distinguent par un aloi relativement variable, la fixité du poids, l'immuabilité du revers en carré creux quadriparti, et à l'avers une profusion typologique. Les motifs multiples des images, on en dénombre quelque 240, sont inspirés souvent d'ouvrages étrangers.

L'importance prise si longtemps sur de vastes espaces par ses monnaies ne laisse pas d'étonner, s'agissant d'une ville de taille moyenne, jamais indépendante, sous l'hégémonie tantôt de l'Empire perse tantôt d'Athènes, donc sans puissance politique. Il a fallu sans doute à l'autorité locale responsable une habileté manœuvrière et une continuité de vue pas ordinaires pour assurer le fonctionnement régulier de l'atelier, avec le maintien des qualités techniques des espèces. Il a fallu aussi la tolérance, pour le moins, des tutelles successives. Quant à déterminer comment a pu s'établir, puis s'étendre tant, l'acceptation conventionnelle des cyzicènes comme instrument interrégional commode et profitable de change et de règlement, les données d'un tel consensus demeurent largement problématiques.

L'histoire de ces devises n'en informe pas moins de façon expressive à maints égards sur les comportements du monde économique de la Grèce classique.

La communication est illustrée par la présentation d'illustrations et de monnaies, dont :

Cyzique (Mysie), statère d'électrum anépigraphe, environ 370 av. J.-C., 16,02 g, 17×14 mm, Fritze 164 (et pl. V, 12) ; Brett 1525.

Phocée (Ionie), hecté d'électrum anépigraphe, environ 480 av. J.-C., 2,59 g, 9 mm, Sear 4529 ; B.M.C. 214,76 ; Bodensstedt 30.

Présentation :

M. Wiedemann : Portrait gravé de Raphaël Trichet Du Fresne, chargé du cabinet des médailles de la reine Christine de Suède, attribué autrefois à Varin.

Séance du 23 mars 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Séance à thème :

« Présentation de livres de numismatique ».

M. Debruge : PRICE (Martin), *Coins of the Macedonians*, New-York : Durst, 1974, 47 p. + 16 pl. ; 21 cm — PITCHFORK (Colin E.), *The Jon Hosking Collection of Ptolemaic Coins*, Sydney : Nicholson Museum, ..., 2000, XXI-72 p. ill. ; 24 cm — GÖBL (Robert), *Sasanian Numismatics*, New-York : Durst, 1990, X-97 + 16 tabl. + 16 pl. ; 27 cm.

M. Ursy : SOMBART (Stephan), *Catalogue des monnaies royales françaises de François Ier à Henri IV (1540-1610)*, Paris : Les Chevaliers-légers, 1997, 560 p. ill. ; 30 cm (Franciae IV).

M. Delpit : SPOONER (Franck C.), *L'économie mondiale et les frappes monétaires en France 1493-1680*, Paris : Colin, 1956, 544 p. + 29 pl. ; 25 cm (École pratique des hautes études - VIe section, Centre de recherches historiques).

Présentations :

M. Marchand : Deultum (Thrace), monnaie coloniale romaine à l'effigie de l'impératrice Tranquillina, épouse de Gordien III (238-244), br., 6,785 g, 23 mm, 7 h, C 25.

M. Wiedemann : Pièces en euro faisant partie des séries autres que française, et monnaies bimétalliques argentine et chilienne.

Séance du 13 avril 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Marchand : « Les monnaies de la bataille d'Actium (31 av. J.-C.) ».

Le promontoire d'Actium a été témoin d'un des plus grands événements de l'histoire : la bataille navale entre Octave et Marc Antoine, le 2 septembre 31 av. J.-C., qui a causé la perte de l'empire égyptien des Ptolémées, accéléré la chute de la République romaine et confirmé la suprématie de l'Occident et de Rome, tout en générant une variété et une quantité de monnaies d'un intérêt historique considérable.

Alors qu'il formait avec Octave et Lépide le second triumvirat, Marc Antoine s'éprit de Cléopâtre et fit passer les intérêts de l'Égypte avant ceux de Rome. A la série de deniers où figurent les portraits de deux triumvirs sur trois (1) succéda un célèbre denier, frappé à l'automne 34 à Alexandrie : il unissait Cléopâtre à l'avers et Marc Antoine au revers (2). Alexandrie semblait désormais menacer Rome. Octave fut obligé d'intervenir.

Antoine et Cléopâtre se rendirent à Éphèse puis à Patras (Grèce). C'est à cet endroit, à la veille de la bataille d'Actium (32/31 av. J.-C.), que les fameux deniers des légions de Marc Antoine auraient été frappés (3). Une légion était composée de 10 cohortes, et chaque cohorte (composée de 6 centuries) comportait un peu plus de 500 hommes. Un denier correspondait à peu près à la solde quotidienne d'un légionnaire. Les deniers de cette époque ont un poids théorique de 3,96 grammes et un titre de 950 millièmes. Ces deniers légionnaires, dans un contexte de guerre civile, furent frappés en quantité mais contiennent une faible teneur en argent (750 à 850 millièmes de fin seulement). Ces deniers circulèrent longtemps, jusque sous le règne de Septime Sévère, où ils furent enfin thésaurisés, car le denier officiel était devenu de plus mauvais aloi. Cette longue période de circulation (plus de 200 ans) explique qu'on les trouve souvent dans un état d'usure avancée.

L'avvers de ces monnaies est toujours le même, à savoir une galère prétorienne (trirème) voguant à droite avec l'*acrostolium* (ornement de proue). La légende de l'avvers est ANT AVG au-dessus, III VIR R P C à l'exergue, pour *Antonius augur triumphus rei publicae constituendae* (Antoine augure, triumvir pour la restauration de la République). Au revers figure, sauf cas particuliers (voir plus loin), l'aigle légionnaire (*aquila*) tournée à droite entre deux étendards (*signa*). Une légende semi-circulaire se rencontre sur les revers spéciaux : corps des éclaireurs, garde prétorienne et trois légions nommées. Pour tous les autres deniers, on retrouve la légende de revers clas-

sique : LEG à gauche, numéro de légion (en chiffres romains) à droite, pour *legionis...* (de la légion numéro...). On connaît des deniers de Marc Antoine pour 23 légions, les frappes des 7 dernières, de 24 à 30, n'ayant jamais été vues, si elles existent. Les numéros de certaines légions se retrouvent écrits sur les monnaies sous différentes formes : 4 (IV ou IIII, plus rare), 9 (IX ou VIIII), 14 (XIV ou XIIII), 18 (XVIII ou XIIX) et 19 (XIX ou XVIII). Trois légions sont parfois nommées, dans une légende semi-circulaire au revers : la légion 12 *Antiqua* (ce qui signifie « ancienne », dans le sens de quelqu'un qui a prouvé sa valeur par le passé), avec la légende LEG XII ANTIQVAE ; la légion 17 *Classica* (« la flotte », un bon surnom dans le cadre d'une bataille navale comme Actium) avec la légende LEG XVII CLASSICAE ; et la légion 18 *Libyca* (« libyenne ») avec la légende LEG XVIII LIBYCAE.

Le corps particulier des éclaireurs regroupait les éclaireurs, les messagers et aussi les espions. Dix *speculatores* étaient normalement attachés à chaque légion. Marc Antoine préféra les regrouper dans une cohorte spéciale. Normalement, une cohorte comprenait 500 hommes, 10 fois moins que dans une légion, ce qui explique peut-être la rareté des deniers correspondants (4). On y voit au revers trois enseignes militaires sur chacune desquelles se trouvent deux couronnes, un bouclier et une proue de vaisseau. C'est le seul revers à représenter ces enseignes très particulières qui pourraient avoir un rapport avec des navires d'observation, les *speculatoria navigia* cités par César et aussi par Tite-Live. On peut y lire la légende revers (semi-circulaire) : CHORTIS SPECVLATORVM (la cohorte des éclaireurs).

Neuf cohortes prétoriennes constituaient la garde personnelle de l'*imperator* et de ses proches. Les deniers au nom de la garde prétorienne semblent encore plus rares que les précédents (5). On y trouve la légende revers (semi-circulaire) : CHORTIVM PRAETORIARVM (cohortes des prétoriens). Au revers figure à nouveau l'aigle légionnaire (*aquila*) tournée à droite entre deux étendards (*signa*).

Malgré les forces déployées par Marc Antoine et Cléopâtre, Octave remporta la bataille d'Actium, grâce à Agrippa, et l'Égypte devint une province romaine. En l'an 29, Octave entra triomphalement à Rome comme seul souverain du monde romain. Il y célébra un triple triomphe (13-15 août 29 av. J.-C.). Cette année-là eut lieu la dédicace de l'arc actien sur le Forum. On trouve une fort belle série de deniers frappés en Italie (vraisemblablement à Rome) pour le triomphe d'Octave. Des éléments iconographiques y rappellent toujours la victoire navale d'Octave à Actium : Octave en Neptune, Victoire perchée sur une proue de galère, Octave dans un quadriga triomphal, trophée naval, arc actien, colonne rostrale (rostris) et proues de navires, deux ancres le long de la colonne), tête

laurée de l'Apollon actien, etc. Un ultime denier républicain, frappé en 28 av. J.-C., fait figurer à l'avvers la tête nue d'Octave à gauche, avec la légende CAESAR (parfois DIVI F) COS VI, et au revers un crocodile (souvent gueule fermée) et queue tournée vers le bas en signe de soumission, accompagné de la légende AEGYPTO CAPTA (Égypte captive).

En 28 av. J.-C., Octave reçut le titre de *princeps senatus* au Sénat, et l'année suivante le *cognomen Augustus*. Après la mort de Lépide (en l'an 13 av. J.-C.), il devint *pontifex maximus*, assurant ainsi le contrôle sur la religion. Ainsi, sans bouleverser de façon radicale le fonctionnement des institutions, Auguste façonna un nouveau régime, le principat, grâce auquel était reconnue la prédominance d'un seul homme, le *princeps*, dans les affaires de l'État. Il fonda donc, sous le nom de principat, l'Empire romain. Un denier, plus tardif, commémore tout particulièrement la victoire d'Auguste à Actium. Frappé à Lyon entre 15 et 13 av. J.-C., il porte à l'avvers la tête nue d'Auguste à droite avec la légende AVGVSTVS DIVI F, et au revers l'Apollon actien debout à gauche, tenant la lyre, et la légende IMP X / ACT à l'exergue.

Citons également les célèbres « as de Nîmes » (6), qui furent émis à partir de l'an 29 av. J.-C. et jusqu'en 12 ap. J.-C. Ce sont en fait des *dupondii*, et on les retrouve fréquemment coupés en deux, un *dupondius* donnant ainsi logiquement deux as. Il est fort probable que Nîmes ait accueilli des vétérans ayant combattu à Actium et frappé ce monnayage pour les récompenser.

La gravure de l'avvers nous montre deux bustes nus adossés. Le premier regardant à gauche représente Agrippa, portant une couronne navale (rostrale). Le deuxième buste regardant à droite représente Auguste. Dans les premières phases du monnayage, celui-ci est nu-tête. Puis Auguste est couronné de chêne (couronne civique) et sur la dernière émission, il porte une couronne de lauriers. Sur cette dernière émission figurent aussi les lettres PP pour *Pater Patriae*, titre accordé à Auguste en l'an 2 av. J.-C. La légende comprend sur toute la durée du monnayage au crocodile les lettres IMP DIVI F. L'image du revers est composée d'un crocodile à droite colleté et attaché par une chaîne à une palme inclinée. La palme est surmontée à sa gauche par une couronne avec ses lemnisques. Deux palmettes sont placées sous le crocodile. On lit la légende COL NEM (*Colonia Nemausus*, colonie nîmoise). Le crocodile était déjà présent sur une monnaie accompagné de la légende AEGYPTO CAPTA (voir précédemment). Mais la gravure du *dupondius* au crocodile est tout à fait différente, et selon Alain Veyrac il s'agirait même d'un navire animalisé. Ainsi la queue relevée du saurien serait la poupe du navire et la mâchoire évoquerait le rostre. Enfin, la palme et la chaîne schématiseraient le mât et le cordage. Les petites palmes se trouvant sous le crocodile

devraient quant à elles être vues avec la grande palme et la couronne comme des vagues et le soleil et / ou le symbole de la victoire d'Actium.

La dernière évocation de la bataille d'Actium sur les monnaies romaines fut faite sur un denier de Marc Aurèle et Lucius Verus qui est une allusion directe aux deniers légionnaires de Marc Antoine (pourtant le grand perdant d'Actium, mais apparemment toujours considéré comme un héros). A l'avvers, on y retrouve la galère voguant à gauche et la légende ANTONIVS AVGV R P C et au revers l'aigle légionnaire tournée à droite entre deux étendards. La légende du revers est cette fois ANTONINVS ET VERVS AVGV REST / LEG VI pour *Antoninus et Verus augusti restitutores legionis sextae* (Marc Aurèle et Lucius Verus augustes ont restitué la sixième légion). La légion 6 joua un rôle très important tout au long de l'histoire de Rome. C'est elle qui est honorée par Marc Aurèle et Lucius Verus sur ce denier (frappé aux environs de l'année 168), commémorant très probablement le bicentenaire de la bataille d'Actium.

La communication est illustrée par la présentation d'une planche et de monnaies, dont :

(1) Denier, 41 av. J.-C. Asie mineure (Éphèse ?), C 8. M ANT IMP AVGV III VIR R P C M BARBAT Q P (tête nue de Marc Antoine à droite). R/ CAESAR IMP PONT III VIR R P C (tête nue d'Octave à droite).

(2) Denier, 34 av. J.-C. Alexandrie, C 1. CLEOPATRAE REGINAE REGVM FILIORVM REGVM (buste drapé et diadéme de Cléopâtre à droite). R/ ANTONI ARMENIA DEVICTA (tête nue de Marc Antoine à droite ; tiare arménienne derrière).

(3) Denier, 32-31 av. J.-C. Grèce (Patras ?), C 33. ANT AVGV / III VIR R P C (galère prétorienne voguant à droite). R/ LEG VI (aigle légionnaire tournée à droite entre deux étendards).

(4) Denier, 32-31 av. J.-C. Grèce (Patras ?), C 6. ANT AVGV / III VIR R P C (galère prétorienne voguant à droite). R/ CHORTIS SPECVLATORVM (trois enseignes militaires sur chacune desquelles se trouvent deux couronnes, un bouclier et une proue de vaisseau).

(5) Denier, 32-31 av. J.-C. Grèce (Patras ?), C 7. ANT AVGV / III VIR R P C (galère prétorienne voguant à droite). R/ CHORTIVM PRAETORIARVM (aigle légionnaire tournée à droite entre deux étendards).

(6) Dupondius, dit « as de Nîmes », 2 av.-12 ap. J.-C. Gaule (Nîmes ?), C 8 var. et 10 var. IMP DIVI F / PP (bustes adossés d'Agrippa portant une couronne rostrale et d'Auguste portant une couronne de lauriers). R/ COL NEM (crocodile à droite colleté attaché par une chaîne à une palme inclinée ; la palme est surmontée à sa gauche par une couronne avec ses lemnisques, deux palmettes sont placées sous le crocodile).

Séance du 18 mai 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Wiedemann : « Les ouvrages anciens de numismatique et leur illustration ».

Ont été présentés au Cercle les photographies extraites de livres de la Bibliothèque municipale de Bordeaux, en abrégé B.M.Bx, que nous énumérons ci-après en ordre chronologique. Les diapositives sont consultables sur place au Cercle Bertrand Andrieu. Les ouvrages eux-mêmes sont visibles aux personnes munies d'une carte de lecteur et inscrites à la section des fonds patrimoniaux de la Bibliothèque. Il faut en faire la demande la veille du jour de la consultation. Pour une description bibliographique plus détaillée de ces livres, renvoyons l'amateur aux précieux ouvrages de M. Christian E. Dekesel, qui recensent déjà toute la littérature numismatique du XVI^e et du XVII^e siècle¹.

STRADA (Jacobus de) (1553) : *Epitome / Thesauri / Antiquitatum, / hoc est, IMPP. Rom. Orientalium & Occidentalium Iconum, ex antiquis Numis- / matibus quàm fidelissimè / delineatarum. Ex Musæo Iacobi de Strada Mantuani Antiquarij. Lugduni, / apud Iacobvm de Strada, et / Thomam Guerinvm, / M.D.LIII. Cum privilegio Regio.* – [Résumé du Trésor des antiquités, c'est-à-dire des images des empereurs romains orientaux et occidentaux dessinées d'après des monnaies antiques aussi fidèlement que possible. Du musée de Jacques de Strada antiquaire mantouan. A Lyon, chez Jacques de Strada et Thomas Guérin, 1553. Avec privilège du roi.] – Ex-libris ms : *Ex bibliotheca joannis pauli Loret in suprema Curia praesidis.* [De la bibliothèque de Jean Paul Loret, président au Parlement suprême] – Tampon de l'Académie : *Crescam et lucebo* + croissant. – Cote B.M.Bx : H 4939.

A la suite est relié : Antonius AUGUSTINUS et Fulvius URSINUS C.R. : *De Romanorum gentibus et familiis, scriptores duo praestantissimi. Antonius Augustinus et Fulvius Ursinus. C.R. Cum utili & necessaria Nobilissimi cujusdam viri Praefatione. Genevæ. Apud Franciscum Fabrum. MDXCII (1592).*

VICO (Enea) (1555) : *Discorsi di M. Enea / Vico Parmigiano, / Sopra le medaglie de gli antichi / divisi in due libri. / ove si dimostrano notabili errori di / Scrittori antichi, e moderni, intorno alle historie Romane. / con due tavole, l'una de'capitoli ; l'altra delle cose piu notabili. / al magnanimo et invitiss. Signore, / Il S. Cosimo de' Medici, duca II. / di Fiorenza. O.P.D.P. / Con Privilegio. [In Vinegia appresso Gabriel / Giolito de Ferrari, et / Fratelli. MDLV.]* – [Discours de Maître Enea Vico de Parme sur les médailles des anciens,

divisés en deux livres, où sont démontrées les erreurs notables des écrivains antiques et modernes touchant l'histoire romaine, avec deux tables, l'une des chapitres, l'autre des choses les plus notables, dédiés au magnanime et vaincu Seigneur Cosme de Médicis, second duc de Florence. Avec privilège. A Venise, chez Gabriel Giolito de Ferrari et ses frères, 1555.] – Initiales manuscrites d'un propriétaire : *GABL*, marquées autrement sur la page de titre. Devise manuscrite en grec ? – Explicit : marque typographique au phénix, avec inscription manuscrite en grec (?) et monogramme manuscrit *GABL*. – Cote B.M.Bx : H 4901/1.

A la suite est relié : ALEANDRO (Hier.) (1617) : *Antiquæ / tabulæ / Marmoreæ / Solis effigie, symbolisque exculptæ accurata explicatio / Qua priscæ quædam mythologiæ, ac nonnulla præterea vetera / monumenta marmorum, gemmarum nomismatum illustrantur. Auctore / HIER. ALEANDRO / IVNIORE. / Accessit non absimilis argumenti expositio sigillorum zona veterem statuum marmoream cingentis. Editio II. ab eodem aucta & recognita. Lutetiæ Parisiorum, / Ex Officina Niueliana, Sumptibus Sebastiani Cramoysi, via / Iacobea, sub Ciconijs. M.DC.XVII. Cum privilegio regis.* – [Explication détaillée d'une table de marbre antique à l'image du soleil décorée de symboles par laquelle sont commentés certains anciens monuments de la mythologie antique consistant en marbres et en outre en gemmes et en monnaies par Jérôme Aleandro. S'y ajoute l'explication d'un semblable argument des sceaux entourant la ceinture d'une statue antique de marbre. Deuxième édition revue et augmentée par l'auteur. A Paris, de l'atelier de Nivelles. Aux frais de Sébastien Cramoisy, rue Saint Jacques, aux Cigognes. 1617. Avec privilège du roi.] – Ex-libris manuscrit : *Ex libris Carmel. Discal : Chartron.* [Ex libris des Carmes déchaux des Chartrons]. – Cote B.M.Bx : H 4901/2.

VICO (Enea) (1558) : *Augustarum imagines / Aereis formis expressæ ; / Vitæ quoque earumdem breviter enarratæ, Signorum etiam, quæ in posteriori parte numismatum efficta sunt, / ratio explicata ; Ab AENEA VICO PARMENSE.* – [Portraits des impératrices gravés sur cuivre, avec un résumé de leur vie, ainsi que l'explication des signes qui sont figurés sur les revers des monnaies par Enea Vico de Parme. Venise, 1558] – Ex libris manuscrit : *Ex Bib. fr. Duchesne 1746.* On trouve aussi le nom de la ville de Barbezieux. – Cote B.M.Bx : H 4902/2.

GOLTZII (Huberti) (1579) : *Thesaurus rei antiquariæ huberrimus ; / ex antiquis tam numismatum quam / marmorum inscriptionibus pari diligentia qua fide con- / quisitus ac descriptus, & in locos communes distributus, / per Hubertum Goltzium / Herbipolitam Venlonianum / civem Romanum. Antverpiæ, / ex officina Christophori Plantini, / Architypographi Regij. M.D.LXXIX.* – [Trésor très abondant de l'archéologie antique, réuni et décrit avec un soin et une fidélité égaux

et distribué en chapitres généraux d'après les inscriptions des monnaies, aussi bien que des marbres. Par Hubert Goltzius de Würzburg et de Venlo, citoyen romain. A Anvers, de l'atelier de Christophe Plantin, architypographe royal, 1579] – B.M.Bx : ancienne cote 7912, nouvelle cote H 4905.

OCCO (Adolphe) (1579) : *Impp. Romanorum Numismata a Pompeio Magno ad Heraclium : Quibus insuper additæ sunt inscriptiones quædam veteres , arcus triumphales, & alia ad hanc rem necessaria. Summa diligentia & magno labore collecta ab Adolpho Occone R.P. Aug. Medico, antiquitatum studioso. Antverpiæ, Ex officina Christophori Plantini, Architypographi regij. M.D.LXXIX.* – [Monnaies des empereurs romains de Pompée le Grand à Héraclius, auxquelles on a ajouté quelques inscriptions anciennes, des arcs de triomphe, & autres choses nécessaires à ce sujet. Collectées avec un grand soin et un grand labeur par Adolphe Occo, médecin de la ville d'Augsbourg et amateur de l'Antiquité. A Anvers, de l'atelier de Christophe Plantin, architypographe du roi.] – L'ouvrage n'est pas illustré sauf par la marque typographique de Plantin. – Cote B.M.Bx : H 4941.

LE POIS (Antoine) (1579) : *Discours sur / les medalles et / graveures anti- / ques, principalement / Romaines. / Plus vne Exposition particuliere de quelques planches ou tables / estans sur la fin de ce liure, esquelles sont monstrees / diuerses Medalles & graveures antiques, rares & exquises. – Par M. Antoine Le Pois, Conseiller & Medecin de Monseigneur le Duc de Lorraine. a Paris, par Mamert Patisson Imprimeur du Roy, / au logis de Robert Estienne. / M.D.LXXIX. / Avec privilege.* – Ex-libris manuscrits : Ex dono Dom. Præsidis Barbot, d'une autre encre : *Soulas*, d'une troisième : *Vinea*. Tampon de la bibliothèque de l'Académie : *Crescam et lucebo* + croissant. A la page I de la préface, ex-libris ms : *ex bibliotheca Joannis Pauli Doret / Soret / Soret in suprema Curia præsidis*. De la bibliothèque de Jean Paul Soret / Doret / Soret ? président du Parlement suprême [nom inconnu des biographies]. A la dernière page, ex libris ms : *Apartien à Campo*. – Cote B.M.Bx : H 4897.

HEMELAERIUS (Joannes) (1627) : *IMPERATORVM ROMANORVM NVISMATA AVREA / A Julio Cæsare ad Heraclium continua serie collecta et / edita ex Musæo Excell^{mi} Principis / CAROLI CROYI Ducis Arschotani &c. / Industria et manu Iacobi de Bie / in æs incisa : et à IOANNE HEMELARIO / Canonico Cath. Eccl. Antwerp. Breui et Historico / COMMEN-TARIO / explicata. / Antverpiæ, / Apud Petrum et Ioannem Belleros A° M.DC.XXVII.* – [Les monnaies d'or des empereurs romains de Jules César à Héraclius réunies en série continue et éditées d'après le Musée de l'Excellentissime Prince Charles de Croy, duc d'Arschot etc, gravées sur cuivre par les soins et la main de Jacques de Bie et expliquées en un bref commentaire historique par Jean Hemelær, chanoine de l'Église

Cathédrale d'Anvers. A Anvers, chez Pierre et Jean Beller, l'an M.DC.XXVII. = 1627] – [Tampon aux 3 croissants. Bibliothèque de la ville de Bordeaux] – Cote B.M.Bx : D 10736.

PATIN (Charles) (1665) : *Introduction / à l'histoire, / par la connoissance/ des Medailles./ par / CHARLES PATIN, / Docteur Regent en la Faculté de Medecine de Paris. A Paris, / Chez Iean Dv Bray, ruë saint Iacques, aux Espics-Meurs. et Pierre Variquet, ruë saint Iacques, à l'Enseigne du Gril, près Saint Benoist. MDC.LXV. Avec priuilege du Roy. – Ex libris manuscrit : Ex dono Dom. Presidis Barbot. – Cote B.M.Bx : H 17554.*

BELLORI (Johannes Petrus) (1690) : *Veteres arcus / Augustorum / Triumphis insignes / Ex reliquiis quæ Romæ adhuc / Supersunt / Cum imaginibus triumphalibus / restituti / Antiquis nummis notisquæ / Io: Petri Bellorii / Illustrati / Nunc primum / per Io: Iacobum de Rubeis / Æneis typis vulgati. / Romæ, M.D.C.XC. / Ad Templum Sanctæ Mariæ de pace, Cum Priuilegio Sum. Pontificis. / Superiorum permissu. – [Les arcs anciens illustres par les triomphes des empereurs, d'après les reliques qui en subsistent aujourd'hui à Rome, restitués avec les images des triomphes, enrichis de monnaies antiques et de notes de Jean Pierre Bellori, édités pour la première fois avec des gravures sur cuivre par Jacques de Rubeis [= Rossi ?]. Rome, 1690. A l'église de Sainte Marie de la Paix, avec privilège du Souverain Pontife. Avec permission des autorités.] – Ex-libris armorié sur l'intérieur de la couverture : dans un écu ovale, d'azur à un chevron d'or, avec deux étoiles d'argent en chef et un paon ou un phénix posé sur une champagne, tourné à dextre en dessous, couronné d'une couronne comtale, tenu par deux lions rampants sans indication d'email. L'écu s'inscrit dans un cartouche terminé en bas par des lambrequins servant de sol aux lions. – Cote B.M.Bx : H 1722 / FAP 44406.*

[Père] Louis JOBERT (1692) : *La science des Médailles pour l'instruction de ceux qui commencent à s'appliquer à la connoissance des médailles Antiques et Modernes. A Paris, chez Louis Lucas, Michel David et Jean Ricoeur, MDC.XCII [1692]. – L'ouvrage n'est pas illustré. – Cote B.M.Bx : H 17555.*

[Père] Louis JOBERT ? (1739) : *La science / des / Medailles. / Nouvelle édition, / Avec des remarques / Historiques & Critiques. Tome premier. A Paris, chez De Bure l'aîné, Quay des Augustins, du côté du Pont S. Michel, à s. Paul. / M.DCC.XXXIX. – Indications manuscrites : par Louis Jobert. — par Joseph Bimard de Labastie. – Tampon : Bibliothèque de la ville de Bordeaux. – Cote B.M.Bx : H 17556 (1) & (2).*

MORELLIUS (Andreas) (1695) : *Specimen / Vniuersæ / REI NVMMARIÆ / ANTIQVÆ, / Quod Litteratorum Rei-publicæ proponit ANDREAS MORELLIVS Helvetio Bernas.*

Lipsiæ apud J. THOMAM FRITSCH. / ANNO MDC XCV. – [Spécimen de toute la numismatique antique que propose à la république des lettres André Morellius, suisse de Berne. A Lipse, chez Thomas Fritsch, l'an 1695.] – Ex libris Carm. Discal. Conventus Stæ Mariæ de salute. Chartrons C.I.1724. [Ex libris du couvent des Carmes déchaux de Sainte Marie du Salut aux Chartrons]. – Cote B.M.Bx : H 17557.

MANGEART (Dom Thomas) (1763) : *Introduction / à la science / des Médailles, / pour servir à la connoissance / des Dieux, / de la religion, / des sciences, des arts / et de tout ce qui appartient à l'histoire ancienne, Avec les preuves tirées des médailles. / Ouvrage propre à servir de supplément à l'Antiquité expliquée, / Par Dom Montfaucon. / Par DOM THOMAS MANGEART, Religieux Bénédictin de la Congrégation de S. Vanne & S. Hidulphe, Antiquaire, Bibliothécaire & Conseiller de Son Altesse Royale Monseigneur le Duc Charles de Lorraine, &c &c &c. / A Paris, chez D'Houry, Imprimeur-Libraire, de Monseigneur le DUC d'Orléans, rue de la Vieille Bouclerie. / Et se trouve aussi chez DAVIDTS & TILLIARD, Libraires, Quai des Augustins. M.DCC. LXIII. Avec approbation et privilège du Roi. – Au verso du faux titre, une étiquette typographique collée : *Se vend à Bordeaux, / Chez J. Chappuis aîné, / Libraire, Place Royale, / à l'entrée de la nouvelle / Bourse. – Cote B.M.Bx : H 1648.**

La communication est illustrée par la projection de diapositives.

Présentation :

M. Debruge : Monnaies relatives à la bataille d'Actium.

¹. DEKESEL (Christian E.). *Bibliotheca Nummaria, Bibliography of 16th Century Numismatic Books*. Illustrated and Annotated Catalogue. With a Foreword by Prof. Dr. Peter Berghaus. London, Spink, 1997. – DEKESEL (Christian E.). *Bibliography of 17th Century Numismatic Books*. London & Crestline, chez George Frederick Kolbe et chez Spink & Son Ltd., 2003. 3 vol. ill. n & bl.

	Auguste	Auguste pour les Césars	Tibère	Tibère Pontif Maxim	Caligula	Claude
Total	6	3	29	27	2	3
%	15	7,5	72,5	67,5	5	7,5

Tableau1.

Séance du 15 juin 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Bost : « Le trésor d'aurei de Montans (Tarn) ¹ ».

Le site archéologique de Montans (c. de Gaillac, arr. d'Albi, Tarn) est célèbre pour avoir abrité pendant deux siècles au moins un des ateliers de céramique sigillée les plus productifs de la Gaule. Au mois de novembre 1992, des travaux de réfection conduits à l'entrée nord du village ont entraîné la mise au jour d'un lot de 40 aurei d'époque julio-claudienne, entre 19/18 av. J.-C. et les premières années du règne de Claude. Les monnaies avaient été placées dans un encier en céramique sigillée locale qui n'avait jamais servi et qui fut caché à la base des fondations d'un petit bâtiment construit à l'époque claudienne.

Le trésor se compose de 6 aurei d'Auguste (entre 19/18 av. J.-C. et 13/14 ap. J.-C.), dont 3 exemplaires lyonnais émis pour les Princes de la Jeunesse, de 29 aurei de Tibère (dont 27 revers PONTIF MAXIM), de 2 aurei de Caligula, et de 3 aurei de Claude. La dernière monnaie est une frappe de Claude pour Antonia, datée d'entre 41 et 45 selon les commentateurs (tabl.1).

Quel que soit l'intérêt des autres pièces, le lot le plus intéressant est celui des 27 exemplaires tibériens au revers PONTIF MAXIM, revers qui posent un certain nombre de questions générales (identification du revers - *Iustitia* ?, *Pax* ?, *Livie* ? -, classification et typologie, chronologie, et même métrologie) auxquelles s'ajoutent celles des liaisons de coins et du volume de cette abondante série.

¹. Il s'agit ici du résumé d'un article publié en collaboration avec Th. Martin sous le titre : Un trésor d'aurei julio-claudiens à Montans (Tarn), dans la revue *Trésors monétaires*, XX, 2002, p. 175-184 et pl. XXXIX-XL.

	Groupe I		Groupe II		Groupe III		Groupe IV		Groupe V		Groupe VI	
	T	%	T	%	T	%	T	%	T	%	T	%
Giard	22	23,40	12	12,76	8	8,51	30	31,91	12	12,76	10	10,63
Montans	6	22,22	5	18,52	5	18,52	11	40,74	-	-	-	-

Tableau 2.

L'étude stylistique a permis de retrouver dans quelques exemplaires la main de graveurs déjà identifiés à Lyon et de reconnaître l'emploi d'un même carton par plusieurs graveurs d'une même équipe. Toutefois, aucune liaison de coins n'a été trouvée, ni entre les 27 exemplaires du lot, ni entre ces derniers et ceux qu'a publiés J.-B. Giard, ce qui laisse envisager une émission qui a été très abondante dans toutes ses phases.

Le classement d'après les groupes déterminés par H. Mattingly puis J.-B. Giard montre une représentation majoritaire des pièces du groupe IV, c'est-à-dire d'une série émise vers 31-34, ce qui, compte tenu de l'arc chronologique de l'ensemble du dépôt, ne paraît pas accidentel (tabl. 2).

Les traces d'usure laissées sur les flans par le frai, mais aussi la composition du lot et l'absence de liaisons de coins désignent le trésor de Montans comme un trésor de circulation et comme un bon témoin de ce qu'a été la circulation de la monnaie d'or (au moins en Aquitaine) à l'époque d'Auguste et de ses premiers successeurs.

Les maigres éléments de comparaison disponibles laissent deviner la circulation assez active d'un numéraire qui a été périodiquement renouvelé, en deux, et peut-être trois, étapes majeures. La première se place dans la dernière partie du règne d'Auguste, avec les frappes abondantes pour les Césars, qui ont transformé progressivement la structure de la circulation monétaire de l'Occident, à la fois pour l'or et pour l'argent. La suivante, vers 19-22, soit quinze à vingt ans plus tard, est celle des premières émissions de Tibère au revers PONTIF MAXIM. La troisième étape peut avoir été celle que représente aujourd'hui pour nous le groupe IV, que Mattingly et Giard font commencer vers 31 ou 33, soit, dix à quinze ans après les frappes du groupe I.

Si la réflexion est correcte, on aurait ainsi, à trois reprises, entre 2 av. J.-C. et environ 31-33 ap. J.-C., engagé à Lyon des émissions d'or (et aussi d'argent), dont les absences de liaisons de coins constatées certifiaient qu'elles ont été abondantes. D'un autre côté, les trésors montreraient qu'elles se sont brassées et diluées rapidement dans la circulation monétaire d'Occident (avant de parvenir, par exemple, jusqu'à Montans). Cela signifie aussi que, à cette époque, la circulation du numéraire d'or a été active et qu'il faut donc rejeter l'idée que l'or julio-claudien ne circulait pas. En tout cas en Gaule, puisque, apparemment, l'Italie (au moins la péninsule) connaissait alors

un autre régime monétaire, marqué par un manque permanent jusqu'à Néron d'espèces d'or et d'argent, pénurie de liquidités qui a déclenché la crise de 33.

Reste à deviner comment ce lot est arrivé dans l'encrier renversé où il fut découvert. Ce n'est pas facile, car il s'agit d'une forte somme : c'est plus que la solde annuelle de quatre légionnaires, et c'est à peu près l'équivalent (en valeur-bronze) du trésor de sesterces (postérieur d'un siècle) récupéré dans la Garonne près de Bordeaux en 1965 et 1970. Qu'est-ce qui pouvait alors, à Montans, valoir ou rapporter 4 000 sesterces et surtout être payé en or ? L'éventail des hypothèses est large, de la petite fortune d'un potier local au produit d'un vol. Mais comme il est certain qu'il s'agit de monnaies récupérées sur la circulation du moment, on ne peut exclure l'hypothèse d'un lien avec l'annonce ou la mise en application de la réforme de Néron.

La communication est illustrée par la projection de diapositives et de transparents.

Bibliographie :

M. Amandry, S. Estiot et G. Gauthier, *Le monnayage de l'atelier de Lyon (43 av. J.-C. - 413 apr. J.-C.)*, Supplément II, avec la collaboration de J.-N. Barrandon, P.-A. Besombes, J. Mairat et F. Planet, Wetteren, 2003 (Numismatique Romaine. Essais, Recherches et Documents, XXI).

Cl. Brenot et X. Lorient (dir.), *L'or monnayé III. Trouvailles de monnaies d'or dans l'Occident romain*. Actes de la Table Ronde tenue à Paris les 4 et 5 décembre 1987, Paris, 1992 (Cahiers Ernest-Babelon, 4).

J.-P. Callu et X. Lorient (dir.), *L'or monnayé II. La dispersion des aurei en Gaule romaine sous l'Empire*, Juan-les-Pins, 1990 (Cahiers Ernest-Babelon, 3).

R. Étienne et M. Rachet (dir.), *Le trésor de Garonne*, Bordeaux, 1984.

J.-B. Giard, *Bibliothèque Nationale. Catalogue des monnaies de l'Empire romain. I, Auguste*, Paris, 1976 (2e éd., 1988).

Id., *Bibliothèque nationale. Catalogue des monnaies de l'Empire romain. II, De Tibère à Néron*, Paris, B. N., 1988.

Id., *Le monnayage de l'atelier de Lyon. I, Des origines au règne de Caligula (43 avant J.-C. - 41 après J.-C.)*, Wetteren, 1983 (Numismatique romaine. Essais, Recherches et Documents, XIV).

H. Mattingly, *Coins of the Roman Empire in the British Museum (BMCRE)*, I, 1923 (rééd. 1965).

Séance du 19 octobre 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Ursy : « Quelques thèmes du monnayage romain républicain (avant-propos) ».

Présentations :

M. Ursy: Afrique du Sud, 2 rand 1999, 1 rand 1997, 50 cents 1995, 20 cents 2002, 5 cents 1990. Pièce de 1 euro, série grecque, Chouette athénienne, 2002.

M. Pujo : Pièce de 2 euros, série grecque, Enlèvement d'Europe, 2002.

Séance du 16 novembre 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Ursy: « Étude de quelques thèmes du monnayage républicain romain. 1^{re} partie : la République romaine et son monnayage - la mythologie et la vie civile ».

La communication est illustrée par la présentation de documents figurés et de monnaies.

Séance du 21 décembre 2003

Présidence du Dr Debruge, président

Communication :

M. Lecœur: « Les monnaies d'or de l'Italie du Sud et de la Sicile au XIII^e siècle ».

La réapparition en Europe au XIII^e siècle, après une longue éclipse, de monnayages d'or qui soient forts et de qualité, se trouve liée à des évolutions économiques, en particulier au progrès des courants commerciaux avec le Proche-Orient. Avant même Florence et Gênes (1252), Venise (1285), ou la France (1266), elle se manifeste dès 1231 dans les états italiens méridionaux de l'empereur germanique, non sans significations politiques, que vont faire s'accroître des changements de dynasties. Ainsi s'y succèdent l'augustalis de Frédéric II de Hohenstaufen, le reale en 1266 puis le carlino en 1278 de Charles I d'Anjou, prince capétien, et en Sicile le pierreale du roi d'Aragon Pierre III en 1283.

C'est de retour de sa croisade au Levant que Frédéric II, héritier dès son tout jeune âge des royaumes de Sicile et de Naples, où courent depuis longtemps des espèces d'or médio-

crées et déréglées, les tari, décide d'y créer une monnaie solide susceptible de concurrencer au plan international l'hyperpère byzantin et le dinar arabe. Poids supérieur, d'à peu près 5,31 g, teneur élevée en métal fin, 20 1/2 carats, figuration impériale caractérisent son augustalis, sorti des ateliers de Brindisi et de Messine. Il présente d'un côté le buste lauré du souverain, vêtu à l'antique, désigné comme Empereur des Romains César Auguste ; de l'autre son prénom, et l'aigle éployée. Des images si lisibles, d'inspiration romaine et carolingienne, expriment bien une volonté politique de domination. Seulement, la fonction économique d'une telle monnaie, trop forte, ne parvient guère à s'exercer. Son émission ne se poursuit plus que faiblement une fois Frédéric mort en 1250.

A l'instigation de la Papauté les successeurs de son sang sont éliminés dès 1266 par un frère de saint Louis, Charles, comte d'Anjou, et de Provence. Ce conquérant va reprendre le monnayage à son compte, aux mêmes titres et poids mais en substituant au droit sa propre effigie couronnée et au revers son blason aux fleurs de lis ; il s'intitule simplement roi de Sicile. Tel s'affirme le reale, frappé à Barletta puis à Brindisi, ainsi qu'à Messine. En même temps Charles I maintient fixes l'aloi (16 1/3 carats) et théoriquement le poids des tari, y supprime l'aigle traditionnelle, et place sur une face soit le prince galopant à cheval (cavallino) soit sa propre initiale K, et sur l'autre l'écu d'Anjou ou encore la croix longue depuis longtemps en usage qu'accompagne une inscription chrétienne.

Le reale n'a guère plus de succès que l'augustalis. Fin 1278, il est supprimé, de même que les tari, au profit d'un monnayage moins lourd (4,35 g) autrement modulé (23 7/8 carats). Il s'agit du carlino, ou saluto, fabriqué à Naples, de type purement gothique, avec au droit la scène de l'Annonciation à Marie et la salutation angélique, au verso un écusson parti d'Anjou et de Jérusalem et la désignation de Charles comme roi de Jérusalem et de Sicile. Sa diffusion s'arrête dans l'île à la suite du soulèvement des «vêpres siciliennes» en 1282. Elle se poursuit sur le continent sous Charles II 1285-1309, sans ampleur. Le royaume de Naples ne constitue pas une puissance commerciale considérable, tandis que les espèces d'or des grandes républiques marchandes italiennes développent leur audience internationale.

Quant à la Sicile désormais séparée, le roi d'Aragon Pierre III, époux d'une descendante des Hohenstaufen, qui s'en empare, remplace début 1283 le carlino par une pièce analogue, le pierreale, porteuse des armoiries de lui-même, l'écu «sang et or», au droit, et de la reine, l'aigle impériale, au revers, entourées d'inscriptions exprimant tant leurs titulatures que des devises religieuses qui louent la puissance de Dieu. La production est faite à Messine. Elle cesse pratiquement dès fin 1285 à la mort du roi Pierre.

Ainsi s’achèvent, rapidement, les monnayages d’or remarquables suscités en Italie par l’initiative tout à fait novatrice d’une personnalité hors du commun, Frédéric II l’empereur, sans répondre vraiment à aucun moment aux objectifs ambitieux des émetteurs faute d’assise économique suffisante. Ils restent les témoins, souvent d’excellente qualité artistique, de politiques de prestige, largement illusoire.

La communication est illustrée par la présentation de documents figurés et de monnaies, dont :

Frédéric II de Hohenstaufen, augustalis, or (à 20 1/2 carats), 1231×1250 Messine, 5,21 g, 19 mm, 6 h, Kowalski 321 (et pl. UI2/A40). ⌘ FRIDE / RICVS, l’aigle impériale monocéphale debout, presque de face, la tête à droite. R/ o IMPROM • C SARAVG, buste lauré et diadémé à droite de l’empereur d’Occident, roi de Naples et de Sicile, revêtu de la chlamyde.

Charles I d’Anjou, saluto, or (à 23 7/8 carats), 1278×1285 Naples, 4,35 g, 22 mm, 12 h, Friedberg, Italy 808. ⌘ KAROL • D I • GRA • I RLM • SICILI • R X, écu parti, de Jérusalem

à la croix pattée accompagnée de cinq croisettes, et de France aux fleurs de lis sans nombre. R/ ⌘ AVE • GRACIA : PL NA DOMINUS : TECUM :, scène de l’Annonciation, avec Marie à droite et l’archange Gabriel à gauche.

Présentations :

M. Ursy : France, Louis XIV (1643-1715), quart d’écu, 1649 Bayonne, frappé au marteau. Il s’agit de la dernière année de frappe au marteau des monnaies aux trois lis de France. Une monnaie similaire est présente dans le trésor d’Adrien (Vente CGB, n° 287). Un doute plane quant au tirage réel de cette monnaie. D’après la CGB, il s’agit d’une monnaie rare (un peu plus de 6 000 exemplaires) ; d’après Gadoury il y en a eu plus de 160 000.

M. Debruge : NOESKE (Hans-Christoph), *Die Munzen der Ptolemaer*, Frankfurt am Main : Historisches Museum, 2000. — GREEN (Peter), *D’Alexandre à Actium*, Paris : R. Laffont, 1997.

Revue archéologique de Bordeaux

tome XCIV, année 2003

Sommaire

L’archéologie girondine en 2003

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine	3
Opérations archéologiques à Bordeaux	10
Opérations archéologiques dans le reste de la communauté urbaine de Bordeaux	20
Opérations archéologiques dans le reste de la Gironde	26
Bibliographie archéologique régionale	41
 Jean-Claude HUGUET	
Un établissement gallo-romain à Baigneaux	47
 Frédéric BOUTOULLE	
Enceintes, tours, palais et castrum à Bordeaux du XIe siècle au milieu du XIIIe siècle, d’après les textes	59
 La Rousselle et la Mar	77
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD	
Les murailles médiévales en bord de Garonne, tradition et contradictions	79
Frédéric BOUTOULLE	
Le quartier aux XIe et XIIe siècles	85
Sandrine LAVAUD	
A travers les actes de la fin du Moyen Age, un quartier ouvert sur le fleuve	89
Ezéchiél JEAN	
Essai sur le développement urbain et la topographie du faubourg Saint-Eloi	93
Wandel MIGEON, Thierry GÉ, Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD	
Observations archéologiques sur la berge nord de l’estuaire du Peugue	107
 Julie STEVENSON	
Un manuscrit de la fin du XIVe siècle à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, le manuscrit 730 : Les Décades de Tite Live traduites par Pierre Bersuire	119
 Marc FAVREAU	
Reliques, reliquaires et orfèvreries des églises bordelaises pendant le Grand Siècle (1598-1715)	131
 Michèle PEYRISSAC	
Le monastère des bénédictines de Bordeaux	153

Jean (de) Viaut, rue de la Rousselle 161
Laurent CHAVIER
 La maison Viaut retrouvée 163
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE
 Les ferronneries de la maison Viaut 173
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE
 Le cadre de vie de Jean (de) Viaut 183
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE
 La maison de campagne et maison noble de Jean de Viaut : Le Grain, paroisse d'Ambarès 189
Caroline LE MAO
 Du comptoir au Palais : l'ascension d'une famille marchande au début du XVIIIe siècle, les Viaut 193
Pierre COUDROY DE LILLE
 Les propriétaires de la maison de La Rousselle 203

Renée LEULIER
 Le lotissement de l'hôtel de la monnaie à Bordeaux au XVIIIe siècle et la création de la rue Ausone 207

Renée LEULIER
 Deux hôtels d'André Portier : l'hôtel de Ruat et l'hôtel Lecomte de Latresne 225

Sylvain SCHOONBAERT
 L'aventure du cadastre et du plan général d'alignement de Bordeaux (1807-1832) 247

Françoise RÉGUER-GIRON
 Les tombeaux des archevêques de Bordeaux aux XIXe et XXe siècles 269

Philippe MAFFRE
 "Atlas des bâtiments militaires des places de France" - Bordeaux 1849 285

Béatrice HAURIE
 Deux marbres de Soulès à Bordeaux 299

Jean-Claude HUGUET
 Le nouveau "Mystère Frontenac" 309

Jean-François FOURNIER
 Les fêtes carnavalesques à Bordeaux dans les années 1950 311

Activités et manifestations de la Société archéologique de Bordeaux 319

Cercle numismatique Bertrand-Andrieu
 Procès-verbaux des séances de l'année 2003 321

Société Archéologique de Bordeaux

1 place Bardineau, 33000 Bordeaux — Tél. 05 56 44 48 18
permanence le jeudi après-midi

Conseil d'administration pour l'année 2003

Présidents d'honneur :	M. le professeur MARCADÉ, membre de l'Institut M. BENUSIGLIO D ^r LACOSTE LAGRANGE
Président :	M. le professeur R. COUSTET
Vice-présidents :	M. P. COUDROY DE LILLE M. J.-M. DEBRUGE
Secrétaire Général :	M. le professeur P. ARAGUAS
Secrétaires adjoints :	M. P. VIVEZ Mme N. PALARD
Trésorier :	M. X. ROBOREL DE CLIMENS
Bibliothécaire :	M. J.-G. PUYRAVEAU
Archiviste :	Mme M.-F. LACOUÉ-LABARTHE
Conseillers :	Mme A. ZIEGLÉ, MM. AVISSEAU, FAIVRE, MICHAUD, PUJO, RÉGALDO-SAINT BLANCARD

Comité directeur des publications

P. RÉGALDO-SAINT BLANCARD,
X. ROBOREL DE CLIMENS

Comité de lecture

Philippe ARAGUAS, Robert COUSTET, Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, Michel LENOIR, Philippe MAFFRE,
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANXCARD, Xavier ROBOREL DE CLIMENS, Marc SABOYA, Anne ZIÉGLÉ
avec la collaboration pour le présent volume de
Michèle GABORIT

Publications de la Société Archéologique de Bordeaux

Ouvrages

J.-P. TRABUT-CUSSAC, <i>Livre des hommages d'Aquitaine</i>	9 euros
Dr A. CHEYNIER, <i>Pair-Non-Pair</i>	(épuisé)
J.-A. BRUTAILS, <i>Les vieilles églises de la Gironde</i>	(épuisé)
A. NICOLAI, <i>Histoire des faïenceries de Bordeaux au XIXe siècle</i>	230 euros
J.-A. BRUTAILS, <i>Album Catalogue du Centenaire</i>	(épuisé) 19 euros
<i>Fouilles de Parunis, de Mithra aux Carmes</i> (1988)	8 euros

Collection «Mémoires»

1 <i>Archéologie des Eglises et des Cimetières en Gironde</i> (1989)	(épuisé)
2 <i>Aux origines de l'archéologie en Gironde : François Daleau (1845-1927)</i> (1990)	12,50 euros
3 <i>L'Art du Fer forgé en pays bordelais de Louis XIV à la Révolution</i> broché (réédition : 2003)	55 euros
4 <i>Bordeaux baroque</i> (2003)	51 euros

Collection «Pages d'Archéologie et d'histoire Girondines»

1 Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, <i>Meubles bordelais, meubles de port</i>	8 euros
2 Robert COUSTET, <i>Le couvent de l'Assomption et les prémices de l'architecture néo-romane à Bordeaux</i>	8 euros
3 Christophe SIREIX (dir.), <i>Les fouilles de la place des Grands-Hommes à Bordeaux</i>	15,25 euros
4 Michèle PEYRISSAC et Hélène GUENET, <i>Bordeaux, le lycée Montaigne</i>	8 euros
5 Hervé TOKPASSI, <i>L'hôtel Leberthon, chef d'œuvre de l'architecture privée du XVIIIe siècle à Bordeaux</i>	8 euros

Revue

Les Sociétaires reçoivent le tome de la *Revue Archéologique de Bordeaux* correspondant à l'année de leur cotisation. Il leur est demandé de prévenir le secrétariat de tout changement d'adresse les concernant. Toute personne étrangère à la Société, notamment toute personne morale, collectivité, association ou société, peut souscrire un abonnement.

Cotisation pour 2004 : 30 euros. Pour les couples : 40 euros. Pour les étudiants : 20 euros.

Les cotisations doivent être réglées avant la fin du premier trimestre, par chèque bancaire ou postal au compte de la Société Archéologique de Bordeaux.

(CCP BORDEAUX 306 80 S)

Société Archéologique de Bordeaux
Hôtel des Sociétés Savantes, 1 place Bardineau,
33000 Bordeaux - Tél. : 05 56 44 48 18
Paiement cotisation = entrée gratuite aux Musées municipaux

Cession de tomes isolés (sauf épuisement)

Bulletins récents (depuis 1960)	28 euros
Bulletins entre 1923 et 1960	11 euros
Bulletins anciens (entre 1873 et 1923)	18,50 euros
Tables 1924-1973	11 euros

Recommandations aux auteurs

La *Revue archéologique de Bordeaux* publie des articles originaux concernant l'archéologie, l'histoire et l'histoire de l'art à Bordeaux et en Gironde.

L'appel à fournir des articles fait d'ordinaire suite à une communication présentée lors d'une des réunions de la Société. Cet appel ne constitue cependant pas un engagement de publication : les articles seront soumis à un ou des recenseurs choisis pour leur compétence sur le sujet abordé ; des modifications justifiées peuvent être demandées aux auteurs.

Les **textes**, sauf accord exceptionnel, **ne doivent pas dépasser 20 pages, soit environ 60 000 signes**. Ils seront fournis sous la double forme d'un tirage papier et d'une disquette MacIntosh ou PC au format Word ou récupérable comme tel ; aucun dactylogramme, aucun manuscrit ne seront acceptés. Tous essais de mise en page sont inutiles et peuvent même constituer une gêne : le texte doit être une saisie "au kilomètre".

Le **style de caractères** normal est le romain. L'italique est réservé aux citations de textes anciens dans leur orthographe d'origine, aux mots et aux citations en latin ou en langue étrangère, aux titres d'ouvrages ou de revues. Le gras doit être limité à des effets exceptionnels. Le souligné, sauf cas particulier, est à prohiber. De même les mots en majuscules.

Les **titres intermédiaires** seront hiérarchisés par un système logique et clair de numérotation. Cette numérotation ne sera pas conservée dans la mise en page définitive ; une hiérarchisation graphique lui sera substituée. Aucun titre ne doit être saisi en majuscules.

Les **notes** sont consacrées à des références, à des justificatifs, éventuellement à des précisions ou à des nuances qui alourdiraient le texte. Elles ne doivent pas constituer de longs développements. Si nécessaire, il est possible de fournir des annexes et d'y renvoyer.

Pour la **bibliographie**, toutes les références seront données en notes et non entre parenthèses dans le texte. Les références de type "op. cit." sont à prohiber. Il est recommandé de n'utiliser en notes que des codes (auteur et date, indication de la page concernée) et de rassembler en une annexe ces codes suivis des références bibliographiques ; cette annexe, dont la présence est vivement souhaitée, doit constituer un document à part du texte. Les références doivent être complètes et rédigées selon les normes en vigueur : pour un ouvrage, "Nom, Prénom. *Titre de l'ouvrage*. Lieu, éditeur, date. " ; pour un article, "Nom, Prénom. *Titre de l'article*. *Revue*, année, tomai son, paginations. ".

Il est demandé aux auteurs de fournir un **résumé** de leur contribution. Il s'agit d'une présentation synthétique de la matière de l'article, qui ne doit pas excéder 1000 signes. Il sera édité dans la table des matières et diffusé en même temps qu'elle. En cas d'absence de ce document ou parce qu'il n'est pas jugé conforme, le comité directeur des publications le rédigera et le proposera à l'auteur.

Les **figures** seront numérotées en une seule série continue, qu'il s'agisse de photographies, de dessins, de diagrammes ou de tableaux.

Le texte comportera des renvois précis sous la forme " (fig. 1) ". Si ce type d'appel ne se justifie pas, des annotations portées en marge du texte papier indiqueront les liens logiques entre texte et iconographie. **La liste des figures avec leurs légendes constituera un document à part.**

Toutes les illustrations doivent être libres de droits. Sauf accord exceptionnel, **leur nombre maximal pour un article de taille normale est de douze.**

Aucune photocopie ne sera admise, sauf cas exceptionnel. Les photographies numériques et documents scannés, s'ils sont indispensables, doivent avoir une définition d'une précision suffisante.

Le format fini de la revue est de 210 x 270 mm. Les pages sont justifiées sur 170 mm, avec deux colonnes de 80 mm. Les illustrations seront ramenées à ces dimensions. Il importe d'en tenir compte, notamment pour les épaisseurs de traits et les corps des légendes internes aux dessins.

Le comité directeur des publications examinera au cas par cas l'intérêt et les possibilités d'impression en couleur. Il peut être amené à refuser des illustrations de mauvaise qualité, à en demander de nouvelles ou à leur en substituer d'autres. De même des dessins ou des tableaux peuvent être repris ou adaptés à une configuration particulière. En ces cas, l'auteur sera consulté.

Une prémaquette des articles sera fournie aux auteurs pour correction. Ce n'est pas le lieu des repentirs qui modifieraient gravement le texte : dès lors qu'il a été reçu par la Société, il est considéré comme une version définitive.

Les auteurs membres de la Société recevront 25 tirés à part. Ceux qui en désireraient un plus grand nombre et ceux qui ne sont pas membres de la Société doivent en faire impérativement la demande par écrit, au plus tard lors de la remise de la prémaquette corrigée ; le coût leur en sera indiqué et ultérieurement facturé.



Société Archéologique de
Bordeaux
1 place Bardineau
33000 Bordeaux

Pour le comité directeur des publications
Pierre Régaldo-Saint Blancard, Xavier Roborel de Climens

Maquette de la couverture :
Concept 99
d'après *Presse-Papiers*

Maquette intérieure et composition :
Concept 99

Impression :
Graphic-Impression

Dépôt légal : mars 2005.

L'archéologie girondine en 2003

Bilan et orientation de la recherche archéologique en Aquitaine	3
Opérations archéologiques à Bordeaux	10
Opérations archéologiques dans le reste de la CUB	20
Opérations archéologiques dans le reste de la Gironde	26
Bibliographie archéologique régionale	41
Jean-Claude HUGUET, <i>Un établissement gallo-romain à Baigneaux</i>	47
Frédéric BOUTOULLE, <i>Enceintes, tours, palais et castrum à Bordeaux du XIe siècle au milieu du XIIIe siècle, d'après les textes</i>	59
La Rousselle et la Mar	77
Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, <i>Les murailles médiévales en bord de Garonne, tradition et contradictions</i>	79
Frédéric BOUTOULLE, <i>Le quartier aux XIe et XIIe siècles</i>	85
Sandrine LAUDAUD, <i>A travers les actes de la fin du Moyen Age, un quartier ouvert sur le fleuve</i>	89
Ezéchiél JEAN, <i>Essai sur le développement urbain et la topographie du faubourg Saint-Eloi</i>	93
Wandel MIGEON, Thierry GÉ, Pierre RÉGALDO-SAINT BLANCARD, <i>Observations archéologiques sur la berge nord de l'estuaire du Peugue</i>	107
Julie STEVENSON, <i>Un manuscrit de la fin du XIVe siècle à la Bibliothèque municipale de Bordeaux, le manuscrit 730 : Les Décades de Tite Live traduites par Pierre Bersuire</i>	119
Marc FAVREAU, <i>Reliques, reliquaires et orfèvreries des églises bordelaises pendant le Grand Siècle (1598-1715)</i>	131
Michèle PEYRISSAC, <i>Le monastère des bénédictines de Bordeaux</i>	153
Jean (de) Viaut, rue de la Rousselle	161
Laurent CHAVIER, <i>La maison Viaut retrouvée</i>	163
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, <i>Les ferronneries de la maison Viaut</i> ..	173
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, <i>Le cadre de vie de Jean (de) Viaut</i> ...	183
Marie-France LACOUÉ-LABARTHE, <i>La maison de campagne et maison noble de Jean de Viaut : Le Grain, paroisse d'Ambarès</i>	189
Caroline LE MAO, <i>Du comptoir au Palais : l'ascension d'une famille marchande au début du XVIIIe siècle, les Viaut</i>	193
Pierre COUDROY DE LILLE, <i>Les propriétaires de la maison de La Rousselle</i> ..	203
Renée LEULIER, <i>Le lotissement de l'hôtel de la monnaie à Bordeaux au XVIIIe siècle et la création de la rue Ausone</i>	207
Renée LEULIER, <i>Deux hôtels d'André Portier : l'hôtel de Ruat et l'hôtel Lecomte de Latresne</i>	225
Sylvain SCHOONBAERT, <i>L'aventure du cadastre et du plan général d'alignement de Bordeaux (1807-1832)</i>	247
Françoise RÉGUER-GIRON, <i>Les tombeaux des archevêques de Bordeaux aux XIXe et XXe siècles</i>	269
Philippe MAFFRE, <i>"Atlas des bâtiments militaires des places de France" - Bordeaux 1849</i>	285
Béatrice HAURIE, <i>Deux marbres de Soulès à Bordeaux</i>	299
Jean-Claude HUGUET, <i>Le nouveau "Mystère Frontenac"</i>	309
Jean-François FOURNIER, <i>Les fêtes carnavalesques à Bordeaux dans les années 1950</i>	311
Activités et manifestations de la Société archéologique de Bordeaux ...	319
Cercle numismatique Bertrand-Andrieu, <i>Procès-verbaux des séances de l'année 2003</i>	321